



HAL
open science

Antifascistes et exilés de l'Emilie Romagne en France : Du "biennio nero" jusqu'à la construction de la démocratie italienne 1922-1948

Antonio Torrenzano

► **To cite this version:**

Antonio Torrenzano. Antifascistes et exilés de l'Emilie Romagne en France : Du "biennio nero" jusqu'à la construction de la démocratie italienne 1922-1948. Histoire. Université Côte d'Azur, 2021. Français. NNT : 2021COAZ2016 . tel-03506302

HAL Id: tel-03506302

<https://theses.hal.science/tel-03506302>

Submitted on 2 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THÈSE DE DOCTORAT

Antifascistes et exilés de l'Émilie Romagne en France

*Du « biennio nero » jusqu'à la construction de la
démocratie italienne (1922-1948)*

Antonino Torrenzano

Laboratoire CMMC Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine

**Présentée en vue de l'obtention
Du grade de docteur en Histoire et
Civilisations des Mondes Moderne et
Contemporains d'Université Côte d'Azur**

Dirigée par : Prof. Jean-Paul Pellegrinetti

Soutenue le : 06 juillet 2021

Devant le jury, composé de :

Jean-Pierre Darnis, Maîtres de conférences,
HDR, Université Côte d'Azur

Frédéric Rousseau, Professeur, Université

Paul Valéry de Montpellier

Stéfanie Prezioso, Professeure, Université
de Lausanne

Jean-Paul Pellegrinetti, Professeur,
Université Côte d'Azur

Remerciements

Je considère cette thèse de recherche comme une œuvre collective, puisque constamment nourrie, alimentée, encouragée par de nombreuses personnes. Mes remerciements prennent donc la forme d'un hommage que je rends à toutes les personnes auxquelles je dédie ce travail.

Je remercie mon Directeur de thèse, le Professeur Jean-Paul Pellegrinetti du Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine de l'Université Cote d'Azur qui m'a permis de commencer cette recherche et de la mener à bout, qui m'a fait confiance et m'a suivi. Je le remercie pour sa rigueur intellectuelle, pour sa disponibilité, ses conseils, ses corrections.

À l'équipe pédagogique de "Asure Formation" service de l'Université de Nice, de manière particulière je veux exprimer mes sentiments de très haute gratitude à Mme Patricia Andrea pour les encouragements et la capacité à me remotiver à chaque rencontre. Elle a été un très important point de repère. Les mêmes sentiments de reconnaissance à Mme Elisa Pellizzari de la Maison d'édition l'Harmattan, siège italien de Turin, pour sa présence importante.

À toute l'équipe du CMMC de l'Université Cote d'Azur de Nice pour avoir fourni un cadre humain et matériel accueillant et amical dans lequel travailler. À l'école doctorale de Sciences Humaines et Histoire de l'Université de Modena et Reggio Emilia, de manière particulière à l'ancien directeur de l'école, Professeur Stefano Calabrese.

À toutes celles et à ceux qui, à Nice, Marseille, Paris, Milan, Reggio Emilia, Modena,

Bologna et Rome, m'ont laissé rentrer dans les Archives et dans les « vies des mes personnages ». Merci pour avoir répondu à mes questions, à ma curiosité et qui m'ont ouvert leurs souvenirs, leurs expériences passées et leur présent sans quoi ce travail n'aurait pas vu le jour. À Mme la professeure Simona Lazzaretti du Lycée d'État Aldo Moro de Reggio Emilia pour ses gestes attentionnés et sa manière inflexible de lire mon travail. Une pensée chaleureuse à M. Franco Bruno qui m'a supporté par ses messages et ses conversations téléphoniques. Enfin, je ne saurais clore ces pages sans témoigner de mon affection pour ma famille. À mon Père et ma Mère en premier lieu, pour leur soutien moral et matériel. Une pensée toute particulière se dirige vers Raffaella Panciroli et Rosi Torrenzano.

Liste des Sigles

- ACS Archivio Centrale di Stato
- AAGRR Divisione Affari Generali e Riservati
- ASMAE Archivio Storico Diplomatico del Ministero degli Affari Esteri
- CPC Casellario Politico Centrale
- DDI Documenti Diplomatici Italiani
- DGPS Direzione Generale Pubblica Sicurezza
- DGSP Direzione Generale per i Servizi della Propaganda
- DGAGR Divisione Affari Generali e Riservati
- fasc. Fascicolo
- sf. Sottofascicolo
- ISML Istituto per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia
- LIDU Lega Italiana dei Diritti dell'Uomo
- MAE Ministero Affari Esteri
- MI Ministero dell'Interno
- OVRA Opera vigilanza repressione antifascismo
- PCI Partito Comunista Italiano
- PolPol Polizia Politica
- PSI Partito Socialista Italiano
- PRI Partito Repubblicano Italiano
- SdN Società delle Nazioni, Société des Nations
- UPI Unione Popolare Italiana

SOMMAIRE

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Introduction | 11 |
| | |
| PREMIÈRE PARTIE | 23 |
| Aux origines de l'antifascisme dans la région Émilie Romagne | |
| | |
| Chapitre 1 | 28 |
| Le territoire de l'Émilie Romagne : enjeux socio-économiques | |
| | |
| Chapitre 2 | 56 |
| Les exilés de l'Émilie Romagne en France entre 1922 et 1940 | |
| | |
| DEUXIÈME PARTIE | 99 |
| Le pays d'accueil : la France vue par les réfugiés émiliens | |
| | |
| Chapitre 3 | 103 |
| Éléments d'enquête sur 85 militants originaires de l'Émilie Romagne réfugiés à l'étranger (1923-1943) | |
| | |
| Chapitre 4 | 135 |
| La contribution des femmes émiliennes : une histoire négligée | |

| | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| TROISIÈME PARTIE | 171 |
| Préparer la Libération | |
| Chapitre 5 | 175 |
| L'Espagne comme terrain d'action de l'antifascisme italien | |
| Chapitre 6 | 208 |
| La France théâtre d'une guerre clandestine | |
| Conclusion | 255 |
| Annexes | 275 |
| <i>Annexe n. 1 au Chapitre 3 - p. 275</i> | |
| <i>Annexe n. 2 au Chapitre 3 - p. 321</i> | |
| <i>Annexe n. 3 au Chapitre 3 - p. 354</i> | |
| Notes | 359 |
| Sources d'Archive | 463 |
| Bibliographie de Référence | 476 |
| Abstract | 505 |
| <i>La memoria dell'esilio antifascista quale eredità politica della Resistenza e della Repubblica. Il caso dell'Emilia Romagna</i> | |

Introduction

« Aussi toutes les histoires nous font-elles voir que les asiles ont été la source des plus grandes révolutions dans les États et dans les opinions humaines. Est-il utile que les nations se rendent réciproquement les criminels ? Sans doute, la persuasion de ne trouver aucun lieu sur la terre où le crime demeure impuni serait un moyen bien efficace de le prévenir ; mais je n'oserai pourtant point décider cette question, jusqu'à ce que les lois, rendues plus conformes aux besoins de l'humanité, les peines devenues plus douces, et l'arbitraire des juges et de l'opinion détruit, assurent les droits de l'innocence opprimée et de la vertu en butte aux traits de l'envie, jusqu'à ce que la tyrannie, reléguée dans les vastes plaines de l'Asie, ait fait place au doux empire de la raison, ce noeud qui lie si fortement les intérêts du trône avec ceux des sujets. » *Cesare Beccaria*¹

L'histoire de l'émigration italienne débute bien avant l'achèvement du *Risorgimento*, processus d'unification politique de la Péninsule. Toutefois, les flux ne peuvent être comptabilisés qu'après 1876, lorsque l'Italie se dote d'un Institut national de la statistique. Depuis ce jour et jusqu'au début des années 1980, plus de 27 millions d'Italiens quittent leur terre natale. Ces migrants se sont dispersés aux quatre coins du monde, dont la France. Au total, plus de 6 millions d'individus auraient transité par l'Hexagone et 3 millions se seraient installés sur place définitivement.²

Entre 1851 et 1973, l'émigration italienne vers la France a été un phénomène important, tant par sa durée que par le nombre de personnes impliquées. Elle se situe au deuxième rang absolu, après le flux migratoire à destination des États-Unis. Au début, les régions de provenance sont surtout le Piémont, l'Émilie-Romagne et la Sicile mais, progressivement, toutes les autres sont touchées par ce phénomène. Le sud de la France, mais aussi Paris et les grandes régions minières (dans le nord-est, le nord et le centre) accueillent massivement ce flux. Notons, tout d'abord, que les mots

« émigration » et « immigration » ne sont que deux manières différentes de désigner le même phénomène : *la migration*. Dans le premier cas, on se situe implicitement du point de vue du pays de départ, dans le second, de celui du pays d'accueil.

Quel que soit son lieu d'origine, un émigré devient automatiquement un immigré dans le pays d'accueil, alors qu'il continue de se penser plutôt comme un émigré (ce qui le rattache symboliquement à sa terre natale).

Dans la perspective du pays d'accueil, les immigrés et les réfugiés sont avant tout des étrangers. Leur situation dépend donc de la réalité du contexte local, lors de leur arrivée. L'attitude de l'État et du gouvernement concernés varient en fonction des traditions politiques et des intérêts économiques du moment. C'est pourquoi, d'une manière générale, l'accueil réservé aux étrangers (qu'ils soient des immigrés pour des raisons économiques ou des réfugiés politiques) est plus favorable en période de croissance économique, quand on a besoin d'une main-d'œuvre supplémentaire qu'on ne trouve pas sur place parmi la population autochtone, et il devient moins favorable dans les périodes de crise et de chômage³.

Au XIX^e siècle, un Émilien migré aux États-Unis racontait : « Je suis venu en Amérique parce qu'on m'avait dit que les rues étaient pavées d'or. Après mon arrivée j'ai découvert trois choses : d'abord, que les rues ne sont pas pavées d'or ; ensuite, que les rues ne sont même pas goudronnées ; enfin, qu'on m'a chargé de les goudronner »⁴.

1. Réflexions préliminaires

« La psychologie de toutes les émigrations politiques italiennes – écrit Carmela Maltone – a été à peu près toujours la même, et ses marques ont été un trait caractéristique. Il y a le complot, le complotisme, le complotisme de conspiration, il effleure du messianisme. Il y a les sectaires, les théoriciens, les vaincus ; ceux qui n'ont rien

appris du passé et d'autres qui voient seulement l'avenir. Il y a les intrigants et les provocateurs, mais aussi les obsédés du cauchemar de l'espionnage, enfin, les organisations, les partis, les polémiques, les rivalités personnelles : tout ce qu'il faut pour décourager l'optimiste, pour faire rire de façon sarcastique le sceptique. Nonobstant tout cela, le plus grand nombre des émigrations politiques italiennes ils ont connu à la fin la revanche : les tyrannies qui semblaient plus solides s'écroulent ; dans le vêtement élimé du fuoruscito d'hier il y a souvent l'étoffe pour la redingote du ministre de demain »⁵. Il y a cependant différentes modalités migratoires : chaque peuple a sa physionomie, son Histoire, sa destinée⁶.

Dès le début, l'émigration politique italienne de l'Entre-deux-guerres a eu le signe d'une opposition politique et parlementaire. Après la fascisation de l'État, elle a été obligée à transférer ses partis politiques et ses organisations syndicales hors de l'Italie sous les coups d'une vague de terreur qui n'a épargné ni la vie parlementaire, ni la presse, ni les organisations de culture, ni l'ancienne économie libérale : « L'émigration politique de l'Entre-deux-guerres est donc représentée par un haut pourcentage d'individus [...] ordinaires [...]. Les fuorusciti ne sont pas les survivants d'un cataclysme ; ce sont des militants dont le régime fasciste craint, avec raison, la volonté »⁷ de revanche.

À l'étranger, cette émigration politique jouira d'un élément de force très caractéristique : les *Petites Italies* dans les lieux d'accueil qui donnent un appui et un soutien à la nouvelle vague de migrants non économiques.

Comme le témoigne l'antifasciste Felice Oleari (originaire de Reggio Emilia) : « Le 14 mai 1923, je suis parti pour la France. J'ai été obligé de fuir en France parce que la police fasciste me cherchait dans mon village natal : Cavriago. Je suis resté deux jours à Modane et puis je suis réparti pour Paris. Quand je suis arrivé à la gare de Lyon, il y avait mon beau-frère Domenico Bonilauri avec Solindo Cavecchi qui

m'attendait à la gare routière. Après, nous nous sommes dirigés à Argenteuil et je suis resté là-bas plusieurs mois. À Argenteuil, je me suis tout de suite inscrit à la section communiste de Saint-Eloi où je m'occupais de la propagande politique... »⁸.

Dans son récit autobiographique, l'antifasciste émilien Giovanni Bertolini – qui passe la frontière italo-française en 1932, le jour de Pâques, et arrive sain et sauf à Chambéry – affirme, en citant Fedor Dostoïevski : « Je ne suis pas abattu, je n'ai pas perdu courage. La vie est en nous et nous dans ce qui nous entoure. Être un homme et le demeurer toujours. Quelles que soient les circonstances, ne pas faiblir, ne pas tomber, voilà le véritable sens de la vie »⁹.

Le thème de l'exil, fortement ancré dans la culture italienne depuis Dante Alighieri, a représenté sans aucun doute un facteur caractérisant de la Résistance italienne. Le « *fuoruscito* » est un réfugié d'un genre particulier et l'exil un phénomène plus sélectif, touchant ceux qui – militants, syndicalistes, journalistes, artistes ou hommes politiques – conçoivent leur départ dans le cadre d'un engagement tourné vers la mère patrie.

Les « *fuorusciti* » parlent toujours au nom d'une identité nationale qu'ils maintiennent intacte dans sa structure au-delà des frontières ; ils s'expriment contre le régime en place chez eux et, parfois, contre leurs compatriotes en diaspora qui ne se reconnaissent pas dans le même combat. Ils sont convaincus, au début, que leur éloignement sera de courte durée et ils partagent souvent cette illusion avec les émigrés économiques.

Malheureusement, l'exil et la migration durent d'habitude plus longtemps que prévu et tous doivent s'adapter à prendre racine dans le pays d'accueil. Émile Témime a attiré l'attention sur une similitude ultérieure entre exil politique et migration économique : l'une et l'autre s'effectuent par vagues et « sont toutes très bien datées, puisque liées à la conjoncture sociopolitique et aux fluctuations de l'Histoire »¹⁰.

Les chemins des exilés, des réfugiés politiques et des migrants économiques se confondent parce que, couramment, leurs histoires font partie de l'histoire plus générale des migrations. Sur quoi peut-on alors fonder une distinction entre les différents types d'émigration italienne ? Tout d'abord sur le fait que, à la différence des émigrés économiques, les exilés antifascistes n'ont pas quitté leur patrie suite à un libre choix, mais pour échapper à un danger, en raison de leurs opinions ou de leur appartenance. Ils ne peuvent pas rentrer chez eux, sans s'exposer à de graves risques. En règle générale, les « *fuorusciti* » – à la différence des migrants ordinaires – ne bénéficient pas de la protection de leur pays d'origine : ils sont donc des réfugiés. Par ailleurs, leur condition se distingue de celle ordinaire par les formes de sociabilité et le type de contact avec le pays d'accueil. Apparemment fondée, une telle distinction doit être néanmoins nuancée.

L'exilé et l'émigré économique ont en commun l'aspiration à rentrer et jugent leur condition comme provisoire. Le premier se fait l'idée que son éloignement sera de courte durée, tandis que le second pense qu'il rentrera dès qu'il aura épargné un petit capital, lui permettant de mener une vie plus décente au pays natal. L'un et l'autre partagent la même illusion. Progressivement, la patrie – qui continue de vivre dans leurs souvenirs – se transforme en un endroit mythique, de plus en plus distinct du pays réel. Il faut ajouter que l'expérience de l'exil, plus encore que celle d'une émigration volontaire, perturbe profondément les identités. Le « *fuoruscito* » est pris en tenailles entre des forces contradictoires, l'une qui l'incite à réaffirmer sans cesse, de manière symbolique, son appartenance à une patrie perdue, et l'autre qui le pousse inexorablement à s'intégrer dans le pays d'accueil, pour y construire une nouvelle existence.

Au contraire des accusations de fuite et de trahison qui les assaillent de la part des représentants officiels de leur pays d'origine, les « *fuorusciti* » prétendent garder intacte leur

affiliation nationale. Ceci explique pourquoi ils semblent se situer dans un espace et une temporalité suspendus : c'est l'éloignement nié par une communion idéale avec la terre d'origine et c'est le temps arrêté au jour du départ à rendre difficilement lisibles, de leur part, les évolutions en cours dans la patrie qu'ils ont quittée. Le départ dramatique, l'horizon d'attente centré sur la patrie perdue, la sociabilité intense et réactive des « *fuorusciti* » marquent une expérience singulière et différente du migrant économique ou du simple voyageur. Son expérience unique en son genre est même dissemblable de celle du *réfugié* qui peut avoir quitté son pays pour des raisons qui n'ont rien à voir avec un engagement politique¹¹. Comment un expulsé construit-il sa propre légitimité politique en exil ? Par l'explication du départ. À chaque exil, son événement fondateur : l'arrivée de Mussolini au pouvoir en 1922 pour les Italiens ; l'incendie du Reichstag pour les Allemands ; l'armistice ou le « statut des Juifs » pour les exilés français de 1940 ; le « coup de Prague » pour les exilés tchécoslovaques.

La lutte pour la reconnaissance internationale est alors la seule preuve qui puisse départager les différents pôles de structuration de l'exil. Ce schéma s'applique aussi aux antifascistes italiens exilés en France avant la Seconde Guerre mondiale. Divisés en groupes concurrents et fluctuants, les communistes, les socialistes, les catholiques et les libéraux ont essayé de se faire reconnaître comme des interlocuteurs privilégiés par les démocraties européennes et internationales. Malgré l'identification fusionnelle ou sublimée de chacun avec la patrie perdue, le temps de l'exil permet toutefois des métamorphoses politico-culturelles, dont les exilés deviennent les médiateurs au moment d'un retour éventuel.

L'arrivée de Mussolini au pouvoir en 1922 provoque le départ vers la France d'un très grand nombre d'opposants au régime et la migration politique prend le pas sur la migration économique (qui ne baisse pas pour autant et se dirige en particulier vers le sud-ouest de la France)¹². « Entre 1920 et

1925, près de 150.000 de nouveaux venus sont enregistrés annuellement. En 1921, les immigrés italiens en France sont au nombre de 470.000. Dix ans plus tard, malgré un fléchissement temporaire en 1927, ils ont doublé (on compte, alors, plus d'un million d'Italiens en France : un travailleur étranger sur trois est italien)¹³. La littérature en la matière décrit un *flux migratoire italien de type économique* qui a concerné la France industrielle à partir de 1851 et qui n'a cessé de grandir jusqu'à l'époque contemporaine¹⁴. Au contraire, *une migration politique*, qualifiée d'exil, a lieu après 1922, en concomitance à la prise de pouvoir de la part de Mussolini et elle va continuer jusqu'à la fin de Seconde Guerre mondiale.

« L'exil – écrit Carmela Maltone – a contribué fortement à rendre la classe politique italienne plus mure, plus sensible, moins immobilisée dans ses rigides repères idéologiques et plus apte à apprécier le sens profond d'une valeur élémentaire : la liberté. Par l'action de l'exil, la liberté devint pour toutes les formations un bien inaliénable et une condition intangible de tout système politique. L'exil a poussé la classe dirigeante italienne vers de nouveaux comportements politiques et l'a incitée à regarder le monde au travers d'un nouveau prisme. Tout cela constitue le simple, mais profond héritage de l'exil »¹⁵.

Les antifascistes qui rentrent en Italie pour la lutte armée apportent ce riche patrimoine politique. Au lendemain de la Libération, l'exil devient un héritage avec lequel reconstruire le tissu politique et social de l'Italie affranchie du fascisme. Encore de nos jours, la Constitution italienne de 1948, toujours en vigueur, est probablement la plus noble gardienne des valeurs de cette longue lutte.

2. Les étapes du travail de recherche

La première étape de ce travail de recherche a consisté en une démarche à caractère historiographique et bibliographique. Le pas fondamental a été la consultation des ouvra-

ges généraux et spécialisés, autant que celle des catalogues des principales bibliothèques italiennes et françaises.

La deuxième étape a concerné la quête de sources fiables, se rapportant à une période déterminée et cela a exigé le recours à des bases de données éparpillées et disparates. En conduisant ces recherches, on a notamment pris contact avec les archives des Instituts régionaux de l'histoire de la Résistance et du Temps présent de la région Émilie Romagne (Istituti Storici della Resistenza), avec l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia de Milan et les associations Fratellanza Emilana, Fratellanza Romagnola, Fratellanza Reggiana, ayant leur siège à Paris.

Au cours de la troisième étape de ce travail, on s'est rendu à plusieurs reprises au Ministero degli Interni et au Ministero della Giustizia italiens, pour avoir accès aux dossiers de la sûreté de l'État concernant les antifascistes de la région Émilie Romagne, qui faisaient l'objet d'une surveillance attentive (Casellario Politico Centrale).

Le Casellario Politico Centrale est situé près des Archives Centrales de l'État de Rome. Ce fonds a été organisé à la fin du XIX^e siècle, sous le premier ministre Francesco Crispi, mais il a été rationalisé par le régime fasciste. Pendant les vingt ans de la domination mussolinienne, tous les opposants, ou mieux tous ceux qui étaient supposé l'être, étaient classés dans des dossiers systématiques.

Le Casellario Politico Centrale est divisé par dossiers personnels et pour chaque sujet présente les données relevant d'une enquête judiciaire : informations de police, renseignements des consulats italiens à l'étranger, correspondances personnelles, documentation photographique.

Pour l'*Italie libérale*, le Casellario Politico Centrale offre le panorama de l'émigration économique ; mais, pour l'*Italie fasciste*, il permet de suivre également l'émigration politique, puisque, à l'époque, le fait de partir représentait une forme d'opposition.

Toujours dans les Archives Centrales, on a consulté les fonds du Ministère de l'Intérieur qui contiennent les rapports des préfets et de la police de frontière et des documents sur la surveillance des associations et des partis politiques. Cette documentation a permis de reconstituer l'action des antifascistes ainsi que le contexte politique du moment. De plus, les matériaux sur les associations, sur les *Fratellanze emiliane* et sur les *Fratellanze romagnole* documentent bien les caractéristiques aggregatives des communautés émiliennes en France, en Europe, comme dans les autres lieux de migration.

Venons-en enfin aux archives historiques du Ministère des Affaires Étrangères : une source très connue et importante pour l'histoire de l'émigration italienne. La diplomatie italienne se renseignait et renseignait le gouvernement sur la situation des émigrants, presque pays par pays. Par conséquent, il s'agit des archives le plus utilisées par les historiens italiens. Les archives consultées et évoquées sont tous publics, mais il faut signaler qu'ils contiennent aussi des fonds privés. Les Archives Centrales de Rome accueillent les textes de plusieurs politiciens du régime fasciste qui se sont occupés de l'émigration. Il suffit à ce propos de rappeler les dossiers de Cornelio Di Marzio, qui a dirigé les *Fasci italiani all'estero*, l'organisation fasciste pour l'émigration.

Pendant la quatrième étape de ce travail, on a rencontré des ex-militants très âgés, qu'on a interviewés. Leurs récits de vie sont émouvants et marquent en profondeur.

Une partie significative de cette recherche se fonde sur des témoignages écrits et oraux qui sont toujours mis en comparaison avec les sources d'archive. Les récits à la première personne dévoilent la subjectivité individuelle, l'expérience de la résistance et le sens que les résistants ont donné plus tard à leur action. Ces femmes et ces hommes n'étaient pas des marginaux ou des excentriques. Ils venaient de toute la société : de la gauche italienne (socialistes et communistes) au parti republicain ou catholique. De petits groupes, isolés

de la majorité conformiste de la population italienne pendant la rapide montée au pouvoir de Benito Mussolini. Tous ces individus furent confrontés au même défi : enfreindre la loi et risquer leur vie ; construire leur monde clandestin et s'inventer de nouvelle identité et de nouveaux rôles.

3. Raconter des histoires de vie ou écrire l'Histoire ?

« Entre l'indéfini et le défini – écrit Marie-Anne Matard-Bonucci –, la minuscule ou la majuscule, commence la frontière séparant les romanciers des historiens. Rideau de fer pour les plus scientifiques d'entre eux, cloison diaphane pour les plus rêveurs, la frontière n'a pas cessé d'interroger et d'attirer les historiens, suscitant en eux une curiosité – ou une anxiété – d'autant plus grande qu'ils considéreraient, ou non, l'écriture et le style comme relevant de leur discipline. La discipline a discipliné l'historien qui s'est vu imposer, par une cohorte de maîtres et de disciples, des règles que même les plus indisciplinés ne voudraient abolir. Pourtant, on est bien loin du temps où Seignobos mettait en garde les auteurs de livres d'histoire contre les microbes littéraires enclins à s'insinuer, tout particulièrement, dans les introductions et les conclusions. Aujourd'hui, qui refuserait d'admettre que pour l'historien, l'écriture est bien plus qu'un véhicule destiné à rendre praticable l'exploration du temps passé ? Qui pourrait nier qu'elle est beaucoup plus qu'un outil tant elle constitue la substance même de l'expérience historique ? Pourtant, et fort heureusement, la frontière est toujours là et l'historien continue de rêver de l'absolue liberté de l'écrivain »¹⁶.

Or, la Résistance décourage le maintien d'un regard froid. L'engagement de si nobles figures suscite respect et admiration, qu'il soit question de personnages connus ou de personnes demeurées anonymes. À ce sujet, Olivier Wieviorka a écrit que : « L'historien doit pourtant s'abstenir d'y céder. Il verserait, sinon, dans l'hagiographie et abdiquerait le sens

critique qui fonde sa discipline ». Puis, il ajoute qu'il faut savoir « écorner les légendes, sans que la plume ne tremble »¹⁷.

4. La structuration en trois parties de ce travail

Cet ouvrage se compose de trois parties.

Dans la première partie, on a d'abord analysé le lieu de départ des « *fuorusciti* » émiliens, c'est-à-dire le territoire de l'Émilie Romagne dans le nord de l'Italie. Au lendemain de la Grande Guerre, le blocage des flux migratoires de la part des États-Unis détermine une réorientation vers l'Europe des candidats italiens au départ. Dans ce contexte, la migration italienne en France assume des proportions importantes, encouragée par l'appel à la main-d'œuvre étrangère diffus par les autorités de l'Hexagone. Pendant la même période, le *biennio rosso* et l'affirmation du régime fasciste en Italie causent une nouvelle migration politique vers la France dont Pierre Milza a donné la périodisation et Ralph Schor la caractérisation sociale¹⁸.

Dans la deuxième partie du travail, on a reconstruit, par une enquête statistique, les vicissitudes de 85 militants et militantes de l'Émilie Romagne partis en France, en Espagne et ailleurs, puis revenus en Italie pour se battre dans la Résistance. L'analyse des fichiers du Casellario Politico Centrale de l'Archivio Centrale dello Stato de Rome a été un instrument très utile pour bien comprendre la façon de l'Italie fasciste de regarder ce groupe social de *subversifs* expatriés en Europe et, de manière particulière, en France.

Dans la troisième partie, on a analysé la participation des « *fuorusciti* » émiliens au conflit espagnol et la guerre clandestine qu'ils ont menée en France contre la police politique fasciste. L'exil, à l'instar de la migration économique et politique, appartient à la grammaire politique de la Péninsule italienne depuis qu'Ugo Foscolo a écrit : « *diede all'Italia una nuova istituzione : l'esilio (il donna à l'Italie*

une nouvelle institution : l'exil) ». Que le départ à l'étranger soit une option forcée et qu'il implique nombre des sacrifices, dont ceux d'ordre économique, c'est un *topos*. En revanche, le fait d'appréhender l'exil en termes d'opportunité et d'ouverture, reste à démontrer.

Indéniablement, l'exil politique a été un drame pour chacune de ses victimes, mais il a souvent assumé les traits d'un destin négocié, en termes d'engagement et de choix.

L'engagement se rattache à un crédo, à un idéal à atteindre et implique une prise de risques. Dans le cas des antifascistes italiens, il produit une circulation au niveau européen, donc un échange, et génère un espace politique transnational fécond.

PREMIÈRE PARTIE
*Aux origines de l'antifascisme
dans la région Émilie Romagne*

Dès le début, l'émigration politique italienne de l'Entre-deux-guerres a eu la marque d'une opposition parlementaire. Après la fascisation de l'État, elle a été obligée de transférer ses organisations hors de l'Italie sous les coups d'une vague de terreur qui n'a épargné ni la vie parlementaire, ni la presse, ni les organisations de culture, ni l'ancienne économie libérale. Comme le précise bien Carmela Maltone, il s'agit en fait d'« individus *politiques* ordinaires »¹⁹.

L'arrivée de Mussolini au pouvoir en 1922 provoque le départ vers la France d'un très grand nombre d'opposants et la migration politique prend le pas sur la migration économique (qui ne baisse pas pour autant et se dirige en particulier vers le sud-ouest de la France)²⁰.

À l'étranger, cette émigration politique jouira d'un élément de force qui sera toujours une caractéristique de l'émigration italienne : les *Petites Italies*²¹.

Entrer dans la Résistance forçait la personne à engager sa vie et, donc, à la risquer ; de ce péril, les *fuorusciti* étaient pleinement conscients. Ceci-dit, nombreux, parmi eux, n'imaginaient pas pouvoir inverser réellement le cours des événements par leur combat. Cette préoccupation leur était étrangère. Se situant dans une logique du témoignage, ils voulaient avant tout montrer aux yeux du monde que des esprits libres refusaient la fatalité de l'ordre nouveau.

Le premier et le deuxième chapitre de la première partie de ce travail mettent en lumière les spécificités du territoire d'origine des antifascistes émiliens et leur chemin à la politisation. En Émilie Romagne, le parti socialiste atteint son apogée à la sortie de la crise 1882-1883, c'est-à-dire dans les

premières années du XX^e siècle. L'examen des données officielles du Ministère de l'Intérieur relatif à 1904 montre que, après les vagues d'agitations syndicales et de réactions patronales²², les Chambres du Travail les plus importantes par nombre et affiliés (13, avec 82.255 membres) sont celles de l'Émilie Romagne, suivies par celles de la Lombardie²³. En 1911, sur un total national de 488 326 inscrits aux Chambres du Travail, 44,4% membres proviennent de l'Émilie Romagne. L'ampleur et la vitalité du mouvement politique surprennent. Une publication ministérielle datant 1^{er} janvier 1911 affirme que la Chambre du Travail de Parme présente l'aspect solide et achevé d'une organisation dont les tous les membres participent aux assemblées municipales et d'arrondissements, aux branches syndicales, à la caisse centrale²⁴.

Le même rapport ajoute que « ce n'est pas seulement à Parme, mais aussi dans toutes les autres provinces de l'Émilie Romagne [*les Chambres du Travail et les Maisons du peuple*] mènent une action intense et continue, qui engage la totalité de la vie des travailleurs »²⁵.

Discours électoraux, rencontres politiques et presse locale constituent les nouvelles voies de la politisation : « En 1915, l'Émilie Romagne revendique non seulement le plus grand nombre de sociétés coopératives au niveau national (1.575 sur un total de 8.341), mais également, et surtout, le rapport entre coopératives et nombre d'habitants le plus bas (une coopérative pour 1.755 habitants, face à une coopérative pour 4.791 habitants dans l'ensemble de l'Italie) »²⁶.

Parmi toutes les expériences du mouvement coopératif de l'Émilie Romagne, celles qui ont un impact d'abord national puis international, sont justement les coopératives agricoles de production et travail²⁷ : « Le système coopératif apparaît donc comme l'instrument le plus efficace pour permettre à chaque individu de maîtriser son destin économique, pour éliminer l'exploitation, pour établir une réelle économie solidaire. Les travailleurs se rendent compte que

c'est leur travail, et non pas le capital, qui engendre un profit et, par conséquent, qu'il n'est pas nécessaire de se soumettre aux conditions du capital pour gagner sa vie »²⁸.

En Émilie Romagne, ce système d'organisation économique met ensemble divers éléments pour constituer un tout. L'approche coopérative est un moyen économique, une forme organisationnelle qui modifie jusqu'à l'avènement du fascisme les typologies de production et les relations de travail du monde rural. Ce mouvement politique conduit les campagnes de la plaine du Pô vers la modernité, mais les encourage aussi à adhérer aux partis.

C'est donc autour des Chambres du Travail, véritables moteurs de l'organisation et la modernisation du territoire et de la collectivité de l'Émilie et de la Romagne, que mûrit une forte conscience politique, mais aussi un antifascisme spontané qui donne l'impulsion à une résistance politique en Italie et à l'extérieur du pays pendant le régime de Benito Mussolini.

L'expérience coopérative s'interrompt de manière soudaine lors de l'avènement du fascisme, alors qu'elle allait atteindre son apogée : « L'aversion fasciste pour le système coopératif émilien dérive de trois éléments principaux. L'usine coopérative est perçue comme un projet d'entreprise démocratique vécu avec appréhension par le patronat. Deuxièmement, le mouvement coopératif régional est ouvertement lié à des cultures politiques socialiste et syndicale. Ultimo, le système coopératif nuit à l'intérêt économique des concurrents directs, c'est-à-dire les petits commerçants, les entrepreneurs du bâtiment, les influents propriétaires agraires. Tous ceux qui représentent en somme la base sociale subventionnant le mouvement fasciste »²⁹.

À ce propos, l'historien Marco Scavino souligne que, si – en général – l'antifascisme italien n'a pas pris racine dans le monde rural, « le cas de l'Émilie Romagne constitue une exception ! Les paysans de l'Émilie Romagne ont vu de manière instinctive, dans la lutte antifasciste menée par les

socialistes et les communistes, la seule option pour prendre la défense de leurs revendications, renverser le régime mussolinien, soutenu en cela par la grande bourgeoisie terrienne, le naissant capitalisme industriel, des entrepreneurs du commerce que voyaient dans le système coopératif un dangereux concurrent [...]. En Émilie Romagne, notamment dans les zones à vocation agricole, l'antifascisme finit par devenir un catalyseur politique non seulement d'une tradition démocratique qui a survécu au fascisme [...]. Cette volonté populaire de participer à la gestion du territoire et à la direction de l'administration publique s'imposera encore plus après la Seconde Guerre mondiale, lors de la construction de la jeune République italienne »³⁰.

Pourquoi le fascisme en Émilie Romagne recourt-il à une violence plus féroce qu'ailleurs³¹ ?

Selon Serge Berstein et Pierre Milza, « le fascisme rencontre sa véritable chance au début de l'automne 1920, immédiatement après le retrait de la vague d'agitation ouvrière qui a fait trembler la classe dirigeante. Une fois le danger écarté, la bourgeoisie songe en effet à rendre impossible une nouvelle flambée révolutionnaire [...]. Une véritable alliance tend ainsi à se constituer entre le premier fascisme, qui est fondamentalement un produit idéologique de la petite bourgeoisie, et les classes possédantes, contre leurs adversaires communs : socialistes et syndicalistes de la CGL. C'est le moment où les fonds qui jusqu'alors avaient manqué à Mussolini commencent à affluer dans les caisses de son organisation, qu'ils émanent de la Confindustria (née précisément au cours de l'été 1920), des banques ou des grands propriétaires fonciers [...]. Dans le même temps se développe en Italie du Nord un fascisme agraire, surprenant pour un mouvement dont Mussolini avait déclaré qu'il ne pouvait se développer que dans les villes. C'est dans les régions d'agriculture riche de la basse vallée du Pô, d'Émilie, de Toscane, que le mouvement connaît son essor le plus rapide »³².

Il faut rappeler que, dans presque toutes les provinces de l'Émilie et de la Romagne, les *braccianti* sont puissamment organisés en ligues agraires³³ qui débattent le prix de leur travail d'égal à égal avec la grande bourgeoisie foncière. Ces associations assurent la survie de la population et expliquent la toute-puissance du socialisme en Émilie (Giovanni Faraboli à Parme, Camillo Prampolini à Reggio Emilia), tout comme en Romagne (Andrea Costa et Nullo Baldini à Ravenne, Giuseppe Massarenti qui transforme le bourg de Molinella en province de Bologne en une citadelle du socialisme padan au tournant du XIX^e siècle) : « Les agrariens supportent évidemment de mauvais gré cette situation. Ils vont trouver un appui inattendu en Benito Mussolini »³⁴.

Dans cette phase, l'antifascisme émilien se caractérise par une opposition active et non simplement passive, comme le met en évidence Claudio Pavone dans son essai *Une guerre civile. Essai historique sur la moralité de la Résistance*³⁵. Les opposants émiiliens mènent une bataille sociale qui implique des paysans et des ouvriers, tant à l'intérieur de l'Italie qu'au-delà de ses frontières. Cette lutte militante est vécue comme un engagement existentiel. Une avant-garde dissidente³⁶ qui, pourtant, ne parvient pas à accélérer dans l'immédiat la crise du fascisme et qui ne jouera pas un rôle crucial dans sa chute en 1943. De son côté, le fascisme est bien conscient que c'est lui l'ennemi visé et la menace à éliminer.

Chapitre 1

Le territoire de l'Émilie Romagne : enjeux socio-économiques

Située dans l'Italie du nord, l'Émilie Romagne a une superficie de 22.123 km² et se compose aujourd'hui de 9 provinces : Bologne, Ferrare, Forli-Cesena, Modène, Parme, Plaisance, Ravenne, Reggio-Emilia et Rimini. L'Émilie Romagne comprend deux zones historiquement bien distinctes : l'Émilie³⁷ et la Romagne³⁸.

Avant l'Unité italienne, la Romagne appartenait aux États pontificaux, tandis que l'Émilie était divisée en deux duchés, Parme et Modène. Les deux territoires deviennent un territoire du Royaume d'Italie le 30 novembre 1859 par l'action politique de Carlo Farini qui les unifie. De l'Unité d'Italie à 1947, l'Émilie Romagne est un ensemble de provinces gouvernées par la monarchie de Savoie en continuité avec le système juridique propre au Royaume de Sardaigne. Une nouvelle architecture juridique, de conformation régionaliste, est instaurée seulement avec la Constitution républicaine de 1948, mais il faudra patienter jusqu'à 1970 pour que les régions italiennes soient administrativement en mesure de fonctionner. Géographiquement, l'Émilie Romagne est un espace de transition entre la Plaine Padane et l'Italie centrale. Morphologiquement, le territoire se divise à part quasi égales, en zones de plaines, de montagnes et collines.

La partie méridionale de la Plaine Padane couvre la moitié de la région et rassemble les deux tiers de ses habitants. De la basse plaine humide qui a fait, à l'est, l'objet de grands travaux de bonification, on passe, vers le sud, au glacis de la haute plaine, constitué des cônes de déjection coalescents des cours d'eau torrentiels issus de l'Apennin. Cette chaîne dépasse rarement 2.000 mètres ; constituée sur-

tout de molasses et de *flyschs*, elle se caractérise par ses pentes raides et violemment ravinées. La transition avec la plaine est assurée par une zone de collines cultivées, au pied desquelles court la *Via Aemilia*, axe majeur de l'urbanisation régionale. Le territoire est traversé par de nombreux fleuves et torrents et la gestion des eaux, notamment dans les zones plates de la Plaine Padane, a constitué un défi séculaire pour la population résidante. Seulement à partir du 1900, par de considérables travaux publics d'aménagement et assainissement, les territoires de la Plaine deviennent morphologiquement plus stables, grâce à un système étendu de canaux et de nombreuses installations de soulèvement mécanique des eaux. Les villes situées le long de la voie émilienne, ont été édifiées à l'époque romaine dans des emplacements aux débouchés d'une vallée de l'Apennin, au bord d'un fleuve et en bordure de la voie émilienne qui les relie les unes aux autres, et qui constitue également l'élément maître de leur structuration urbanistique. Ces villes sont séparées les unes des autres par une distance allant de 14 km (Faenza - Forlì) à 36 km (Plaisance – Fidenza) et elles sont reliées à de petits centres urbains par un réseau de routes secondaires qui ont été édifiées à mesure que l'assèchement des terres a progressé. Un regard général, comme celui offert par les « recensements nationaux » nous permet d'observer les changements qui ont impliqué ce territoire au XX^e siècle. La population résidente a presque doublé en l'espace d'un siècle : en passant de 2.547.201 citoyens en 1901 à 3.983.346 habitants en 2001.

L'agriculture a été le point de repère économique du territoire. Elle est fondée sur les céréales (blé tendre, maïs), la betterave à sucre, les plantes fourragères, l'élevage bovin (fromage parmesan) et porcine, l'arboriculture (pommiers de la plaine de Ferrare). Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Émilie-Romagne a conquis, au sein de l'appareil industriel italien, une place importante. Elle produit une grande variété de biens de consommation et d'équipement

couvrant à peu près toute la gamme des objets offerts à la société de consommation actuelle. Pas de nette spécialisation régionale donc, mais une très forte spécificité des productions à forte valeur ajoutée où l'habileté manufacturière et le savoir-faire inventif ont un rôle certain. En tête par le nombre des emplois et l'importance de la valeur financière, les industries mécaniques. Avec ces productions variées l'industrie de l'Émilie Romagne est, depuis 1970, sur le plan de la valeur ajoutée, la troisième d'Italie derrière celle de la Lombardie et du Piémont, avec une population industrielle qui représente en moyenne les 52% de sa population active³⁹.

1. L'Émilie Romagne de l'Unité au tournant du XX^e siècle

Pendant le demi-siècle qui s'écoule entre l'annexion de l'Émilie Romagne au royaume créé par les Savoie et l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la division séculaire de la Péninsule entre des législations diverses, ainsi que le retour des rivalités municipales rendent difficile l'assimilation des provinces à l'Italie unifiée⁴⁰. Du point de vue économique, au contraire, la période qui s'écoule entre 1870 et 1914 est caractérisée par un grand développement économique, basé sur les progrès de l'agriculture, le début des grands travaux de bonification, la formation des industries modernes, l'intensification du commerce⁴¹.

« On assiste à un développement rural spectaculaire non seulement des rizières, mais également de cultures intensives, notamment de la viticulture et de la culture de plantes industrielles telles que le chanvre. Leur diffusion est favorisée par le niveau soutenu des prix. Cette phase ascendante s'accompagne d'une extraordinaire ramification des transports et des communications : routes, chemins de fer, plus tard le télégraphe couvrent dès l'unification l'ensemble du territoire italien – ou plus exactement – ses parties non montagnardes. Les déplacements, entre les villes, mais aussi

à travers les campagnes, deviennent plus faciles pour un nombre croissant d'Italiens »⁴².

La nouvelle aristocratie terrienne issue de la bourgeoisie du Risorgimento s'efforce de transformer les domaines en grandes fermes et les métayers en ouvriers agricoles salariés dans le contexte de l'oeuvre de bonification et d'irrigation. Dans cette période, L'Émilie et la Romagne connaissent une forte poussée de l'associationnisme avec les républicains et les socialistes dirigés par Andrea Costa⁴³. Les premières coopératives se forment, il s'agit de coopératives agricoles en fermage collectif et de coopératives d'ouvriers⁴⁴. Ces organisations s'affirment de manière indéniable dans les zones rurales, elles signent le début de politisation du mouvement paysan et font usage de modalités d'expression politique moderne. La conjoncture économique positive s'arrête toutefois avec la chute, tardive mais brutale en Italie, des prix des céréales en 1881, bientôt suivie par celle des autres produits agricoles⁴⁵.

La cause principale de la grande dépression agricole de 1880 a été l'arrivée massive en Europe des céréales américaines : « À cette époque, le commerce agricole se pratique pour l'essentiel entre pays européens, et n'est en général que peu important par rapport à la production. L'augmentation des exportations nord-américaines et russes vers l'Europe occidentale fait tomber rapidement le prix de certains produits agricoles »⁴⁶.

Dès 1879, la crise de l'agriculture européenne commence. Les prix des céréales tombent et les mauvaises récoltes ne sont plus compensées par des hausses de prix. Une dépression économique générale aggrave encore la situation. Les grandes exploitations agricoles de l'Émilie et de la Romagne sont touchées instantanément : la crise réduit de manière spectaculaire la surface destinée aux rizières et, par conséquence, le besoin de main d'œuvre. Dans ce contexte de récession, le Parti socialiste (Psi), depuis sa fondation en 1892, devient un point de repère essentiel pour le mouve-

ment paysan et ouvrier : « Dans un pays où la structure de la classe ouvrière reflétait le caractère segmenté et inégal du développement capitaliste, le socialisme était une référence nationale incontournable pour unifier politiquement, ou au moins sentimentalement, l'ensemble des opprimés »⁴⁷. La réaction à la crise débouche sur une restructuration économique remarquable de l'agriculture : les grands travaux de bonification lancés par le gouvernement italien pour pallier le chômage hivernal créent des surfaces nouvelles dans la Plaine Padane, parfaitement adaptées à la grande exploitation. La baisse des prix des céréales est généralement compensée par l'intensification de l'élevage, notamment en Lombardie et en Émilie, ou par l'augmentation de la productivité des terrains cultivés en Romagne⁴⁸.

En cette fin de siècle, deux innovations sont décisives en termes de productivité dans la région Émilie Romagne : la mécanisation, notamment pour le battage, et l'introduction massive d'engrais artificiels. La structure sociale change également par rapport aux années 1870. Au tournant du XX^e siècle, le monde rural se transforme : une armée de salariés agricoles se distribue dans les plaines de l'Italie du nord. « Il s'agit toutefois – écrit l'historienne Manuela Minali – d'une population qui est loin d'être homogène. Il faut tout d'abord distinguer les salariés payés à la journée (*avventizi*), installés dans les terres récemment bonifiées, des salariés à l'année (*obbligati*); ou encore les sarcleurs et sarcleuses migrant vers les emplois saisonniers dans les rizières, des petits propriétaires d'un lopin de terre contraints de se louer comme salariés pour augmenter leurs revenus annuels. La figure du salarié est, en d'autres termes, multiple »⁴⁹.

2. Espace rural et socialisme (1900-1915)

En Émilie Romagne, le Parti socialiste atteint son apogée à la sortie de la crise 1882-1883, c'est-à-dire dans les premières années du XX^e siècle. L'examen des données offi-

cielles du Ministère de l'Intérieur relative à 1904 montre que, après les vagues d'agitations syndicales et de réactions patronales⁵⁰, les Chambres du Travail les plus importantes par nombre et affiliés (13, avec 82.255 membres) sont celles de l'Émilie Romagne, suivies par celles de la Lombardie⁵¹.

En 1911, sur un total national de 488.326 inscrits aux Chambres du Travail, 44,4% membres proviennent de l'Émilie Romagne. L'ampleur et la vitalité du mouvement politique surprennent. Une publication ministérielle datant 1^{er} janvier 1911 affirme que la Chambre du Travail de Parme présente l'aspect solide et achevé d'une organisation dont les tous les membres participent aux assemblées municipales et d'arrondissements, aux branches syndicales, à la caisse centrale⁵².

Le même rapport ajoute que « ce n'est pas seulement à Parme mais aussi dans toutes les autres provinces de l'Émilie Romagne [*les Chambres du Travail et les Maisons du peuple*] mènent une action intense et continue, qui engage la totalité de la vie des travailleurs »⁵³. Discours électoraux, rencontres politiques et presse locale constituent les nouvelles voies de la politisation : les campagnes sont sillonnées par les dirigeants politiques, socialistes surtout, mais aussi républicains à Forli et Ravenne »⁵⁴. La volonté de répondre aux besoins de la base électorale conduit en outre les Chambres du Travail de l'Émilie et de la Romagne à organiser l'activité des sociétés coopératives (Reggio Emilia, Ravenne, Modène), ainsi que de la société de secours mutuel (Forli).

« En 1915, l'Émilie Romagne revendique non seulement le plus grand nombre de sociétés coopératives au niveau national (1.575 sur un total de 8.341), mais également, et surtout, le rapport entre coopératives et nombre d'habitants le plus bas (une coopérative pour 1.755 habitants, face à une coopérative pour 4.791 habitants dans l'ensemble de l'Italie) »⁵⁵. Parmi toutes les expériences du mouvement

coopératif de l'Émilie Romagne, celles qui ont un impact d'abord national puis international, sont justement les coopératives agricoles de production et travail⁵⁶. C'est donc autour des Chambres du Travail, véritables moteurs de l'organisation et la modernisation du territoire et de la collectivité de l'Émilie et de la Romagne, que mûrit une forte conscience politique, mais aussi un antifascisme spontané qui donne l'impulsion à une résistance politique en Italie et à l'extérieur du pays pendant le régime de Benito Mussolini. Au tournant du XX^e siècle, le monde rural régional est en pleine transformation et l'antagonisme avec grande bourgeoisie agraire commence à apparaître non plus conciliable⁵⁷. Les luttes sociales et la question rurale occuperont longtemps la chronique politique interne de l'Émilie Romagne⁵⁸.

Depuis 1908-1909, l'expansion économique en Europe connaît un net fléchissement. Des grèves agricoles, particulièrement dures, ont lieu en 1907 et 1908 dans les provinces de Ferrare, Bologne et Parme. En juin 1908, la région est en pleine crise agraire : « La situation la plus grave est celle des *braccianti* qui ne vivent que de 'leurs bras' et constituent la main-d'œuvre pléthorique des grands domaines. Le débat entre propriétaires et *braccianti* est simple et âpre. Les propriétaires veulent du 'travail libre' qui avec la masse flottante des chômeurs leur permet de dicter les salaires; les *braccianti* exigent le contrôle de l'embauche par les ligues paysannes répartissant équitablement le travail sur toute l'année, fixant les salaires, quelles que soient les saisons et les conditions économiques »⁵⁹.

Une reprise économique est amorcée en 1912-1913, mais elle est de courte durée. Dès le printemps 1914, la récession qui affecte l'ensemble de l'économie européenne revêt dans la Péninsule une acuité toute particulière. Elle se traduit dans le domaine social, conséquence de l'effondrement du pouvoir d'achat des plus pauvres, par une nouvelle flambée d'agitation. En juin 1914, ce sont de véritables insurrections

qui éclatent en Émilie et en Romagne. Métayers et *braccianti* occupent les grands domaines, pillent les demeures des propriétaires fonciers, défient la grande bourgeoisie terrienne. Bientôt le mouvement de protestation gagne les villes. Ancône d'abord⁶⁰, puis Bologne, Ferrare, Ravenne et dans d'autres villes de l'Italie du nord.

Le mouvement de protestation se propage dans toute l'Italie à partir d'Ancône (*semaine rouge*), entraînant des dizaines de milliers d'ouvriers dans une grève générale. Des voies ferrées sont sabotées, des routes barrées. À Parme, les émeutiers élèvent des barricades. En Romagne, les travailleurs essayèrent de prendre le contrôle du territoire. La *semaine rouge* met en évidence les limites de l'aile radicale du Parti socialiste italien et la faiblesse de l'aile réformiste du Psi, la première s'avérant incapable d'offrir une perspective révolutionnaire, la seconde étant devenue trop modérée et force politique du gouvernement : « La *semaine rouge* n'obéit pas à un plan concerté d'assaut général contre le gouvernement : elle n'en constitue pas moins un événement révolutionnaire de grande ampleur que le pouvoir a grand mal à endiguer. Pour venir au bout de la révolte, le nouveau Président du Conseil Antonio Salandra devra envoyer 100 000 hommes dans les provinces insurgées »⁶¹.

3. *L'apport social et politique féminin en Émilie Romagne du début du XX^e siècle au fascisme*

Relire l'évolution économique, sociale, politique de l'Émilie Romagne sans la participation féminine serait faux et trompeur. La vallée du Pô a été un espace qui a vu de manière lente et graduelle l'intégration économique et politique des « paysans » et des « paysannes » à la modernité comme à l'État national depuis 1860, par des pratiques associatives et les rituels politiques du Risorgimento : « Le monde des salariés agricoles – écrit l'historienne Manuela Martini – est non seulement multiple, il est aussi sexué. La

contribution des femmes aux bilans familiaux dans l'économie rurale de l'Émilie Romagne montre de manière incontestable le poids de l'apport féminin, qui pèse pour 25 à 50 % de l'ensemble des revenus pour les ménages nucléaires. L'analyse à une échelle réduite, micro-régionale, de l'aménagement foncier et du marché du travail agricole, permet de découvrir les mécanismes et les rythmes des transformations qui touchent ces territoires dans la seconde moitié du XIX^e et le premier quart du XX^e siècle »⁶².

Bref, la participation économique des femmes à l'économie rurale de la région est donc importante.⁶³ Des études sur les familles et les femmes dans les campagnes ont mis en lumière, notamment, que l'accès au salaire individuel pour les femmes constitue un tournant crucial : « La prise de conscience de leur contribution financière extra domestique en tant que femmes est perçue non moins comme une émancipation sociale et politique. Ces femmes, surtout au nord de l'Italie, participent aux grèves de manière massive : elles représentent, par exemple, 40 % des grévistes en Émilie à la fin du siècle. Surtout, elles sont punies comme les hommes lorsque leur présence n'est pas imputable à leur rôle de mères de famille, comme c'est le cas dans les tumultes annonaires »⁶⁴. Elles prendront part à la circulation des idées socialiste dans les campagnes padanes, à l'animation de nouvelles formes de socialité politique près des maisons du peuple ou encore aux célébrations du 1^{er} mai. En 1897, par exemple, « deux mille sarcleuses de riz, les *mondine* de la basse Plaine de Bologne, défilent avec des giroflées rouges tout au long de l'unique route de Molinella (bourg de la province bolognaise) pour assister aux discours de célébration du 1er mai qui a lieu sur la place principale du village »⁶⁵.

La participation au marché de travail et les revendications syndicales sont une voie d'accès à la politisation. Il s'agit d'un nœud important : parce que ce rôle politique et économique féminin sera de première importance dans la construction des réseaux migratoires à partir de la fin de la

Grande Guerre et suite à la rupture entre régimes libéral et fasciste. Ce seront largement ces femmes qui collecteront et redistribueront les informations sur les pays à atteindre ou à éviter, sur les salaires, sur les risques. Au contraire, quand elles-mêmes émigreront, renverront chez elles des indications qui, à travers des réseaux informels, détermineront les flux migratoires successifs. Depuis la chute du fascisme, l'apport féminin à la Résistance en Émilie et Romagne sera significatif et non seulement d'un point de vue numérique. La lutte armée pour les femmes émiliennes ne sera pas seulement un phénomène militaire, mais la revendication de nouveaux droits civils et politiques dans la nouvelle République parlementaire en 1948.

*4. Les malheurs de la Grande Guerre,
l'après-guerre « rouge » et la restructuration fasciste*

La Première Guerre mondiale éclate dans toute l'Europe en 1914⁶⁶. Mais c'est seulement le 24 mai 1915, que l'Italie entre en guerre contre l'Autriche⁶⁷ : « Qui a assisté aux événements de ces jours-là, les reverra, je le crois, à l'heure de sa mort [...]. Les tranchées adverses sont toutes proches, à quelques dizaines de mètres. Dans cet espace réduit, sous le soleil de l'été ou la neige de l'hiver, les hommes vont à l'assaut, se retirent, et ceux qui ne sont ni blessés ni morts attendent la prochaine offensive »⁶⁸, écrit Emilio Lussu à propos de la Grande Guerre dans son récit *Les Hommes contre*.

L'Italie sort de la guerre dans le camp des vainqueurs mais c'est un pays en crise. Rapidement le pays doit faire face à une agitation sociale sans précédent entrée dans l'Histoire sous le nom de *Biennio Rosso*. Pour la grande majorité des ouvriers et des paysans italiens mobilisés, la Grande Guerre n'a pas constitué l'expérience exaltante décrite par les auteurs futuristes : « La victoire a coûté cher, très cher : 600.000 morts, 950.000 blessés, dont 250.000 resteront mutilés »⁶⁹.

La grande masse des paysans et d'ouvriers a combattu dans les mêmes tranchées. Les souffrances de la guerre, la mort des amis, la solidarité ont soudé les survivants ; la guerre a arraché ces paysans de leur monde archaïque. Après la démobilisation, les anciens militaires rentrent dans ses foyers le cœur meurtri et chargé de revendications. Les paysans veulent devenir les propriétaires des terres à cultiver et exigent des contrats ; tous les démobilisés prétendent travailler, mais la nation est affaiblie financièrement : « Les dépenses sont passées de 2 milliards et demi de en liras en 1913-1914 à 30 milliards 857 millions en 1918-19. Le déficit a centuplé, la circulation monétaire est multipliée par dix ! Or les États-Unis et la Grande-Bretagne annoncent dès l'armistice qu'ils cessent leurs prêts, pis il est déjà question du remboursement des dettes »⁷⁰. Dans l'Italie du nord, on assiste à une multiplication des grèves et des manifestations insurrectionnelles dans les usines et dans les grandes propriétés agricoles de la vallée du Pô. Au nord de l'Italie, l'affrontement prend la forme d'une insurrection ouvrière d'abord, et de réaction fasciste ensuite.

En Émilie Romagne, les problèmes de travailleurs de la terre se posent à nouveau : « Le 30 juin 1919 à Forlì, des magasins sont saccagés. Les cortèges ouvriers et les drapeaux rouges, les déclamations et les chants, les mots révolution et soviets, prononcés à tout propos, achèvent d'affoler les milieux conservateurs. La bourgeoisie a peur »⁷¹. Dans l'été 1920, une longue grève agraire paralyse les campagnes de l'Émilie et de la Romagne. L'enjeu était le renouvellement des pactes agraires entre propriétaires fonciers, d'une part, et *braccianti* et métayers de l'autre part. L'organisation syndicale socialiste Federterra⁷², à laquelle adhèrent les ouvriers agricoles et les métayers les plus pauvres, est une association très puissante en Émilie Romagne, de façon que l'accrochage avec les propriétaires fonciers devient frontal.

« Le renouvellement des contrats agricoles de toutes les catégories par la Fédération de Bologne, siège national de la

Federterra, et l'organisation nationale des agrariens, la *Confederazione generale dell'agricoltura (Agraria)* fondée en 1920, est de ce point de vue un événement hautement symbolique »⁷³. Déjà au mois d'avril près du village de Decima di Persiceto (Bologne) et au mois d'août 1920 à Portonovo di Medicina (Bologne), éclatent des luttes et des violences parmi les grévistes et les propriétaires fonciers. Les *braccianti* en grève organisent des sabotages (détérioration des moyens de production, coupe d'arbres fruitiers, refus d'alimenter le bétail) ; ils recueillent seulement la portion qui appartenait aux paysans en laissant tomber la tranche du ramassage du propriétaire. En 1920, par les grèves, la région perd la moitié de la production de fourrage et un cinquième de la production de blé. À la fin du mois d'octobre 1920, la grande bourgeoisie terrienne accepte les nombreuses revendications syndicales de *Federterra* en ce qui concerne le marché d'embauche des ouvriers agricoles, c'est-à-dire le salaire et l'horaire de travail qu'un propriétaire agraire doit payer.

Ces luttes sont en général victorieuses et les conventions sont négociées au niveau collectif par la fédération syndicale régionale. Il s'agit de la dernière victoire syndicale du mouvement socialiste en Émilie Romagne ; tout de suite après, c'est la dure réponse de la grande bourgeoisie terrienne qui émerge, grâce à l'appui du *squadrisimo* fasciste⁷⁴. C'est dans ce climat de tension et de crise que se développe le phénomène politique du *squadrisimo*⁷⁵. Formé en majorité par des anciens combattants qui réinvestissent dans la vie civile les pratiques violentes apprises à la guerre, ce mouvement va sortir Mussolini et ses Faisceaux du ghetto politique où ils se trouvent depuis 1919⁷⁶.

« Les luttes agraires, écrit Max Gallo, sont pour la première fois un thème majeur de l'Italie contemporaine »⁷⁷. La percée du fascisme sur la scène nationale se joue donc dans la vallée du Pô, dans les campagnes de l'Émilie, de la Romagne, dans les plaines de la basse Lombardie avec le

développement du *squadristo* agraire. À partir de l'automne 1920, les propriétaires commencent à financer des groupes (*squadre*) pour attaquer les militants, les sièges du PSI ou les syndicats⁷⁸. La première agression menée par le *squadristo* fasciste de Bologne a lieu le 4 novembre 1920 à l'encontre de la Chambre du Travail, qui est mise à feu. Encore plus inquiétant, l'épisode du 21 novembre 1920 à l'occasion de la nomination à Palazzo d'Accursio du nouveau maire socialiste Ennio Gnudi, qui a triomphé aux élections municipales⁷⁹.

Quoi qu'il en soit, l'assaut de Palazzo D'Accursio est un tournant décisif : « Il marque le point de départ de l'essor du fascisme et de ses violences. En juillet 1920 les Fasci étaient 108, ils sont 190 à la fin du mois d'octobre, 800 à la fin de l'année, 1.600 en mai 1921. Partout, après Bologne, les Fasci apparaissent comme les centres de-rassemblement de tous ceux qui sont hostiles au socialisme : agrariens, industriels »⁸⁰.

Un mois après les incidents de Bologne, le 21 décembre 1920, un autre incident se vérifie à Ferrare. En exprimant une fois de plus son désaccord contre ces tragiques événements, le Parti socialiste convoque une manifestation publique devant le Castello Estense. À l'occasion, un millier de fascistes, en guise de provocation, tente de déchirer les drapeaux rouges hissés sur le siège de l'administration provinciale de la ville. Des accrochages ont immédiatement lieu et trois fascistes ainsi que deux socialistes périssent⁸¹ : « L'incident fera naître d'autres *squadre* que dirige Italo Balbo et qui bientôt régneront sur toute la province, disposant même de mitrailleuses Saint-Étienne.

Quand l'expédition est importante les *squadristi* qui partent en camion mettent le casque et leur colonne évoque bien celle d'une armée parallèle⁸².

En 1921, l'intransigeance des agrariens devient extrême alors que les syndicats sont prêts à la négociation. Comme le remarque le préfet de la petite ville de Rovigo, municipa-

lité non loin de la ville Ferrare, « les agrariens visent plus au démantèlement des syndicats qu'à la défense de leurs intérêts dans la négociation»⁸³. Dès 1921, les expéditions des gangs fascistes se multiplient et font rage en Émilie. Dans la province de Plaisance, le *squadrismo* oblige aux démissions 22 maires et leurs adjoints socialistes sur un total de 25 administrations locales, élues aux élections municipales de 1920. Au printemps 1922, Italo Balbo lance un autre défi au gouvernement de Rome : l'occupation des centres urbains. À Ferrare, le 12-13 mai 1922, les fascistes organisent une manifestation avec milliers de chômeurs : une fois conquises toutes les voies d'accès de la ville, les *squadristi* ordonnent au préfet d'affecter un montant de 2.500.000 liras pour des travaux publics afin de limiter le chômage. Le gouvernement national se plie à ces instances et remplace le préfet Gennaro Bladier (qui avait demandé l'intervention de l'armée pour mettre fin aux émeutes), en le remplaçant avec Cesare De Giovara⁸⁴. Deux semaines après, 25-26 mai 1922, un épisode analogue a lieu à Bologne. Le prétexte de cette action est le décès du Celestino Cavedoni, un *squadrista* mort pendant l'assaut nocturne contre une coopérative rouge. En juillet 1922, le siège de la Coopérative de travailleurs agricoles de Ravenne, symbole de l'engagement socialiste, est dévasté par des gangs fascistes⁸⁵.

Mais, entre la fin du mois de juillet et le début du mois d'août 1922, la ville et la province de Ravenne sont secouées par des accrochages entre fascistes, socialistes, républicains, communistes et anarchistes. Comme l'écrit le milicien Italo Balbo dans son carnet : « toutes les plaines de la Romagne jusqu'aux collines ont été soumises à des représailles fascistes afin de faire disparaître pour toujours les subversifs rouges. Entre le 29 juillet 1922 à 11 heures et la matinée du 30, personne n'a reposé un moment et n'a mangé en conséquence des actions à mener. Nous nous sommes rendus dans les villes de Rimini, Sant'Arcangelo, Savignano, Cesena, Bertinoro, puis dans les villages de la

province de Forlì et de la province de Ravenne, en détruisant et en incendiant chaque ‘maison rouge’, ainsi que les sièges des organisations socialistes et communistes. Notre passage a laissé derrière lui de hautes colonnes de feu et de fumée »⁸⁶.

Les attaques fascistes, entre le 26 juillet et le 10 août 1922, détruisent la Fédération des coopératives de Ravenne, 20 usines coopératives de production, tandis que 12 associations politiques sont saccagées et 6 tracteurs pour moissonner le blé ou d’autres céréales sont démolis⁸⁷. La prise politique de Ravenne représenta un événement d’une portée cruciale pour la pénétration fasciste au niveau régional⁸⁸.

« La domination politique de Ravenne est importante au moins pour deux raisons : la première, d’ordre économique ; la seconde, de nature politique. Du point de vue de l’économie, toute la Romagne dépend largement de la richesse économique de Ravenne, sa ville principale. En outre, pour les *raïis fascistes*, occuper Ravenne équivaut à soustraire la gestion de la fédération des coopératives au parti socialiste et à prendre en main l’encadrement économique de la majorité de travailleurs agricoles. Politiquement, la ville est, avec Milan, le deuxième centre politique du socialisme italien et constitue aussi une forteresse pour le parti républicain »⁸⁹. Dans les rangs parlementaires socialistes, Giacomo Matteotti dénonce vigoureusement la violence fasciste qui frappe les paysans, le prolétariat agricole et ses institutions, notamment dans les provinces de la plaine du Pô et du Polesine. Il paya de sa vie ses accusations.

Après son assassinat, le 10 juin 1924, la figure de ce député socialiste deviendra le symbole de la crise et de la faiblesse morale qui bouleverse l’Italie libérale : « À tout cela s’ajoute, la connivence de vastes secteurs de l’État avec les fascistes, notamment parmi les fonctionnaires et les militaires des corps subalternes de l’armée. Le nombre très élevé de victimes des actions fascistes témoigne de l’étendue de ces violences : 19 personnes à Bologne en 1921, 25

à Parme entre les premiers mois de 1921 et juillet 1922, une cinquantaine à Forlì et à Ravenne entre 1921 et 1923 »⁹⁰. Souvent, c'est dans l'application même de la loi que réside la complicité : « à Ferrare, par exemple, les Carabinieri fouillent et désarment tous ceux qui entrent à la Bourse du travail, jamais ceux qui pénètrent au siège du Fascio »⁹¹. C'est l'alliance des fascistes avec les grands propriétaires et les fermiers à permettre la pleine affirmation du parti en Émilie Romagne, alors que l'affaire Matteotti et les lois de 1926 font comprendre aux forces parlementaires qu'il est désormais impossible de conduire une politique anti-mussolinienne en toute légalité (les normes promulguées prévoient l'exclusion définitive des partis de la vie politique et la suppression de la liberté de presse et des syndicats)⁹².

5. Le système coopératif : un principe politique et économique, un modèle répandu le long de la « via Aemilia »

C'est l'apparition, tout particulièrement en Émilie Romagne, des premières organisations syndicales et coopératives (surgies ici et là dans les années 1880), qui constitue un trait économique et social caractérisant cette région, étroitement liée aux organisations socialistes et syndicales⁹³. Les transformations économiques, que les territoires de la Romagne et de l'Émilie connaissent depuis les années 1840, contribuent à créer un domaine propice aux premières fondations de ces associations de solidarité et de mutualité : « Dans la vallée du Pô, depuis 1880, le socialisme s'enracine grâce à la capacité des *braccianti* de mettre en place de multiples organisations associatives et mutuelles pour faire face à la pénurie. Le socialisme se fixe solidement à travers cet associationnisme ouvrier (Coopératives de consommation, coopératives de production et travail, Ligues, Maisons du peuple) »⁹⁴.

En 1883, à Ravenne, voit le jour la Coopérative de travailleurs agricoles : cette usine deviendra le symbole de la

coopération socialiste et pour cela subira de graves dévastations de la part des fascistes en 1922. En 1893, à Massenzatico, en province de Reggio Emilia, on crée un Coopérative de consommation. Elle a pour objectif d'assurer aux sociétaires la fourniture, au meilleur prix, de produits de bonne qualité. '*Uniti siamo tutto, discordi siamo nulla*', c'est le slogan conçu par Camillo Prampolini⁹⁵ et transcrit sur le façade de cette organisation rurale⁹⁶.

Plus à l'est, vers Bologne, des sociétés ouvrières sont engagées dans la production de cultures intensives, notamment en viticulture. Au début du XX^e siècle, on assiste dans la région à un véritable développement des coopératives de travail sous l'effet de l'action politique exercé par le député socialiste Andrea Costa au Parlement. : « Les coopératives les plus solides arrivent à obtenir la gestion directe des travaux publics en atteignant ainsi leur but premier : l'élimination des intermédiaires dans la gestion et la réalisation des appels d'offres publics. Mais elles diversifient également leurs activités. Ainsi, des coopératives de production commencent à louer de vastes terrains et à les faire cultiver par leurs propres associés La remarquable capacité organisationnelle dont elles témoignent a amené certains historiens à parler à leur sujet *d'entreprenariat social* »⁹⁷. Dans les campagnes, les coopératives sont les vecteurs de la transition et de la modernisation agricole.

Des milliers de petits propriétaires, de métayers et d'agriculteurs en location réussissent à parler d'une seule voix sur le marché, pour défendre leurs investissements et leurs revenus. En ce sens, la coopérative agricole accompagne une transformation rurale radicale qui, sans son intervention active, aurait impliqué des coûts sociaux énormes : « Le système coopératif apparaît donc comme l'instrument le plus efficace pour permettre à chaque individu de maîtriser son destin économique, pour éliminer l'exploitation, pour établir une réelle économie solidaire. Les travailleurs se rendent compte que c'est leur travail, et non pas le capital, qui

engendre un profit et, par conséquent, qu'il n'est pas nécessaire de se soumettre aux conditions du capital pour gagner sa vie »⁹⁸.

En Émilie Romagne, ce système d'organisation économique met ensemble divers éléments pour constituer un tout. L'approche coopérative est un moyen économique, une forme organisationnelle qui modifie jusqu'à l'avènement du fascisme les typologies de production et les relations de travail du monde rural. Ce mouvement politique conduit les campagnes de la plaine du Pô vers la modernité, mais les encourage aussi à adhérer aux partis.

L'expérience coopérative s'interrompt brusquement lors de l'avènement du fascisme, alors qu'elle allait atteindre son apogée : « L'aversion fasciste pour le système coopératif émilien dérive de trois éléments principaux. L'usine coopérative est perçue comme un projet d'entreprise démocratique vécu avec appréhension par le patronat. Deuxièmement, le mouvement coopératif régional est ouvertement lié à des cultures politiques socialiste et syndicale. Ultimo, le système coopératif nuit à l'intérêt économique des concurrents directs, c'est-à-dire les petits commerçants, les entrepreneurs du bâtiment, les influents propriétaires agraires. Tous ceux qui représentent en somme la base sociale subventionnant le mouvement fasciste »⁹⁹. L'assujettissement du système coopératif de la part du régime est indubitablement facilité par le fait que ce mouvement manque d'unité politique et de gestion entrepreneurial, comme par le fait qu'il est fragmenté en différentes entités politiques, dont la principale, celle des socialistes, lacérée par de sérieuses disputes intestines¹⁰⁰. Le régime de Mussolini, malgré ses efforts, ne réussit pourtant pas à anéantir complètement ce système, mais se limite à entraver son existence.

« Du grand effort organisationnel du mouvement paysan, restent au bout du *Ventennio* fasciste des épaves institutionnelles largement dénaturées. Le régime fasciste a su s'approprier et transformer non seulement le langage, la

symbolique, les rites et les manifestations des mouvements de masse, mais aussi leurs institutions [...]. Malgré l'exaltation de la vie rurale par les propagandistes du régime fasciste, les conditions de vie des travailleurs agricoles se détériorent. Le déclin des conditions de vie des travailleurs agricoles coïncide avec l'enterrement du pluralisme syndical, achevé avec la législation du travail de 1926-1927 [...]. Le syndicat fasciste demeure la seule instance représentant les travailleurs de la terre à partir de 1926, date de la loi sur la discipline des rapports collectifs du travail abolissant le droit de grève et confiant les contentieux entre partenaires sociaux au Tribunal du travail. La création du ministère des Corporations et la Charte du Travail complètent la construction corporatiste fasciste »¹⁰¹.

Ceci-dit, une fois le fascisme écroulé, la trame variée des institutions syndicales et coopératives se reconstruira avec une rapidité remarquable. Ainsi, au sein des débats promus pendant la Résistance sur l'organisation de l'Italie démocratique, la coopération jouera l'un des rôles principaux dans la reconstruction morale et matérielle du pays. En fait, les trois grandes cultures politiques qui incarnent la lutte antifasciste – la libérale (républicains, Parti d'action), la socialiste (socio-démocrates, socialistes, communistes) et la catholique – partagent les idéaux du mouvement coopératif. L'entreprise autogérée est reconnue par ces mouvances politiques comme l'une des formes organisationnelles à soutenir après la guerre. À noter, pourtant, chaque groupe a une idée propre de ce que doit être une coopérative et lui attribue un poids variable dans l'économie nationale¹⁰². Si, par exemple, pour les communistes et les socialistes, la coopération est le mode de production par excellence en contraste avec l'initiative privée, d'après les autres cultures politiques, elle représente une simple opportunité au sein de la libre entreprise, appelée à collaborer à la reconstruction. Au moment de la Résistance, ces différences d'interprétation sont toutefois mises aux marges et cela en parallèle à la déclaration du

secrétaire du parti communiste italien Palmiro Togliatti, approuvée par les autres forces antifascistes, selon laquelle toute discussion sur l'aménagement de l'Italie est à remettre au lendemain de la capitulation des nazis-fascistes. À retenir, ici que, lors de la Libération, dans différentes régions et notamment en Émilie Romagne, on assiste à la propagation d'une véritable ferveur associationniste¹⁰³.

La renaissance coopérative se rattache à la tradition pré-fasciste, laquelle, en Émilie Romagne, a été menée par les socialistes et les communistes, le plus souvent en collaboration avec les catholiques et les républicains. Le *miracle coopératif émilien*¹⁰⁴, comme l'ont défini certains observateurs de l'époque, possède les caractéristiques et les modalités relevant d'une *Weltanschauung* commune entre entreprises coopératives et forces politiques progressistes. Au-delà de l'enthousiasme fondamental des travailleurs, les nouvelles coopératives bénéficient d'un input organisationnel important venant parfois d'autres milieux, dont les expériences à l'étranger des réfugiés politiques. Dans la majeure partie des cas, cependant, ce stimulus provient des représentants des *Comitati di liberazione nazionale* (Comités de libération nationale - CLN) et des partis traditionnels¹⁰⁵. Les CLN s'appuient sur les principes et sur les motivations morales des travailleurs, les incitent à construire juridiquement une entraide autogérée et à devenir, au sein des structures à créer, présidents, directeurs ou conseillers.

Dans l'urgence de la reconstruction de l'après-guerre, le mouvement coopératif représentera un point de rencontre entre exigences sociales et économiques, puisqu'il offrira des opportunités aux chômeurs tout en favorisant le retour à la normalité, notamment par un dialogue constant avec les structures publiques locales.

Différentes recherches, fondées sur un solide corpus de sources inédites¹⁰⁶, ont montré que la coopération, dans le second après-guerre, incarne un esprit social et non pas uniquement entrepreneurial, qui contribue de manière évidente

à la reconstruction du pays. Dans une grande partie de l'Émilie Romagne, la relation étroite entre la coopération et les administrations s'oriente en faveur de la satisfaction des besoins primaires, de la reconstruction urbaine, mais aussi de la lutte contre le chômage et de l'assistanat. À la fin des années 1940, l'incertitude de la situation politique freine les investissements de l'industrie privée, ce qui permet à la coopération de gagner une extrême popularité. Le lien vertueux entre les administrations locales, le mouvement coopératif et la société civile alimente à cette époque de grands espoirs auprès des coopérateurs, qui rêvent souvent d'élaborer une nouvelle architecture économique¹⁰⁷.

La capacité des coopératives agricoles de maîtriser le processus de modernisation et de le répartir dans le temps, va permettre aux administrations publiques de l'Émilie Romagne post-conflit de mieux régenter l'exode rural et de mettre au point des plans urbanistes, des services et des politiques sociales cohérents. Cette situation engendre l'établissement d'une relation positive entre les administrations locales, les coopératives du secteur du bâtiment et de production industrielle qui seront, entre autres, à l'origine du miracle économique du « modèle émilien » des années 1960¹⁰⁸ : « Ce dernier était (et demeure) une combinaison extrêmement fascinante entre gouvernement progressiste, intégration sociale et succès entrepreneurial. Pour le Parti communiste italien, qui domine l'arène politique locale depuis la guerre, la diversité d'Émilie Romagne pouvait préfigurer ce qu'aurait pu être un gouvernement de gauche dans le pays : un gouvernement fondé sur une large coalition (comme en Émilie-Romagne la coalition entre ville et campagne, entre prolétariat urbain et travailleurs agricoles et *mezzadri*), d'une grande efficacité et d'une stabilité à toute épreuve. Ces deux caractéristiques étaient censées contribuer largement au succès économique. Le district industriel, véritable pierre angulaire du 'modèle', était passé d'un concept analytique et d'une réalité historique (un modèle

différent de développement dans le respect du noyau dur de l'industrialisation italienne) à une sorte d'idéologie socio-économique : l'alternative au capitalisme conservateur et centralisé dominé par les grandes compagnies »¹⁰⁹. Cet aspect idéologique, souvent négligé, est confirmé par le fait qu'une telle autoreprésentation est applicable à plusieurs provinces de la région.

6. La diaspora fasciste et antifasciste dans l'histoire d'un territoire

Pourquoi le fascisme en Émilie Romagne recourt-il à une violence plus féroce qu'ailleurs¹¹⁰ ?

Selon P. Milza et S. Berstein, « le fascisme rencontre sa véritable chance au début de l'automne 1920, immédiatement après le retrait de la vague d'agitation ouvrière qui a fait trembler la classe dirigeante. Une fois le danger écarté, la bourgeoisie songe en effet à rendre impossible une nouvelle flambée révolutionnaire [...]. Une véritable alliance tend ainsi à se constituer entre le premier fascisme, qui est fondamentalement un produit idéologique de la petite bourgeoisie, et les classes possédantes, contre leurs adversaires communs : socialistes et syndicalistes de la CGL. C'est le moment où les fonds qui jusqu'alors avaient manqué à Mussolini commencent à affluer dans les caisses de son organisation, qu'ils émanent de la Confindustria (née précisément au cours de l'été 1920), des banques ou des grands propriétaires fonciers [...]. Dans le même temps se développe en Italie du Nord un fascisme agraire, surprenant pour un mouvement dont Mussolini avait déclaré qu'il ne pouvait se développer que dans les villes. C'est dans les régions d'agriculture riche de la basse vallée du Pô, d'Émilie, de Toscane, que le mouvement connaît son essor le plus rapide »¹¹¹.

Il faut remémorer que, dans presque toutes les provinces de l'Émilie et de la Romagne, les *braccianti* sont puissamment organisés en ligues agraires¹¹² qui débattent le prix de

leur travail d'égal à égal avec la grande bourgeoisie terrienne.

Ces associations assurent la survie de la population et expliquent la toute-puissance du socialisme en Émilie (Giovanni Faraboli à Parme, Camillo Prampolini à Reggio Emilia), tout comme en Romagne (Andrea Costa et Nullo Baldini à Ravenne, Giuseppe Massarenti qui transforme le bourg de Molinella en province de Bologne en une citadelle du socialisme padan au tournant du XIX^e siècle) : « Les agrariens supportent évidemment de mauvais gré cette situation. Ils vont trouver un appui inattendu parmi les petits propriétaires, dont le nombre a beaucoup augmenté pendant la Grande Guerre et qui acceptent très mal, alors que baissent les prix agricoles, le contrôle des ligues agraires. Lorsque dans la province de Ferrare, en octobre 1920, éclate une grève d'ouvriers agricoles pour imposer des contrats collectifs de travail, les propriétaires cèdent, mais ils commencent à financer des groupes d'Arditi inoccupés. Autrement dit, dans les grandes régions agricoles du nord de l'Italie, le fascisme ne fonctionne pas comme un phénomène autonome, ayant ses objectifs et son idéologie propres, mais davantage comme un mouvement organisé et stipendié par le grand capital agrarien. C'est incontestablement cette composante militaire du fascisme qui vaut au mouvement de Mussolini de recevoir l'appui financier des grands intérêts, principalement dans le monde rural »¹¹³.

Des campagnes, le mouvement gagne les petites agglomérations et les villes moyennes. En novembre 1920, les fascistes envoient leurs *squadristi* à Bologne, mais l'attaque à Palazzo D'Accursio n'est pas unique, car on réitère ces agressions à Ferrare, Ravenne et Parme. Soudoyées par les possédants, les milices fascistes se développent rapidement. Leurs bases se trouvent plus dans les centres urbains non philo-socialistes que dans les campagnes.

Une haine sauvage est dirigée contre les Bourses du travail, contre les édifices symbole de l'organisation socialiste,

contre les sièges des ligues, contre ceux des syndicats et des coopératives : « Partout, l'action du *squadrisimo* prend le même visage et obéit aux mêmes motivations. À l'appel des agrariens, les *squadristi* partent en camion de leurs bases urbaines pour des expéditions punitives. La terreur s'abat ainsi sur le monde rural où toute l'organisation socialiste est démantelée dès l'été 1921. Ceci au grand bénéfice des agrariens qui déchirent les contrats de travail et reprennent les avantages concédés »¹¹⁴.

À ce propos, comme on l'a déjà évoqué au début de la première partie de cet ouvrage (voir p. 25), Marco Scavino tient à préciser que « le cas de l'Émilie Romagne constitue une exception ! Les paysans de l'Émilie Romagne ont vu de manière instinctive, dans la lutte antifasciste menée par les socialistes et les communistes, la seule option pour prendre la défense de leurs revendications [...]. En Émilie Romagne, notamment dans les zones à vocation agricole, l'antifascisme finit par devenir un catalyseur politique »¹¹⁵.

Dans le Casellario Politico Centrale du Ministère de l'Intérieur, le quart des 150.000 dossiers déposés auprès de l'Archivio Centrale dello Stato à Rome, concernant les subversifs antifascistes, est émis à la charge d'antifascistes nés ou résidants en Émilie Romagne. Seulement pour la ville de Bologne, ces fichiers s'élèvent à 5.163 unités¹¹⁶. Sur 15.806 citoyens arrêtés et jugés par le Tribunal spécial pour la défense de l'État, 2.293 sont nés ou résident en Émilie Romagne (1.005 à Bologne, 323 à Reggio Emilia, 253 à Ravenne, 192 à Parme, 180 personnes à Modène, 175 à Ferrara, 140 à Forli et 25 individus à Plaisance)¹¹⁷.

Les 967 condamnés par le Tribunal spécial sont sanctionnés par 5.373 ans de prison. La répartition des condamnés par province est la suivante : Bologne, 384 ; Reggio Emilia, 176 ; Ravenne, 115 ; Ferrara, 89 ; Modène, 72 ; Forli, 64 ; Parme, 63 et Plaisance, 4¹¹⁸. Cela représente 14,5% du total des arrêtés et jugés par tous les Tribunaux spéciaux de la Péninsule.

Les antifascistes envoyés à la relégation, sans procès, mais suite à une mesure administrative, sont 12.910, dont 1.694 antifascistes de l'Émilie Romagne (Bologne, 527 ; Forli, 288 ; Ravenne, 211 ; Reggio Emilia, 175 ; Parme, 160 ; Modène, 157 ; Ferrara, 91, Plaisance,, 85)¹¹⁹. Il s'agit, pour la plupart, de paysans, travailleurs agricoles, ouvriers ou artisans.

À noter qu'on ne dispose pas du nombre exact d'antifascistes arrêtés et réprimandés par la police ou condamnés par la magistrature ordinaire dans l'année 1943, car les autorités provinciales n'ont pas transmis aux Archives nationales de Rome les données relatives.

Un autre élément qui nous renseigne sur la lourdeur de la violence fasciste en Émilie Romagne est le nombre d'antifascistes tués dans la région de l'avènement du régime mussolinien jusqu'à sa chute officielle (25 juillet 1943). En vingt ans, on enregistre la disparition de 345 opposants (mais ce chiffre est calculé par défaut), dont 110-115 à Bologne, 49 à Parme, 44 à Reggio Emilia, 37 à Ferrara, 24 à Plaisance, 20 à Forli (données relatives à la période 1921-1927), 43 à Ravenne (données relatives à la période 1921-1927) et 19 à Modène (entre le 21 novembre 1920 et le 20 novembre 1922)¹²⁰.

En ce qui concerne enfin les massacres, le parti fasciste a dressé une liste très éloquente.

Au mois d'avril 1945, la police de la République sociale de Salo soumet à Benito Mussolini un document qui enregistre, relativement à l'Émilie Romagne : 116 personnes fusillées à Bologne (dont 55 condamnées suite à un procès et 61 tuées de manière sommaire) ; 29 à Ferrara, 355 à Forli (dont 85 fusillées par les fascistes et 270 par les Allemands) ; 146 à Modène (dont 14 condamnées suite à un procès et 83 fusillées de manière sommaire ; à ces données il faut ajouter 49 personnes fusillées par les Allemands de manière sommaire) ; 59 à Parme (dont 56 tuées par les milices de la république de Salo et 3 fusillées par les Allemands) ; 22 à Plaisance ; 68 à Ravenne ; 214 à Reggio

Emilia (dont 71 fusillées par la milice fasciste et 141 par les Allemands).

Les documents consultés portant sur les massacres perpétrés ne précisent pas les endroits exacts des exécutions¹²¹. Mais ces actes sont répertoriés dans les mémoires de guerre du général allemand Frido von Senger und Etterlin qui commande le front au sud du Pô, entre octobre 1944 et avril 1945. Dégoûté par la fureur meurtrière des brigades noires, il écrit : « Les *Brigate Nere* étaient haïes par les citoyens, par les autorités... et par moi-même. [...] Ces brigades étaient composées par les disciples les plus fanatiques du parti... Ils étaient capables d'assassiner quiconque, d'accomplir toute infamie quand il s'agissait d'éliminer un adversaire politique »¹²².

En analysant la diaspora de l'antifascisme, Claudio Pavone distingue trois phases conflictuelles qui se déroulent à l'intérieur du soulèvement général contre le régime mussolinien : 1) la révolte civile contre le fascisme dans l'Entre-deux-guerres, surtout hors d'Italie ou de manière clandestine à l'intérieur du pays ; 2) la lutte armée contre l'occupation allemande après 1943 ; 3) la lutte de classe successive à la Seconde Guerre mondiale. Au sein de ces trois phases, l'antifascisme émilien se caractérise par une opposition active et non simplement passive, comme le met en évidence Claudio Pavone dans son essai *Une guerre civile. Essai historique sur la moralité de la Résistance*¹²³.

Les opposants émiiliens mènent une bataille sociale qui implique des paysans et des ouvriers, tant à l'intérieur de l'Italie qu'au-delà de ses frontières. Cette lutte militante est vécue comme un engagement existentiel. Une avant-garde dissidente¹²⁴ qui, pourtant, ne parvient pas à accélérer dans l'immédiat la crise du fascisme et qui ne jouera pas un rôle crucial dans sa chute en 1943 ; elle se limite plutôt à *agiter les eaux d'un marais dormant*. De son côté, le fascisme est bien conscient que c'est lui l'ennemi visé et la menace à éliminer.

Il faut ici préciser que, dans l'Entre-deux guerres c'est surtout l'action de l'antifascisme en exil qui prédispose la structure portante de la résistance armée qui se propagera, après 1943, en Italie. Pendant le Second Conflit mondial, à la suite de la chute du gouvernement de Mussolini à Rome, les forces de la Résistance encore au maquis recruteront, en fait, dans leurs rangs, une bonne partie des anciens antifascistes clandestins et d'ex-combattants de la guerre d'Espagne (ce base s'élargira après par la présence d'officiers et de sous-officiers en déroute après le 8 septembre 1943). Dès l'hiver 1944, ce seront enfin les jeunes en fuite de l'enrôlement forcé dans la République sociale de Salò qui s'uniront à la Résistance : « leur intégration dans la lutte se sert de la trame, quoique faible, d'un discours commun, qui est le discours de la patrie. La déclinaison du concept de 'nation' dans le discours politique des communistes avait acquis une importance particulière seulement après le tournant du VII^e Congrès de l'Internationale communiste, probablement sous l'influence politique du PCF français. La tentative à disputer au fascisme l'usage de la rhétorique patriotique, déjà bien visible dans les années 1935-1939, ne disparaît jamais complètement pendant la phase de la guerre et elle émerge à nouveau dans le discours de Togliatti de radio Moscou. Pendant la Résistance, dont on met en valeur le symbole de guerre de libération nationale, cette thématique ne cesse d'être constamment réutilisée. La notion de patrie, nation et antifascisme (concepts élaborés de manière différente de ceux des fascistes) représente un dénominateur commun élémentaire, mais efficace pour transformer l'adhésion des masses »¹²⁵.

La diaspora antifasciste à l'étranger correspond donc à une forme d'opposition et de préparation à la Résistance maquisarde. La passion – qui mobilise les consciences par-delà les frontières nationales et idéologiques – veille à l'empêchement de la déroute définitive de la démocratie italienne, en exprimant un souci politique de programmation

et d'organisation. Par la suite, la Résistance italienne se dessinera comme une redécouverte éthique de la politique (ou comme un « instinct », selon la célèbre formule de Piero Gobetti), qui qualifiera l'antifascisme, avant tout, comme une passion et non éminemment comme une position idéologique.

Chapitre 2

Les exilés de l'Émilie Romagne en France entre 1922 et 194

En 1918, le monde a changé. La géographie est bouleversée. L'immédiat après-guerre est difficile dans toute l'Europe. L'hécatombe démographique et la reconversion de l'économie de guerre, la crise sociale sont autant de difficultés majeures auxquelles sont confrontés tous les États européens. En Italie, la Première Guerre mondiale ébranle les bases, déjà fragiles, de l'économie et bouleverse les conditions nécessaires à un développement stable et équilibré de l'État libéral.¹²⁶

1. Le Premier Conflit mondial et l'origine des mythes fascistes

Comme l'écrit Giovanna Procacci : « L'Italie entre en guerre presque dix mois après le début du conflit mondial, suite à une période de neutralité durant laquelle le gouvernement – présidé par le libéral de droite Antonio Salandra, soutenu à son tour par le ministre des Affaires Étrangères Sidney Sonnino, appartenant à la même mouvance politique que lui – entreprend des négociations avec les coalitions belligérantes opposées. On parvient en définitive à la décision de participer au conflit du côté de l'Entente et de déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie le 24 mai 1915 (par contre, on déclarera la guerre à l'Allemagne seulement en août 2016). La période de neutralité – outre le fait de permettre de résoudre le problème des alliances, de préparer un appareil militaire adéquat et de finaliser des accords avec l'étranger pour les financements et les approvisionnements industriels et alimentaires – a pour objet, non négligeable, de convaincre l'opinion publique de l'opportunité de l'intervention. Une

tâche qui n'est pas facile, si l'on considère à la fois l'hostilité de la majeure partie de la population à la participation au conflit, comme le révèlent les sondages réalisés en 1915 par les préfets, et la position en faveur de la neutralité des forces ayant la majorité au Parlement, soit la formation libérale qui a dominé la scène politique dans la décennie précédente, avec à sa tête Giovanni Giolitti et les socialistes »¹²⁷.

L'objectif du gouvernement est de susciter, grâce à une guerre victorieuse, un sentiment patriotique diffus sous l'égide du bloc conservateur (battu au début du siècle), de marginaliser Giolitti et les socialistes et de fournir à l'Italie un prestige international nouveau. Le même objectif constitue la base politique sur laquelle s'accordent les nationalistes. Ils sont « l'expression de la nouvelle droite et des forces de l'industrie militaire, des irrédentistes et des partisans d'une politique d'expansion territoriale, mais également des forces comme les mussoliniens et les sociaux-réformistes. Ces derniers, jusqu'à la veille du conflit, ont violemment contrarié la politique de Salandra. Le ciment idéologique de cet ensemble bigarré de mouvements est l'opposition ancienne ou plus récente à Giolitti et à sa politique, considérée comme peu ambitieuse. Le soutien du roi, la conviction du gouvernement et du commandement suprême selon laquelle la guerre se terminerait rapidement, amènent la classe au gouvernement à juger opportun le 'coup de main' interventionniste de mai 1915 (quelques contemporains le qualifient purement et simplement de 'coup d'État antiparlementaire'). Par conséquent, le Parlement, en majorité contre la guerre, est plié par la volonté de l'exécutif puis par les manifestations publiques organisées par Mussolini et par d'autres groupes de l'interventionnisme extrémiste.

La guerre est donc imposée par le gouvernement Salandra au parlement et au pays sans qu'on surmonte la fragmentation politique entre les partisans et les opposants à la guerre, et sans qu'on crée un consensus vaguement comparable à celui qui a accompagné l'entrée en guerre de nombreux pays

belligérants à l'été 1914 [...] »¹²⁸. Voici ce qu'ajoute, à ce sujet, Pierre Milza : « La décision de lancer l'Italie dans le Premier conflit fut prise par une équipe extrêmement restreinte, essentiellement le roi, le président du Conseil Antonio Salandra et le ministre des Affaires Étrangères Sidney Sonnino. Ceci au nom de 'l'égoïsme sacré' (la formule est de Salandra) et dans le plus grand secret, sans qu'il ait été tenu compte des aspirations profondes du peuple italien. C'est pourtant sur lui que va peser tout le poids d'une guerre que des dirigeants irresponsables ont déclenchée sans l'avoir préparé »¹²⁹.

À la différence de la France et de l'Angleterre, « l'Institut de la mobilisation industrielle est en fait, en Italie, présidé et dirigé par des militaires. Par conséquent, le rapport avec les puissants groupes industriels est maintenu presque exclusivement par l'autorité militaire, alors que la classe ouvrière est soumise à la discipline de l'armée. Pour remplacer et éviter les grèves, comparées à la désertion, se met en place une forme d'arbitrage dirigée par des commissions mixtes de militaires et d'industriels (la présence ouvrière, bien que prévue, était insignifiante, du moment que les syndicats sont exclus du mécanisme d'arbitrage jusqu'à la moitié de l'année 1917. Cet élément différencie une fois de plus l'Italie des puissances de l'Entente et, même, de l'Allemagne) »¹³⁰. Quant à l'illusion autour d'une conclusion rapide du conflit, il s'agit d'une erreur de perception provoquée par une apparence trompeuse¹³¹. Dès les premières offensives, il apparaît évident que la guerre ne sera ni brève, ni aisée¹³². L'année 1917 marque le désastre majeur de l'armée italienne, sur le front de Caporetto. Cette lourde défaite militaire produit un traumatisme matériel, moral et psychologique d'une immense portée : « Dans le sinistre éclairage de la défaite, les tares de l'armée italienne apparaissent en pleine lumière et le désastre militaire entraîne une crise politique de l'exécutif »¹³³.

Le 9 novembre 1917, Benito Mussolini sur le quotidien *Popolo d'Italia* écrit : « Toute la nation doit être militari-

sée... Passons outre aux droits de liberté individuelle... L'invasion du territoire est un deuil national »¹³⁴. La responsabilité de la débâcle de Caporetto, en octobre 1917, qui coûte 400.000 hommes à l'armée italienne, est attribuée à la propagande antipatriotique, et le parti socialiste est désigné comme le principal coupable. « En vérité, ce n'est ni l'action de l'opposition socialiste durant la guerre qui a été la cause des défaites au front, ni celle des manifestations populaires de protestation. Les socialistes – divisés en leur sein entre l'aile droite se reconnaissant en Turati (tacitement favorable au projet interventionniste), un groupe du centre (pacifiste) et une minorité de gauche (effectivement sympathisante de la ligne léniniste) – ne sont pas en mesure de dépasser la paralysie idéologique qui les caractérise jusqu'au moment de l'intervention. Les lois exceptionnelles et la militarisation empêchent, en outre, toute activité des groupes les plus actifs. De leur côté, les syndicats demeurent hors des structures de la mobilisation industrielle, et lorsque, au milieu de l'année 1917, leur collaboration est recherchée, on circonscrit très étroitement leur possibilité d'action. L'influence socialiste est par ailleurs presque nulle dans la majeure partie du Sud d'Italie. Pourtant, c'est dans ces régions que se produisent des agitations populaires très violentes. Si les socialistes jouent probablement un rôle dans la mobilisation en nombre des ouvriers, l'opposition populaire à la guerre se développera spontanément, nourrie par les conditions du pays »¹³⁵.

La débâcle de Caporetto exacerbe les esprits comme au moment des accrochages idéologiques et politiques que l'Italie a connus pour décider de la fin de sa neutralité, par rapport au conflit en cours depuis 1914¹³⁶. Un vent nationaliste accompagne l'interprétation de la défaite qui aurait été provoquée par des « ennemis de la patrie »¹³⁷.

Entre novembre 1917 et les premiers mois de l'année 1918, est mise en œuvre une véritable chasse aux ennemis intérieurs, organisée par les comités interventionnistes :

« Les socialistes sont soumis à des procès sommaires, incarcérés, mis à l'écart. Mais la croisade anti-défaitiste est aussi une répression contre de simples citoyens, uniquement coupables d'avoir donné libre cours à leur préoccupations ou à leurs malaises. Après délation, presque toujours anonyme, de nombreux individus sont jugés et incarcérés. On parvient ainsi, la dernière année de la guerre, à une utilisation aveugle de l'imposante législation exceptionnelle visant toutes les manifestations publiques [...]. À la base des protestations citadines il y a à la fois l'aggravation des conditions de vie, que les inégalités toujours plus évidentes dans les sacrifices entre les classes indigentes et les privilégiés. Pendant que la spirale inflationniste ampute dramatiquement les salaires et les revenus fixes, annule les augmentations salariales et abaisse dramatiquement le niveau économique et social de la petite bourgeoisie. L'augmentation vertigineuse des prix semble, au contraire, favoriser énormément l'industrie et une grande partie du commerce. En découle une amplification de la rancune des classes populaires, à laquelle s'unit, pour devenir finalement prédominant, le ressentiment envers les pouvoirs publics, tenus pour responsables de la situation »¹³⁸.

Aux agitations urbaines liées à un approvisionnement insuffisant et à celles des paysans, s'ajoute, au printemps 1918, une reprise de la protestation ouvrière. Au début de l'été 1918 ce sont les employés publics qui manifestent leur mécontentement. Cependant, la guerre se poursuit, sans pitié. En juin 1918, une puissante offensive autrichienne sur la ligne de front du fleuve Piave échoue. Le 24 octobre 1918, une année après Caporetto, l'armée italienne attaque à son tour. Le 3 novembre l'offensive du général Caviglia aboutit à Vittorio Veneto et le 4 novembre, à Padoue, les Autrichiens signent enfin l'armistice.

« L'Italie de 1918 a donc à résoudre un problème fondamental, que soixante années d'unité ont posé sans jamais lui apporter de solution. Comment adapter aux forces nouvelles

des structures conçues pour les classes dirigeantes post-unitaires ? Comment surmonter les contradictions produites par la coexistence des structures économiques héritées du Moyen Âge et d'un capitalisme d'implantation récente ? Comment tenir enfin les promesses qu'il a bien fallu faire pendant les phases difficiles de la guerre ? De la solution de ce problème dépend le sort de l'Italie d'après-guerre. Ni la bourgeoisie libérale ni la monarchie constitutionnelle ne sauront la trouver »¹³⁹.

Pour les Italiens, « la guerre était donc un phénomène auquel ils se soumettaient. C'était une expérience répressive et non une expérience qui les réconciliait avec les ambitions nationalistes ou qui servait à consolider leur patriotisme. C'est, là, la différence fondamentale entre l'Italie et les autres pays occidentaux où [...] la guerre était généralement un facteur d'unité »¹⁴⁰. Ainsi, la guerre, écrit Max Gallo, « mûrit les drames de l'après-guerre. Le conflit, en mourant, donne naissance aux mythes du fascisme »¹⁴¹.

2. L'économie italienne à l'épreuve de l'après-guerre et l'échec de la reconversion

Dans la revue qu'il anime à partir de 1919, intitulée *L'Ordine Nuovo. Rassegna settimanale di cultura socialista*, le philosophe et politicien Antonio Gramsci nous rappelle qu'une crise se produit au moment où le vieux monde tarde à disparaître et le nouveau tarde à naître. Dans cette phase de clair-obscur, il affirme, des monstres peuvent apparaître. C'est le cas du fascisme dans le contexte italien de l'après-guerre. Pour comprendre l'Italie fasciste, il faut donc aller à ses racines. L'Italie est entrée en guerre sans en prévoir les conséquences économiques¹⁴². « L'industrie de guerre a réalisé en quelques années un développement gigantesque, grâce aux commandes de l'État et aux énormes avantages financiers accordés par le gouvernement, réalisant ce qui est défini comme le 'premier miracle économique italien'. Le

développement, outre l'appui étatique, est réalisé au moyen de l'exploitation maximale de la main d'œuvre, profitant de la très rigoureuse discipline militaire en vigueur dans les usines : roulements épuisants, jusqu'à 16 heures consécutives, usage incontrôlé de la rémunération à la pièce, impossibilité pour les travailleurs de quitter leur emploi. L'Italie connaît, pour la première fois dans son histoire, le plein emploi, limité toutefois aux secteurs qualifiés de la classe ouvrière du Nord et du Centre de la Péninsule »¹⁴³.

Il faut ici noter que, sur cette croissance, pèse lourdement l'inflation¹⁴⁴. Les entreprises qui bénéficient le plus largement des commandes étatiques opèrent dans le secteur métallurgique et sont engagées dans l'armement (Ilva, Ansaldo). L'économie de guerre stimule aussi les usines du secteur de l'automobile (Fiat, Pirelli), du secteur chimique et du secteur textile, toutes produisant des biens destinés à l'armée. Ainsi, une fois la paix revenue, le problème de la reconversion industrielle et financière s'impose. L'industrie doit se réadapter aux conditions de l'économie de marché alors que disparaît son principal stimulant, la demande étatique.

Les dépenses publiques sont revues à la baisse, car le déficit public est à réduire : « Une des caractéristiques des dernières années de guerre et de celles de l'après-guerre immédiat est en fait que tous les groupes sociaux semblaient accepter le rôle prédominant de l'État mais souhaitaient que celui-ci agisse dans leur intérêt plutôt que dans celui des autres. Les industriels supposaient que l'État interviendrait pour mettre fin à l'agitation sociale, et les socialistes supposaient que l'État interviendrait pour défendre les avantages sociaux légitimement conquis. Les scissions nées de la guerre se traduisaient donc, d'abord implicitement puis de manière plus explicite, en une lutte pour le contrôle de l'État. En même temps, le gouvernement et les classes moyennes voyaient la réponse à ce morcellement dans la coercition et la répression qui avaient fonctionné pendant le conflit. À

l'instar donc de beaucoup d'autres pays, la société de masse italienne ne s'était pas créée autour d'un objectif commun qui inspirait la médiation et la conciliation entre les groupes, mais autour d'une expérience de morcellement et de déchirement [...]. La mémoire immédiate de la guerre n'était pas celle de l'accomplissement d'objectifs communs pour le bien de la communauté mais plutôt le contraire : celle de l'accomplissement de l'objectif d'une classe à travers les sacrifices d'une autre »¹⁴⁵.

Entre 1919 et 1920, on constate en Italie une accentuation des difficultés économiques et des désordres sociaux¹⁴⁶. Ce que l'on définit comme le « *biennio rosso* » se caractérise par une longue série de grèves, d'occupation d'usines et d'agitations politiques. La vague révolutionnaire atteint son apogée en septembre 1920, avec l'occupation de nombreuses usines. Ces événements sont encore plus importants dans les territoires de la vallée du Pô, où il y a une présence importante des mouvements socialistes et anarchistes et où les saisonniers agricoles et les paysans sont syndicalisés. On remarque en particulier, dans cette zone, la présence des *Leghe Rosse* (ligues rouges), socialistes et des *Leghe Bianche* (ligues blanches), catholiques. Face à une situation de plus en plus dangereuse, Giovanni Giolitti, à l'époque à la tête du gouvernement, essaie de rétablir l'ordre en cherchant l'appui des catholiques et en trouvant un compromis avec les socialistes. Ces deux forces ont en effet gagné les élections politiques de 1919. Les socialistes, toutefois, ne semblent pas disponibles à la modération et, enflammés par la révolution russe, ils organisent des conseils d'ouvriers à la manière des soviets, qui autogèrent la production dans les usines¹⁴⁷.

Moments de tension historique, où l'avenir peut encore basculer d'un côté ou de l'autre. Dans son article du 20 avril 1920 intitulé *Per un rinnovamento del Partito socialista*, Antonio Gramsci montre cette possibilité. Mais il fait, en même temps, pressentir un danger : « La phase contempo-

raine de la lutte de classe en Italie est la phase qui précède soit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire, grâce au passage à de nouveaux modes de productions et de distribution permettant une reprise de la productivité, soit une terrible réaction de la classe possédante et de la caste gouvernementale »¹⁴⁸.

Au cours de l'hiver 1920-1921, les difficultés propres à l'Italie vont se trouver accentuées par les effets de la crise mondiale. Cette situation ne fait qu'accentuer les craintes de la bourgeoisie et des industriels qui ont peur d'une révolution communiste. D'autant plus que, sous l'emprise cette énorme agitation sociale, les entrepreneurs ont dû céder aux revendications salariales des ouvriers : «L'échec de la reconversion industrielle et financière marque la rupture brutale avec l'économie du temps de guerre et les institutions politiques héritées du Risorgimento révèlent leur inadaptation aux bouleversements intervenus dans la société italienne depuis le début du XX^e siècle »¹⁴⁹.

Dans ce contexte de décroissance généralisée, « les divisions provoquées par le conflit infligent une cicatrice indélébile à la société italienne ; les ambitions et les rancunes nourries pendant le conflit resteraient gravées dans la conscience fasciste, dont les participants essayaient de réaliser ce qui n'avait pas été réalisé durant la guerre et de détruire ce qui n'avait pas été détruit. Pour toutes ces raisons, la guerre était devenue le symbole de tout ce qui n'allait pas avec la nation et de tout ce que le fascisme espérait accomplir. Elle était au centre même des aspirations fascistes. Le nouvel homme fasciste, celui que le fascisme avait l'intention de créer, était quelqu'un qui, aux yeux des fascistes, aurait été le parfait combattant de la Première Guerre mondiale : courageux, obéissant, prêt au sacrifice. Il était le contraire même du défaitiste, du déserteur et de l'embusqué. En réalité, c'était la guerre qui fournissait les impératifs du fascisme (croire, obéir, combattre). Le fascisme devait naître de ces scissions »¹⁵⁰.

3. *Le fascisme contre les « excès » de la démocratie libérale*

« Considérer la Première Guerre mondiale – écrit l'historien Paul Corner – comme un événement fondateur pour le fascisme italien ne saurait guère surprendre. Que doit le fascisme italien à la Grande Guerre ? Une réponse brève pourrait être : tout. [...] Le fascisme, avec son style, son langage et son idéologie, essayait de recréer les tensions psychologiques de la guerre en temps de paix ; non seulement parce que la guerre semblait fournir les impératifs moraux justes, ce que la paix ne pouvait faire, mais aussi parce que l'allusion constante à celle-ci permettait de justifier le point de vue fasciste. Pour les fascistes, la grande leçon tirée de la guerre avait été que les objectifs patriotiques et nationalistes permettaient de donner une justification idéologique aux mesures de répression sociale et au gouvernement totalitaire. L'ennemi intérieur des années de guerre avait été vaincu (ainsi se plaisaient-ils à penser) par des mesures dures que les temps de guerre permettaient ; de la même façon, les ennemis du fascisme seraient écrasés par l'action déterminée d'un gouvernement constamment sur le pied de guerre. Ainsi, le nationalisme exacerbé de la guerre servait d'émulé au fascisme, et c'est en le perpétrant qu'il pouvait justifier la violence, la coercition et la répression, tout comme pendant la guerre elle-même. En outre, à une époque de bouleversements profonds, il aidait à persuader la bourgeoisie que le désordre des conflits sociaux et des changements technologiques, survenus si rapidement avec l'arrivée de la guerre et susceptibles de menacer toutes les anciennes valeurs bien établies d'un monde stable, pourrait légitimement être contrôlé et maîtrisé. Les valeurs que la guerre avait apparemment détruites pouvaient être sauvées en ayant recours aux valeurs de la guerre elle-même : discipline, hiérarchie, domination masculine, patriotisme. Bien que la société italienne ait été profondément divisée, même avant la guerre, le type de réaction que le fascisme représentait est

inconcevable sans l'expérience de la guerre elle-même. La répression désordonnée et spasmodique de la dissidence et des révoltes, qui était une caractéristique de la vie politique italienne durant le conflit, était remplacée par une répression d'État systématique et hautement organisée, reproduisant par ses méthodes ce qui avait été appris pendant la guerre, et tentant par son idéologie de dépasser les divisions et les faiblesses évidentes de la société italienne révélées par l'expérience de la mobilisation générale »¹⁵¹.

Le fascisme fait ses premiers pas « en réagissant aux prétendus excès de la démocratie [...]. Les grèves des ouvriers agricoles de la vallée du Pô, dans le Nord-Est de l'Italie, ont été brisées par les *squadristi* de Mussolini, comblant le vide laissé par la carence de l'État libéral italien. C'est justement dans l'exercice d'une action directe antisyndicale que le fascisme est né en Italie, et s'est même lancé sur les voies du pouvoir »¹⁵². Jusqu'en 1921 le fascisme fait figure de courant politique marginal et n'exerce sur les masses qu'une influence restreinte : « Son succès inespéré naît de la rencontre de plusieurs facteurs [...]. La faillite de l'État libéral incapable de trouver une solution à la crise économique, la grande peur des possédants qui optent après la vague révolutionnaire de 1920 pour la contre-révolution préventive, ainsi que l'indécision des socialistes qui ont refusé de consolider l'État bourgeois tout en se montrant incapables de prendre sa place [...]. Au début le fascisme se distingue assez difficilement d'autres groupes qui, au lendemain immédiat de la guerre, cherchent à tirer parti du discrédit qui pèse sur les partis traditionnels et sur les institutions parlementaires »¹⁵³. Si, en octobre 1919, lors de son premier congrès à Bologne, le fascisme compte 56 organisations et 17.000 adhérents, en décembre 1920 il en comptera, respectivement, 800 et 100.000, puis, en 1922, le nombre de ses militants dépassera les 300.000 unités¹⁵⁴. Les étapes de l'avancée fasciste, jusqu'à la Marche sur Rome de 1922, correspondent à des actes systématiques d'une violence inouïes¹⁵⁵.

« Au printemps 1921, les *squadre* mussoliniennes passent à l'offensive dans toute la Péninsule. Bien équipées, en armes et en moyens de transport mécaniques, bien encadrées par d'anciens officiers des corps francs, les 200 000 Chemises noires bénéficient en outre de l'appui plus ou moins déclaré des forces de police qui, le plus souvent, commencent à se manifester au moment de la riposte populaire. Le correspondant du journal britannique *The Nation* en dresse la statistique suivante, pour la période comprise entre le 5 et le 21 avril 1921 : rixes avec armes à feu : 60 ; personnes frappées à coups de gourdin : 34 ; tués (dont 43 socialistes et 6 fascistes) : 49 ; blessés : 270 ; locaux envahis et saccagés (dont 38 socialistes et 2 fascistes) : 40 ; locaux incendiés (maisons du peuple, bourses du Travail, etc.) : 70 ; arrestations fascistes : 2 ; arrestations socialistes : 212 ; grèves ouvrières de protestation : 11 »¹⁵⁶. Les premières victimes des incursions fascistes sont les promoteurs des ligues agraires dans la province de Ferrare et dans les campagnes de la basse vallée du Pô.

En France, c'est *l'Humanité* qui, grâce à un article de J. Mesnil du 3 avril 1921, fait le récit de ces agressions : « La Polesine, région de terres basses et humides à l'embouchure du Pô, où habite une population agricole très paisible, a été ces derniers temps le théâtre d'expéditions fascistes dont le député socialiste Giacomo Matteotti a décrit les horreurs au Parlement. Au cœur de la nuit, les camions des fascistes arrivent dans les villages, dans les campagnes, dans les hameaux ; ils arrivent accompagnés notamment des chefs des agrariens de la région ; ils sont guidés par eux, sans quoi il leur serait impossible de reconnaître dans l'obscurité, au milieu de la campagne, la maisonnette du chef de la ligue paysanne ou le misérable petit office de placement. Ils arrivent devant la maisonnette et l'on entend l'ordre 'Entourez la maison'. Ils sont cent, armés de fusils et de revolvers. On appelle le chef de la ligue et on lui intime l'ordre de descendre. 'Si tu ne descends pas, nous te brûlerons ta maison,

ta femme, tes fils'. Il descend. S'il ouvre la porte, on le lie, on le porte sur le camion, on feint de le tuer, puis on l'abandonne au milieu de la campagne, lié à un arbre. S'il n'ouvre pas et s'il emploie les armes pour se défendre, c'est l'assassinat immédiat au cœur de la nuit, à cent hommes contre un »¹⁵⁷.

Mais, ce serait une grave erreur de supposer que le succès du fascisme a été exclusivement dû à la violence systématique et organisée. Ce mouvement a été directement soutenu par le 'grand capital italien', la bourgeoisie et, indirectement, par le gouvernement. Si la nature violente de cette organisation politique est évidente, la prise de conscience de la classe politique libérale à la tête du pays tardera à arriver. Derrière ce laissez-faire par rapport aux escadrons, il y a plus qu'une simple incompréhension du phénomène. En effet, pendant ces années, le gouvernement italien manifeste une sorte de complaisance, car, de facto, en ayant eu recours à des méthodes peu orthodoxes, Mussolini parvient à éteindre les possibles foyers de la révolution. La plupart des libéraux croient que le fascisme représente un moindre mal pour la Péninsule et ils espèrent que, une fois l'ordre rétabli, Mussolini et ses adhérents pourront être éduqués à la vie parlementaire.

« Arrivé au pouvoir par une procédure constitutionnelle, Mussolini se trouve contraint dans un premier temps de respecter, au moins formellement, les institutions du royaume. Cette phase de 'dictature légale' concrétise l'alliance du fascisme et des grands intérêts. Une alliance qui reste cependant ambiguë et provisoire, dans la mesure où chacun des deux protagonistes cherche en fait à utiliser l'autre pour raffermir son pouvoir. Il ne semble pas que, dans sa majorité, la bourgeoisie italienne ait voulu substituer au régime en place celui de la dictature du parti unique et de son chef. Pour beaucoup de ses représentants, il importait de parachever l'œuvre de démantèlement des organisations ouvrières, déjà largement entamée par le *squadrisme*, et de

renfoncer l'exécutif afin de rendre impossible, à court et à moyen terme, un nouvel assaut des 'forces révolutionnaires'. Cela, on pensait pouvoir l'obtenir de Mussolini sans lui concéder autre chose que des pleins pouvoirs limités dans le temps [...]. Bien entendu, le directeur du *Popolo d'Italia* voyait les choses d'un autre œil »¹⁵⁸.

Il faut rappeler que « le fascisme n'a nulle part pris le pouvoir par un coup d'État, en déployant ses adhérents dans les rues : cette option n'aurait guère été concevable. Le fascisme n'aurait pas pu faire appel à la rue sans risquer une confrontation avec ses alliés potentiels, dont l'armée et la police, et sans concéder des avantages à son ennemi principal, la gauche. Au pouvoir, le fascisme ne pourra poursuivre ses buts primordiaux – la rénovation et l'expansion nationales – sans l'accord de l'armée et de l'industrie. La seule route vers le pouvoir ouverte aux fascistes passe par la coopération avec l'élite conservatrice. Les variables principales, donc, sont la volonté des conservateurs et des chefs fascistes de travailler ensemble et la profondeur de la crise qui les amène à coopérer »¹⁵⁹.

Organisé en milices paramilitaires, le fascisme a, au début, un rôle répressif. Les *Camicie Nere* utilisent la violence pour réprimer les grèves et les rébellions, très fréquentes en cette période. Si, dans les campagnes, l'œuvre des milices s'effectue par des expéditions punitives et violentes, dans les villes, elle se qualifie surtout en tant que garante de la sécurité¹⁶⁰. Dans ce but, les milices n'hésitent pas à se substituer aux chauffeurs des tramways en grève, pour assurer le bon fonctionnement des moyens de transports en commun, ou à s'introduire dans les usines pour faire le travail des ouvriers grévistes, en assurant ainsi la poursuite de la production. Par conséquent, si une partie de la population voit les fascistes comme une bande de criminels capables d'actes exécrables, une autre partie ne tardera pas à les identifier comme les hommes de la Providence : « Mussolini n'a pris la barre par force, même s'il a utilisé la force par la suite

pour transformer son gouvernement en dictature. Il a été invité à partager le pouvoir par le chef de l'État (le roi), conseillé par ses proches, dans des circonstances bien précises : un blocage du gouvernement (produit en partie par la violence des fascistes) ; des conservateurs menacés par la perte de leur capacité d'encadrer la population, souvent à un moment de grande mobilisation populaire ; une gauche en progrès ; des conservateurs qui refusent de collaborer avec cette gauche, et qui se croient incapables de continuer de gouverner sans renfort »¹⁶¹.

En somme, « l'arrivée au pouvoir des fascistes n'est donc pas, comme le prétendra la légende forgée par Mussolini, le résultat d'une lutte victorieuse contre le bolchevisme, mais bien celui de la violence anarchique du *squadriste* succédant à l'échec d'un mouvement socialiste moribond. Celui, d'autre part, d'une intrigue politique menée par Mussolini dans le cadre d'un État en pleine décomposition. Le fascisme n'a pas remporté une victoire sur des adversaires menaçants. Il s'est installé à la tête de l'Italie à la faveur du vide politique qui y régnait »¹⁶².

Toutefois, par la suite, la domination fasciste ne se limitera pas à la conquête du champ politique. Elle s'imposera dans tous les secteurs et dans toutes les d'activités : du domaine politique à l'économie, à la culture, au sport et aux loisirs. Le fascisme exercera son pouvoir dans les sphères publiques comme privées, dans les entreprises comme au sein des familles, donc dans tous les interstices de la vie sociale, en rejetant le pluralisme, au nom d'un principe unique de vérité et de légitimité. La dynamique totalitaire se manifeste par la perte, plus ou moins progressive, d'autonomie de la part de chaque milieu, qu'il soit politique, médiatique, universitaire, religieux ou économique¹⁶³.

Seules les catégories élaborées par l'idéologie fasciste, dont le principe des principes est la défense de la *cause du régime*, ont vocation à devenir les bases de légitimation des pratiques sociales, sans exception. Dans ce cadre totalitaire,

pour être légitime, chaque activité est toujours inscrite dans les catégories et les représentations symboliques de l'idéologie du régime¹⁶⁴ ; à l'inverse, tout ce qui ne sert pas la *cause du régime* devient illégitime et, même, criminel. L'idéologie mussolinienne professe l'horreur de l'hybride, du compromis et criminalise l'indifférence comme une forme de défaitisme et de sabotage qui peut nuire à l'émergence de l'ordre nouveau¹⁶⁵. Sur quoi se base l'emprise que le régime va imposer ? D'une part sur l'intérêt : dans une société passée entièrement sous le contrôle du mouvement fasciste, l'adhésion active apporte de multiples avantages en termes d'emplois, de promotions, de logements et d'accès à toutes sortes de biens et de services. De l'autre, évidemment, sur la menace de la sanction : le régime élimine (socialement ou physiquement) les individus qui ne se conforment pas, en pratiquant à large échelle la déportation dans des camps de travail ou la relégation de police. La capacité du fascisme d'imposer ses normes à toutes les sphères d'activité présuppose un contrôle permanent des individus dans tous les espaces et dans tous les milieux de la vie sociale. En effet, les milices des *Camicie Nere* ne sont pas supprimées et l'appareil de répression de l'État se trouve renforcé par une très forte augmentation des effectifs policiers. Le bras armé des milices fait directement usage de la violence physique sans passer par les institutions traditionnelles de l'État. Dans l'ombre, il développe un travail permanent et souterrain, pour imposer la conformité politique la plus absolue, en veillant à son respect.

4. La naissance du fascisme italien dans la presse française (1921-1923)

Quatre années après la fin de la Première Guerre mondiale, l'arrivée au pouvoir de Mussolini ouvre une nouvelle phase dans les relations franco-italiennes. Dans quelle mesure cette circonstance affecte-t-elle les relations entre

les deux peuples et les deux pays ? « Le 28 octobre 1922 a lieu la Marche sur Rome. Au lieu de déclarer l'état de siège, le roi Victor Emmanuel III charge Mussolini de former le gouvernement. C'est le début deux décennies de pouvoir fasciste. En qualité de Président du conseil, Mussolini prend aussi le portefeuille des Affaires Étrangères, jusqu'en 1929. [...] À peine au pouvoir, il explique que l'Italie doit *être traitée par les grandes nations du monde comme une sœur, non comme une servante* »¹⁶⁶.

Déjà, au lendemain de la Première Guerre mondiale, Mussolini exprime son acrimonie à l'égard de la France, qu'il considère comme la principale responsable de la victoire mutilée. Reprenant ce thème : « Mussolini déclare souvent que *les traités de paix ne sont pas éternels*, ce que d'ailleurs aucun pays affirmait. Il se présente ainsi comme le principal acteur du révisionnisme diplomatique en Europe, sans cependant présenter de plan précis pour parvenir à ses objectifs »¹⁶⁷.

« En réalité, derrière son discours belliqueux, il fait initialement preuve de prudence en politique extérieure, tout accaparé qu'il est par les questions de politique interne. Ce double langage s'applique à ses rapports avec Paris. Au cours des années 1920, selon l'historien Renzo De Felice, *Mussolini cherche à faire une politique anti-française pour parvenir à un accord avec la France* »¹⁶⁸.

En ce qui concerne, au contraire, les relations économiques entre les deux pays, celles-ci restent structurellement très importantes : « Les Italiens sont la communauté immigrée la plus nombreuse en France : 420.000 en 1911, 760.000 en 1926, 900.000 en 1931. En 1925, 200.000 Italiens sont venus travailler dans l'Hexagone, soit quatre cinquièmes de l'émigration italienne en Europe. Un paradoxe caractérise ainsi la période fasciste : les liens entre les deux pays restent structurellement très importants, ne serait-ce qu'en raison du rôle joué par la migration économique et par les 'Ritals' [terme qui désigne les réfugiés italiens sur les

papiers des immigrés]¹⁶⁹ ; en même temps, la France est la principale cible de la propagande mussolinienne, fondée sur des campagnes récurrentes de gallophobie jusqu'à la déclaration de guerre du 10 avril 1940 »¹⁷⁰.

Sur la presse française les premières publications paraissent au début de l'année 1921. À cette époque, le mouvement a déjà deux ans d'existence, puisqu'il est né à Milan le 23 mars 1919, sous la dénomination de 'Fasci Italiani di Combattimento'. À ce propos, Pierre Milza affirme : « *L'Action française* sera le seul journal à souligner le rôle de la conférence de la Paix dans la genèse du fascisme, encore ne le fera-t-il qu'en mars 1921 : *Il y aura bientôt deux ans que l'Italie a subi au conseil suprême l'humiliation qui fut un des incidents les plus caractéristiques de la paix [...] Les déceptions de la paix ont démoralisé l'Italie qui vient de passer par un long marasme. Des élections déplorablement avaient accusé et aggravé la malaise du pays [...]. L'anarchie s'est mise dans le pays à la suite de cette décomposition dont le principe, nous le répétons, doit être cherché à la conférence de 1919. Après un certain nombre de journées et des semaines rouges, de bombes et d'attentats divers, une réaction s'est produite. Les éléments d'ordre se sont organisés et rendent coup pour coup. Évidemment, ce n'est pas la méthode idéale. Mais on fait comme on peut et les fascistes sont en train de rendre courage aux honnêtes gens et de nettoyer l'Italie. Cette réaction contre les partis a une origine et un caractère nationalistes.* (J. Bainville, *L'Action française*, 27 mars 1921) »¹⁷¹.

C'est la période du « *biennio rosso* », accompagnée par le début des activités antisocialistes, qui marque l'entrée du fascisme sur la scène internationale. Ainsi, la presse de l'Hexagone analyse le phénomène du fascisme à partir des grèves ouvrières qui secouent la Péninsule pendant cette phase : « Les journaux français développent avec complaisance le thème du coup d'arrêt porté par le fascisme à la montée du socialisme révolutionnaire. Le ton est donné par

Le Figaro : *On assiste en Italie à une sérieuse réaction du pays tout entier contre la tyrannie socialiste. Le mouvement révolutionnaire de l'an dernier paraissait être uniquement dirigé contre les profiteurs de la guerre, les requins ; l'opinion publique l'avait accueilli presque avec faveur. On put croire un instant que le nationalisme était mort et que le pacifisme allait régner sans partage. Très vite, devant les excès commis par les rouges, le pays comprit qu'on allait détruire toute son énergie industrielle et il s'est ressaisi. Les fascistes ont donné à la bourgeoisie trop longtemps brimée les chefs qu'elle cherchait. Le fascisme (fascio di combattimento) a été constitué après la guerre par d'anciens combattants qui voulaient sauvegarder leurs intérêts. Ils se sont bientôt donné pour tâche de combattre tous les saboteurs de la victoire... Parmi les fascistes on compte des hommes venus de tous les partis, mais qu'une juste horreur des doctrines moscovites a conduits au nationalisme.* (J. Roujon, *Le Figaro*, 28 mars 1921) »¹⁷².

Les premiers articles sur le fascisme du quotidien *Le Figaro* sont riches en détail sur le contexte historique. Le journal ramène le fascisme à la crise sociale italienne : « L'Italie [...] sortie victorieuse du conflit européen, traverse une crise dangereuse. Crise morale, d'abord, due aux conditions spéciales de son entrée en guerre, à la façon dont celle-ci fut menée, et nonobstant l'anéantissement total de son ennemi séculaire, aux déceptions que le règlement de la paix lui a procurées »¹⁷³.

Le Figaro ajoute que la crise morale a été amplifiée par une situation désastreuse, tant dans le domaine industriel qu'agricole, et que le pouvoir central aurait perdu le contrôle sur plusieurs régions dominées par une organisation syndicale et des ligues prolétariennes. Selon ce journal, une telle situation équivaut à une attaque contre les moyens de production privés. *Le Figaro* présente le fascisme à ses lecteurs comme un mouvement qui ne vise pas uniquement à instaurer un nouvel ordre social, mais qui veut aussi modeler et

poursuivre un processus politique original. Selon *Le Figaro*, le fascisme est une *contre-révolution* promue par le pays tout entier à l'encontre de la *tyrannie socialiste*¹⁷⁴. Toujours d'après ce quotidien, le mouvement fasciste aurait été fondé après la Première Guerre mondiale par d'anciens combattants voulant sauvegarder leurs intérêts. Leurs buts, faciles à cerner, exaltent certaines valeurs affectives et morales que *Le Figaro* décrit par ces mots : « le fascisme a su donner à une bourgeoisie trop longtemps brimée les chefs qu'elle cherchait »¹⁷⁵.

Selon le quotidien *Le Temps*, le fascisme est « un mouvement de réaction [...] contre les excès maximalistes »¹⁷⁶. Ce journal ne semble donc pas le percevoir comme un courant révolutionnaire, mais comme un parti politique. Relativement à la campagne électorale en vue des législatives de 1921, *Le Temps* prévoit que les socialistes et les populaires perdront plusieurs sièges à l'avantage du parti fasciste. Benito Mussolini va donc devenir « le centre le plus puissant du renouvellement national »¹⁷⁷. Toujours selon *Le Temps*, ce nouveau mouvement politique reçoit partout un accueil favorable et trouve sa raison d'être dans la réaction aux abus des socialistes. Le fascisme constituerait un phénomène réactionnaire, mais non pas dans un sens péjoratif. En 1921, on est encore loin d'imaginer que ce regroupement puisse avoir des visées révolutionnaires. *Le Temps* en offre cette description : « l'Italie [...] grâce [au fascisme] entre dans une nouvelle ère, c'est la fin du défaitisme de la paix »¹⁷⁸.

Ces mots trouvent leur écho dans un compte rendu que le professeur Jules Amar publie dans *L'Écho de Paris* sous le titre « Impressions de Rome ». Comme le précise Pierre Milza, dans cet article « on trouve, outre le thème habituel du barrage contre le bolchevisme, celui de la solidarité latine appelée à se reconstituer pour faire face à des adversaires communs. On parle désormais de la clairvoyance des Italiens, mais aussi de leur loyauté et de leur fierté.

Changement de ton que n'avait pu réaliser l'entrée de l'Italie dans la guerre et que le fascisme obtient sans grand effort, parce qu'il apparaît aux yeux de la bourgeoisie française comme le premier remède efficace opposé à l'épidémie marxiste. *On m'a montré dans le fascisme*, écrit Jules Amar, *la sauvegarde de l'ordre menacé par le bolchevisme, ce mal qui s'efforce de désagréger l'unité nationale. Les excès des fascistes, conséquence d'une réaction violente, sont supportables, en comparaison de l'odieuse brutalité du communisme ignare. De ce dernier, la terreur et la haine sont instinctives à la population, trop amie du droit et de l'équité, et trop intelligente, pour admettre le renversement d'un état social qui a fait ses preuves. Clairvoyant, il dénonce le péril que font courir à la santé morale du pays les idées bolcheviques, furtivement introduites dans les familles, et à prix d'or dans certains journaux essoufflés, ou enfin colportées par des échos honteux et bénévoles* (Jules Amar, *L'Echo de Paris*, 14 juillet 1922) »¹⁷⁹.

Ce n'est que vers la fin de 1922 que *Le Temps* change de ton à l'égard du fascisme. Les violences fascistes ne manquent pas de provoquer des inquiétudes. Alors qu'il avait défini le fascisme comme force réactionnaire, *Le Temps* se doit maintenant d'admettre que la prise du pouvoir par les fascistes équivaut à une révolution dans le sens de l'esprit nationaliste le plus intransigeant. C'est avec désarroi que ce journal admet que les fascistes ont comme ambition de faire disparaître la démocratie. Il déplore ce tournant, alors qu'il rappelle que le fascisme avait, au départ, des tendances républicaines¹⁸⁰.

Le Temps s'oppose à cette nouvelle situation dans la Péninsule, car l'action politique en dehors de la légalité est une cause permanente de trouble et d'absence d'ordre : « Tel est le propos de Joseph Galtier qui, après avoir défini le sens du fascisme, fait appel dans *Le Temps* à la sagesse de ses dirigeants : *La naissance du Fascio, c'est le retour, la revanche du sentiment national exaspéré. C'est une réaction vio-*

*lente contre les excès des extrémistes, contre les attentats que la faiblesse de M. Nitti, d'après mes informateurs, a laissé se perpétrer. Sous le 'regne' de M. Nitti, on a vu dans Rome des officiers qui s'étaient brillamment conduits pendant la guerre et à qui des manifestants arrachaient leurs décorations... Vous savez que le Fascio – faisceau d'anciens combattants, sans nuance politique, qui fait appel seulement au patriotisme – a débuté après les événements de Bologne de l'automne dernier... Aujourd'hui, la terreur règne à Bologne, mais pas dans le camp d'autrefois. Les fascistes sont les maîtres de la situation [...] Certes, au point de vue élevé de l'ordre dans un État, on doit déplorer que la répression soit exécutée par des associations privées. 'Plus un État se corrompt, dit Tacite, plus les lois se multiplient'. De même, on peut dire que plus un État montre de faiblesse, plus il provoque la dure intervention de la force, détenue par des groupes particuliers [...]. Le Fascio s'apprête à jouer un rôle pendant les élections, c'est-à-dire qu'il y aura des candidats fascistes qui s'uniront aux nationalistes. Il faut souhaiter qu'il n'abuse pas de sa force, qu'il ne manifeste pas de prepotenza, et surtout qu'il n'ait qu'une influence et un rôle passagers. S'il est vraiment partisan de l'ordre, de la paix nationale, il doit se mettre au service de l'État, en lui laissant désormais la tâche des répressions nécessaires. Puisqu'il a dans ses emblèmes, comme symbole, le faisceau qui précédait les licteurs, son intérêt et sa dignité lui commandent de s'effacer devant ce magistrat souverain qu'est la justice – et la justice seule peut frapper avec la hache qu'entourent les faisceaux (Joseph Galtier, *Le Temps*, 14 avril 1921) »¹⁸¹.*

« D'autres grands quotidiens modérés comme *Le Figaro* ou le *Journal des Débats* formulent parfois des réserves sur l'avenir du fascisme dont on craint qu'il ne s'installe en Italie de façon permanente et ne substitue à la 'dictature rouge' une subversion tout aussi dangereuse pour les valeurs fondamentales de l'Occident »¹⁸². De sa part, *Le Figaro*

prendra rapidement conscience de la politique impérialiste fasciste à la veille de la Marche sur Rome, en prenant mieux en compte l'évolution des circonstances au niveau politique en Italie : « *une sorte de guerre civile, met aux prises, dans les conflits qui se terminent par des meurtres, les deux partis d'extrêmes de l'Italie, à droite les fascistes, qui sont des nationalistes exaspérés; à gauche les socialistes* »¹⁸³.

Néanmoins, comme d'autres journaux de l'époque, *Le Figaro* admet qu'il est « *assez difficile de se faire une idée précise du parti* »¹⁸⁴.

Mais les hommes de droite et les modérés ne sont pas les seuls à s'efforcer de trouver une signification au fascisme. Pour eux, ce sont les troubles révolutionnaires et l'anarchie menaçante qui ont suscité ce raidissement des forces conservatrices : « La presse de gauche voit au contraire dans l'action des faisceaux un moyen pour la bourgeoisie de survivre à sa décomposition et de maintenir par la force privilèges et inégalités, autrement dit, un instrument de domination aux mains des capitalistes menacés d'expropriation et d'anéantissement. L'équation FASCISME = CAPITALISME caractérise en particulier l'attitude de *L'Humanité* qui tire le 15 mai 1921 la 'leçon du fascisme' : *Le programme des fascistes, tout de conservation et de réaction, les a amenés nécessairement, malgré l'idéalisme incontestable de certains d'entre eux, à servir d'instrument de défense de classe à la grande finance, à la grande industrie, à la grande propriété terrienne. Des premiers Fasci sont sortis les légionnaires de D'Annunzio... Mais le fascisme d'aujourd'hui se voue tout entier à ce but bien matériel : sauver l'État bourgeois de la faillite. Il est évident que ceux qui poursuivent un tel objectif ne sauraient que s'entendre avec les capitalistes et devenir leur instrument. Il n'y a pas là seulement un résidu de l'esprit belliqueux comme le laissent entendre certains socialistes : c'est l'acuité de la lutte des classes qui provoque le besoin de se défendre par la force. Mais où la lutte devient inégale, c'est dans le fait que les Pouvoirs Publics*

prêtent une hypocrite assistance aux défenseurs de l'ordre bourgeois »¹⁸⁵.

L'Humanité dans un autre texte souligne que « *les fascistes sont des bandes armées au service de la bourgeoisie* » qui obtiennent une « *aide discrète de la part des autorités* » pour le pillage et la destruction systématique des bourses de travail, des maisons du peuple, des droits des travailleurs¹⁸⁶. « *La bourgeoisie capitaliste espère rétablir son pouvoir grâce à un coup de force : elle compte sur les fascistes dont elle approuve les violences qu'elle favorise en sous-main, pour imposer au peuple un régime de réaction qui arrêterait le mouvement ascendant du prolétariat* »¹⁸⁷. Pour ce quotidien de gauche, le prolétariat mondial devrait tirer des leçons des moyens « *utilisés en Italie puisque, à l'instar de la bourgeoisie italienne, celle « de tous les pays n'hésitera pas, si elle en a la possibilité, à se servir* »¹⁸⁸.

Le Populaire, journal-revue hebdomadaire de propagande socialiste et internationaliste, pousse l'analyse plus loin. Le fascisme est incontestablement un instrument de combat et de réaction sociale dont se sert la bourgeoisie menacée : « J. Paul-Boncour fut parmi les premiers à comprendre et à expliquer aux lecteurs de la presse socialiste le phénomène fasciste dans sa totalité. Il montre que le fascisme ne peut être réduit à un capitalisme en état de siège pour la simple raison qu'il met en mouvement des catégories sociales qui sont fort éloignées de la classe dirigeante. En premier lieu les classes moyennes, l'atelier et la boutique, clientèle de prédilection de la droite césarienne et plébiscitaire. Surtout, il cherche à tirer la leçon du fascisme naissant. Il souligne le danger d'une stratégie révolutionnaire qui, négligeant la puissance du sentiment national au sein des masses populaires, risque de rejeter une partie de celles-ci vers l'extrémisme de droite et par-là il vise sans les nommer les communistes. J. Paul-Boncour écrit dans *Le Populaire*, le 24 août 1922 : *Le contraste est tragique entre la poussée du socialisme italien lors des élections qui suivirent la guerre,*

telle qu'il semblait maître de l'heure et bientôt du pouvoir, et la position défensive ou il est maintenant obligé de se tenir, payant chaque repli de ses conquêtes et des cadavres de ses militants. À cet assaut, qui prend une ampleur d'Histoire, à ce succès de ses adversaires, qui prend parfois des apparences de désastre, il y a des causes qu'il faut déterminer. Il est, parbleu ! bien évident que c'est le succès même du socialisme italien qui a déchainé les forces antagonistes. Le capitalisme a cherché et trouvé la riposte. Ces mobilisations, ces mouvements de troupes, ces milliers de partisans qui, en quarante-huit heures, de tous les coins de la Péninsule, envahissent une ville et la mettent à sac, tout cela coûte de l'argent, beaucoup d'argent [...]. Tout cela suppose derrière une riche organisation financière. Mais de toute évidence aussi, le capitalisme en péril n'aurait-il pu mettre sur pied ces légions s'il n'avait fait appel qu'à son propre péril. D'autant que la plupart des fascistes ne sont rien moins que des capitalistes [...]. À côté de quelques intellectuels, étudiants, et de pas mal d'aventuriers, le fascisme se recrute surtout dans ces milieux sociaux de la petite bourgeoisie, de la petite artisanerie et du petit commerce, qui ont été si fortement touchés, souvent ruinés par les bouleversements de la guerre et les charges fiscales qui en ont été la conséquence. Économiquement... il n'y a pas d'opposition fondamentale entre les intérêts des milieux sociaux où se recrute le fascisme et les buts poursuivis par le socialisme. Il a donc fallu faire appel à d'autres sentiments pour galvaniser ces mécontents, les grouper et les jeter à l'assaut. C'est sur le terrain national que le choc fut préparé. Lors d'une récente interview au Matin, Modigliani dit clairement qu'à son début, le fascisme fut une revendication à base nationaliste [...]. Mais dans la grande lutte entre le capitalisme et le socialisme, lutte à laquelle la guerre a donné une acuité et une ampleur qu'elle n'avait jamais eues, et dont les péripéties vont former le fond tragique de toute l'Histoire qui vient, malheur aux partis qui ne

comprendraient pas que, même par subterfuge, il ne faut pas laisser mettre contre eux le sentiment national ! Ne pas tenir compte de ces états d'esprit, qui sont des éléments essentiels de la politique contemporaine, c'est permettre au capitalisme de les exploiter contre nous, c'est les laisser dévier en un chauvinisme rétrograde et meurtrier »¹⁸⁹.

L'analyse du quotidien *La Croix* sur les récentes vicissitudes politiques de l'Italie se différencie d'autres parutions¹⁹⁰ : « Au printemps 1921, le quotidien catholique est encore nettement favorable au fascisme dont l'action s'étale au grand jour tandis que, dans l'ombre et dans l'anonymat, socialistes et anarchistes préparent leurs attentats criminels [...]. Quelques mois plus tard on voit poindre une certaine inquiétude quand les fascistes cessent de faire le tri de leurs victimes et commencent à exercer leurs violences contre des non-marxistes. Enfin, en juillet 1922, le ton devient hostile. Déjà, lorsqu'en novembre 1921, des manifestations anti-françaises avaient eu lieu dans les principales villes de la Péninsule. Le journal catholique avait dénoncé les excès du nationalisme transalpin. L'indignation grandit avec les attentats commis contre 'les populaires' de Don Sturzo [...]. Jean Guiraud écrit le 21 juillet 1922 sur *La Croix* : *Les fascistes ne se contentent plus de réprimer les excès socialistes : ils prétendent faire la loi par la violence à tous leurs concitoyens, à quelques partis qu'ils appartiennent. Certains catholiques du parti populaire avaient fait aux socialistes des concessions excessives que l'autorité religieuse a dû réprover. Les fascistes se sont dressés contre tous les catholiques italiens et l'ensemble du parti populaire. À Pise, par la force, ils ont interdit à la procession de la Fête-Dieu de sortir de la cathédrale et ont barré le chemin au Saint-Sacrement lui-même et au cardinal Maffi, l'un des évêques les plus vénérés de l'Italie. À Venise, à Ravenne, on les a vus à la tête des manifestations qui ont été faites contre la France et ses représentants les plus qualifiés... Quelle manière de défendre la société et l'autorité que de*

déchaîner la guerre civile, s'attaquer à la propriété, se dresser contre l'exercice du culte, et par des manifestations injurieuses, rendre difficiles les relations de la patrie avec tel ou tel de ses alliés »¹⁹¹.

Cette hostilité sera sans lendemain : « Deux mois plus tard, Mussolini ayant accédé au pouvoir et rompu avec son passé anticlérical, *La Croix* retrouve toute son indulgence à l'égard des faisceaux. Le journaliste Bernard Sienne écrit le 14 novembre 1922 : *Sans doute sont-elles presque d'hier les manifestations anticléricales des fascistes de Pise et de Florence. La protestation si digne – si charitable et si paternelle en même temps – du cardinal Maffi contre ceux qui avaient empêché une procession eucharistique, n'a pas manqué de causer, à tout ce que le fascisme a d'intelligent, et au chef des fascistes tout le premier, une impression ineffaçable. En fait dans l'effort tout récent qui, au lendemain de la grève générale avortée en juillet donna au fascisme une organisation d'ensemble les dirigeants du fascisme ont paru se préoccuper de neutraliser le ferment d'anarchie qu'était cet anticléricalisme. [...] Au lendemain de la mort de Benoît XV et de l'élection de Pie XI, il n'hésita pas dans le discours qu'il prononça à la Chambre italienne, à constater la grandeur bienfaisante de la papauté. Ses paroles sans doute n'étaient pas d'un croyant ; elles n'étaient pas indignes d'un homme d'État »¹⁹².*

L'assaut fasciste lancé à l'été 1922 contre l'État libéral italien culmine avec la marche sur Rome qui s'achève avec la nomination de Mussolini à la tête du gouvernement le 30 octobre 1922.

Le 31 octobre 1922, « avec une assurance sans précédent la Confindustria avoue avoir 'exercé une influence directe et pressante' au profit de la solution Mussolini... La nation avait besoin d'un gouvernement prêt à vouloir et à agir »¹⁹³. Jusqu'au moment où Benito Mussolini accède au pouvoir, écrit Pierre Milza, en octobre 1922, on parle assez peu dans la presse française du fondateur des 'Fasci di Combattimento'.

Les premiers articles parus dans la presse de l'Hexagone, au début de 1921, s'efforcent d'analyser les causes du mouvement, son programme, son organisation. Ce n'est qu'après le 30 octobre que Mussolini devient un personnage important de l'actualité, car, à la fin de cette matinée, il sort du Quirinal après son premier entretien avec le roi.

« La presse socialiste et communiste continue à tenir pour secondaire le *cas Mussolini*. Le fascisme demeure à ses yeux un phénomène collectif, secrété de façon quasi mécanique par le capitalisme aux abois, et la personnalité de son chef est un fait de moindre importance. Elle est au contraire un fait capital pour l'immense majorité de la presse et l'on voit, au lendemain du coup d'état, proliférer toute une littérature consacrée au leader du fascisme. Le thème le plus fréquemment évoqué est celui du révolutionnaire converti. C'est celui que développe Henri Bidou dans *Le Figaro*, le 1^{er} novembre 1922 : *Cet homme, devenu si brusquement dictateur, est le fils d'un ouvrier de la Romagne, qui fut un socialiste militant. Lui-même a travaillé de ses mains, et ainsi payé ses études, qu'il a faites en Italie et en Suisse. Socialiste comme son père, il a été le rédacteur en chef de l'Avanti ! La guerre lui a ouvert les yeux ; il a reconnu la vanité de l'internationalisme, enfant bâtard du militarisme prussien. Il a contre ses compagnons socialistes réclamé l'intervention de l'Italie dans la guerre. Quittant l'Avanti ! il a fondé le Popolo d'Italia. Enfin il a prêché d'exemple : en 1915, il partait pour le front comme caporal de bersaglieri ; il se battait bravement et il était blessé. On connaît la suite* »¹⁹⁴.

Le thème est repris par Jean Guiraud, dans le quotidien *La Croix*, le 28 novembre 1922 : « *Ce n'est pas sans de sérieuses appréhensions que beaucoup de Français virent l'action, le progrès et l'avènement au pouvoir du fascisme. L'exaspération du sentiment national qui lui avait donné naissance ne risquait-elle pas de pousser l'Italie à des aventures internationales dangereuses pour la paix en Europe ?*

[...] Les catholiques français si demandaient si l'ordre pouvait sérieusement s'établir par des procédés de violence empruntés aux partis de désordre et si l'Italie, après avoir été troublée par les bandes socialistes, ne le serait pas par les bandes fascistes [...]. Mais surtout, nous étions alarmés par des actes de violence dont les fascistes se rendaient coupables avec le clergé et les catholiques italiens. Rendons cette justice à M. Mussolini ; il lui a suffi de gouverner pendant quelques semaines pour faire tomber la plupart de ces appréhensions [...]. Cet homme, hier encore socialiste incroyant, sait fort bien que dans toutes les restaurations nationales et sociales, les forces spirituelles doivent jouer un très grand rôle, et que de toutes ces forces, la plus puissante est la religion [...]. Ce changement honore le nouveau Premier »¹⁹⁵.

La nomination de Mussolini à la tête du gouvernement est l'occasion pour la presse française de revenir sur le phénomène du fasciste et, reprenant les thèmes développés depuis deux ans, d'établir un premier constat¹⁹⁶ : « À dire vrai, les positions n'ont guère évolué. On continue, à droite, à applaudir plus ou moins discrètement aux victoires remportées sur l'Internationale. À gauche, on n'a pas cessé de dénoncer la collusion de la pseudo-révolution fasciste avec une classe dirigeante menacée dans sa puissance et dans ses privilèges [...]. Dans les journaux, dit de grandes informations, *Le Figaro*, *Le Temps*, les *Débats*, les bonnes dispositions à l'égard du fascisme se font plus nuancées. L'opinion conservatrice s'inquiète des méthodes de la révolution fasciste ; la façon dont elle a fait la conquête du pouvoir, le risque de voir se prolonger un climat de terreur devenu inutile »¹⁹⁷.

C'est dans la presse de gauche que les reproches sont les plus vifs : « Sur l'interprétation même du fascisme, communistes et socialistes ne sont pas d'accord. Pour les premiers, il demeure un fait spécifiquement bourgeois : c'est la classe dirigeante, menacée d'expropriation, qui impose son

pouvoir par la force, le libre jeu des institutions parlementaires ne lui permettant plus de l'exercer légalement. Le fascisme apparaît ainsi comme la manifestation la plus récente de la lutte des classes, une lutte des classes très schématisée, ou s'opposent sans intermédiaire 'prolétariat' et 'classe dirigeante'. C'est l'interprétation que Paul Louis donne de la dictature fasciste dans *L'Humanité*, le 31 octobre 1922 : *Quels sont les caractères de cette dictature fasciste ? Il faut fixer ce moment d'Histoire. Elle est bourgeoise : les grands industriels, les grands agrariens sont derrière elle et l'envisagent comme leur suprême recours. Elle est l'arme de la classe possédante contre le prolétariat, et cette classe possédante, qui a vécu tant de mois dans la crainte d'une révolution ouvrière, retrouve aujourd'hui sa sérénité dans la contre-révolution préventive. Elle a fait son offensive brusquée, selon la formule de la stratégie allemande, empruntée à Napoléon. Cette dictature anti-ouvrière va peser lourdement – à moins que la résistance ne surgisse, vigoureuse – sur les masses salariées... Cette dictature est militaire. En réclamant pour le général Diaz le Ministère de la Guerre et pour l'amiral Thaon di Revel celui de la Marine, M. Mussolini donne à sa combinaison une empreinte assez claire. Comme il a besoin de l'armée de terre et de mer pour organiser la répression qu'il prévoit, il lui fait des avances significatives [...]. Enfin, cette dictature sera pénétrée d'esprit nationaliste, chauvin, impérialiste [...]. L'avènement du fascisme est un des grands phénomènes de cette crise d'après-guerre. Mais les choses ont leur logique et la violence d'en-haut, le coup de force bourgeois, appelleront, tôt ou tard, la riposte prolétarienne. Peut-être plus tôt que ne le croient en Italie le roi, la caste militaire et la classe dirigeante »¹⁹⁸.*

Pour les socialistes français, en revanche, la situation en Italie n'est pas tout-à-fait aussi simple : « Le succès des fascistes n'aurait pas été possible, même avec l'aide du grand capital, même avec la complicité du roi et de l'État-major,

sans l'appui des classes moyennes et d'une partie de la classe ouvrière, mobilisées par la passion nationaliste. L'erreur des communistes est d'avoir sous-estimé le rôle des catégories sociales intermédiaires et celui du sentiment national, exacerbé par la guerre. Léon Blum pense au contraire qu'il faut en tenir le plus large compte, sous peine de connaître le sort de la gauche italienne. Il écrit dans *Le Populaire* du 31 octobre 1922 : *Nous sommes en présence d'un coup de main à la fois gouvernemental et populaire dont les conséquences – on s'en apercevra bien vite – ne seront pas graves seulement pour la dynastie de Savoie. Et l'on voit clairement quelles ont été les raisons de sa réussite. Le coup d'État fasciste a réussi parce qu'il était porté par la sympathie, par l'assentiment préalable d'une portion considérable de l'opinion. Mussolini et le roi n'avaient pas seulement avec eux l'armée. Ils avaient avec eux le grand patronat qui, de toute évidence, subventionne depuis l'origine l'agitation fasciste. Ils avaient avec eux - c'est sur quoi je veux attirer l'attention - une fraction très importante de la petite bourgeoisie et même du prolétariat dupé ou contraint. Qu'est-ce qui les attirait à la suite de Mussolini et de ses adeptes ? Les promesses démagogiques qu'ont toujours su faire en temps utile, les partis de réaction violente. Mais surtout l'ascendant de la force, le goût de la nouveauté et de l'aventure, et l'instinct – si fort chez nous comme en Italie et d'où la Boulange tira sa popularité – qui pousse vers l'inédit, vers le neuf, vers le romanesque, vers tout ce qui nous tire de la vie quotidienne, du renouvellement morne, de l'ennui. Le fascisme avait pour lui l'opinion. J'oserais presque dire qu'il avait pour lui la mode. En attendant que se déroulent ses conséquences inévitables, comprenons bien, retenons bien, nous socialistes, les leçons expérimentales qui se dégagent de son succès »¹⁹⁹.*

En Italie, jusqu'en avril 1923, Benito Mussolini bénéficiera d'un préjugé favorable de la part de tous ceux qui attendent de lui un rétablissement de l'ordre et de la lég-

lité²⁰⁰ : « À partir de cette date, la normalisation n'est qu'une façade. Cela apparaît d'autant plus clairement que les violences continuent. Aux expédition punitives s'ajoute maintenant l'expulsion de telle région d'un opposant »²⁰¹.

Dans les milieux libéraux se multiplient bientôt des prises de position politique hostiles : « Non seulement Mussolini ne combat pas la violence de ses troupes, mais il s'en sert, n'hésitant pas à signaler aux sections locales du Parti national fasciste les opposants et les journaux à qui il faut rendre la vie impossibles »²⁰². Il faudra deux ans, d'octobre 1922 à janvier 1925, pour que la dictature mussolinienne se substitue officiellement en Italie à la démocratie parlementaire.

« Au moment où les fascistes triomphent à Rome, l'opinion française se trouve donc divisée à leur égard en tendances multiples et nuancées. Celles-ci se regroupent cependant selon un double clivage : A) sur le plan intérieur, la situation est relativement simple, opposant une droite et un centre généralement favorables, sinon aux idées mussoliniennes, du moins à l'action antirévolutionnaire du fascisme et une gauche qui lui est foncièrement hostile, quelle que soit l'interprétation donnée du phénomène politique qu'il représente ; B) sur le plan extérieur, les choses sont assez différentes. Si la gauche maintient en ce domaine son hostilité de principe, l'extrême droite et les modérés se séparent, la première prônant l'union latine afin de désarmer les ardeurs agressives du nationalisme italien, les seconds ne cachant pas leur inquiétude de voir l'Italie se lancer dans une politique belliqueuse dont la France risquerait de faire les frais, cette attitude pouvant, à la limite, provoquer le réveil des sentiments anti-italiens, si vifs dans certains milieux à la veille de la guerre »²⁰³. Au total, pour une grande partie des journaux français, il y a une contradiction profonde « entre, d'une part la sympathie pour un mouvement qui a barré la route au bolchevisme et d'autre part la crainte de voir ce même mouvement renforcer les ambitions révisionnistes de l'Italie »²⁰⁴.

5. *L'affirmation du fascisme et les débuts de la diaspora antifasciste*

L'affaire Matteotti, l'exclusion définitive des partis politiques à la vie libérale du pays, la suppression de la liberté de la presse et des syndicats, firent comprendre aux opposants politiques que l'Italie cessait d'être un État parlementaire. En 1926, des mesures exceptionnelles sont approuvées (*Leggi Fascistissime*) ; celles-ci interdisent toute activité des partis à l'exception du PNF ainsi que la presse d'opposition et les syndicats : « Le chef du gouvernement – nouvelle appellation plus martiale que celle de président du Conseil – voit ses pouvoirs élargis : l'initiative parlementaire et le vote de confiance sont abolis »²⁰⁵.

Le gouvernement a le droit de légiférer à sa guise, les activités des associations limitées et leurs adhérents contrôlés. Le 4 février 1926 et le 6 septembre les conseils municipaux sont supprimés, remplacés par des *podestà* nommés : « Les mesures exceptionnelles prévoient que la citoyenneté italienne peut être retirée, le passeport aux opposants politiques peut être confisqué et instaurent un délit d'expatriation clandestine »²⁰⁶. Les *Leggi Fascistissime* montrent bien que l'Italie est devenue une dictature de fait et de droit. La montée du fascisme oblige nombre de militants, de paysans et d'ouvriers, à quitter l'Italie²⁰⁷. Certains, à la suite de combats de rue, doivent échapper à la justice ; d'autres, cernés par la police, commencent à s'enfuir à l'étranger en émigrant en Suisse, en Allemagne, en Autriche, en Belgique. Mais, c'est en France que la majorité des Italiens se rend²⁰⁸.

C'est le début du grand exode qui conduira en direction de l'Hexagone des milliers de *fuorusciti*²⁰⁹. Cette émigration politique peut être répartie en trois grandes vagues successives : « Une première vague touche les dirigeants syndicaux et les municipalités rouges en 1921-22. Une deuxième vague implique les cadres du mouvement ouvrier dès la Marche sur Rome en 1926. Une troisième vague a lieu après

1926 et elle concerne les militants les plus en vue des mouvements politiques italiens »²¹⁰. Politiquement, les *fuorusciti* proviennent de tous les secteurs qui s'opposent au fascisme : « Cette émigration mêle responsables nationaux, militants et simples sympathisants, des travailleurs migrants engagés politiquement avant de leur départ, ou encore d'émigrés politisés dans le pays d'accueil. Elle va de libéraux (comme l'ancien président du Conseil Francesco Nitti), à des anarchistes en passant par des républicains mazziniens, des libéraux-socialistes (l'organisation Giustizia e Libertà), des socialistes réformistes ou maximalistes, des communistes »²¹¹.

Une grande partie de l'éventail politique de l'Italie préfas-ciste est donc présente dans l'exil français. Plusieurs organisations politiques (à partir des sièges de partis), dissoutes en Italie, se réorganisent en France et s'efforcent d'y fonctionner. Non seulement les partis politiques (PSI, PCI, PRI), mais aussi les anarchistes et les francs-maçons italiens continuent leur action dans l'exil français : « Le clivage droite/gauche joue un rôle important dans l'accueil de cette immigration politique, en général marquée à gauche. À un accueil favorable de la part de la gauche française fait pendant un accueil réservé ou hostile de la part de la droite. C'est principalement sur le terrain de l'antifascisme que s'effectue la rencontre – à mi-chemin entre solidarité et instrumentalisation – entre les réfugiés italiens et la gauche française. Celle-ci, note Pierre Guillen, voit effet dans l'antifascisme un instrument de rassemblement et de mobilisation des forces populaires contre la droite. Elle est donc amenée, pour donner plus de vigueur et de crédibilité à ses campagnes antifascistes, à utiliser ses liens avec les leaders de l'émigration politique italienne, ainsi que la place tenue traditionnellement dans le mouvement ouvrier français par les militants italiens ou d'origine italienne »²¹². Pour les militants républicains, « la condition de réfugié et la lutte politique dans l'émigration ne constituent pas une nouvelle expérience. En exil, le parti républicain italien trouvera son

inspiration dans son ancienne tradition liée au Risorgimento, car il ne peut pas trouver, à l'échelle européenne la solidarité internationale de partis jumeaux, contrairement aux socialistes et communistes italiens »²¹³.

La situation est bien différente en ce qui concerne les militants communistes qui ne se considéraient pas comme des *fuorusciti* ou des exilés. Voici ce que précise Loris Castellani : « Comme l'écrit Angelo Tasca, *Partout où il va (le militant communiste), emmène avec lui sa patrie, qui est l'organisation mondiale à laquelle il appartient [...]*. Les militants communistes qui émigraient, qui partaient en exil – tout cela en accord avec leur Parti²¹⁴ – ne considéraient pas l'émigration comme quelque chose de définitif. Elle était une situation temporaire, pour se mettre à l'abri un certain temps avant de revenir légalement ou illégalement en Italie. Tout en étant inscrits au Parti communiste du pays d'accueil, les militants restaient à la disposition du PCI »²¹⁵.

Les émigrés communistes italiens se considèrent, donc, surtout comme des militants tout-court, indépendamment du lieu où ils sont amenés à opérer, « comme n'importe quel membre de la III^e Internationale d'ailleurs. Ils suivaient et appliquaient dans la mesure des moyens dont ils disposaient, la politique du PCI : la lutte contre le fascisme en Italie »²¹⁶.

Sans aucun doute, « le Parti communiste constitue le mouvement politique antifasciste le plus nombreux et le mieux structuré ; il s'agit du seul parti qui dispose d'un réseau transnational et qui réussit à maintenir en vie des cellules clandestines, pendant toute la période du régime fasciste sur le territoire italien »²¹⁷. Une fois en France, la diaspora des *fuorusciti* poursuit une lutte qui s'oriente vers plusieurs directions : la colonie italienne déjà dans l'Hexagone, l'opinion publique et les autorités françaises, l'Italie (grâce au va-et-vient incessant des immigrés et des *fenicotteri* [estafettes] entre les deux pays pour y diffuser la presse clandestine et y faire de la propagande)²¹⁸. Il faut, toutefois, retenir

que la diaspora antifasciste en exil « recouvre des réalités très différentes : il y a, en fait, plusieurs antifascismes, qui ont en commun l'opposition au fascisme, mais qui expriment, par ailleurs, des projets de société tout à fait différents »²¹⁹.

*6. Itinéraires humains de l'émigration politique :
de l'Émilie Romagne à la France*

L'émigration antifasciste de l'Émilie Romagne coïncide avec la première offensive fasciste dirigée contre les structures économiques et politiques du prolétariat rural et contre les Conseils municipaux de gauche²²⁰. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, l'Émilie Romagne, qui est quelque sorte au cœur du socialisme, s'avère l'une des régions parmi les plus violemment frappées par les brigades fascistes, dont l'objectif est de démanteler les formations organisées de la gauche italienne. L'offensive du fascisme agrarien s'abat en particulier sur les coopératives de travailleurs qui constituent le noyau dur du mouvement paysan, spécialement dans la Vallée du Pô. Dans la période qui s'écoule entre 1870 et 1914, l'Émilie et la Romagne avaient connu une forte poussée de l'associationnisme avec les républicains et les socialistes. Les premières coopératives s'étaient formées (coopératives agricoles en fermage collectif et d'ouvriers agricoles) et une nouvelle vision économique était née. Ce processus produit le début de politisation des forces paysannes à la vie politique et l'utilisation de modalités de participation politique moderne. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les territoires de l'Émilie et de la Romagne contribuent très modestement à l'émigration italienne.

En effet, les forces paysannes ont tendance à s'organiser pour lutter sur place en vue d'obtenir de meilleures conditions de travail et de salaire, établir de nouveaux contrats de fermage, faire pression sur le patronat en contrôlant le mar-

ché du travail, plutôt que de choisir le chemin de l'émigration comme réponse passive aux conditions économiques et sociales imposées par le capital. Le flux migratoire est essentiellement saisonnier, temporaire et, par rapport au flux de longue durée de l'Italie méridionale et de la région vénitienne, il se dirige plutôt vers le continent européen.

C'est en Émilie et en Romagne que la réaction des propriétaires terriens est la plus violente : à Bologne, l'attaque au Palais d'Accursio, le 21 novembre 1920, est le début d'un déchaînement de violence et de destructions opérées par les milices fascistes qu'ils subventionnent. Dès 1921, la violence fasciste s'abat sur la myriade de coopératives et d'organisations de solidarité qui, non seulement, constituent l'ossature du mouvement paysan et ouvrier, mais qui représentent, aussi, un appareil de production original, fruit de nombreuses années de luttes politiques : « L'historien Pierpaolo D'Atto a mis en lumière le lien étroit entre genèse du mouvement fasciste et conflictualité agraire en Émilie ».²²¹ En outre, la lutte qui déchire le parti socialiste entre 1920 et 1921, et culmine avec la scission de Livourne et la fondation du parti communiste, ne contribue ni à renforcer l'unité de la classe ouvrière, ni à opposer une barrière efficace aux graves menaces qui guettent²²². Jusqu'en 1922, des groupes restreints de dirigeants et militants sont objet de persécution systématique de la part des fascistes. Comme l'écrit dans ses mémoires l'ancien maire de la municipalité Reggio Emilia, Cesare Campioli : « La violence des brigades fascistes dans notre province, comme dans toute l'Émilie, est impitoyable. Les fascistes usent de tous les moyens, de la bastonnade au meurtre, aux arrestations et aux persécutions en tout genre, avec la protection de l'autorité publique [...]. Ces épisodes sanglants sont accompagnés par l'incendie et la dévastation des Bourses du Travail, des Coopératives, des sièges des partis et des Maisons du Peuple [...]. Cette offensive engendre un état d'incertitude et de débandade dans la classe ouvrière italienne, de sorte qu'il

est difficile de décrire l'atmosphère de terreur qui s'est installée. C'est un combat inégal, en premier lieu, parce que les représailles, les expéditions punitives sont effectuées à dix contre un et la victime succombe fatalement ; en second lieu, parce que la force publique, non seulement protège les fascistes, mais souvent arrêtent les victimes persécutées »²²³.

Une fois démantelées les organisations de base et éteint l'espoir suscité par les manifestations populaires du « *bien-nio rosso* », le reflux s'impose et prend la forme de l'expatriation vers l'étranger. Des milliers de travailleurs d'Émilie doivent s'expatrier pour fuir les persécutions. Depuis l'étranger, ils animent la première lutte contre la dictature de Mussolini. En Émilie Romagne, le flux migratoire prend corps en 1922 et s'intensifie entre 1923 et 1924, à mesure que le mouvement fasciste s'étatise. Outre leurs violences, les escouades fascistes deviennent l'instrument de la restauration de la grande propriété agraire et du démantèlement de toutes les conquêtes sociales que les ouvriers agricoles et les métayers ont obtenues grâce à leurs luttes précédentes.

Comme le soutient Pierre Milza : « Dès le milieu de 1921, les violences des escouades armées du fascisme entraînent un premier exode massif de syndicalistes et de militants des organisations de gauche. Il se poursuit après la marche sur Rome, avec la venue en France de nombreuses victimes du bannissement et de tous ceux qui se sentent menacés par la vague de violence qui se développe dans les provinces après l'arrivée au pouvoir de Mussolini. Cette émigration dispersée est essentiellement celle des cadres du mouvement ouvrier [...], les plus visés par la terreur fasciste »²²⁴.

L'importance de l'émigration est directement proportionnelle au rythme d'intensification des violences des bandes fascistes et au renforcement du pouvoir de Mussolini. Le montant total des émigrés vers la France, munis légalement d'un passeport, est le suivant : 19.124 individus en 1921 ; de 13.018 en 1922 ; de 19.591 en 1923 ; de 15.364 en 1924 et en 13.385 en 1925.²²⁵

Il est certes difficile de distinguer avec précision ceux qui partent pour des raisons politiques de ceux qui le font pour des exigences économiques. Une telle distinction en termes quantitatifs est une entreprise risquée, mais il est indubitable que la France a été le pays européen choisi par une migration composée en particulier de socialistes et de communistes²²⁶.

Le deuxième flux fuit la dictature légale et la fascisation de l'État. Il se situe entre la fin de l'année 1924 et l'automne 1926 et il concerne des personnalités de l'opposition politique nationale comme locale. Entre 1923 et 1924 se comptent respectivement 19.124 et 19.521 départs, tandis qu'en 1925 il y en a 13.385. La proportion des familles, par rapport aux célibataires, est importante. Parmi les célibataires prédominent les hommes, mais la composante féminine est notable, pour l'époque²²⁷.

Les territoires de l'Émilie et de la Romagne présentent, après l'intensification de la persécution fasciste, une émigration économique et politique à laquelle prennent part tous les acteurs sociaux de la communauté régionale : familles, hommes, femmes. Les provinces de Parme, Plaisance, Modène, Bologne, Forlì, Ravenne, Ferrare, Reggio Emilia fournissent les plus gros contingents d'émigrés qui se dirigent surtout vers l'Hexagone. En soulignant le bond de l'émigration en si peu de temps, dans une aire sans une solide tradition migratoire, nous pouvons formuler l'hypothèse que, parmi les facteurs d'explosion interne et les facteurs d'attraction externe, il faut recenser des motivations de type politique.

La troisième vague migratoire, qui a un caractère de masse comme la première, se situe entre la fin de l'année 1926 et la fin de 1927 après l'entrée en vigueur des mesures exceptionnelles (les *Leggi Fascistissime*) qui mettent fin aux derniers lambeaux de démocratie. Cette vague inclut des personnalités politiques et syndicales importantes de l'Émilie et de la Romagne, parmi lesquelles Pietro Nenni, Nullo Baldini, accompagné par sa famille. Ensuite, le flot se rallen-

tit, sans toutefois jamais s'interrompre, mais il est désormais clandestin. Quant aux professions exercées dans le pays d'origine, les émigrés d'Émilie Romagne se partagent entre : travailleurs agricoles, journaliers et métayers, des ouvriers. De nombreuses familles d'agriculteurs franchissent la frontière, parfois avec toute leur fortune, pour l'investir dans l'achat de terrains en France. Ce sont des agriculteurs expérimentés, formés par une longue tradition, dotés de savoirs et de petits capitaux²²⁸.

7. Ceux qui désobéissent : l'antifascisme spontané et l'identité émilienne

Depuis ses débuts, le mouvement fasciste se montre très hostile aux masses paysannes organisées par les socialistes en forme de coopératives, ligues ou associations de solidarité rattachées aux conseils municipaux rouges qui dirigent les communes de l'Émilie Romagne. Mais, d'où provient l'*antifascisme spontané* des masses de cette région ? D'où provient une telle inclination *naturelle* ? Quelles sont ses racines ? Qu'est-ce qui a contribué, auparavant, à diffuser les idées socialistes ? Dans le cas de l'exil politique des militants de l'Émilie Romagne, l'antifascisme spontané ne correspond pas à une réaction venant de nulle part ; il dérive de luttes syndicales et de rapports qui constituent un patrimoine socioculturel, une manière de penser et de vivre, qui se cimentent lorsque les brigades fascistes et la réaction agrarienne font leur apparition. L'engagement syndical et politique des campagnes de l'Émilie Romagne, dès le début du XX^e siècle, conjugue les « processus de production et moyens de production » avec la « propagande socialiste et action politique »²²⁹.

La base du processus de politisation et d'engagement syndical est la diffusion de l'idéal socialiste dans la vaste communauté des journaliers. L'ouvrier agricole émilien se voit, dans une certaine mesure, comme le produit d'un processus

de modernisation des campagnes, qui est lui-même une conséquence de l'affirmation du capitalisme. Tout mouvement ouvrier condense donc, d'une part, les aspects novateurs du développement et de la révolution bourgeoise, mais, d'autre part, il prêche le dépassement de l'évolution libérale à travers un projet de collectivisation. Les journaliers forment une catégorie, relativement homogène, dynamique, sujette à des migrations saisonnières, qui tend à rompre avec le passé, et qui semble ne pas avoir d'avenir assuré, si ce n'est à travers des organisations mutualistes solidaires et une lutte ayant comme objectif la socialisation des moyens de production²³⁰.

En somme, les journaliers se regroupent en une masse qui pense et agit en termes sociaux et qui identifie, dans le grand propriétaire, son antagoniste direct. *L'agir social* conditionne la psychologie, caractérise les représentations et les liens sociaux, les types, les modes et le rythme du travail. De ce point de vue, on peut dire que l'image sociale du journalier, au sein du mouvement socialiste, est porteuse d'une nouvelle morale, centrée sur la confiance inconditionnelle en la possibilité de transformation de la société et de rédemption, par le travail humain. Dans le socialisme rural émilien²³¹ prend alors racine une sorte d'humanisme fondée sur l'exaltation du travail et une forte poussée égalitaire corrélée à l'idée de justice sociale. Ce sont l'égalitarisme, l'identification diffuse du travail à l'activité pratique et manuelle, la tendance associative, en particulier vers le militantisme syndical (auquel on attribue non seulement un sens instrumental, mais aussi la représentation d'un ensemble de valeurs, presque un microcosme culturel et politique, annonciateur d'une nouvelle société), qui composent le patrimoine génétique de l'antifascisme spontané des masses de l'Émilie Romagne²³². L'arme la plus importante et la plus efficace est l'œuvre d'éducation des consciences, effectuée par la promotion culturelle et, au sens large, politique des travailleurs. La pénétration au sein du milieu prolétaire, en vue de le

modifier, par l'idéologie socialiste aboutit à des résultats importants et durables. Dans les villes administrées par des Conseils municipaux de gauche, l'école et les cantines sont au centre des décisions politiques, à côté de la formation des adultes²³³. Dans les campagnes, de nombreux cercles socialistes organisent de cours spéciaux pour travailleurs analphabètes, afin qu'ils puissent obtenir l'accès au vote. En 1902, la Chambre du Travail de Reggio Emilia, par exemple, crée l'Université populaire, dans les bâtiments de l'ancien couvent de Sant'Ilario.

L'extension de la culture stimule, sous l'étendard du socialisme, l'émergence d'exigences inédites, de besoins et d'aspirations d'émancipation, de la part de groupes sociaux marginalisés. La masse des journaliers et paysans cessait d'être une simple force de travail, pour devenir un peuple conscient et protagoniste de son avenir. Indubitablement, le souvenir de la Révolution française et l'héritage de la pensée démocratique du XIX^e sont-là.

À cette masse consciente, instruite, organisée, agissant démocratiquement – que le régime fasciste qualifiera comme subversive et dangereuse – il ne restera, lors de l'instauration du régime mussolinien, d'autre voie que l'exil.

DEUXIÈME PARTIE
Le pays d'accueil :
la France vue par les réfugiés émiliens

Depuis ses débuts, le mouvement fasciste se montre très hostile aux masses paysannes organisées par les socialistes en forme de coopératives, ligues ou associations de solidarité rattachées aux conseils municipaux rouges qui dirigent les communes de l'Émilie Romagne. Jusqu'en 1922, des groupes restreints de dirigeants et militants sont objet de persécution systématique de la part des fascistes. Comme l'écrit dans ses mémoires l'ancien maire de la municipalité Reggio Emilia, Cesare Campioli : « La violence des brigades fascistes dans notre province, comme dans toute l'Émilie, est impitoyable. Les fascistes usent de tous les moyens, de la bastonnade au meurtre, aux arrestations et aux persécutions en tout genre, avec la protection de l'autorité publique [...]. Ces épisodes sanglants sont accompagnés par l'incendie et la dévastation des Bourses du Travail, des Coopératives, des sièges des partis et des Maisons du Peuple [...]. C'est un combat inégal, parce que les repréailles, les expéditions punitives sont effectuées à dix contre un et la victime succombe fatalement »²³⁴.

L'importance de l'émigration est directement proportionnelle au rythme d'intensification des violences des bandes fascistes et au renforcement du pouvoir de Mussolini. Les territoires de l'Émilie et de la Romagne présentent, après l'intensification de la persécution fasciste, une émigration économique et politique à laquelle prennent part tous les acteurs sociaux de la communauté régionale : familles, hommes, femmes. Les provinces de Parme, Plaisance, Modène, Bologne, Forli, Ravenne, Ferrare, Reggio Emilia fournissent les plus gros contingents d'émigrés qui se dirigent surtout vers l'Hexagone.

Le chapitre 3 de ce travail, par une enquête statistique, explore 85 histoires de vie qui peuvent rendre compte de la complexité de l'engagement politique des fuorusciti et de leur initiative individuelle. Les personnages dont on a retracé la biographie appartiennent presque tous et toutes au noyau initial à partir duquel s'est développé et structuré le mouvement de résistance socialiste, communiste, anarchiste. On a limité l'échantillon à 65 militants de sexe masculin en comparant les biographies de ces individus (classifiées selon les différentes périodes historiques) à celles de 20 femmes résistantes dont nous avons pu recueillir les vicissitudes. À partir des sources disponibles, on a analysé toutes les relations que ces personnages entretenaient – dans la période 1923-1943 – avec leur PASSÉ (lieu d'origine, choix et formation politique), leur PRÉSENT (exil en France, activité professionnelle et activité politique, conflit espagnol) et leur AVENIR (retour en Italie entre le 25 juillet et le 8 septembre 1943 et adhésion à la lutte armée dans la région d'origine). Les dossiers des 85 militants et militantes émi-liens (65 hommes + 20 femmes) dont on a traité sont tous consultables auprès du Casellario Politico Centrale aux archives nationales de Rome (Archivio Centrale dello Stato).

L'entrée en résistance est un moyen d'échapper aux griffes de la répression. Cet exode s'esquisse dès 1920-1921 (avant même l'arrivée de Mussolini au pouvoir !), et continue selon un rythme qui dépend de l'évolution de la conjoncture politique. Les individus dont nous avons analysé le parcours et transcrit l'histoire sont des « insoumis ». Ce sont des résistants. Des individus non résignés et qui ont combattu le fascisme. Il se traite de militants qui ont choisi de se battre contre le césarisme du Duce et contre une milice fasciste bien organisée. Pourquoi ces individus choisissent-ils la France ? Pour plusieurs de raisons. En premier lieu, la proximité géographique et culturelle de la République française²³⁵. En deuxième lieu, parce qu'ils pensent ou espèrent

y trouver plus facilement du travail. En troisième lieu parce qu'il existe déjà une importante communauté émilienne en France, en mesure de faciliter l'intégration des nouveaux arrivants. Enfin, en ce qui concerne l'imaginaire politique, « la France représente pour eux la patrie de la Révolution et des Droits de l'Homme, la Commune, la démocratie et la liberté, sans compter qu'elle a déjà été une terre d'asile pour beaucoup d'Italiens au XIX^e siècle »²³⁶.

Qu'elle ait été conçue comme une aventure ou comme un devoir, la vie ne perdait pas ses droits. Une fois en France, l'objectif de ces migrants politiques est de retrouver un travail, en échappant aux persécutions et en renouvelant le militantisme politique dans le pays d'accueil. Pour la majorité de ces individus, le quotidien en France n'avait rien d'un grand jeu. Car la vie de tous les jours était le plus souvent sans attraits. Partir en exil signifie bouleverser sa propre vie. Dicté par les circonstances, l'exil force à modifier toutes les habitudes quotidiennes. Ces militants passaient de longues heures dans des trains bondés, à courir d'un rendez-vous à l'autre, à faire attention à la police secrète de l'OVRA qui intervenait non seulement en Italie, mais aussi à l'étranger.

En outre, à la différence d'autres réfugiés politiques en France, les *fuorusciti* ne jouissent d'aucun statut spécial : le régime fasciste veille d'ailleurs attentivement dans les instances internationales à ce qu'ils ne puissent obtenir une quelconque reconnaissance juridique de ce type. Ils sont des étrangers comme les autres, au même titre que les immigrés « économiques ». L'asile dont ils bénéficient dépend exclusivement du bon vouloir de la France, qui peut les expulser à tout moment.

La vie en clandestinité plaçait certains militants communistes sous tension. Il fallait par conséquent se dépouiller de son ancienne identité. « Les résistants adoptèrent le plus souvent des pseudonymes qu'ils choisissaient avec soin. Les uns optaient pour des noms passe-partout ; d'autres pour des noms qui se référaient à leur fonction ou à la géographie [...].

Il fallait ensuite adopter une stricte discipline, constamment veiller à ne pas être suivi, ne jamais faire une confiance aveugle à son entourage »²³⁷.

On pense souvent que la Résistance a été une affaire d'hommes puisque c'est une guerre, un terrain qui échappe largement à la *nature féminine*. La Résistance a bien été une guerre, mais d'un type particulier : une guerre clandestine, une guerre totale, dans laquelle tous les domaines de la vie sociale ont été impliqués. Les femmes ont participé de manière absolue et elles ont été nombreuses à lutter à côté des hommes. Le chapitre 4 examine la contribution féminine de 20 militantes Émiliennes dans l'émigration politique en France. Dans la disgrâce de l'exil politique, les femmes émiliennes ont géré les difficultés du quotidien, les problèmes de logement pour les hommes seuls, les maigres revenus réalisables, même les risques liés aux espions de la police fasciste. Dans les 20 histoires de vie de femmes observées, demeure capital leur rôle de maintien des contacts entre la terre d'origine, les familles de provenance et le pays d'accueil. Les sources consultées cependant laissent supposer la présence d'un taux significatif de militantes politiques expérimentées, notamment pour ce qui concerne les femmes anarchistes et communistes²³⁸. Dans le conflit espagnol, par exemple, les anarchistes prennent part aux combats comme miliciennes. Armées ou désarmées, de classe sociale aisée ou modeste, de tout métier, antifascistes par tradition familiale ou par option personnelle, les 20 femmes émiliennes étudiées en détail, nous offrent bien plus qu'une petite contribution à la première résistance transnationale dans l'Hexagone. Plus tard, ces antifascistes partagent tous l'expérience de la guerre d'Espagne et, après 1940, celle de la lutte armée dans la Résistance française ou italienne. À partir de la guerre civile espagnole, leur opposition politique à Mussolini devient une lutte armée.

Chapitre 3

Éléments d'enquête sur 85 militants originaires de l'Émilie Romagne réfugiés à l'étranger (1923-1943)

Dès les années 1920, pour nombre de ceux qui ne croient pas en l'Italie de Mussolini, la seule option possible devient le départ de la mère patrie. Autrement dit, quand le pire arrive, la décision à prendre ne peut être que celle de partir, en refusant ainsi de se plier à l'idéologie dominante, avec ses dogmes et ses intimidations. Qu'elles soient de droite ou de gauche, d'Orient ou d'Occident, d'hier ou d'aujourd'hui, les tyrannies, souvent, se ressemblent et mettent en place les mêmes mécanismes : contrôles minutieux, menaces, cellules d'isolement, arrestations, interrogatoires, gardiens obtus. Ce sont aussi identiques les modalités de persécution et les tentatives d'éliminer tout opposant « incorrigible ».

Les historiens Serge Berstein et Pierre Milza écrivent que le régime de Mussolini aspire à « [...] remodeler l'homme à son image, le fascisme entend par-dessus tout instaurer son empire sur les esprits et sur les consciences. Les mesures prises contre la presse libre ont abouti à la suppression de tous les journaux d'opposition et à la mise au pas des grands quotidiens libéraux – *Stampa, Corriere della Sera* – maintenus avec des directions et des rédactions fascistes. [...] L'enseignement à tous les niveaux est également l'objet des soins assidus du régime. Nommé en 1925 ministre de l'Instruction publique, l'historien Pietro Fedele avait ainsi défini son programme : 'Le gouvernement exige que toute l'école, à tous les degrés, éduque la jeunesse italienne à comprendre le fascisme et à vivre dans le climat historique créé par la révolution fasciste' »²³⁹.

Proches des théories de Gustave Le Bon et de la pensée de Nietzsche, le Duce et beaucoup de ses contemporains pen-

sent que les masses peuvent être modelées. Le peuple – avait déclaré le Duce au cours de plusieurs entretiens avec la presse britannique en 1925 – est « comme un enfant ; il a besoin d’être guidé et si, nécessaire, puni ». Selon l’historien anglais Christopher Duggan, l’ambition du fascisme est de créer de « nouveaux hommes et de nouvelles femmes dont la discipline, l’énergie et la fécondité permettraient au pays de dominer un continent affaibli par le matérialisme, l’humanitarisme, et sombrant dans la décadence, fut de plus en plus souvent exploitée par Mussolini une fois la dictature installée. À l’été 1925, ce dernier déclarait que le fascisme devait être un mode de vie total, dominé par le courage et le goût du risque, l’horreur de tout ce qui est sédentaire, la détestation du confort facile, le respect de l’autorité et la fierté de se sentir italien à tout moment du jour »²⁴⁰

*1. Réduire tout espace de la dissidence
à « persona non grata »*

Le but politique du Duce est de réduire graduellement tout espace de la dissidence en multipliant la pression de l’État afin de renforcer son régime. Les stratégies institutionnelles du fascisme, affirme le juriste italien Sabino Cassese, « se sont concentrées sur un nombre de secteurs, touchant à certaines libertés fondamentales et à l’appareil de l’État. Dans le domaine de la société civile et des libertés de citoyens, les principales mesures ont porté d’abord sur la presse, les associations, les libertés d’opinion et de circulation. Pour organiser ces secteurs, le fascisme s’inspira des idées d’Alfredo Rocco sur la liberté limitée par la protection des intérêts généraux. [...] La limitation de la liberté d’association fut très précoce. En 1924, les pouvoirs du gouvernement sur les associations furent étendus : surveillance, inspection, dissolution, liquidation. La liberté de manifester sa pensée, limitée principalement à travers le contrôle de la presse. En ce qui concerne les *fuorusciti*, la perte de la citoyenneté, la sai-

sie et la confiscation des biens furent prévue dans un but de défense de la nation à l'étranger »²⁴¹.

Pour tous ceux qui refusent cette autorité, le choix obligé est de quitter le pays. À ce propos, il y a un élément, à l'apparence curieux, que toutes les tyrannies partagent : le refus de laisser sortir du territoire national la *persona non grata*. On pourrait penser que l'opposant, en quittant son pays d'origine, rend un grand service au régime : *je m'en vais... je ne vous dérangerai plus*. Mais, ce n'est pas de cette façon que les régimes dictatoriaux interprètent ce genre de choix. Si la *persona non grata* s'en va, son attitude non conforme ne sera ni punie, ni vengée. En outre, on ne pourra plus l'empêcher de s'exprimer librement. En octobre 1930, face à une réunion de dirigeants fascistes Mussolini le reconnaît : « Nous avons besoin de temps, de beaucoup de temps, pour mener à bien notre œuvre [...]. Il nous faut arracher et éliminer les sédiments qui se sont déposés sur le caractère et la mentalité des Italiens au fil d'épouvantables siècles de décadence politique, militaire et morale »²⁴². Pour les tyrannies, le dissident en exil constitue un problème plus grave que la présence d'adversaires dans le pays. Une fois à l'étranger, l'opposant pense et agit mais il devient plus difficile de se débarrasser de lui (en engageant par exemple un sicaire pour l'abatte à coups de revolver ou de bâton, comme il sera le cas lors du meurtre des frères Rosselli à Paris ou du massacre à coups de bâton de Piero Gobetti). Dès l'automne 1926, le régime dispose d'un outil ultérieur de surveillance, très efficace : le recours à la police politique. Celle-ci est instituée comme instrument destiné à éradiquer toute opposition restante. Dirigée par le préfet Arturo Bocchini, cette structure peut compter sur de milliers d'espions et de délateurs, en Italie comme à l'étranger. La police politique travaille en accord avec la police locale. Mais il y a plus, à la fin des années 1920, une autre organisation policière et tentaculaire est créée, l'OVRA (la signification exacte de cet acronyme n'a jamais été rendue publique)²⁴³.

Puisque l'opposant en exil demeure « gênant » : il vaut mieux le garder chez soi pour l'éliminer silencieusement, en ayant recours à la prison, aux intimidations de la police et en ne lui permettant pas d'intervenir ouvertement, face à une masse populaire qui se taisait. Les individus qui n'ont pas une grande force morale, étaient ainsi découragés, sous peine d'être jugés comme subversifs. Cette atmosphère a été bien représentée par Piero Calamandrei, antifasciste libéral et professeur de droit à l'université de Florence, qui note de manière régulière dans son journal le climat social et politique de l'époque. Dans son journal, qui aurait pu lui coûter l'assignation à résidence surveillée, Calamandrei avoue de vivre dans un « *vide moral absolu* ».

2. *Qui sont les « fuorusciti » émiliens en France ?*

Face à ce qui précède, on pourrait se demander si les militants qui choisissent l'exil sont des héros ou des rêveurs... Mais, non, ils sont simplement comme le personnage de Bartleby dans l'ouvrage homonyme d'Herman Melville. Ils optent pour ne pas se plier au gouvernement de Mussolini. Ils prennent la voie de l'exil et, en fuyant, ils élaborent une première forme de résistance politique, avant de s'adonner, parfois, à la lutte armée. La fuite ne s'impose donc pas comme simple défection, mais comme une énième stratégie de lutte, de l'étranger, parce que l'affrontement direct en Italie s'avérait impraticable. Quel est le destin des exilés ? Il correspond au bouleversement classique susceptible de troubler la vie de tout individu qui prêche la liberté, sans se résigner : « La Résistance – écrit Jean Cassou – fut et demeure un fait moral, et le même pour tous les Résistants, quel qu'ait pu être le motif subsidiaire de leur choix et de leur décision [...]. Elle fut et demeure un fait moral d'autant plus qu'elle ne fut strictement que cela et n'eut, elle, la Résistance, aucune suite. Un fait moral, absolu, suspendu, pur »²⁴⁴. La fuite s'impose donc non plus comme simple

défection, mais comme une nouvelle stratégie de lutte. C'est-à-dire celle de se battre contre le gouvernement fasciste à l'étranger parce que l'affronter directement en Italie est devenu presque impraticable : « Le courage – écrit Françoise Schwab dans son avant-propos au recueil de textes de Vladimir Jankélévitch – consiste à accomplir ce que l'on doit faire, indépendamment ou en dépit de la peur. Il requiert une justesse d'appréciation. Le rapport au temps présent est essentiel. C'est pourquoi Platon parle du courage comme d'un calcul intelligent ou d'une norme de savoir. Mais tandis-que l'action héroïque fait les héros, c'est la vertu du courage qui fait l'occasion courageuse [...]. L'exigence suprême du refus a engagé l'âme en ce geste et a résolu celui du choix, nœud gordien des contradictions humaines »²⁴⁵.

Qui sont les *fuorusciti* (exilés) émiliens en France ? Sont-ils des rêveurs ? Toute résistance commence par un refus qui pousse l'individu soucieux de garder sa liberté à s'engager. Le résistant dit « non » parce la vertu du courage se greffe sur celle de la fidélité, sur ses principes et ses valeurs. C'est en adoptant une disposition proche du sacrifice, même ultime, que les *fuorusciti* traduisent en pratique leur résistance à Mussolini : « Il est facile – a écrit Vladimir Jankélévitch – d'être fidèle à une vérité victorieuse, car la victoire a toujours beaucoup d'amis; mais la fidélité eseu-lée quand tout le monde doute, quand toutes les apparences sont contre notre espoir, quand la vérité agonise et que le ciel est noir et que nos frères souffrent dans l'exil, quand les brutes piétinent notre patrie et notre idéal, quand la justice semble abandonnée de tous – cette fidélité n'est pas seulement la plus méritoire: cette fidélité-là est a vertu hyperbolique et méta-empirique de la 'onzième heure', celle qui étant fidélité à l'Absolu ne fait plus qu'un avec la foi »²⁴⁶.

Quel est le destin de ces opposants politiques ? Quel est le destin de ces militants ordinaires ? Il correspond au bouleversement « classique » que peut subir l'existence de tout

individu qui prêche la liberté, qui ne se plie pas, qui ne se résigne pas, qui pense avec sa propre tête, sans faire partie de ce troupeau qui accepte et obéit toujours, quel que soit le leader du moment. Il est impossible, ou presque, de rendre par des mots ou des vers la douleur, la rage, les rêves, mais aussi les craintes, les doutes qui nourrissent au quotidien l'exil, de gens s'accrochant, comme des naufragés, au radeau de leur esprit. Certes, le risque de tomber dans la routine, le plus insidieux des poisons, ne les concerne pas. Les vies de ces individus sont un feu d'artifice de mille aventures ; une avalanche des graines jetées au vent ou plantées au hasard, sans qu'ils sachent si l'arbre de la démocratie va un jour germer. Leurs histoires racontent d'une entreprise risquée, voire impossible à accomplir. Des années plus tard, quand cette sorte de coup de dés s'est transformée en la mémoire d'une histoire plus générale, ses protagonistes en ont parlé avec amertume. Parmi les *fuorusciti emiliens*, les survivants – qui ont choisi de témoigner – ont parfois commencé leur récit en souriant, mais leur voix s'est souvent cassée et leur visage s'est vite voilé de tristesse, lorsqu'ils réfléchissaient sur une liberté conquise grâce à d'énormes efforts et pour laquelle ils avaient sacrifié leur propre jeunesse et les meilleures années de leur vie.

Les rudes épreuves surmontées demeurent pour chacun de ces rescapés un thème permanent de réflexion, presque comme une obsession. La Résistance reste au centre de leurs pensées et constitue une source exemplaire d'inspiration. Voici, par exemple, les mots que Paolo Davoli adresse à sa sœur, depuis son exil parisien, le 2 juin 1928 : « Je sais que nous aurons une vie difficile, mais que veux-tu, nous y sommes préparés et nous le supposons bien avant d'entrevoir ce qui nous est tombé dessus ; et c'est pour cela que nous ne faisons pas partie de ceux qui ne pensent qu'à s'amuser... »²⁴⁷.

Ces considérations résument, peut-être plus que toute analyse, remarque historique ou donnée empirique, un choix politique fruit d'une conviction qui paraît aussi puissante

qu'une foi religieuse. Comme l'écrit Vladimir Jankélévitch : « L'engagé volontaire est un militant qui compte bien se dégager un jour : libre de descendre ou non dans l'arène, il a choisi de diriger les événements, d'infléchir le cours de l'Histoire, peut-être même de transformer la nature »²⁴⁸.

3. La méthode statistique appliquée aux vicissitudes des antifascistes émiliens émigrés en France (1920-1943)

« Le fil d'Ariane qui guide le chercheur dans le labyrinthe des archives – écrit l'historien Carlo Ginzburg – est celui qui distingue un individu d'un autre dans toutes les sociétés connues : le nom »²⁴⁹. Pour être en mesure de construire un idéal-type des militants antifascistes émiliens en France dans l'Entre-deux-guerres, une démarche s'impose. Notre choix s'est donc porté sur une méthode statistique. Cette chiffrage permet de découvrir le visage sous lequel se cache chaque individu recensé²⁵⁰.

Nous l'avons adoptée pour trois raisons essentielles. En premier lieu, en se fondant sur l'examen d'un nombre d'histoires de vie, cette perspective nous paraît susceptible de rendre compte de la complexité de l'engagement politique des *fuorusciti* et de leur initiative individuelle. En deuxième lieu, alors que l'approche régionale ne nous donne que des explications micro-historiques, cette modalité met en évidence les relations entre la migration locale et les macrostructures historiques qui ont intéressé tout l'exil antifasciste italien en France. En troisième lieu, la parenthèse chronologique circonscrite (1923-1943) – concernant les 85 itinéraires historiques ordinaires des exilés politiques, que nous avons sélectionnés pour notre étude – nous permet d'être extrêmement attentifs à la datation des événements relatés et commentés. À travers l'analyse des parcours des *fuorusciti*, nous comprenons les motivations et les sacrifices impliqués par l'engagement politique des 85 personnages pris en compte ; celui-ci s'étale le long d'une période allant de

l'Entre-deux-guerres en Italie et en France, à la guerre d'Espagne, à la Résistance en France ou à la lutte armée en Italie.

Pour notre travail de recherche, nous avons construit un tableau, où nous avons indiqué, les noms et les prénoms des 85 militants et militantes antifascistes émiliens objets de notre étude (en ordonné), et les neuf questions posées ou concernant chaque militant (en abscisse). Le traitement de l'ensemble de ces données nous a permis de dégager de grandes tendances, mais aussi de constater l'absence d'unité dans les parcours militants. Cela nous a permis de vérifier le degré d'homogénéité entre les parcours des résistants, en les comparants à leur profil sociopolitique personnel.

4. Les difficultés pratiques d'une mise en œuvre d'une statistique des 85 exilés politiques émiliens

Établir notre liste des militants de la résistance émilienne en exil a été un exercice compliqué. Au départ, nous souhaitions construire cet inventaire statistique comme un échantillon représentatif des « hommes » et des « femmes », mais nous avons dû y renoncer, puisqu'à ce jour, il n'y a aucun recensement exhaustif concernant les « femmes résistantes » de cette région à partir duquel pourrait être extrait un échantillon détaillé. Nous avons alors limité notre échantillon à 65 militants de sexe masculin en comparant les biographies de ces individus (classifiées selon les différentes périodes historiques) à celles de 20 femmes résistantes dont nous avons pu recueillir les vicissitudes. À partir des sources disponibles, nous avons analysé toutes les relations que ces personnages entretenaient – dans la période 1923-1943 – avec leur PASSÉ (lieu d'origine, choix et formation politique), leur PRÉSENT (exil en France, activité professionnelle et activité politique, conflit espagnol) et leur AVENIR (retour en Italie entre le 25 juillet et le 8 septembre 1943 et adhésion à la lutte armée dans la région d'origine). Sur l'ensem-

ble des noms retenus dans notre liste de dissidents, quelques résistants ont été des figures connues, ayant mené une carrière politique au niveau local et en devenant ainsi des personnages publics, déjà au lendemain de la Première Guerre mondiale. Pourtant, il y a aussi des hommes et des femmes qui, alors, ne jouissaient pas d'une reconnaissance publique, si non de manière très confidentielle. Pourtant, nous avons retenus leurs parcours en raison de la précocité de leur entrée en résistance et de leur condition d'exilés en France.

Les personnages dont nous avons retracé la biographie appartiennent presque tous et toutes au noyau initial à partir duquel s'est développé et structuré le mouvement de résistance socialiste, communiste, anarchiste. Ceci-dit, nous avons dû renoncer à répertorier certains pionniers, faute de données suffisantes. Cela a été le cas notamment pour les femmes. Lorsque nous faisons le parallèle entre ce qui a été publié sur les hommes résistants par rapport aux femmes, le déséquilibre est flagrant.

De manière générale, le peu d'informations sur les femmes résistantes provient d'un corpus de sources éparpillées en différentes archives régionales ou communales, non répertoriées auprès des archives nationales de Rome. En outre, les sources orales et les entretiens réalisés depuis la fin du Second Conflit mondial par les Instituts du Temps Présent de la région Émilie Romagne ou par les Comités de la Résistance (ANPI, Associazione Nazionale Partigiani d'Italia) ne mentionnent que rarement le rôle des femmes, en employant des expressions assez vagues telles que « agent de liaison » ou « flamant », sans que leurs noms soient systématiquement précisés. Pour contourner cet obstacle, notre attention a dû se porter plus simplement sur 20 femmes résistantes (anarchistes, communistes, socialistes), qui se sont distinguées en tant que « camarades », et « subversives dangereuses » pour l'OVRA. Il s'agit de : Giaele Angeloni Franchini, Maria Luigia Baldini, Maria Luisa Berneri, Giovanna Caleffi, Fosca Corsinovi, Dina Ermini,

Adalgisa Fochi, Adalcisa Gallerani, Siberia Gilioli, Egle Gualdi, Maria Lombardi, Emilia Napione, Gina Pifferi, Norma Protti, Elide Soncini, Tosca Tantini, Giovanna Zanarini, Carmen Zanti²⁵¹.

Les dossiers des 85 militants et militantes émiliens (65 hommes + 20 femmes) dont nous nous sommes occupés sont tous consultables auprès du Casellario Politico Centrale aux archives nationales de Rome (Archivio Centrale dello Stato). En ce qui concerne d'autres sources, nous avons systématiquement privilégié celles « de première main », en exploitant ainsi les témoignages des antifascistes recueillis par les institutions consacrées à l'histoire du présent situées en Émilie Romagne ou par les comités régionaux de partisans (ANPI), tout comme les études des historiens travaillant sur les sources primaires (biographies, interviews, vidéos). Nous avons également utilisé les autobiographies publiées par les militants mêmes. Il faut à ce propos souligner, comme l'a écrit le sociologue Bernard Pudal, que « chacune de ces sources pose des problèmes spécifiques dans la mesure où toute biographie n'est qu'une construction régie par des règles de pouvoir qui diffèrent suivant le type de document, ses usages, le moment où il est *confectionné, le militant concerné...* »²⁵².

Une fois sélectionnés les antifascistes émiliens, nous avons pris en compte les neuf questions suivantes :

- 1) la ville émilienne de départ, la date de naissance ;
- 2) les parcours scolaires ;
- 3) les origines sociales ;
- 4) l'idéologie politique ;
- 5) le fichage éventuel auprès du Casellario Politico Centrale comme subversifs ;
- 6) les lieux de l'exil en France ;
- 7) le type de résistance exercé (lutte politique, lutte armée) ;

- 8) la contribution personnelle à la guerre d'Espagne ;
- 9) la résistance intérieure en Italie (y compris la lutte armée après le 8 septembre 1943).

Une fois recueillis tous les éléments biographiques, il a fallu effectuer un croisement des sources, aussi diversifiées que multiples, avec les neuf questions, en ayant comme corollaire l'engagement temporel en qualité de critère majeur de détermination de l'engagement politique des résistants²⁵³. En prenant l'échéance temporelle comme critère de distinction entre les groupes résistants, plutôt que les divergences d'opinions et de doctrines politiques ou encore les différentes formes d'organisations, une analyse transversale a alors été élaborée. Les personnages dont nous avons analysé le parcours et transcrit l'histoire sont des « insoumis ». Ce sont des résistants. Des individus non résignés et qui ont combattu le fascisme pendant leur vie entière. Comme le précise T. Todorov, l'expression « *insoumis* s'entend aussi dans une autre sens, non plus par opposition à un adversaire plus puissant, mais par rapport à des forces impersonnelles qui agissent à l'intérieur de nous. On dit ainsi qu'on refuse de se soumettre et qu'on résiste à la tentation de perdre sa propre dignité »²⁵⁴.

Les protagonistes de ce recensement auraient pu avoir des vies obscures, sans intérêt et « tranquilles », mais la grande histoire a fini par en marquer à vif le destin.

Il se traite de militants qui ont choisi de se battre contre le césarisme du Duce et contre une milice fasciste bien organisée. Leur action politique se développe entre les étroites limites du *bien*, du *juste* et de l'inéluctable solitude contre la tyrannie fasciste. Pourquoi solitude ? Parce que face à l'oppression et à l'élimination systématique, entre 1925 et 1926 des dernières poches d'opposition, la pente naturelle de la population italienne a été la soumission ou l'attente de la fin de l'orage : « Le coup d'arrêt brutal imposé aux opposants (notamment Giovanni Amendola ou Piero Gobetti, dont la

mort en 1926 fut par la violence fasciste), la dissolution des partis de l'opposition et la censure croissante de la presse : tout était fait pour que la figure de Mussolini ne puisse être défiée [...]. L'avertissement du diplomate libéral Carlo Sforza, publié par le *Corriere della Sera* le 21 janvier 1925, qui rappelait les dangers de cette situation, devait sembler anachronique »²⁵⁵.

Ces individus sont des désobéissants qui, avec répugnance, s'opposent au Duce et au culte de sa personnalité. Contre l'oppression qu'ils subissent, ils font appel aux droits reconnus par l'ancien État libéral italien. Leurs moyens sont, au début, précaires : ils consistent à affirmer avec persévérance ce qu'ils tiennent pour vrai et juste.

À cause de leur position de faiblesse et de certains choix qu'ils accomplissent au début de leur parcours, il arrive que ces militants soient qualifiés comme des radicaux extrémistes. Ainsi, quand la situation en Italie devient insoutenable, tous seront obligés à partir en exil, en se réfugiant en France ou dans d'autres pays européens.

Leurs histoires voient alors un choix moral personnel se transformer en un instrument politique. Il s'agit ici, non d'une politique dominée par la morale, ni d'une morale soumise aux objectifs politiques, mais d'actes moraux individuels susceptibles de devenir des points de repère pour la République italienne qui émergera en 1948, bien après la Seconde Guerre mondiale.

Ces individus s'opposent en ayant recourt, tout d'abord, à une contestation politique non violente en Italie et à l'étranger ; puis à une confrontation violente en Espagne (1936-1939) et en Italie (après le 8 septembre 1943).

Les parcours de ces résistants, hommes et femmes, présentent des éléments communs. Leur action politique, par exemple, se réclame toujours de principes universels tels que la doctrine socialiste, la conception du monde communiste, les valeurs catholiques. Face à des épreuves souvent choquantes, ces individus refusent de se soumettre tant aux

adversaires qui les menacent qu'à leurs craintes intimes. Pourtant, bien que leur engagement politique joue sur la passion, il a rarement un caractère solennel. La lutte militante vise à l'affirmation d'une Italie affranchie d'un régime totalitaire, donc d'un État qui s'ouvre à la démocratie. L'opposition au fascisme peut être considérée comme une valeur transcendante, une valeur partagée, tout autant que la construction d'un nouvel État juridique selon les principes démocratiques. En outre, pour ces militants, entre une politique soumise à l'utopie ou à la morale et celle qui se contente de gérer les affaires quotidiennes, il y a la place pour une politique qui répond à un idéal supérieur.

Tous ces résistants quittent l'Italie pour échapper aux violences fascistes. Cet exode s'esquisse dès 1920-1921 (avant même l'arrivée de Mussolini au pouvoir !), et continue selon un rythme qui dépend de l'évolution de la conjoncture politique. Pourquoi ces individus choisissent-ils la France ? Pour plusieurs de raisons. En premier lieu, la proximité géographique et culturelle de la République française²⁵⁶. En deuxième lieu, parce qu'ils pensent ou espèrent y trouver plus facilement du travail. En troisième lieu parce qu'il existe déjà une importante communauté émilienne en France, en mesure de faciliter l'intégration des nouveaux arrivants. Enfin, en ce qui concerne l'imaginaire politique, « la France représente pour eux la patrie de la Révolution et des Droits de l'Homme, la Commune, la démocratie et la liberté, sans compter qu'elle a déjà été une terre d'asile pour beaucoup d'Italiens au XIX^e siècle »²⁵⁷.

Au début, la plupart de ces réfugiés pense à une installation provisoire et non à un exil de longue durée. Dans notre échantillon statistique, coexistent deux types de migration (économique et politique) qui se superposent sans qu'il soit toujours possible de les distinguer nettement. La distinction est claire dans le cas de personnalités publiques comme Francesco Nitti, Giovanni Amendola, Pietro Nenni, Filippo Turati, Bruno Buozzi... mais elle devient beaucoup plus

floue si l'on considère les militants de base. Pour ces derniers, bannis de leur lieu de résidence et privés de travail par le régime fasciste, le but de l'exil est tout autant économique que de sauvegarde de leur vie. Éric Vial a proposé d'appeler *politico-économique* ce type de migration : « Il faut distinguer entre une émigration purement politique, composée de responsables de partis ou de journalistes, d'une émigration 'politico-économique' de militants, ne se distinguant guère de l'émigration économique »²⁵⁸.

En revanche, Pierre Milza met en évidence cinq grandes catégories de la migration italienne :

- 1) les « états-majors politiques en exil » ;
- 2) les « militants ou sympathisants, engagés en Italie dans le combat politique ou syndical, n'appartenant pas à proprement parler aux états-majors des grandes organisations ouvrières, travailleurs manuels pour la plupart et qui ont poursuivi en France une activité militante » ;
- 3) les « militants, sympathisants et autres travailleurs politisés dans le pays d'origine qui n'ont pas poursuivi leur activité politique ou syndicale dans le pays d'accueil » pour différentes raisons ;
- 4) « ceux qui, partis pour des raisons autres que politiques – ou du moins directement politiques – vont au contraire se politiser au contact des *fuorusciti* ou des formations politiques ou syndicales françaises » ;
- 5) « l'immense masse des 'non politiques', c'est-à-dire de tous ceux qui ne sont pas partis pour des motifs spécifiquement politiques et n'ont à aucun moment exercé une activité politique ou syndicale »²⁵⁹.

Les biographies de notre échantillon sont toutes des histoires de militants ou sympathisants qui se sont engagés en Italie dans le combat politique ou syndical. Il se traite de socialistes, de communistes, d'anarchistes n'appartenant pas aux états-majors des grandes organisations ouvrières, mais de simples travailleurs manuels, d'ouvriers de l'indus-

trie, d'ouvriers agricoles qui décident de poursuivre en France leur activité militante. Leur profil rentre dans la deuxième catégorie identifiée par Pierre Milza. Les cas que nous avons retenus se rapportent tous à des situations analogues de crise. D'abord, l'occupation fasciste de l'État libéral, accompagnée de la persécution et de la répression brutale de toute velléité d'autonomie politique.

Par la suite, la migration en France en concomitance à la perte du droit de résider dans la ville d'origine et du droit au travail. Une fois en France, l'objectif de ces migrants économiques et politiques est de retrouver un travail, en échappant aux persécutions et en renouvelant le militantisme politique dans le pays d'accueil. Plus tard, ces antifascistes partagent tous l'expérience de la guerre d'Espagne et, après 1940, celle de la lutte armée dans la résistance française ou italienne. Tous refusent de se plier et d'obéir au régime de Mussolini et ils ne capitulent jamais, car ce serait contraire à leur passion, à leur élan politique, à leur honneur. L'action politique de ces résistants consiste en principe à faire ce qui est mieux pour se débarrasser du Duce et de son pouvoir.

À partir de la guerre civile espagnole, leur opposition politique à Mussolini devient une lutte armée.

5. La vie quotidienne des antifascistes émiliens en France

Partir en exil signifie bouleverser sa propre vie. Dicté par les circonstances, l'exil force à modifier toutes les habitudes quotidiennes : « L'antifascisme italien – écrit Giorgio Amendola dans ses mémoires – avait peu de contacts avec les autres pays, mais il avait la chance de disposer d'une base de masse à l'étranger, ce que d'autres émigrations politiques n'avaient pas. L'émigration allemande n'avait pas une base de masse comme la nôtre, qui permettait aux partis politiques antifascistes de mener une lutte politique »²⁶⁰.

« Durant l'Entre-deux-guerres – explique l'historien Ralph Schor – les Italiens formaient en effet, et de loin, la

nationalité étrangère la mieux représentée en France grâce à ses effectifs de 808.000 personnes en 1931, soit 28% des étrangers. Les Transalpins s'installaient d'abord dans les régions frontalières par lesquelles ils étaient entrés en France, puis ils se dispersaient dans les régions de forte activité économique. Les immigrés à la recherche d'un travail étaient en effet majoritaires. Cependant les réfugiés antifascistes constituaient une importante minorité »²⁶¹.

À la différence d'autres réfugiés politiques en France, les *fuorusciti* ne jouissent d'aucun statut spécial : le régime fasciste veille d'ailleurs attentivement dans les instances internationales à ce qu'ils ne puissent obtenir une quelconque reconnaissance juridique de ce type. Ils sont des étrangers comme les autres, au même titre que les immigrés « économiques ». L'asile dont ils bénéficient dépend exclusivement du bon vouloir de la France, qui peut les expulser à tout moment. Pour cette raison, il est essentiel pour les antifascistes de compter sur des appuis au sein du monde politique français et de l'opinion publique locale.

Plusieurs facteurs influent en somme leur situation dans le pays d'accueil : les relations politiques entre l'Italie et la France ; la conjoncture politique française ; l'attitude des élus locaux ; la solidarité d'organisations françaises comme les partis de gauche, les syndicats, la Ligue des droits de l'homme. Quelques circonstances particulières facilitent toutefois l'accueil et l'insertion des réfugiés émiliens.

La première, d'ordre administratif, est l'existence d'un « Traité de Travail entre l'Italie et la France », signé le 30 septembre 1919 par le gouvernement Nitti et entré en vigueur en mai 1921, qui « facilita énormément l'émigration italienne en France, y compris l'émigration politique après l'arrivée au pouvoir de Mussolini »²⁶². L'article 1 de ce traité prévoit en effet l'attribution d'une série de facilitations administratives à ceux qui souhaitent migrer pour des raisons de travail et, surtout, il autorise les travailleurs et leurs familles à « entrer librement dans le pays de destination qui

n'exigera à cet effet aucune autorisation spéciale »²⁶³. Cette possibilité est évidemment très importante pour les *fuorusciti* faisant l'objet de notre enquête. Ces individus commencent à quitter l'Italie au moment même où de telles dispositions entrent en vigueur.

La deuxième circonstance favorable à ces gens est la situation du marché du travail. La forte demande de main-d'œuvre dans la France de l'après-guerre permet aux réfugiés, qui sont en majorité des ouvriers, de trouver un travail, même s'il s'agit, bien souvent, d'une activité peu qualifiée et mal rétribuée. En dépit des crises de 1924 et 1926, la situation du marché du travail dans l'Hexagone reste relativement propice à l'insertion des antifascistes en provenance de l'Émilie Romagne.

En revanche, avec la montée du chômage parallèle à la crise des années 1930, la situation change de façon dramatique. La crise économique bouleverse le quotidien de la majorité des exilés. La peur, la faim, le froid et l'impossibilité de se déplacer aisément sont les rudes épreuves que les *fuorusciti* doivent surmonter. Notre enquête montre que certains produits comme le café, le sucre, l'huile, la viande deviennent difficiles à acquérir ; tandis que d'autres – comme les œufs, les pommes de terre ou les légumes – bien qu'étant encore disponibles, sont de plus en plus chers. La pénurie alimentaire à un poids deux fois moins important pour les réfugiés politiques vivants à la campagne que pour les ouvriers et les employés des villes. Toutefois, dans les zones rurales, la crise revêt d'autres formes, dont le manque des moyens de transport. Les plus démunis sont ceux qui ne vivent pas en famille ou sont célibataires. « Je suis resté sans travail pendant près de six mois – raconte dans ses mémoires Cesare Campioli – et j'ai dû faire face à la misère la plus noire. Je cherchais désespérément un travail, mais en vain. Je n'avais pas un centime et mes maigres ressources s'étaient rapidement épuisées. J'avais souvent entendu parler de la faim, qu'on disait pénible, mais jusque-là je ne l'avais

pas connue. Celui qui n'en fait pas l'expérience ne peut absolument pas comprendre le vrai sens de ce mot »²⁶⁴.

Comment résister au froid et à la pénurie ? « Chaque matin je me levais vers sept heures – raconte encore dans ses mémoires Cesare Campioli – et, à jeûne, je me mettais en route pour trouver un travail. Vers 9 heures, la recherche devenait inutile parce que, à Paris, les embauches se font dans les toutes premières heures du matin. J'avais donc devant moi une journée qu'il n'était pas facile de remplir. Finie la pérégrination en quête de travail, j'investissais dans un ticket de métro les quelques centimes dont je disposais, et, muni de livres, je parcourais dans un sens et dans l'autre le sous-sol de Paris, en jouissant de la faible chaleur souterraine. Garder les pieds au chaud devenait une obsession et chacun a son remède. À treize heures, je remontais à la lumière du jour et je m'accordais le luxe d'avaloir un café-crème au 'Café tout va bien'. Avec un simple café on pouvait y rester un certain temps. Je passais l'après-midi sur le boulevard St. Michel au Quartier Latin, dans des librairies ayant de modestes espaces destinés à la consultation de livres »²⁶⁵.

L'historien Ralph Schor écrit que « l'opinion commune sur les Italiens se fondait généralement sur des stéréotypes très répandus délivrait plutôt des appréciations positives sur les immigrés italiens. Ceux-ci étaient en effet considérés comme des frères latins liés aux Français par une profonde parenté ethnique et culturelle [...]. Les nationaux observaient avec satisfaction que les Transalpins, souvent venus avec leur famille, étaient de ce fait plus stables, prédisposés à s'enraciner, car les jeunes, soumis à l'influence uniformisatrice de l'école, ramenaient chez eux un reflet de la vie française. Bons élèves, ils appréciaient l'enseignement, nouaient des amitiés avec leurs camarades autochtones, s'inséraient ainsi dans la société du pays d'accueil et refusaient de regagner le pays de leurs parents où ils se sentaient de plus en plus étrangers. Cependant les observateurs fran-

çais notaient quelques singularités dans le comportement de leurs hôtes. Ceux-ci étaient vus comme plus exubérants que les Français, plus volubiles, soulignant leurs conversations par de grands gestes, aimant les vêtements voyants quand ils se promenaient le dimanche. Les journalistes insistaient sur la passion des nouveaux venus pour la musique, la pratique de l'accordéon et de la guitare, leur fréquentation assidue des guinguettes et des cafés où ils jouaient aux cartes avec animation. Les Italiens étaient le plus souvent considérés comme une excellente main-d'œuvre, très utile au pays. Ils étaient réputés endurants, compétents, habiles de leurs mains, manifestant un esprit de labeur opiniâtre »²⁶⁶.

6. Les lieux de sociabilité des « fuorusciti » émiliens

À propos des lieux de sociabilité, Elisa Signori note que « les cafés et les restaurants gérés par des Italiens, de conviction résolument antifasciste, furent dans la France entière des lieux de rassemblement pour l'ensemble des opposants au Duce »²⁶⁷. C'est dans les cafés parisiens que les antifascistes se retrouvent et le dimanche le cercle s'élargit : pour certains, le café est un lieu de rendez-vous, fixé à l'avance ou non, avec d'autres réfugiés politiques, collègues ou amis venus des quatre coins de la capitale ou des environs. C'est un endroit bien pratique : on peut s'y détendre, se chauffer. De plus, c'est un endroit où l'on peut rester à côté de quelqu'un sans se sentir indiscret : « À Paris – raconte dans ses mémoires Gina Pifferi – il y avait beaucoup de monde, le dimanche, dans les nombreux cafés qui entouraient les jardins publics »²⁶⁸.

La concentration de cafés italiens dans la capitale est frappante : on en trouve notamment sur les grands boulevards et à proximité. Également importante, la présence de petits commerces et de restaurants, dont les célèbres restaurants Poccardi²⁶⁹. Ces établissements jouent un rôle d'accueil et de rencontre pour la communauté politique des *fuorusciti*.

Depuis 1925, quand migration économique et migration politique se conjuguent et le nombre d'Italiens au nord et à l'est de Paris ne cesse plus d'augmenter, d'autres cafés deviendront des lieux de rencontre et de sociabilité (XI^e, XII^e, XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissement)²⁷⁰. Si certains réfugiés ne fréquentent les cafés qu'occasionnellement, d'autres s'y rendent à une heure fixe pour retrouver des gens qu'ils connaissent et discuter de politique. D'autres encore se retrouvent près des salons de coiffure ou auprès d'associations sportives. Le salon de Ferruccio Reggiani²⁷¹ et de sa femme Lisa Spagni²⁷², au Faubourg Saint-Denis, devient notamment le point de repère de la communauté antifasciste émilienne.

Dans le salon Reggiani²⁷³, sur une étagère non loin du poêle, il y a toujours, à la disposition des clients et des amis, un quotidien français et plusieurs journaux en langue italienne. Les journaux en langue italienne sont imprimés à Paris par des associations et par des partis antifascistes. Il s'agit de quotidiens tels que : *Il Nuovo Avanti*, *la Fratellanza Reggiana* ou *La Voce degli Italiani*. En 1934, le salon de Ferruccio Reggiani constitue un repaire pour de nombreux antifascistes : ils s'y rendent pour se couper les cheveux, pour se rencontrer et pour discuter de politique²⁷⁴.

Raconte Patrizia Gabrielli : « À Paris, c'était merveilleux se promener sur les grands boulevards main dans la main avec mon compagnon. S'embrasser et se caresser dans un taxi sans que tout cela ne puisse être perçu comme scandale. On faisait l'amour, quand il faisait très beau, dans certains coins discrets et romantiques le long de la Seine [...]. La liberté, dans ce pays, était entière »²⁷⁵.

La croissance culturelle, la liberté inédite « dont jouissent les femmes antifascistes émiliennes en France sont très appréciées et offrent de nouveaux modèles d'émancipation féminine. Ces modèles seront repris pendant la Résistance en Italie et la construction démocratique de la République. Dans l'exil français, les femmes antifascistes italiennes

s'approprient de nouveaux styles de vie, de nouvelles formes de féminité. Également pour ces raisons, l'émigration française représente, dans la mémoire des femmes italiennes, un moment culturel de rupture avec le passé, capable de produire d'ultérieures revendications sociales après 1948 »²⁷⁶. Les femmes émiliennes, lointaines de leur terre d'origine, ne connaissent donc que de privations et de sacrifices ; elles conquièrent leur première émancipation sociale et économique.

Mais Paris n'est pas la seule destination de la migration émilienne. Le Sud-Ouest français devient une « Petite Italie émilienne », en particulier pour les *fuorusciti* de Parme, de Fidenza, de Piacenza ; il s'agit une région d'arrivée très importante dans les années 1920 et dans les premières années 1930²⁷⁷. Dans le Sud-Ouest, la « colonie de Parme » retrouve des terres semblables, pour leurs caractéristiques géologiques et géophysiques, à celles de la plaine Padana. Cela permet à cette communauté de migrants économiques et d'exilés politiques d'exploiter les techniques agricoles utilisées dans

leur région d'origine. Dès 1923, dans le Sud-Ouest français, Alceste D'Ambris²⁷⁸ et : Giovanni Faraboli, socialistes et syndicalistes révolutionnaires, organisent des sociétés coopératives agricoles et des mutuelles pour les ouvriers de Parme en exil. Alceste De Ambris est, en outre, parmi les fondateurs, avec le journaliste Luigi Campolongo, de la section italienne de la Ligue des Droits de l'Homme. Dès 1925, Alceste ouvre à Toulouse une maison d'édition : l'Exoria.

Après l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, le Sud-Ouest français devient l'endroit plus sûr pour tout l'antifascisme italien. En outre, suite à l'occupation nazie – comme Emilio Lusso l'a écrit dans son essai *Diplomazia Clandestina* –, le quartier général de l'antifascisme italien abandonne la capitale française pour s'établir à Toulouse. Les nouveaux réfugiés politiques sont accueillis par la

« Petite Italie de Parme ». Dans cette période, Giovanni Faraboli devient le nouveau secrétaire du Comité d'assistance des réfugiés italiens (Comitato di Assistenza Profughi Italiani) et garantit la poursuite de l'activité mutuelle du Parti socialiste italien de Paris à Toulouse. Il assure en outre le bon fonctionnement de la librairie du Languedoc, ouverte en 1934. La librairie devient non seulement un atelier politique pour l'antifascisme italien, mais un endroit clandestin où les antifascistes conçoivent des actions de lutte armée.

En général, dans les villes ou dans les villages français, les antifascistes émiliens reconstituent leurs lieux de sociabilité. Ils développent leur réseau politique, en exploitant aussi les cafés et les restaurants appartenant à la communauté italienne. À travers la chaîne des liens familiaux et des relations communautaires, ils récréent leurs cercles politiques, leurs associations de solidarité et de militantisme, leurs lieux récréatifs²⁷⁹.

Dans le microcosme des migrants émiliens, de nouvelles formes d'action organisée voient le jour et se renforce la dialectique typique qui caractérise les rapports entre direction, structure militante intermédiaire et militants de base²⁸⁰.

7. La communauté émilienne en France : un soutien pour les « fuorusciti »

Pour les 85 émigrés politiques objet de cette enquête qui quittent l'Émilie Romagne, la présence d'une colonie déjà installée en France représente un facteur favorable. S'appuyant sur leurs compatriotes déjà établis dans l'Hexagone et sur les réseaux associatifs qu'ils ont créés, les militants peuvent trouver plus aisément un domicile, de l'aide, des lieux de sociabilité, un minimum de solidarité. Il n'est pas surprenant alors de les voir s'installer de préférence dans les zones géographiques où ce sont déjà concentrés leurs compatriotes.

« Quand ces émigrés arrivaient de Reggio Emilia en France – témoigne Gina Pifferi dans ses souvenirs d’exil – il y en avait qui habitaient dans les baraques, qui étaient faites comme les bidonvilles, près de Saint-Ouen et de Clichy, juste à côté de Paris, et il y avait des terrains où ils avaient construit ces baraques. Et puis ils ont découvert Argenteuil, qui était une municipalité antifasciste : alors ils ont demandé à la mairie un morceau de terrain pour construire une baraque et ils ont pris toute une rue, la rue de Gode [...]. Toute la rue de Gode est habitée par des Reggiani, et puis ils se sont installés aussi de ce côté, dans la rue de la République, s’ils ne sont pas tous de Cavriago, ce sont en tout cas des Reggiani. Et puis, qu’est-ce qu’ils ont fait ? Petit à petit, ils ont voulu améliorer leur maison, alors ils ont demandé l’autorisation de faire la maison en dur, en briques. Et qu’est-ce qu’ils ont fait : des gens qui habitaient encore dans les baraques, à Saint-Ouen, montaient à Argenteuil et aidaient à construire la maison, et en trois mois, ces ouvriers, des gens qui savaient pas travailler, c’étaient des mécaniciens, ils faisaient la maison [...]. Tout le monde travaillait et quand on commençait un pavillon, il y avait cinq ou six émigrés qui allaient l’aider, le samedi et le dimanche, et la femme faisait à manger pour tout le monde et le pavillon avançait comme ça. Quand le pavillon était fini, ils allaient aider quelqu’un d’autre »²⁸¹.

Arrigo Zanti est, lui aussi, arrivé enfant à Argenteuil, avec sa mère Amelia et sa sœur Carmen. Dans cette ville, il a rejoint son père Angelo Zanti, ébéniste de métier, qui avait émigré de son village natal, Cavriago : « Mon père était arrivé en France en 1923-24 ; il s’était installé tout de suite à Argenteuil, et la maison, c’est lui qui l’avait faite, une maison en bois ! Mon père a toujours été quelqu’un qui... Il avait construit une première maison de trois pièces, et puis il l’a vendue, et même bien vendue. Il l’avait construite tout seul, dans ses moments libres, quand nous on n’était pas encore en France ; il a pris un bout de terrain – à l’époque,

la terre ne coûtait pas beaucoup dans des zones comme Massa Granda – et puis il s’était fait une autre maison en bois. Il l’avait conçue lui-même : je me souviens qu’il y avait un beau jardin, avec des poules, des lapins ; je me rappelle que, pour aller à l’école, on devait prendre une petite descente, et puis on tournait à droite et, là, pas loin, il y avait l’école maternelle, parce que même à l’école, j’y suis toujours allé tout seul, même à l’école élémentaire, personne ne m’accompagnait ; d’ailleurs, j’y tenais à être indépendant »²⁸².

8. Les relations des migrants émiliens avec les Français

Entre les Français et les migrants émiliens, les relations sociales demeurent complexes. Le résultat (positif ou négatif) de leurs interrelations est souvent dicté d’un jeu subtil d’interférences historiques, économiques, politico-diplomatiques. Les antifascistes tentent par tous les moyens disponibles d’améliorer la perception du monde des immigrés de la part de la population française. Ils cherchent notamment à gagner les bonnes grâces de l’opinion publique, en exploitant leurs compétences.

Explique Ralph Schor : « L’image des Italiens différait beaucoup en fonction des engagements politiques des observateurs français. L’extrême droite se déclarait très inquiète car elle pensait qu’un grand nombre d’Italiens appartenaient à la gauche révolutionnaire antifasciste. Le Parti populaire français (PPF), formation fasciste animée par Jacques Doriot, dénonçait la complicité unissant communistes italiens et français [...]. L’extrême droite ajoutait qu’outre les réfugiés politiques, le gouvernement de Rome exportait de dangereux délinquants de droit commun. La droite modérée faisait preuve de plus de nuance car elle obéissait à des considérations économiques et politiques qu’elle jugeait impérieuses. En premier lieu, la droite libérale, proche des chefs d’entreprises, savait que la France souffrait d’un grave

déficit de main-d'œuvre et que la venue de travailleurs étrangers se révélait nécessaire pour la survie de la production nationale. Les modérés se montraient aussi sensibles à l'action de Mussolini dans son pays : ce dirigeant, objet d'une fréquente admiration, était réputé avoir remis de l'ordre dans la turbulente Péninsule et y avoir évité la révolution. Enfin, les modérés, généralement pacifistes, voyaient dans le Duce un possible allié latin contre l'Allemagne impérialiste et revancharde. Aussi la droite célébrait-elle l'oeuvre accomplie par Mussolini, était choquée par les insultes lancées par les antifascistes contre le dirigeant italien, voulait développer avec celui-ci une coopération multiforme ».

D'une part, la droite exigeait « l'expulsion des agitateurs les plus dangereux, elle insistait sur la nécessité de garder les travailleurs majoritairement honnêtes et paisibles. Elle voulait que l'immigration fût organisée dans la cadre d'une coopération amicale avec le pays voisin ». D'autre part, la gauche soutenait « par principe les Italiens qui apparaissaient d'abord comme une main-d'œuvre misérable et exploitée. Cette situation commandait que s'instaurât entre les deux prolétariats italien et français, également exploités, une étroite fraternité, 'une chaîne d'airain que le fascisme soit impuissant à briser'. Français et Transalpins devaient s'entraider, militer ensemble dans les mêmes syndicats, perturber de manière concertée les manifestations mussoliniennes. La presse française avait le devoir de prodiguer aux immigrés des conseils et des secours, de les soutenir dans toutes leurs actions politiques [...]. Les exilés constituaient en effet, pour la gauche française, une élite politique et morale injustement persécutée pour ses idées. Les provocateurs fascistes étaient les véritables responsables de leur propre exécution car ils infligeaient une terreur insupportable à de pauvres gens qui réclamaient seulement la justice »²⁸³.

Au cours de l'analyse concernant la vie et l'histoire des 85 expatriés d'origine émilienne, nous avons pu remarquer le mûrissement graduel d'une conscience de la mission poli-

tique dont les antifascistes se sentent investis et qui les rattache idéalement à la patrie qu'ils ont dû quitter²⁸⁴. Tout au long de l'Entre-deux-guerres, leurs déclarations et leurs activités soulignent une entreprise volontariste pour gagner en crédit au bénéfice à la fois de la cause antifasciste et de la colonie qu'ils forment en France. Mais, quel a été l'effet de leur action ?

L'historien Pierre Guillen précise qu'il faut distinguer plusieurs périodes : « Jusqu'en 1932, l'influence des réfugiés politiques italiens a renforcé l'opposition absolue de la gauche française à tout rapprochement avec l'Italie fasciste. Mais le Cartel des gauches n'est au pouvoir que de juin 1924 à juillet 1926, et les relations franco-italiennes sont très mauvaises avant comme après, sous des gouvernements orientés à droite, sur lesquels l'émigration politique italienne n'a aucune influence. La droite et les modérés n'éprouvent en effet qu'hostilité à l'égard des fuorusciti, accusés de contribuer à développer en France des idéologies et des options politiques pernicieuses, et de chercher à troubler les rapports entre la France et l'Italie ; les éléments les plus actifs de cette émigration sont périodiquement dénoncés comme de dangereux terroristes, appréciation reprise par les grands journaux liés aux groupes dirigeants de la société française. En réalité, l'obstacle principal au rapprochement vient des heurts, en politique étrangère, entre le nationalisme français et le nationalisme fasciste »²⁸⁵.

Précise en outre Pierre Guillen : « La guerre d'Éthiopie, à partir d'octobre 1935, rend aux fuorusciti leur influence sur la gauche française. Ils ont beau jeu de montrer à leurs amis socialistes, radicaux, démocrates-chrétiens, la faillite de leurs illusions. Cette audience retrouvée leur permet de participer largement aux campagnes de la gauche française pour dénoncer l'agression fasciste et réclamer une énergique politique de sanctions »²⁸⁶.

La même attitude se retrouve au lendemain de l'émanation à Rome des lois raciale (automne 1938), qui dépouillent les

Juifs italiens de leurs droits. La presse italienne en exil réagit et condamne immédiatement ces mesures : « Tous les courants – écrit l'historien Eric Vial – ou presque parlent de retour au moyen-âge, les anarchistes usant en fait des images comparables. *Giustizia et Libertà* et la *Voce degli Italiani* détaillent plus que les autres les mesures prises. L'hebdomadaire gielliste manifeste une attention particulière, présente les lois, insiste entre les autres sur le sort des enseignants chassés des écoles publiques et leur impossibilité de travailler [...] Il insiste sur les vexations les plus mesquines et imbéciles [...] »²⁸⁷. La même conduite se renouvelle au lendemain de la déclaration de la Seconde Guerre mondiale : les principaux groupes font connaître leur solidarité à la France et ils se démarquent plus que jamais de l'Italie mussolinienne : « Un appel est lancé à tous les antifascistes en France pour qu'ils se placent dans le camp de la liberté. Enfin, une réponse équivalente aux précédentes est prise par la communauté italienne sous l'Occupation nazie »²⁸⁸.

Entre septembre 1939 et mai 1940, la *drôle* de guerre pourrait paraître une sorte de temps mort sur lequel il ne vaut pas la peine de s'arrêter. Mais c'est inexact. Ce moment est vécu dans l'angoisse et dans l'incertitude par les immigrés italiens. Dans les esprits, au traumatisme de la défaite de l'armée française s'ajoute l'incertitude de l'avenir. Les *fuorusciti* sont conscients qu'ils risquent à tout moment d'être dénoncés, arrêtés, exécutés ou déportés, mais leurs motivations demeurent les mêmes : refus de l'occupation allemande, refus de la collaboration²⁸⁹. C'est alors que la participation à la Résistance devient, pour les étrangers, un héritage collectif susceptible de légitimer leur intégration en France.

9. Remarques aux marges de l'enquête statistique

La période 1920-1940, correspond aux années d'une résistance qui se joue à l'étranger : « La vie en exil – écrit Giorgio Amendola dans ses mémoires – fut une dure école

de caractère. La sélection se faisait par la lutte contre les différentes polices, contre les espions, au milieu des difficultés à trouver et conserver un travail, avec la faim et les hébergements de fortune »²⁹⁰.

Notre enquête a été menée sur les vicissitudes de gens ordinaires, mais au destin peu commun, car elle a concerné 85 antifascistes partis de l'Émilie Romagne pour France dans l'Entre-deux-guerres. Nous avons vérifié que cette migration s'est dirigée en particulier vers Paris, l'Île-de-France, le Sud-Ouest et le Sud de l'Hexagone. Le recensement des expériences de ces 85 individus a permis de reconstruire les réseaux transnationaux liés à une très remarquable identité de village et/ou de parti politique, ce qui représente une modalité migratoire typiquement italienne, car vouée à la mises en place de sortes de « petits villages italiens » au sein du pays d'accueil.

La ville d'Argenteuil émerge ainsi comme une des communes de pointe de la présence des antifascistes originaires de l'Émilie Romagne, de manière particulière la communauté de la ville de Reggio Emilia déplacée en Île-de-France²⁹¹. Contrairement à d'autres situations, cette migration n'entend absolument pas se montrer neutre ou disponible à accepter n'importe quelle promesse d'intégration. L'antifascisme se fait langue communautaire, règle dure, principe fort et peu tolérant. Cette langue se développe à l'intérieur des familles et crée, à l'extérieur, des liens de solidarité populaire. Le trait commun de tous les personnages dont notre recherche retrace le parcours est le refus de l'asservissement au fascisme. Tous ces individus sont en effet des insoumis. Ils se rebellent au dogme fasciste, qui est en revanche accepté en silence par la société italienne dans sa grande majorité.

Les antifascistes de l'Émilie Romagne qui s'expatrient portent avec eux le patrimoine politique et humain acquis dans leur région d'origine. La grande majorité de ces *furo-rusciti* émiliens a déjà affronté les escouades fascistes et la

police du régime avant d'émigrer. Ces individus sont, pour la plupart, issus d'un milieu ouvrier, artisanal ou paysan. Les trajets professionnels de ces antifascistes émiliens migrés en France entre les deux guerres varient beaucoup. Il apparaît pourtant que tous ces hommes et toutes ces femmes ont vécu, d'une manière ou d'une autre, une période de chômage, à l'exception des membres permanents du parti communiste. Les 85 histoires que nous reconstituons ci-dessous semblent, étrangement, bâties sur une sorte de modèle commun, du moins en ce qui concerne la participation à une série d'événements historiques précis. Voici une première synthèse :

- 1) Début du militantisme politique dans la jeunesse socialiste puis au parti communiste ; ce choix est dû souvent à la grande misère ou au refus de céder aux dictats des fascistes.
- 2) Militantisme politique actif, associé à la lutte clandestine ou de toute façon illégale.
- 3) Expatriation clandestine en France, fréquentes expulsions et successifs retours illégaux dans l'Hexagone.
- 4) Participation à la guerre d'Espagne et retour en France en faisant l'expérience des camps de concentration de Saint Cyprien, Gurs et Vernet.
- 5) Le conflit mondial et la capitulation de la France amènent presque tous les *fuorusciti* à s'engager dans les formations de partisans de la Résistance Française.
- 6) Après le 8 septembre 1943, ces antifascistes s'insèrent dans les rangs de la Résistance en Italie, notamment comme commandants militaires ou en tant que commissaires politiques.
- 7) Unicité du choix : l'option pour l'antifascisme bouleverse l'existence individuelle ainsi que celle familiale au niveau matériel mais aussi des affects, des liens sentimentaux et des relations ; tout devient précaire.

Le premier flux migratoire comprend les *braves du peuple* qui cherchent refuge à l'étranger après les premières escar-

mouches contre les escouades fascistes et l'appareil étatique en voie de formation. Le deuxième flux, qui se lie à la pleine affirmation de Mussolini et suit l'assassinat de Matteotti, intéresse des gens qui émigrent en raison des mesures discriminatoires introduites dans les postes de travail. Un troisième flux, après 1926, concerne les antifascistes actifs, ceux qui sont poursuivis par l'OVRA qui devront franchir de nombreuses frontières (Belgique, Luxembourg, France, Suisse) sous la menace constante d'être arrêtés et expulsés²⁹². Un discours à part touche aux migrants des périodes précédentes, qui ont quitté l'Italie au début du siècle pour trouver de meilleures conditions de vie, qui sont pourtant, dès les années 1930, vivement attirés par le militantisme politique antifasciste, le Front Populaire, la lutte internationale pour la paix. Les *diverses générations* de notre échantillon, avec leurs spécificités politiques, se retrouvent toutes, à un moment donné, en France, puis en Espagne pour combattre le franquisme et, enfin, dans la Résistance (dans l'Hexagone ou dans la patrie d'origine). Durant cette longue période, ce qui change, c'est le mode d'engagement et la manière d'affronter le régime fasciste. D'abord politiquement, puis par la voie armée.

La première forme d'engagement armé date de 1936, en Espagne, puis il y a un retour général au militantisme politique et, enfin, les opposants reviennent à la lutte armée suite à l'éclatement de la seconde Guerre mondiale. En juillet 1939, un rapport de l'OVRA dresse le profil des organisations antifascistes en France et conclut que : « leur relative importance démontre que, en dépit des entraves, des difficultés et des divisions internes, les opposants n'ont cessé – tout en gardant des proportions modestes – de se renforcer depuis le début des années 1920. Ils forment un noyau actif et déterminé capable de mobiliser une minorité stable de la collectivité italienne dont la base ouvrière, constamment renforcée par les émigrants politiques, est un élément constant [...] »²⁹³.

Cette note des services secrets fascistes résume l'obstination de tous ceux qui se sont adonnés, pendant un long moment de leur vie, à la clandestinité. Tous ces individus acceptent une existence de fugitifs, loin de leur pays et de leurs proches, avec le risque de se retrouver en prison. Les obstacles qu'ils surmontent, sont nombreux. Le prix à payer par chacun de ces combattants est lourd, pourtant ils n'hésitent pas à poursuivre leur chemin. À l'origine il y a, pour une bonne partie d'entre eux, dans les villages d'origine, l'évocation de la Révolution d'Octobre, puis les premières luttes de classe, les premières grèves, les premières ligues, la première construction élémentaire d'un parti, les premières batailles électorales.

Ils paient chèrement ce genre de choix. Ils sont marginalisés et puis persécutés par le terrible appareil de contrôle fasciste. L'exil et la résistance clandestine finissent par constituer la seule solution possible. Après le 8 septembre 1943, un nouveau chapitre s'ouvre pour tous les opposants partis à l'étranger : le retour en Italie et la guerre de libération. Les exilés politiques sont sûrement les précurseurs de la société démocratique italienne qui émergera après 1945. C'est de leur engagement que naîtra, en plein conflit, dès 1943, la Résistance italienne.

Dans son ouvrage *L'Italie sur le fil du rasoir. Changements et continuités de l'Italie contemporaine*, Marc Lazar explique que la Résistance au fascisme est l'œuvre d'individus avec des personnalités hors du commun. Leur parcours politique est à la fois courageux et atypique. Cet historien analyse notamment le processus qui conduit les *fuorusciti* – rentrés en Italie en 1943 – à devenir rapidement les cadres de la Résistance et, après 1946, à former la classe dirigeante de la toute récente République : « Cette nouvelle classe dirigeante, dans une période extraordinairement confuse, inventera la démocratie. Une démocratie qui n'est pas facile à établir. L'Italie après 1945 est un pays ravagé par la guerre, dans un état de détresse économique et sociale

sans précédent, politiquement divisé entre le Nord, qui a choisi la République lors du référendum du 2 juin 1946, et le Sud, qui est resté très majoritairement fidèle à la monarchie. Pour autant, une République a pu être mise sur pied »²⁹⁴.

Chapitre 4

La contribution des femmes émiliennes : une histoire négligée

L'image de l'homme seul, migrant pour des raisons économiques ou politiques, est restée prégnante dans les représentations de l'immigration et elle a fait de la migration féminine un phénomène marginal. Ceci-dit, depuis tout temps, les femmes aussi ont migré à l'étranger, parfois seules, plus souvent pour accompagner leur conjoint condamné à l'exil ou pour le rejoindre dans le cadre du regroupement familial. L'expression « exilé(e) politique – écrit l'historienne Anne Morelli – lorsqu'elle est prononcée à haute voix, pourrait tout aussi bien désigner le féminin que le masculin. Pourtant, l'image qui s'impose à notre pensée, en lien avec ces termes, est le plus souvent masculine : un exilé politique. L'image de l'exilé(e) politique (comme celle du militant) s'est construite sur le modèle de la masculinité. Son archétype est un homme et la femme, une "anomalie". Tout au plus, les femmes peuvent-elles être "réfugiées", ce qui implique qu'elles soient des victimes plutôt que des actrices de leur destin »²⁹⁵.

On pense souvent que la Résistance a été une affaire d'hommes puisque c'est une guerre, un terrain qui échappe largement à la *nature féminine*. La Résistance a bien été une guerre, mais d'un type particulier : une guerre clandestine, une guerre totale, dans laquelle tous les domaines de la vie sociale ont été impliqués. Les femmes ont participé de manière absolue et elles ont été nombreuses à lutter à côté des hommes. Mais pas seulement dans la lutte armée. Elles se sont souvent livrées à des activités qui n'ont pas toujours laissé de traces, parce qu'elles rentraient dans leurs occupations *habituelles*, liées à l'hébergement, à la nourriture, au foyer. Pourtant, de l'exil, plusieurs femmes ont diffusé des

informations sur leur vie à l'étranger, ont accueilli ou restauré les autres réfugiés et ont ouvert leur foyer à des réunions politiques ou clandestines. Bref, de l'exil, les femmes ont su faire face aux graves difficultés matérielles du quotidien. Elles indiquent les routes à éviter ou à suivre lors de l'expatriation, mais aussi les activités professionnelles disponibles à l'étranger. Elles organisent des cantines pour les autres réfugiés et s'occupent des enfants de dissidents arrêtés ou en difficulté. Dans la disgrâce de l'exil politique, elles apprennent à gérer les difficultés administratives, les problèmes de logement pour les hommes seuls, les maigres revenus réalisables, les risques liés aux espions de la police fasciste. Enfin, il demeure capital leur rôle de maintien des contacts entre la terre d'origine, les familles de provenance et le pays d'accueil, ce qui joue aussi sur les flux migratoires au fur et à mesure mis en place. Après 1943, en particulier, la participation des femmes à la Résistance (par l'action politique, la propagande et la lutte armée) est des plus composites : elles hébergent des clandestins, font circuler des journaux clandestins entre la France et l'Italie, participent à l'organisation de réseaux et de mouvements, cachent des soldats des armées alliées pendant la lutte de libération italienne. Cette vocation n'a pas eu un caractère « familial », mais elle a toujours embrassé un espace plus large de solidarité sociale, de contribution politique, de coopération économique.

La frontière entre l'espace privé et le domaine politique-militant ne semble pourtant pas très nette et c'est en partie cela qui fera que « la participation des femmes à la Résistance ait été un phénomène longtemps éclipsé, à l'exception de quelques figures élevées au rang d'héroïnes ou de martyres »²⁹⁶. Bien que les femmes aient joué un rôle essentiel dans la Résistance italienne durant la Seconde Guerre mondiale, elles ont souvent été oubliées par l'historiographie italienne relative à l'Entre-deux-guerres, au Second Conflit mondial et la vie politique de la nouvelle République

après 1948. Si la présence des femmes se tisse à travers la mémoire collective, elles ont rarement fait l'objet de recherche à proprement parler et leur engagement n'a pas toujours été identifié en tant que tel. La présence des femmes dans le processus migratoire politique et dans la Résistance demeure-t-elle encore mal connue ? Oui, parce que les recherches élaborées par les différents pays européens demeurent encore limitées, les recherches sur ce sujet ont été développées d'un point de vue national et non transnational²⁹⁷. Enfin, écrit l'historienne Patriazia Gabrielli, parce que la mémoire de l'antifascisme italien, tout comme son histoire, s'est strictement déclinée au masculin²⁹⁸. Sans vouloir sous-estimer le rôle des hommes dans le combat contre la tyrannie – observe l'historienne Rita Thalmann – il est bien plus difficile d'analyser celui des femmes, aujourd'hui comme hier, pour trois raisons : « D'abord, parce que leur statut juridique, politique et social [a fait] d'elles des marginales de la vie publique. Ensuite, parce que la majorité d'entre elles n'[a pas disposé] comme les hommes – sauf celles qui appartenaient à un mouvement de jeunesse – de réseaux susceptibles de les préparer à l'aguerrissement physique que donne la pratique des sports et le service militaire. Enfin, parce que l'image traditionnelle de la femme, épouse et mère, les [a liées] davantage à la famille, développant, par conséquence, un plus grand besoin de sécurité et un sens souvent profond de culpabilité chez celles que leur action de résistance obligeait à s'éloigner des leurs pour les protéger de la répression ou les privait d'être ou de devenir mères »²⁹⁹.

1. Une histoire à redécouvrir

L'exil antifasciste italien, ou pour mieux dire les différents exils politiques régionaux des « Petites Italies », pour beaucoup de temps, a été amplement considéré comme un domaine masculin³⁰⁰. Les hommes exilés sont visibles

comme militants : ils s'opposent, ils expriment leurs idées, ils organisent des grèves, ils sont licenciés et emprisonnés de manière plus ostensible. Les essais sur l'histoire de l'antifascisme racontent leur engagement, leurs entreprises, leurs périodes d'emprisonnement, leurs lieux de rencontre (dont les cafés où l'on 'fait' de la politique), leurs exploits dans la lutte armée. En revanche, presque jamais ces mêmes recherches n'ont consacré leur attention aux femmes, alors que c'est grâce à ces dernières que le quotidien des hommes en exil a été moins pénible : « leur survivance a été en fait souvent garantie par l'effort des femmes de leur famille »³⁰¹. Les pires épreuves subies par de nombreux *fuorusciti* auraient été encore plus douloureuses et insurmontables, sans la présence, dans la lutte, des femmes : « C'est le cas par exemple à Bruxelles – écrit l'historienne Anne Morelli – pendant la guerre, d'une série d'antifascistes italiens, prévenus de leur arrestation imminente par Linda Carrà Gagliardi, qui avait réussi à mémoriser la liste des autres personnes à arrêter que tenait le policier venu arrêter son mari. Pour les prévenir (à une époque où le téléphone était peu répandu), elle fit une course folle qui permit à plusieurs d'entre eux d'échapper à l'arrestation »³⁰².

La migration des femmes a été dès lors envisagée comme seconde, connexe, et les femmes en exil n'ont été de fait qu'une minorité dans la minorité. Longtemps aussi, les femmes migrantes italiennes ou les militantes politiques d'origine italienne n'ont été envisagées que dans l'espace privé. Socialement et sociologiquement *invisibles*, elles ont été victimes de représentations stéréotypées auxquelles n'échappent que quelques rares recherches de terrain dont celles portant sur la transmission entre les générations. Les archives de la police italienne (Casellario Politico Centrale [CPC], Division des archives du ministère de l'Intérieur) permettent de retrouver la trace des principales exilées politiques en France avant la Seconde Guerre mondiale, car les dossiers y sont classés par nom³⁰³. À l'intérieur de ces dos-

siers, on peut aussi trouver une quantité considérable de lettres, de photos et d'autres textes.

Dans la période d'émigration, les femmes de la diaspora antifasciste écrivent souvent pour tenter de combler le vide que l'exil génère. Comme elles sont lointaines de leur famille et de leurs proches, le papier et le stylo deviennent les seuls moyens pour garder une forme de contact avec les êtres aimés et la terre d'origine. La correspondance de ces opposantes passe au crible des fonctionnaires et des employés du régime fasciste qui, avec leur regard inquisiteur et indiscret, fouillent dans leur intimité, en supposant que ces missives puissent fournir des informations précieuses. Nombreuses sont ainsi les lettres restées sans suite, les photographies jamais parvenues aux destinataires et tous ces documents gisent aujourd'hui dans les archives du CPC (Casellario Politico Centrale), conservées à l'Archivio Centrale dello Stato de Rome, où l'on a donc l'opportunité de redécouvrir ces traces d'existences individuelles et collectives en exil.

En ce qui concerne les témoignages qui ont échappé aux contrôles de la police fasciste, il faut par contre se contenter des données contenues dans les fiches signalétiques. Il demeure toutefois difficile de mesurer l'appui matériel et affectif apporté aux exilé(e)s par leurs proches. Les recherches conduites jusqu'à maintenant ne fournissent en particulier pas d'éléments qualitatifs sur les femmes de la diaspora antifasciste et cette *lourde absence* ne manque pas d'interroger certains chercheurs, car l'histoire de ces résistantes pourrait inaugurer une possible lecture inédite de l'antifascisme italien, de la culture de l'époque et de son évolution.

2. Les études au féminin en Émilie Romagne

À partir des années 1990, grâce à des études régionales en plein murissement en Émilie Romagne, on a pu réaliser que, derrière les hommes migrants, il y avait leurs femmes et

leurs familles³⁰⁴. Par ailleurs, il faut ici mentionner que, pour sa part, la presse française de l'Entre-deux-guerres a en partie dévoilé la présence féminine derrière les travailleurs italiens ou les *fuorusciti* résidants dans les quartiers populaires de Paris et de sa banlieue³⁰⁵. Mais cette presse ne s'interroge pas sur les questions touchant aux motivations du départ au féminin, sur les convictions politiques des migrantes italiennes, sur le combat qu'elles mènent, sur leur zèle et sur le prix qu'elles paient en conséquence de leurs choix.

Les sources consultées cependant laissent supposer la présence d'un taux significatif de militantes politiques expérimentées, notamment pour ce qui concerne les femmes anarchistes et communistes³⁰⁶. Dans le conflit espagnol, par exemple, les anarchistes prennent part aux combats comme miliciennes. En France, après l'Occupation allemande, des femmes émiliennes s'engagent dans le maquis en servant dans les formations FTP-MOI. Dans la Résistance armée à l'intérieur de la Péninsule italienne après le 8 septembre 1943, les antifascistes se battent dans les formations partisans. On calcule que 623 d'entre-elles tombent en combat ou sont tuées par représailles ; 4.600 sont arrêtées, jugées et torturées ; 2.750 sont déportées dans les camps de concentration. En total, sur 250.000 activistes, 75.000 rentrent dans les "Groupes de défense féminine" et 30.000 dans les forces combattantes³⁰⁷.

Armées ou désarmées, de classe sociale aisée ou modeste, de tout métier, jeunes ou non, antifascistes par tradition familiale ou par option personnelle, les femmes italiennes offrent bien plus qu'une petite contribution à la Résistance ; elles participent activement à la lutte dans toutes ses étapes, entre 1919 et 1948, bien que de façons difformes selon la période et l'endroit. Les femmes réfugiées à l'étranger sont les actrices principales de la distribution de brochures ou de journaux clandestins décrivant le vrai visage du fascisme. Dans cette même période, les opposantes restées au pays essaient, elles aussi, de faire circuler en cachette des tracts.

Les militantes du Parti communiste italien inaugurent leurs actions clandestines en 1922 mais, après 1926, lors de la dissolution de tous les partis politiques italiens (sauf le PNF), quand les communistes passent à la clandestinité en Italie comme ailleurs, leur apport devient indispensable. Nombre d'elles sont déjà à l'étranger, en ayant quitté le pays avant l'émanation des *Leggi fascistissime*, d'autres quittent l'Italie de manière clandestine. Le problème de la formation de femmes-cadres, de femmes aptes à diffuser la *ligne du parti*, devient à ce moment-là obsédant pour le Parti communiste italien : « De nombreuses femmes, écrit une dirigeante en 1937, présentes dans l'activité des comités sont instruites, montrent des capacités dans l'activité de masse, mais doivent être mieux formées à la politique »³⁰⁸.

À partir de la seconde moitié des années 1920, dans le cas du parti communiste italien, la contribution à l'activité politique et syndicale clandestine des militantes en France ou dans d'autres pays européens devient de plus en plus cruciale³⁰⁹. Dans l'Entre-deux-guerres, ces femmes jouent donc en rôle de premier plan dans l'organisation sanitaire et hospitalière, dans les activités du Secours Rouge, dans le transport d'armes et de munitions (notamment pendant le conflit espagnol), dans les activités d'approvisionnement et de liaison politique de la diaspora antifasciste entre les nombreuses cellules de combattants. La diaspora antifasciste a pu vivre et s'alimenter aussi grâce à l'action de ces nombreuses femmes, qui ont des liens de parenté plus ou moins importants avec des dirigeants et des militants de base. Ces femmes, à travers un ensemble d'actions, de complicités, de lieux, finissent par faire partie intégrante de la conspiration, comme le montrent leurs biographies : « C'est dans ce mélange entre vie sociale et vie politique que l'engagement féminin émilien trouve son expression, surtout dans le cadre de l'antifascisme populaire »³¹⁰.

À partir de septembre 1943, en Italie, les femmes jouent aussi un rôle dans la Résistance armée intérieure. Elles

deviennent des combattantes, membres des formations GAP et SAP. Elles sont présentes dans les villes, dans les usines, dans les manifestations ouvrières de rue. Elles gèrent les cachettes clandestines (*case di latitanza*) dans les Apennins, dans les campagnes de la plaine du Pô et dans les banlieues urbaines. Elles sont parfois les responsables d'opérations militaires d'envergure ou les attachées qui s'occupent des services logistiques : « Un ensemble de tâches complexes et en même temps dangereuses sans lesquelles les formations partisans n'auraient pas pu tenir. La lutte de libération offre ainsi aux femmes la première occasion historique de participation politique à grande échelle à l'intérieur du pays »³¹¹ (*case di latitanza*).

3. Les liens familiaux et amicaux ont-ils été les seules causes de l'exil des Émiliennes ?

« Dans la plupart des cas, les femmes immigrées ont accompli en France leurs débuts au sein des organisations politiques où elles ont fait l'expérience de la politique de masse. Les liens familiaux et amicaux ne sont pas seulement les causes de l'exil des femmes mais deviennent aussi leurs voies d'accès à la politique; ils la matérialisent, sous certains aspects. Les relations familiales ou de couple constituaient une sorte de mini-cellule de base garantissant complicité et cohésion : elles constituaient des éléments essentiels pour la réussite du travail politique. La solidarité avec les conjoints et de nombreuses occasions de participer ensemble à l'action politique renforçaient la fierté d'avoir établi une relation de couple, qu'une conviction politique commune avait rendue plus stable et plus solide »³¹².

Les foyers constituent, à l'étranger comme en Italie, des pôles importants du travail politique, et cela n'aurait évidemment pas été possible sans la collaboration ou la complicité des femmes. Ines Sacchetti, née en 1918 à Roteglia di Castellarano, migrée dans la banlieue parisienne et fille

d'antifascistes, rappelle comment sa maison à Argenteuil, était devenue, dans les années 1930, un lieu d'accueil pour les antifascistes : « à Argenteuil, on était presque tous des Italiens. Ma mère Elide Soncini, dès qu'elle est arrivée ici, comme à Saint-Ouen avec Gina Pifferi, était active en politique pour la 'Fratellanza Reggiana'. Mazagran, en particulier, était connu comme le quartier des Italiens. Il y avait de petites salles de bal partout, des cafés et des associations qui étaient à la fois des lieux de reconnaissance communautaire et d'intégration politique républicaine »³¹³.

De simples habitations de la banlieue parisienne, « dans le centre ou dans la périphérie des grandes et des petites villes, comme dans d'élégants appartements avec leurs salons dans les quartiers bourgeois, deviennent les lieux du débat politique et de la conspiration dirigée contre l'Italie » fasciste³¹⁴. Teresa Noce, dirigeante communiste, évoque dans ses mémoires les Livi (la famille d'Yves Montand). Elle raconte comment, dans leur maison, les sœurs du chanteur l'ont aidée à changer d'aspect en lui colorant les cheveux, en modifiant la courbe de ses sourcils, pour qu'on ne la reconnaisse pas lors de ses passages à la douane. Ces militantes sont en général jeunes³¹⁵.

Dans la migration politique en France, autant qu'en Espagne et puis dans les brigades partisans, ces militantes font l'expérience de nouvelles formes de solidarité. Il s'agit d'une solidarité émancipatrice, qui libère la parole, mais aussi d'une épreuve d'engagement en dehors du cadre familial, comme écrira par la suite Natalia Ginzburg dans ses mémoires. Les estafettes partagent le quotidien des hommes jusqu'à occuper le même grabat la nuit. Pour certaines, c'est une réalité inédite d'égal à égal avec leurs camarades qui s'ouvre. Cette expérience politique et de vie très riche est toutefois frustrée par plusieurs contradictions : l'imaginaire du subversif idéal reste masculin.

Les partisans, bien qu'extraordinaires dans leur attitude, embarrassent et déstabilisent les clichés italiens : « après

une journée d'opérations de guérilla, la nuit on parlait de l'avenir et du monde de demain. Nous discutons de comment le changer, de comment concrétiser nos rêves, comme si c'était une petite chose de rien. Facile à croire et à faire »³¹⁶ raconte Dorina Storchi. Les mêmes hommes qui, à leur côté, se battent pour donner vie à un idéal radicalement nouveau pour l'Italie sont choqués par l'autonomie de ces femmes. Marisa Ombra observe : « À cette époque-là, les femmes étaient marginalisées, elles n'avaient pas de droits politiques, puisqu'elles ne votaient pas et elles n'étaient pas éligibles. En outre, elles ne partageaient pas l'autorité familiale. Je constate que les femmes sont sorties de leur torpeur, qu'une part d'elles est devenue conquérante, dynamique, joyeuse, ironiques alors que les femmes auparavant étaient tristes. Rien n'a été offert aux femmes italiennes, nous avons tout conquis et nous avons été grandes. Nous avons modifié les relations entre hommes et femmes par l'émergence de jeunes habitées par une nouvelle conscience d'elles-mêmes et rien ne pouvait plus les faire rentrer dans leur niche. Nous sommes devenues des femmes affranchies, des révolutionnaires par excellence : les verbes *exister* et *s'exprimer* sont devenus pour nous des droits civils. Mais chaque changement n'a pas toujours été synonyme de progrès, et tout progrès implique son mauvais côté »³¹⁷.

Après 1948, la nouvelle démocratie italienne montrera aux femmes militantes et partisans de la gratitude pour les efforts et les périls endurés, mais non une pleine reconnaissance politique.

Comme l'écrit Anna Bravo, parmi les femmes qui se sont battues, « peu de militantes accéderont à des rôles politiques ou à des fonctions de relief. Peu de femmes deviendront commandantes ou commissaires politiques. Le grade militaire le plus haut qui leur sera attribué est celui de majeur, mais il ne concernera qu'une petite minorité. Par contre, le plus commun sera celui de lieutenant et de sous-lieutenant »³¹⁸.

Quand, en 1943, la partisane Olga Prati rejoint sa brigade pour combattre à la montagne les forces militaires nazi-fascistes, son commandant l'accueille en disant : « Olga, heureusement que tu es arrivée, mes pantalons sont déchirés et il faut les repriser ». Olga Prati, vexée, lui réplique : « voilà un aiguille et du fil, tu peux maintenant repriser tes pantalons. Je suis venue pour combattre, non pour coudre tes vêtements »³¹⁹. À Carla Capponi, décorée médaille d'or de la Résistance, les camarades de sa formation nient la possession et l'usage des pistolets et des fusils. Ses compagnons de brigade lui déclarent : « si tu veux un pistolet, tu dois le trouver ou le chercher ailleurs »³²⁰.

Carla devra alors s'approprier d'un revolver et de projectiles appartenant à un fasciste tué par ses camarades. Des épisodes de ce genre ne sont guère rares. De contradictions analogues apparaissent aussi après la Seconde Guerre mondiale, lors de la construction de la République parlementaire italienne : « Nous sommes assez, pour commettre des erreurs. Votre présence serait de trop »³²¹, affirme Ferruccio Parri le 20 octobre 1945, un des pères de la future République italienne en commentant la question du droit au vote pour les femmes. L'idée selon laquelle l'homme demeure le chef de la famille et la femme est subordonnée à son autorité va de soi. Ferruccio Parri, dans un discours à l'UDI (l'association féminine la plus importante de la gauche), soulignera quelques années après : « c'est bien que vous ayez obtenu le droit de vote, mais il est évident que vous ne pourrez pas dérouler les mêmes fonctions que les hommes au niveau politique, économique et social... »³²². Et il ajoutera : « Votre participation à la vie publique peut être utile, mais vous le devez faire de manière accessoire, en occupant des postes secondaires ».

L'approche de Ferruccio Parri n'est une exception et bien d'autres représentants politiques de l'antifascisme au moment de voter la loi pour le suffrage des femmes se s'expriment de façon semblable. Les tâches et les responsabili-

tés sont à bien distinguer, souligne en outre le quotidien communiste *L'Unità* dans des articles de Giuseppe Grilli³²³.

Bien que la contribution féminine à la Résistance n'ait pas été insignifiante ou décorative, dans la nouvelle Italie républicaine, les femmes sont une fois de plus reléguées au foyer ou presque. Voilà la leçon qu'on pourrait tirer en constatant l'*invisibilité* des femmes dans la construction historique des mouvements sociopolitiques émergés dans l'après-guerre des anciens rangs partisans.

4. Les marques distinctives de l'antifascisme au féminin

La période fasciste nie aux femmes italiennes de nombreux droits civils et politiques en leur réservant un rôle plus traditionnel de mères et d'épouses. Il faut en revanche noter que le programme des Fasci de Mussolini de 1919, encore marqué par l'héritage socialiste, revendique le droit de vote pour les femmes. Puis, une fois au pouvoir, Mussolini réduit de la moitié les salaires des femmes et en concomitance à la dépression des années 1930, le régime fasciste pousse les femmes à quitter leurs postes de travail et impose des restrictions au travail féminin, ainsi qu'à l'accès des jeunes filles à l'éducation. Les buts du régime sont clairs : exclure les femmes de la réalité sociale et politique du pays. Le gouvernement fasciste décourage les instances féminines d'émancipation et sabote leurs appels à la modernité, en s'efforçant d'asphyxier toute évolution significative des coutumes³²⁴. À l'étranger, la presse des pays démocratiques ne condamne pas vraiment cette politique et ne dénonce non plus les violences ou les limitations aux libertés personnelles. Parfois, elle en fait même l'éloge. Le 30 décembre 1922, le *Times* de Londres écrit : « Il est incontestable que l'Italie n'a jamais été aussi forte et unie qu'aujourd'hui. Le monde a été frappé par le fait que le fascisme n'est pas seulement un système politique qui a réussi, mais aussi une révolution spirituelle. Le Duce a simplifié le régime fiscal et fortement

réduit le déficit... Il est parvenu à réduire une bureaucratie excessivement abondante... Mussolini a poursuivi, avec succès, une grande politique coloniale... Sa politique sociale en faveur des plus défavorisés est remarquable. Grâce à Benito Mussolini, l'Italie est devenue une puissance que le monde admire »³²⁵. Pour se garantir l'appui des femmes (comme d'ailleurs des hommes), Mussolini se concentre sur la formation d'une conscience politique dont le pivot tourne autour des intérêts de l'État fasciste et, au sexe féminin, il propose une mission spécifique à accomplir au sein du nouveau régime³²⁶. L'objectif du gouvernement est en réalité toujours le même : transmettre un message idéologique à la population entière, y compris les femmes. Bref, la politique mise en place pour la construction d'un macrocosme féminin fasciste a les mêmes caractéristiques que la politisation de la sphère masculine³²⁷.

Qu'arrive-t-il aux femmes qui refusent cette autorité ? La voie quasi obligée est celle de quitter l'Italie ou d'entrer en clandestinité : « Il serait insuffisant – écrit Giovanni De Luna – d'identifier l'émigration politique des *fuorusciti* avec une simple et vide négation politique du fascisme. Le contraste à l'étranger du régime fasciste est un élément de légitimation démocratique pour toutes les forces politiques qui choisissent l'exil pour combattre la dictature »³²⁸. Il y a une autre interrogation non moins importante : est-ce que l'antifascisme féminin a été seulement une forme d'opposition politique ? Selon Giovanni De Luna, la réponse est complexe, car – d'après les récits des militantes – les options individuelles dépendent autant de raisons politiques que de la volonté de se rebeller aux clichés de l'époque. Cet historien préfère donc parler d'une « Résistance existentielle, un combat civique et politique »³²⁹. Une décision qui bouleverse et en profondeur l'existence entière de chaque militante. Leur vie est coupée en deux : le fait de suivre un père subversif ou un mari dissident – en partageant avec lui idées et combat – implique inévitablement de choisir une

autre existence, mais cela conduit aussi ces femmes à expérimenter – comme le dirait le romancier Cesare Pavese – un « métier de vivre » (*il mestiere di vivere*) inédit. Et cela exige, d’abord, du courage et la disponibilité à faire face aux malheurs de l’exil, aux difficultés économiques, aux complications liées à la création d’un réseau nouveau de relations et la crainte permanente d’être espionnées par l’OVRA.

Mais de ces peines nous n’avons pas le récit exact et nous devons nous contenter de quelques allusions aux angoisses permanentes de la clandestinité. Les années d’affres marquent durablement la personnalité de ces femmes antifascistes. Toutes les histoires de rébellion conservées dans les dossiers du Casellario Politico Centrale aux Archives nationales Italiennes mettent en évidence des profils hors du commun et fiers. Des femmes prêtes à provoquer le régime par tout moyen. L’engagement n’est pas pour elles un sujet de dissertation philosophique, mais une épreuve au quotidien, propre d’une existence pleine de dangers et vouée à une lutte sans merci. Les risques qu’elles assument en se déplaçant avec de faux papiers pour regagner, depuis la France, l’Italie et remettre du matériel de propagande contre le régime, ne peuvent que souligner une élevée fierté dans la phase de la « guerre des mots »³³⁰. Ces sont les premières années de lutte et de misère, le danger qui rôde, les rendez-vous suspects avec des inconnus; « les coups de sonnette à six heures du matin et le cœur cesse de battre... la vie traquée, la vie précaire, la vie souterraine qu’on commence à nommer clandestinité »³³¹. Les militantes antifascistes sont les *audacieuses pionnières* de l’agitation politique dans les différents pays européens d’accueil, les précurseurs des troubles clandestins en Italie, les avant-gardistes de l’insurrection armée en Espagne³³², les révolutionnaires grâce auxquelles la lutte armée démarrera en Italie à la fin de l’été 1943. Leurs vicissitudes sont très riches d’humanité, de désir de s’opposer à l’injustice et à l’arrogance, d’insoumis-

sion aux règles de la tyrannie, d'effervescence pour la sauvegarde de la liberté personnelle. Un combat quotidien pour une démocratie à venir, animé par une passion qui ne fait jamais défaut. Mais ces femmes sont également des mères, des éducatrices, des intermédiaires entre la culture d'origine et celle du pays d'accueil, des visionnaires qui rêvent d'une modernisation du noyau familial et de l'égalité des sexes. Non plus femmes soumises, mais femmes tout court. C'est dans ce contexte que les partisans choisissent, après la chute de Mussolini en 1943, de se battre à côté des hommes contre les milices de Salò et les soldats de l'armée nazie. Des femmes très jeunes qui concrétisèrent l'expérience cosmopolite des pionnières de l'exil dans le but d'édifier un État démocratique.

5. Des combattantes presque invisibles et sans uniforme

À travers les documents d'archives, des témoignages, des mémoires, des narrations orales sur les militantes originaires de l'Émilie Romagne ne nous permettent pas de dresser un tableau statistique exhaustif, mais d'élaborer un tableau sociologique approfondi et une description historique minutieuse. Leur participation à la diaspora antifasciste commence au lendemain de la Première Guerre mondiale. Egle Gualdi, une d'entre elles, affirme : « Même si j'en avais eu envie, je n'aurais pas pu collaborer avec l'ennemi fasciste. Je me sentais obligée à me placer aux antipodes. Je voulais accélérer la chute du fascisme, je ne voulais pas rester les bras croisés en attendant qu'on me délivre »³³³. Pour sa part, Gina Pifferi déclare : « Il y a des choses qu'on ne peut supporter d'aucune manière, en aucun cas, sous aucune forme, à aucun degré ; qui sont abominables, dont l'idée même nous répugne. On ne peut pas les admettre, mieux vaut mourir. Cette chose-là, c'était la tyrannie fasciste. C'était le refus qui définit la Résistance. Le refus est la définition même de la Résistance, parce que résister c'est d'abord dire non et, en

cela, réside la dimension éthique de la Résistance »³³⁴. Ces idéaux s'entrelacent avec des souvenirs d'épisodes douloureux liés à la lutte. Chaque femme résistante se rappelle du moment de l'abandon de sa terre natale : un moment de peur et d'insécurité. Cette angoisse est résumable par les mots de Vera Funaro Modigliani qui – comme son époux Emanuele Giuseppe Modigliani – préfère l'exil à la barbarie fasciste : « le passage de la frontière a été un moment déchirant. D'un côté notre ancienne maison, notre famille, nos amis, notre langue maternelle. De l'autre, un nouveau pays, une langue différente, des visages inconnus... Que reste-t-il de notre vie antérieure ? Ce qui reste c'est le NON, le refus »³³⁵.

Les lettres de l'exil de Vera Funaro Modigliani révèlent son pessimisme, son manque d'espoir mais, à la fois, son incapacité de supporter la dictature et le caractère résolu de son engagement. Un rejet absolu du fascisme. Pour elle, comme pour d'autres, les années de l'exil correspondent au passage de la jeunesse au monde des adultes, tandis que la période de la lutte armée et celle de la reconstruction du pays après la guerre coïncident avec l'âge de la maturité.

Les vies des 20 antifascistes émiliennes que nous avons analysées attestent d'un engagement politique exercé de manière infatigable à travers les manifestations syndicales, les actions au niveau local et la participation à des associations coopératives. La diffusion des idéaux du socialisme ou du communisme se traduit d'abord dans la distribution de la presse clandestine et dans d'autres tâches exercées dès le plus jeune âge³³⁶. Parfois, « la confrontation avec l'autorité et le pouvoir fasciste a déjà lieu pendant l'enfance, à l'école, avec des humiliations mesquines auxquelles les filles des non fascistes sont soumises parce que leurs parents n'ont pas la carte du parti, parce qu'elles ne portent pas l'uniforme des *piccole italiane* ou parce qu'un membre de leur famille a été en prison suite à ses activités subversives »³³⁷. Les vécus personnels, les conditions socioéconomiques, les conflits de classe s'entrelacent avec l'émergence nette de

sentiments de rébellion au régime de Mussolini. « L'antifascisme est perçu comme une forme d'émancipation face à l'autoritarisme de la dictature et à son manque de modernité culturelle »³³⁸.

Les militantes émiliennes considèrent le fascisme comme misogyne, mais aussi comme discriminatoire en ce qui concerne la redistribution des ressources. Toutes grandissent avec des exemples d'engagement politique à la maison et leur activité prend les contours d'un héritage familial³³⁹. Puis, elles se lancent de manière plus individuelle dans un militantisme tourné vers la classe ouvrière et la bataille pour son émancipation.

Parmi les femmes qui ont fait l'objet de notre enquête³⁴⁰, il y en a 5 (Gina Pifferi, Adalcisa Gallerani, Siberia Gilioli, Egle Gualdi, Maria Lombardi) qui ont dû quitter l'école primaire avant de la terminer et cela avec regret. Toutes auraient voulu continuer leurs études et citent leur passion pour la lecture de romans, d'essais politiques, de textes interdits par le régime³⁴¹. Pour certaines, l'assignation à résidence surveillée constitue l'occasion d'améliorer leur éducation politique, historique, culturelle³⁴².

Pour toutes, le passage de la jeunesse à la vie adulte est marqué par la décision de quitter l'Italie et donc par le début d'un parcours administratif complexe (le permis d'expatriation n'est pas facile à obtenir, notamment pour celles qui sont jugées comme des révolutionnaires ou qui appartiennent à une famille d'opposants). Voici comment Giulia Bondanini décrit les jours qui ont précédé son départ pour rejoindre son mari Fernando Schiavetti en exil à Paris : « À n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, des brigades d'agents de police ou des cellules de fascistes envahissaient notre maison en fouillant dans chaque pièce et en effrayant mes fillettes. J'ai été soumise à un long martyr, avec ces perquisitions. Je ne pouvais plus supporter cela, je ne pouvais plus entendre le bruit de leurs bottes dans la nuit, je ne pouvais plus vivre comme cela »³⁴³.

Le moment précis de la fuite varie selon les situations. Certaines femmes partent pour suivre leur compagnon ou pour se réunir avec leurs proches déjà expatriés en France. C'est le cas pour Giaele Angeloni Franchini, Maria Luigia Baldini, Giovannina Caleffi et sa fille Maria Luisa Berneri, Luce Fabbri, Adalgisa Fochi, Norma Protti, Elide Soncini, Giovanna Zandarini, Carmen Zanti.

D'autres militantes s'échappent de manière clandestine, parce qu'elles sont considérées comme des dangereuses subversives, fichées « S » par la police et par l'OVRA. C'est le cas pour Fosca Corsinovi (anarchiste), Dina Ermini (communiste), Adalcisa Gallerani (communiste), Siberia Gilioli (anarchiste), Egle Gualdi (communiste), Maria Lombardi (communiste), Emilia Napione (anarchiste), Gina Pifferi (communiste), Tosca Tantini (anarchiste), Giuditta Zanella (anarchiste).

La période-clé, en ce qui concerne les exils politiques, est comprise entre 1920-1930. Un premier grand flux migratoire correspond aux années 1920. Dans cette période, les femmes objet de notre enquête qui quittent l'Italie sont : Emilia Napione, Siberia Gilioli et Norma Protti en 1922 (la première se dirige vers Paris, la seconde émigre à Fontenay-Sous-Bois) ; Fosca Corsinovi en 1923 (elle se réunit à Marseille avec son mari) ; Giovannina Caleffi, Maria Luisa Berneri et Adalgisa Fochi en 1926 (cette dernière à destination de la capitale française pour y rejoindre Camillo Berneri) ; Adalcisa Gallerani et Maria Lombardi en 1928 (à destination de Paris) ; la libertaire Giuditta Zanella en 1929, se rend à Marseille. Dans les années 1930, les femmes de notre liste qui partent vers l'Hexagone sont : Egle Gualdi et Carmen Zanti (la première arrive en 1930 de manière clandestine à Paris en provenant de Cologne, la seconde s'expatrie à Argenteuil avec sa mère et son frère) ; toujours en 1930, migrent les anarchistes Tosca Tantini et Luce Fabbri (Tosca vers Marseille où elle se réunit avec son père Giuseppe, Luce se dirige à Paris, puis à Bruxelles). La com-

muniste Giovanna Zanarini arrive en 1932 à Paris, tandis que Gina Pifferi s'expatrie à Argenteuil en 1936 munie d'un passeport régulier.

Quand le conflit espagnol éclate, 12 femmes de notre liste (anarchistes et communistes) se dirigent vers l'Espagne en provenance de la France (via Marseille-Barcelone), à l'exception de Giovanna Zanarini, qui arrive en Espagne avec son mari Ezio Zanelli et son frère Alfredo Zanarini par avion. Presque toutes, après le 8 septembre 1943, rentrent en Italie pour participer à la lutte armée, sauf Gina Pifferi qui s'engage dans le maquis français (FTP-MOI) et Maria Luisa Berneri qui réside à Londres depuis 1938.

6. S'expatrier

En 1923, l'anarchiste Fosca Corsinovi, avec sa fillette Luce, abandonne l'Italie pour se réunir à son compagnon Dario Castellani³⁴⁴ en exil à Marseille. Fosca Corsinovi soulignera plusieurs fois les péripéties auxquelles a fait face pour se rejoindre à son compagnon Dario : « En 1923, j'ai réussi à obtenir mon passeport pour quitter l'Italie, avec ma fille Luce. Pour obtenir mon permis d'expatriation et me réunir avec Dario à Marseille, j'ai dû patienter six mois. Je me souviens que Luce était encore très petite. Mon compagnon Dario était un militant anarchiste et il avait abandonné l'Émilie pour échapper aux persécutions fascistes »³⁴⁵.

En 1926, la même décision est prise par Maria Luisa Berneri et par sa mère Giovannina Caleffi. Les deux femmes quittent la ville de Reggio Emilia pour rejoindre Camillo Berneri à Paris.

L'Hexagone avait déjà été la destination préférée de la première vague de migration économique entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e. La contiguïté territoriale, la prospérité de l'économie française et la présence d'une communauté italienne consolidée garantissaient une inclusion plus aisée dans le monde du travail et une assimilation

plus rapide dans le tissu social transalpin. Paris et d'autres villes françaises deviennent des destinations prisées par l'antifascisme émilien³⁴⁶. Le cas de la famille Zanti de Cavriago calque ce modèle migratoire. Amelia Panciroli, la femme d'Angelo Zanti, avec ses deux enfants, part pour Argenteuil, alors que le chef de famille était déjà en exil. Angelo Zanti, de métier ébéniste, communiste, fiché « S », avait quitté Cavriago pour fuir la police et l'OVRA³⁴⁷. C'est en 1930 qu'Amelia Panciroli rejoint son mari à Argenteuil, en rue des Charmes, avec Arrigo et Carmen³⁴⁸. Le petit Arrigo est encore un bébé (« mon père était arrivé en France en 1923. Il était allé tout de suite à Argenteuil pour échapper aux violences de la police fasciste »³⁴⁹). Pour sa sœur Carmen, le long séjour en France est une étape importante du point de vue de sa formation culturelle, de son militantisme communiste, de son ouverture aux affaires internationales. Carmen étudie et grandit à Argenteuil. Très jeune, elle s'engage avec énergie dans le Secours Rouge et dans le Comité d'aide aux combattants pour l'Espagne. Puis, pour suivre son père Angelo, qui subit une procédure d'expulsion pour l'affaire De Bono, elle se transfère à Nice. Dans cette ville, elle s'inscrit au Parti communiste français (section des Jeunes Filles de France).

Sa vie résume bien le portrait d'autres militantes émieliennes qui ont grandi dans un contexte de dissidence et de militantisme antifasciste. En 1940, Carmen Zanti retourne en Italie après avoir été expulsée du sol français, alors que son père est livré à la police fasciste. Du 23 avril 1940 à l'été 1943, Angelo Zanti est assigné à résidence surveillée dans l'île de Ventotene. Les déplacements en temps de guerre sont risqués, cependant, une fois rentrée à Cavriago et suite à la chute de Mussolini en 1943, Carmen s'engage dans la lutte armée en qualité d'estafette et d'agent de connexion au sein des brigades partisans de sa province. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale elle reste en politique et, entre 1957 et 1962, devient la secrétaire de la Fédération

Mondiale des Femmes Communistes, dont le siège est à Berlin Est. Entretemps, en 1954, elle a épousé Alighiero Tondi, ancien théologien catholique apostat, devenu un athée communiste³⁵⁰.

Mais revenons à la migration militante des femmes émiliennes dans l'Entre-deux-guerres, qui se différencie de celle économique de la même période. Un nombre considérable de réfugiées a l'ambition de contribuer à l'édification de la révolution socialiste, de se battre contre le fascisme, de revendiquer de nouveaux droits pour leur sexe, d'échapper à la répression en Italie. Dans ce sens, le contexte social de ces expatriées est très particulier par rapport à la condition de leurs homologues qui sont parties pour des raisons économiques. Les dissidentes émiliennes bénéficient des garanties que leur parti assure aux adhérent(e)s lors de leur insertion à l'étranger. Les militantes peuvent poursuivre leur scolarisation, se former à un métier et faire part de l'apparat politique central du parti. Elles découvrent ainsi un nouvel horizon d'affirmation personnelle et sociale.

Les militantes communistes Egle Gualdi et Dina Ermini fuient tout d'abord en France, puis elles se dirigent vers l'URSS afin de perfectionner, à l'université Lénine de Moscou, leur vocation de révolutionnaires de profession. Ces femmes suivent également des stages dans l'administration soviétique pour revenir ensuite en France ou dans d'autres pays européens et continuer les attaques contre le Duce. En 1930, Egle Gualdi quitte la ville de Reggio Emilia de manière clandestine et émigre à Paris grâce au soutien du Parti communiste italien. Dans cette ville, Egle se réunit pour une brève période avec son frère Bruno, fiché « S » par l'OVRA et un des fondateurs de la Fratellanza Reggiana dans la capitale française³⁵¹.

Depuis 1924, Bruno Gualdi, communiste comme sa sœur, vit en exil dans l'agglomération parisienne. Le 6 avril 1931, le préfet de Reggio d'Émile dénonce le départ de cette militante en publiant sur le *Bollettino delle Ricerche*.

Supplemento sovversivi un avis de recherche afin d'interdire son expatriation. La fiche signalétique n. 4.534 la décrit de manière anthropométrique : « Egle Gualdi, de taille moyenne, a des cheveux châtons, des yeux de couleur marron-noire, un grain de beauté sur la joue droite. Son pied droit est mutilé. Il s'agit d'une subversive communiste. Elle s'est éloignée pour une destination inconnue »³⁵².

En 1931, à Paris, Egle Gualdi est sélectionnée pour faire partie d'une centaine de communistes qui sont envoyés à l'université Lenine de Moscou. Elle y fréquente des cours sur des sujets politiques et militaires et, sous pseudonyme de Bruna, rencontre plusieurs compatriotes émiliens, dont Giovanni Bertolini, Attilio Gombia et Vittorio Saltini. Presque tous se battent successivement dans la guerre civile espagnole et, puis, en Italie adhéreront à la Résistance. Dans son premier séjour en URSS, Egle Gualdi demeure 10 mois en Union Soviétique, d'abord à Moscou et par la suite dans la ville de Soci sur la Mer Noire, où elle termine sa formation et sa période d'apprentissage pratique dans l'administration soviétique³⁵³. À l'université Lénine elle fait la connaissance d'autres militantes en stage. Dina Ermini, une de ses camarades, décrira Egle comme « une jeune fille mignonne, vive, très curieuse et gaie, malgré la souffrance due à une jambe artificielle qui l'empêchait de bien déambuler »³⁵⁴.

Egle Gualdi revient à Paris entre la fin de 1932 et janvier 1933 pour travailler en qualité de cadre politique auprès de la Commission centrale des Groupes de langue italienne du Parti communiste italien et du Parti communiste français en coordonnant les interventions, les manifestations et l'action des cellules italiennes du PCI-Paris Sud (sièges d'Ivry, Vitry, Villejuif, Choisy le Roy). En 1935-1936, Egle part à nouveau pour Moscou. Depuis le 1931 et jusqu'à la chute du régime fasciste, les Préfectures italiennes, la police fasciste et l'OVRA tentent de suivre ses traces avec le but de l'arrêter et de la ramener en Italie. La Préfecture de Reggio Emilia

ne cessera jamais de soumettre à des perquisitions la maison de son père Tancredo et de son frère Guido Gualdi³⁵⁵.

À noter que, pendant ces années d'exil à l'étranger, elle regagna plusieurs fois l'Italie par des missions politiques secrètes et des actes de sabotage. De 1931 à 1938, Egle réside en France de manière clandestine, sans passeport et en utilisant les pseudonymes de Bruna, Maria, Vittoria, ou Sandra, dans les diverses missions qu'elle doit accomplir pour son organisation politique sur le territoire italien. Elle est déployée pour des actions syndicales et de propagande dans les usines turinoises et milanaïses notamment de Fiat, Lancia, Isotta Fraschini, Breda et Pirelli. Pendant l'été 1937, le Parti communiste italien et la Fédération des jeunes communistes réorganisent leur structure clandestine à Paris : Egle devient un membre du comité dirigeant avec Celeste Negarville, Giuseppe Visentin, Giuseppe Tombetti, Agostino Novella. Elle loge la plupart du temps dans des hôtels de la capitale française où il était possible de séjourner sans présenter un papier d'identité ou une carte de séjour. Seulement entre 1938 et 1940, alors qu'elle a noué une relation amoureuse avec Agostino Novella, elle parvient à obtenir un permis de séjour. Le couple s'installe dans l'XI^e arrondissement (rue Sevion) dans un immeuble de propriété de François Philippot.

Entre janvier et mars 1938, Egle et Agostino se transfèrent à Nice pour réorganiser l'envoi en Italie de la presse clandestine, de brochures de propagande et pour former de nouveaux militants communistes à des missions de sabotage à accomplir en Italie³⁵⁶. Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. Le 3 septembre la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre au régime nazie. Le gouvernement Daladier traque les militants communistes par une campagne de répression féroce. Les autorités révoquent à tous les *fuorusciti* italiens leur permis de séjour. Egle Gualdi et son compagnon Agostino reviennent à la clandestinité, avec tous ses tracasseries. Egle quitte définitivement la France

pour l'Italie pendant l'été 1943 après la chute de Benito Mussolini et le début de la lutte armée. Elle a vécu en clandestinité pendant une douzaine d'années, en accomplissant des voyages réguliers pour missions clandestines en Italie, pour se rendre à des réunions du Parti communiste italien dans plusieurs pays européens, pour sa formation à Moscou.

*7. L'Espagne, un terrain d'émancipation
pour l'antifascisme au féminin*

Quand le conflit espagnol éclate, le gouvernement de Benito Mussolini est à son apogée. Depuis 1923, la lutte conduite par les exilés politiques est la seule modalité d'opposition possible contre à la dictature. Dans l'Entre-deux-guerres, la communauté des Italiens antifascistes en France forment un bloc fortement engagé, mais fragmenté. Il s'agit surtout d'une opposition passive, du moins jusqu'au début de la guerre civile espagnole, à l'exception du Parti communiste.

Le 15 décembre 1927, Sandro Pertini, dans une lettre envoyée de son exil niçois au père du socialisme italien Filippo Turati, écrit : « Mon cher Filippo, quelle peine profonde les antifascistes en exil ! Ils sont de petits hommes préoccupés plus par leurs misères que par la tragédie qui est en train de se dérouler en Italie. Parfois, il me semble un microcosme de pauvres naufragés qui ne se sont pas encore remis de la première panique de l'expatriation. Parmi eux, je remarque la prédominance de bureaucrates, d'opportunistes. Il y a, en outre, d'autres dissidents que je surnomme des 'bluffeurs' ou des 'malins'. Ceux-ci sont en train de transformer leur exil en un commerce profitable, en attente de la fin de la catastrophe. Beaucoup parmi eux sont à l'aise, dans leur condition de proscrits. La bataille pour la liberté ne peut pas se limiter à un simple témoignage pur et simple à travers notre séjour forcé à l'étranger. Notre départ n'était pas seulement conçu pour éviter la prison et les persécutions ; notre

départ avait en revanche le but de continuer notre lutte ailleurs, en accusant la dictature fasciste devant le monde entier et en organisant une résistance armée à exporter en Italie »³⁵⁷.

L'Espagne constitue la première occasion, au niveau européen, pour combattre tant le franquisme que le fascisme. La guerre d'Espagne donne à la diaspora antifasciste l'opportunité de se mobiliser, notamment de l'étranger, en un immense mouvement de solidarité en faveur de la république assiégée.

Depuis 1934, les partis de la gauche italienne en exil à Paris ont signé des accords et donné vie à une organisation unitaire bien représentée : l'Unione Popolare Italiana (UPI). C'est via celle-ci (où les socialistes sont représentés, bien que les communistes demeurent largement majoritaires) que les volontaires s'engagent. D'autres partent pour le front espagnol dans les rangs anarchistes, républicains, de Giustizia e Libertà et des proches d'Amedeo Bordiga. Des collectes d'argent, de vivres, de vêtements, de cigarettes obtiennent le support massif *des fuorusciti*. La communauté des exilés italiens est en pleine effervescence et, en août 1936, un informateur fasciste signale qu'en Belgique : « *L'agitation est d'autant plus intense car l'on croit* »³⁵⁸.

D'après les données disponibles, « ce sont 93 les femmes italiennes qui s'enrôlèrent dans les Brigades internationales pour lutter contre le régime militaire de Francisco Franco. Parmi celles-ci, il y a 29 militantes du Parti communiste italien ; 25 adhérentes au Mouvement anarchique ; 30 partisans antifascistes ; 5 activistes du parti socialiste italien, 2 militantes du Parti républicain ; 2 révolutionnaires du POUM. Toutes, avant de rejoindre l'Espagne, ont connu les affres de l'exil et ont quitté l'Italie dans différents vagues de migration vers d'autres pays européens. Beaucoup d'entre elles appartiennent à des familles d'origine paysanne, d'autres sont des artisanes, des employées ou des enseignantes »³⁵⁹.

En ce qui concerne les femmes objet de notre travail de recherche qui s'enrôlèrent dans les Brigades internationales, on en signale 10, dont la socialiste Giale Angeloni, les anarchistes Maria Luisa Berneri, Fosca Corsinovi (qui continuera plus tard son combat dans la Résistance en Italie), Siberia Gilioli, Emilia Napione, Tosca Tantini, Giuditta Zanella, la socialiste Maria Lombardi, la communiste Norma Protti, la milicienne communiste Giovanna Zanmarini.

Cette dernière arrive en Espagne au mois de juin 1937 pour travailler à Radio Milan, qui émet clandestinement en langue italienne au sein de Radio Barcelone. Née d'une famille d'anarchistes, Giovanna Zanmarini adhère très jeune au Parti communiste et mène plusieurs opérations de propagande contre le régime mussolinien à Imola, alors que le consensus pour le fascisme est de plus en plus grand. Giovanna Zanmarini s'expatrie légalement en France en 1935 pour rejoindre son fiancé Ezio Zanelli, qui vit et travaille à Paris depuis 1926³⁶⁰. Sur place, elle choisit de poursuivre son combat à côté de son homme³⁶¹. En 1937, Giovanna et Ezio partent en mission pour l'Espagne fournis de faux passeports de nationalité cubaine. Ils débarquent dans la Péninsule ibérique par avion via Toulouse. Ils transitent par Barcelone, Valencia et Madrid³⁶². En février 1939, Ezio et Giovanna rentrent de manière clandestine en France³⁶³.

Quand la guerre éclate, l'anarchiste Emilia Napione – née à Carouge (Genève) le 23 janvier 1901, d'une famille d'origine émilienne, fichée par l'OVRA comme « dangereuse anarchiste » – se trouve déjà en Espagne³⁶⁴. Depuis 1931, l'OVRA inscrit Emilia Napione dans la « Rubrica di frontiera » et dans le « Bulletin des Recherches ». Depuis 1932, elle vivait en Espagne en se déplaçant entre Barcelone, Valencia, Cadix, Séville. À Algeciras, elle est arrêtée pour des activités subversives et d'actions de terrorisme. La police espagnole expulse Emilia Napione à la frontière avec le Portugal où elle est tirée de nouveau en arrêt parce qu'en possession de matériel révolutionnaire. En 1936, Emilia

Napione participe à la guerre d'Espagne. Pour l'OVRA et pour d'autres polices européennes, elle est une révolutionnaire parmi « les plus dangereuses d'Europe »³⁶⁵.

En Espagne, elle travaille comme infirmière dans l'hôpital implanté à l'hôtel Ritz de Madrid et, successivement, à la suite au sein de la Colonna Ortiz. Elle est arrêtée par la Ceka stalinienne avec l'accusation d'être une espionne fasciste et risque d'être fusillée. À la fin d'un procès, elle est condamnée à 5 mois de réclusion qu'elle passe dans la prison de Valencia ; par la suite elle est expulsée en France³⁶⁶.

Assez proche du parcours d'Emilia Napione, se révèle celui de Fosca Corsinovi. Cette militante anarchiste arrive en Espagne avec son compagnon Francesco Barbieri. Après le décès de celui-ci à Barcelone en 1937 (où il est enlevé et tué avec Camillo Berneri par les espions de Staline), Fosca décide de rester dans la capitale catalane jusqu'à la fin du conflit, en se prodiguant pour soigner les *niños de la guerra* (les enfants de la guerre) dans la Colonie "L'Adunata" en collaboration avec l'anarchiste Enrico Zambonini.

Il faut ici rappeler que, lors de la guerre civile, entre 1936 et 1939, les enfants sont les premiers touchés par les déplacements de population : déjà en 1937, il y a entre la Catalogne et les régions orientales de l'Espagne 564 colonies accueillant 45.248 enfants. Ces institutions, parfois installées dans des bâtiments réquisitionnés à leurs propriétaires, sont mises en place afin d'éloigner les enfants du front, tout en leur assurant une certaine qualité de vie et la continuité de leur apprentissage scolaire, d'après les idéaux défendus par la République³⁶⁷.

Une expérience plus originale est celle de Maria Luisa Berneri³⁶⁸. Fille de Camillo Berneri, elle arrive en Espagne avec sa mère Giovanna Caleffi comme reporter de guerre. Entre 1937 et 1939 elle collabore avec la revue *Guerra di Classe*, la publication principale de l'anarchisme international de l'époque. Quant aux autres volontaires émiliennes dont nous nous occupons et qui participent au conflit espa-

gnol, il faut rappeler que toutes ont déjà des expériences politiques antécédentes dans les villes d'origine et dans l'exil français.

Giaele Angeloni³⁶⁹, fille de l'avocat républicain et dernier maire de Cesena avant le fascisme Enrico Franchini, prête en Espagne son œuvre en tant qu'infirmière. Après la Seconde Guerre mondiale, elle sera nommée comme chargé d'affaires au Consulat italien de Barcelone. Avant son exil, Maria Lombardi Lorenzoni³⁷⁰ – originaire de Forlì et communiste – a déjà été arrêtée deux fois avec son époux Aldo pour propagande subversive, lors de grèves dans sa ville natale. Vers la fin des années 1920, le couple décide de s'expatrier en France pour s'enfuir des violences du régime. En 1936, Maria est en Espagne où elle s'inscrit dans les Brigades internationales.

Enrichetta Zuccari³⁷¹, originaire de Molinella (un village près de Bologne), couturière, s'exile en France car elle est accusée en Italie de « professer des idées antifascistes ». En 1936, elle se rend en Espagne avec son époux. Elle va demeurer dans ce pays même après la mort de son mari, tombé en combattant dans les rangs de Giustizia e Libertà et notamment de la Brigata Garibaldi.

De ces récits, se distingue partiellement celui de Gina Pifferi, qui ne participe pas aux opérations militaires en Espagne, mais travaille dans la logistique de support aux Brigades internationales, car bien qu'il y ait des stocks de munitions de provenance soviétique à Barcelone, l'approvisionnement, à mesure que le conflit civil se prolonge, devient de plus en plus difficile à gérer. À Paris, Gina Pifferi fait partie de l'Union des Femmes Italiennes et collabore avec Egle Gualdi, Xenia Silberg (journaliste et épouse d'Emilio Sereni) dans la collecte d'aides à envoyer en Espagne : « Nous collectons énormément de choses : des camions transportant des kilos de savon, de pâtes, de vêtements, de chaussures. Les sections que nous avons en province (surtout dans le Nord-Pas-de-Calais, en Moselle, en

Meurthe-et-Moselle) faisaient des collectes auprès du siège de l'Union Populaire et de l'Union des Femmes Italiennes. Je me souviens d'avoir organisé le départ de beaucoup de convois pour l'Espagne, destinés au soutien de nos camarades sur le front ». Selon les rapports de l'Ambassade d'Italie à Paris, les activités de Gina Pifferi se poursuivent au moins jusqu'à la fin de 1939, année pendant laquelle « elle continue de faire de la propagande communiste » en faveur du gouvernement républicain d'Espagne.³⁷² Ce genre de mobilisation féminine permet de mettre en évidence la rupture des canons traditionnels de la culture italienne. « L'associationnisme émilien valorise une forme de communautarisme féminin qui s'oppose à la pratique de la politique masculine. Pour les femmes, il s'agit de démarrer du concret, pour passer seulement plus tard à la théorisation, car la politique des hommes est jugée trop abstraite et conceptuelle »³⁷³.

La guerre d'Espagne se conclut par une défaite militaire, mais l'impact psychologique de ce genre d'engagement est immense sur toutes les femmes de l'émigration politique italienne. Depuis la Première Guerre mondiale, les femmes sont devenues les nouveaux acteurs d'un procès de réorganisation des frontières sociales. Suite à l'expérience espagnole, qui a été pour elles une occasion d'émancipation socioculturelle, souvent mal comprise par les dirigeants de sexe masculin des différents partis politiques, les femmes comprennent qu'il n'est pas question de dissocier leur militantisme avec leur rôle de mères et d'épouses. Il faut enfin ajouter que le conflit espagnol forge des cadres dont l'expérience politique et militaire va très vite être exploitée ailleurs.

Quelques années plus tard, les militantes qui se sont battues en Espagne sont présentes en Italie pour s'engager dans la lutte armée. Mais ce n'est pas fini : après 1945, nombre d'entre elles deviennent les initiatrices du mouvement féministe qui entend transformer la société italienne en boule-

versant ses valeurs³⁷⁴. Bref, c'est en Espagne que l'émancipation italienne au féminin assume une dimension politique³⁷⁵.

8. *Du conflit civil espagnol à la Seconde Guerre mondiale*

Entre septembre 1939 et mai 1940, la *drôle* de guerre constitue un moment d'angoisse et d'incertitude pour la communauté italienne migrée en France : le conflit en cours oppose leur pays d'origine au pays d'accueil. La militante Gina Pifferi rappelle cette période compliquée par les mots suivants : « C'est un désastre ce qui arrive. L'Italie a déclaré guerre à la France et nous allons avoir beaucoup d'ennuis. Et, en effet, quelques moments après, ma voisine de palier – qui m'avait donné un pantalon de son mari à raccommoder – frappe à la porte. Elle entre comme une furie et m'arrache le pantalon des mains en disant : 'Vous êtes une ennemie !' ».

Après la capitulation de l'État français, le 22 juin 1940, quoi faire ? Prendre le maquis devient non seulement un acte de conviction, mais il se transforme en un acte de survie. Les antifascistes italiens – notamment les dirigeants des partis et syndicats de gauche – sont pourchassés par la Gestapo et la Wehrmacht. La Seconde Guerre mondiale oblige les militantes en exil à concilier souvent leur travail dans la Résistance avec leur rôle de mères ou d'épouses. Carmen Zanti, jeune communiste émilienne à l'étranger, a plusieurs fois affirmé : « Les femmes de la Résistance couraient les mêmes risques que les hommes, mais elles devaient également faire vivre leur propre famille »³⁷⁶. Egle Gualdi, pour sa part, déclare : « Chez moi, on faisait des réunions. Je devais travailler et participer en même temps à la Résistance »³⁷⁷.

À Paris, les restrictions pour tous ceux qui restèrent à combattre dans la capitale sont lourdes de conséquences. Plusieurs fois, dans les interviews qu'elle aura quelques années après avec la presse italienne, Egle Gualdi citera

l'exemple d'un foulard sur lequel le styliste Schiapparelli avait imprimé les mots suivants : « lundi sans viande, mardi sans alcool, mercredi sans beurre, jeudi sans poisson, vendredi sans viande, samedi sans alcool, mais dimanche... toujours l'amour ! »³⁷⁸.

Pour les communistes italiens bloqués à Paris, la situation empire lors de l'occupation totale de la capitale par les nazis. La petite cellule du Parti communiste italien opère avec de plus en plus de difficulté, en ayant à sa disposition seulement 30.000 francs par mois pour la lutte clandestine.

Cette cellule est composée par Celeste Negarville, Guido Lampredi, Angelo Leris, Egle Gualdi et Dina Ermini. À partir de juillet 1940, elle se transforme en Centro Estero du PCI avec de nouveaux militants dont Agostino Novella, Antonio Roasio, Giorgio Amendola et Giuliano Pajetta. Depuis l'automne 1940, le Centro Estero du PCI de Paris et celui de Marseille deviennent des structures politiques, stratégiques et militaires du parti communiste italien en clandestinité. En juillet 1942, le siège du Parti communiste italien de Marseille est déjà parvenu à reconstituer un réseau dans les villes de Toulouse, Toulon, Saint-Etienne et Nice. Pendant l'été de la même année, l'appareil clandestin du PCI se transfère de Marseille à Nice³⁷⁹.

Entre 1939 et 1942, l'activité politique d'Egle Gualdi consiste à persuader les jeunes migrants communistes italiens (émiliens ou d'autres régions de la Péninsule) à rentrer dans les régions de l'Italie du nord à organiser la lutte armée contre le fascisme. Egle s'occupe de la sélection et de la formation des opposants destinés à partir pour combattre en Italie dans la Résistance clandestine³⁸⁰.

Mais, qui recruter ? Afin d'intensifier la lutte, le Parti communiste italien doit convaincre ses militants à se consacrer en grand nombre au combat armé. Egle Gualdi est chargée de choisir des résistants au profil précis : il doit s'agir de jeunes célibataires et proches des idéaux communistes, de préférence issus de la classe ouvrière. Elle aménage aussi

des refuges sûrs, où les individus recherchés par les nazis ou par la milice française peuvent se cacher avant de retourner au maquis. La même activité est déployée par Adalcisa Gallerani³⁸¹.

C'est en 1941, que Adalcisa Gallerani quitte de manière clandestine Paris, via Marseille-Ventimiglia, pour rentrer à Bologne. Adalcisa est chargée par le parti communiste italien d'identifier et de gérer des refuges destinés à abriter des militants recherchés par la police dans les villes de Bologne, Plaisance, Lodi, Milan. Dans ces refuges, on élabore également des plans militaires, on prépare de faux papiers et des laissez-passer, on garde des outils pour l'impression de tracts et de journaux clandestins. Ce genre de travail est fondamental.

Dina Ermini³⁸² maintiendra les communications et les contacts entre les cellules du Parti communiste italien en France jusqu'à 1943. Elle parcourt beaucoup de kilomètres pour transporter des mémorandums ou des ordres politiques. En accomplissant ces missions, elle est soumise à de constantes inspections. Le travail de liaison exige une grande force morale et du courage. Après avoir étudié entre 1935 et 1938 à Moscou à l'université léniniste, et à la suite de sa gestion en France du secrétariat clandestin du PCI, elle est chargée d'activités diverses auprès du Secours Rouge.

Dina rentre en Italie au mois de mars de 1944. Elle est alors engagée pour plusieurs missions militaires conduite en Toscane et, en même temps, collabore notamment avec le bureau logistique national des Brigate Garibaldi. Au début de juin 1944, sur décision du Parti communiste italien, elle est envoyée à Florence avec son compagnon et camarade Antonio Roasio. Dina demeure à Florence jusqu'au mois de mars 1945. Elle est ensuite appelée à Rome à diriger la Commission nationale féminine du Parti communiste. De 1947 à 1956, elle est nommée responsable, par l'UDI, de son Comité Régional de l'Émilie Romagne.

9, Où faut-il placer la frontière entre militance politique et activisme féministe ?

Les révolutionnaires dont nous venons de tracer le parcours sont des « indisciplinées », pour leur époque, du moins lorsque nous comparons les histoires dont elles sont les protagonistes avec celles de la plupart de leurs compatriotes. Néanmoins, les portraits de ces femmes gardent un caractère individuel et ne sont pas à confondre avec une description exhaustive du profil de toutes les Italiennes en exil dans l'Entre-deux-guerres. Nos remarques n'ont de valeur que par rapport au cadre offert par les seules militantes politiques « Émiliennes », qui sont expatriées en France, qui ont ensuite combattu en Espagne et sont enfin rentrées en Italie pour prendre part à la Résistance armée.

Nous avons suivi leurs vicissitudes à travers les fiches signalétiques conservées auprès du Casellario Politico Centrale de Rome et nous avons ensuite croisé les données de la police politique fasciste et de l'OVRA avec leurs biographies. Après cette première phase, nous avons croisé les données obtenues avec les lettres disponibles que ces femmes ont écrites ou reçues, en correspondant avec leurs familles et leurs proches. Nous avons aussi exploité d'autres sources, comme les souvenirs personnels recueillis dans des interviews publiées par la presse locale italienne après la Seconde Guerre mondiale et une série d'entretiens enregistrés près des Istituti per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia, en Émilie Romagne (INSMLI).

Dans les lettres à leurs proches (en très modeste quantité), les 20 militantes émiliennes qui ont fait l'objet de notre étude abordent rarement des questions politiques (comme le témoignent bien les documents du Casellario Politico Centrale). Leurs missives concernent principalement « les autres » : on y trouve des nouvelles sur le quotidien de leurs amis, on y parle de la nostalgie pour la famille lointaine et le pays natal, de la précarité, des difficultés à maintenir le

niveau social d'avant l'exil, mais on y présente aussi les endroits d'émigrations et les sentiments qu'ils inspirent, entre espoir et désespoir. Ces lettres témoignent en somme de ce que l'historienne Patrizia Gabrielli appelle « l'atrophie du 'je' »³⁸³.

Les histoires de ces femmes nous permettent de percevoir l'Histoire dans sa dimension quotidienne. L'émigration féminine nous donne la possibilité de reconnaître les espoirs, la solitude, la joie, la précarité et le sacrifice impliqués par une appartenance politique au sens fort du mot. Il s'agit d'émotions de personnes ordinaires qui contredisent l'image stéréotypée d'un éternel féminin voué au foyer et à l'immobilisme. Les entretiens avec les témoins font apparaître des motivations politiques multiples : l'antifascisme, la réaction contre les privations, la fidélité à une cause, l'amitié pour les camarades et l'amour. Les subversives de notre répertoire ne sont pas des héroïnes. Au contraire, elles sont des femmes *ordinaires*, des *sans voix*, dont le parcours a été souvent caché ou sous-estimé par une Histoire officielle rédigée au masculin³⁸⁴.

Il est donc question de femmes jeunes, anonymes, issues des classes populaires ou parfois bourgeoises, qui ont été emportées par le tourbillon des changements sociaux, culturels, économiques et politiques propres de l'Europe de l'Entre-deux-guerres, en raison de leur militantisme antifasciste. Ces femmes se montrent très résolues, mais aussi très douces. Ces combattantes connaissent mieux de quiconque les ruses et les petites misères de leurs camarades. Leurs histoires d'amour mêlent les choix idéologiques, les engagements moraux et les sentiments. Leurs vicissitudes mettent en évidence la volonté ferme de s'opposer au fascisme et la confirmation d'une solide tradition communiste ou socialiste.

En général, leur passion politique se conjugue avec un puissant désir d'émancipation personnelle et féminine³⁸⁵. Nous sommes face à des personnes de caractère, avec le

goût du risque et un sang-froid remarquable. Pour beaucoup d'entre elles, le choix de tenir tête au gouvernement de Benito Mussolini provient de la volonté de faire avancer la lutte contre les discriminations socio-économiques liées au mouvement ouvrier.

Comme l'observe Anna Morelli : « Ces femmes-symboles sont l'arbre qui cache la forêt de toutes les femmes anonymes auxquelles le statut d'exilées politiques n'est pas spontanément accordé »³⁸⁶. Les moments de leurs vécus évoluent entre le milieu familial dans lequel elles sont nées, l'exil dans l'Entre-deux-guerres, les opérations armées pendant la Deuxième Guerre mondiale, la lutte au sein du maquis français ou la lutte armée en Italie. Le flux du retour de ces militantes en Italie s'intensifie après 1939, mais il connaît son apogée dès juillet-août 1943 : ce phénomène est distinctif des militantes communistes, des subversives anarchistes et des anciennes combattantes du conflit espagnol. Les autres, celles qui restent en France, s'engagent plutôt dans les structures partisans françaises FTP-MOI ou dans les cellules clandestines du Parti communiste italien.

Quand ces militantes parlent des risques et des difficultés encourus au quotidien, leurs récits expriment plusieurs états d'âme : d'une part, la joie, la solidarité et les sentiments d'amitié ; d'autre part, la tristesse, la douleur pour la perte de nombre de camarades et l'amertume. Elles ne sont pas des miliciennes sans peur et sans reproches à se faire, mais elles ne lient jamais cela à leur « nature » féminine. Au contraire, leur action accentue un caractère aguerris, voire leur impertinence, ce qui se rattache à leurs choix atypiques dans une époque qui ne revendique pas encore de manière ouverte les droits de genre ou l'émancipation au féminin. Ceci dit, ces femmes luttent avec courage, sans se laisser décourager. Toutes mettent à l'épreuve leur persévérance. Toutes affichent l'ambition d'édifier un futur meilleur. Il s'agit de femmes « patientes » dans l'acception étymologique latine du mot *patientia*, qui dérive du grec *pathos* ou *pathein*, soit de

l'idée de souffrance subie mais jamais acceptée avec résignation. Pour ces militantes en exil, leurs péripéties ne sont pas vaines parce qu'elles visent à surmonter, avec le temps, les défaites infligées par le fascisme. L'exil devient pour elles un moment dans lequel retenir la colère et tout sentiment excessif, dans l'attente d'un moment favorable au rétablissement de la justice, de la liberté et de l'état de droit.

TROISIÈME PARTIE

Préparer la Libération

L'évolution historique de l'antifascisme en exil et celle de la Résistance en Italie ont été un phénomène complexe, composite. Il s'agit d'une expression politique plurielle dans laquelle s'entrelacent « le temps long » de l'histoire de la diaspora antifasciste en Europe (à noter que la France est le pays qui accueille bien plus que d'autres nations les *fuorusciti* italiens) et « le temps relativement bref » de la guerre. Sans l'antifascisme de l'exil, la Résistance, c'est-à-dire la lutte armée en Italie après le 8 septembre 1943, n'aurait pas été possible. L'antifascisme de l'exil, autant que la lutte partisane, constituent une forme de désobéissance et d'opposition au césarisme de Mussolini, donc de critique de la dictature qui se maintient au pouvoir par la terreur³⁸⁷.

La dictature fasciste ne s'est pas contentée de la destruction des partis, des syndicats, de la presse libre. Elle a eu la prétention d'incorporer de manière organique tous les Italiens au régime, de rendre obligatoires et inévitables leur participation et leur collaboration, ainsi que l'identification entre le fait d'être fasciste et le fait d'être italien, et cela du berceau à la tombe³⁸⁸. Alors, résister c'est une façon de prendre parti pour la liberté et de sauvegarder sa propre dignité d'homme ou femme conscient(e). Les 85 militants dont nous avons analysé le parcours ont fait ce choix. D'origine sociale et culturelle modestes, ils sont tous des désobéissants et en s'expatriant ils luttent pour s'opposer au régime. Comme d'autres *fuorusciti* émiliens, ils refusent les chaînes de la servitude, à laquelle on risque de s'accoutumer.

Le chapitre 5 et le chapitre 6 de la troisième partie de ce travail examinent l'expérience de la guerre d'Espagne et celle de la lutte armée contre la police fasciste de l'OVRA. En Italie, quand le conflit espagnol éclate, le fascisme est à son apogée. Le Duce a fondé son empire en mai 1936, grâce

à la conquête de l'Éthiopie. La résistance politique interne est presque inexistante. L'exil des opposants est, depuis des années, la seule voie pour contrecarrer la dictature. Le conflit espagnol devient la première occasion concrète pour les antifascistes de combattre le fascisme italien, à partir du franquisme³⁸⁹. L'Espagne fournit à tout l'antifascisme italien en exil un terrain d'action commune. Alors que la guerre d'Éthiopie a déclenché l'enthousiasme des fascistes italiens, la guerre d'Espagne finit par mobiliser la colonie antifasciste à l'étranger en un immense mouvement de solidarité au profit de la république espagnole assiégée.

L'Espagne semble offrir donc une occasion inespérée : l'opportunité de mettre en pratique la lutte armée soutenue par les anarchistes et le programme révolutionnaire soutenu par les communistes italiens. Les antifascistes italiens accourus en Espagne proviennent pour la plupart de la migration et non directement d'Italie. Beaucoup sont exilés en France ou, en deuxième lieu, en Belgique³⁹⁰. En août 1936, un informateur de l'OVRA signale qu'en Belgique l'agitation en faveur du Front populaire espagnol bat son plein dans la colonie italienne : « Ce ferment est très vif, car on est convaincu qu'il s'agit d'une lutte pour la vie ou la mort entre l'antifascisme et le fascisme »³⁹¹. En France, selon un autre informateur de la police politique fasciste près du consulat italien de Paris, les communistes italiens s'adonnent à une activité inusitée : « La nécessité d'aider les camarades espagnols est une phrase qu'on prononce souvent. En triomphant en Espagne, on triomphera partout : voilà les mots répétés avec conviction dans les milieux communistes de la capitale française »³⁹².

Les volontaires en provenance de l'Émilie et de la Romagne, qui s'engagent dans les Brigades internationales, sont 431 en tout, dont 164 de Bologne (mais résidents en clandestinité en France ou en Suisse), 24 de Ferrara, 52 de Forlì, 32 de Modène, 33 de Parme (bien qu'exilés en France), 34 de Plaisance, 63 de Reggio Emilia, 29 de

Ravenne³⁹³. Les combattants partagent les mêmes vicissitudes personnelles et familiales : fuite de l'Émilie Romagne, où ils sont persécutés en raison de leurs idéaux politiques, vers la France, la Grande-Bretagne ou l'Espagne. Une partie de ces révolutionnaires est même classée comme « dangereuse », les autres – en exil et sous avis de recherche – sont jugés comme des éléments « très menaçants »³⁹⁴. Les Émiliens qui s'engagent comme volontaires pour l'Espagne républicaine ont, pour la plupart, un passé d'opposants politiques (comme communistes, socialistes ou anarchistes), ayant subi des persécutions de la part du régime fasciste. Nombre d'entre eux ont été condamnés par le Tribunal spécial et ont été assignés à résidence surveillée, avant de se rendre à l'étranger, en exil plus ou moins forcé, où ils reprennent leur lutte antifasciste. La participation à la guerre d'Espagne correspond à la première grande initiative militaire de l'antifascisme italien.

Dans l'Entre-deux-guerres, enfin, un double combat se déroule entre les fuorusciti italiens et les services secrets fascistes. Le premier a lieu de manière publique : par des grèves, par la diffusion des publications politiques, par un grand nombre de manifestations contre le régime ou par la dissémination d'une propagande souterraine. Le second se développe, au contraire, dans l'ombre, de manière clandestine, par des embuscades, de coups de main, des attentats, des sabotages, des délits. Ce conflit a pour théâtre la France, la Belgique et la Suisse. L'opinion publique française découvre le rôle des espions fascistes en France, les recrutements d'agents provocateurs dans les milieux de l'immigration italienne, la lutte intestine entre les milieux politiques des Italiens en exil après une longue succession de faits politiques, de violence, d'agressions.

Cette partie du travail de recherche se pose la question de l'impact réel du « combat de l'ombre » entre les fuorusciti et les services secrets du régime fasciste dans l'Entre-deux-guerres. Il s'agit d'un antagonisme qui s'est nourri d'une

dimension idéologique très nette, qui a exacerbé les esprits et dressé les uns contre les autres les parties en jeu. L'historienne Donna Gabaccia définit cet affrontement comme une lutte idéologique, fanatique et clandestine : une diaspora nationaliste entre fascisme et antifascisme³⁹⁵ avec des retombées différentes, selon les contextes.

Pour le régime fasciste, elle a coïncidé avec une guerre souterraine pour affaiblir (voire anéantir) les fuorusciti ; pour l'antifascisme, ce combat de l'ombre, en exil, a été une première forme de résistance transnationale. Une guerre qui se déroule à l'étranger mais qui vise l'Italie. Un conflit mené de l'extérieur avec l'ambition de paralyser le fascisme.

Chapitre 5

L'Espagne comme terrain d'action de l'antifascisme italien

Le 18 juillet 1936, un coup d'État militaire tente de renverser la République espagnole, alors dirigée par la coalition de gauche du Front populaire. L'Espagne entame une période de guerre civile qui durera jusqu'en 1939 en opposant les nationalistes aux républicains³⁹⁶. La guerre se poursuivra pour trois années et elle sera suivie d'une dictature de plus de 30 ans : « C'est dans ce pays, écrit Émile Témime, profondément enfoncé dans son passé, que se déroule, à partir de 1936, la dernière révolution de l'Entre-deux-guerres. Comme la Russie en 1917, l'Espagne est, alors, le chaînon le plus faible du monde capitaliste ; là s'arrête cependant la comparaison. La révolution espagnole, à la différence de l'Octobre russe, n'était pas la première étincelle d'un incendie qui se propageait, mais seulement la dernière flambée d'un feu déjà éteint dans toute l'Europe. La révolution russe avait annoncé la fin de la Première Guerre mondiale. La guerre civile espagnole ne sera finalement que le prélude et la répétition générale de la Deuxième Guerre mondiale »³⁹⁷.

Comme le soutient Alfonso Botti : « Dans la guerre civile espagnole, se manifestent toutes les vieilles contradictions intérieures de la Nation. En outre, la révolution espagnole ne fait qu'offrir aux puissances qui se préparent à la Seconde Guerre mondiale un terrain fertile d'expériences. Après sa conclusion, l'Europe tombe dans le précipice de la guerre mondiale (duquel se réveillera en 1945) et les Espagnols sont abandonnés à leur destin : ils vont payer les conséquences de la victoire de Francisco Franco et seront privés de la souveraineté jusqu'à 1977 [...]. La guerre civile a été une lutte pour la démocratie contre le fascisme, la dernière révolution en Occident contre la 'démocratie bourgeoise' et

la première épiphanie des crimes que Staline est en train de perpétrer plus à l'Est. La guerre est également vécue, par certains, comme une croisade au secours de la civilisation chrétienne. Mais elle renferme aussi les pages les plus noires de l'Église de la période contemporaine [...]. Le conflit montre aussi l'impuissance de la Société des Nations et la victoire diplomatique du nazi-fascisme ».

Cette lutte civile peut être enfin analysée comme un affrontement entre des idéologies totalisantes, un combat de propagande et un lieu d'expérimentation parmi les deux sphères antagonistes de production de mythes, destinés à résister encore longtemps. C'est un combat entre visions antagonistes, entre passions idéologiques opposées que le débat historiographique pourra disséquer de manière exhaustive uniquement après l'ouverture des archives espagnoles en 1975, ainsi que des archives de l'ancienne Union soviétique dans les années 1990 et des archives secrètes du Vatican (en ce qui concerne le pontificat de Pio XI) à partir de septembre 2006³⁹⁸.

1. Les origines de la guerre civile en Espagne

La complexité du contexte dans lequel se déclenche la guerre civile espagnole requiert la mise au point préalable de quelques repères historiques.

Nostalgique de la puissance perdue sur ses colonies à la fin du XIX^e siècle, l'Espagne du début du XX^e siècle est en proie à une série de problèmes de nature économique et sociale³⁹⁹. Le pays se débat dans de nombreuses difficultés économiques, au premier rang desquelles se trouve le problème agraire⁴⁰⁰. Par ailleurs, l'essor industriel n'a pas été en mesure de suppléer aux carences de l'agriculture⁴⁰¹.

Alphonse XIII, qui a accédé au pouvoir en 1902, a voulu que son pays demeure neutre pendant la Première Guerre mondiale, ainsi, « pendant les années 1920, l'Espagne reste aux marges des événements politiques qui impliquent

l'Europe. [...] au-delà de la dictature du général Miguel Primo de Rivera (1923-1930), elle ne vit ni les traumatismes provoqués par le Premier conflit mondial, ni la phase délicate de l'après-guerre »⁴⁰². Ceci-dit, son retard industriel et la faiblesse de ses infrastructures routières demeurent toutefois un frein important à son développement économique⁴⁰³. La crise financière de 1929 a des effets dévastateurs sur l'économie du pays et génère des difficultés ultérieures dans tous les secteurs productifs.

La crise agraire empire et, comme la moitié de la population active, en 1914, est employée dans l'agriculture, il s'avère très difficile de la surmonter, à noter toutefois que la situation diffère largement d'une région à l'autre du pays. Puis, il faut considérer que l'industrialisation du pays, assez modeste dans son ensemble, provoque néanmoins des affrontements sociaux qui vont se durcir au fur et à mesure⁴⁰⁴.

Alphonse XIII, inquiet pour le futur de son Royaume, pousse le général Miguel Primo de Rivera à la démission et à l'exil en janvier 1930, en se déclarant pour un retour du régime constitutionnel. La monarchie, toutefois, complice de la dictature, est sérieusement remise en question par le Pacte de San Sebastián⁴⁰⁵, signé par la majorité des courants républicains espagnols. Pour sonder l'opinion publique, le roi et son chef de gouvernement, l'amiral Juan Bautista Aznar-Cabañas, décident alors d'organiser des élections municipales pour le 12 avril 1931. Le 13 avril au matin, les résultats partiels des grandes villes donnent une large majorité aux républicains⁴⁰⁶. À l'annonce de ces premiers résultats, des foules enthousiastes se forment dans les principales villes, tandis que le roi réunit ses ministres pour leur annoncer qu'il est prêt à assumer les conséquences de cet échec.

Alphonse XIII décide de s'exiler le 14 avril 1931, en gagnant dans un premier temps la France, pour s'installer ensuite à Rome en 1934, mais il n'abdique pas. La seconde République espagnole, qui est proclamée le 14 avril 1931,

hélite de l'ensemble des problèmes qui secouent le pays⁴⁰⁷. Les élections législatives de 28 juin 1931 donnent une majorité importante aux partis de la gauche républicaine. Dans la même année, une Constitution de la République est promulguée (9 décembre)⁴⁰⁸ : « La gauche républicaine dirige l'Espagne jusqu'à septembre 1933 en promouvant la réforme agraire (mais le suivi de la réforme est ralenti par la carence de cartes cadastrales fiables), la décentralisation politique administrative (avec les débuts de l'autonomie en Catalogne) et différentes mesures relatives aux rapports entre l'État et l'Église »⁴⁰⁹. L'opposition de la droite devient, néanmoins, de plus en plus nette et, en 1932, voit le jour la Confederación Española de Derechas Autónomas (CEDA).

En 1933, la gauche perd les élections⁴¹⁰ et, un an plus tard, au mois d'octobre 1934, trois ministres de la CEDA accèdent au pouvoir dans le gouvernement d'Alejandro Lerroux. Cela entraîne un soulèvement armé, déclenché et planifié par la gauche anarchiste et marxiste, baptisé « Révolution d'octobre », qui touche particulièrement les Asturies⁴¹¹. Ce mouvement est violemment réprimé par le général Francisco Franco et la politique du gouvernement se fait des plus réactionnaires. On assiste à un recul sur l'ensemble des acquis sociaux, mais également à de véritables mouvements insurrectionnels.

Dans les Asturies, la résistance des mineurs, malgré l'échec, peut être considérée comme le préambule de la guerre de 1936⁴¹². En mai 1935, cinq nouveaux membres de la CEDA font leur entrée au gouvernement. Parmi ceux-ci, Gil-Robles, qui devient ministre de la Guerre. Dans un contexte général d'incertitude et de troubles, au sein de toutes les formations politiques, les extrémismes montent en puissance. Les partis se polarisent et, lors des élections législatives du 16 février 1936, la gauche, rassemblée dans un Front populaire, s'affirme. Elle mettra en œuvre une politique de revanche, se souciant peu de la situation d'ensemble du pays⁴¹³.

Le vote de 1936 marque une victoire nette du *Frente Popular*, mais non massive : « La coalition du Front populaire ne gagne pas de manière éclatante, mais la loi électorale au système majoritaire permet à la gauche une large majorité aux Cortes. Depuis ce moment, le processus politique ne sera plus maîtrisé. Les différentes lignes de fracture politique (droite/gauche, fascisme-antifascisme, révolution/contre-révolution) s'enveniment irréparablement en révélant une radicale antithèse parmi les forces politiques et il sera impossible de revenir en arrière »⁴¹⁴.

2. 1936 : la guerre d'Espagne commence

L'assassinat du leader monarchiste José Calvo Sotelo, à Madrid, le 13 juillet 1936, ne sert que de prétexte à une conjuration préparée de longue date par les militaires ; le 17 juillet 1936, le général Franco, à la tête des troupes du Protectorat du Maroc, se soulève à Melilla contre le gouvernement espagnol du Front populaire : « Éclaté à la suite de facteurs éminemment intérieurs, le conflit espagnol s'internationalise du fait de l'implication d'autres protagonistes »⁴¹⁵. Le 21, alors que seule une partie de l'Andalousie suit le mouvement insurrectionnel (Huelva, Séville, Cadix, un segment de la province de Cordoue et la ville de Grenade), au nord, l'insurrection réussit en Galice, Navarre, Vieille-Castille et à Cáceres. De part et d'autre de cette ligne de démarcation imaginaire, s'opposent désormais deux Espagnes. L'évolution du conflit n'est pas, cependant, tributaire du contexte local. Alors que dès 1937, la droite surmonte ses divergences et se rassemble sous la bannière de la Falange Española Tradicionalista y de las Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista (FET), la gauche se déchire entre les partisans d'un bouleversement immédiat des structures économiques, sociales et institutionnelles et ceux qui luttent pour le raffermissement de l'État et la reconstruction de l'armée. Parallèlement, au niveau international, le pacte

de non-intervention (adopté le 3 août 1936 par la plupart des grandes puissances européennes et les États-Unis) joue en défaveur de la République. À la fin d'août 1936, 24 pays européens signent un accord par lequel ils s'engagent à ne pas envoyer d'armes aux républicains ou aux franquistes. Un comité international est chargé d'en vérifier l'application : « Il apparaît aussitôt que ce pacte est un marché de dupes. D'une part, les pays fascistes continuent à livrer des armes aux franquistes à un rythme de plus en plus soutenu »⁴¹⁶. À son tour, le gouvernement français organise un circuit d'approvisionnement, via le Mexique ou à travers les Pyrénées. « D'autre part, l'accord de non-intervention ne concerne que les armées régulières. Dès lors, des combattants volontaires affluent de tous les pays du monde pour rejoindre les républicains ou les franquistes »⁴¹⁷.

La non-intervention, écrit Bartolomé Bennassar, a été qualifiée de comédie, « de farce et de duperie, entre autres jugements sévères. Il est incontestable qu'elle fut d'une inefficacité presque totale, puisque l'Allemagne, l'Italie, le Portugal d'un côté, l'URSS et, plus discrètement, la France, de l'autre, accumulèrent les infractions à la règle »⁴¹⁸. L'Italie et l'Allemagne n'hésitent pas à assister les nationalistes de manière de plus en plus ouverte⁴¹⁹ : « En vérité, à travers l'Espagne du Frente Popular, le Duce vise aussi la France du Front populaire : Franco victorieux, c'est la France prise à revers et l'expansion méditerranéenne de l'Italie fasciste facilitée »⁴²⁰.

À l'automne 1936, le ministre des Affaires Étrangères de la République espagnole, le socialiste Julio Alvarez del Vayo, présente à la Société des Nations (SDN) les preuves de l'implication allemande et italienne. Alors que l'organisation internationale ne bouge pas sur la reconsidération de la non-intervention, cet aspect prend de l'ampleur au sein de l'opinion publique internationale. Depuis l'exil français, Carlo Rosselli et les militants de Giustizia e Libertà sont les premiers à comprendre l'importance de la guerre civile

espagnole dans une optique européenne. Dans la séance extraordinaire pour l'Espagne de l'IOS et de la FSI, qui se déroule le 28 juillet, date du 22^e anniversaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale, les deux bureaux adoptent le texte d'un appel solidaire intitulé *La cause de l'Espagne libre est celle de la démocratie universelle*⁴²¹. En réalité, « l'Espagne est l'objet d'une lutte d'influence entre les grandes puissances, et elle sera délibérément sacrifiée par la diplomatie britannique qui non seulement poursuit une politique de paix à tout prix, mais qui considère d'un mauvais œil la révolution espagnole et la voit comme presque plus dangereuse qu'une victoire fasciste »⁴²².

Dès le mois d'octobre 1936, le soutien allemand et italien apporté aux nationalistes pousse l'URSS à envisager une intervention dans la guerre civile espagnole. Moscou s'engage à fournir une aide matérielle à la République et à organiser l'envoi des Brigades internationales, soit des milices de volontaires en provenance de plusieurs pays qui interviennent en soutien aux troupes républicaines : « Les Soviétiques avaient été surpris par les événements d'Espagne. Toutefois, les réactions de l'Internationale communiste furent rapides. Une réunion tenue à Prague le 26 ou le 27 juillet 1936 et présidée par Gaston Monmousseau aurait décidé la constitution d'un fonds de un milliard de francs pour l'aide au Front populaire espagnol et créé un Comité de cinq membres pour l'administrer : Maurice Thorez, Palmiro Togliatti, et trois Espagnols, José Diaz, Dolores Ibarruri et Francisco Largo Caballero. Il aurait été décidé aussi de former une brigade de 5 000 hommes recrutés parmi les militants de gauche de tous les pays et que l'on doterait de tout l'armement nécessaire »⁴²³. Pour parvenir ses fins, Moscou s'appuie d'abord sur le Komintern, qui organise la formation des Brigades, mais également sur le ravitaillement en armes et munitions qui sont destinés à une République espagnole victime de la politique de non-intervention de la France et la Grande-Bretagne : « Le 28 août

1936, le secrétaire général du Komintern, nota dans son journal : *question de l'aide aux Espagnols, organisation possible d'un corps international*. Le 3 septembre 1936, il écrivit : *la situation en Espagne est critique*. Et le 14 septembre 1936, il précisa : *organiser l'aide aux Espagnols (de manière clandestine)*. Ce ne fut que le 18 septembre 1936, après que Staline eut pris sa décision, que le secrétariat dicta une résolution sur la *campagne de soutien dans la lutte du peuple espagnol* dont le point n. 7 était de *procéder au recrutement de volontaires ayant une expérience militaire chez les ouvriers de tous les pays afin de les envoyer en Espagne* »⁴²⁴.

Selon Rémi Skoutelski, la réunion de Prague se relèverait une chimère. Les Brigades seraient nées « d'initiatives plus parallèles que convergentes, au sein même de l'Internationale communiste, liées à l'évolution de la situation en Espagne et en France »⁴²⁵. Maurice Thorez, André Marty, Pierre Allard et Palmiro Togliatti auraient joué un rôle dans ces initiatives. Rémi Skoutelski renvoie l'acte fondateur des Brigades internationales à une réunion du présidium de l'Internationale Communiste tenue à Moscou le 18 septembre 1936, à laquelle participèrent une vingtaine de dirigeants, dont Dimitrov et Togliatti, mais sans Thorez, ni Marty qui était déjà en Espagne : « Le Komintern et ses porte-parole durent tenir compte des objections de Largo Caballero, réticent à l'égard des brigades : il aurait souhaité que les volontaires étrangers fussent intégrés dans les milices révolutionnaires sous commandement espagnol. L'accord final disposa qu'elles jouiraient d'une autonomie totale, avec des commandants étrangers, mais qu'un organe de liaison avec l'état-major espagnol serait créé à Albacete »⁴²⁶.

Les partis et les organisations communistes comme « le Secours rouge international, les Amis de l'Union soviétique, Rot Front, la Confédération générale du travail et les divers comités locaux d'aide à la République espagnole organisés par l'officier du renseignement soviétique Walter Krivitski, installé à La Haye, devaient tous jouer leur rôle »⁴²⁷. Les

agences de recrutement des brigades, sous le contrôle de l'organisation centrale établie à Paris, au siège du PCF, et du conseiller militaire Karol Swierzewski, enrôlent de préférence des communistes⁴²⁸. Les volontaires sont dirigés vers Perpignan et Cerbère pour passer la frontière à Port-Bou ou vers Marseille afin de gagner Alicante par mer.

La France est le pays qui fournit le plus grand nombre de brigadistes⁴²⁹. Les chiffres varient selon les auteurs. Rémi Skoutelski, constatant que les évaluations de la commission militaire de la Société des Nations et de l'administration d'Albacete étaient très voisines (entre 32.000 et 33.000), évalue leur effectif global à 35.000⁴³⁰. L'ordonnance du 8 décembre 1936 définit la structure des brigades : « Chacune d'entre elles – il y en eut finalement cinq – comporte six bataillons de 750 hommes et cinq compagnies, trois étant internationaux et trois espagnols. La brigade doit être équipée d'une batterie, d'un canon antichars, d'une compagnie de sapeurs, d'une de transmission et d'une autre de santé. Ces objectifs ne purent pas être respectés. [...] Les noms choisis pour les bataillons dressent un florilège des révolutions nationales ou sociales : Condes (Espagnols), Garibaldi et Gastone Sozzi (antifascistes italiens), Edgar André (Allemands), Dimitrov (révolutionnaires balkaniques), Dombrowski (mineurs polonais), Artes Blancas (boulangers), André Marty (communistes français), Abraham Lincoln et George Washington (militants cubains et nord-américains), Arana Goiri (nationalistes basques), Thaelman (Allemands) »⁴³¹.

La version officielle du Komintern, en ce qui concerne les Brigades internationales, sera toujours la suivante : les brigades sont constituées par des volontaires démocrates et antifascistes. Le même niera que l'envoi de jeunes communistes de toute l'Europe à Paris rentrait dans un plan organisé de recrutement : « Jusqu'à la fin des années 1960, Moscou refusa de reconnaître qu'en septembre 1936 le Komintern avait décidé d'infiltrer dans les rangs des divers partisans des

volontaires ayant une expérience militaire pour les envoyer combattre en Espagne »⁴³². Mais, pour superviser et matérialiser son influence, Staline envoie dans la Péninsule ibérique des centaines de conseillers et de techniciens. Le Komintern nomme d'abord l'Argentin Vittorio Codovilla comme son représentant, avant de le remplacer à la mi-1937 par le secrétaire du Parti communiste italien Palmiro Togliatti. Les Brigades internationales sont alors dirigées par le français André Marty, secondé par des spécialistes militaires comme Manfred Stern, alias le général Kleber et Mate Zalka, alias le général Lukacs. Des consuls et l'ambassadeur soviétiques complètent le dispositif stalinien.

La plupart des hommes de Staline en Espagne sont compétents et possèdent de vrais talents politiques. À noter que les autorités soviétiques font tout leur possible pour cacher le nombre des hommes de l'armée rouge présents en Espagne, en obligeant même certains d'entre eux à s'enrôler comme volontaires dans les Brigades internationales. « Bien qu'il soit difficile d'établir le nombre exact des militaires de l'armée soviétique qui servirent dans la guerre civile, il est clair d'après les documents qu'ils ne furent jamais plus de huit cents. Sur l'ensemble de la période, il semble qu'ils n'aient pas excédé 2150, dont 600 non-combattants, interprètes compris. En outre, il y avait entre 20 et 40 membres du NKVD et entre 20 et 25 diplomates »⁴³³. Les historiens Ronald Radosh, Mary Habeck et Grigory Sevostianov ont bien montré, dans leur essai *Spain Betrayed. The Soviet Union in the Spanish Civil War*, les intérêts de Staline en Espagne⁴³⁴. Cet essai repose sur 81 documents issus des archives soviétiques, notamment de celles du Komintern, dont la plupart sont des rapports rédigés par des agents et des conseillers soviétiques en Espagne et qui relatent au quotidien le déroulement de la guerre civile. L'ensemble documentaire vise à montrer que l'URSS avait comme but unique de faire de l'Espagne un satellite soviétique. L'exode de Catalogne, à la fin du mois de janvier 1939, marque la défaite

républicaine et le véritable début d'un long exil pour une partie du peuple espagnol. L'Espagne toutefois avait déjà connu, entre 1936 et 1939, plusieurs déplacements de masse intérieurs, organisés parfois par le gouvernement ; parmi ceux-ci, l'évacuation de la population de Madrid vers Valence et la Catalogne en janvier 1937. Louis Stein en dénombre cinq autres, liés à « une campagne militaire spécifique durant laquelle les nationalistes étendent leur domination sur d'anciens territoires républicains »⁴³⁵.

Fin janvier 1939, les réfugiés se pressent à la frontière française pour échapper à la vindicte des vainqueurs⁴³⁶. Comme l'écrit G. Dreyfus-Arman, « ils arrivent souvent à pied, à travers la montagne, malgré les rigueurs de l'hiver. Après avoir patienté plusieurs jours avant d'être autorisés à entrer sur le territoire, les femmes et les enfants sont dirigés vers des régions éloignées des Pyrénées et les hommes de moins de 50 ans sont conduits vers des camps improvisés à la hâte sur les plages du Roussillon »⁴³⁷. Le 15 février 1939, 514.337 réfugiés se trouvent en France (dont 300.000 miliciens) et, parmi les civils, il y a 78.162 femmes, 78.629 enfants et 57.546 vieillards et invalides⁴³⁸. Le 21 février 1939, Franco préside le défilé de la victoire et quelques jours plus tard, la France et la Grande-Bretagne reconnaissent son gouvernement comme le seul légitime en Espagne. Madrid tombe fin mars et Alicante, dernier bastion républicain, est bientôt entouré. La Société des Nations, malgré la promesse faite, n'envoie pas au port, resté républicain, des bateaux pour l'évacuation des vaincus. On sait quelle fracture a signifié ce conflit, tant pour les histoires individuelles, que pour l'histoire du pays et, même, du continent européen. C'est pourquoi il est faux de décrire la guerre d'Espagne comme une guerre civile *fratricide*. Parfois qualifié de romantique, le conflit espagnol a exalté les passions en devenant un élément central de l'histoire et de la mémoire du mouvement révolutionnaire au XX^e siècle.

3. La guerre civile espagnole dans l'imaginaire collectif

Dans l'imaginaire collectif, la guerre civile espagnole pourrait se résumer à un conflit entre le communisme et le fascisme. Ce conflit, surtout à gauche, renforce l'aura et le prestige des communistes qui apparaissent comme les plus fermes opposants à l'antifascisme, les seuls à chercher, les armes à la main, d'arrêter l'ascension du fascisme et du nazisme en Europe. Mais, concevoir ce conflit seulement comme un affrontement entre la gauche et la droite, c'est une simplification trompeuse. Deux autres axes apparaissent : le centralisme de l'État qui s'oppose à l'autonomie régionale et l'autoritarisme qui s'oppose à la liberté individuelle.

Selon Javier Tusell, en Espagne, l'appartenance à une classe sociale donnée est un élément déterminant dans l'affiliation à un côté plutôt qu'à l'autre du conflit civil, mais ce sont bien plus cruciaux les facteurs culturels⁴³⁹. Multiples sont les raisons de cette mobilisation et de la présence, sur le sol espagnol, d'un contingent important de volontaires étrangers, parmi lesquels des intellectuels. Aussi il n'est pas étonnant que les intellectuels antifascistes du monde entier considèrent cette guerre comme un événement capital⁴⁴⁰. Pour la plupart d'entre eux, la guerre d'Espagne devient vite ce que Stanley Weintraub nommera « The Last Great Cause », la dernière grande guerre idéologique, celle où s'opposent des projets rivaux de société⁴⁴¹.

D'après les spécialistes, la guerre d'Espagne est celle qui a généré la parution du plus grand nombre d'ouvrages, à caractère littéraire et non. Les motifs de ce phénomène sont divers, mais – selon Maryse Bertrand de Munõz – un fait essentiel à relever, pour ses répercussions au niveau de la publication de livres et de revues, est la création des Brigades internationales, soit des formations militaires se composant d'intellectuels et de beaucoup d'artistes accourus de divers pays, qui témoignent par écrit leur expérience

de guerre. En 1936, le quotidien conservateur anglais *Times* écrit que : « la guerre civile espagnole pourrait être vue comme un miroir déformé dans lequel se reflète l'image des divisions » propres à la société contemporaine⁴⁴². Pour Georges Bernanos : « la tragédie espagnole est une horrible boucherie. Toutes les maladies dont l'Europe souffre – et qu'elle s'efforce d'avalier entre d'effroyables convulsions – viennent se recueillir et se putréfier en Espagne »⁴⁴³. Ces deux exemples, issus de points de perspectives bien différentes, confirment le fait que les événements espagnols s'insèrent de façon imposante dans la réalité de l'époque et, notamment, au sein du contexte politique mondial⁴⁴⁴.

Comme le précise A. Botti : « La guerre – pour ceux qui l'ont vécu ou qui en ont été, de différentes manières impliqués de l'extérieur – a été un conflit de type moderne. Un affrontement neuf, pour les armes et les stratégies militaires qui y sont expérimentées. Un combat également moderne pour l'usage de la propagande que joue un rôle fondamental (vu que pour gagner était décisif de convaincre l'opinion publique Européenne et Américaine) et que, par conséquence, implique des journalistes, des photographes, des artistes et des intellectuels à l'échelle internationale [...]. Un conflit neuf, aussi pour la qualité et quantité d'images, de textes et d'appels avec un new-look, qu'il engendre dans les arts graphiques des affiches ou des collages de Josep Renau, Carles Fontseré ou John Heartfield »⁴⁴⁵.

La guerre civile espagnole est, de toute évidence, le premier conflit à être médiatisé grâce aux reportages photographiques⁴⁴⁶. Elle exerce une grande attraction sur les correspondants étrangers, et les atrocités rapportées donnent lieu à des papiers sensationnels. Il faut à ce propos souligner que, au début, les journalistes ne se préoccupent pas de vérifier l'authenticité et les circonstances de la plupart des incidents. Par conséquent, la propagande est difficilement séparable de l'information. Chaque champ tente d'influencer l'information. La guerre d'Espagne devient une des clefs

de voûte des actualités internationales. Ainsi, les journaux et les magazines permettent à la population espagnole et au monde entier de suivre en détail l'évolution des combats : « Les journaux adoptèrent la pratique d'envoyer un reporter du côté qui avait leur sympathie. Dans la majorité de cas, le correspondant de presse reflétait la ligne politique de son journal ou s'y adaptait. La République était soutenue par le *News Chronicle* et le *Manchester Guardian*. Le *Times* et le *Telegraph* demeurèrent plus ou moins neutres, alors que le reste de la presse soutint les nationalistes. [...] Aux États-Unis, la République fut soutenue par Herbert Matthews et Lawrence Fernsworth de *The New York Times*, Jay Allen et John Whitaker du *Chicago Tribune* »⁴⁴⁷. La guerre civile espagnole est traitée dans la presse française à travers le prisme de la « France des années troubles »⁴⁴⁸ : une France divisée et fragmentée. La « guerre d'Espagne constitue la première bataille de la Seconde Guerre mondiale », elle est une référence dans le système de représentations mentales. Le 21 août 1936, le reporter du *New York Herald Tribune*, Robert Neville, écrit : « À Gibraltar, j'ai découvert à ma grande surprise que la plupart des journalistes n'envoyaient que des histoires d'horreurs. Ils ne semblent pas avoir conscience de terribles implications internationales de cette situation »⁴⁴⁹.

De nos jours, les événements survenus au cours de la guerre civile, comme les atrocités commises et la répression qui en suit, ne sont plus controversés, grâce aux recherches conduites par de nombreux historiens espagnols dans les archives et les cimetières.

Les manœuvres militaires et les dissensions entre les commandants républicains de cette période sont apparues au grand jour lors de la récente ouverture des dossiers russes, autrefois gardés secrets. Malgré tout, il est inévitable que l'interprétation de nombreux faits soit encore influencée par les opinions personnelles. Tous ces problèmes complexes et étroitement liés montrent combien il est difficile de distin-

guer les causes des effets avec précision. La guerre d'Espagne a donné lieu à plus de débats et de polémiques que tout autre conflit moderne. Par ce pays, ont transité plusieurs centaines de volontaires étrangers : entre 32.000 et 35.000 hommes qui servent dans les Brigades internationales. La plupart n'a qu'une très vague idée de ce à quoi correspond réellement une guerre⁴⁵⁰. Les simples mots que le militant Émilien Giovanni Bertolini adresse de l'Espagne à sa famille en 1936 (« il est difficile pour les jeunes de Reggio Emilia d'imaginer à quoi ressemble la vie ici. Nos causes passionnément défendues rendent toute objectivité presque impossible ») résumant, peut-être plus que toute autre affirmation ou remarque historique, un choix politique fruit d'une conviction granitique. La "vérité" est certainement la première victime de la guerre d'Espagne⁴⁵¹.

4. *L'Espagne pour l'antifascisme italien en exil*

En Italie, quand la guerre d'Espagne éclate, le fascisme est à son apogée. Le Duce a fondé son empire en mai 1936, grâce à la conquête de l'Éthiopie. La résistance politique interne est presque inexistante. L'exil des opposants est, depuis des années, la seule voie pour contrecarrer la dictature. Mais il s'agit d'une opposition politique passive, au moins jusqu'au début de la guerre civile espagnole. Bref, le conflit espagnol devient la première occasion concrète pour les antifascistes de combattre le fascisme italien, à partir du franquisme⁴⁵². L'Espagne fournit à tout l'antifascisme italien en exil un terrain d'action commune. La chute de la dictature de Primo de Rivera et l'avènement de la République espagnole éveillent de grands espoirs chez les *fuorusciti*, pour qui l'Italie ne va pas tarder à suivre cet exemple. Alors que la guerre d'Éthiopie a déclenché l'enthousiasme des fascistes italiens, la guerre d'Espagne finit par mobiliser la colonie antifasciste à l'étranger en un immense mouvement de solidarité au profit de la république assiégée.

Carlo Rosselli résume ainsi cet état d'esprit : « On était las de théoriser et de prêcher la révolution, on voulait la vivre. De victimes, on voulait devenir des combattants »⁴⁵³. L'Espagne apparaît comme le champ de bataille qui décide de l'avenir. Carlo Rosselli accueille lucidement le signe de la présence antifasciste italienne en Espagne et, le 13 novembre, via Radio Barcelone, lance un slogan qui peut synthétiser la perspective commune des volontaires italiens en Espagne : « Toutes nos pensées à l'Espagne prolétarienne, toute notre aide à l'Espagne prolétarienne. Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie ! Ou plutôt aujourd'hui même en Italie parce que l'exemple de nos frères espagnols doit être suivi. Jeunesse d'Italie, réveille-toi ! Antifascistes italiens, réveillez-vous ! Hommes libres, debout ! »⁴⁵⁴. Le mot d'ordre « Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie » résonne à la fois comme une exhortation et comme un avertissement. À la volonté déclarée de pousser les Italiens à s'engager en armes du côté de l'Espagne républicaine, s'ajoute de façon claire la certitude qu'une défaite de l'antifascisme signifierait la fin de tout espoir révolutionnaire à l'encontre du régime Mussolini en Italie. L'engagement militaire des antifascistes italiens aux côtés des républicains espagnols s'inscrit, selon Rosselli, dans une perspective de rédemption. L'appel lancé sur les ondes de Radio Barcelone ne laisse aucun doute sur ces motivations. Il s'agit de laver, en quelque sorte, la *honte* de la défaite des antifascistes par rapport à la montée au pouvoir de Mussolini et à l'instauration de son régime : « Réduits, depuis souvent près de quinze ans, à un exil qui les confine à des discussions oiseuses sur les responsabilités de la montée du fascisme et à des supputations sur sa chute, les antifascistes italiens peuvent enfin écrire une page d'action. Déchirés par des luttes intestines, ils peuvent enfin agir unitairement. L'Espagne se présente comme le terrain privilégié de la revanche »⁴⁵⁵. La guerre civile dans ce pays réalise pour les Italiens – au-delà des divergences entre anarchistes

et communistes, entre communistes centristes et oppositionnels – l’unité tant espérée dans un combat commun⁴⁵⁶. Pour les antifascistes italiens, le conflit espagnol n’a en effet pas le même sens que pour les autres résistants démocrates. Les volontaires italiens qui accourent au secours de la République espagnole viennent bien sûr lutter contre le franquisme, mais ils cherchent surtout une revanche – qu’ils n’imaginent qu’unitaire – sur le fascisme qui les maintient exilés, depuis plus de dix ans pour la plupart d’eux au moment du déclenchement de la rébellion espagnole⁴⁵⁷.

Écrit A. Morelli : « En se rendant en Espagne pour ‘défendre la liberté’, la plupart de ces Italiens – même s’ils sont d’origine modeste – se sentent les héritiers d’une tradition historique dont la valeur est popularisée en Italie de manière très vivace : la tradition du volontariat garibaldien dans les combats du dix-neuvième siècle pour la liberté des peuples. Les libéraux italiens, les républicains qui accourent au secours de la République espagnole en 1936 sont imprégnés de ces souvenirs garibaldiens et mazziniens. C’est le cas assurément de Randolfo Pacciardi, le républicain qui est à la tête du bataillon Garibaldi dans les Brigades internationales. C’est en le considérant comme le réveil de la tradition garibaldienne que Pacciardi entrevoit favorablement l’engagement des Italiens dans les Brigades Internationales et qu’il signe avec les socialistes et les communistes, le 27 octobre 1936, l’acte constitutif de la Légion italienne pour l’Espagne »⁴⁵⁸.

En août 1936, un informateur de l’OVRA signale qu’en Belgique l’agitation en faveur du Front populaire espagnol bat son plein dans la colonie italienne : « Ce ferment est très vif, car on est convaincu qu’il s’agit d’une lutte pour la vie ou la mort entre l’antifascisme et le fascisme »⁴⁵⁹. En France, selon un autre informateur de la police politique fasciste près du consulat italien de Paris, les communistes italiens s’adonnent à une activité inusitée : « La nécessité d’aider les camarades espagnols est une phrase qu’on prononce sou-

vent. En triomphant en Espagne, on triomphera partout : voilà les mots répétés avec conviction dans les milieux communistes de la capitale française »⁴⁶⁰.

Cesare Campioli, ancien maire de la ville de Reggio Emilia, antifasciste et exilé en France depuis 1930, se rappelle bien de la mobilisation des antifascistes émiliens au déclenchement du conflit espagnol et écrit : « J'étais en train de revenir à la maison après avoir terminé ma journée de travail, quand je rencontrai à la gare du métro de Montreuil mon ami Fortunato Nevicati. Fortunato avait acheté le journal du soir et de manière troublée il exclama : 'Est-ce que tu as vu ? Les forces fascistes ont déclaré guerre à l'Espagne'. En effet, le quotidien reportait avec un grand titre la situation politique en Espagne. Alors, Nevicati il me dit : 'Il faut partir tout de suite, il y n'a pas du temps à perdre'. Je conseillai à Nevicati de réfléchir et d'attendre quelque jour encore pour avoir des éléments plus détaillés de la situation. Il me laissa presque tout de suite pour se rendre dans un restaurant au quartier Nation»⁴⁶¹.

Le quartier Nation était un endroit particulièrement fréquenté par les Italiens et par les exilés politiques. « Je me souviens que le restaurant où Fortunato Nevicati allait souvent était situé à Montrouge, rue d'Avron. Pendant pas mal de temps, notre association, La Fratellanza Reggiana, avait eu son propre siège juridique dans ce restaurant ; de même pour la rédaction de la petite revue mensuelle *Il Crostolo*. Ce restaurant était de propriété d'un antifasciste de Reggio Emilia, Franco Spaggiari. Sur place, Fortunato Nevicati rencontra Libero Garzanti et ils décidèrent de partir ensemble pour l'Espagne. Fortunato Nevicati e Libero Garzanti avaient été plusieurs fois expulsés du territoire français où ils y étaient revenus de manière clandestine. Les deux vivaient à Paris sans carte de séjour et sans un domicile fixe. Dans la capitale française, Libero Garzanti vivait en couple avec sa femme Lea et leur fillette Rina. Fortunato Nevicati⁴⁶² et Libero Garzanti⁴⁶³ partirent pour l'Espagne de la gare

d'Austerlitz en septembre 1936 »⁴⁶⁴. Même en Belgique, au moment du déclenchement de l'insurrection franquiste, les communistes, les socialistes et les anarchistes de la colonie italienne manifestent leur impatience à l'idée de partir pour combattre en Espagne et demandent que les bureaux des partis les aident à rejoindre l'armée républicaine : « Les antifascistes signalés le plus fréquemment par les agents du consulat italien comme recruteurs pour l'Espagne sont Luigi Lazzarelli, Quinto Battistata, Luciano Noto et Enrico Russo. Le premier nommé est socialiste, les deux suivants sont des communistes 'centristes', le dernier est bordighiste. Luigi Lazzarelli et Quinto Battistata se sont effectivement occupés activement de recruter des volontaires italiens, notamment dans les bassins miniers belges »⁴⁶⁵. Des informateurs de la police politique fasciste précisent, à Rome, les conditions économiques proposées par les recruteurs : « 18 francs par jours pour les volontaires célibataires, 24 francs par jours aux volontaires mariés et en plus 6 francs pour chaque enfant. Chaque milicien aurait en outre droit à un montant d' enrôlement de 15.000 francs. Ce montant lui est viré lors de son arrivé en Espagne, à l'acte de la signature officielle de son engagement »⁴⁶⁶. L'Espagne semble offrir donc une occasion inespérée : l'opportunité de mettre en pratique la lutte armée soutenue par les anarchistes et le programme révolutionnaire soutenu par les communistes italiens.

5. Le recrutement dans les Brigades internationales au sein de la communauté émilienne en France

Les antifascistes italiens accourus en Espagne proviennent pour la plupart de la migration et non directement d'Italie. Beaucoup sont exilés en France ou, en deuxième lieu, en Belgique⁴⁶⁷. Il peut être utile de préciser que les premiers volontaires italiens et émiliens engagés dans les files républicaines se trouvaient déjà dans le pays espagnol au moment de l'explosion du conflit. Il se traitait, en grande

partie, de militants socialistes, de réfugiés catholiques ainsi que d'anarchistes qui avaient choisi la Péninsule ibérique comme terre d'asile⁴⁶⁸. Dès le début des années 1930, cette présence devient encore plus importante en concomitance à de nombreuses expulsions pour motif d'ordre public des autres endroits⁴⁶⁹.

Enrico Zambonini⁴⁷⁰, par exemple, né le 28 avril 1893 à Villa Minozzo de Reggio Emilia, antifasciste et combattant dans les brigades internationales, était déjà arrivé en Espagne en 1932 via la France. Sur place, il participe à la révolte des Asturies et à d'autres actions contre les sièges diplomatiques et consulaires italiennes. Le 17 octobre 1934, Enrico Zambonini est expulsé après avoir physiquement menacé le consul italien de Madrid. Il quitte l'Espagne et est incarcéré pendant quelques mois en France, à Perpignan, mais il rentre enfin en Espagne pour participer à la guerre civile à côté de Camillo Berneri, Francisco Ascaso, Buenaventura Durruti.

Enrico Zambonini n'est pas le seul italien qui séjourne en Espagne avant la guerre civile : une consistante communauté anarchique italienne s'installe à Barcelone à partir des années 1930. Dans la communauté de Barcelone, Egidio Benvenuti joue un rôle de premier plan. Il habite Calle Vilà 84 et il est surveillé constamment par l'OVRA. Une note de cette police secrète fasciste rapporte que : « Egidio Benvenuti est un vieil anarchiste, aujourd'hui inoffensif. Toutefois, dans sa maison, nombreux subversifs et révolutionnaires séjournent et se rencontrent régulièrement depuis quelques mois »⁴⁷¹.

À Barcelone, vit aussi Lorenzo Giusti⁴⁷². Originaire de Bologne, cheminot, Lorenzo Giusti arrive dans la ville catalane après avoir quitté la France au début des années 1930. Il a vécu à Paris et Marseille entre 1923 et 1932, en déroulant ses activités politiques contre le fascisme italien avec Fernando De Rosa. À Barcelone, il travaille comme cadre auprès de la Confédération syndicale des travailleurs anar-

chistes et auprès de la Fédération anarchique ibérique. Comme tous les autres *fuorusciti*, Lorenzo Giusti était surveillé depuis longtemps par les services de l'OVRA. Une note de l'ambassade d'Italie à Madrid, du mois de février 1935, rapporte que Lorenzo Giusti continuait à dérouler son activité révolutionnaire et subversive aussi en Espagne. La note communiquait en outre que : « Lorenzo Giusti a été arrêté par la police espagnole pendant les mouvements révolutionnaires du mois d'octobre 1934, parce qu'il a été cru suspect d'activités extrémistes »⁴⁷³. Toutefois, dans la communauté italienne des *fuorusciti* résidents à Barcelone, il n'y a pas exclusivement de militants anarchistes.

Dans la ville catalane habite aussi le journaliste républicain et catholique Enrico Giussani, né à Gênes en 1906. Écrivain, agent de commerce, antifasciste, avant d'expatrier à Paris et puis en Espagne, il avait vécu avec sa famille entre Bologne et Milan. Marié avec une Allemande, il avait un fils. À Milan, Enrico Giussani travaille pour l'association du cardinal A.C. Ferrari (La Compagnie de Saint Paul) ; à Bologne il collabore au quotidien catholique *L'Avvenire d'Italia*. Selon un dossier de la police politique daté du 30 juin 1932, Giussani était « un élément contraire au Régime avec de solides relations politiques avec le parti républicain [...]. Dans ses activités de travail, il aurait consacré également du temps à l'organisation de pèlerinages en Espagne pour le Saint-Siège. À Barcelone, il serait même en bonnes relations avec la Diocèse locale »⁴⁷⁴. Au mois de juillet 1935, un autre rapport des services de l'OVRA relate de ses activités dans la ville espagnole : « Un antifasciste certainement peu orthodoxe [...] toutefois il critique le fascisme et il injure la politique des institutions italiennes. Il a l'habitude de fréquenter le 'Club degli 11' qu'il se réunit, d'habitude, au café Germania en rue Paseo de Gracia à Barcelone »⁴⁷⁵. Pendant la guerre d'Espagne, Enrico Giussani joue un rôle incontournable dans le procès de formation des sections armées italiennes : la Colonna Ascaso et des *fuorusciti* de Giustizia e Libertà⁴⁷⁶.

Aux débuts des années 1930, l'OVRA contrôle de manière serrée la communauté antifasciste à Barcelone. Un dossier des services secrets du mois de janvier 1934 fournit encore le nom des lieux de rencontre et le genre d'activités des *fuorusciti* : « Le café Tranquilidad est le lieu de rendez-vous des Espagnols anarchiques et d'autres nationalités, Italiens compris ; et ceci pour une précise cause géographique : aux épaules de ce café, il y a le quartier nommé 'Pueblo Seco' où la colonie italienne habite »⁴⁷⁷. Après les élections espagnoles du février 1936, un autre rapport de l'OVRA fournit à Rome la situation sur le terrain : « La situation politique locale se trouve dans un état terrifiant. Tout va de mal en pire. Il y n'a pas à s'étonner qui puissent s'enraciner très bientôt les Soviets à Barcelone. Nôtres subversifs vivent très bien dans la ville et ils développent beaucoup d'activités de contestation. Il y a peu de jours, une jeune demoiselle, qu'il n'a pas été possible d'identifier, a collé sur la façade de la Mairie la pancarte suivante : 'Les proscrits antifascistes italiens, hôtes de la libre Catalogne, saluent le régime fasciste »⁴⁷⁸.

Il n'y a pas de meilleur témoignage sur cette période que celui de Carlo Rosselli, dont la vision politique sur la guerre espagnole est résumée dans un article qu'il publie dans la *Revue Justice et Liberté*. L'article intitulé « Pour l'unité de l'antifascisme italien » souligne l'engagement des *fuorusciti* : « Ils sont allés là-bas par milliers, les antifascistes italiens. Sacrifice, non pas de gens désespérés, mais de révolutionnaires réalistes qui passeront de la petite chronique à l'Histoire. Hommes pour la plupart très jeunes, mais qui parfois ont les cheveux gris ou blancs comme Picelli ou comme Iacchia : des hommes qui ont abandonné leur métier, leur famille, des situations parfois excellents pour répondre 'présent' à la révolution, qui arrive en Occident. L'Italie idéale d'Amendola, Matteotti, Gobetti a trouvé finalement son bras, son action. Antifascistes ! C'est un grand exploit »⁴⁷⁹.

La guerre civile s'avère être un conflit destiné à franchir la limite géographique des Pyrénées. « Beaucoup de volontaires – écrit dans ses mémoires l'ancien maire de Reggio Emilia Cesare Campioli – stationnaient quelques jours à Paris, puis ils repartaient pour l'Espagne rapidement. Pour eux, la défaite de Franco, avec l'aide de Mussolini, aurait été celle de l'Italie fasciste »⁴⁸⁰.

Dans une première phase du conflit, le mouvement de solidarité pour l'Espagne républicaine, qui ne connaît pas de précédents dans l'histoire contemporaine, est spontané et individuel. Spontané parce qu'il ne répond à aucune parole d'ordre ; individuel parce que, au moins dans la première phase, il n'est pas décrété par des organisations politiques ou syndicales : « Le conflit espagnol se produit sur la scène européenne dans un moment exceptionnel : l'Europe de 1936 est un continent avec un grand nombre d'exilés et de réfugiés politiques. Il se traite d'Hongrois qui ont soutenu la révolution de Béla Kun et maintenant ont été victimes du régime de l'amiral Horthy ; de Polonais qui s'opposent au général Pilsudski ; de Grecs qui s'échappent du régime de Metaxas, d'Allemands et d'Autrichiens victimes du nazisme ; de Juifs ; de *fuorusciti* italiens »⁴⁸¹.

Cet univers multiforme a bien compris la nature profondément idéologique que la guerre civile espagnole va bientôt assumer. Le fait d'empêcher la victoire de Franco devient pour nombre d'eux un impératif. Les volontaires italiens en Espagne sont évalués, selon les différentes sources, à un nombre variant entre 3.108⁴⁸² et 5.500 unités⁴⁸³. Ils proviennent dans leur énorme majorité de la migration, surtout de la France et de la Belgique. Si, en mai 1935, Carlo Rosselli appelle toutes les forces démocratiques à créer « l'Europe antifasciste », une année plus tard, l'Espagne constitue, toujours selon lui, le premier banc d'épreuve. En Espagne, il ne s'agit pas uniquement de défendre la démocratie contre le fascisme, mais de poser les bases d'un changement structurel, de proposer une alternative radicale à la

crise sociale et politique européenne : guerre et révolution donc. C'est notamment l'activité du groupe lié à Carlo Rosselli qui attire l'intérêt des services secrets fascistes. « Parmi nos *fuorusciti* – souligne un rapport de l'OVRA du 31 juillet 1936 – les dirigeants de Giustizia e Libertà ont pris l'initiative d'envoyer en Espagne des volontaires armés pour soutenir les milices populaires du gouvernement du Front populaire Espagnol »⁴⁸⁴. « À Paris – écrit dans ses souvenirs Cesare Campioli – le parti m'avait désigné à un travail de gestion au sein du Comité national pour l'aide à l'Espagne. Notre travail consistait à recruter des volontaires, recueillir de l'argent et du matériel à envoyer sur le front. Le Comité italien travaillait en étroite liaison avec les camarades français et espagnols »⁴⁸⁵.

Le Secours rouge concentre à Paris tous les volontaires recrutés en Europe. Les organisations françaises se sont engagées à aider les volontaires de toutes nationalités pendant leur passage en France, pour rejoindre les Pyrénées : « Tous les volontaires italiens de la diaspora antifasciste provenant d'autres États européens sont reçus dans une Maison du Peuple parisienne. Les femmes italiennes ont préparé le trousseau des volontaires. Leur départ a lieu au milieu des discours politiques et de l'enthousiasme. C'est là qu'on leur fait les dernières recommandations : rester discrets dans le train jusqu'à la frontière, ne pas chanter avant d'être passés en Espagne »⁴⁸⁶.

Les passages à la frontière française de Port-Bou se font progressivement plus fréquents et les italiens arrivent en nombre à Barcelone. Il s'agit surtout d'exilés qui séjournaient auparavant à Marseille, Toulon et Paris.⁴⁸⁷ Un rapport de l'OVRA de la fin du mois d'août 1936 relate que : « En provenance de la France, deux trains par jours en arrivent régulièrement à Port-Bou. Dans ces trains, il y a beaucoup de volontaires communistes de différentes nationalités qui voyagent pour participer au conflit espagnol. Parmi ceux-ci, il y a environ 70-80 Italiens par jour »⁴⁸⁸.

Quand l'insurrection militaire contre le gouvernement républicain enflamme l'Espagne, l'opposant Lorenzo Giusti se trouve à Toulouse. Le 27 juillet 1936, il part pour Port-Bou dans le but d'atteindre ensuite Barcelone. Cet antifasciste n'est plus jeune, il a 46 ans et il a déjà passé 25 ans de sa vie en clandestinité. À la frontière, il rédige une lettre pour son fils Radegondo, qui fait son service militaire à Bologne : « Frontière espagnole, le 27 juillet 1936. Mon Cher fils, hier matin j'ai quitté Toulouse et je suis venu ici en Espagne où les événements m'appelaient. Je suis conscient de toute la gravité de mon geste, je conserve toutefois ma sérénité et ma grande confiance. Je profite de ce dernier moment pour t'écrire et pour te demander la force nécessaire à supporter toujours toutes les calamités avec d'orgueil. Quand les événements me permettront de t'écrire, je t'informerai de nouveau. Si tu ne reçois plus de mes nouvelles, tu devras te rappeler des sacrifices que ton père a accomplis. Je t'embrasse avec tendresse, ton père »⁴⁸⁹.

Le voyage est plus périlleux pour tous ceux qui quittent l'Italie et se retrouvent à vivre une grande aventure, avant d'arriver en Espagne. L'OVRA, par son réseau d'espions, suit de près chaque individu politiquement suspect. Plusieurs volontaires communistes et socialistes de l'Émilie Romagne sont arrêtés avant leur départ ou sont bloqués à la frontière.

Le militant communiste Democrito Guidetti de Reggio Emilia est capturé à Ventimiglia, alors qu'il tente de franchir la frontière. Il est ensuite conduit à la prison pénale de Castelfranco Emilia (près de Bologne). Le même mauvais sort frappe l'antifasciste Adelmo Pini. Après avoir quitté la ville de Reggio Emilia, il est arrêté à Ventimiglia, où il avait pris contact avec des pêcheurs pour qu'ils l'amènent sur les côtes françaises.

6. Les antifascistes émiliens dans le conflit espagnol

Les volontaires en provenance de l'Émilie Romagne, qui s'engagent dans les Brigades internationales, sont 431 en tout, dont 164 de Bologne (mais résidents en clandestinité en France ou en Suisse), 24 de Ferrara, 52 de Forlì, 32 de Modène, 33 de Parme (bien qu'exilés en France), 34 de Plaisance, 63 de Reggio Emilia, 29 de Ravenne⁴⁹⁰. Les combattants émiliens en Espagne partagent les mêmes vicissitudes personnelles et familiales : fuite de l'Émilie Romagne, où ils sont persécutés en raison de leurs idéaux politiques, vers la France, la Grande-Bretagne ou l'Espagne. Les *fuorusciti* de Parme, qui combattent en Espagne, sont presque tous déjà fichés par les polices de Mussolini. Une partie de ces révolutionnaires est même classée comme « dangereuse », les autres – en exil et sous avis de recherche – sont jugés comme des éléments « très menaçants »⁴⁹¹.

En déconstruisant par exemple l'engagement militaire des volontaires de Parme partis pour l'Espagne, nous remarquons une forte hétérogénéité. Un grand nombre des engagés en Espagne provient de centres urbains, mais il y a aussi des paysans. Parmi les différentes factions politiques, il y a une nette prééminence des communistes (44%), qui est suivie par les anarchistes et les socialistes (19%), les républicains et les membres de Giustizia e Libertà (14%). Presque toujours, il s'agit de jeunes, d'âge compris entre 25 et 32 ans, qui connaissent depuis les années 1920-1930 l'exil en France, en particulier dans la région de Toulouse et dans la banlieue parisienne⁴⁹².

Pour certains volontaires – socialistes et anarchistes – la guerre devient un moyen pour subvenir à leurs besoins financiers, car on leur assure un subside mensuel d'environ 400 francs. Il ne faut donc pas s'étonner de la quantité importante d'émiliens partis pour l'Espagne parce que, au-delà de toute position politique, l'enrôlement répond parfois à une nécessité d'ordre économique et constitue une option

intéressante face à la misère. Pour sa part, le Secours rouge international s'efforce de donner un soutien aux familles des combattants des Brigades internationales, souvent en conditions d'extrême privation, à travers l'envoi périodique d'un mandat postal.

Ce n'est pas par hasard si, parmi les combattants de Parme ou de Reggio Emilia en partance pour l'Espagne, il y a 78% d'individus d'origine très modeste, voire pauvre⁴⁹³ : « Le combattant d'Espagne Adriano Masoni de Reggio Emilia, en répondant à nos questions sur le salaire des volontaires, a affirmé qu'il percevait 10 pesetas par jour de la part du gouvernement républicain espagnol. De son côté, le Secours rouge pourvoyait à l'envoi d'un montant mensuel à sa mère, qui vivait à Saint Maurizio, un village dans la banlieue de Reggio Emilia. Après avoir encaissé pendant quelques mois ce mandat international, la mère d'Adriano Masoni a été un jour approchée – à l'intérieur du bureau de la poste – par un agent fasciste qui lui a séquestré l'argent à peine obtenu. De façon générale les autorités fascistes, l'OVRA et la police empêchaient les familles des volontaires de bénéficier de cet argent »⁴⁹⁴.

Une difficulté analogue frappe la famille d'Umberto Ferrari qui habitait Scandiano, un village dans les alentours de Reggio Emilia. Umberto était un communiste expatrié en France à la fin des années 1920 et ensuite parti en Espagne pour combattre : « Le frère d'Umberto, Enrico Ferrari, ne se souvient pas d'où le mandat postal international provenait, mais il se rappelle que le mandat était envoyé par une 'femme inconnue' grâce à qui Enrico recevait des nouvelles et l'argent de la part de son frère Umberto. Tout le courrier était au fur et à mesure brûlé par la mère [d'Umberto et d'Enrico] qui craignait les perquisitions domiciliaires de la police fasciste. Au bureau de la poste, pour encaisser l'argent, se rendait la belle-sœur d'Umberto Ferrari, Elma Burani. Elma n'a jamais cessé d'y aller tant que le mandat est parvenu, mais elle encaissait l'argent avec mille précau-

tions. Un jour, Elma a trouvé des agents de police qui l'attendaient au guichet et qui lui ont séquestré tout l'argent en espèce. Pour le rendre, la police fasciste exigeait de savoir d'où cet argent arrivait et où était Umberto Ferrari »⁴⁹⁵.

Les volontaires pour la guerre d'Espagne de la ville de Reggio Emilia sont 63 individus (*les Reggiani d'Espagne*) partis pour se battre en Espagne. Parmi ceux-ci, 50 hommes étaient déjà lointains de l'Italie depuis longtemps, soit bien avant l'éclatement de la guerre en 1936. Ils vivaient en France comme réfugiés politiques dans l'Île-de-France, à Paris ou dans sa banlieue proche : « 22 antifascistes avaient migré dans l'Hexagone au début des années 1920 ; 23 vers 1930 ; 7 entre 1930 et 1935. [Voici leurs noms] : Romeo Brevini, Gilberto Carboni, Guglielmo Corradini, Alfredo Lotti, Enrico Zambonini (1922). Puis Aristide Conti, Angelo Curti, Arturo Davoli, Alberto Galassi, Fortunato Nevicati, Emore Taroni, Alberto Zanettini (1923). Ils étaient presque tous des communistes militants, d'une vingtaine d'années. Guglielmo Corradini et Alberto Zanettini, au contraire, étaient des militants socialistes tandis qu'Enrico Zambonini était un anarchiste. Pendant le conflit, 16 individus sont morts en combattant ou suite aux graves blessures reportés pendant des actions militaires. Parmi ceux-ci : Gilberto Carboni di Luzzara. Nombre de survivants ont été internés dans les camps d'accueil français dans le sud de la France et presque tous ont plus tard adhéré à la Résistance en France ou en Italie »⁴⁹⁶.

Parmi les volontaires de Reggio Emilia, il y a Alfredo Iotti, parti vers la France avec la première vague de migration politique. Il se joint aux Brigades internationales en octobre 1937⁴⁹⁷. Blessé à Huesca le 16 mai 1937, Alfredo Iotti rentrera en France en juillet 1938. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la Résistance française comme espion infiltrés dans les bases allemandes de la Manche. Dans l'après-guerre, il choisit de demeurer en France et s'installe à Paris, puis à Marseille.

Suite à de nombreuses années de vie errante, la guerre d'Espagne offre à Gilberto Carboni l'occasion de combattre l'ennemi fasciste à visage découvert, les armes à la main. Gilberto Carboni se trouve parmi les premiers engagés volontaires qui vont faire partie de l'unité Centurie Sozzi, composée presque exclusivement de communistes italiens exilés en France et encadrée dans la Colonna Libertad, née de la fusion entre communistes et socialistes de Catalogne⁴⁹⁸.

En Espagne, après plusieurs actions, Carboni est nommé officier (5 novembre 1937) et, au cours des mois suivants, grâce à sa solde, il réussit à envoyer un mandat à sa famille en Italie. Pour masquer l'origine du mandat, Carboni recourt à divers stratagèmes, dont on trouve la trace dans deux lettres conservées par sa sœur Artura. Dans l'une de ces missives, datée « Saint Etienne, le 24 mai 1938 », Carboni écrit : « Je vais bien, je travaille et je peux ainsi me permettre de vous envoyer de l'argent car je sais que vous avez fait beaucoup de sacrifices pour moi »⁴⁹⁹. En fait, il expédie ses lettres et son argent en France, de l'Espagne ; puis, de Saint Etienne, des amis à lui se chargent de les faire parvenir en Italie, afin que les autorités fascistes continuent de croire qu'il habite encore dans l'Hexagone⁵⁰⁰.

C'est l'hiver 1938, quand la famille Carboni reçoit le dernier mandat postal de l'Espagne (440 Lires) au bureau postal de Villarotta de Reggio Emilia. Alors que le père de Gilberto est en train de signer l'accusé de réception, des fascistes entrent et lui arrachent brutalement l'argent des mains. À noter, que les parents de Gilberto ont déjà été, à plusieurs reprises, persécutés par les fascistes qui débarquent chez eux à l'improviste en demandant des lettres, des photographies et l'adresse du *milicien rouge*. Les persécutions fascistes contre la famille Carboni commencent dans les années 1920 – lorsque Gilberto est à Milan – et continuent même après la mort de Gilberto en Espagne.

Tous les volontaires émiliens ont un passé politique qui précède la guerre d'Espagne et sont engagés depuis long-

temps dans une guerre de l'ombre contre l'OVRA. Ainsi, lors du retour d'Espagne, la plupart d'entre eux reprend à militer dans les partis de gauche et beaucoup se joignent à la Résistance. Bref, la Seconde Guerre mondiale et la lutte de Libération constituent une sorte de continuation idéale et militaire du processus qui a eu en le conflit d'Espagne contre le fascisme ses débuts en termes de lutte armée. Après le 8 septembre 1943, tous les rescapés de l'Espagne, aptes au combat, rentrent en Italie. Giovanni Bertolini⁵⁰¹, par exemple, qui a combattu à Barcelone, devient commissaire de bataillon dans la 144^e brigade Garibaldi de Reggio Emilia.

Pour sa part, Antonio Carini⁵⁰² n'est pas non plus un volontaire occasionnel. Originaire de Plaisance, en 1924, il émigre en Argentine pour se soustraire aux persécutions du régime de Mussolini, mais la police politique parvient à le traquer même à Buenos Aires et dans la ville de Rosario. C'est un militant communiste confirmé. En novembre 1936, il quitte Buenos Aires en direction de l'Europe afin de prendre part au conflit espagnol comme volontaire. Il arrive à Anvers, puis se transfère à Paris, où il habite chez un ouvrier. Son passage au-delà des Pyrénées est organisé par l'intermédiaire du réseau clandestin communiste, financé par les services secrets russes, qui opèrent en montrant une grande efficacité. Une fois arrivé clandestinement en Espagne, Antonio Carini s'inscrit dans les Brigades internationales dans lesquelles il devient sergent du bataillon Garibaldi. Après l'Espagne, il s'engagera dans la Résistance italienne à Forlì et Imola.

Ancien milicien de la guerre d'Espagne, où il a commandé la première compagnie du bataillon Garibaldi sur le front d'Arganda, près de Guadalajara, Alcide Leonardi⁵⁰³ devient le chef du comité militaire du Parti communiste en province de Reggio Emilia.

Un itinéraire politique très semblable caractérise Angelo Curti⁵⁰⁴, qui a subi sa première condamnation en Émilie

Romagne en 1921. Il s'expatrie à Paris en 1923 et devient l'un des exilés émiliens parmi les plus actifs. Il participe à la guerre d'Espagne, puis, en 1939, rentre en France et s'insère enfin dans le réseau antinazi du maquis français.

Alberto Galassi⁵⁰⁵ est un ancien agitateur de gauche qui – mobilisé dans l'armée américaine pendant la Première Guerre mondiale – a obtenu la citoyenneté américaine et s'est installé à Chicago. Rentré enfin à Cervarezza, en 1919, il milite au sein du Parti socialiste. Devenu communiste après la scission de Livourne, il subit les persécutions des escouades fascistes et s'expatrie en France, à Toulouse, en 1923. Il s'engage dans la guerre d'Espagne mais, gravement blessé à l'abdomen, il est renvoyé à Toulouse où il meurt le 24 décembre 1938.

Francesco Gasperini⁵⁰⁶, un simple ouvrier, était déjà anarchiste avant la Marche sur Rome et il avait subi plusieurs agressions de la part des milices fascistes. En 1921, il est condamné par contumace à 20 ans de prison, suite aux accrochages contre les fascistes de Baganza (village à côté de Bologne). Il se réfugie alors en France, à Drancy. Par la suite, il part pour l'Espagne en rejoignant la Colonne italienne et combat à Monte Pelado, Huesca et Almudevar. En 1939, il rentre à Drancy et y demeure jusqu'à sa mort, pendant la Résistance. Marino Mazzetti⁵⁰⁷ est un communiste actif à Bologne et puis en France, où il a migré clandestinement en juin 1930.

Il travaille à Paris comme blanchisseur pendant quelques mois sous le nom d'Elio Bergami, avant que le parti communiste italien l'envoie en URSS pour suivre un cours accéléré à l'école Zapada de Moscou, où il réside jusqu'en février 1931. Par la suite, il est rappelé en France pour devenir agent de liaison avec l'Italie sous le nom de bataille de Mattia. Après plusieurs voyages clandestins en Italie, où il transporte du matériel et des documents politiques, il est arrêté à Bardonecchia et condamné à cinq ans de relégation dans l'île de Ponza. En 1937, il réussit à rejoindre clandes-

tinement Paris où il s'affilie au Comité de la jeunesse de l'Union populaire italienne et, en même temps, pour subvenir à ses besoins, il est embauché par une entreprise qui travaille à l'Exposition universelle. Marino Mazzetti se rend ensuite en Espagne et s'unit aux Brigades internationales. Rentré en France en 1939, il est interné à Argelès-sur-Mer et puis à Gurs. En 1941 il s'enfuit et s'ingénie à réorganiser les groupes communistes de langue italienne parmi les migrants de la région de Marseille, Toulouse, Nice, et Grenoble. Membre du Comité Central du MOI, sous le nom de Fernand, il est envoyé au nord de la France pour y mener la lutte armée contre l'occupant nazi.

En somme, les Émiliens qui s'engagent comme volontaires pour l'Espagne républicaine ont, pour la plupart, un passé d'opposants politiques (comme communistes, socialistes ou anarchistes), ayant subi des persécutions de la part du régime fasciste. Nombre d'entre eux ont été condamnés par le Tribunal spécial et ont été assignés à résidence surveillée, avant de se rendre à l'étranger, en exil plus ou moins forcé, où ils reprennent leur lutte antifasciste.

7. L'Espagne comme champ de bataille où expérimenter une première forme d'opposition transnationale armée

La participation à la guerre d'Espagne correspond à la première grande initiative militaire de l'antifascisme italien. Comme l'écrit Anna Morelli, cette expérience « se conclut par une défaite militaire et pourtant, paradoxalement, ses protagonistes en retirent de nombreux éléments positifs pour l'antifascisme italien en exil. [...] Les garibaldiens ont cimenté dans leur lutte en Espagne l'unité des différentes composantes de l'antifascisme. L'impact psychologique de leur engagement est immense sur l'émigration politique italienne. Il marque un tournant, la fin de 'l'attentisme' prôné par la plupart des leaders antifascistes en exil. Ils ont enfin trouvé l'affrontement les armes à la main contre le fascisme

qu'ils attendaient souvent depuis quinze ans. Ils ont prouvé, notamment à Madrid, que même sur le terrain de la force, ils pouvaient infliger des défaites, passagères mais humiliantes, aux fascistes »⁵⁰⁸.

Réduits, parfois depuis une quinzaine d'années, à une condition d'exilés, qui les confine à des discussions oiseuses sur les responsabilités à attribuer à l'un ou l'autre, au sujet de la montée au pouvoir du fascisme, et à des raisonnements hypothétiques sur sa possible chute, les antifascistes italiens écrivent en Espagne leur première page d'action tangible et d'ordre militaire. Ils ont par là même l'opportunité d'agir – en principe – unitairement. D'une pénible condition de clandestinité, les militants, qui ont vécu pendant de longues périodes enfermés dans le cycle infernal des « expulsions / refoulements / emprisonnements pour rupture de ban d'expulsion », ont retrouvé en Espagne leur véritable identité d'opposants antifascistes : « La guerre civile espagnole se présente ainsi comme une anticipation de la Résistance italienne. Un laboratoire exceptionnel de réflexion sur la lutte armée »⁵⁰⁹ qui caractérisera l'Italie après le 8 septembre 1943.

Chapitre 6

La France théâtre d'une guerre clandestine

La question de la délation à l'ère fasciste a été ignorée longtemps par l'historiographie italienne. Dans des études récentes, Mimmo Franzinelli⁵¹⁰ e Mauro Canali⁵¹¹ indiquent pourtant que cette pratique s'était progressivement transformée en un véritable système de pouvoir et de gouvernement.

Méthode de connaissance de l'opinion publique et de surveillance de la population, le régime de Mussolini encourage fortement la délation, des années 1920. L'importance d'avoir de services de police efficaces est mentionnée par le Duce en concomitance à une restructuration des forces policières et de mise « au pas totalitaire » de la société italienne. Le 26 mai 1927, le Duce déclare : « Messieurs, il est temps de dire que la police doit non seulement être respectée, mais honorée. Messieurs, il est temps de dire que l'homme avant de ressentir le besoin de culture a éprouvé la nécessité de l'ordre. En un certain sens, on peut dire que le policier a précédé le professeur »⁵¹². Comme tout système dictatorial, le régime fasciste se dote alors d'un efficace appareil répressif. L'art d'infiltrer les rangs des associations subversives en Italie, mais surtout à l'étranger, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, devient un moyen de veiller à ce que le mécontentement général dû à la situation socio-économique et à la crise mondiale ne se transforme pas en agitation révolutionnaire⁵¹³.

Mussolini est particulièrement fier, comme l'écrit l'historien Christopher Duggan, de sa police secrète : « Tu sais ce que c'est l'OVRA ? demandait-il à sa maîtresse en 1937. C'est quelque chose que j'ai créé. C'est l'organisation la plus puissante du monde »⁵¹⁴. Les remarques de Benito Mussolini sont sans aucun doute exagérées, « mais il est vrai que sa Direction générale de la sûreté publique, dont l'OVRA fait partie, se montre d'une extrême efficacité dans

l'étouffement de toute dissidence»⁵¹⁵ «Il surveillait de très près – observe encore Christopher Duggan – les activités de l'OVRA et discutait avec Arturo Bocchini presque quotidiennement. Le succès de la Polpol et de l'OVRA n'étaient pas une question de quantité (à Rome, le personnel administrant les réseaux d'indics de Bocchini n'excédait pas le chiffre de 375 en 1940). Il était lié à leur impact psychologique dans une société où la rareté des biens et les rouages de la machine l'État (et du parti), souvent arbitraires et imprévisibles, alimentaient la méfiance et la peur»⁵¹⁶.

Comme l'écrit l'historien Mauro Canali, « l'activité clandestine à l'intérieur devenait politiquement consistante seulement quand elle pouvait bénéficier de l'intelligence politique et conspirative des leaders exilés. [...] La police politique fasciste savait bien que l'antifasciste isolé dans son pays, détaché des éléments les plus politisés, dépourvu de nouvelles fraîches, à la merci de l'appareil de propagande du régime, finissait par se désarmer et assumer, dans la meilleure des hypothèses, une *position attentiste*, ou par passer même, dans le pire des cas, dans les rangs du fascisme»⁵¹⁷.

Le nouveau dispositif répressif qui supprime tout espace de dissidence se fonde sur trois piliers : 1) une police politique, 2) un Tribunal spécial de défense de l'État, 3) un nouveau droit pénal inauguré par la loi sur les émigrés politiques de janvier 1926. Si les délibérations du Tribunal spécial pour la défense de l'État ne sont pas particulièrement graves⁵¹⁸ ; l'activité de la police politique se révèle au contraire impressionnante.

La police secrète intervient non seulement à l'étranger et dans l'espace public, mais aussi dans la sphère privée de la société italienne : « Le réseau téléphonique du pays était très largement sur écoute, surveillé par un *Service confidentiel spécial* qui, en 1938, employait 462 sténographes chargés d'enregistrer les appels, non seulement des opposants potentiels, mais de toutes les grandes figures du Parti fasciste (dont la vie privée était suivie de près par Benito Mussolini,

en partie pour des raisons de chantage). Les conversations que l'on avait chez soi étaient toujours susceptibles d'être dénoncées par des voisins envieux ou des membres de la famille aigris »⁵¹⁹.

Interrogée quelques décennies plus tard par un chercheur de l'Istituto Storico della Resistenza de Reggio Emilia, l'antifasciste émilienne Gina Pifferi ajoutera quelques éléments de connaissance indirecte, mais utiles à la compréhension de l'air du temps : « La peur d'être objet d'enquêtes ou de subir l'arrestation était réelle également en France. J'avais commencé à le comprendre lorsque les premiers avis d'arrêt ont frappé des jeunes femmes *fenicotteri*. La peur devenait encore plus manifeste pendant les missions de livraison du matériel de propagande. Je me rappelle encore la crainte de [...]. Bien sûr, nous connaissions des moments de détente et de joie, mais c'était bien différent qu'avant la clandestinité. Les hommes se contentaient plus facilement de cette vie ascétique. Mais nous, nous éprouvions une terrible nostalgie de la maison. Nous avons envie d'occupations féminines. La partie féminine de notre vie nous manquait [...]. Je ne pouvais pas rester indifférente. En outre, l'infiltration des indicateurs fascistes dans les milieux résistants en exil contribuait à accentuer le sentiment d'insécurité et la nécessité qu'on demeure prudent »⁵²⁰.

Les lois fascistes de 1926 poursuivent un double objectif : rendre plus dure la répression contre les communistes et les anarchistes, mais aussi prévenir – par tout moyen – la propagation des idées de gauche.

Même Giovanni Bertolini témoigne de l'attention portée sur les indicateurs de la police politique : « Quand j'ai traversé la frontière italo-française, j'étais dans un état anxieux et mon cœur battait très fort. Par chance, je suis arrivé sain et sauf à Chambéry le jour de Pâques en 1932. La frontière pullulait d'un grand nombre de rapporteurs et d'agents de police. Le matin suivant, je me suis rendu par train à Paris. Une fois à Paris, en suivant les recommandations du cama-

rade Grisendi de Reggio Emilia, je n'ai négligé aucune précaution, d'éviter tout faux comportement susceptible me faire repérer [...]. Sur place, j'ai retrouvé mon ami Oscar Vologni et j'ai fait la connaissance de Camillo Montanari. On m'a logé dans une chambre du centre-ville et j'ai reçu les premières indications classiques : utilisation systématique de pseudonyme ; ne jamais porter d'armes, ce qui me mettrait en péril lors d'un contrôle de police de routine ; habiter en banlieue ; ne pas recevoir trop de courriers ; se faire envoyer des cartes postales plutôt que de lettres ; ne jamais transmettre de documents sans les cacher dans des journaux, des revues, des boîtes d'allumettes ; fixer les rendez-vous dans des lieux anonymes et très fréquentés (librairies, pharmacies, terrains de sport) ; rencontrer d'autres membres du parti de préférence le dimanche et les jours fériés parce que la police est moins nombreuse et moins vigilante »⁵²¹.

L'antifasciste communiste Egle Gualdi, dans les années 1950, à Gênes, témoignera aussi de l'appréhension et du sentiment d'insécurité propres de la vie en clandestinité : « La clandestinité n'est pas constituée que de grands événements, elle est aussi le fait de petits détails. Discerner le faux du vrai résistant n'était pas chose aisée. Les précautions classiques étaient nombreuses, comme d'ailleurs les astuces techniques. Par exemple, utiliser des annuaires d'une cabine téléphonique pour fixer un rendez-vous ; ne jamais fixer un rendez-vous près de son propre domicile ; se méfier toujours de la loyauté des camarades. Les faux résistants ne furent pas rares même après la Libération. Ils étaient plus difficiles à repérer que les vrais [...] »⁵²².

Ce discours est confirmé par le cas d'Aldo Romano⁵²³, un étudiant devenu l'un des informateurs les plus actifs de la police fasciste (il a surveillé nombre d'intellectuels italiens au pays et ailleurs, dont Benedetto Croce⁵²⁴ et Nello Rosselli).

*1. La police secrète et la justice pénale
comme arme de répression du régime fasciste*

Les régimes totalitaires de l'Entre-deux-guerres ont toujours employé l'intimidation et la violence contre leurs opposants politiques. En Italie, l'intimidation et la violence du fascisme œuvrent par la censure et la surveillance, par l'embrigadement de la population à grands coups de propagande (radio, affiches, cinémas), par la répression politique et par la délation. La censure met à l'index toute opinion contraire à l'idéologie fasciste et les médias passent sous le strict contrôle du pouvoir. On indique aux gens ce qu'ils doivent penser. Les tentatives d'attentats contre le Duce en 1925 et en 1926 permettent d'orchestrer toute une campagne de colère « populaire », qui produit le milieu politique approprié pour démanteler ce qu'il reste de l'Italie libérale. Avec la promulgation des *leggi fascistissime* (lois très fascistes)⁵²⁵, l'État renforce son pouvoir et restreint drastiquement la liberté des citoyens. La purge est nécessaire, explique Benito Mussolini aux députés, parce que « Nous ne sommes pas un ministère, ni même un gouvernement. Nous sommes un régime »⁵²⁶. La police politique et l'OVRA ont pour mission de combattre l'antifascisme. Le régime se dote de différents organes d'investigation et de répression, qui disposent d'un réseau d'informateurs payés pour surveiller et pour dénoncer les opposants et les subversifs⁵²⁷.

Certaines catégories professionnelles – par exemple, les concierges – sont fortement incitées à apporter leur collaboration à ce travail de renseignement. À côté de cette délation organisée, les dénonciations spontanées se multiplient : « Des millions de lettres anonymes sont envoyés dans cette période aux diverses autorités compétentes (police, préfecture, carabinieri) [...] La dénonciation constituera un fait de société majeur sous le Duce. De nombreux Italiens stigmatisent comme 'subversifs' des individus qui rentrent dans les catégories suivantes : les communistes, les femmes adultère-

res, les critiques du régime [...] Le délateur finit par avoir un pouvoir de vie ou de mort sur la personne qu'il dénonce comme subversif »⁵²⁸. La majorité des délateurs étaient recrutés dans tous les secteurs : journalisme, affaires, syndicats, arts, aristocratie, prostitution, droit, fonctionnariat. Ces individus devenaient souvent des délateurs pour échapper à une situation économique critique.

Le système policier se consolide à la suite de la nomination à sa tête, le 13 septembre 1926, d'Arturo Bocchini,⁵²⁹ qui met en place une surveillance très stricte des *fuorusciti*. Mais, le vrai coup de grâce au libéralisme en Italie a lieu à l'automne 1926, c'est-à-dire quand les lois de défense de l'État censurent définitivement les partis d'opposition et toute tentative d'une leur possible reconstitution.

Un Tribunal spécial pour la défense de l'État, réunissant des officiers des milices et de l'armée, est formé pour juger les délits contre la sécurité de l'organisation étatique. La sévérité de ce Tribunal est à la hauteur de la phobie que génèrent les mouvements antifascistes aux yeux du régime Mussolini : peine de mort pour les auteurs d'attentats contre le roi, la reine, le prince héritier, le Duce ou en cas d'atteinte grave à la sécurité de l'État. Le Tribunal condamnera en contumace les exilés politiques exerçant une propagande contre le régime à l'étranger, mais aussi contre les opposants antifascistes clandestins vivant dans la Péninsule. Ces peines sont accompagnées de la confiscation des biens, de la perte de la nationalité italienne ou de l'interdiction de postuler pour des emplois publics. Les personnes accusées par le régime et arrêtées par la police politique (ou autre institution judiciaire) sont déférées devant le Tribunal spécial de défense de l'État.

À noter que ces dispositifs de répression politique légale ne sont pas créés *ex nihilo*, mais sur la base d'un édifice juridique qui préexistait à l'État fasciste, et qu'ils s'insèrent dans un cadre de crainte permanente d'émeutes ou de désordres, de la part de la population.

Entre 1925 et 1926, « les lois très fascistes » complètent la transition juridique de l'organisation étatique vers un système dictatorial en se fondant sur trois piliers : la police politique, le Tribunal de défense de l'État et le nouveau code de droit pénal politique. Cette transition confie un rôle central à la justice afin d'assurer le maintien de l'ordre et le contrôle de l'opinion publique. En 1930, le préfet de Bologne bien synthétise le degré de surveillance atteint par le régime : « Les actions du bureau politique sont en train de s'intensifier de plus en plus par notre service confidentiel. L'ajournement des dossiers sur les révolutionnaires et les éléments politiquement suspects redouble de plus en plus. La surveillance des hôtels est tout aussi efficace que celle des établissements commerciaux, des lupanars, des cafés »⁵³⁰.

Surveillance spéciale : c'est bien à cela que sont soumis les antifascistes, voire, tous les Italiens. À partir de 21 heures, dans les rues des grandes villes la police réclame les papiers à la plupart des flâneurs. Ceux qui ont des documents peu probants ou qui n'en ont pas sur eux sont conduits au commissariat et y restent jusqu'au matin suivant, dans l'attente d'une vérification d'identité.

À l'université de Harvard, où il est en exil, l'historien Gaetano Salvemini résume la situation en Italie par ces termes : « Les manifestations politiques publiques sont interdites, ainsi que toute protestation contre le gouvernement. Les réunions politiques à la maison sont illégales et punies par des peines sévères, indépendamment du numéro de participants. La police peut espionner les lettres, surveiller les déplacements et les fréquentations des individus suspects. Quiconque se trouve hors de sa ville d'origine, dépourvu d'une carte d'identité, peut être arrêté [...] »⁵³¹.

La répression devient la clé de voûte de l'État. En 1930, le code pénal fasciste, rédigé par Alfredo Rocco, est émané et il définit par ces mots les personnes socialement dangereuses : « Il s'agit d'individus signalés par la *voix publique* comme coupables de crimes graves ou soupçonnés par la

voix publique comme capables d'attenter à l'ordre public ». C'est le règne de la délation, du ragot, du mouchardage légalisé. De 1935 à 1942, date de son arrestation, le jeune Zangrandi, d'abord ami de Vittorio Mussolini puis antifasciste, est suivi, épié. La censure postale est évidemment de règle. Les amis de Zangrandi mettent dans leurs lettres un cheveu qu'on ne retrouve jamais à la réception de ces missives. Ils commencent leur correspondance par des expressions du style : « je suis inquiet, tous mes cheveux tombent », afin de prévenir leur correspondant⁵³².

Le Duce assigne ses opposants à résidence dans le Mezzogiorno de l'Italie. Les îles de Lipari, Ustica, Ponza, Lampedusa deviennent les lieux de séjour obligé d'Antonio Gramsci, Guido Picelli, Egle Gualdi, Carlo Rosselli, Sandro Pertini. Ce n'est pas la « déportation douce et humaine » dont parle le Duce, mais une vie très dure, qu'ils mènent. Carlo Rosselli le précise : «Le *confino* est une grande cellule sans muraille, une cellule toute de ciel et de mer. Les patrouilles miliciens en sont les barrières de chair et d'os et non de chaux et de pierre. L'envie de les franchir devient obsédante »⁵³³. L'espace de dissidence se restreint de jour en jour et la pression de l'État se fait de plus en plus lourde⁵³⁴.

Ces événements – précise l'historien Charles Delzell – obligent beaucoup d'antagonistes au départ : « La fuite de beaucoup d'opposants fut un des aspects les plus caractéristiques de la dictature italienne. Dans cet espace de temps, nous ne pourrions jamais savoir combien d'entre ceux-là qui traversèrent les frontières, ils se déplacèrent par des considérations généralement personnelles ou de nature politique. De toute évidence, la grande majorité appartient à cette dernière catégorie à cause des persécutions déjà subies en 1922-1925 et de la répugnance morale éprouvée en regard du régime »⁵³⁵.

Un témoignage en ce sens, recueilli à Cavriago, village en province de Reggio Emilia, peut nous aider à prendre conscience de la situation en Émilie Romagne : « Ceux de

Cavriago qui n'appréciaient pas les fascistes ont dû s'enfuir presque tous en France. Pour partir [...] ils devaient traverser [clandestinement] les montagnes à l'aide des contrebandiers »⁵³⁶.

Les années entre l'affaire Matteotti et la publication des *leggi fascistissime* sont celles de l'éclatement de l'expérience italienne du *Biennio Rosso*. En 1924-1925 se déroulent les procès qui concernent les épisodes insurrectionnels plus bruyants du 1921. Pour la propagande fasciste, les procès sont de formidables occasions pour mettre « sur la sellette » les subversifs et leurs idées dangereuses. Mais, nombre d'imputés sont partis en exil et d'autres sont morts. Jacques Droz explique que, « de 1922 au début de 1926, émigrent principalement les victimes du *squadrisme* et de la répression policière, dirigeants de syndicats, de coopératives ou de Municipalités rouges des régions du Nord de la Péninsule et de la Plaine du Pô »⁵³⁷. Enfin, pour l'historienne Lidia Cravero, « la massive vague migratoire que l'Italie reverse dans cette période à l'étranger a le visage de la peur et de l'intimidation »⁵³⁸.

2. L'OVRA : structure répressive du régime fasciste

L'acronyme OVRA désigne notamment les services secrets de police politique dont se dote l'Italie fasciste, et qui sont actifs entre 1930 et 1943, puis – sous la République sociale italienne – de 1943 à 1945. Cependant, il est d'usage de désigner par cet acronyme (de façon plus générale) la police politique fasciste, en dépit de la période concernée. Comme l'affirme l'historien Mimmo Franzinelli, la peur engendrée par l'OVRA tient parfois du mythe ou d'une mystification mussolinienne parfaitement réussie : « dans l'imaginaire collectif, l'OVRA préoccupe avant tout les cercles d'antifascistes exilés, conscients des répercussions négatives en terme de découragement et d'inactions politiques contre le Duce »⁵³⁹.

Après l'adoption des *leggi fascistissime*, est entamée une réorganisation profonde du système policier italien grâce à la Direction générale de la sûreté publique (DGPS), à l'action de la Division des affaires générales et réservées (DAGR) et à la police politique (la POLPOL), dont les compétences s'étendent sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire des préfetures. En outre, des Bureaux provinciaux d'investigation (UPI) sont institués auprès de chaque commandement local de la Milice volontaire pour la sécurité nationale (MVSN), soit un corps de police créé en 1922 et fonctionnant sur la base du volontariat. Ces organismes d'investigation agissent en cheville.

« De manière générale – observe l'historien Mauro Canali – la police politique (POLPOL) développe son rôle d'espionnage à l'étranger et en Italie, tandis que la Division des affaires générales et réservées (DAGR), en collaboration avec les préfetures et l'OVRA, accomplit ses activités sur le territoire national. À la fin des années 1920, le régime opère une nouvelle division des compétences entre la POLPOL et l'OVRA. En force de celle-ci, l'activité d'espionnage à l'étranger est exclusivement remise à la POLPOL, tandis que l'OVRA mène les actions de répression, d'arrestation et d'élimination des subversifs »⁵⁴⁰. Arturo Bocchini complètera son organisation en renouvelant en profondeur la Division de police des frontières et des transports. Celle-ci est restructurée pour lutter contre l'émigration politique clandestine : on démultiplie la surveillance, ainsi que le nombre d'agents aux frontières et dans les moyens de transport en commun (trains, bateaux), soit les endroits clé de passage vers l'extérieur ou d'entrée clandestine en Italie.

Mauro Canali souligne que l'OVRA est en quelque sorte la division opérationnelle de la POLPOL, conjointement aux bureaux politiques des préfetures. Il ajoute qu'Arturo Bocchini évite que ces branches ne se fondent en une et même division : « Il devint impossible aux préfets de lancer des opérations de répression sans l'avis de la POLPOL,

qui reste le seul organisme au courant de toutes les activités de tous les organes de la Pubblica Sicurezza (PS) »⁵⁴¹. L'O-VRA et la POLPOL se spécialisent dans la lutte contre les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires, les socialistes maximalistes, les communistes soutenus par le Komintern. Le Tribunal spécial fait le reste. À la fin de l'été 1930, la police politique (POLPOL) est gérée par des figures telles que : Michelangelo Di Stefano, Salvatore Marsala, Guido Bellone, Giovanni Posani, Tertulliano Borri, le marquis Alessandro Baggio Ducarne, Saverio Caccavale, Francesco Tripoli, Antonino Pizzuto, Guido Leto, Arturo Musco, Antonio Mazzei, Aster Amatucci, Tullio Mango et Ugo Giampaoli. Ils dirigent aussi les réseaux de renseignement, des infiltrés et des confidentiels à l'étranger. En 1932, les bureaux les plus importants pour les activités menées contre les antifascistes sont : le Bureau d'investigation 'France, colonies françaises de l'Afrique du Nord et la ville de Tanger' ; le Bureau d'investigation 'Espagne, Belgique, Suisse, colonies espagnoles de l'Afrique du Nord et de l'Amérique latine' ; le Bureau d'investigation 'Amérique du Nord' dont le siège était à New York et qui opère en étroite collaboration avec le Consulat italien newyorkais ; enfin, le Bureau Tripoli qui surveille les socialistes en Italie et à l'étranger⁵⁴².

Il devient presque impossible d'échapper au contrôle des informateurs. Dès qu'un migrant attire l'attention des autorités italiennes, la police politique en vérifie l'identité, les pseudonymes, le lieu de naissance et la dernière résidence en Italie. Puis, la POLPOL fait appel aux fonctionnaires des préfectures locales pour toute information sur ses activités avant son départ, sur ses amis et ses proches restés sur place. Ceux-ci sont même mis sous surveillance et leur courrier est censuré. À l'étranger, la police politique (POLPOL) dispose de nombreux agents qui sont chargés de contrôler les *fuo-rusciti* et de s'infiltrer dans les milieux antifascistes. Les agents en poste doivent reconnaître les groupuscules des

subversifs, collecter des informations sur eux et leur mener « la vie dure ». Ils doivent également conduire des enquêtes sur les mouvements financiers, sur la publication de textes, sur les documents de propagande antifasciste et sur les subversifs qui gèrent les communications entre les organisations en exil et les cellules en Italie. Enfin, ils doivent contribuer à orienter les autorités locales contre les ennemis du régime.

Les effets sociaux de ces activités sont multiples : dès qu'une personne est fichée, toute sa famille se retrouve surveillée. Les vérifications deviennent très assidues. Si les proches d'un subversif se déplacent ou essayent de le rejoindre, ils rencontreront beaucoup de difficulté à se faire livrer leur passeport. Ils seront en outre régulièrement interrogés, lors de leurs voyages à l'intérieur du pays, par la police des transports.

De jure, l'OVRA se compose d'inspectoriats généraux de sécurité publique (Ispettorati di Pubblica Sicurezza), compétents sur autant de zones, et institués au fur et à mesure qu'on en ressent le besoin. Ils atteignent le nombre de 11 et couvrent le territoire national tout entier⁵⁴³. Le premier inspectoriat est créé à Milan en 1927, le dernier dans la région de Ljubljana en 1941. Les inspectoriats de zone constituent un réseau capillaire de policiers, d'espions, d'agents doubles.

Par exemple, la « zone 1 » est centrée à Milan et elle est compétente pour la Lombardie, le Piémont, le Val d'Aoste, la Ligurie, la Vénétie. En 1927, Francesco Nudi y est nommé inspecteur général, il sera suivi par Francesco Peruzzi en 1937 et Tommaso Petrillo en 1943. La « zone 2 », constituée en 1929, est dirigée depuis Bologne et couvre L'Émilie Romagne, la Toscane et les Marches. Cette zone est confiée à Giuseppe D'Andrea. La « zone 3 » est créée à Bari, en 1932 et elle est compétente pour sur les Pouilles, la Basilicate, la Calabre. Le chef de cette aire de l'OVRA est Andrea Calabrese-Aversini. La « zone 4 », créée dans la

même période, couvre l'Ombrie, la Molise et les Abruzzes, sous la responsabilité de Saverio Polito, puis de Guido Leto. La « zone 5 », fondée en 1933, correspond à la Sicile, mais elle est subdivisée en deux bureaux dont les deux directions se trouvent à Palerme et à Catane. La « zone 6 » est établie en 1937 en Sardaigne sous l'autorité de Dino Fabris.

La coordination de l'entière structure OVRA dépend de la Direction générale de la sécurité publique, qui est l'organe central de cette organisation et qui se compose de fonctionnaires et d'agents. Les inspectorats dans les différentes zones géographiques ont pour mission spécifique de prévenir et réprimer les délits politiques et les activités antifascistes, qualifiées d'antinationales. Les inspectorats sont indépendants de toute autorité locale, ils peuvent se prévaloir, pour exercer leur activité, d'un ample réseau d'informateurs. Ceux-ci, recrutés dans les catégories sociales les plus variées et accomplissant donc leur travail dans les milieux les plus divers, sont choisis par les dirigeants locaux, n'ont aucun statut formel d'employé de l'administration de la sécurité publique, et sont rétribués au moyen de fonds secrets mis à disposition du chef de la police. En outre, l'OVRA regroupe les services de renseignement des carabinieri, des préfetures et de la milice du parti fasciste. La police entretient des liens parfois complexes avec le SIM (Servizio d'Informazioni Militari)⁵⁴⁴.

Les chefs de zone sont tenus de faire rapport au chef de la police par des comptes rendus détaillés, reprenant les informations recueillies et les opérations exécutées ; ils sont aussi chargés de déférer les suspects au Tribunal pour la défense de l'État ou, dans les cas les moins graves, aux Commissions chargées de prononcer des assignations à la relégation (*confino*). Bref, la police politique devient un vrai réseau d'espionnage et l'OVRA son bras de répression armée. En France, par exemple, les indicateurs de la POLPOL agissent dans les bureaux de l'Ambassade d'Italie à Paris, dans tous les sièges des Consulats et dans les centres des Fasci ou des

autres associations liées au régime. Pour entraver les déplacements des subversifs d'un pays européen à l'autre, les espions fascistes opèrent sous couverture diplomatique et concentrent leurs actions dans les États où la présence antifasciste a quasiment monopolisé la communauté italienne⁵⁴⁵. À la fin des années 1920, Arturo Bocchini affirme que la police politique a établi des centres de surveillance au sein des représentations diplomatiques italiennes dans le monde entier.

3. La politique étrangère fasciste comme moyen pour la fascisation des collectivités italiennes dans le monde

La consolidation d'un système totalitaire implique la nécessité d'identifier, surveiller et écraser les ennemis. Dans le cas du régime de Mussolini, à partir d'une certaine époque, ceux-ci se trouvent surtout à l'étranger, où finit par résider le noyau vital de l'antifascisme, qui s'organise pour faire circuler de l'argent et financer l'ensemble de ses activités de propagande (manifestations, publication de journaux, de revues et d'ouvrages politiques). Les communautés des *fuorusciti* facilitent les déplacements de leurs camarades rebelles, se structurent pour dérouler des activités de prosélytisme et pour offrir un abri sûr à ceux qui le nécessitent après une mission. Au fur et à mesure, dans ces petites communautés, déjà bien implantées dans les sociétés d'accueil, s'ajoutaient des associations, des sièges des partis politiques reconstruits à l'étranger (LIDU, la Concentrazione antifascista, Giustizia e Libertà, le Parti communiste et le Parti socialiste), ainsi que les organisations de la gauche : l'Internationale communiste et l'Internationale socialiste. Ces carrefours de l'antifascisme relient entre elles les différentes cellules, en garantissant la mondialisation de la lutte.

Pour sa part, le fascisme italien s'efforce de diffuser à l'étranger sa vision des choses par une presse de propagande, par des émissions radio, par le cinéma, par la création d'as-

sociations des travailleurs. Il tente ainsi de coaliser et de contrôler les Italiens à l'étranger dans une optique d'internationalisation du régime, qui vise en même temps à éloigner les migrants de l'influence politique des *fuorusciti* et des diverses associations politiques qui les sollicitent.

En juin 1927, dans une note aux représentants diplomatiques italiens à travers le monde entier, Benito Mussolini relève que « les dix millions d'Italiens dispersés dans les différents pays étrangers représentent une force d'une importance immense ». Selon le Duce, ces communautés à l'étranger « doivent parvenir à considérer leur patrie lointaine non plus comme un doux souvenir, mais comme une réalité tangible »⁵⁴⁶.

La fascisation de la Péninsule et des collectivités italiennes dans le monde est un des présupposés de la politique de grandeur inscrite dans les perspectives de Mussolini : à ce titre, politique intérieure et politique extérieure demeurent intimement unies et la seconde est immédiatement investie par le fascisme. La politique étrangère du régime promeut des liens plus étroits entre l'Italie et les migrants de première et de deuxième génération, y compris ceux qui sont désormais des citoyens de leur terre d'accueil⁵⁴⁷. Le départ forcé de Romano Avezana, l'ambassadeur d'Italie à Paris, en mars 1926, donne le signal de la première véritable épuration au sein de la Farnesina. De novembre 1922 à 1926, ce sont 61 les diplomates, de rangs divers, qui quittent leurs fonctions, avant d'avoir atteint la limite d'âge, de manière délibérée ou non. 18 autres sont écartés en 1926. Cela permet un renouvellement du personnel diplomatique, qui s'accroît en 1927 par l'abolition du cens nécessaire pour entrer dans la carrière diplomatique et consulaire. Le Ministère des Affaires Étrangères va devenir un instrument docile de la politique étrangère fasciste. Ainsi, toutes les réformes mises en œuvre par Dino Grandi, le long de la première moitié du Ventennio, témoignent d'une volonté de plier la diplomatie aux exigences du régime⁵⁴⁸.

« L'engagement de certains immigrés italiens au sein du fascisme – a observé l'historien Ralph Schor – a longtemps été admis avec des réticences. En France, l'immigré typique était plutôt considéré comme un réfugié politique, persécuté par les *squadre* à chemise noire, ou un travailleur dont la politisation semblait seulement concevable dans le cadre du mouvement ouvrier. Le fascisme, admettait-on, n'avait guère pu attirer que le personnel consulaire, des notables fortunés, ou des prêtres réactionnaires. La réalité apparaît toutefois différente. Mussolini, avant même d'accéder au pouvoir, voulait assurer son emprise sur ses compatriotes émigrés. Le projet prit corps, en 1922, lors du congrès de Milan au cours duquel fut décidée la création de *Fasci all'estero* »⁵⁴⁹.

4. Le fuorusciti et le rôle des « Fasci all'estero » dans l'Hexagone

Fondés à l'étranger, les Faisceaux restent assez indépendants du Parti national fasciste et de la Farnesina. Le 18 octobre 1923, Benito Mussolini décide, en qualité de chef du parti et de ministre des Affaires Étrangères, d'instituer une administration autonome des Fasci all'estero, qui ne dépendrait que de lui. Pour résoudre tous les conflits, la solution adoptée est celle de la fusion complète : les Fasci all'estero sont subordonnés à l'autorité diplomatique, qui était censée les seconder, tandis que le corps consulaire est progressivement fascisé.

« En février et juillet 1923, des réunions du Grand Conseil du Fascisme, préparées par Bastianini, donnèrent un contenu concret aux structures fascistes implantées à l'étranger. Des circulaires ultérieures apportèrent les précisions nécessaires, celles-ci étant codifiées par Mussolini dans le Statut des Fasci all'estero, le 29 mars 1928. L'impulsion d'ensemble était confiée à un secrétaire général, d'abord Giuseppe Bastianini de 1923 à 1926, puis Cornelio Di

Marzo de 1926 à 1928 et Piero Parini à partir de 1928. La fascisation de la colonie italienne de France ne prit pas la forme d'une vague déferlante, mais les résultats ne furent pas négligeables et, dans plusieurs régions, les individus officiellement rangés derrière le Duce égalèrent en nombre les militants de gauche. Les chiffres publiés par Piero Parini en 1934 se trouvent en gros confirmés par les sources françaises : à cette date existaient un Secrétariat national à Paris, cinq Secrétariats de zone à Lyon, Marseille, Metz, Nancy et Nice, 42 Fasci et 131 Sections fascistes dépendant des Fasci. [...] À Paris, le nombre des adhérents passa de 650 en 1926 à 2.800 en 1930. Les classes moyenne et supérieure se rallièrent plus facilement. Un rapport de la police niçoise, établi en juillet 1938, mentionnait la profession de 85 des membres du Fascio local : on y relevait le nom de 45 commerçants, 10 représentants des professions libérales, 5 entrepreneurs »⁵⁵⁰.

Le rôle des Fasci all'estero ne doit pas être surestimé. Ces groupes gèrent des initiatives diverses, plus ou moins spontanées, et ils servent d'instrument à activer en fonction des besoins définis par Mussolini ou par la Farnesina⁵⁵¹.

Les Fasci all'estero remplissent le rôle de humus intellectuel du fascisme, représentant un courant très idéologisé qui met en avant le mythe impérial de la nouvelle ère. Dans les années 1930, la pénétration politique et économique fasciste – souligne Ralph Schor – doit beaucoup à la mise en place d'un réseau administratif efficace et à l'action des nouveaux cadres déplacés sur le terrain. Le Duce s'appuie davantage sur des chargés de mission *mandatés personnellement comme émissaires, comme les cas* de Cornelio Di Marzio qui effectue plusieurs voyages en Allemagne et en France.

« Le territoire français était, en effet, couvert par un maillage consulaire serré qui visait à encadrer les immigrés. Ainsi, dans les Alpes-Maritimes, le consulat général de Nice était secondé par deux vice-consulats localisés à Cannes et à Menton et quatre agences consulaires situées à Grasse,

Antibes, Villefranche-sur-Mer et Beausoleil. Les anciens fonctionnaires au service de l'Italie libérale étaient remplacés par des hommes nouveaux, adeptes d'un fascisme dur. Dogmatiques et autoritaires, ils savaient aussi se montrer assez habiles pour ne pas renouveler les provocations qui avaient desservi leur cause dans les années 1920. Les structures officielles s'appuyaient aussi sur des militants résolus qui, localement, relayaient le message mussolinien, diffusaient les mots d'ordre, mettaient leur maison à la disposition d'un agent de passage pour y tenir des réunions. [...] Le fascisme élargit également son cercle d'influence en prenant le contrôle de nombreuses sociétés italiennes regroupant des anciens combattants ou se vouant à des activités culturelles, sportives, caritatives, mutualistes... Par ce biais, il arrivait à toucher les milieux populaires. Les mussoliniens créaient parfois des associations, mais ils préféraient s'emparer des sociétés existantes par des noyautages ou, au besoin, par des coups de force, ainsi pour l'Association des anciens combattants de Paris. Peu importait qu'une partie des adhérents démissionnât pour échapper à la mainmise fasciste; l'essentiel était de contrôler la structure et, si nécessaire, d'en modifier les statuts pour les rendre conformes aux vues de Rome »⁵⁵².

5. *Soustraire aux « fuorusciti »
les communautés italiennes installées en France*

La dramatique conjoncture économique des années 1930 permet au fascisme de se diffuser davantage dans les milieux populaires : « On n'avait plus de moyen – raconte Gina Pifferi – plus rien ! Nous nous sommes tous retrouvés à zéro : tous ! Nous nous sommes trouvés sans un morceau de pain et sans un travail. Je me suis remise à coudre, une camarade m'a prêté une machine à coudre. Amedeo est allé travailler comme menuisier... pour un Italien qui produisait des chambres froides et qui avait plusieurs d'ouvriers... »⁵⁵³.

En France, beaucoup des immigrés italiens se retrouvent au chômage et confrontés à de graves problèmes économiques. Les autorités diplomatiques et consulaires interviennent et donnent ainsi de l'ampleur à l'action sociale fasciste. À Paris, par exemple, le Comitato di Assistenza ai Lavoratori Italiani devient une antenne du Fascio all'estero, auquel les ouvriers sont invités à adhérer. Les Consulats proposent également, sous diverses formes, une assistance médicale, des aides mutualistes et des allocations pour inciter les futures mères à partir accoucher au pays natal.

Précise à ce propos Ralph Schor : « Les autorités italiennes prirent également en main l'organisation des loisirs à travers l'Opera Nazionale Dopolavoro implantée dans des localités de toutes tailles. Une vaste gamme de distractions était offerte aux immigrés : banquets, soirées dansantes, voyages, galas, représentations théâtrales, concerts, football, cyclisme, cinéma, le tout imprégné d'une propagande plus ou moins explicite. Le fascisme se tournait également vers les jeunes, invités à conserver leur identité nationale et à se soumettre aux principes mussoliniens. Chaque année étaient organisés des arbres de Noël assortis de distributions de jouets, de friandises, de vêtements, de brochures patriotiques... En 1930, quelque 4 000 personnes se rendirent à la fête de Noël préparée par le fascio de Paris, 350 jeunes de Toulouse pour une célébration identique en 1936. Les fascistes souhaitaient aller plus loin et proposer un véritable enseignement national. Mais les autorités françaises opposèrent de nombreux obstacles à cette prétention »⁵⁵⁴.

Seule la fin des années 1930 se révèle peu favorable pour le régime, car la victoire du Front populaire et la création de l'Union populaire italienne en France engendrent l'alliance des forces antifascistes. En outre, la croissante proximité de l'Italie avec l'Allemagne nazie déplaît.

Les Fasci all'estero ne semblent pas vraiment perdre un nombre important d'adhérents, mais le recrutement ne progresse plus. La crise de prosélytisme est contrebalancée par

un renforcement du réseau d'espionnage et l'embauche d'artistes, d'écrivains et de journalistes qui deviennent d'honorables partenaires du système de surveillance d'Arturo Bocchini. Depuis les années 1930, par exemple, l'artiste et journaliste Giacomo Antonini devient – à Paris – le point de repère du réseau de l'OVRA⁵⁵⁵.

Vénitien de naissance, aristocrate d'extraction, cosmopolite, le comte Giacomo Antonini opérera en France en surveillant de manière étroite les frères Rosselli et les autres fuorusciti de Giustizia e Libertà. Les épisodes, les intrigues, les déplacements et les mémorandums de Giacomo Antonini sont très nombreux. De Paris, Giacomo Antonini envoie de multiples dossiers à la Direction générale de Rome, et entre temps, il participe aux négociations avec l'éditeur Gallimard pour les droits de Proust à publier en Italie.

Quel a été le rôle exact de Giacomo Antonini dans l'assassinat des frères Rosselli à Bagnoles de l'Orne par les sicaires de La Cagoule (qui agissent en soutien à l'OVRA) ? Rien n'est sûr, mais – vraisemblablement – ses rapports décrivent en détail les déplacements des frères Rosselli. Il a eu peut-être un rôle dans l'identification, de la part des sicaires, de leurs victimes. C'est ce qu'écrivira Aldo Garosci, auteur d'une Vita di Carlo Rosselli à Indro Montanelli : « Il pourrait, consciemment ou non, avoir fourni à l'un des assassins le moyen de le reconnaître en se rendant avec lui à la terrasse de La Coupole »⁵⁵⁶.

Comme on vient de le mentionner, le travail idéologique à l'étranger concerne aussi les mass médias, dont la radio en mesure d'atteindre de nombreux foyers. Pour cela ils sont tenus tous sous stricte surveillance. L'historien Mimo Franzinelli souligne que : « l'infiltration à l'étranger des agents de la police politique ne concernait pas seulement les principaux bureaux politiques des antifascistes, mais elle impliquait aussi tous les milieux populaires de l'émigration italienne. Et grâce à cette ramification, les délateurs – en échange d'une petite somme d'argent ou de menus services

de la part du Consulat – notaient et rapportaient le quotidien des opposants en exil afin de permettre de tenir à jour les dossiers respectifs »⁵⁵⁷.

Les communications de la police soulignent les traits physiques des subversifs pour les rendre mieux reconnaissables aux yeux des agents qui doivent les arrêter. Dans toutes les fiches signalétiques, la police fasciste insiste pour faire apparaître le militant comme un malheureux au comportement antisocial.

En général, les dossiers sont rédigés sous l'influence des théories de Cesare Lombroso, alors en vogue. Pour cela, on ajoute souvent des informations concernant la famille du subversif. La position idéologique des proches d'un opposant, ainsi que leur situation sociale présentent un intérêt évident pour les enquêteurs, qui cherchent à établir des liens éventuels entre les activités du dit militant antifasciste et l'attitude de sa famille à l'égard de la politique du régime. Même le lieu parental de résidence revêt une certaine importance, pour savoir où chercher l'opposant en cas d'arrestation.

Par ailleurs, les menaces proviennent aussi de la police du pays d'accueil, lorsqu'on n'a pas de documents de séjour valables : « À Paris – rappelle Giovanni Bertolini – mon séjour n'a pas été serein. En plus de la faim, au bout d'un an, j'ai été arrêté deux fois en l'espace d'un mois. La première fois sur le boulevard de la Villette durant une descente de police. Tous ceux qui étaient sans papiers ont été conduits au commissariat. L'interrogatoire s'est déroulé dans une cellule non chauffée. Pour les étrangers suspects, la mise en examen était toujours accompagnée d'un passage à tabac. Un policier qui parlait italien m'a accompagné à la préfecture et là on m'a soumis à des interrogatoires et à des tentatives de corruption de la part de fonctionnaires de l'Ambassade d'Italie. Encore un passage à tabac et puis la torture. Le bâton de mon bourreau s'est abattu sur la plante de mes pieds des dizaines de fois. Quelle douleur intolérable ! Pas

seulement de la douleur, mais une décharge électrique qui montait des pieds à la tête, du cerveau aux oreilles, des oreilles à l'estomac et au ventre, puis aux genoux où se concentrait le spasme. La souffrance était alternée avec une torpeur qui me paralysait. Enfin... la tentative de corruption. Le discours était simple : "Vendu et mercenaire. Tu es jeune, abandonnes la politique. Viens avec nous, nous te trouverons du travail". J'ai résisté et au bout de trois jours de jeûne, on m'a libéré, mais sans mes papiers. J'étais méconnaissable. La seconde fois, on m'a arrêté à Chaville, près de Versailles, alors que je me rendais à bicyclette à une réunion de jeunes migrants. L'histoire s'est répétée : interrogatoire renforcé avec un 'nerf de bœuf' et des brûlures de cigarette sur ma poitrine. Beaucoup de questions : 'Comment s'appellent tes complices ? Où sont-ils ? Dans quelles maisons te caches-tu ?'. J'ai été fiché, puis transféré à la prison Saint-Pierre de Versailles »⁵⁵⁸.

« La misère – observe Christopher Duggan – à laquelle avaient été rapidement réduits nombre d'Italiens socialistes et communistes à partir de 1925 rendait ces individus fragiles en face des tentatives de corruption et d'abandon politique [...]. Les indicateurs les plus efficaces étaient en général des subversifs que l'on amenait à accepter un *compromis* avec le régime. Un accord en échange de l'immunité parce qu'ils étaient poursuivis, ou simplement contre de l'argent »⁵⁵⁹.

Pour les espions de la POLPOL, l'objectif essentiel était d'infiltrer de nouveaux délateurs dans la filière internationale du réseau clandestin antifasciste. Les jeux de la police politique vont donc consister à exacerber les antagonismes, à distiller dans les formations des *fuorusciti* le poison du doute réciproque et les contradictions intestines.

Les efforts menés par le régime obtiennent des résultats divers, selon le contexte : « En France – souligne l'historien Fraser Ottanelli – les tentatives mussoliniennes pour enrégimenter la communauté Italienne se heurtèrent à l'engage-

ment antifasciste du mouvement ouvrier local et aux tensions croissantes entre les gouvernements de Paris et de Rome, dues aux revendications territoriales du second sur Nice, la Corse et la Tunisie, ainsi qu'à ses liens de plus en plus étroits avec l'Allemagne nazie. Confrontés au choix entre l'allégeance à l'Italie fasciste et celle au pays où ils vivaient, beaucoup d'Italiens de France préférèrent souligner la coupure entre *l'Italie officielle fasciste* et la *vraie Italie* des travailleurs émigrés antifascistes partageant les idéaux démocratiques de leurs camarades français et désireux d'aider ces derniers dans le combat contre l'ennemi commun, le fascisme. L'appui au régime vint d'un groupe bien plus limité, fait de membres des professions libérales, de boutiquiers, de petits patrons, d'employés d'entreprises Italiennes, du corps diplomatique, des missions catholiques, et non des ouvriers. De même, en Argentine, l'opposition au fascisme permit aux migrants de concilier les liens avec leur lieu de naissance et l'identité nationale du pays d'accueil. Si dans ces deux pays l'antifascisme devenait l'idéologie dominante parmi les Italiens et le moyen pour eux de combiner leur identité d'origine et celle de citoyens antifascistes du pays d'adoption, Mussolini bénéficia en revanche d'un accueil bien plus favorable dans les *Petites Italies* des États-Unis »⁵⁶⁰.

La fascisation des Italiens en Belgique, au contraire, ne prend pas l'aspect d'une vague déferlante. Le milieu profondément antifasciste des migrants ne permet pas une efficace diffusion de la politique voulue par Rome. Soutient Anne Morelli : « L'immigration italienne, arrivée massivement entre 1920 et 1930, n'avait pas en Belgique de noyau socialiste bien implanté, et le terrain fut donc libre pour les communistes en majorité *centristes*, mais aussi *bordighistes*. Les *bordighistes* sont dans l'exil, pour des raisons idéologiques plus que de sécurité. En grande majorité des militants qui vivent dans la capitale et qui écrivent sous des pseudonymes dans la presse clandestine. À Bruxelles, une person-

nalité marquante animera cette fraction et, par sa présence, fixera en Belgique un certain nombre d'oppositionnels du PCI. Il s'agit d'Ottorino Perrone⁵⁶¹, dont le rôle fut essentiel dans le maintien d'un courant de gauche communiste italien entre 1930 et 1945 »⁵⁶². Les partisans d'Amedeo Bordiga se concentrent à Bruxelles, mais ils sont également présents à Seraing et à Gilly : « Numériquement faible, le groupe *bordighiste* de Bruxelles eut cependant une certaine influence sur la communauté italienne de Belgique par le prestige moral de son leader, par la continuité de sa presse (*Prometeo* est vendu à la sauvette aux portes des usines) et par l'intransigeance de ses prises de position. [...] Les dossiers de la police italienne nous renseignent avec précision au sujet de ces réunions, car un indicateur était introduit dans le groupe *bordighiste* de Bruxelles et ses rapports consignaient les décisions prises ainsi que l'identité des personnes présentes. Même les réunions d'apparence les plus familiales, tel un réveillon de Nouvel An, étaient *infiltrées* »⁵⁶³.

6. Le « *fuorusciti* » et la police politique fasciste en France

En France, les deux modalités de la migration italienne (économique et politique) sont étroitement mêlées et il est presque impossible de les distinguer. Cela rend difficile toute évaluation précise autour du nombre total des réfugiés politiques, car ceux-ci ne jouissent d'aucun statut juridique, contrairement à d'autres exilés, dont les Russes en provenance de l'ex-empire des tsars ou les Arméniens. Sur la base des données du Casellario Politico Centrale de l'Archivio Centrale de l'État italien, on peut estimer cette migration à environ 45.000 personnes, dont un nombre élevé de militants communistes⁵⁶⁴, d'activistes socialistes et de syndicalistes anarchistes⁵⁶⁵. Certes, une minorité par rapport à l'afflux général de migrants dans l'Hexagone, mais un phénomène politique d'ampleur considérable, si comparé au nombre d'Italiens présents en France avant 1914.

Comme l'écrit Jacques Girault, il s'agit d'« une minorité fortement politisée au sein d'une masse d'immigrés qui, dans l'ensemble, se tenait plutôt à l'écart de la politique et du syndicalisme. Il importe toutefois de noter que la situation n'était nullement figée, mais qu'elle évoluait sans cesse. Si, par exemple, certains réfugiés, une fois installés en France, cessaient de militer et s'éloignaient de tout engagement politique, on observait par contre que des immigrés économiques faisaient le parcours inverse et se politisaient »⁵⁶⁶.

Au début des années 1930, la France est donc un carrefour de dissidents. Un refuge accueillant pour de nombreux Italiens opposants du régime fasciste. Un pays qui abrite un vaste archipel de dissidents qui séjournent dans les principales villes françaises. Parmi leurs organisations, celle de *Giustizia e Libertà*, puis celles des républicains de gauche, des militants trotskistes, des partisans d'Amedeo Bordiga⁵⁶⁷ et d'autres.

Grâce à un confident de la police politique (alors aux ordres d'Arturo Bocchini) appelé Ugo Girone, un infiltré, Benito Mussolini est tenu au courant des relations particulières entre Léon Trotski et la fraction de gauche du Parti communiste dirigée par Amedeo Bordiga, qui se retrouve autour de la revue *Prometeo*⁵⁶⁸. Selon la police fasciste, la nature de ce rassemblement est trop agressive et il faudrait la réprimer sans tarder. Le régime dépêche alors sur place un imposant réseau de renseignement.

L'activité d'espionnage sur le sol français vise à acquérir les informations nécessaires à comprendre la mosaïque de l'antifascisme et à repérer les points les plus vulnérables. Les instructions d'Arturo Bocchini sont péremptoires : il faut apprêter des mesures extraordinaires de répression. Il faut en outre infiltrer des délateurs crédibles parmi les révolutionnaires. En France, un rôle de la plus haute importance est joué par Pietro Francolini (alias, Seine 1000), en activité auprès du Regio Consolato d'Italia à Paris. C'est sous sa

responsabilité qu'opèrent les infiltrés dans Giustizia e Libertà et dans le Mouvement anarchiste italien. Carlo Rosselli et ses collègues savent bien qu'ils courent le risque incessant d'être trahis, mais ils ne douteront jamais de l'honnêteté de Giacomo Antonini, de Bruno Toccafondi ou de Bernardo Cremonini. L'activité de Bruno Toccafondi est particulièrement puissante : l'espion réussit à mettre à nu le réseau anarchiste italien en France et en Belgique. À Toulon, Bruno Toccafondi se présente chez l'anarchiste Virgilio Gozzoli et, en utilisant des références plausibles et sous le faux nom d'Angelo Bruschi, il peut participer aux réunions secrètes. À Marseille, Bruno Toccafondi, toujours sous le pseudonyme d'Angelo Bruschi, se procure de nouvelles preuves et regagne enfin les anarchistes de Paris. Dans la métropole, il découvre par hasard que les anarchistes se sont remarquablement liés au mouvement de Giustizia e Libertà. Il rencontre, sans difficultés, Carlo Rosselli, Camillo Berneri, Umberto Marzocchi. En même temps, il vérifie les modalités de passage clandestin en Belgique des subversifs et il étudie en détail les activités du Comitato Anarchico Pro-Vittime Politiche⁵⁶⁹.

Peu de temps après, il envoie à Rome des comptes rendus détaillés sur les réunions de Giustizia e Libertà, et des anarchistes, ainsi que les organigrammes de ces deux mouvements. Dans ses mémorandums à l'attention de la Direction générale de Rome (via Rosario Barranco du Consulat général d'Italie à Nice), Bruno Toccafondi écrit : « Le Comité anarchiste de Paris m'a aidé à abandonner la France et expliqué comment gagner la Belgique. En ne connaissant pas la meilleure route à suivre, un membre du Comité, plus précisément le subversif Giuseppe Nardi, m'a accompagné à Lille chez Umberto Marzocchi, en me recommandant comme un honorable et digne militant. Chez la famille d'Umberto Marzocchi, j'ai vécu pendant huit jours et j'ai connu d'autres éléments subversifs qui, presque tous les soirs, se réunissaient chez cet écrivain. La plus grande par-

tie de ces subversifs sont des Français et des Espagnols. Ensuite, Umberto Marzocchi, avec sa voiture, m'accompagne à Bruxelles, où j'ai été introduit à la Ligue des Droits de l'Homme»⁵⁷⁰.

À Nice, le spécialiste du réseau d'espionnage est Rosario Barranco (alias, Varo 2000), détaché auprès du Consulat général d'Italie. Rosario Barranco est en outre le point de repère pour les rapports à collecter et la boîte à lettre privée à utiliser en cas d'urgence exceptionnelle pour dialoguer avec Rome. Sauf en quelques rares occasions, les mémorandums servent à l'ajournement des dossiers personnels des fuorusciti du Casier politique central de Rome et à une étroite surveillance de leurs activités en exil.

À Marseille, le confident du régime est Ettore Pettinati (alias, Rodano 3000). Agent de police auprès du Consulat général d'Italie, il est ensuite chargé de la section spéciale de la police du bureau de Menton. Pour toutes ses communications, le réseau d'espionnage italien de la POLPOL utilise le pli diplomatique et exploite les Ambassades et leur filière consulaire pour piloter son travail. Dans le peloton des hommes de confiance, de nombreux agents recrutés en époque libérale, d'autres engagés pendant la période fasciste.

Enfin, à compléter l'ossature de l'espionnage fasciste, il y a des subversifs qui ont signé un compromis avec le régime. C'est le cas de Bernardo Cremonini, ancien anarchiste émilien très proche de Camillo Berneri, Leonida Mastrodicasa, Carlo Frigerio, Gusmano Mariani, Umberto Marzocchi. Il s'agit d'un infiltré dans la direction politique des anarchistes italiens à Paris. Le mouvement anarchiste est sans doute une des forces politiques parmi les plus représentatives de la lutte contre le fascisme en France. Il est également le plus persécuté, pour les multiples ennuis qu'il cause au régime⁵⁷¹.

Pour le mouvement anarchiste, le fascisme n'est pas seulement un système oppresseur comme tous les autres, « mais il est le gouvernement le plus violent et exprime la violence la plus crullee que l'on peut imaginer »⁵⁷². Le passage à la

clandestinité en 1922, devenu nécessaire à la survie du mouvement même, s'accompagne du transfert à l'étranger de la presse. Sa proximité, ainsi que la présence d'une communauté italienne, installée sur place de longue date, font de l'Hexagone un refuge idéal, une voie d'issue privilégiée de la migration politique.

« Le mouvement libertaire italien – observe l'historien Gaetano Manfredonia – n'était pas pour la première fois confrontés à l'expérience de l'exil. Toute l'histoire de cette formation fut ponctuée par le départ forcé pour des périodes plus ou moins longues de ses cadres pour échapper à la prison ou *au confino*. Ils furent sans doute aussi parmi les toutes premières forces politiques de l'exil à s'organiser en se dotant de structures d'accueil et de secours nécessaires à la poursuite des activités interrompues au moment de leur départ. [...] Le mouvement en France se trouva ainsi tout de suite, et pratiquement sans interruption majeure, en mesure de reprendre ses activités politiques, sociales, culturelles. Les militants italiens bénéficièrent aussi, surtout au cours des premières années, de la solidarité active des camarades français qui leur apportèrent un appui considérable contre la répression dont ils étaient victimes en France même »⁵⁷³. Comme l'écrit F. Fontanelli, « la presse libertaire de langue italienne en France produisit une soixantaine de titres durant l'Entre-deux-guerres. Quatorze d'entre eux ont vu le jour dans la cité de Marseille. Un phénomène qui s'amplifia dans l'exil comme un remède à la dispersion des militants »⁵⁷⁴.

Les structures organisationnelles dont ils se dotent, cependant, sont toujours conçues à titre provisoire : « L'espoir resta fort parmi les exilés de pouvoir bientôt regagner l'Italie et de poursuivre l'agitation révolutionnaire brisée par la réaction. Toute l'immigration libertaire en France garda toujours son caractère éminemment politique et militant axé sur une volonté de lutte à outrance contre le fascisme. Jamais ils ne cessèrent d'envisager la riposte sur le terrain de la lutte armée, et à cet égard l'exil ne marqua pas une rup-

ture avec le passé. [...] La volonté de poursuivre la révolution italienne demeurait au centre de leurs préoccupations, volonté qui se trouva d'ailleurs renforcée, surtout les premières années, par la conviction longtemps partagée par tous les réfugiés du caractère éphémère du régime fasciste. Cependant, contrairement aux autres forces démocratiques et réformistes, ils ne se faisaient aucune illusion sur de possibles solutions à caractère institutionnelles ou parlementaires pour se débarrasser de Mussolini. Convaincus que seulement un mouvement insurrectionnel pourrait en venir à bout par la force, ils espéraient que les forces populaires pourraient, après le renversement du régime, permettre à la révolution de reprendre son élan brisé par la réaction »⁵⁷⁵.

Même les communistes italiens, battus sans avoir pu véritablement livrer bataille à l'ennemi, conscients de leur défaite, gardent très vive la volonté de revanche. Bien que de grosses difficultés aient affecté leur parti, les communistes italiens reprennent leur combat contre le Duce⁵⁷⁶. Déjà le 23 janvier 1926, au cours du Congrès à Lyon, le Parti communiste affirme qu'il faut stopper l'ascension rapide de Benito Mussolini en Italie. Bien que les problèmes à affronter soient nombreux et pressants, il faut « mettre des bâtons dans les roues au régime ». La nécessité et l'urgence sont évidentes, mais il se traite de bien définir le type d'intervention à prévoir de la part des militants en exil et des cellules dormantes en Italie. Les communistes se placent, tout comme les anarchistes, parmi les opposants les plus actifs du régime. Pour conduire l'opinion publique sur le chemin de l'insurrection et les individus sur la voie de la résistance, la propagande se doit de jouer un rôle décisif. *L'Unità* (journal publié clandestinement) reprend ses parutions dès 1927.

« La presse clandestine – observe l'historien Olivier Wieviorka – joua un rôle éminent dans la structuration des résistances intérieures. De fait, les populations sous la botte souffraient d'une soif d'information que la presse servile était loin d'étancher [...] L'articulation entre la presse clan-

destine et les formations résistantes obéit, cependant, à une combinatoire variée. Plus que d'autres sans doute, les communistes mesuraient l'incidence de la propagande, à laquelle ils attachaient un prix particulier »⁵⁷⁷. Malgré les perquisitions, les coups de filet, les enquêtes policières, le Parti communiste survit et il reste, pour l'OVRA, une source d'inquiétude⁵⁷⁸. Il fait bande à part par rapport aux autres forces antifascistes et son organisation clandestine fait preuve de beaucoup de vitalité. Le régime en est conscient et il sait que le but ultime des communistes demeure le soulèvement armé, au moment propice. Mais il sait également que les divisions politiques des forces révolutionnaires et prolétariennes lui ont déjà permis de remporter une victoire facile. Malgré les efforts déployés par l'antifascisme en vue de coordonner l'action des forces politiques, le front unique révolutionnaire reste une formule mort-née.

La fracture entre le Parti communiste et le Mouvement anarchiste⁵⁷⁹ d'une part, l'éclatement du Parti socialiste de l'autre, puis la crise d'identité du Parti républicain rendent – hélas – impossible la mise en œuvre, par l'antifascisme, d'une stratégie d'action coordonnée et efficace contre le Duce. La police politique d'Arturo Bocchini le sait bien et elle se prodigue pour qu'une telle option demeure irréalisable. L'apparat fasciste d'espionnage incite les antagonismes entre les partis en exil et inocule dans les formations des *fuorusciti* le poison du doute réciproque.

*7. Traquer les opposants, leur mener la vie dure :
le cas des Émiliens les plus intransigeants*

L'installation durable du régime de Mussolini en Italie a pour corollaire, en France, une succession d'actions violentes contre les antifascistes italiens. Dans l'Entre-deux-guerres, l'antagonisme fascisme-antifascisme est sans aucun doute un phénomène important. Benito Mussolini consacre une attention particulière au contrôle des activités politiques

de ses opposants. De 1922 à 1943, plus de 114.000 nouveaux dossiers de subversifs sont rassemblés dans le Casier politique central de Rome et les suspectés sont espionnés et persécutés en Italie, en France, à tous les coins du monde. La position du Duce à ce propos est nette : « L'opposition n'est pas nécessaire au fonctionnement d'un régime politique sain. L'opposition est superflue dans un régime totalitaire comme c'est le régime fasciste »⁵⁸⁰.

Un des rôles principaux de la police politique (POLPOL) est ainsi de traquer les opposants, d'intercepter la propagande, de museler les opinions, de freiner toute analyse critique, d'assurer à la Direction générale de Rome le contrôle sur tous les individus contraires au pouvoir fasciste. En France, « les actions souvent violentes et la lutte impitoyable qui oppose les antifascistes aux fascistes trouvent toujours un large écho dans la presse française. Bien que cette partie de l'émigration italienne soit de loin la moins nombreuse, elle devient vite pour l'opinion publique de l'Hexagone représentative de l'ensemble des Italiens qui vivent en France. C'est ce climat général qui prévaut et qui entoure la présence italienne en France lorsque Carlo et Nello Rosselli sont assassinés, le mercredi 9 juin 1937 en début de soirée près de Bagnoles de l'Orne, à quelques pas du château de Couterne »⁵⁸¹.

L'assassinat de Carlo et de Nello Rosselli va donner lieu à une impressionnante série d'articles consacrés tant au meurtre des deux frères qu'à une connaissance plus approfondie de l'activité des antifascistes italiens en France. De leur mort à la fin du mois de juin, les frères Rosselli deviennent le centre d'intérêt de l'opinion publique française. Les Français se passionnent pour cette affaire qui met la migration politique et l'action des Italiens en exil dans une position inédite. La presse désigne enfin cet acte comme un crime politique et indique les sicaires comme des agents à la solde de la police fasciste. La barbarie de cet assassinat entraîne un renversement de l'image des *fuorusciti*.

Aux yeux de Rome, les mesures répressives sont à démultiplier, notamment à l'encontre des opposants à l'étranger : communistes, socialistes, anarchistes, libéraux. Ces derniers sont les premiers à être écrasés, car on les juge comme des ennemis absolus, soit des subversifs très dangereux à éliminer à tout prix. D'ailleurs, tous les rebelles impénitents doivent être réduits au silence et notamment, les incorrigibles, partisans d'une forme de lutte très radicale et intense. Ces antifascistes sont ceux qui, en premier, ont perçu la capacité destructrice du fascisme et qui ont immédiatement ils choisi la lutte. Pour le fascisme, ce sont des esprits rebelles à éliminer, des hommes de terrain dangereux, des fous visionnaires, des insoumis nocifs qu'il faut écraser, en raison de leurs idées de changement révolutionnaire. Cette *armada* de rebelles, est à mettre aux marges, à persécuter⁵⁸². Une concentration d'hommes et de femmes ordinaires dont il est question de se débarrasser à tout prix.

À la suite de la prise du pouvoir d'Hitler en Allemagne et à la fragilisation de plus en plus évidente de la paix en Europe, l'antifascisme en exil se trouve confronté à une situation qui le force à évoluer au sein d'un environnement très précaire. En France, après des années de relative tolérance, la multiplication des actes de répression, les expulsions massives rendent insoutenable la vie des *fuorusciti*, et tout effort organisationnel durable s'avère désormais impossible. Aux tribulations communes à tous les exilés en quête d'un travail ou d'une carte de séjour, les anarchistes et les communistes sont confrontés, d'une manière spécifique, à la politique répressive des autorités françaises. La police s'acharne surtout contre les militants jugés dangereux ou supposés capables de commettre des actes terroristes.

À la conjoncture internationale contraire, s'ajoutent les provocations des agents de la police politique, comme le montre l'itinéraire de GUIDO PICELLI⁵⁸³. Apprenti horloger à Parme, devenu acteur de théâtre, il s'engage comme volon-

taire dans la Croix Rouge en 1916 pour ne pas trahir ses convictions pacifistes. Vers la fin de la guerre, il est envoyé à l'École d'Officiers de Modène, formation qu'il met à profit pour fonder les Gardes Rouges en 1920. Dans la même année, il adhère au Parti socialiste italien. En juillet 1922, à la tête de quelques centaines d'Arditi del Popolo (une organisation d'autodéfense contre les bandes armées fascistes), il repousse une dizaine de milliers de chemises noires lancées dans une expédition punitive contre la ville de Parme, la seule municipalité qui ne leur a pas cédé. Ce succès est dû en partie à une large union des forces démocratiques, allant des anarchistes aux populaires catholiques, qu'il parvient à réaliser contre l'ennemi commun. Son génie militaire fait le reste. À l'époque, Picelli est parmi les rares politiques italiens à comprendre que seule l'unité des forces démocratiques peut défaire la force et le consensus fasciste. Ses idées politiques, qui prédiront les luttes des Fronts populaires européens des années 1930, trouvent une première concrétisation en 1922 à Parme quand 10.000 fascistes, menés par Italo Balbo, seront dispersés après cinq jours de bataille, en laissant dans les rues 39 morts et 150 blessés. C'est à ce moment-là que Picelli met en pratique son ancienne instruction militaire, en devenant le maître italien de la guérilla urbaine. En 1924, alors que Mussolini, au pouvoir depuis octobre 1922, fait basculer la Péninsule vers la dictature, Guido Picelli parvient à hisser un drapeau rouge, pendant un quart d'heure, sur le balcon du Parlement., alors qu'il vient d'être réélu député, comme indépendant cette fois, sur les listes du Parti communiste d'Italie. En novembre 1926, déchu de son mandat parlementaire, il est arrêté, incarcéré, puis assigné à résidence surveillée. En 1931, il réussit à s'enfuir en France où il rejoint son frère Vittorio⁵⁸⁴.

Dès l'arrivée au pouvoir du Duce, l'appareil du Parti communiste italien s'est expatrié en URSS ou en France. C'est ici que Picelli retrouve au moins 2.000 exilés politiques en provenance de Parme, tous traqués par la POLPOL. Picelli

n'est pas un exilé comme les autres, comme l'affirme son neveu Gianfranco : « Même à Paris, mon oncle Guido était une véritable légende du prolétariat international pour avoir obtenu dans la bataille de Parme, au mois de juillet 1922, la première victoire contre le fascisme. J'ai rencontré mon oncle Guido seulement en 1932 suite à sa fuite clandestine de l'Italie. Quand je vis mon oncle Guido pour la première fois, il me sembla un géant. Mon oncle était grand... très grand ! Plus grand que les hommes de sa génération. Les fiches signalétiques de la police politique attribuaient à Guido Picelli une taille de 1,75 cm, mais il mesurait probablement plus que cela. Une des spécialités de mon oncle était de dissimuler son identité pour échapper aux embuscades des squadristi et aux espions de l'OVRA. Il venait souvent chez nous, Rue de Vert-Bois. Quelquefois il dormait chez nous, mais seulement quelquefois, pas toujours, parce qu'il vivait en clandestinité. J'avais 9 ans lorsque Guido arriva à Paris. J'étais né à Parme en août 1923, mais avant d'avoir accompli deux ans, j'étais expatrié en France, avec ma mère Maria, mon frère Guido jr. et mon frère Attilio, pour rejoindre mon père Vittorio, un fuoruscito. En France, ma famille passa des périodes très dures. Nous étions tenus presque toujours sous contrôle par les informateurs de la police. Mon père Vittorio, après avoir travaillé au quotidien *Corriere degli Italiani* avec Giuseppe Donati, avait fondé *L'Informazione*. Le premier numéro sortit 15 octobre 1933, mais ce quotidien vit seulement quelque mois. De Rue de Vert-Bois, nous nous transférâmes à Bry sur Marnes, dans la banlieue parisienne, toujours surveillés par les agents de la police politique italienne. Mon oncle était arrivé à Paris en février 1932, mais au mois de juillet de la même année, à la fin d'un discours politique à Fontenay sur Seine, il fut arrêté par la police française et expulsés deux jours après vers la Belgique »⁵⁸⁵.

Picelli poursuit son travail militant en Belgique avant de traverser l'Allemagne et de rejoindre l'URSS. Mais à

Moscou, il n'y est pas bien accueilli par Palmiro Togliatti, en pleine ascension dans le Komintern. En 1936, Guido Picelli quitte spontanément l'URSS pour la France et l'Espagne qu'il peut rejoindre grâce aux réseaux du POUM. Engagé dans les Brigades internationales, ce pacifiste convaincu montre de nouveau des talents hors du commun pour l'action militaire.

Le Duce a ordonné, depuis les événements de Parme, à Arturo Bocchini de rendre la vie difficile à Guido Picelli et à sa famille. L'OVRA et la POLPOL le traquent sans cesse. La répression est effrayante. La famille Picelli demeurée en Italie subit des sanctions et des violences jusqu'à septembre 1943.

Venons-en aux souvenirs d'un autre exilé, LUDOVICO ROSSI, originaire de Ravenne, qui a tenu un carnet de sa vie au temps de son engagement antifasciste⁵⁸⁶. En septembre 1920, il est fiché pour la première fois par la police. À l'époque, Ludovico est le secrétaire dans sa ville natale du Cercle des jeunes socialistes L'Aurore. À cause de son infatigable activité politique, il fait l'objet de nombreux arrêts et de multiples intimidations, qui le mènent à demander son passeport auprès des autorités pour s'expatrier. Une note officielle du préfet de Ravenne rejette son instance par ces mots : « Ce bureau par une note officielle n° 6.086 a refusé l'autorisation de faire avoir le passeport à Ludovico Rossi puisque cet individu est un communiste dangereux, capable de traduire ses idées en conduites nuisibles et de commettre des crimes contre l'État et les membres du gouvernement »⁵⁸⁷.

Ce refus pousse Ludovico Rossi à regagner la France de manière clandestine en 1923. Il traverse la frontière avec la Suisse, puis il parcourt à pied 40 kilomètres afin d'atteindre une gare sûre dans le Canton Ticino et prendre enfin un train en direction de Paris. Dans la capitale française, il travaille comme assembleur mécanicien et milite pour le Parti com-

muniste italien, tout en fréquentant les milieux anarchiques. Il est arrêté dans le siège d'un des cercles anarchistes parce qu'il détient un pistolet automatique. Bien qu'expulsé du territoire français, il se rend clandestinement à Marseille. Son nom est inséré, par la police fasciste, dans le Bulletin des Recherches [Supplément révolutionnaire] comme communiste dangereux à arrêter.

Un parcours semblable vers la migration concerne le communiste ANTONIO CARINI⁵⁸⁸, originaire de Plaisance, qui, en 1924, émigre en Argentine pour éviter les persécutions du régime, mais la police politique de Mussolini parvient à le traquer même à Buenos Aires et dans la ville de Rosario. Les rapports détaillés des indicateurs infiltrés au sein de la communauté des expatriés italiens illustrent l'engagement politique ainsi que le quotidien d'Antonio Carini. En parallèle, le bureau provincial de l'OVRA de Plaisance tient sous contrôle sa famille qui essaie de survivre parmi mille difficultés pratiques, en dépit des réitérées intimidations. En novembre 1936, Antonio Carini quitte Buenos Aires en direction de l'Europe afin de prendre part au conflit espagnol comme volontaire. Il arrive à Anvers, puis il se transfère à Paris, où il habite chez un ouvrier. À noter que, à l'époque, nombre de sympathisants ont transformé leurs habitations en refuges pour accueillir provisoirement les volontaires destinés au combat en Espagne. Leur passage au-delà des Pyrénées est organisé par l'intermédiaire du réseau clandestin communiste, financé par les services secrets russes, qui opère en montrant une grande efficacité.

Une fois arrivé clandestinement en Espagne, Antonio Carini s'enrôle dans les Brigades internationales dans lesquelles il devient sergent du bataillon Garibaldi. Entretemps, les autorités italiennes demandent son extradition. Activement recherché sur sol espagnol, il prend part aux combats de Madrid, Huesca, Farlete et Hebro. Entre juin 1937 et août 1938, il est blessé trois fois au combat. Comme

il le confie à son journal intime : « En Espagne, les avions fascistes volent très bas et ils poursuivent tout un chacun. On fuit. On se cache un peu partout, pour se mettre à l'abri. Puis, il y a les blessés... Ils pleurent... ils pleurent non de douleur, mais d'impuissance. À Huesca, l'ennemi ne fait pas de prisonniers. Même les femmes sont exécutées sur place. Il vaut donc mieux mourir au combat que se rendre... »⁵⁸⁹.

La présence en Espagne d'Antonio Carini est signalée par des sources journalistiques que le régime fasciste exploite. C'est ainsi qu'il est inscrit dans le *Bulletin des Recherches* [Supplément révolutionnaire] comme communiste à arrêter. En février 1939, Antonio Carini est de nouveau en France où il est interné dans les camps de Saint Cyprien, Gurs et Vernet jusqu'en avril 1941.

Les pérégrinations d'ENRICO ZAMBONINI apparaissent presque incroyables. Né à Villa Minozzo, un village de l'Apennin toscano-émilien en province de Reggio Emilia, Enrico (ou Diavolo, d'après son pseudonyme), âgé de 13 ans, se rend à Gênes pour travailler chez son oncle, militant socialiste. En 1913, il participe, en Libye, à la guerre Italo-Turque. En 1919, Enrico devient membre de la formation des Arditi del Popolo et il milite avec la formation anarchiste de Carnesecchi-Novatore. En 1921-1922, il intensifie son activité de propagande politique et de lutte armée, alors que l'OVRA le traque. La police rédige sur lui une fiche biographique où il est étiqueté en tant que subversif et propagandiste de la lutte armée. Il doit donc quitter l'Italie rapidement. Il fuit à Marseille à la fin de l'année 1922.

La proximité de la frontière et la présence d'une communauté italienne installée depuis longtemps font de Marseille, ainsi que de sa région, un refuge idéal pour les migrants anarchiques et socialistes. Enrico Zambonini restera dans la cité phocéenne jusqu'à 1928, en gagnant sa vie comme ouvrier et en menant son activité politique dans les milieux libertaires⁵⁹⁰.

À Marseille, Ettore Pettinati, agent de la police politique POLPOL, assigné au Consulat général d'Italie, réussit à suivre les activités de cet anarchiste, qui, en raison de son engagement subversif sera arrêté par la police française à Saint-Raphaël et expulsé. En 1932, Enrico Zambonini fuit en Espagne, où il fréquente Nicholas Lazarevitch, Francisco Ascaso, Buenaventura Durruti et Ernesto Bruna avec lesquels il a l'ambition de mettre les bases pour la révolution populaire. À Barcelone, en fait, une consistante collectivité anarchique italienne est en train d'œuvrer, en dépit de la surveillance de la police politique d'Arturo Bocchini. Une note rédigée par cette dernière rapporte qu'« Enrico Zambonini est un anarchiste dangereux. Il est souvent à l'endroit d'Egidio Benvenuti. C'est chez Benvenuti, qu'Enrico Zambonini et de nombreux subversifs et révolutionnaires séjournent ou se rencontrent régulièrement depuis quelques mois »⁵⁹¹.

Zambonini participe à la révolte des Asturies en 1934 et il est emprisonné à Barcelone. Expulsé de l'Espagne le 19 novembre 1934, il est emprisonné à Perpignan. Le 9 août 1935, il est expulsé de la Belgique, puis du Luxembourg, où il s'était rendu entre-temps. Enrico Zambonini repart pour l'Espagne à la fin de l'année 1935. Le trajet vers Barcelone est compliqué. Du Luxembourg, Enrico Zambonini arrive à Paris où il est assisté par des camarades du mouvement libertaire, puis il gagne la ville de Marseille. Sur place, il vit de manière clandestine avant que le Comité anarchiste d'aide aux victimes de la répression politique lui fournisse de l'argent, une fausse identité et un passeport contrefait pour passer la frontière espagnole.

À partir de 1936, Marseille est devenue l'avant-poste de l'engagement espagnol⁵⁹². C'est l'endroit où résident les éléments les plus politisés du mouvement ouvrier, mais c'est aussi un carrefour d'espions, tout comme de passeurs qui aident les antifascistes en exil à partir pour l'Espagne, pays qui offre une occasion inespérée de lutte contre le Duce et

de mobilisation militaire. Le 13 août 1936 des volontaires constituent, à Barcelone, la *Colonna Italiana*, une légion se composant de 130 antifascistes, majoritairement des anarchistes proches de la Fédération anarchiste ibérique (FAI).

De Barcelone, Enrico Zambonini, à côté de Camillo Berneri, prend part à la guerre civile espagnole. Après la défaite des républicains, Zambonini est interné dans les camps d'Argelès-sur-Mer et de Gurs. En raison de son très mauvais état de santé, il est hospitalisé à l'hôpital de Perpignan et puis renvoyé en Italie, en août 1942, où on l'assigne à résidence à Ventotene.

La tragique odyssee d'un autre opposant, CAMILLO BERNERI – l'anarchiste le plus traqué d'Europe –, est sans doute hors du commun⁵⁹³. Dans la documentation conservée dans les archives de la Famille Berneri-Chessa à la bibliothèque Panizzi de Reggio Emilia, la première communication policière sur Camillo Berneri date du 25 mars 1916. À cette occasion, l'attention des autorités est attirée par les activités antimilitaristes de ce jeune opposant. La préfecture de Reggio Emilia signale que « le révolutionnaire Camillo Berneri, membre du Comité politique de la Fédération des jeunes socialistes, serait en train de faire propagande contre la guerre »⁵⁹⁴. Dès le mois de juillet, la police intensifie le contrôle qu'elle exerce sur les activités de Camillo Berneri et informe le Ministère de l'Intérieur que ce jeune militant veut quitter le Parti socialiste pour s'engager au sein du mouvement libertaire. Les conséquences de ce choix de Camillo Berneri sont immédiates : la police rédige une fiche biographique « en considération du fait qu'il a commencé à diffuser des théories libertaires »⁵⁹⁵.

Comme le soutient Giovanni Stiffoni, « la richesse de détails de la description physique de Berneri atteste que la police veut divulguer les caractéristiques physiques du subversif pour qu'il soit connu de ses espions. Progressivement, le dossier devient de plus en plus riche de détails, car le sys-

tème policier et les services secrets de l'État ne considèrent plus l'intellectuel comme un simple propagandiste, mais comme un subversif capable de mettre en danger le statu quo »⁵⁹⁶.

En 1927, le Casellario Politico Centrale demande de réaliser 130 copies de la photo de cet anarchiste italien à la division photographique, afin de les faire circuler dans toutes les préfectures et les bureaux des douanes du Royaume.

À la fin de ses études universitaires, Berneri commence à travailler comme enseignant dans plusieurs lycées de l'Italie centrale, alors que la police s'intéresse des lectures dont cet intellectuel nourrit son esprit. La formation culturelle de Camillo Berneri est une donnée particulièrement significative pour la police politique, car – à l'époque – les aspirants révolutionnaires ayant un niveau scolaire élevé ne sont pas nombreux⁵⁹⁷.

Le profil de Camillo Berneri reconstruit par la police en Italie et, ensuite, par les services d'information à l'étranger, lorsqu'il s'exile en France, dessine un homme « malheureux » (affirmation d'un rapporteur de la POLPOL). Selon un indicateur du Consulat d'Italie à Paris, en février 1931, lorsque le gendarmes arrêtent pour l'énième fois ce militant, « Camillo aurait déclaré d'être presque content de rester en prison une année entière, plutôt que de continuer sa vie d'errant et de se faire toujours expulser »⁵⁹⁸.

Pour la police politique, Berneri est un instigateur à la violence. Une note confidentielle du mois d'avril 1928 affirme que Camillo Berneri et Alberto Giannini se seraient rendus à Bruxelles pour y mener « une propagande nuisible [...], notamment parmi les subversifs anarchiques, qu'ils sollicitent à agir »⁵⁹⁹. Dans la même année, un informateur insiste sur la nécessité « de surveiller Camillo Berneri et de découvrir si – et dans quelle mesure – il tente d'organiser des actes terroristes »⁶⁰⁰. Selon les sources de la police politique, cet intellectuel libertaire ne serait pas seulement un militant violent prêt à agir contre les autorités fascistes, mais il serait

aussi un point de repère pour les plus dangereux des anarchistes.

Les vicissitudes de GUIDO PICELLI, LUDOVICO ROSSI, ANTONIO CARINI, CAMILLO BERNERI représentent parfaitement les difficultés de cette première résistance transnationale. La vie d'un dissident politique se révèle bien plus instable que celle d'un migrant économique. Le transfert continu d'un pays à l'autre, effectué pour des raisons de survie et pour échapper aux polices et aux services secrets, témoigne cette précarité. Guido Picelli, par exemple, choisit initialement la France, puis se rend en Belgique, ensuite en Allemagne et en URSS, pour s'engager enfin dans le conflit espagnol où il meurt d'une balle dans le dos le 5 janvier 1937. Le périple d'Antonio Carini est analogue. De Plaisance, il émigre en Argentine, puis revient en Europe, pour se battre en Espagne et, après 1943, en Italie (il sera tué à Forlì par les nazi-fascistes en 1944).

Camillo Berneri, l'*anarchiste sui generis*, comme il se plaisait à se définir lui-même, doit affronter les mêmes adversités avant de mourir en Espagne, tué par des sicaires de Staline, car soupçonné d'être un *hérétique*.

8. Une « diaspora nationaliste » entre fascisme et antifascisme

Au cours de l'Entre-deux-guerres, un double combat se déroule entre les fuorusciti italiens et les services secrets fascistes. Le premier a lieu de manière publique : par des grèves, par la diffusion des publications politiques, par un grand nombre de manifestations contre le régime ou par la dissémination d'une propagande souterraine. Le second se développe, au contraire, dans l'ombre, de manière clandestine, par des embuscades, de coups de main, des attentats, des sabotages, des délits. Ce conflit a pour théâtre la France, la Belgique et la Suisse.

Afin d'expliquer les racines de la violence entre les opposants et le régime de Mussolini, ainsi qu'au sein du milieu des *fuorusciti*, en partie cause du ressentiment de l'opinion publique française vis-à-vis des migrants italiens⁶⁰¹, il faut rappeler une longue succession de faits politiques s'étalant entre les deux guerres mondiales⁶⁰².

Le 3 septembre 1923, deux ouvriers italiens, fidèles mussoliniens, Gino Ieri et Silvio Lombardi, sont tués à Paris par l'anarchiste Mario Castagna. Le 20 février 1924, dans un restaurant parisien près de l'Opéra, le jeune anarchiste Ernesto Bonomini tue, avec un revolver, le responsable local du *Fascio*, Nicola Bonservizi (correspondant du journal *Il Popolo d'Italia*). Ernesto Bonomini, arrêté après l'attentat, est condamné à 8 ans de travaux forcés. Aux derniers jours du mois d'octobre 1926, éclate l'affaire Ricciotti-Garibaldi, qui occupe les premières pages de la presse française. Ricciotti-Garibaldi, l'un des petits-fils du héros du Risorgimento italien, vit en France et se proclame antifasciste. Il subventionne le journal communiste *La Riscossa* et, en 1925, il constitue des légions qui devaient envahir l'Italie et renverser Mussolini.

Selon beaucoup d'hommes de la gauche, Ricciotti-Garibaldi est un personnage respectable. Pour d'autre, au contraire, Ricciotti-Garibaldi est plutôt un agent provocateur qui envoie en Italie des antifascistes avec des documents compromettants, au risque de les faire arrêter. On sait qu'il est en contact avec la police politique et que, pour ses services, il reçoit de Rome des sommes d'argent considérables.

Le 12 septembre 1927, le vice-consul d'Italie à Paris, le comte Carlo Nardini, est assassiné par le communiste Sergio Di Modugno (alias Nino Pilato) expatrié en France pour se soustraire à la police fasciste.

À Paris, la même année, au cours d'une manifestation politique en faveur de Sacco et Vanzetti, ce communiste tue aussi l'agent consulaire Carlo Nardini. Le tribunal français, compte tenu de la raison politique du délit, condamne Sergio

Di Modugno à 2 ans de prison. Purgée sa peine, Di Modugno part pour l'Union Soviétique.

Le 19 novembre 1928, à Nancy, l'abbé Cavaradossi est assassiné par Angelo Bartolomei. Cet anarchiste réussit à fuir en Belgique, mais il y sera arrêté en janvier 1929.

Le 14 mars 1928 dans un immeuble de la rue du Faubourg Saint-Denis à Paris, est éliminé Angelo Savorelli (1894-1928), un réfugié politique. Son meurtrier est Alvese Pavon (1903-1930), un autre exilé italien, arrivé à Paris en 1926. Cet épisode fait la une de journaux populaires français pour plusieurs motifs : les Italiens constituent à l'époque la première communauté étrangère en France ; le milieu des réfugiés antifascistes est en pleine effervescence et la police secrète de Mussolini rôde partout. Les protagonistes de cet événement dramatique sont tous des militants, susceptibles d'être mis sous pression et, éventuellement, corrompus par les services secrets italiens. Angelo Savorelli est un membre du Parti républicain et Alvese Pavon est un jeune antifasciste, qui a perdu un bras dans une bagarre contre les milices mussoliniennes. Après sa mort, les enquêteurs français découvriront qu'il était devenu un informateur de la police politique fasciste, car il se trouvait dans une situation matérielle difficile et dans un état de santé déplorable.

Le 22 août 1928, le marquis Di Mauro, consul d'Italie, est blessé dans un attentat à Saint Raphaël. À Nice, le 1^{er} septembre 1929, une bombe lancée par un inconnu sur un groupe d'ex-combattants fascistes fait trois morts et de nombreux blessés.

L'historien Ralph Schor observe à ce propos : « À la suite de chaque meurtre et du procès qui s'ensuivait, lorsque l'assassin avait été arrêté, les diverses familles politiques françaises réagissaient d'une manière passionnelle qui, le plus souvent, ne devait rien à la stricte équité et au respect de la vie humaine. La gauche n'accordait pas de pitié à des hommes qui, mêmes morts, restaient des ennemis ; en revanche, elle manifestait toute son indulgence et sa compréhension

aux assassins. Les communistes, avec un esprit de système, les socialistes, les radicaux, les membres de la CGT, avec plus de nuances, s'attachaient à démontrer que les serviteurs du fascisme étaient les véritables coupables. Les fascistes étrangers, par leur brutalité, leurs provocations, suscitaient des haines très explicables et armaient le bras de ceux qu'ils avaient trop longtemps tyrannisés. Il est inévitable que cette haine éclate, de-ci, de-là, chez les plus impulsifs, chez eux qui avaient subi 'le martyre', disait *l'Humanité*. [...] Les socialistes comprenaient aussi les gestes de désespoir des exilés politiques : 'Quand ils rencontrent ici, à Paris, un individu portant l'insigne fasciste, on comprend que tous ces gens ne peuvent oublier les brutalités et les crimes commis par les bandes de Mussolini. Beaucoup d'entre eux ont dû s'enfuir, frappés, blessés, ayant devant les yeux la vision de camarades morts'. De la sorte, la gauche présentait souvent les assassinats comme de véritables actes de légitime défense »⁶⁰³.

L'extrême-droite, au contraire, « s'indignait de ce que toutes les victimes fussent de ses amis et vilipendait la gauche pour les positions que celle-ci prenait. Enfin, les conservateurs de toutes nuances se trouvaient d'accord à propos des verdicts. Quand ceux-ci étaient sévères, c'était "une utile et juste leçon aux immigrés" »⁶⁰⁴.

L'opinion publique française découvre le rôle des espions fascistes en France, les recrutements d'agents provocateurs dans les milieux de l'immigration italienne, la lutte intestine entre les milieux politiques des Italiens en exil : « L'ensemble de ces faits révèle en outre une véritable géographie de l'antifascisme, tout en dressant une sorte de typologie des comportements de ses partisans »⁶⁰⁵.

Face à ces antagonismes acharnés, ni les frontières, ni les polices des États d'accueil ne parviennent à calmer les esprits. Les militants antifascistes œuvrent contre le Duce à Buenos Aires, tout comme à New York ou à Paris. Par conséquent, les agents du renseignement, ainsi que les fonc-

tionnaires attachés aux Ambassades et aux Consulats italiens à l'étranger sont transférés d'une ville à l'autre pour mener à bout une lutte qui semble se déterritorialiser et ne jamais se conclure. Cette guerre de l'ombre, ce combat clandestin, devient public en 1936, lors du conflit civil en Espagne.

Les vicissitudes espagnoles sont au centre de l'attention de tous les milieux politiques italiens, voire de la masse de la population. À partir de juin-juillet 1937, la presse du régime mussolinien admet de façon plus en plus claire que l'Italie s'est engagée dans la Péninsule Ibérique avec un contingent de 50-60.000 combattants. Mais l'Espagne fournit aussi, à tout l'antifascisme en exil, un terrain d'action commune, qui le mobilise militairement tout entier.

En concluant ce chapitre, on pourrait se demander quel a été l'impact réel du « combat de l'ombre » entre les *fuorusciti* et les services secrets du régime fasciste dans l'Entre-deux-guerres. Il s'agit d'un antagonisme qui s'est nourri d'une dimension idéologique très nette, qui a exacerbé les esprits et dressé les uns contre les autres les parties en jeu. L'historienne Donna Gabaccia définit cet affrontement comme une lutte idéologique, fanatique et clandestine : une *diaspora nationaliste* entre fascisme et antifascisme⁶⁰⁶ avec des retombées différentes, selon les contextes.

Quels sont, en particulier, les caractères propres de cette résistance transnationale ? Il a été question, à la fois, d'une lutte patriotique et d'une lutte politique. Pour le régime fasciste, elle a coïncidé avec une guerre souterraine pour affaiblir (voire anéantir) les *fuorusciti*, mais aussi avec une politique qui aurait dû permettre d'asservir toute collectivité italienne résidente à l'étranger. Cela au sein d'une idéologie ambitieuse qui entendait imposer une doctrine impérialiste et fasciste de Rome dans le monde⁶⁰⁷.

Pour l'antifascisme, ce combat de l'ombre, en exil, a été une première forme de résistance transnationale. Une guerre

qui se déroule à l'étranger mais qui vise l'Italie. Un conflit mené de l'extérieur avec l'ambition de paralyser le fascisme et de révéler à la communauté mondiale le vrai visage du régime.

Ce qui frappe, c'est le nomadisme de ce combat de l'ombre ; non moins que son dynamisme et sa dilution en une multitude de micro-actions. Malgré son extrême diversité et ses divisions intestines, cette première lutte transnationale – du côté des *fuorusciti* – fait preuve d'une unité d'aspiration, parce qu'elle se dresse contre un ennemi commun, emploie les mêmes armes et implique, de la part de tout un chacun, des souffrances semblables.

« La guerre de la résistance – écrit l'historien Michel Henry – a un double visage : elle est à la fois une guerre étrangère et une guerre intestine ; comme telle, elle essaie de paralyser l'administration, de saboter l'économie de son propre pays, pour que l'ennemi ne les utilise pas. De ce fait, elle n'obéit pas aux *règles* de la guerre classique, elle n'est pas *chevaleresque*, elle emploie des procédés *déloyaux*, lorsque nécessité fait loi. [...]

Aux attentats, aux sabotages, aux attaques par surprise des uns, les autres répondent par les tortures, les exécutions sommaires, à l'insécurité par la terreur, le tout plus ou moins en application de l'adage : 'si ce n'est pas toi, c'est donc ton frère'. La guerre clandestine prend vite un caractère implacable. Alors qu'une armée régulière vit toujours en marge de la population, les maquisards et les partisans doivent y baigner 'comme le poisson dans l'eau'. Le combattant clandestin rejette tout le rituel des armées de métier. Il conteste le chef qui n'a pas sa confiance. Il se réserve le droit de se démobiliser au moment choisi par lui. Surtout, il ne sépare jamais son combat de soldat de son optique de citoyen; la guerre qu'il mène est une guerre idéologique autant que nationale; elle ne s'achèvera pas forcément quand l'occupant aura été vaincu et chassé ; encore faut-il que les fins politiques désirées soient atteintes »⁶⁰⁸.

L'exil correspond à la phase de l'insoumission individuelle où chacun fait son choix de manière autonome et solitaire. L'exil exprime en outre l'insoumission d'un petit segment de la société italienne. Une lutte patriotique pour la libération de la Péninsule du système totalitaire, mais aussi une lutte politique. Les critiques, mais aussi toutes les fractures à l'intérieur des partis politiques, réapparaissent, dans l'exil. À exacerber le débat, les reproches des militants ordinaires qui contestent la ligne que leurs dirigeants ont suivie, après la Première Guerre mondiale, vis-à-vis de l'émergence du fascisme. Un choix qui a conduit la patrie au bord du précipice : « Les militants qui s'étaient dressés contre le fascisme rêvaient avant tout de contribuer au départ d'un régime aussi brutal que détesté. Mais, si le patriotisme constituait leur motivation première, ils se montraient aussi sensibles aux enjeux politiques. En effet, l'intérêt prêté à ces questions découlait au premier chef des blessures du passé que les épreuves de l'exil n'avaient pas apaisées »⁶⁰⁹. La défaite des antifascistes en Italie et leur fuite à l'étranger n'ont guère effacé le débat politique. Ainsi, le premier noyau de résistance déclenche comme un refus à se soumettre au régime et, au même degré, comme contestation vers l'indifférence de la société italienne de l'époque anesthésiée par le Duce.

Conclusion

La migration a toujours été un phénomène propre à l'histoire italienne. En revanche, l'histoire de l'antifascisme en exil est en grande partie une histoire française. Cette vague de migration politique, de grande ampleur, puise ses racines dans la tradition d'accueil transalpine dont avaient déjà bénéficié les patriotes lors du « Risorgimento italiano ». L'antifascisme, dans sa phase initiale, s'exprime par une opposition parlementaire, ainsi que par une sorte de refus moral et politique face à la ligne de conduite du gouvernement de Mussolini, qui est incompatible avec les principes de l'état libéral⁶¹⁰.

Comme le remarque Frediano Sessi, « à la différence de l'émigration anti-nazie allemande, qui est plutôt intellectuelle, l'émigration italienne est essentiellement politique. C'est ainsi, qu'en dernière instance, chaque militant devient un témoin de l'opposition au régime, et c'est la France, par sa position géographique, qui la plus concernée »⁶¹¹ par cette réalité. De nombreux historiens ont déjà montré le poids de la France sur la balance de l'émigration italienne de l'Entre-deux-guerres et, même si tous les antifascistes ne la choisissent pas comme *terre d'asile*, elle accueille toutefois presque la globalité des comités parlementaires de l'opposition italienne, leurs dirigeants et de nombreux militants.

En France, ces exilés peuvent s'exprimer, dénoncer les néfastes responsabilités du fascisme, reconstituer les partis que le régime a dissous en Italie. Dans le mouvement antifasciste en France, on distingue globalement trois courants : les socialistes, les communistes et les démocrates radicaux, dont Giustizia e Libertà est le mouvement le plus important. À ces diverses tendances politiques, il faut ajouter des figures de la politique et de la culture catholique, le plus souvent très isolées, mais dont le combat revêt une valeur morale remarquable.

« Le parti communiste – observe Santi Fedele – est le mouvement qui a le plus analysé les racines politiques et sociales du régime fasciste. Cette organisation étudie en détail les transformations institutionnelles et, de manière déterminante, l'évolution du consensus dans l'opinion publique italienne. Les années de l'exil sont pareillement celles de la fin de la lutte contre le parti socialiste. Le contraste démarré par la scission de Livourne en 1921 s'achève au début des années 1930. En août 1934, le PSI entérine son désaccord et appose sa signature pour une nouvelle action politique commune avec le PCI, visant à s'opposer au Duce »⁶¹².

« De façon générale – soutient en outre Eric Vial – l'émigration politique se structure tardivement en France, ne serait que parce que quatre ans s'écoulaient entre l'arrivée de Mussolini au pouvoir, à la tête d'un gouvernement de coalition, et la suppression de toutes libertés. On pouvait encore avoir l'impression que le combat politique restait possible dans la Péninsule »⁶¹³.

C'est entre 1922 et 1927, lorsque se structure l'action répressive et persécutrice du Tribunal spécial, que se pose le problème de l'entrée en clandestinité pour les partis antifascistes encore en Italie⁶¹⁴. Les mesures exceptionnelles prévues par les lois *fascistissime* interdisent toute activité politique, ainsi que l'existence même des partis et des syndicats, à l'exception du Parti national fasciste.

La fuite à l'étranger devient alors la seule alternative pour résister au Duce et continuer le combat. Au cours du III^e congrès de Lyon, en janvier 1926, le PCI tente de raviver son réseau de base en lançant un mouvement clandestin qui demeure actif pendant toute la période fasciste et qui devient une école de formation armée pour la future Résistance en Italie à partir de 1943. Tout autre le parcours de Giustizia e Libertà : sa politique de sabotage vise à mener des actions capables de solliciter et de choquer l'opinion publique italienne. Ses actes sont durement critiqués par le PCI qui

dénonce l'esprit réactionnaire de ses chefs. Mais, jusqu'au déclenchement de la guerre d'Espagne, l'insurrection armée en Italie ne peut pas avoir plus de valeur qu'une pétition de principe. L'émigration politique, mal organisée à son intérieur, obtient pourtant un certain écho dans l'opinion publique internationale, par sa dénonciation du régime : « Sans l'action de l'émigration antifasciste – précise l'historien Enzo Collotti – la grande mobilisation mondiale en faveur de l'Espagne républicaine aurait été impensable »⁶¹⁵.

Même l'historien Giovanni De Luna, tout en reconnaissant les limites et la faible action du mouvement antifasciste à l'étranger, souligne sa dimension héroïque et sa valeur en termes éthiques pour le pays entier⁶¹⁶. Comme l'écrit Pierre Milza, l'action des *fuorusciti* permet de montrer que le régime fasciste « ne se réduisait pas aux trains qui arrivent à l'heure et aux fouilles archéologiques de la ville de Rome, mais qu'il y avait un prix à payer en contrepartie du rétablissement de l'ordre [...]. Ce prix comprenait la privation des libertés, l'élimination de toute forme d'opposition et la poursuite d'objectifs débouchant inéluctablement sur la guerre »⁶¹⁷.

Mais comment choisir entre la France, la Belgique ou la Suisse lorsqu'il faut se réfugier à l'étranger ? Pourquoi s'enfuir vers un pays européens et non vers l'Amérique du Sud ou les États-Unis ?

Il faut prendre en compte le fait que les décisions d'un réfugié politique diffèrent complètement des choix de migrants économiques. Pour ce dernier, le choix de quitter la terre d'origine dépend des opportunités financières qu'un autre pays est en mesure de lui offrir, en lui permettant de construire un *avenir meilleur*. Pour les exilés, au contraire, le choix de la destination à l'étranger est fonctionnel au *modèle politique* et au *corpus des libertés individuelles* que chaque système étatique propose, d'abord, à ses citoyens. La désignation de l'État où se mettre à l'abri se joue sur la *vocation démocratique* ou *révolutionnaire* de celui-ci.

1. *Le temps de la réorganisation politique en exil*

Les raisons qui portent l'émigration antifasciste à se diriger vers la France apparaissent toutefois multiples. Parmi celles-ci – écrit Pierre Milza – il y a le mythe solidement enraciné dans la culture italienne de la France comme terre de liberté et de progrès, mais aussi l'appui que les partis progressistes français de l'époque peuvent garantir aux exilés en termes d'assistance et de protection. À ne pas sous-estimer, enfin, la présence dans l'Hexagone d'une nombreuse colonie italienne, qui s'y est installée depuis 1920 pour des raisons économiques⁶¹⁸. Le mythe de la France comme terre de liberté est décliné – écrit encore Pierre Milza – selon les différentes idées politiques des partis italiens de l'époque : pour les républicains et les socialistes, la France est terre de liberté par rapport à son histoire, source d'inspiration ; pour les communistes, elle est la patrie des Lumières et de la Révolution ; pour les libéraux elle est la terre d'origine de la pensée de François Pierre Guizot et de son école doctrinaire⁶¹⁹.

Les vagues migratoires n'intéressent que les leaders politiques ou les comités centraux des partis ouvriers et libéraux, mais il s'agit d'un phénomène bien plus généralisé qui touche les dirigeants politiques tout comme la masse des militants ordinaires. « L'antifascisme italien – note Giorgio Amendola dans ses mémoires – a peu de contacts avec les autres pays, mais il a la chance de disposer d'une base à l'étranger, ce que d'autres émigrations politiques n'ont pas »⁶²⁰.

Après leur dissolution par les lois *fascistissime*, les mouvements renaissent donc à l'étranger. La *Confederazione Generale del Lavoro*, par exemple, dissoute en Italie en janvier 1927, est reconstituée en France, où elle se scinde en deux moitiés, l'une d'inspiration réformiste, l'autre dominée par les communistes. En 1936, les leaders des deux confédérations, Bruno Buozzi et Giuseppe Di Vittorio, signent à Paris un accord pour une CGL unique. Sur le plan

politique, la réorganisation ne concerne que les partis de gauche. Le PPI et le Parti libéral décident en effet de ne pas se reformer. : « Contraint à la clandestinité par le fascisme, le parti communiste italien organise son III^e congrès à Lyon (20-26 janvier 1926), en présence de ses principaux responsables. Antonio Gramsci est élu secrétaire du parti, tandis que la gauche d'Amedeo Bordiga est mise en minorité. Peu après, Gramsci et Bordiga sont arrêtés et emprisonnés et le parti se réorganise à Paris sous le leadership de Palmiro Togliatti. Togliatti vivra en France jusqu'à l'année 1934, puis il aura sa demeure à Moscou où il deviendra le numéro trois de l'Internationale communiste »⁶²¹.

Le Parti républicain italien (PRI) en exil compte peu d'effectifs. Ses dirigeants – Mario Bergamo⁶²², Fernando Schiavetti⁶²³, Cipriano Facchinetti⁶²⁴ – se réfugient en France dès 1926. Même les anarchistes italiens s'installent en France et sont particulièrement dynamiques à Paris et à Marseille. Depuis 1922, les socialistes sont divisés en deux groupes, le PSI maximaliste et les réformistes du PSU. Les deux organisations se transfèrent en France et le journal *L'Avanti* paraît à nouveau comme hebdomadaire à Paris en décembre 1926. La réunification du parti socialiste se produit, toujours en France, entre le 19 et le 20 juillet 1930 lors du congrès de Paris. Le nouveau PSI, dirigé par Pietro Nenni, Saragat et Modigliani, adhère quelque temps après à l'Internationale socialiste.

Parmi les antifascistes en exil, il y a des personnages sont très connus, comme Carlo Sforza, Francesco Saverio Nitti, Don Luigi Sturzo, Camillo Berneri, Piero Gobetti, Claudio Treves, Filippo Turati, Sandro Pertini. D'autres arrivent dans l'Hexagone comme de simples militants et s'installent pour exercer leur métier et continuer la lutte politique après avoir subi des persécutions en Italie.

La montée du fascisme oblige en somme nombre de militants, de paysans et d'ouvriers à quitter la Péninsule. Certains, à la suite des combats de rue dus aux lois *fascis-*

tissime, doivent fuir notamment la justice du régime qui les menace, en migrant à l'étranger sans passeport et en courant le risque d'être accusés du délit d'expatriation clandestine.

2. *L'antifascisme spontané dans l'identité émilienne*

Ce travail a montré que l'émigration des *fuorusciti* de l'Émilie Romagne, à destination d'autres pays européens dont la France, coïncide avec la première offensive fasciste dirigée contre les structures économiques et politiques du prolétariat et contre les Conseils municipaux de gauche. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, l'Émilie Romagne, qui est quelque sorte au cœur du socialisme réformiste, s'avère l'une des régions parmi les plus violemment frappées par les brigades fascistes, dont l'objectif est de démanteler les formations organisées de la gauche italienne. L'offensive du fascisme agrarien s'abat en particulier sur les coopératives de travailleurs qui constituent le noyau dur du mouvement paysan, spécialement dans le bassin du Pô.

Comme l'écrit dans ses mémoires Cesare Campioli : « La violence des brigades fascistes dans notre province, comme dans toute l'Émilie, fut impitoyable. Les fascistes usèrent de tous les moyens, de la bastonnade au meurtre, au bannissement des citoyens, aux arrestations et persécutions en tout genre, incluant l'administration d'huile de ricin, et toujours avec la protection de l'autorité publique. Ces épisodes sanglants furent accompagnés de l'incendie et dévastation des Bourses du Travail, des Coopératives, des sièges des partis et des Maisons du Peuple. En dépit de la résistance et du sacrifice des antifascistes, cette offensive engendra un état d'incertitude et de débandade dans la classe ouvrière italienne, de sorte qu'il est difficile de décrire l'atmosphère de terreur qui s'était installée. Il ne s'agissait pas d'une lutte comme celle de la Libération dans laquelle des partisans allaient avoir la possibilité d'attaquer les armes à la main. C'était un combat inégal : [...] les représailles et les expédi-

tions punitives étaient effectuées à dix contre un et la victime succombait fatalement »⁶²⁵.

En Émilie Romagne, l'exode suit le rythme de la propagation du fascisme dans la région. Le flux migratoire prend corps en 1922 et s'intensifie entre 1923 et 1924, à mesure que le mouvement fasciste s'étatise.

Outre leurs violences, les escouades fascistes deviennent l'instrument de la restauration de la grande propriété agraire et du démantèlement de toutes les conquêtes sociales que les ouvriers agricoles et les métayers ont obtenues grâce à leurs luttes précédentes. L'Émilie Romagne présente, après l'intensification de la persécution fasciste, une émigration économique et politique à laquelle prennent part tous les acteurs sociaux de la communauté régionale : familles, hommes, femmes. Les provinces de Parme, Plaisance, Modène, Bologne, Forlì, Reggio Emilia fournissent les plus gros contingents d'émigrés qui se dirigent surtout vers le Nord de la France (Paris et sa banlieue), dans le Sud-Ouest de l'Hexagone (en Savoie et Haute-Savoie, mais aussi à Lyon et dans ses alentours).

Quant aux professions exercées dans le pays d'origine, les émigrés de l'Émilie Romagne sont le plus souvent des ouvriers d'industrie, des travailleurs agricoles, des journaliers et des métayers. De nombreuses familles d'agriculteurs franchissent la frontière, parfois avec toute leur fortune, pour l'investir en terre française. Ce sont des agriculteurs expérimentés, formés par une longue tradition familiale, dotés de savoirs et de petits capitaux. Il convient en outre noter qu'une partie considérable des militants antifascistes de cette région italienne, émigrés en France à partir de 1922, appartient au monde des journaliers, des maçons, des ouvriers (dont des mécaniciens et des métallurgistes), de petits artisans et de petits commerçants. Dans le cas de l'exil politique de l'Émilie Romagne, l'antifascisme spontané ne correspond pas à une réaction venant de nulle part ; il dérive d'un patrimoine de luttes syndicales et de rapports qui cons-

tituent un patrimoine socioculturel, une manière de penser et de vivre.

L'engagement syndical et politique des campagnes de l'Émilie Romagne, dès le début du XX^e siècle, conjugue les *processus de production et moyens de production* avec la *propagande socialiste et action politique*. La base du processus de politisation et d'engagement syndical coïncide avec la diffusion de l'idéal socialiste dans la vaste communauté des journaliers. L'ouvrier agricole émilien se voit, dans une certaine mesure, comme le produit d'un processus de modernisation des campagnes, qui est, lui-même, une conséquence de l'affirmation du capitalisme. Tout mouvement ouvrier condense donc, d'une part, les aspects novateurs du développement et de la révolution bourgeoise, mais, d'autre part, il prêche le dépassement de l'évolution libérale à travers un projet de collectivisation. Dans le socialisme rural émilien prend alors racine une sorte d'humanisme fondé sur l'exaltation du travail et une forte poussée égalitaire corrélée à l'idée de justice sociale⁶²⁶.

Ce sont l'égalitarisme, l'identification diffuse du travail à l'activité pratique et manuelle, la tendance associative, en particulier vers le militantisme syndical (auquel on attribue non seulement un sens instrumental, mais aussi la représentation d'un ensemble de valeurs, presque un microcosme culturel et politique, annonciateur d'une Nouvelle Société), qui composent le patrimoine génétique de l'antifascisme spontané des masses de l'Émilie Romagne⁶²⁷. L'arme la plus importante et la plus efficace est l'œuvre d'éducation des consciences effectuée par la promotion culturelle et, au sens large, politique des travailleurs. Dans les villes administrées par des Conseils municipaux de gauche, les écoles deviennent les points de repère de la formation des adultes. Dans les campagnes, de nombreux cercles socialistes organisent de cours spéciaux pour travailleurs analphabètes, afin qu'ils puissent obtenir l'accès au vote. À cette masse consciente, instruite, organisée, agissant démocratiquement – que le

régime fasciste qualifiera comme subversive et dangereuse – il ne restera, lors de l’instauration du régime mussolinien, d’autre voie que l’exil.

Dans la France démocratique de l’époque, plus riche que leur région d’origine, avec un Front populaire attentif au bien-être et au pouvoir des travailleurs, les migrants émi-liens de gauche rencontrent une correspondance entre leurs besoins économiques et leurs ambitions politiques. Leur formation politique en facilite l’intégration dans les forces françaises de gauche et dans les organisations syndicales, soit par adhésion directe, soit par alliance permanente et étroite. Dans les villes françaises et dans les banlieues, ces militants ordinaires demeurèrent, prennent part aux activités des partis français et ils s’engagent dans la vie sociale et politique du pays d’accueil.

« Une fois arrivés à Paris – écrit Ada Gobetti dans son journal intime en juillet 1925 – nous avons tout de suite retrouvé le rythme fébrile de ses boulevards, le parfum inimitable de ses rues, la couleur de ses immeubles. Paris n’est certainement pas notre patrie, mais notre ville de prédilection. Une ville admirable et fantastique qui nous donne un élan de joie. Nous sommes au septième ciel d’être ici »⁶²⁸.

Même la jeune fille d’Imola Giovanna Zanarini est très heureuse à Paris où elle retrouve son mari Ezio Zanelli. « *J’ai deux amours : mon pays et Paris*, chante Giovanna Zanarini en vocalisant la mélodie de Joséphine Baker. *Mon cœur est ravi. Ma savane est belle. Mais à quoi bon le nier. Ce qui m’ensorcelle. C’est Paris, Paris tout entier. Le voir un jour. C’est mon rêve joli. J’ai deux amours. Mon pays et Paris* »⁶²⁹.

« Une fois arrivé dans la capitale française, on m’admet immédiatement dans le conseil national des groupes de langue italienne de la jeunesse communiste – raconte Giovanni Bertolini – avec le nom de guerre d’Enzo. Le secrétaire responsable du Comité est Giordano, qui sera plus tard remplacé par Giuliano Pajetta. Après une année d’activisme

intense (et, j'ajoute, de repas manqués) dans le Comité national des jeunes italiens, je trouve le moyen de m'installer à Gennevilliers, dans la banlieue ouest, où je suis nommé secrétaire du groupe local de langue italienne du PCF et, plus tard, du Comité directeur de la zone ouest dirigé par le camarade Zorzetto. Pendant l'été 1935, la mairie de Gennevilliers m'engage comme surveillant de la colonie de la ville. Pendant la première réunion des surveillants, le directeur le camarade Timbault, m'attribue un nouveau nom de guerre : Paul. Je garderai celui-ci même lors de la guerre de libération en Italie »⁶³⁰.

La Ville Lumière suscite d'intenses émotions, chez les exilé(e)s de l'Émilie Romagne. Gina Pifferi, par exemple, dessine à ses proches en Italie le portrait de la métropole française par ces mots : « Il m'arrive souvent de me promener à Place de la Concorde, au Palais des Tuileries, à Place de la Madeleine... cette ville est immense. Il y a des milliers de magasins, de nombreux commerces partout. La ville est parcourue par de centaines de voitures. La circulation routière est démesurée »⁶³¹. Même Cesare Campioli est touché par l'ambiance parisienne et note ses émotions dans un carnet : « À treize heures, je m'accordais le luxe d'avaloir un café-crème au "Café tout va bien". Avec un simple café, on pouvait y rester un certain temps. Je passais l'après-midi sur le boulevard Saint-Michel au Quartier Latin, dans des librairies ayant de modestes espaces destinés à la consultation de livres »⁶³².

Bref, la France constitue un modèle politique pour l'anti-fascisme. Il s'agit d'un pays qui semble correspondre à l'utopie doctrinale des socialistes, des communistes et des libéraux italiens⁶³³.

3. Les « fuorusciti » ont-ils été bien accueillis en France ?

Entre les Français et les immigrants économiques ou politiques d'origine italienne, les relations sociales demeurent

complexes. Comme l'écrit Eric Vial, « le bon immigré est celui qui se fait oublier et ne fait pas de politique »⁶³⁴. Si le droit d'asile a été toujours respecté au nom des grands principes républicains, la bienveillance dont auraient fait preuve les autorités françaises est parfois un mythe »⁶³⁵. Le résultat (positif ou négatif) de leurs interrelations est souvent dicté par un jeu subtil d'interférences historiques, économiques, politico-diplomatiques.

Les antifascistes tentent, par tous les moyens disponibles, d'améliorer la vision de la population française à leur égard. Ils cherchent notamment à gagner les bonnes grâces de l'opinion publique, en exploitant leurs compétences. Ils « entendent continuer leur combat par des meetings, de campagnes de presse, parfois par l'organisation d'attentats en Italie. Toutefois, la circulaire ministérielle du 5 octobre 1926 prévoit déjà des poursuites et des expulsions à l'encontre de ceux qui poursuivent des activités subversives »⁶³⁶. Pour sa part, Pierre Guillen a précisé qu'il faut distinguer plusieurs périodes : « Jusqu'en 1932, l'influence des réfugiés politiques italiens a renforcé l'opposition absolue de la gauche française à tout rapprochement avec l'Italie fasciste. Mais le Cartel des gauches n'est au pouvoir que de juin 1924 à juillet 1926, et les relations franco-italiennes sont très mauvaises avant comme après, sous des gouvernements orientés à droite, sur lesquels l'émigration politique italienne n'a aucune influence. La droite et les modérés n'éprouvent en effet qu'hostilité à l'égard des *fuorusciti*, accusés de contribuer à développer en France des idéologies et des options politiques pernicieuses, et de chercher à troubler les rapports entre la France et l'Italie; les éléments les plus actifs de cette émigration sont périodiquement dénoncés comme de dangereux terroristes, appréciation reprise par les grands journaux liés aux groupes dirigeants de la société française. En réalité, l'obstacle principal au rapprochement vient des heurts, en politique étrangère, entre le nationalisme français et le nationalisme fasciste »⁶³⁷.

En 1935, la guerre d'Éthiopie représente de manière indiscutable un tournant pour la diplomatie fasciste, jusque-là assez prudente, et la force à adopter un langage belliqueux dans ses discours. Ce conflit rend probablement aux *fuorusciti* leur influence sur la gauche française et sur l'opinion publique transalpine. Cette attention retrouvée, leur permet de participer largement aux campagnes politiques de la gauche française pour dénoncer l'agression fasciste et réclamer une énergique politique de sanctions contre le Duce. La guerre d'Éthiopie, en ce qui concerne vice versa le plan diplomatique des rapports bilatéraux entre Italie et France, entérine définitivement la séparation entre les deux nations. C'est dans cette période que l'importance du travail accompli par Carlo Rosselli et les autres militants de Giustizia et Libertà s'avère hors pair.

Ce groupe d'intellectuels cherche à désamorcer les incompréhensions entre les Italiens et la société française et il s'efforce de faire comprendre la nature totalitaire du régime de Benito Mussolini. La même démarche émerge au lendemain de l'émanation des lois raciales, à Rome, dans l'automne 1938. Ces lois privent les juifs italiens de leurs droits. Les *fuorusciti* s'évertuent à persuader les Français, ainsi que les autres peuples de l'Europe et de l'Amérique, que le fascisme est un danger et que les liaisons politiques entre Rome et l'Allemagne nazie sont le signe d'une proximité de plus en plus dangereuse pour la paix. Malgré leurs articles et comptes rendus, toutefois, les exilés ne parviennent pas à entraver les relations diplomatiques entre Rome et Paris, du moins jusqu'à la mise en marche de l'axe Rome-Berlin.

4. Les itinéraires humains et politiques des militant(e)s et des résistant(e)s

Qu'est-ce qu'ils peuvent nous raconter nos personnages ? Comment avaient-ils surmonté leur peur, la décision de partir en exil ? Quels événements avaient précipité leur déci-

sion d'agir dans la guerre civile espagnole et puis dans la Résistance ? Par quels mécanismes des hommes et des femmes issus de milieux sociaux différents choisirent-ils de se mobiliser pour une cause commune ?

Le long de notre immersion dans les vies de ces individus, nombre d'interrogations ont fait surface, relativement à leur force de caractère et à leur engagement, face à des épreuves qui se révèlent souvent très rudes, desquelles il est impossible de sortir indemne. Aucun militant, au début, ne peut deviner qu'il finira par s'engager dans la lutte antifasciste à l'étranger, en se battant. La fuite ne s'impose donc pas comme une défection, mais comme un choix de lutte, de l'étranger, alors que l'opposition en Italie reste encore impraticable. Comme tout récit historique, cette étude est donc le résultat d'une tension entre histoire réelle et fiction. Elle s'appuie d'abord, sur les sources d'archive et le croisement de ceux-ci avec les témoignages diversifiés et multiples des rescapés. Ce point est important pour notre sujet car il signifie que cette étude ne relève pas du simple témoignage et surtout qu'elle n'est pas, pour reprendre une expression de Paul Ricœur, mémoire simplement artificielle. Nous avons travaillé, comme Paul Ricœur préciserait, non sur un « *devoir de commémoration* », mais sur un « *travail de mémoire* »⁶³⁸.

Le fait de présenter les années de l'exil à travers les lettres, les souvenirs, les sources photographiques n'a pas été une chose simple ou immédiate. De même pour le récit des allers-retours clandestins en Italie, du combat dans l'ombre contre l'OVRA... Il n'a pas été non plus aisé d'ordonner de manière analytique les souvenirs des rescapés, de retrouver les traces de leurs camarades tombés dans le combat ou des adversaires tués en Espagne et en Italie après 1943. Il a parfois été amer de s'arrêter sur les réminiscences relatives aux horreurs endurées, voire, perpétrées. Comme il a été délicat de s'étaler sur les rencontres avec les couards, les vénaux, les imbéciles, les espions, ou sur les sentiments les plus inti-

mes, dont l'amour et l'impossibilité de mener une vie sereine, ordinaire...

Les histoires des *fuorusciti* dévoilent l'accomplissement d'entreprises fort risquées, voire impossibles. Les rudes épreuves surmontées demeurent pour tout un chacun un thème permanent de réflexion, une sorte d'obsession.

Cette étude s'est aussi appuyée sur des données statistiques. L'ensemble des informations recueillies et analysées a permis de dégager de grandes tendances, tout comme d'étudier en détail les parcours des exilés. Ces femmes et ces hommes réfugiés en France, puis engagés dans la guerre d'Espagne et, plus tard, dans la lutte armée en Italie incarnent une époque révolue. Celle d'un combat idéal qui a opposé la liberté et la civilisation aux ténèbres totalitaires : « Le courage – écrit Françoise Schwab dans son avant-propos au recueil de textes de l'ex-résistant français Vladimir Jankélévitch – consiste à accomplir ce que l'on doit faire, indépendamment ou en dépit de la peur. Il requiert une justesse d'appréciation »⁶³⁹.

Les personnages présentés dans cette recherche ont agi parce qu'il *fallait le faire*, et non en quête de reconnaissance ou de gloire. Leur modestie, tout d'abord, commandait à ces hommes et femmes de relativiser la portée de leurs actions ou de leur courage. Ils ont été des militants qui ont vécu dans une époque de sacrifice, d'erreurs de calcul, d'intrigues et des massacres à grande échelle.

Leur « antifascisme est existentiel », comme l'a défini l'historien Guido Quazza, soit un « antifascisme militant » renforcé par un « antagonisme social » exprimé spontanément des ouvriers et des paysans aux prises avec la dureté des conditions de vie imposées par le régime⁶⁴⁰. Les individus dont nous avons retracé la biographie appartiennent presque tous au mouvement de résistance socialiste et communiste. L'historienne Patrizia Gabrielli, en se référant aux communistes (mais nous pensons que ce raisonnement vaut aussi pour les anarchistes et les autres forces antifascistes en

exil), a écrit : « être antifasciste signifiait vivre une dimension existentielle. Une manière d'être au monde, une manière de vivre fondée sur une force d'âme dépourvue de toute faiblesse. Une manière d'être par laquelle l'orgueil était un outil de lutte et un ingrédient non négligeable de fermeté »⁶⁴¹.

Pour de nombreux résistants, la détermination de ne pas accepter le régime fasciste se présente comme une éclatante volonté de s'opposer aux agressions et, en même temps, comme une lutte contre les discriminations sociales dans un itinéraire politique lié à l'histoire du mouvement socialiste et communiste italien. Il s'agit d'hommes et de femmes de courage, de figures atypiques disponibles au sacrifice et dépourvues d'attentes en termes de succès personnel.

Au contraire d'autres réfugiés politiques en France, les *fuorusciti* italiens ne jouissent d'aucun statut juridique international : le régime fasciste veille attentivement auprès de la Société des Nations de Genève à ce qu'ils ne puissent obtenir aucune reconnaissance légitime de ce type. L'accueil qu'on leur réserve dépend exclusivement du bon vouloir du système politique français, qui peut les chasser à tout moment.

Les protagonistes de ce travail auraient pu avoir des *vies obscures*, sans intérêt et *tranquilles*, mais la grande Histoire a fini par en marquer à vif le destin. Des insoumis qui, comme le précise l'historien Tzvetan Todorov, « refusent de se soumettre et qui résistent à la tentation de perdre leur propre dignité »⁶⁴². L'intérêt historique particulier de leurs témoignages réside dans le fait qu'ils permettent de dresser un tableau historique de la période de l'Entre-deux-guerres. Une période qu'ils incarnent en chair et en os en étant le riche héritage de *l'autre Histoire italienne*, celle qui s'oppose au régime de Benito Mussolini.

Depuis la mise en chantier de ce travail, plusieurs témoins sont disparus. Les derniers constituent aujourd'hui la *génération de l'exception*. Ils sont les porteurs d'une forme

d'espérance pour la société italienne d'aujourd'hui, en quête de repères dans un pays marqué par la corruption et déstabilisé par de nombreux soubresauts économiques et financiers. Ceux qui sont convaincus – précise l'historien Enzo Traverso – de la valeur historique et de l'actualité politique de l'antifascisme, donc de la nécessité de combattre une mauvaise forme de révisionnisme, ne peuvent pas se permettre d'oublier certaines valeurs : « On serait tenté de répondre que, en se débarrassant de l'antifascisme, on risque d'effacer le seul visage décent que l'Italie a su donner d'elle-même entre 1922 et 1945, l'Allemagne entre 1933 et 1945, la France entre 1940 et 1944, l'Espagne et le Portugal pendant près de quarante ans. Mais, quoique nécessaire, cette réponse ne suffit pas. Pour défendre l'antifascisme comme mémoire exemplaire, au sens le plus noble du terme, et comme leçon encore vivante du passé »⁶⁴³.

5. De l'exil en France à la Résistance en Italie

La période 1920-1940 correspond aux années d'une première résistance transnationale qui se joue à l'étranger. Un premier combat qui devient la prémisse de la future démocratie italienne. Dans les communautés italiennes d'origine économique déjà bien implantées à l'extérieur de l'Italie, les *fuorusciti* trouvent un abri sûr où dérouler des activités de prosélytisme, faciliter les déplacements d'autres camarades rebelles, reconstruire les sièges de leurs partis politiques.

Pour les historiens Donna Rae Gabaccia et Fraser Ottanelli, la lutte fascisme/antifascismes à l'étranger est une première résistance transnationale entre *l'Italie officielle fasciste* et *l'Italie antifasciste* qui se mesure à son adversaire par d'autres idéaux politiques et démocratiques. Une « diaspora » et une « guerre subversive » comme une concurrente de la guerre régulière entre deux idéologies opposées et inconciliables jusqu'à 1943⁶⁴⁴. Donna Gabaccia définit cet affrontement comme une lutte idéologique, fana-

tique et clandestine : une *diaspora nationaliste* entre fascisme et antifascisme avec des retombées distinctes, selon les différents États étrangers où elle se déroule⁶⁴⁵. « En France – souligne Fraser Ottanelli – les tentatives mussoliniennes pour enrégimenter la communauté italienne se heurtèrent à l’engagement antifasciste du mouvement ouvrier local. L’opposition au fascisme permit en outre aux migrants de concilier les liens avec leur lieu de naissance et l’identité nationale du pays d’accueil »⁶⁴⁶.

Pour l’antifascisme, ce combat de l’ombre, en exil, est une première forme de résistance. Une guerre qui se déroule à l’étranger mais qui vise l’Italie. Un conflit mené de l’extérieur avec l’ambition de paralyser le fascisme et de révéler à la communauté mondiale le vrai visage du régime. Comme l’écrit Jacques Girault, il s’agit d’une « minorité fortement politisée au sein d’une masse d’immigrés qui, dans l’ensemble, se tenait plutôt à l’écart de la politique et du syndicalisme. Il importe toutefois de noter que la situation n’était nullement figée, mais qu’elle évoluait sans cesse. Si, par exemple, certains réfugiés, une fois installés en France, cessaient de militer et s’éloignaient de tout engagement politique, on observait par contre que des immigrés économiques faisaient le parcours inverse et se politisaient »⁶⁴⁷.

La France de l’Entre-deux-guerres se révèle un refuge accueillant pour de nombreux Italiens opposants du régime du Duce. Ce pays protège un vaste archipel de dissidents qui séjournent dans ses principales villes. Ce qui frappe, dans ce cadre, c’est le nomadisme du combat de l’ombre, non moins que son dynamisme et sa dilution en une multitude de micro-actions. Malgré son extrême diversité et ses divisions intestines, cette première lutte transnationale – celle des *furo-rusciti* – fait preuve d’une unité d’aspiration, parce qu’elle s’adresse contre un ennemi commun, emploie les mêmes armes et implique, de la part de tout un chacun, des souffrances semblables. Certes, l’antifascisme italien en France

et en Europe demeure un mouvement complexe et souvent conflictuel, mais cette minorité de femmes et d'hommes réussit à constituer un cercle de cadres et de militants capable de représenter le point de repère pour la lutte armée en Italie, après la crise du régime fasciste. À partir de juillet 1943, le conflit fascisme-antifascisme suit un nouveau cours : « La défaite militaire fasciste pendant le Deuxième conflit mondial a de lourdes conséquences politiques. Le 24 juillet 1943, Mussolini est mis en minorité par le Grand Conseil du fascisme lors du vote de l'ordre du jour Grandi. Le lendemain, Victor-Emmanuel III le fait arrêter et remplacer par Badoglio à la tête d'un nouveau gouvernement. Vingt ans de fascisme ont ainsi pris fin mais, à la surprise générale, le maréchal déclare que la guerre continue, tout en négociant en sous-main avec les Alliés. L'armistice est signé à Cassibile le 3 septembre, mais n'est rendu public que le 8 septembre. Sur ordre de Hitler, qui n'a pas été dupé de ce double jeu, dix divisions allemandes ont franchi le Brenner et se sont déployées en Italie »⁶⁴⁸.

La Résistance en Italie naît au lendemain du 8 septembre 1943, suite à l'annonce par le maréchal Badoglio de l'armistice entre l'Italie et les forces alliées et sa fuite à Brindisi avec la famille royale des Savoia. Toutefois, « le déclenchement de la crise du régime fasciste le 25 juillet 1943 – écrit l'historien Giovanni Focardi – n'est en aucun cas le produit des forces antifascistes, mais plutôt le résultat de l'action et des intérêts de la monarchie, qui tente ainsi de se détacher de la figure de Mussolini et de distinguer les responsabilités du Duce de celles du roi »⁶⁴⁹.

C'est donc le fait de construire une nouvelle démocratie en Italie qui constitue l'ambition (et l'illusion) qu'accompagnent ceux qui combattent dans la lutte armée. Cette chimère et ce nouveau départ se heurtent très tôt avec la réalité politique intérieure du pays et les attentes des Alliés. D'une part, sur le plan interne, le pays – après 20 ans de propagande fasciste et de complète absence de circulation d'idées

– n’est pas prêt à un virage radical. D’autre part, la vision politique internationale des forces alliées, de manière particulière du Royaume-Uni – qui souhaite promouvoir un système politico-institutionnel en sens libéral, démocratique et débarrassé de Mussolini – ne permet pas un changement politique véritable.

Comme le précise Giovanni Focardi, « l’entreprise de réforme des structures de l’État ne commence qu’à la libération de Rome en juin 1944. À ce moment-là, toutes les forces politiques semblent avoir conscience de la nécessité de changer l’administration pour la rendre conforme au nouvel État démocratique, alors que trois ans plus tard (mai 1947) une telle conscience semble avoir disparu. Ainsi les antifascistes et les résistants italiens (*partigiani*) ne réussissent pas à se préparer, au contraire de leurs homologues français entre septembre 1943 (libération de la Corse) et juin-août 1944. La guerre de libération contre les nazis et les fascistes reste la priorité de la période 1943-1945. Les partis politiques du CLN italien ne préparent aucun projet de constitution ni durant la guerre ni durant l’année allant de juin 1945 à juin 1946 ! »⁶⁵⁰.

On perçoit le sens et le drame de l’aventure idéale de ces antifascistes qui ne réussissent pas à accomplir une révolution politique et culturelle dans un pays antirévolutionnaire dans l’après-guerre.

La nouvelle classe dirigeante – à une époque extraordinairement confuse – *s’inventera une forme de démocratie*, qu’il ne sera pas aisé de mettre en place entièrement. La période qui s’ouvre après 1945 est en fait caractérisée par une extrême instabilité politique, diplomatique et économique. L’Italie « est un pays ravagé par la guerre, dans un état de détresse économique et sociale sans précédent, politiquement divisé entre le Nord, qui a choisi la République lors du référendum du 2 juin 1946, et le Sud, qui est resté très majoritairement fidèle à la monarchie »⁶⁵¹. En définitive, les forces de la Résistance arrivent impréparées à la Constituante ;

toutefois, cette institution politico-juridique se montre capable de rédiger une *Costituzione della Repubblica* moderne et avancée, encore en vigueur au début du XXI^e siècle.

Hélas, perdue dans les urgences de l'après-guerre, la réforme administrative ne succède pas à la promulgation de la Constitution et demeure inaccomplie. À ce propos, il faut par ailleurs rappeler que la Constitution italienne incarne un compromis entre les principales idéologies et les majeures forces politiques nationales de l'époque : la vision catholique de la Démocratie chrétienne, le marxisme du PSI et du PCI, le libéralisme propre de figures telles que Croce, Orlando, Einaudi. Le pays se réforme donc lentement, par des modifications ciblées et les réformes mises en chantier ou réalisées ne réussissent pas à remettre complètement en cause tous les rouages de l'appareil bureaucratique introduits par le régime fasciste dans l'administration étatique.

Annexes

Annexe n. 1 au Chapitre 3 **Fiches signalétiques** **de 85 militants et militantes de l'Émilie Romagne**

1) ANGELONI FRANCHINI Giaele,

née à Cesena le 22 janvier 1898, socialiste.

Elle est fille de l'avocat Enrico Franchini, antifasciste républicain, dernier maire de la ville de Cesena avant de l'avènement du fascisme. Mais elle sera aussi l'épouse d'un autre antifasciste : le socialiste Mario Angeloni, considéré comme un révolutionnaire dangereux par le régime de Mussolini, au point qu'il sera assigné à résidence dans les îles d'Ustica, Lipari et Ponza entre 1921 et 1928.

En 1932, Mario Angeloni expatrie de manière illégale en France. Giaele se réunira avec lui à Paris l'année suivante. En 1936, ce couple participe au conflit espagnol avec Carlo Rosselli et Camillo Berneri. À Barcelone, Giaele Angeloni travaille en qualité d'infirmière. Au mois de février 1939, Giaele Angeloni retourne en France de manière clandestine, son mari étant décédé en Espagne pendant la bataille sur le Mont Pelato.

Après la capitulation de la France, Giaele Angeloni est forcée par le gouvernement de Vichy à s'installer dans un petit village des Pyrénées. Mais elle s'enfuit et atteint la ville de Marseille. À Marseille, elle vit de manière clandestine et participe à des actions de sabotage. Au mois d'octobre 1941, elle réussit à se rendre à Alger et de là, par le train, à Casablanca. Un paquebot portugais la débarque ensuite à Vera Cruz le 16 décembre 1941.

Giaele s'installe au Mexique grâce à l'aide des socialistes italiens exilés en Amérique Latine. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, Giaele revient en Italie grâce à l'aide d'Arturo Tarchiani, nouvel ambassadeur de la République italienne aux États-Unis. Giaele arrive à Rome au mois de mars 1946. Elle commence à travailler au sein de la direction centrale du Parti socialiste avec Sandro Pertini, Pietro Nenni et Giuliano Vassalli. Elle gardera son poste jusqu'à sa retraite (sources : ACS, CPC, Busta 2152, 1892-1933, *fiche signalétique Enrico Franchini* ; Sources : ACS, CPC, Busta 137, 1927-1941, *fiche signalétique Mario Angeloni*).

2) BALDINI Maria Luigia (marié in Nitti),

née à Ravenna le 11 mars 1911.

Fille de Nullo Baldini (député réformiste du parti socialiste, antifasciste, fondateur de la coopération italienne et belle-fille de Francesco Saverio Nitti, président du Conseil des Ministres Italien en 1919-1920), elle a vécu longtemps en exil en France.

Diplômée en droit romain près de l'université de Bologna, puis en littérature française à la Sorbonne, Maria Luigi Baldini épousa en exil à Paris l'avocat Giuseppe Nitti (fils de l'ancien président du conseil des ministres italien). Le mari Giuseppe Nitti deviendra en 1948 député de l'Assemblée de République Italienne en servant le pays dans le parti libéral. Maria Luigia Baldini, à la reprise de la démocratie italienne, travailla dans l'organisation politique « Unione Donne Italiane » et servit le pays dans le parti socialiste. Elle soutint pour toute la vie et la pensée de son père Nullo Baldini (animateur du mouvement coopératif Italien) et du beau-père en assumant la présidence de la Fondation « Francesco Saverio Nitti ». Maria Luigia Baldini est décédée le 10 mai 2012.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 277, estremi cronologici 1929-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritta alla Rubrica di frontiera. Professoressa, Antifascista, Socialista.*

3) BERNERI Camillo,

né à Milan en 1897. Anarchiste, antifasciste, enseignant.

La plupart des informations dont on dispose à propos de la vie de Camillo Berneri sont conservées dans les Archives de l'Ovra, la police secrète fasciste. L'Ovra, qui a suivi le parcours de l'anarchiste italien depuis le début de son activité politique, nous donne, des informations très précises sur sa vie publique et privée. Dans la documentation conservée dans les Archives de l'Ovra, la première communication regardant Camillo Berneri date du 25 mars 1916. À cette occasion, l'attention des autorités compétentes est attirée par les activités antimilitaristes mises en place par le jeune militant. La Préfecture de Reggio Emilia informe « *che il noto sovversivo Berneri Camillo facente parte del comitato direttivo di cotesta Federazione giovanile socialista starebbe facendo propaganda contro la guerra* ». Dès le mois de juillet de cette même année, la police intensifie le contrôle qu'elle exerce sur les activités de Camillo Berneri ayant informé le ministère de l'Intérieur de l'intention du jeune militant d'abandonner le Parti socialiste au profit de la « setta anarchica ».

Les conséquences de ce choix politique de Berneri sont immédiates : la police rédige une fiche biographique « in considerazione anche che aveva iniziato propaganda delle teorie libertarie ». Vu que la police juge nécessaire de surveiller Camillo Berneri, il est nécessaire que l'anarchiste soit identifiable.

La première fiche consacrée à l'activité de Camillo Berneri, datée du 20 juillet 1916, comporte-t-elle une description détaillée du physique du jeune anarchiste : *Connotati : Statura : 1.68; Corporatura : snella; Capelli : forma liscia; Viso : colorito; pallido; forma : lunga; Fronte : spaziosa; sporgenza ; Sopracciglia : arcuate; colore : castane.*

La richesse de détails de cette description physique démontre que la police veut divulguer les caractéristiques physiques du « subversif » pour qu'il soit connu de ses agents. Progressivement la nécessité de rendre reconnaissable la figure de Camillo Berneri devient de plus en plus urgente, car les forces de sécurité de l'État ne considèrent plus l'intellectuel comme un simple propagandiste des théories anarchistes, mais comme un « subversif » capable de mettre en danger le *statu quo*. Pour cela, le 24 mars 1927, le *Casellario politico Centrale* demande de réaliser 130 copies de la photo de l'anarchiste italien à la division photographique afin de les faire circuler dans toutes les préfectures des douanes du Royaume.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 537, il fascicolo è diviso in tre parti. Estremi cronologici : 1916-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Colore politico : anarchico. Professione : insegnante. Luogo di residenza : Francia, Belgio, Svizzera, Germania, Spagna.**

- Le Fond "Famiglia Berneri - Chessa" (Archives de la bibliothèque communale Panizzi de Reggio Emilia) garde un très riche patrimoine documentaire sur l'histoire de l'anarchisme italien et international où il y a nombre de données sur la vie et le parcours de Camillo Berneri, tout comme de sa famille (voir à ce propos : *Storie di anarchici e anarchia. L'Archivio Famiglia Berneri - Chessa*, Comune di Reggio Emilia, Biblioteca Panizzi, 2000).

4) BERNERI Maria Luisa,

anarchiste, féministe, fille de Camillo Berneri et de Giovanna Caleffi. En 1926, elle quitte la ville de Reggio Emilia avec sa mère pour se réunir avec son père en France. Le professeur Camillo Berneri est très connu en Italie et à l'étranger pour sa copieuse production journalistique et littéraire, mais aussi pour son engagement révolutionnaire et, donc, comme *persona non grata* par les polices de beaucoup d'États

européens. Avec Enrico Malatesta et Luigi Fabbri, Camillo Berneri est un des plus importants intellectuels du mouvement anarchique italien. À Paris, Maria Luisa travaille dans le petit magasin d'alimentaires géré par sa mère Giovanna et par sa sœur Giuliana. Après avoir terminé ses études à l'université de la Sorbonne, Maria Luisa part pour Londres où elle collabore comme rédactrice à la revue *Spain and the World*. En mai 1937, elle se rend à Barcelone pour participer à l'enterrement de son père qui a été tué par les agents de Staline. Elle rentre ensuite en Angleterre pour y dérouler une soutenue activité politique au service des exilés espagnols et à l'encontre la dictature fasciste de Francisco Franco. Elle recueille aussi des fonds pour les migrants politiques, tout en consacrant une partie de son temps à la littérature (comme sa grand-mère Adalgisa Fochi), à la peinture et à la photographie. Elle partage en outre son activité de journaliste principalement entre les hebdomadaires *War Commentary* et *Freedom*. En raison de ses activités de militante politique, la police la considère encore plus dangereuse que son père Camillo et la soumet à une surveillance permanente. En 1944, Maria Luisa publie aux éditions Freedom Press son essai sur l'Union Soviétique de Staline intitulé *Workers in Stalin's Russia*. En 1950, elle fait paraître sa contribution la plus importante : *Journey through Utopia*. Dans cet essai, elle analyse les connexions entre l'utopie et la réalité sociale. Maria Luisa meurt très jeune à Londres, le 13 avril 1949, à 31 ans. En 1988, la maison d'édition Freedom Press publiera *Neither East nor West*, une sélection de ses écrits rédigés entre 1939 et 1948.

Le Fond «Famiglia Berneri - Chessa » (Archives de la bibliothèque communale Panizzi de Reggio Emilia) garde un très riche patrimoine documentaire sur l'histoire de l'anarchisme italien et international où il y a un nombre de données sur la vie et le parcours de Camillo Berneri, tout comme de sa famille (voir à ce propos : *Storie di anarchici e anarchia. L'Archivio Famiglia Berneri - Chessa*, Comune di Reggio Emilia, Biblioteca Panizzi, 2000).

5) BERTOLINI Giovanni,

né dans une famille très pauvre dans la ville de Reggio Emilia, le 1^{er} octobre 1911. Il expérimenta la misère et l'oppression du fasciste et il trouva dans le militantisme communiste le chemin pour s'opposer aux injustices. Giovanni Bertolini grandit sous le régime et seulement à 15 ou 16 ans il commença à percevoir le poids négatif du fascisme. À la fin de l'année 1929, il adhère à la Jeunesse communiste clandestine. Au mois de février 1932, le régime fasciste s'efforce déjà de

le trouver et de l'arrêter. Son nom est publié dans le « Bulletin de recherche de subversifs ». Giovanni Bertolini expatrie donc en France de manière clandestine le jour de Pâques 1932.

À Paris, il s'établit à l'Argenteuil, puis à Gennevilliers et il fréquenta un cours du Parti communiste de 15 jours en ayant Ruggero Grieco en qualité d'enseignant. À la fin du cours, Giovanni Bertolini fut choisi pour étudier dans l'école léniniste de Moscou. À Argenteuil, il dormait dans une petite auberge gérée par des émigrés italiens de Cavriago (village de la Province de Reggio Emilia) ; puis à Le Courneuve où il partagera une chambre de l'habitation de Vasco Mattioli en fréquentant la maison de Giuliano Pajetta. À Gennevilliers au contraire il fut reçu chez l'habitation du socialiste Ludovico Schiatti. Dans cette première période à Paris, Giovanni Bertolini rencontra et fréquenta différents camarades de sa ville de naissance avec lesquels il sera ensuite en Espagne dans les Brigades internationales. Dans la même année, Giovanni Bertolini est envoyé de Paris à Moscou pour fréquenter un cours de culture politique. Rentré en France en 1934, il vit entre Argenteuil et Gennevilliers en recouvrant le rôle de cadre politique dans les Groupes de langue italienne du PCF. En juillet 1936, le général Francisco Franco, soutenu de Mussolini et d'Hitler, il se lève en armes contre la république née par élections libres. Le 29 septembre 1936, depuis la gare d'Austerlitz, Giovanni Bertolini part avec le premier grand convoi de volontaires italiens pour la défense de l'Espagne républicaine. Après diverses péripéties, le 1er octobre 1936, il réussit à passer la frontière espagnole à Perpignan, juste le jour de ses 25 ans.

Blessé plusieurs fois en Espagne, Giovanni Bertolini revient en France en étant à l'intérieur des 400.000 réfugiés du conflit espagnol et interné dans plusieurs camps d'accueil français : *Le 11 février 1939, nous franchissons la frontière, escortés par les gendarmes et nous arrivons au camp de Saint-Cyprien.*

Giovanni Bertolini est interné comme nombreux d'autres anciens combattants dans les camps d'accueil français d'Argelès, Gurs et Vernet d'Ariège. Évadé du camp de Vernet d'Ariège, il servit dans la Résistance française avec le nom de Paul. Giovanni Bertolini retourne en Italie de manière clandestine en septembre 1943 et il fut entre les premiers personnages de la Résistance à Reggio Emilia. Partisan sur l'Apennin Tosco-Émilien. Depuis le mai 1944, il fut commissaire politique du 6e bataillon de la 144e brigade Garibaldi avec son commandant Mirko Marmioli. Dans l'après-guerre, Giovanni Bertolini fut engagé dans la construction du Parti commu-

niste italien. Le même a été parmi les protagonistes de la coopérative d'électriciens de la ville. Giovanni Bertolini est décédé le 29 août 2002.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 575, estremi cronologici 1932-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato al Tribunale speciale. Comunista, elettricista.**

6) CALEFFI Giovannina,

née à Gualtieri (Reggio Emilia) le 4 mai 1897.

Mariée au socialiste Camillo Berneri, elle était enseignante d'école primaire. Le 1^{er} août 1926, Giovannina et ses deux filles s'expatrient de manière aventureuse en France, en passant par la frontière de Ventimiglia. Réunie à son époux, elle s'établit à Saint-Maur-des-Fossés dans la banlieue parisienne. En 1929, Camillo est arrêté et puis expulsé du sol français sur dénonciation d'Ermanno Menapace, espion au solde de l'OVRA. Camillo Berneri commence une tourmentée pérégrination à travers l'Europe ayant comme but de trouver un endroit sûr où vivre. En même temps, à Paris, Giovannina cherche par tout moyen d'obtenir un permis de séjour pour lui, grâce au réseau international des anarchistes à l'avocat bruxellois Paul De Bock. En 1933, Giovannina obtient en gestion une épicerie à Paris (au 20, rue de Terre-Neuve). Son magasin se transforme vite en un endroit de rencontre et d'échange politique pour les anarchistes et les *fuorusciti* italiens. Pour cela, Giovannina est soumise à de stricts contrôles de la part de la police française et des services de sûreté du Ministère de l'Intérieur. En même temps, l'OVRA contrôle l'anarchiste Maria Bibi qui, de Milan, collabore avec Giovannina à l'organisation du mouvement anarchiste italien. Lorsque Camillo Berneri est tué en Espagne par les sicaires de Staline, Giovanna se rapproche encore plus au mouvement anarchique et devient une militante active. Elle commence à écrire pour l'hebdomadaire anarchique de Boston *Contre-courant* et elle publie son appel contre l'internement des rescapés antifascistes de la Guerre d'Espagne, enfermés dans les camps de concentration français.

En 1940, lors de la capitulation de la France devant les forces allemandes, Giovannina est emprisonné pour trois mois dans la prison de La Santé par le gouvernement de Vichy. En février 1941, elle est transférée d'abord en Autriche et puis en Allemagne, pour être enfin livrées aux fascistes. En Italie, Giovannina est assignée à résidence surveillée pendant une année à Lacedonia, avec l'accusation d'avoir

déroulé des activités subversives à l'étranger. Après avoir escompté sa condamnation, elle fait perdre ses traces et retourne clandestinement à son village natal, Gualtieri. Après le 25 juillet 1943 et la chute du fascisme, Giovannina s'engage dans la Résistance (sources : *A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 948, fascicolo « Caleffi Giovanna, estremi cronologici 1934-1942 » ; Fond "Famiglia Berneri - Chessa"*).

7) CAMPIOLI Cesare,

né à Cavazzoli, une petite fraction de la ville de Reggio Emilia, le 24 mars 1902 d'une famille de petits propriétaires.

Après avoir travaillé près des Officine Meccaniche Reggiane, dans les années 1919 il se rapprocha du mouvement des jeunes socialistes. Après le Congrès de Livourne, il s'approcha au parti communiste italien. De 1924 à 1925, il a été le secrétaire de la fédération des jeunes communistes de Reggio Emilia. En 1926, pour échapper aux persécutions fascistes, il s'établit à Milan. À Milan, il resta pour 4 ans en déroulant activité syndicale clandestine à l'intérieur de l'usine Breda. En 1929, pendant une visite occasionnelle à Reggio Emilia, il fut arrêté puisque la police fasciste l'avait retenu un individu dangereux. Il fut enfermé dans la prison de San Tommaso de sa ville natale. Cesare Campioli est fiché par la police fasciste et dans l'année 1930 il quitte son pays pour réparer en France en passant pour la Suisse. Ce *fuoruscito* arrive à Paris par l'aide des certains compagnons de Reggio Emilia, déjà exilés en France. À Paris, Cesare Campioli développe différentes activités politiques à l'intérieur d'associations subversives et antifascistes, constituées principalement d'éléments italiens sortis de l'émigration politique. Dans la Capitale française, il fonde ensemble à d'autres citoyens de la ville d'origine, l'association La Fratellanza Reggiana. Celle-ci est une association sans but lucratif, une organisation solidaire et mutuelle avec une forte caractérisation antifasciste.

De 1935 à 1939, Cesare Campioli intensifia son engagement avec le Parti communiste italien en participant aux congrès internationaux et en travaillant comme recruteur d'hommes pour aider l'Espagne républicaine pendant la Guerre civile espagnole. En 1943, peu avant de l'armistice italien, il fut le promoteur de nombreuses manifestations de protestation antifasciste, dont la plus éclatante fut celle tenue devant le Consulat italien à Paris. En qualité de membre du mouvement de la Résistance et libération nationale Française, il s'occupa de l'organisation de la presse clandestine à Paris.

Après la chute de Benito Mussolini, Cesare Campioli repartit avec la famille pour l'Italie à la fin du mois de juillet 1943, mais il fut arrêté à Bardonecchia avec Giuseppe Saragat (5e Président de la République italienne) et enfermé dans la prison de Susa de laquelle ne sortit pas que le 20 août 1943. À son retour à Reggio Emilia, il s'appliqua pour donner vie au front patriotique national et à la lutte armée. Après la fin de la guerre, il devint le Maire de la ville de Reggio Emilia le 4 mai 1945. À la Mairie de Reggio Emilia, il fut réélu pour bien d'autres 4 législatures jusqu'à l'année 1962, toujours avec le Parti communiste italien.

- **A.C.S, Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 985, estremi cronologici 1933-1944. Annotazioni riportate sul fascicolo : Sovversivo, iscritto alla Rubrica di frontiera, Condannato Tribunale speciale. Comunista, meccanico. Luogo residenza : Francia.**

8) CORSINOVI Fosca,

née à Casilina e Torri (petit village non loin de la ville de Florence), le 24 septembre 1897.

Militante anarchiste et vendeuse de profession. Liée à l'anarchiste Dario Castellani, elle Il a participé aux luttes du Biennio Rosso à Parme et à l'insurrection de Florence en 1921. Fosca Corsinovi a été le témoin oculaire du combat fratricide entre communistes et anarchistes pendant la guerre civile d'Espagne. Fosca Corsinovi arrive en Espagne avec Francesco Barbieri, après avoir quitté Marseille. Entretiens, en concomitance avec l'expulsion de Dario Castellani de la France, elle et sa fille Luce avaient séjourné à Toulon et puis à Grenoble (où elle est employée dans la librairie d'Ettore Carozzo). En 1934, Fosca est à son tour expulsée de la France et se rend à Genève où elle travaille comme cuisinière dans une cantine fréquentée par les réfugiés politiques.

C'est à Genève que Fosca connaît Francesco Barbieri et, ensemble, ils partent pour l'Espagne en 1936. Après la mort de Francesco Barbieri, Fosca restera en Espagne jusqu'à la fin du conflit, en se consacrant à la gestion de la colonie enfantine L'Adunata en collaboration avec Enrico Zambonini et Armando Rodriguez. La colonie enfantine accueille beaucoup d'enfants des combattants internationaux engagés sur le front espagnol. Le 4 mai 1937, à Barcelone, dans un appartement situé en Plaza de l'Angel n° 2, Fosca et son amie Tosca Tantini assistent à l'enlèvement de Francesco Barbieri et de Camillo Berneri de la part d'agents des services secrets de Staline (les deux hommes seront par la suite exécutés). Fosca et Tosca, qui

habitaient avec Barbieri et Berneri, sont les dernières personnes à les avoir vus en vie. Fosca réussit à mémoriser le numéro de la plaque de reconnaissance (n° 1.109) d'un des agents de Staline, mais sans résultats. Les auteurs du délit de Francesco Barbieri et Camillo Berneri ne seront jamais condamnés. Le témoignage de Fosca permettra toutefois d'identifier les assassins : des agents du Comintern, engagés par les services secrets de Moscou. Les cadavres de Camillo Berneri et Francesco Barbieri sont recueillis par la Croix rouge et transportés à l'hôpital. Fosca Corsinovi et Umberto Marzocchi identifient les deux cadavres. L'enterrement de Camillo Berneri et de Francesco Barbieri a lieu à Barcelone le 11 mai 1937. Il faut ici rappeler que, depuis juillet 1936, les anarchistes italiens – en accord avec Giustizia e Libertà (Carlo Rosselli et Mario Angeloni) et avec le Parti républicain italien – avaient constitué la brigade italienne du bataillon Francisco Ascaso. Le meurtre de C. Berneri et F. Barbieri déchirera l'antifascisme international et, en Espagne, contribuera au démembrement du front républicain. Après la chute de Barcelone et la fin de la guerre espagnole, Fosca Corsinovi, accompagnée par sa fille, retourne en France sous le nom de Marie Thérèse Noblino.

En 1941, elle est de nouveau arrêtée à Saint-Tropez pour usage de documents faux et elle est envoyée dans le camp d'internement de Huac jusqu'à 15 octobre 1942, quand les autorités françaises la livrent à la police italienne. Celle-ci qui l'assignera à résidence surveillée aux îles Tremiti pendant cinq ans. Sa fille Luce, adolescente, demeure en France auprès d'une famille d'amis. Après les événements du 8 septembre 1943, Fosca est libérée et rentre à Florence où elle se réunit avec Dario Castellani pour participer à la lutte armée et à la construction de la nouvelle démocratie italienne. Elle mourra le 4 janvier 1972.

- **A.C.S, Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 1489, estremi cronologici 1927-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : confinata, iscritta alla Rubrica di frontiera. Colore politico : anarchica. Professione : Commessa, cuoca, libraia. Luogo residenza : Francia, Svizzera, Spagna, Italia.*

9) CURTI Angelo,

fils de Francesco et Chiara Mariani, né le 14 avril 1896 à Villa San Maurizio de Reggio Emilia.

Comptable, inscrit à la Jeunesse socialiste en 1915, il prend part à la campagne contre la guerre. Il fut parmi les initiateurs des Conseils d'Usine et de l'assemblée des travailleurs de la province de Reggio.

Secrétaire du courant maximaliste du PSI à Reggio Emilia, il fut ensuite dirigeant du groupe Renouveau de l'Ordre. À la scission de Livourne il devient communiste et premier secrétaire de la fédération de Reggio Emilia du parti communiste et directeur du journal *Le travailleur communiste*. Il s'expatrie à Paris en 1923 et devient l'un des exilés émilien les plus actifs. A Paris il réussit à mettre en place une cantine pour les chômeurs (en général des exilés) avec l'aide des commerçants et du prêtre de la paroisse où il résidait. Il a participé à la guerre d'Espagne jusqu'en 1939. Puis rentré en France il a, durant l'occupation nazi collaboré avec les partisans.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1563, estremi cronologici 1928-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, Luogo residenza : Spagna.**

10) DAVOLI Arturo,

fils de Domenico et Teresa Montanari, né le 10 août 1901 à Villa Rivalta di Reggio Emilia.

Cordonnier, poursuivi pour son antifascisme, il est inscrit au parti communiste et s'expatrie en 1923 à Paris. Il habite à Clichy et est actif dans les comités antifascistes. En 1937 il part pour l'Espagne dans le bataillon Garibaldi. Il rentre en France en 1938 ayant attrapé une maladie dans les tranchées, il meurt le 2 janvier 1940.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1630, estremi cronologici 1932-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, calzolaio, nel fascicolo è presente scheda biografica.**

11) DAVOLI Paolo,

né à Reggio Emilia en 1900.

Il a incarné entre les deux guerres un certain type d'activité politique européenne qui a marqué toute l'époque. Il appartient donc à la génération de la plupart des cadres dirigeants du parti communiste. Et son adhésion au socialisme d'abord, au communisme ensuite, dès la fondation du parti italien en 1921, est tout aussi précoce et totalisante que celle des autres cadres du parti.

C'est en raison de sa fidélité à la cause qu'il est bientôt obligé de prendre lui aussi le chemin de l'exil, en 1924. Ses liens avec le parti ne se relâcheront jamais tout au long de l'exil sans pour autant l'amener à être coopté dans le cercle restreint des dirigeants ni à partager les modalités d'existence de ceux-ci. Il n'y a tout au long de sa

permanence en France ni d'allers-retours plus ou moins clandestines en direction ou en provenance de l'Italie, ni de séjours plus ou moins longs dans les galères fascistes, ni de voyages à Moscou, ni d'engagement dans les Brigades internationales en Espagne. Sa fidélité à la cause se double d'une existence paisible dans la banlieue parisienne, dans la Plaine Saint-Denis, de l'exercice d'un métier artisanal de couturier dans lequel il excelle et grâce auquel il gagne bien sa vie.

Tous les signes d'une intégration réussie dans le pays d'accueil semblent réunis jusque et y compris le mariage avec une femme française Blanche Tolmay dont il aura une fille qui portera son propre prénom au féminin et décliné en français : Paulette. Et pourtant, une fois la guerre éclatée et surtout une fois l'URSS attaquée, à l'automne 1941, il répond à l'appel du Parti communiste italien et rentre en Italie en novembre 1941. Paolo Davoli quitte Paris avec sa fille Paulette, alors âgée de onze ans et qui ne connaît pas une parole d'italien.

Rentré à Reggio Emilia, sa ville natale, il accepte, sur indication du parti communiste, d'abandonner son métier de couturier et se fait embaucher comme ouvrier dans une usine de machines agricoles afin d'y apporter la bonne parole auprès de jeunes ouvriers tenus dans l'ignorance sous la chape de plomb du régime. Infatigable dans la propagande clandestine jusqu'au printemps 1943, il finira par être arrêté, mais il ne passera que quelques mois en prison puisque la première chute du fascisme suivra bientôt. La reprise de la propagande clandestine après le 8 septembre 1943 et surtout ses responsabilités au sein du C.L.N. local seront autrement plus dangereuses et Paolo Davoli finira par être arrêté par les néofascistes en décembre 1944. Horriblement torturé à plusieurs reprises, il aura une jambe amputée à la suite d'une tentative d'évasion, pour être enfin fusillé, fin février 1945.

12) DONATI Enzo,

fils de Giovanni et Aida Leurieri, né le 23 juin 1903 à Parme.

Il émigre en France dans les années vingt. Son nom apparaît dans la section Subversif du Bulletin des Recherches. En Espagne, il appartenait au bataillon "fortifications" de la 45ème Division. Rentré en France en 1939, il fut interné d'abord à Gurs, puis il fut fusillé par les allemands à Paris en 1941.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1840, estremi cronologici 1937-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, vetraio.**

13) ERMINI Dina,

ouvrière et communiste, Dina Ermini commence à travailler à 11 ans dans une usine textile dans la banlieue de Florence. En 1929, elle s'établit à Empoli et prend des contacts avec le Parti communiste pour y adhérer et collaborer à la diffusion de la presse clandestine. En 1931, elle s'expatrie de manière illégale en France et est utilisée par le Parti communiste comme courrier. Elle aussi chargée d'activités diverses auprès du Secours Rouge. Entre 1935 à 1938, Dina Ermini étudie en URSS à l'université léniniste. Rappelée en France, elle travaille pour le secrétariat clandestin du Parti communiste italien jusqu'à 1943. En mars 1944, elle rentre en Italie et est engagée pour plusieurs missions militaires. Elle collabore notamment avec le bureau logistique national des Brigades Garibaldi. Au début de juin 1944, sur décision du Parti, elle est envoyée à Florence avec son compagnon et camarade Antonio Roasio. Dina demeure à Florence jusqu'au mois de mars 1945. Elle est ensuite appelée à Rome à diriger la Commission nationale féminine du Parti communiste. De 1947 à 1956, elle est nommée responsable, par l'UDI, de son Comité Régional de l'Émilie Romagne. (sources : ACS, Casellario Politico Centrale, Busta 1890, « Iscritto rubrica di frontiera, 1936-1942, luogo di residenza : Jugoslavia, Francia, Unione Sovietica, Francia).

14) FABBRI Luce,

née à Rome le 25 juillet 1908, fille de Bianca Sbriccoli et de Luigi Fabbri (né à Forlì en 1888. ACS, CPC, Busta 1906, estremi cronologici 1912-1938), professeur et théoricien de l'anarchisme italien, ainsi que collaborateur d'Errico Malatesta.

De l'âge de deux jusqu'à six ans, Luce Fabbri vit avec ses grands-parents. Dans cette période, son père est exilé en Suisse à la suite de la Semaine Rouge. En 1926, à cause de la consolidation du régime fasciste, son père Luigi quitte clandestinement l'Italie pour Paris où il sera atteint par sa femme Bianca Sbriccoli en 1927. Luce Fabbri reste toute seule à vivre à Bologne, hôte du cercle socialiste. Dans cette période, elle est accueillie chez la maison d'Enrico Bassi. On prend soin de la fillette également la famille de Rodolfo Mondolfo. En 1928, Luce passe son diplôme de maîtrise en Lettres près de l'université de Bologne avec les compliments du jury en discutant une thèse sur les Reclus et la Commune de Paris. Parmi les professeurs de la commission le même Rodolfo Mondolfo, *“qu'il a été presque mon second père pour moi dans les ans que j'étais restée seule à Bologne”*. Luce rencontrera Rodolfo Mondolfo quelque temps après

en Amérique latine, lui aussi antifasciste exilé. Au mois de novembre 1928, Luce part aventureusement pour la France, pour atteindre ses parents à Paris; elle est aidée par le cheminot Giuseppe Peretti, de Bellinzona, que la fait passer la frontière Suisse en la enregistrant sur son passeport comme sa femme. En 1930, de la France Luce se déplace bientôt en Belgique, à cause d'un décret d'expulsion émis contre son père par le gouvernement français; et après bref temps, elle émigre avec les parents à Montevideo en Uruguay. À Montevideo, Luce Fabbri deviendra professeure d'université en littérature italienne. *Pour moi l'enseignement faisait partie de mon travail de militante politique, je l'ai toujours considéré comme un moment de mon action d'anarchiste*". Jusqu'au jour de sa mort, le 19 août de 2000, elle a vécu à Montevideo en Rue Jean Jacques Rousseau 3659, dans la maison construite par son camarade, Ermacora Cressatti, maçon, lui aussi anarchique exilé du fascisme. Luce Fabbri a été autrice de nombreuses publications, parmi lesquelles *La libertà nelle crisi rivoluzionarie*, Edizioni Studi Sociali, Montevideo, 1947; *L'anticomunismo, l'antimperialismo e la pace*, Edizioni di Studi Sociali, Montevideo, 1949; *Luigi Fabbri. Storia d'un uomo libero*, BFS, Pisa 1996; *Una strada concreta verso l'utopia*, Samizdat, Pescara 1998 (sources : ACS, *Casellario Politico Centrale, Busta 1906, estremi cronologici : 1929-1941. Iscritta Rubrica di frontiera*).

15) FANTINI Pietro,

fils de Vincenzo et Teresa Carli Gorga, né le 2 avril 1890 à Comacchio (Ferrare). Républicain.

Il avait émigré régulièrement en France et résidait à Paris. Inscrit à la section de Paris du parti Républicain Italien (il apparaît sur un registre de 1932) il a adhéré au Front unique antifasciste et à la Ligue des Droits de l'Homme. Il prit part à la guerre d'Espagne, et depuis janvier 1938 s'est installé à Paris, exerçant divers métiers: chauffeur, démarcheur, commerçant.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1951, estremi cronologici 1931-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Repubblicano, Autista, tipografo, commerciante. Luogo residenza : Francia.**

16) FARABOLI Giovanni,

né à Fontanelle Roccabianca (Parme) le 11 avril 1871.

Socialiste, organisateur à Fontanelle en 1903, d'un système de coopé-

rative intégrale. Le 6 août 1922 la coopérative est attaquée et détruite par les fascistes, il est donc obligé de s'expatrier en France à Toulouse en 1923. En compagnie de Bruno et Amedeo Azzi, il crée à Toulouse la Coopérative des travailleurs de la Bassa de Parme qui se nomme L'Émancipation. Puis en 1930 il crée l'association "le Progrès". Il participe à la guerre d'Espagne en qualité de coordinateur et commissaire politique et recueille des fonds pour soutenir les Brigades internationales. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, Faraboli, qui avait été déjà invité plusieurs fois à quitter le pays, affronte le conflit avec le même comportement qu'il avait eu dans les autres phases difficiles de sa vie. Au N°92 de la rue Riquet à Toulouse, le logement de Faraboli devient le lieu de transit de tous les antifascistes recherchés et persécutés. Parmi ceux qui s'arrêtèrent dans sa demeure, il eut les époux Modigliani qui passèrent une nuit. Vera Modigliani, écrit dans ses mémoires d'exil : « Pauvre Faraboli, il avait sûrement pris l'habitude et il ne voyait même pas la tristesse de l'ambiance où il vivait ». Enregistré comme *subversif* sur la liste des personnes à arrêter, il est interné au camp de Vernet d'Ariège du 24 mars au 3 avril 1942. Sa collaboration à la Résistance française lui vaudra l'étoile du mérite. Il vivra à Toulouse jusqu'à sa mort.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 1956, estremi cronologici 1915-1934. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Contadino, socialista. Luogo residenza : Francia.*

17) FERRARESI Enrico,

filis de Sante et Giulia Cosini, né le 20 janvier 1912 à Apples (Suisse) de parents originaires de Mirandola (Modène).

Il s'installe en Italie avec sa famille en 1915, puis il émigre en France en 1928, à Marseille. Communiste recherché par l'OVRA. Pendant la Seconde Guerre mondiale il participe à la résistance dans les Francs-Tireurs, détachement La Marseillaise.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2010, estremi cronologici 1928-1936. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera.*

18) FOCHI Adalgisa,

née à Parma le 31 juillet 1865, enseignante,

Mère de Camillo Berneri, Adalgisa se consacre à l'enseignement magistral et, à cause de son activité, elle est souvent obligée à se transférer en différents sièges (Milan, Palerme, Reggio d'Émile,

Arezzo). Épousée avec un secrétaire communal Stefano Berneri, de lequel en 1987 a Camillo. Adalgisa Fochi se sépare très jeune du mari en tenant près de soi leur fils qui la suit dans les différents déplacements scientifiques. À Reggio Emilia, elle tient nombreuses conférences près de l'université Populaire de la ville. Dans la période fasciste, après avoir refusé de jurer fidélité au Régime, elle doit abandonner son métier et son pays en regagnant Paris où se trouve déjà son fils Camillo Berneri exilé en France. À Paris, Adalgisa Fochi contribue à l'éducation des nièces Maria Luisa et Giliانا et elle s'engage même dans une frénétique activité politique en opposition au régime fasciste. Dans la Capitale française, Adalgisa Fochi continuera à vivre également après le décès de Camillo Berneri en Espagne jusqu'à la fin du Deuxième Conflit mondial. Elle rentrera à Reggio Emilia dans l'immédiat après-guerre et elle meurt ici en 1957.

- **A.C:S, Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2097, estremi cronologici 1917-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : Socialista, professoressa. Luogo di residenza : Francia.*

19) FONTANA Raffaele,

fils de Rosa Fontana, né le 6 septembre 1890 à Bologne.

Militant antifasciste il s'expatrie en France. Il s'engage pour l'Espagne en décembre 1936 il appartient à la compagnie italienne du bataillon mixte de la XIV^e Brigade. IL quitte l'Espagne en janvier 1939. En mars 1942 il est arrêté à Toulouse pour activité antifasciste, condamné par le tribunal militaire à 5 ans de prison il est interné à Bergerac. Il est libéré par les partisans en juillet 1944 et participe à la Libération.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2108, estremi cronologici 1922-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Socialista, manovale, minatore. Luogo residenza : Francia.*

20) FORNASARI Dante,

fils d'Aristide et Laura Verzelloni, né le 5 mars 1894 à Bologne. Républicain.

En 1946 il part à Milan et en 1928 il émigre clandestinement en France à Paris. Le 14 janvier 1932 il participe à l'attentat contre la Casa degli Italiani, il est arrêté et expulsé de France, mais grâce à l'intervention de la Ligue des Droits de l'Homme, l'expulsion est révoquée. Il participe à la guerre d'Espagne, et en 1938, à son retour il est interné au camp de Gurs. Il s'enfuit et vit clandestinement à

Paris jusqu'en 1943. En mai 1943 il passe en Belgique où il est arrêté par la police nazi.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2122, estremi cronologici 1928-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Repubblicano, meccanico. Luogo residenza : Francia.*

21) GALASSI Alberto,

fils de Giovanbattista et Maria Assunta Picchietti, né le 7 juin 1894 à Cervarezza di Busana (Reggio Emilia).

Il appartenait à une famille de bergers pauvres, et il émigra une première fois à la mort de son père aux États-Unis, à Chicago où il travailla comme maçon. Il fut mobilisé dans l'armée américaine pendant la Première Guerre mondiale et obtint ainsi la citoyenneté américaine. Rentré à Cervarezza en 1919, il milite au PSI. Devenu communiste après la scission de Livourne, il subit les persécutions des escouades fascistes, et il s'expatrie en France en 1923 à Toulouse. Il crée une petite entreprise de construction et il entre au parti communiste et devient citoyen français. Il s'applique, en France, comme il avait déjà fait aux États-Unis à étudier la langue du pays et la culture locale. Il s'engage dans la guerre d'Espagne, gravement blessé à l'abdomen il est renvoyé à Toulouse où il meurt le 24 décembre 1938.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2229, estremi cronologici 1928-1939. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, imprenditore di lavori. Luogo residenza : Francia.*

22) GALLERANI Adalcisa,

née à Bologne le 10 mai 1905, ouvrière, communiste.

Adalcisa émigre en France en 1928 en tant que subversive communiste, fichée par la police fasciste comme militante dangereuse. À Paris, elle déroule l'activité de *fenicottero* (estafette) en transportant du matériel de propagande en Italie. Retournée à Bologne de manière clandestine en 1941, Adalcisa est chargée par le Parti communiste de trouver et de gérer des refuges clandestins pour y abriter les individus recherchés par la milice fasciste, avant leur retour au maquis dans les villes de Bologne et de Milan. Après le 8 septembre 1943, elle combat dans les rangs du CUMER chargée des liaisons entre Bologne et Milan. Elle est gravement blessée à Plaisance, au cours d'un bombardement et meurt le 16 septembre 1944, parmi des inconnus, car elle n'a pas voulu

décliner son identité de peur de compromettre le travail militaire du Parti communiste (source : *Archives de l'Istituto Storico Ferruccio Parri – Émilie Romagne. Fond n. 6 : Comando unico militare, Émilie Romagne. Fond n. 7 : Brigade Garibaldi Emilia Romagna ; Archives de la Fondation Antonio Gramsci Émilie Romagne, Bologne. Fond "Luigi Arbizzani" : 310 dossiers, 1931-2004. À lire également : Renata Viganò, Donne della Resistenza, Bologne, STEB, 1955).*

23) GALLETTI Danio, fils de Gaetano et Ernesta Petazzonni, est né le 21 octobre 1900 à San Giovanni di Persiceto (Bologne). Il émigre avec sa femme et son fils en 1924 à Montreuil-sous-Bois. Il devient activiste dans le parti communiste. Il s'engage pour la guerre d'Espagne, il est gravement blessé sur le Front de Morata de Tajuna. Il est rendu invalide par un éclat d'obus au poumon et rentre en France en 1937. Il prend part à la Résistance française dans les services de liaison.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2243, estremi cronologici 1937-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Antifascista, muratore. Luogo residenza : Francia.**

24) GAMBERINI Alfonso,

fils de Filippo et Luigia Ferioli,

né le 19 janvier 1893 à San Pietro in Casale (Bologna).

Il a travaillé comme mécanicien à Bologne. Il a émigré en France en 1923 à Toulouse. Il a participé à la guerre d'Espagne et, à son retour en février 1939 il est interné au camp de Gurs et Vernet d'Ariège. Il s'évade en 1943 et prend part à la Résistance dans le groupe Matiabò.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2265, estremi cronologici 1923-1944. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Socialista, meccanico, muratore, commerciante in cereali. Luogo residenza : Francia.**

25) GASPARINI Mario,

fils d'Odoardo et Adelina Mantovani, né le 1er mai 1895 à Soliera (Modène).

Émigré en France en 1930, il résidait à Grenoble. Le 3 janvier 1937 il s'enrôle dans la compagnie italienne du bataillon Dimitrov. En novembre 1938 il quitte l'Espagne et rentre à Grenoble où il restera jusqu'en 1950.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA**

2301, estremi cronologici 1929-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, muratore. Luogo residenza : Francia. Denunciato al Tribunale speciale.

26) GASPERINI Francesco,

fils de Luigi et Elisa Marchettini, né le 18 septembre 1900 à Castiglione dei Pepoli (Bologne).

Ouvrier, anarchiste, il est condamné par contumace en 1921, à 20 ans de prison, pour un heurt avec les fascistes survenu à Baganza. Il se réfugie en France à Drancy. Il s'engage pour l'Espagne dans la Colonne Italienne et combat à Monte Pelado, Huesca, Almudevar. Il rentre à Drancy en 1939 et y demeure jusqu'à sa mort.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2304, estremi cronologici 1927-1940. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Anarchico, bracciante agricolo. Luogo residenza : Francia.**

27) GEMINELLI Vasco, fils de Martino et Silvia Martini, né le 4 janvier 1907 à Castelfranco Emilia (Modene).

Il a émigré en 1930 en France à Toulouse où il fut secrétaire de la section locale du parti socialiste. Sa fiche signalétique apparaît en 1933 et 1934 sur le Bulletin de Recherches, section Suversifs. Il s'enrôle dans le bataillon Garibaldi fin janvier 1937, il meurt au combat en juin 1937 (à 30ans).

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2327, estremi cronologici 1931-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, muratore. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

28) GERBELLA Alfredo,

fils de Torquato et Maddalena Venturini, né le 25 juin 1880 à Parme. Communiste, recherché par l'OVRA, s'est expatrié en France à une date indéterminée. En octobre 1936 il se trouve dans un groupe militaire en Espagne où il est affecté aux cuisines. Sorti d'Espagne à la fin de 1938, il rentra à Paris où il continua à être cuisinier dans divers restaurants.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2340, estremi cronologici 1928-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, calzolaio. Luogo residenza : Francia.**

29) GIAVARESI Alberto,

fils de Luigi et Adolfa Ventura, né le 2 novembre 1906 à Sasso Marconi (Bologne).

Communiste, résidant à Paris depuis 1931, il est parti en Espagne en octobre 1936. Durant la guerre civile il a également été chauffeur de Giuseppe di Vittorio. Il est rentré à Paris fin 1938 et y est resté jusqu'à sa mort.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2403, estremi cronologici 1931-1940. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Socialista, muratore. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

30) GILIOLI Siberia,

née à Modène 14/02/1908 et morte à Fontenay-Sous-Bois 27/06/2005. Ouvrière, anarchiste, sœur du subversif Rivoluzio Gilioli, Siberia fait partie d'une famille d'anarchistes qui, en 1922, émigre à Fontenay-Sous-Bois dans la banlieue parisienne.

Elle écrit : « En 1924 nous décidâmes de quitter Paris pour sa banlieue. Nous nous renseignâmes qu'à Fontenay il y avait une dame âgée disposée à donner en viager son chalet avec un très beau jardin dans un passage privé. Le chalet était devant un café. Je me rappelle que nous payions 3.900 francs par an. Notre maison devint périodiquement le refuge de nombreux antifascistes et d'anarchistes italiens, russes et allemands dont Renzo Cavani avec lequel j'ai eu une liaison amoureuse et notre fils Jacques ».

En 1936, Siberia part pour l'Espagne dans le but de combattre pour le gouvernement républicain. À Port Bou, avec Renzo Cavani, elle organise le transfert des volontaires des Brigades Internationales. Elle demeure ensuite à Barcelone entre janvier et juin 1937. Son frère Rivoluzio est également engagé en Espagne, dans la Brigada Ascaso (il mourra à Huesca en 1937), de même pour son autre frère Equo. Siberia est recherchée par l'OVRA, par la police de frontière italienne et son nom est inséré en 1936 dans le *Bollettino delle Ricerche*, qui la qualifie comme subversive et révolutionnaire très dangereuse. Elle rentre en France de manière légale à la fin de 1937.

Après 1940, Siberia s'unit à la Résistance et entre dans le maquis. En 1946, elle obtient la nationalité française.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2412, fascicolo Gilioli Siberia, estremi cronologici 1929-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : Confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera. Anarchica. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

31) GIROTTI Mario, fils d'Adelina et Alberto Tacconi, né le 24 novembre 1901 à Bologne.

Anarchiste, antifasciste il fut arrêté plusieurs fois avant 1928. À cette date, le 12 juillet il fut relégué sur l'île de Lipari où il resta jusqu'au 24 janvier 1930. En mai 1930 il s'expatrie clandestinement en France, obtient l'asile politique et réside à Marseille. En 1936 il est à la guerre d'Espagne, blessé à la bataille de Monte Pelado, il est inapte au combat. Il reste en Espagne où il est rejoint par sa femme et sa fille, et devient responsable du cercle Malatesta de Barcelone. Il rentre à Marseille en 1938. Le 3 septembre 1939, le jour de la déclaration de guerre, il tente de rentrer en Italie avec sa famille. Arrêté à Ventimille, il est incarcéré à Bologne. Il est condamné à un an de relégation et cinq ans de surveillance spéciale.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2448, estremi cronologici 1927-1945. Annotazioni riportate sul fascicolo : Confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera. Anarchico, mura-tore. Luogo residenza : Francia, Italia.*

32) GOBBI Emilio,

né le 27 décembre à Calendasco (Plaisance).

Militant communiste, émigré en France à une date imprécise, avait résidé à Fontenay-sous-Bois. S'est enrôlé en 1937 pour l'Espagne et a combattu sur plusieurs fronts dont celui de l'Ebre. Sorti d'Espagne, il est revenu à Fontenay où il participa ensuite à la Résistance.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2471, estremi cronologici 1929-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Socialista, tappeziere. Luogo residenza : Francia.*

33) GOLINELLI Agostino,

fils Giseldo et Adele Suffriti, né le 15 septembre 1905 à Bomporto (Modene).

Le 20 octobre 1912 il s'installe avec sa famille à Crevalcore di Bologna. Il a émigré en France à une date imprécise et a résidé à Petit-Mas -de -Rey, près d'Arles, où il travaillait comme ouvrier agricole. Parti pour la guerre d'Espagne, il est mort le 1^{er} février 1937 à Vallejas. (32 ans)

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2478, estremi cronologici 1928-1937. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Socialista, cameriere. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

34) GOLINELLI Vittorio,

fils d'Agostino et Ines Roncati, originaires de Mirandola (Modène), né le 20 décembre 1913 à Milan.

La famille a émigré en France avant 1931 à Montreuil-sous-Bois. Il a travaillé à Paris comme ouvrier à tout faire, il était militant actif de Justice et Liberté. Il est mort en Espagne le 24 novembre 1936 à Carrascal de Huesca (mort à 23 ans).

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2479, estremi cronologici 1937-1938. Comunista. Luogo residenza : Spagna.**

35) GRASSILLI Alfonso,

fils de Gaetano et Ersilia Castagnini, né le 27 janvier à Argelato (Bologne).

À partir du 29 octobre 1909, il a habité à Calderara di Reno (Bologne). Il a émigré à Paris pour raisons économiques et il travaillait comme vernisseur. Sympathisant communiste, il fut membre du Front Unique Italien. En novembre 1936, il était en Espagne, et, comme chauffeur, il a pris part à la guerre sur plusieurs fronts. Rentré à Paris, il reprit son activité de vernisseur.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2511, estremi cronologici 1931-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista. Bracciante agricolo, muratore. Luogo residenza : Francia.**

36) GUALDI Egle,

née à Modène le 11 janvier 1901.

La famille Gualdi s'établit à Reggio Emilia en 1906. Les difficiles conditions économiques et, en particulier, les enseignements du maître de l'école primaire (d'idées socialistes) contribuèrent à la formation personnelle, politique d'Egle Gualdi. De manière particulière à la condition féminine et les droits des femmes. À l'explosion de la Première Guerre mondiale, la famille Gualdi tombe en misère et la fillette Egle travaille en qualité d'ouvrière près de l'usine Setifici Italiani Riuniti de Reggio Emilia. Là-bas, Egle rencontre Élide Sacchetti qui l'introduisit dans le monde des luttes pour le travail et les droits des travailleurs.

Quand la mère Cleonice Gozzi meurt en 1918, Egle Gualdi prit congé de l'usine pour assister ses frères les plus petits et elle travailla comme couturier. La nuit, au contraire, comme débardeur de fruits et légumes à la gare ferroviaire de la ville.

De 1923 à 1924, il s'inscrit au Parti communiste italien et dans l'été 1924 elle fonde avec Maria Taglini et Palmira Gorbella, la première cellule communiste féminine près de l'usine Setifici Italiani Riuniti. La cellule fut intitulée à Rosa Luxemburg et il eut 60 inscrites. De 1924 à 1926, Egle fut la responsable pour la défense des droits au travail des femmes dans la province de Reggio Emilia et la dirigeante de la diffusion de la presse clandestine communiste. En 1926, la police fasciste arrête le père et le frère d'Egle, tous les deux socialistes. Le père est condamné à deux ans de prison préventive ; par la suite le frère est fiché comme communiste.

Entre 1924-1926, Egle fut arrêtée plusieurs fois pour son activité subversive ; fichée au casier politique central. En 1926, elle fut encore fois condamnée, mais à la relégation. Elle resta à la relégation jusqu'au mois de décembre 1929 en passant de la petite île de Favignana à Ustica enfin à l'île de Ponza. Il rentra à Reggio Emilia où elle fut soumise à une étroite surveillance. En 1930, le Parti communiste la choisit comme déléguée au congrès clandestin de Cologne afin de consentir son expatriation à Paris où son frère Bruno se trouvait aussi.

En 1931, elle fut envoyée avec d'autres 100 Italiens à l'université communiste internationale de Moscou. À Moscou, Egle serait de nouveau revenue en 1935-1936. Dans son exil en France, elle organisa plusieurs missions clandestines en Italie. Pour l'OVRA et la police fasciste dans une note, la subversive Egle Gualdi était : « *une femme tenace dans ses idées communistes, elle organise des manifestations subversives, elle déroule une subtile propagande dans le milieu ouvrier. Également en prison, elle provoque des fermentations* ».

À Paris, à la fin des années 1930, Egle Gualdi connut Agostino Novella, représentant politique très connu du Parti communiste italien en devenant sa femme dans la lutte clandestine et dans la vie jusqu'à la fin des années 1940. Avec l'explosion de la Seconde Guerre mondiale et l'occupation de Paris de la part des nazis, l'activité clandestine devint plus difficile, mais Egle Gualdi continua son engagement dans l'organisation antifasciste entre Paris et Marseille. Elle rentra définitivement en Italie le 25 juillet 1943 après la chute du fascisme. Après le 8 septembre 1943, elle devint protagoniste de l'organisation des premières formations partisans en Lombardie, puis à Rome. Elle fut entre les protagonistes de la réorganisation du Parti communiste italien de l'après-guerre en devenant une dirigeante du parti au niveau national.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA**

2553, fascicolo Gualdi Egle, estremi cronologici 1925-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : Confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, sarta. Luogo residenza : Francia.

37) IOTTI Alfredo,

fils de Cesare et Ersilia Barbieri, né le 14 novembre 1897 à Reggio Emilia.

Jeune socialiste, puis communiste (dès la fondation du PCI) il a participé aux actions armées contre les escouades fascistes, et il était à Parme durant les barricades de l'Oltretorrente. Il a émigré en France avec un passeport régulier en décembre 1922. Militant antifasciste actif à Paris, il fut arrêté et fiché pour avoir participé aux manifestations en faveur de Sacco et Vanzetti. Il est enrôlé en 1936 dans le bataillon Dombrowski, puis le bataillon Garibaldi. Il est blessé à Huesca le 16 mai 1937 et rapatrié en France en juillet 1937. Durant l'occupation nazie, il milite dans la résistance française, d'abord comme agent du Service d'information puis se met au service du Comité Italien de libération Nationale qui opère à Paris. Il est partisan des FFI avec le grade de sergent.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2645, estremi cronologici 1928-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Socialista, muratore. Luogo residenza : Francia.**

38) LANDINI Enea, fils d'Antonio et Celestina Emiliani, né le 27 juillet 1900 à Imola (Bologna).

Communiste, boulanger, s'est expatrié en France en 1924 et fut militant antifasciste à Paris. Il combattit en Espagne dans la Brigade Garibaldi où il obtint la médaille du mérite. Interné dans les camps d'Argelès et de Gurs, il fut enrôlé dans les compagnies de travail de l'armée française. Après l'invasion allemande, il se réfugia en Belgique où en raison de son activité résistante, il fut fusillé par les allemands le 21 janvier 1941 à Bruxelles.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2710, estremi cronologici 1931-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Denunciato tribunale speciale. Anarchico, muratore. Luogo residenza : Francia, Spagna, Belgio.**

39) LANDINI Enzo,

fils de Bernardo et Elvira Prampolini, né le 16 septembre 1914 à Albinea (Reggio Emilia). Il a émigré en France avec son père en

1928. Tous deux vivaient dans la banlieue de Paris et travaillaient comme maçons. Lorsque le père rentra en Italie, Enzo demeura à Paris avec un oncle, un certain Grassi, vieil antifasciste exilé. Il devint donc militant communiste et s'enrôla pour l'Espagne. En août 1937, il rentra à Paris où il reprit son travail de maçon. A la déclaration de guerre il s'engagea dans la Légion Etrangère et combattit en Afrique. À la fin du conflit il obtint la nationalité française.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2710, estremi cronologici 1937-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Antifascista, operaio. Luogo residenza : Francia.**

40) LANZARINI Antonio,

né le 28 mars 1905 à Monghidoro (Bologna).

Il a émigré en France clandestinement, recherché par l'OVRA il est parti combattre en Espagne. Une fois rentré en France il s'est installé à Villanseine.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2716, estremi cronologici 1935-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, operaio. Luogo residenza : Spagna, Francia.**

41) LANZI Attilio,

fils de Carlo et Enrichetta Cervi, né le 30 octobre 1908 à Sant Ilario d'Enza (Reggio Emilia).

Son père, vieux militant socialiste, président de la coopérative Birocciai de Sant'Ilario en 1913, est mort alors qu'il était encore enfant. Pour aider sa famille Attilio a commencé à travailler comme aide-maçon. En 1929 il a émigré en France et il a travaillé comme maçon à Montauban. En 1932 il fut, dans cette ville, parmi les fondateurs de la section locale du PSI, inaugurée en présence de Pietro Nenni. Il s'est enrôlé pour l'Espagne en 1936 et a été blessé sur le front de Madrid. Rentré à Montauban, il a pris part ensuite à la Résistance Française.

- **Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia di Milano, Archivio Associazione italiana Combattenti antifascisti di Spagna. Estremi cronologici 1936-1939.**

42) LOMBARDI Maria,

née à Forlì le 19 juillet 1894, militante socialiste puis communiste après le Congrès de Livourne en 1921.

De 1921 à 1928, Maria lutte contre le régime fasciste à Forlì. Recherchée par la police, elle s'expatrie en France au mois de septembre 1928 avec sa fille Leda. En 1936, Maria part pour l'Espagne où elle combat dans les Brigades internationales. En 1939, après la défaite des forces républicaines dans le conflit espagnol, elle quitte l'Europe pour Santo Domingo, avec sa fille.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2819, fascicolo Lombardi Maria, estremi cronologici 1931-1940. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, pettinatrice. Luogo residenza : Spagna.**

43) LORENZINI Gino,

fils de Francesco et Clarice Pieri, né le 26 juillet 1890 à Cesena (Forlì).

Il a émigré en France en 1924 et habitait à Troyes. Il a combattu en Espagne ; il est rentré en France en 1939 et il a été interné au camp de Vernet. En 1941 il a été déporté en Italie.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2840, estremi cronologici 1929-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Confinato. Comunista, operaio meccanico. Luogo residenza : Italia, Francia.**

44) LUPPI Egidio,

fils de Giuseppe et Elena Bevini, né le 13 juillet 1896 à San Prospero sulla Secchia (Modène). Ouvrier.

Après avoir fait 3 ans de prison, il s'expatrie clandestinement en France en 1936. Il prend part aux combats en Espagne. Il rentre en France à la fin de 1937. Durant l'occupation nazie il participe à la Résistance.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2885, estremi cronologici 1937-1940. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, operaio meccanico. Luogo residenza : Francia.**

45) MALDOTTI Primo,

fils de Luigi et Alessandrina Bellini, né le 29 octobre 1902 à Piacentino (Plaisance).

Émigré en France (il disparaît du recensement de 1931), il habitait à Livry Gargan. En janvier 1937 il part pour la guerre d'Espagne, il est blessé en juillet et rentre en France à Livry. Il prendra part ensuite à la Résistance contre les nazis.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2955, estremi cronologici 1938-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : // // . Antifascista, agricoltore. Luogo residenza : Francia.*

46) MANINI Vittorio,

fils de Demetrio et Giuseppa Roncagli, né le 22 avril 1906 à Argenta (Ferrara), passé à Portomaggiore le 31 décembre 1919.

Communiste, recherché par l'OVRA, il s'expatrie en France en 1930 dans la région parisienne. En 1936 il prend part à la guerre d'Espagne, et après les batailles de Farlete et Estremadura il est fait sergent. Rentré en France en 1939, il abandonne Paris pour aller en Haute-Savoie faire un travail de propagande politique dans les troupes italiennes stationnées dans la région. Arrêté par les Italiens, il est libéré le 25 juillet 1943 et entre dans les partisans à Alexandrie du Piémont.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 2992, estremi cronologici 1938-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, bracciante agricolo. Luogo residenza : Francia, Svizzera, Francia.*

47) MARABINI Amedeo,

fils de Luigi et Carolina Mari, né le 11 septembre 1897 à Castenaso (Bologne).

Diplômé d'études élémentaires, typographe, inscrit au parti communiste dès 1921, il émigre en France en septembre 1921. À Paris, il dirige le groupe de langue italienne de la rue Pleyel. Il est expulsé pour motif politique en 1928 et il se rend en Belgique. Puis en Hollande et au Luxembourg où il reste quatre ans. Rentré en France, il part pour la guerre d'Espagne et au retour, Amedeo est enfermé dans les camps de Saint Cyprien et Vernet d'Ariège. Déporté en Italie, le 25 septembre 1942, il est condamné à 4 ans de relégation à Ventotene. Libéré en 1943, il prend part aux combats de la résistance italienne.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3009, estremi cronologici 1928-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, confinato isola di Ventotene. Comunista, tipografo, verniciatore. Luogo residenza : Francia, Belgio.*

48) MARTELLI Ettore,

fils d'Alessandro et Giustina Tartaglia, né le 19 décembre 1903 à Castelguelfo (Bologne).

Métayer, appartenant à une famille socialiste, il est objet d'agressions et de boycotts fascistes. Membre du parti Communiste en 1923, il poursuit son activité clandestine jusqu'en 1931 où pour échapper à l'arrestation il doit s'expatrier. En France, il milite pour le Front Populaire. Il participe à la guerre d'Espagne avec ses amis de Bologne. Il rentre en France en 1939 et il est interné dans le camp d'Argelès-sur-mer dont il s'échappe. Il participe à la Résistance Française parmi les Francs-Tireurs.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3091, estremi cronologici 1931-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, muratore. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

49) MARTINI Mario,

fils de Raffaella et Alfonsina Pagani, né le 25 août 1901 à Pianoro (Bologne).

Maître-maçon, il émigre au Maroc le 12 juin 1931. Il s'engage pour l'Espagne en février 1937 et dut repartir en avril à la suite de fièvres infectieuses. Il revint au Maroc où, au cours des années 1941-42, il fut arrêté deux fois à l'occasion de la venue à Casablanca de personnalités fascistes françaises. Durant la Seconde Guerre mondiale, il a participé à l'impression et la diffusion de bulletins de propagande antifasciste publiés en collaboration avec la Résistance Française. En avril -mai 1943, il fut choisi pour parler à Radio Rabat dans les émissions en langue italienne et à Radio Nations Unies dirigée par des Américains et Britanniques.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3104, estremi cronologici 1923-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, manovale. Luogo residenza : Francia, Spagna, Marocco, Francia.*

50) MATTEUCCI Natalino (frère d'Antonio),

né le 23 décembre 1907 à Bologne. Maçon et ouvrier de la construction au Maroc, à Casablanca à partir de septembre 1931. En 1933 il va à Oran en Algérie d'où en 1936 il s'enrôlera pour l'Espagne. À la fin de 1937, il quitte l'Espagne et il s'établit à Paris. Recherché par les fascistes, puis par les allemands, il entre dans la clandestinité. De 1939 à 1945, il combat d'abord dans les FFI (Forces Françaises de l'Intérieur) puis dans les FTP. (Francs-Tireurs Partisans), c'est ce qu'on peut lire dans un document de l'Association française des Garibaldi.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3158, estremi cronologici 1933-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, minatore. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

51) MAZZASCHI Dante,

fils de Gaetano et Rosa Baratta, né le 6 août 1910 à Pellegrino Parmense (Parme).

Il a émigré en France en 1927 et il s'est établi à Cagnaux dans la Haute Garonne. Il a été volontaire en Espagne et il est rentré en France le 12 août 1938. De 1942 jusqu'à la libération il a été combattant dans les FTP.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3176, estremi cronologici 1937-1940. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, Bracciante agricolo. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

52) MAZZETTI Marino,

fils de Raffaele et Ermenegilda Mattei, né le 30 juin 1909 à Casalecchio di Reno dans la province de Bologne dans une famille paysanne nombreuse.

Il adhère aux Jeunesses Communistes en juin 1924, au moment où la crise causée par l'assassinat de Matteotti semblait faire vaciller les bases du régime fasciste. Il passe au parti communiste aussitôt après les lois d'exception de novembre 1926. En juin 1930 il s'expatrie clandestinement en France et travaille à Paris, comme blanchisseur, pendant quelques mois sous le nom d'Elio Bergami.

À la fin de l'année, le parti communiste italien l'envoie en URSS pour suivre un cours accéléré à l'école Zapada de Moscou où il reste jusqu'en février 1931. Il est rappelé en France pour être agent de liaison avec l'Italie sous le nom de Mattia. Après plusieurs voyages clandestins en Italie, à Turin, en Ligurie, au Latium où il transporte du matériel clandestin et des documents politiques, il est arrêté à Bardonecchia et condamné à cinq ans de relégation dans l'île de Ponza. Au terme de la peine il est de nouveau assigné à résidence à Pizzighetone d'où il s'enfuit en compagnie de Giuseppe Boretti et Giuseppe Sassi.

En 1937 il réussit à rejoindre clandestinement Paris où il fait partie du Comité de la jeunesse pour l'Union Populaire Italienne en même temps qu'il travaille à l'exposition universelle pour assurer sa subsistance.

Il combat en Espagne dans les Brigades Internationales. Rentré en France en 1939 il est interné à Argelès-sur-mer et Gurs . En 1941 il s'enfuit et s'ingénie à réorganiser les groupes communistes de langue italienne parmi les émigrés de la région de Marseille, Toulouse, Nice, et Grenoble. Membre du Comité Central du M.O.I., sous le nom de Fernand il est envoyé au nord de la France pour organiser une lutte armée contre les occupants nazi. Fort de son expérience il met sur pied de petites formations de militants, et il est promu capitaine des FFI. Après la libération de Paris en 1944, il est chargé de réorganiser les groupes communistes dans le nord du pays.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3178, estremi cronologici 1927-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : Diffidato, Confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato al Tribunale speciale. Comunista, pasticciere. Luogo residenza : Svizzera, Francia, Spagna.*

53) MONARI Guido,

fils de Medardo et Anna Carloni (petits propriétaires agricoles), né le 26 septembre 1894 à Sala Bolognese dans la province de Bologne.

Il s'installe à Bologne le 7 avril 1922. Il émigra en France à une date inconnue et s'installe à Montreuil-sous-Bois. Communiste, il milita pour le Front Populaire et le Secours Rouge International. Il participa à la guerre d'Espagne. Il fut arrêté en 1940 et emprisonné aux Tourelles et il mourut de tuberculose le 19 janvier 1943 à Paris.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3346, estremi cronologici 1942-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Antifascista, agricoltore, salumiere. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

54) MORETTI Giuseppe,

fils de Guglielmo et Clarice Amadori, né le 13 janvier 1902 à Ravenna.

Paysan, il émigre en France en 1924. Communiste, il a habité jusqu'en juin 1937 à Paris, au 20, avenue Ibsen. On trouve son nom dans le Bulletin des Recherches, section Subversifs., daté de janvier 1938 avec la mention *communiste à arrêter*.

Il a participé à la guerre d'Espagne où il est probablement mort.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3407, estremi cronologici 1937-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, contadino. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

55) NARDINI Domenico,

fils d'Antonio et Assunta Moschin, est né le 23 septembre 1898 à Mercato Saraceno (Forlì).

Communiste, connu sous le surnom de Attilio, il a émigré en France où il habitait à Drancy. En 1936, il est allé en Espagne dans la Centurie Gastone Sozzi. Il a été tué durant la bataille de Toledo.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3493, estremi cronologici 1937-1939. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, operaio. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

56) NAPIONE Emilia,

née à Carouge (Genève) le 23 janvier 1901, d'une famille d'origine emilienne.

Elle est fichée par l'OVRA comme « dangereuse anarchiste ». De profession : infirmière, couturière, danseuse. Politiquement liée à Camillo Berneri, mariée avec Domenico Rosso (né à Bra-Cuneo, le 11 décembre 1890).

Emilia Napione s'expatrie en France (avec le mari) en 1922. Elle retourne à Turin en 1926 où elle est arrêtée pendant la distribution de matériel de propagande anarchique à la Gare Porta Nuova sous le faux nom de Louise Lahaye. Elle est condamnée à 10 jours de réclusion. En 1929, elle s'expatrie clandestinement encore une fois en France en demeurant à Lyon. De Lyon, Emilia Napione est expulsée par la gendarmerie française pour avoir fait usage de fausses généralités (Paolina Marchisio), après avoir escompté 3 mois de prison. Elle se déplace en Suisse en rentrant 15 jours après e France de manière clandestine. La même année décide d'entreprendre un voyage d'étude en tour pour le monde et elle se rend premierment en Tunisie, puis en Algérie et ensuite au Maroc avec un autre faux passeport (Alphonsine Barette) et successivement en Allemagne.

En 1931, l'OVRA inscrit Emilia Napione dans la « Rubrica di frontiera » et dans le « Bulletin des Recherches ». En 1932, elle se déplace à Barcelone, Valencia, Cadice, Séville. À Algeciras, elle est arrêtée pour des activités subversives et d'actions de terrorisme. La police espagnole expulse Emilia Napione à la frontière avec le Portugal où elle est tirée de nouveau en arrêt parce qu'en possession de matériel révolutionnaire.

En 1933, après 2 mois de détention au Portugal, elle se dirige à Hambourg et puis à Berlin avec l'anarchiste Portugais Manuel Francisco Rodriguez. De Berlin à Prague et ensuite à Vienne, où la

police la retient 15 jours sur signalation du Consulat italien. Expulsée de Vienne comme subversive « politiquement suspecte » et « persona non grata », elle se déplace en Grèce. Depuis Vienne, Emilia Napione est inscrite dans la liste des révolutionnaires les plus dangereux d'Europe.

En 1934, elle est à Tangeri et à Rabat sous le faux nom de Emilia Luisa Lationi; elle se déplace à Barcelone où elle est expulsée de nouveau; elle se réfugie enfin à Marseille où elle est en relation avec Luigi Campolongo. En 1935, Emilia Napione est à Bruxelles où il fréquente la communauté des Italiens anarchiques.

En 1936, Emilia Napione participe à la Guerre d'Espagne. En Espagne, elle prête son oeuvre comme infirmière dans l'hôpital implanté à l'hôtel Ritz de Madrid et, successivement, à la suite de la Colonna Ortiz. En Espagne, elle est arrêtée par le Ceka stalinien avec l'accusation d'être un espion fasciste et elle risque d'être fusillée. À la fin d'un procès, elle escompte 5 mois de réclusion près de la prison de Valencia et par la suite expulsée à la frontière française. En 1938, Emilia Napione est en France, où elle travaille dans une ferme à Bergienzen, dans le Var. Là bas, elle est arrêtée encore une fois par la gendarmerie française pour une autre fausse identité (Anna Felicia Jeunehomme), et elle escompte 3 mois dans la prison de Toulon. À la fin de la peine, elle est internée à Rieucros.

En 1941, Emilia Napioni est renvoyée en Italie où elle est condamnée à 5 ans de relégation pour activité antifasciste à l'étranger et en qualité d'infirmière dans l'armée rouge espagnole (Ventotene, Ustica). Elle est libérée au mois de septembre 1943.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3484, estremi cronologici 1927-1944. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritta alla Rubrica di frontiera, confinata. « Pericolosa Anarchica », di professione infermiera, sarta, ballerina. Luogo residenza : Francia, Svizzera, Austria, Grecia, Belgio, Tunisia, Algeria, Marocco, Spagna.*

- **A.C.S., Confino Politico** : *Fascicoli Personali, busta n. 703 ; Polizia Politica materia, Busta n. 121, fascicolo. "Chambery".*

57) OLLARI Francesco,

fils d'Angelo et Maria Cattani, né le 9 octobre 1893 à Calestano (Parme).

Il va à Fornavo Taro le 29 novembre 1915. Il émigre en France et son nom apparaît sur le Bulletin de Recherche, section Subversifs. Il participe à la guerre d'Espagne et il fut blessé sur le front de l'Èbre.

Rapatrié en France, il mourut à l'hôpital de Pantin le 23 décembre 1938.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3591, estremi cronologici 1937-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, bracciante agricolo. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

58) PANZACCHI Umberto,

fils de Guglielmo et Bianca Reggiani, est né le 5 juillet 1901 à Bologne.

Carreleur, anarchiste il prend part aux luttes antifascistes à Bologne. Il s'expatrie en France à la fin de 1923, et il prend part aux manifestations antifascistes à Paris. Il entre en Espagne en octobre 1936, il est blessé au coeur. Renvoyé en France en octobre 1937, il meurt à l'hôpital en novembre 1941.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3703, estremi cronologici 1927-1940. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Antifascista, muratore. Luogo residenza : Francia, Spagna, Francia.*

59) PATUELLI Edmondo,

fils d'Angelo et Domenica Rosa Ronchi, né à Dozza Imolese le 29 septembre 1911, puis il s'établit à Imola.

Artisan mosaïste, il émigre en France encore mineur avec ses parents à Paris. Antifasciste, il sympathisa avec les communistes. Il s'engagea pour l'Espagne en octobre 1936 et fut intégré dans la XIV^e Brigade Internationale comme chauffeur. IL rentra en France en juillet 1937 et il y vécut jusqu'aux années cinquante.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3784, estremi cronologici 1934-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, meccanico. Luogo residenza : Francia, Spagna, Francia.*

60) PEGGI Giulio,

fils de Cesare et Anastasia Camalli, est né le 19 juin 1905 à Castel San Pietro.

Maçon, communiste, responsable de cellule dans son village natal. Recherché par la police il émigre en France le 7 novembre 1930. En novembre 1931, sous un faux nom il rentre en Italie avec deux valises de matériel de propagande. Il se déplace à Vire en Normandie et, en 1937 il part en Espagne dans les Brigades internationales.

En 1939, il retourne en France et il est interné dans les camps d'Argelès-sur-mer et Saint Cyprien. En juillet 1940, il entre dans la Résistance française et il est arrêté par la Gestapo en 1943 et interné au pénitencier de Caen. Il est libéré par les partisans et continue la lutte pour la libération.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 3813, estremi cronologici 1931-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo: iscritto alla Rubrica di frontiera, Denunciato Tribunale speciale. Comunista, muratore. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

61) PICELLI Guido,

né a Parme le 1889, communiste, ex-député socialiste.

Apprenti horloger a Parme, devenu acteur de théâtre, il s'engage comme volontaire dans la Croix Rouge en 1916 pour ne pas trahir ses convictions pacifistes. Vers la fin de la guerre, il est envoyé à l'École d'Officiers de Modene, formation qu'il met a profit pour fonder les Gardes Rouges en 1920. Dans la même année, il adhère au Parti socialiste italien.

En juillet 1922, à la tête de quelques centaines d'Arditi del Popolo (une organisation d'autodéfense contre les bandes armées fascistes), il repousse une dizaine de milliers de chemises noires lancées dans une expédition punitive contre la ville de Parme, la seule municipalité qui ne leur a pas cédé. À l'époque, Picelli est parmi les rares politiques italiens à comprendre que seule l'unité des forces démocratiques peut défaire la force et le consensus fasciste. Ses idées politiques prédiront les luttes des Fronts populaires européens des années 1930.

Pour son activité politique très intense à Paris, Guido Picelli sera arrêté par la police française qui l'expulse en Belgique. Mais sa participation à la lutte des mineurs du Borinage entraîne une nouvelle expulsion. Après un séjour en Allemagne, Guido Picelli parvient à rejoindre la Russie où on lui propose d'entrer à l'École militaire de l'Armée Rouge.

À Moscou, toutes les promesses que Togliatti et les communistes italiens ont fait a Picelli sont déçues. Au lieu d'être envoyé à l'École militaire de l'Armée Rouge, Picelli est relegué dans une usine comme ouvrier. Picelli ne supporte pas l'opportunisme, le cynisme politique de Togliatti. Il est même persécuté de son parti, mais il parvient par chance à regagner la France pour prendre part a la guerre d'Espagne. Il meurt en Espagne le 5 janvier 1937.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA*

3950, *estremi cronologici 1910-1939. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, luoghi di residenza : Francia, Belgio, Germania, Unione Sovietica, Spagna.*

62) PIFFERI Gina (pour l'état civil Elgina),

née à Roteglia de Castellarano, en province de Reggio Emilia le 5 mai 1907, fille de Girolamo et Angela Soncini.

Elle a été une socialiste militante puis une communiste avec son père Girolamo. En décembre 1936, elle expatrie en France munie d'un passeport régulier et se rend à Argenteuil auprès de sa cousine Elide Soncini, épouse du dissident communiste Gino Sacchetti. En mars 1937, Elgina Pifferi regagne plusieurs fois l'Italie comme *fenicottero*, envoyée par le Centro Estero del Partito Comunista italien, avec de faux papiers au nom d'Olga Medici ou Maria Botticelli pour remettre du matériel de propagande politique contre le régime fasciste.

Dans les années de la résistance en France, Gina choisit pour soi le nom de bataille "Mireille" en déroulant des actions dans le maquis parisien et du Nord-Pas-de-Calais. Mireille sera le même prénom que Gina donnera à sa fille, née à Turin en 1946 par la rocambolesque relation sentimentale avec le journaliste Amedeo Ugolini. La documentation fasciste à son sujet est surabondante.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4868. Annotazioni riportate fascicolo : Sovversiva, iscritta alla Rubrica di frontiera, condannata Tribunale speciale. Comunista, sarta. Luogo residenza : Francia.**

63) PISI Risveglio,

fils de Fermo et Amelia Longhetti, né le 27 août 1905 à Villa Cadé (Reggio Emilia).

Maçon, communiste, persécuté par les fascistes. Il s'expatrie en France en 1930 et il s'inscrit dans les groupes italiens du PCF de la région parisienne.

Il est enrôlé en 1936 dans le bataillon Garibaldi. En Espagne, il est blessé en 1937 et hospitalisé en France durant une longue période. Pendant l'occupation allemande, il prend part à la Résistance en Normandie. Il retourne en Italie en 1945.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4010, estremi cronologici 1933-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, muratore. Luogo residenza : Francia, Spagna, Italia.**

64) PRELATI Vincenzo,

fils de Carlo et Antonia Legabacchi, né le 19 juillet 1899 à Castelbolognese (Ravenne).

Coiffeur, il a émigré à l'étranger en 1924 d'abord en Belgique puis en France. En 1932 il était recherché par l'OVRA. Il s'enrôle en septembre 1937 pour l'Espagne dans la Brigade Garibaldi. Blessé il est rapatrié en France le 10 octobre 1938, et hospitalisé à Paris jusqu'à la fin de 1939.

Durant la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans l'Armée française. Il est arrêté à Paris en 1941 et emprisonné aux Tourrelles puis condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il est libéré en février 1945.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4119, estremi cronologici 1929-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Repubblicano, barbiere. Luogo residenza : Belgio, Francia, Spagna, Francia.**

65) PROTTI Norma,

née à Forlì en 1922, communiste.

Mariée au *fuoruscito* communiste Antonio Santarelli, elle quitte l'Italie pour la France en 1922 et s'installe avec son époux dans la ville de Saint-Etienne.

Norma Protti est décrite par l'OVRA comme une militante antifasciste infatigable. En 1936, le mari Antonio Santarelli s'enrôle dans le Bataillon Garibaldi en participant au conflit espagnol. Il meurt en combat le 22 novembre 1936 à la Casa de Campo pendant la bataille près de la ville universitaire de Madrid, mais seulement en 1938 Norma Protti sera informé par la police française du décès du mari. Norma Protti en ne pouvant pas travailler à cause d'une maladie, elle sera assistée par le Secours Rouge.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4143, estremi cronologici 1925-1940. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritta alla Rubrica di frontiera. Comunista, casalinga Luogo residenza : Francia.**

66) RICCI Mario,

fils d'Orazio et Barbara Mini, né le 23 novembre 1901 à Bologne.

Il avait un diplôme de formation professionnelle et était employé. Dès 1919 il milita aux jeunesses socialistes et devint secrétaire provincial de la fédération. En 1922 il émigra en France et il entra au parti communiste en 1936. Il fut volontaire en Espagne dans la

bataillon Henri Barbusse. Rentré en France, il fut à Cesena interné dans le camp de Gurs d'où il s'enfuit. Il participa à la Résistance française et il fit partie du groupe Libération du 15 février 1944 au 19 janvier 1945.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4306, estremi cronologici 1931-19432. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Socialista, caldaraio. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

67) RICCÒ Getulio,

né à San Martino in Rio en 1875, petit village près de Reggio Emilia. Il s'est battu en Espagne dans le Bataillon Dimitrov. Blessé au combat, il fut transféré en France où il mourut à Argenteuil en 1940.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4314, estremi cronologici 1902-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Anarchico, verniciatore. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

68) RINALDI Gottardo,

fils de Pietro et Ersilia Merighi, né le 30 janvier 1898 à Borgo Panigale (Bologne).

Maçon, communiste, il fut agressé plusieurs fois par les fascistes à Bologne. Il s'expatria en France en 1924. Il s'engagea pour l'Espagne en août 1936 et il fut commandant dans la Centurie Sozzi. Rentré en France, il fut hospitalisé pendant une année. Il participa à la Résistance Française dans les Francs-Tireurs.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4334, estremi cronologici 1928-19432. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, muratore, minatore. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

69) ROSSI Ludovico,

est originaire de Ravenne, il a tenu un carnet de sa vie au temps de son engagement antifasciste.

En septembre 1920, il est fiché pour la première fois par la police. À l'époque, Ludovico est le secrétaire dans sa ville natale du Cercle des jeunes socialistes "L'Aurore". À cause de son infatigable activité politique, il fait l'objet de nombreux arrêts et de multiples intimidations, qui le menent à demander son passeport auprès des autorités pour s'expatrier.

Ludovico Rossi gagna la France de manière clandestine en 1923 en

direction de Paris. Il traverse la frontière avec la Suisse, puis il parcourt à pied 40 kilomètres afin d'atteindre une gare sûre dans le Canton Ticino et prendre enfin un train en direction de Paris. Dans la capitale française, il travaille comme assembleur mécanicien et milite pour le Parti communiste italien, tout en fréquentant les milieux anarchiques. Il est arrêté dans le siège d'un des cercles anarchistes parce qu'il détient un pistolet automatique. Bien qu'expulsé du territoire français, il se rend clandestinement à Marseille.

À Marseille, Ludovico Rossi quitte le parti communiste et devient membre du mouvement anarchiste. Son nom est inséré, par la police fasciste, dans le Bulletin des Recherches [Supplément révolutionnaire] comme communiste dangereux à arrêter. Par la suite, il accourt en Espagne, à Barcelone, pour participer au conflit espagnol. Avec d'autres représentants anarchiques, il se battra contre l'armée de Franco. À la fin de 1937, Ludovico Rossi rentre en France et séjourne à Lyon, en clandestinité, sous le faux nom d'Enrico Ferranti. À Lyon, il continue son activité en faveur de la révolution espagnole. Arrêté en avril 1939, il est interné dans le Camp de Argelès-sur-Mer. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il reste en France avec sa femme Prima Poli. Après le 8 septembre 1943, il rentre en Italie pour participer à la lutte armée comme anarchiste.

- **A.C.S, Casellario Politico Centrale, Unità Archivistica BUSTA 4450, Fascicolo 3654, estremi cronologici : 1922-1944. Annotazioni riportate sul fascicolo : Comunista, Anarchico. Luogo di residenza : Francia, Svizzera, Spagna, Italia.**

70) SONCINI Elide,

née à Castellarano de Reggio Emilia en 1899.

Communiste, marié avec l'antifasciste Gino Sacchetti et émigrée à Argenteuil dans la banlieue de Paris. Elide Soncini est la cousine de Elgina Pifferi.

- **A.C.S, Casellario Politico Centrale, Unità Archivistica BUSTA 4868, Fascicolo 132042, estremi cronologici : 1937-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritta alla Rubrica di frontiera, comunista, casalinga. Luogo di residenza : Francia.**

71) TANTINI Tosca,

née à Bologna le 16 novembre 1913,

Anarchiste et pâtissière de profession, elle émigre en France en 1930 pour rejoindre son père Giuseppe Melonari déjà exilé dans l'Hexagone depuis 1923. En août 1936, elle s'inscrit, avec son frère

Ferruccio Melonari, dans la Colonne italienne Ascaso pour combattre au secours de la République espagnole. Elle prend part aux combats de Huesca, où son camarade Bruno Gualandi meurt, et aux combats de Almudevar. En mai 1937 à Barcelone, Tosca Tantini est témoin de l'arrêt de Camillo Berneri et Francesco Barbieri. Les deux anarchistes seront retrouvés morts le 6 mai 1937.

À la fin de 1937, elle s'installe à Paris où réside jusqu'à 1939. Les mémorandums de la police fasciste signalent qu'elle serait décédée en France le 29 mars 1940. Toutefois aucune nouvelle officielle parvient au bureau d'état civil de la Mairie de Bologne.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità Archivistica BUSTA 5024, Fascicolo 123757, estremi cronologici : 1936-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritta alla Rubrica di frontiera, gelatiera, anarchica. Luogo di residenza : Francia, Spagna, Svizzera.*

72) TESTONI Giuseppe,

fils de Agostino et Assunta Battaglia, né le 3 août 1903 à Bondeno (Ferrare).

Cordonnier, militant communiste, s'est expatrié clandestinement en France en 1924 en allant à Grenoble. Il y exerce le même métier avec la difficulté de son état de clandestin. En novembre 1936, il entre en Espagne comme volontaire. Il est prisonnier des franquistes en décembre 1938. La Croix Rouge Internationale communiquera plus tard qu'il est mort après son arrestation des suites d'une blessure d'arme à feu à la tête (mort à 35 ans).

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 032876, estremi cronologici 1928-1939. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, sovversivo. Comunista, calzolaio. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

73) TIBALDI Francesco,

fils d'Augusto et Amelia Vecchi, né à Bologne le 13 août 1904. Ouvrier mécanicien, communiste, il a émigré en France en 1928 à Maison Alfort. Recherché par l'OVRA, il est passé en Espagne en décembre 1936 en faisant partie de l'Artillerie Internationale, Batterie Gramsci. Blessé à la bataille de Madrid, il est rapatrié à Maison Alfort où il meurt en juin 1940 (à 36 ans).

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 5091, fascicolo 135760, estremi cronologici 1938-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, pittore. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

74) TORRICELLI Teobaldo,

fils de Pasquino et Olinda Barigazzi, né le 7 juin 1905 à Modène. Paysan, communiste, il provient d'une famille nombreuse. Il s'expatria à Arles en 1925. Il continua à travailler comme journalier, et à militer dans le parti Communiste. En octobre 1936, il est volontaire en Espagne dans le Bataillon Garibaldi II^e compagnie. Il combat à Pozuelo, Mirabueno et Casa de Campo. Blessé à Huesca le 13 juin 1937, il rentre en France où il est interné au camp de Noé d'où il s'enfuit en 1941. De cette date jusqu'à la libération de Paris, il est partisan dans la Résistance Française avec le grade de capitaine.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5169, fascicolo 124001, estremi cronologici 1936-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, muratore, carettiere, pittore. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

75) TRIPPA Giovanni,

fils de Cesare et Bianca Belli, né le 1^{er} octobre 1901 à Medicina. Maçon, il n'a suivi que la troisième élémentaire. Il a adhéré au PCI, recherché par la police, il s'est expatrié en Suisse en 1933. À Zurich, il est actif parmi les groupes de langue italienne. Puis il va à Bâle d'où il est expulsé. Il entre en France, il travaille comme maçon à Paris, et il milite pour le Front populaire. Avant d'aller en Espagne comme volontaire, il avait envoyé du matériel politique et des journaux antifascistes en Italie et développé des liens avec les antifascistes de l'intérieur. Il quitta l'Espagne en février 1939 et revint à Paris, il fut arrêté et envoyé au camp de concentration d'Argelès, Saint Cyprien et Gurs. En mars 1941, il réussit à s'enfuir de Gurs et rejoignit Paris. Il fit partie des groupes armés des Patriotes Français et fut l'un des organisateurs de la grève contre les allemands à Chartres. Dans la clandestinité il envoya des secours aux garibaldini internés. Le 8 août 1943, il rentra en Italie pour participer à la guerre de libération en Vénétie et en Emilie-Romagne.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5220, fascicolo 114126, estremi cronologici 1934-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, muratore. Luogo residenza : Svizzera, Francia, Spagna.**

76) VANELLI Lorenzo Giorgio,

né à Bologne le 22 octobre 1902, fils de Paolo et Emilia Lipparini. Cheminot, inscrit aux Jeunesses Socialistes en 1919 il est entré au parti communiste en 1921 au moment où se déchainaient les escoua-

des fascistes dans la province de Bologne. Il fut secrétaire du groupe Jeunesse du PCI à Bologne et il fit partie du Comité de Citoyens. Ses activités politiques lui valent d'être victime d'un boycottage dans sa recherche d'un emploi, de sorte que le 17 juillet 1923, muni d'un passeport régulier il part en France pour travailler. Il arrive à Aurillac où il travaille comme manœuvrier pour seulement 17 jours car le patron refusait de respecter le contrat de travail. Il part donc pour Paris où il est plongeur dans un restaurant puis il devient mosaïste. En 1924, il fait partie des Centuries Rouges, regroupements antifascistes d'allure militaire formés en France en vue d'un revirement de la situation en Italie.

Du fait de son engagement antifasciste parmi les immigrés italiens à Paris, en 1929, après une perquisition de la police, il est expulsé du territoire. Il se transfère en Belgique et à Bruxelles il s'inscrit au syndicat socialiste des charpentiers sous le nom de Mario Calza. De 1929 à 1934, il est forcé à un va-et-vient entre la Belgique et le Luxembourg. Rentré à Paris en 1935 il reprend son travail de mosaïste. Il est de nouveau arrêté pour infraction au décret d'expulsion. Il vit alors clandestinement entre la France et la Belgique. Le 28 septembre 1937, à partir de la Maison du Peuple de Montreuil, il prend la tête d'une expédition de 97 Italiens qui partent combattre en Espagne. Il rentre en France en 1939 et il est interné dans les camps de Saint Cyprien et Gurs. Lorsque la guerre éclate, il refuse d'entrer dans l'armée française, il rentre à Bologne où il est condamné à 5 ans de relégation dans l'île de Ventotene. Après le 9 septembre 1943, il s'engage dans la Résistance en Emilie-Romagne.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 5311, fascicolo 026305, estremi cronologici 1929-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, Confinato. Comunista, operaio. Luogo residenza : Francia, Spagna, Belgio, Lussemburgo.*

77) VIGNATELLI Pietro,

fils d'Aurelio et Maria Argia Zignani, de Civitella di Romagna (Forlì), né le 30 mai 1911 à Gersan en Suisse.

Communiste, il a vécu son enfance à Lyon en travaillant comme garçon de courses. En 1936 il s'engage pour l'Espagne et il est blessé à Pozuelo de Alarcon en décembre de la même année. Il reste en Espagne jusqu'en 1939 où il est commissaire politique. En 1939 il revient à Lyon dans sa famille. Pendant l'occupation nazi il entre dans la Résistance et il est responsable du M.O.I. dans les Alpes

Maritimes à la place de Giuliano Pajetta. À la fin de l'année 1946, il rentre en Italie où il vit entre Rome et la Romagne.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 5413, fascicolo 029964, estremi cronologici 1909-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, operaio. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

78) VINSANI Carlo,

fils de Luigi et Iola Tirelli, né le 19 janvier 1905 à Reggio Emilia. Boxeur d'honorable niveau combattif, il fit partie de la sélection pré-olympique de Milan en 1924. Persécuté pour ses idées communistes, il s'est expatrié en France en 1930. À Paris, il travailla comme plongeur, garçon de courses, ouvrier du bâtiment. En 1936, il fait partie de la Colonne Italienne dans la guerre d'Espagne. Blessé à Toledo, il est hospitalisé. Il rentre en France en mars 1938. Lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans l'armée française. À la fin de la guerre, il reçut la médaille du combattant.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 5430, fascicolo 097921, estremi cronologici 1931-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, minatore. Luogo residenza : Francia, Spagna.*

79) ZAMBONINI Enrico,

né à Villa Minozzo en 1893, un village de l'Apennin toscan-émilien en province de Reggio Emilia.

Enrico (ou Diavolo, d'après son pseudonyme), à peine âgé de 13 ans, se rend à Gênes pour travailler avec son oncle, militant socialiste. En 1913, il participe, en Libye, à la guerre Italo-Turque. En 1919, Enrico devient membre de la formation des "Arditi del Popolo" et il milite avec la formation anarchiste de Carnesecchi-Novatore.

En 1921-1922, il intensifie son activité de propagande politique et de lutte armée, alors que l'OVRA le traque. La police rédige sur lui une fiche biographique où il est étiqueté en tant que subversif et propagandiste de la lutte armée. Il doit donc quitter l'Italie rapidement. Il fuit à Marseille à la fin de l'année 1922. La proximité de la frontière et la présence d'une communauté italienne installée depuis longtemps font de Marseille, ainsi que de sa région, un refuge idéal pour les migrants anarchiques et socialistes. Enrico Zambonini restera dans la cité phocéenne jusqu'à 1928, en gagnant sa vie comme ouvrier et en menant son activité politique dans les milieux libertaires. En 1932, Enrico Zambonini fuit en Espagne, où il fréquente

Nicholas Lazarevitch, Francisco Ascaso, Buenaventura Durruti et Ernesto Bruna avec lesquels il a l'ambition de mettre les bases pour la révolution populaire. Zambonini participe à la révolte des Asturies en 1934 et il est emprisonné à Barcelone. Expulsé de l'Espagne le 19 novembre 1934, il est emprisonné à Perpignan.

Le 9 août 1935, il est expulsé de la Belgique, puis du Luxembourg, où il s'était rendu entre-temps. Enrico Zambonini repart pour l'Espagne à la fin de l'année 1935. De Barcelone, Enrico Zambonini, à côté de Camillo Berneri, prend part à la guerre civile espagnole. Après la défaite des républicains, Zambonini est interné dans les camps d'Argelès-sur-Mer et de Gurs. En raison de son très mauvais état de santé, il est hospitalisé à l'hôpital de Perpignan et puis renvoyé en Italie, en août 1942, où on l'assigne à résidence à Ventotene.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5502, Fascicolo 031376, estremi cronologici 1926-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, confinato. Socialista, poi Anarchico, Meccanico. Luogo di residenza : Francia, Spagna, Belgio, Lussemburgo, Svizzera, Italia.**

80) ZANARINI Alfredo,

fils de Pietro et Carolina Fuocchi, né le 8 septembre 1905 à Imola (Bologne).

Céramiste, socialiste. Son nom se trouve dans le Bulletin des Recherches, supplément Subversif pour ses activités antifascistes. Il s'expatrie clandestinement en France en 1930. À Paris, il est ouvrier mécanicien dans une usine de la Banlieue où ses camarades de travail l'aident à échapper à la police venue l'arrêter à l'usine. Il a combattu dans la guerre d'Espagne où il a été blessé trois fois. Il est rentré à Paris invalide. Déporté par les nazis dans un camp de concentration, il fut libéré en mai 1945.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5510, fascicolo 086955, estremi cronologici 1931-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : Sovversivo, iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato Tribunale speciale. Comunista, ceramista. Luogo residenza : Francia, Spagna, Germania.**

81) ZANARINI Giovanna,

née à Imola le 29 septembre 1902, elle est la sœur de Zanarini Alfredo et l'épouse de Zanelli Ezio.

Boulangère, inscrite au Parti Communiste en 1924, elle s'est expatriée légalement en France pour épouser Ezio Zanelli. Elle vivait à

Paris. Elle est entrée en Espagne en juin 1937 pour travailler à la Radio clandestine en langue italienne Radio Milan, et à la radio officielle de la République espagnole Radio Barcelone. Elle est rentrée en France en septembre 1938. Elle a rejoint l'Italie en juin 1943 et elle a fait partie de la Résistance à Imola.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5510, fascicolo 127593, estremi cronologici 1935-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : sovversiva. Comunista, casalinga. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

82) ZANELLA Giuditta,

née le 26 avril 1885 à Barzola (Varese) et décédée en 1962.

Ouvrière, elle habite successivement Turin, Parme et Bologne, puis s'exile à l'étranger en France, Belgique, Cuba, USA et Espagne.

Giuditta Zanella avait d'abord milité au Parti socialiste avant d'adhérer comme ses soeurs Maria, Elena et Lina à l'anarchisme et de devenir la compagne du militant libertaire Ilario Margarita. Arrêtée en 1915, la police signalait sa participation aux manifestations « subversives » et l'importante propagande qu'elle menait auprès des ouvrières de Turin, Parme, Bologne.

À la fin des années 1920 elle parvint à émigrer avec son compagnon aux Amériques (Cuba et Etats Unis), puis en France et en Belgique avant de gagner Barcelone où au début des années 1930 ils vivaient à Barcelone avec Francisco Ferrer, le petit fils de Francisco Ferrer y Guardia. Arrêtée avec son compagnon en juillet 1932 à Barcelone, tous deux étaient expulsés en France fin septembre, mais revenaient clandestinement à Barcelone. Lors du coup d'état franquiste de juillet 1936 elle participait aux combats à Barcelone puis, partait comme volontaire dans la Colonne *Durruti* tandis que son compagnon intégrait la Colonne *Ortiz*. Après plusieurs mois de guerre à Saragosse (elle fut l'une des trois survivantes de sa compagnie lors d'une bataille) elle quitte le front.

Lors des affrontements de mai 1937 avec les staliniens à Barcelone, elle fut blessée au bras et fut témoin de l'assassinat de son camarade Francisco Ferrer et Camillo Berneri. Passée en France sans doute lors de la Retirada, elle était signalée comme résidant en septembre 1939 à Saint Clément (Corrèze). Après la Seconde guerre mondiale et la Libération, elle continua de participer au mouvement libertaire à Turin aux cotés d'Ilario Margarita. Giuditta Zanella est décédée à Turin en 1962.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA**

5516, fascicolo 064774, estremi cronologici 1930-1949.
Professione : operaia, iscritta 'Rubrica di frontiera'.

83) ZANELLI Ezio est né à Imola le 31 janvier 1903, fils d'Amleto et Antonia Sassi. À 16 ans, il s'inscrit aux Jeunesses Socialistes, et deux ans plus tard à la Fédération Juvenile communiste. Boulanger, secrétaire des cercles socialistes et communiste d'Imola. Fait partie du Comité central du PCI. En septembre 1926, il se réfugie à Milan pour échapper à une descente de police. Il y vit clandestinement jusqu'à avril 1927. En 1928 il s'expatrie en Suisse sous le nom de Giulio Lenti. IL est arrêté à Bâle en janvier 1929 pour faux passeport et activités antifascistes. Il part pour l'Union Soviétique en 1930 ; il fréquente l'école de formation politique Zapada et il assume des responsabilités dans la coordination des émigrés antifascistes. En mai 1931, il est délégué des Jeunes communistes au congrès de la Jeunesse communiste italienne qui se tient à Moscou. Au IV^e Congrès du PCI qui se déroule à Cologne en 1932, il représente la FGCI auprès du KIM. De 1933 à 1935, il est en Italie où il fait de l'agitation politique clandestine. En 1937, il entre en Espagne où il travaille à Radio Milan et Radio Barcelone. Il a à ses côtés sa femme Giovanna (appelée Giannina). En 1939, tous deux franchissent clandestinement la frontière française et reprennent leur activité politique clandestine dans l'émigration. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Zanelli combat dans les maquis de Limoges où il est commissaire politique dans la formation composée par les immigrés, le MOI. Après la libération de Paris en 1944, il devient membre du Comité Italien de Libération en France. Il rentre en Italie le 28 novembre 1945.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5518, fascicolo 022063, estremi cronologici 1931-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : Sovversivo, iscritto alla Rubrica di frontiera, Denunciato al Tribunale speciale. Comunista, fornaio. Luogo residenza : Francia, Spagna.**

84) ZANTI Angelo,

né en 1896 à Cavriago, où il devient Conseiller municipal et Garde rouge, raison pour laquelle il se voit refuser le passeport en 1923. Militant communiste dès 1921. Il quitte l'Italie en 1923. En France, il habite à Argenteuil où il est menuisier. Il a dû, dans sa fuite, laisser en Italie sa femme enceinte de leur fille Carmen qui sera plus tard une dirigeante internationale de l'UDI. Il parvient à gagner la France

puisqu'en 1928, il est condamné pour vol dans des circonstances mal documentées mais est contumax, probablement à Bezons. Il obtiendra finalement un passeport en règle en 1929 lorsqu'il part pour Argenteuil (sa femme Amelia Panciroli le rejoint en 1930, rue des Charmes, avec leurs deux enfants Carmen et Arrigo) où il est activiste communiste et chef de cellule de 1931 à 1933. Une fois assainie l'expulsion subie en 1931 (toujours pour l'affaire De Bono), il se transfère à Nice où, jusqu'en 1939, il exerce la double fonction de Secrétaire du PCI et de l'Union populaire italienne. De 1936 à 1943, il mène une activité politique clandestine à Nice où il dirige l'Union populaire italienne de Nice. Rentré en Italie, il prend part à la lutte de libération dans la région des Apennins de Reggio Emilia. Angelo Zanti joue un rôle de premier plan dans la Résistance et il est fusillé par les nazi-fascistes au mois de janvier 1945. Sa vie se déroule entre l'Italie et la France selon les ordres du parti, et les nécessités de la lutte. Sa fille Carmen suit ses traces et elle devient (dans les années cinquante) secrétaire de la Fédération mondiale des femmes communistes, dont le siège était à Berlin, puis s'engage dans les années soixante et soixante-dix dans une intense activité parlementaire en faveur des droits de la femme en Italie.

- **A.C.S., Casellario Politico Centrale**, *Unità archivistica BUSTA 5542, fascicolo 063242, estremi cronologici 1940-1945. Annotazioni riportate sul fascicolo : Confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera, Sovversivo. Comunista, falegname. Luogo residenza: Francia, Spagna.*

85) ZANTI Carmen,

communiste, fille du *fuoruscito* communiste Angelo Zanti.

Carmen quitte Cavriago, son village d'origine dans la province de Reggio Emilia, en 1930 en compagnie de sa mère Amelia Panciroli et de son frère Arrigo, pour s'installer à Argenteuil, dans la banlieue parisienne. Son long séjour en France constitue une étape importante en ce qui concerne sa formation culturelle, son militantisme communiste, son approche aux affaires internationales. Carmen grandit et étudie à Argenteuil.

Très jeune, elle s'engage dans le Comité d'aide aux combattants pour l'Espagne. Plus tard, elle se déplace à Nice pour suivre son père Angelo, soumis à une procédure d'expulsion de l'Île de France en concomitance à l'affaire De Bono. À Nice, elle adhère au Parti communiste français (les Jeunes Filles de France). En 1940, à guerre déjà éclatée, Carmen rentre en Italie, car son père a été livré à la police

fasciste par les gendarmes français. Angelo Zanti est assigné à résidence sur l'île de Ventotene du 23 avril 1940 à l'été 1943. En 1943, Carmen s'unit à la lutte de Libération et devient estafette partisane dans la province de Reggio Emilia. Elle sera élue députée à l'assemblée de la République italienne de 1963 à 1972, puis sénatrice de 1972 à 1976

- **A.C.S., C.P.C.**, Unità archivistica 5542, fascicolo 063242, 1940-1945).

Annexe n. 2 au Chapitre 3
Conversations avec les témoins :
la diaspora antifasciste et l'exil dans les récits
de Gina Pifferi et de Giovanni Bertolini

À mesure que le XXI^e siècle progresse, la génération des résistants s'éteint. De moins en moins nombreux, quelques résistants de la diaspora antifasciste et de la Résistance en Italie sont encore parmi nous, mais leur parole se fait précieuse. Dans les récits que nous allons présenter dans cette Annexe, nous souhaitons attirer l'attention sur certains aspects propres des itinéraires individuels de deux *fuorusciti* émiliens, aux parcours bien différents, susceptibles d'offrir une vision non uniforme de la diaspora antifasciste en France.

Les témoignages de ces deux personnages, une femme et un homme, GINA PIFFERI (1907-1994) et GIOVANNI BERTOLINI (1911-2002), émergent d'interviews qu'ils ont effectuées en âge avancé, avant leur mort. Ces entretiens oraux reflètent de manière assez spontanée les penchants personnels et les attitudes de chacun de ces deux résistants, dont les parcours sont d'un grand intérêt pour notre travail historique. Les vicissitudes de Gina Pifferi et de Giovanni Bertolini ne se comprennent que dans le contexte des conflits qui affectent l'Europe entre la Première et la Seconde Guerre mondiale.

Écrit le chercheur R. Gildea : « Trois grands récits se déroulèrent. Le premier débuta avec la Révolution russe de 1917, qui fonda la première société socialiste et fournit aussi un modèle de communisme international qui galvanisa les révolutionnaires en Europe. Le fascisme et le nazisme furent des réponses nationalistes extrêmes à la menace bolchevique, qu'ils combattirent en Italie dans les années 1920 et en Allemagne dans les années 1930. Le deuxième récit est celui de l'immigration des travailleurs, des exilés et des juifs persécutés en Europe centrale et orientale en France après la Première Guerre mondiale. L'histoire de cette immigration croise un troisième récit, celui de la Seconde Guerre mondiale »⁶⁵².

Les conversations permettent d'analyser, avec une considérable mesure, les motivations des protagonistes. Leurs narrations dessinent, en fait, un tableau à facettes, touchant au choix de l'exil, à l'engagement politique, à la critique d'un régime parvenu, en peu de temps, asservissant et pénible, à l'existence quotidienne à l'étranger d'autres militants politiques Émiliens émigrés en France.

La narration de ces deux exilés du fascisme s'arrête d'abord sur les persécutions subies sous le régime en Italie, puis sur la fuite en

France, le soulèvement en Espagne, la lutte armée en Italie après le 25 juillet 1943 pour Giovanni Bertolini et le combat au maquis, dans les formations FTP-MOI de la Résistance française pour Gina Pifferi. Il faut prêter une attention particulière aux détails personnels pour saisir l'ampleur du drame, comme l'atteste la description minutieuse des conditions d'existence sous le régime mussolinien de Gina Pifferi avant de quitter l'Italie pour regagner la France ou dans les camps d'accueil de Saint-Cyprien, Gurs et Argelès après la *retirada* de l'Espagne de Giovanni Bertolini.

Les deux conversations deviennent alors un répertoire de la matérialité tangible de l'Histoire qui a traversé leurs corps et leurs souvenirs. Nous avons croisé les récits de leur histoire avec diverses sources : l'archive du Casellario Politico Centrale, les archives des services de police, les annotations de la police politique fasciste (Polpol), les rapports des Renseignements généraux et les brèves communications de l'OVRA.

Grâce aux différents récits recueillis, nous avons été en mesure de saisir l'histoire à partir de l'état d'âme de ses protagonistes, qui se caractérise par le rejet de la rhétorique et l'horreur pour une chronique impersonnelle des faits marquants.

1. La mémoire des survivants : Gina Pifferi, femme et résistante

Fille de Girolamo et Angela Soncini, Gina Pifferi (pour l'état civil, Elgina) est née à Roteglia de Castellarano, en province de Reggio Emilia, le 5 mai 1907. Elle a été une socialiste militante puis une communiste comme son père Girolamo. En décembre 1936, elle s'expatrie en France munie d'un passeport régulier et se rend à Argenteuil auprès de sa cousine Elide Soncini, épouse du dissident communiste Gino Sacchetti. En mars 1937, Elgina Pifferi regagne plusieurs fois l'Italie comme *fenicottero*, envoyée par le Centro Estero del Partito Comunista italien, avec de faux papiers au nom d'Olga Medici ou Maria Botticelli pour remettre du matériel de propagande politique contre le régime fasciste. Dans les années de la résistance en France, Gina choisit le nom de bataille de Mireille et déroule des actions dans le maquis parisien et au Nord-Pas-de-Calais. Mireille sera le prénom que Gina donnera à sa fille, née à Turin en 1946, en concomitance à sa rocambolesque relation sentimentale avec le journaliste Amedeo Ugolini.

Mais qui est au bout du compte Gina Pifferi ? Qu'est-ce qu'a bien pu faire cette jeune femme pour mériter cette triple insertion – entre juin

et juillet 1937 – dans le Supplément au Bulletin des Recherches consacré aux subversifs ? Selon les enquêtes de la police politique fasciste, à ce qu'on peut lire en examinant les dossiers du Casellario Politico Centrale [CPC, Fichier central des suspects politiques, institué en 1896 sous le gouvernement Crispi, pour aider la répression des mouvements populaires d'inspiration socialiste], Elgina Pifferi est une subversive pour ses persécuteurs. Le curriculum qui lui est attribué, dès son plus jeune âge, ressort nettement par ce rapport de la police politique.

Le 17 janvier 1931, dans sa Relation trimestrielle sur les conditions de la sécurité publique en rapport avec l'activité subversive, la Préfecture royale de Reggio Emilia écrit : « Dans la mairie de Castellarano, où l'on avait pu noter un certain réveil subversif, il a été procédé à l'arrestation de la communiste bien connue PIFFERI Elgina, laquelle au cours d'une réunion tenue à Carpi par le communiste Lelio Saltini, avait reçu de celui la mission de constituer dans la susdite commune de Castellarano des cellules communistes en liaison avec son propre Père, un subversif lui aussi, PIFFERI Girolamo. Le cours de l'enquête n'ayant pas permis de mettre au jour d'autres charges spécifiques à leur rencontre, il a décidé d'adopter contre eux, après autorisation du ministère, une mesure d'admonestation »⁶⁵³. Gina Pifferi et son père Girolamo sont déjà été inclus dans la liste des personnes dangereuses à arrêter dans des circonstances déterminées à la fin de l'année 1930. La catégorie où ils sont insérés indique, plus précisément : « subversifs appartenant à cette Province qui sont à considérer comme dangereux en cas de trouble de l'ordre public, parce que capable d'organiser et diriger des actions délictueuses ou d'y prendre part »⁶⁵⁴.

Le travail d'investigation de la police politique fasciste sur Gina Pifferi recommence après son expatriation en France. Une note réservée recommandée, envoyée le 2 juin 1937 par la Préfecture de Reggio Emilia au Casellario Politico Centrale, rappelle que Gina est sortie régulièrement du Royaume italien au début de décembre 1936, élisant domicile au n. 8 de la rue Laurie à St. Ouen et ce qui est plus significatif qu'une copie est envoyée à l'Ambassade royale de Paris, avec prière de localiser la personne et de fournir des informations sur le comportement politique de celle-ci⁶⁵⁵.

Le 12 juin 1937, dans une communication aux autres Préfectures de la police italienne, le questeur de Reggio Emilia, écrit : « PIFFERI Elgina, fille de Girolamo, née le 5 mai 1907 à Roteglia, comm de Castellarano, résidant en France, brodeuse. Communiste. À apprê-

hender. Signalement : taille moyenne, teint rosé, cheveux châains, frisés, yeux marron clair, nez retroussé, tête petite, front droit, menton petit »⁶⁵⁶.

Le même questeur dans une autre notification précise : « MEDICI Olga, fille de Roberto, née le 5 mai 1907 à Bologne, résidant en France, modiste. Pseudonyme adopté par PIFFERI Elgina, fille de Girolamo, dite Gina, déjà inscrite au fichier sous les N° 01062-01163-01192-01193, année 1937 »⁶⁵⁷.

Le Tribunal spécial de la Défense de l'État, par un décret du 21 juillet 1937, notifie : « PIFFERI Elgina, fille de Girolamo, née le 5 mai 1907 à Roteglia, comm de Castellarano, résidant en France, brodeuse. Sous le coup d'un mandat d'arrêt du 5 juillet 1937 du Procureur général du Tribunale Speciale di Difesa Stato, sous l'inculpation des délits mentionnés dans le CP, aux articles 270, 1.,2., et derniers alinéa CP, art 56,110 et 261, alinéa 2.3. du code et 489. CP en rapport avec les art.477 et 482 du code »⁶⁵⁸.

Cette petite et très jolie femme a traversé presque tout un siècle, de 1907 à 1994, avec un très haut réalisme lyrique, une éthique de la souffrance absolue, mais surtout sans jamais écarter la confiance dans l'avenir.

2. Conversations avec Gina Pifferi (Reggio Emilia)

Elgina Pifferi a réalisé plusieurs interviews. La première a été accordée à Antonio Zambonelli, le 29 mars 1983, à Reggio Emilia auprès de l'Institut Historique du Temps Présent. La deuxième a été développée par Franco Ramella et Luciana Benigno à Paris, le 31 mars 1985. Cette entrevue s'est déroulée au cours d'une vaste campagne de recherches sur le terrain coordonnée par le CEDEI (Centro de Documentazione sull'Emigrazione Italiana) accueilli près de l'Ambassade d'Italie à Paris. Un troisième entretien, avec Antonio Canovi, a eu lieu le 8 avril 1993, à Roteglia en présence de Paulette Davoli, dans la maison natale de Gina Pifferi une année avant sa mort. Les enregistrements et toutes les transcriptions sont déposés près de l'Institut de l'Histoire du Temps Présent de Reggio Emilia⁶⁵⁹.

Quand es-tu née ? Es-tu allée à l'école et jusqu'à quand ?

Gina Pifferi : « Je suis née à Roteglia le 5 mai 1907. Ma famille était une famille de paysans. Mon père Girolamo était aussi un menuisier. J'ai fréquenté l'école élémentaire jusqu'à la quatrième classe. Après avoir obtenu mon certificat d'études de la quatrième élémentaire, je

suis restée avec ma famille jusqu'à l'âge de 15 ans. Je travaillais comme brodeuse en aidant économiquement mes parents ».

Quels étaient-ils les idées politiques de tes parents ? Te souviens-tu de quelques noms des membres de la section politique du parti communiste à Carpi ?

Gina Pifferi : « Mon père Girolamo était un socialiste, il lisait le journal « La Giustizia ». Puis en 1928, nous sommes devenues membres du parti communiste, section politique de Carpi. Non, je ne rappelle plus les noms. Cela s'est passé il y a beaucoup d'années. Je ne participais pas toujours à ces réunions. Les réunions, quelques fois, se déroulaient à Roteglia où j'habitais. Les idées socialistes et puis communistes, je les ai apprises de mon père.

Quand j'étais une fillette, je ne faisais aucune différence entre les socialistes et les communistes. Nous étions contre le fascisme. Quand les contrôles de police et les arrêts temporaires sont devenus très fréquents, j'ai bien compris que pour le fascisme et Mussolini nous étions devenus des ennemis et subversifs ».

Pourquoi pour le régime fasciste étais-tu un subversif révolutionnaire ? Tu étais une fillette à l'époque. Pourquoi pars-tu pour la France ?

Gina Pifferi : « J'étais considérée comme une subversive communiste. Peut-être, parce que j'aidais politiquement mon père et je participais de manière active aux réunions du parti. Je suis allée en France au début du mois de décembre 1936. Je suis partie parce que la Préfecture de police de Reggio Emilia voulait m'arrêter. À Paris, j'avais une cousine mariée avec un homme de Reggio Emilia qui habitait déjà là-bas depuis quelques années. Ma cousine s'appelait Elide Soncini et le nom de son mari était Gino Sacchetti⁶⁶⁰. Je me souviens des derniers mots de mon père : *Écoute-moi Gina, pour toi à Roteglia il n'y a plus de place*. Puis : *À Roteglia il n'y a plus de place pour toi. Et je sais encore que tu ne voudrais jamais t'épouser avec un paysan du village*. Mon départ pour Paris fut assez animé et compliqué : comme subversive communiste, je ne pouvais pas obtenir le passeport pour l'expatriation. Un très cher ami, Marco Dallari de Scandiano, m'aida à obtenir le passeport à la Préfecture de police de Reggio Emilia ».

Tu rejoins Paris au début du mois de décembre 1936...

Gina Pifferi : « Je m'en souviens bien quand je suis arrivée à Paris. À la gare, il y avait ma cousine Elide, son père et ma mère étaient frère et sœur. Je lui dis : *Sommes-nous déjà arrivées ?* Elle me répondit : *Pas encore, on va prendre un bus* . Nous avons pris un autobus

qui partait de la Gare de Lyon pour aller à la Gare Saint-Lazare. Alors, nous avons traversé tous les grands boulevards, nous avons traversé toutes ces grandes rues et j'étais impressionnée de voir les taxis... Puis nous sommes arrivées à Argenteuil et naturellement j'ai eu une impression très désagréable parce que... ce ciel gris... la maison était un petit pavillon plutôt pauvre.

Et tous les samedis, il me venait la fièvre pour l'angoisse et la nostalgie de mon village. J'en ai beaucoup souffert, au cours de ma migration, particulièrement les premiers mois : le fait de me trouver à [l'étranger], de ne pas parler la langue... J'ai continué deux ou trois mois comme ça. Et puis, petit à petit, on s'habitue »⁶⁶¹.

À Paris, tu commences une nouvelle phase de ta vie.

Gina Pifferi : « Une fois atteint Paris, ma cousine, qui était elle aussi une communiste, me mit tout de suite en contact avec le mouvement clandestin. J'ai suivi des cours à l'école du parti et de ma formation s'occupa Giuseppe Berti. Après avoir terminé ma formation, je devins un *fenicottero* (flamant rose⁶⁶²), c'est-à-dire une subversive qui se déplaçait de la France à l'Italie avec un sac de voyage au double fond, en transportant des documents et du matériel de propagande contre le régime fasciste ».

Combien de voyages clandestins as-tu accomplis de la France à l'Italie ?

Gina Pifferi : « J'ai effectué trois voyages clandestins en Italie. Une fois à Bologne avec le nom de Maria avec du matériel de propagande remis chez un hôtel près de la gare ferroviaire à une personne inconnue. Le même individu me remit une valise identique à faire avoir au parti à Paris. La deuxième fois à Roteglia chez Alceste et Bruno Cavazzoni, un ami de mon père. Le troisième voyage à Milan. Avant de partir pour Milan, le parti me communiqua l'adresse à laquelle je remis le sac et le matériel. Le sac de voyage m'a été donné par Egle Gualdi. Je me souviens en particulier du voyage à Bologne. J'étais dans un hôtel donné et quelqu'un m'a rejointe. On m'avait dit : *Tu resteras à l'hôtel et lendemain matin, à neuf heures, quelqu'un viendra prendre ta valise en t'en donner une autre. Le soir tu prends le train et tu rentres à Paris.* Et en effet, à neuf heures, quelqu'un est monté, je ne sais pas qui c'était. Il m'a demandé si j'avais fait un bon voyage et j'ai lui dit oui. Il m'a donné une valise qui était exactement la même que celle que je lui ai donné. Nous avons changé mon linge de sac, nous l'avons mis dans le sac qu'il m'avait donné et après il m'a dit : *Tu as toute la journée pour toi. Si tu veux sortir...* Je suis allée m'acheter des chaussures, parce que j'ai toujours eu la passion

des chaussures. Et après le soir, j'ai repris le train pour Paris. À la frontière, j'ai eu un peur atroce parce qu'ils m'ont pris mon passeport et puis ils sont revenus et ils ont rendu les passeports à tout le monde, mais pas à moi. Ils ne me l'ont pas remis. Et tout le temps que je suis restée à la frontière, je souffrais d'une colique, mais j'avais peur d'aller aux toilettes parce que mon passeport n'arrivait pas. Puis, à un certain moment on a appelé Maria Botticelli (mon nom, sur le passeport). Alors j'ai eu un petit moment d'hésitation parce que d'apprendre un nom qui n'est pas le sien... n'est pas facile. Alors je leur ai dit ma date et lieu de naissance et ils m'ont rendu mon passeport. Mais jusqu'à ce que j'aie franchi la frontière, j'ai eu mal. Je me souviens de la peur. Nous avions peur, on avait vraiment peur ».

Egle Gualdi de Reggio Emilia ?

Gina Pifferi : « Oui, Egle Gualdi⁶⁶³. Une femme de Reggio Emilia qui vivait à Paris avec un autre camarade de Florence qui s'appelait Rossi. Elle était une amie de ma cousine Elide Soncini. Et ma cousine a dit à Egle Gualdi : « *Tu sais, il y a une de mes cousines de Reggio Emilia qui vient d'arriver. C'est un élément dont vous pouvez vous servir si vous voulez pour l'envoyer en Italie. Parce que c'est quelqu'un qui n'a pas de la peur* ». Alors Egle Gualdi en question, elle est venue à Argenteuil. Nous avons parlé ensemble et j'ai commencé à travailler vers l'Italie où je suis allée trois fois de manière clandestine pour transporter des tracts de propagande et d'autres publications »⁶⁶⁴.

Pourquoi, après le voyage à Milan, n'as-tu plus déroulé l'activité de « fenicottero » ?

Gina Pifferi : « Le voyage à Milan fut le dernier voyage. Je ne pouvais plus continuer à faire le *fenicottero* après l'arrestation de mon père Girolamo et mon frère Giuseppe. J'ai été brûlée comme on disait dans notre jargon. L'arrestation de mon père et mon frère est arrivée après une dénonciation d'un paysan qui n'habitait pas loin de la famille de Bruno Cavazzoni de Roteglia où je m'étais rendue pendant mon deuxième voyage en Italie pour porter de la propagande politique. Pendant ce voyage, j'ai rencontré mon père à Modène dans une certaine rue. Je suis arrivée au rendez-vous avec des lunettes noires et j'avais teint mes cheveux d'un roux un peu carotte alors qu'en réalité j'avais les cheveux bruns. Mon père ne m'avait pas reconnu, il croyait que j'étais une prostituée. Alors je lui ai dit : *Papa, c'est moi !*

Alors il a fini pour me reconnaître et nous avons passé toute la journée ensemble. Dans cette rencontre, j'avais le besoin de donner du matériel au groupe communiste de Castellarano. À mon père, j'avais

demandé de voir où je pouvais aller dormir parce que je ne pouvais pas aller à Roteaglia. Mais, les règles de la clandestinité étaient peu de chose pour mon père. Il était fier de sa fille revenue en Italie et il l'a raconté à deux ou trois personnes. Et là, naturellement, j'ai été brûlée. La police quelque temps après arrêta mon père Girolamo, mon frère Giuseppe, Bruno Cavazzoni et Alceste Borghi. Depuis le dernier voyage à Milan, je ne suis plus retournée en Italie jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale »⁶⁶⁵.

De Paris écrivais-tu à ton père ? De l'Italie recevais-tu d'autres renseignements ?

Gina Pifferi : « J'écrivais à la maison, mais par des lettres codifiées. Nous avions un code où il y avait alors des paroles qui voulaient dire certaines choses plutôt que d'autres. À mon père, j'avais confié ce code avant de partir pour Paris. C'était une page d'un livre qu'il avait mon père. Sur cette page nous avions fait des marques et souligné des paroles. C'est passé beaucoup de temps et je ne me rappelle plus lesquels c'étaient ».

Quand tu es arrivée en France, connaissais-tu la langue française ? Comment as-tu appris cette langue ?

Gina Pifferi : « Je ne la connaissais pas du tout la langue française. J'ai l'appris en commençant à lire le quotidien l'Humanité et tous les écrits et les fascicules qui produisait le parti en langue italienne, mais aussi en langue française. Le lisais également la revue « Stato operaio » et d'autres brochures. J'ai habité plus d'une année chez ma cousine Elide Soncini à Argenteuil. Chez elle, [je collaborais au travail de broderie] et je payais de cette façon ma pension. J'étais brodeuse à la main. Après le mariage d'Inès, la fille de ma cousine Elide, j'ai compris que je ne pouvais plus rester à la charge de cette famille. J'ai dit au parti que je devais me chercher un travail... et je leur ai expliqué la situation. J'ai quitté le foyer d'Elide pour aller à travailler au bureau de l'Union des Femmes Italiennes à Paris.

L'Union Femmes Italiennes publiait également la revue *La voce delle donne italiane* dont le directeur était Teresa Noce⁶⁶⁶, la femme de Luigi Longo. Je suis restée quatre ou cinq mois chez la famille d'Emilo Sereni. Et puis Sereni s'est trouvé une femme de ménage à temps plein. Moi, j'ai déménagé dans un petit logement : j'avais trouvé une chambre au sixième étage à Vincennes. Je me souviens d'avoir fait le déménagement toute seule. Mais, entre-temps, j'ai vécu avec la famille de Mario Montagnana. Chez les Montagnana je suis restée deux ou trois mois. En même temps, je me suis mise au travail légal l'Union des Femmes Italiennes. Le premier travail que

nous avons fait en tant qu'organisation a été celui d'aider l'Espagne, parce qu'il y avait la guerre civile.

Nous collections énormément de choses : des camions pleins de kilos et de kilos de savon, de pâtes, de vêtement, de chaussures. Je me souviens d'avoir envoyé beaucoup de camions en Espagne pour soutenir nos camarades en guerre ».

À Paris, t'es-tu aussi marié ?

Gina Pifferi : « Je ne me suis pas épousée, j'ai vécu avec Amedeo Ugolini⁶⁶⁷ pour beaucoup d'années. Amedeo était journaliste et rédacteur à la *La voce degli Italiani*⁶⁶⁸ et moi je travaillais à l'Union des Femmes Italiennes. Amedeo était arrivé à Paris de Gênes, avec l'idée de partir en Espagne comme journaliste⁶⁶⁹. Il ne pouvait plus retourner en Italie puisqu'il était expatrié de manière clandestine et en même temps il était recherché par le régime fasciste. Alors il s'est mis à travailler à la page littéraire du quotidien. Amedeo y publie de nombreux articles sous divers pseudonymes. Le thème dominant de ces articles sera la défense des républicains espagnols et la condamnation des dictatures nazi-fascistes en Italie, en Allemagne en Espagne et au Japon. C'est là que je l'ai connu, parce que j'allais au journal pour les articles sur les femmes⁶⁷⁰. Dans *La voce degli Italiani*, Emilio Sereni, Mario Montagnana et Giorgio Amendola écrivaient de politique, mais la collaboration était ouverte à tout le monde. Bruno Trentin aussi y collaborait et puis il y avait toujours aussi une page pour l'Union des Femmes italiennes. Le journal était très diffusé. On l'envoyait aux abonnés et puis il y avait des volontaires qui le distribuaient. Avec Amedeo, nous nous sommes connus petit à petit et nous avons décidé d'habiter ensemble. Nous avons vécu ensemble trois ans et demi à Paris, puis il a été arrêté en janvier 1942 par la Gestapo et il a ensuite été remis aux autorités italiennes et condamné à 5 ans de réclusion. Dans cette occasion, je n'ai pas été arrêté parce que je n'étais pas à la maison. Après l'arrêt d'Amedeo, j'ai quitté tout de suite l'appartement et je suis échappée dans un refuge plus sûr. J'avais peur que la Gestapo vînt me chercher de nouveau. Quelque temps après, le gardien du stable me confirma que la Gestapo était venu effectivement pour m'arrêter »⁶⁷¹.

Te souviens-tu du moment où l'Italie déclare la guerre à la France ?

Gina Pifferi : « Nous avons vécu un moment terrible quand l'Italie a déclaré la guerre à la France. Je me souviens que j'étais sortie pour voir de trouver quelque chose à manger et quand je suis rentrée à la maison avec Amedeo nous nous sommes dit : *C'est un grand désastre qui arrive. L'Italie a déclaré guerre à la France et tu vas voir que*

nous allons avoir des ennuis. Et en effet, il y avait ma voisine de palier qui m'avait donné un pantalon à arranger pour son mari. Elle a frappé à la porte, elle est entrée comme une furie et elle m'a arraché le travail des mains en disant : *Vous êtes une ennemie ! Vous nous avez donné un coup de poignard dans le dos !* Et elle m'a privé de mon travail. Mais après, il n'y avait pas qu'elle qui était devenue anti-italienne. Il y avait la concierge qui était absolument furieuse; c'était une alsacienne. Elle a commencé à nous insulter quand on passait, à nous traiter de sales macaronis et, en particulier, à nous enlever l'ascenseur quand nous arrivions. Alors, après ça, nous avons déménagé. À cette époque, c'était facile de trouver un appartement, et comme nous avions très peur des concierges, nous sommes allés dans une maison où nous étions sur nos gardes avec la concierge, mais après, nous avons découvert que le gardien était un italien qui était dans la Résistance et que sa femme était une sympathisante. L'appartement se trouvait dans la Rue de Montibœufs, toujours dans le XX^e arrondissement. Il y avait une grande pièce avec une grande fenêtre, et puis il y avait un cagibi qui servait de cuisine. Pour nous, c'était déjà du luxe.

Comment as-tu vécu la présence allemande à Paris ?

Gina Pifferi : « Quand la guerre a éclaté, toutes les organisations communistes avaient été dissoutes à cause du pacte germano-soviétique. *La Voce degli Italiani* avait fermé et nous nous sommes trouvés sans un morceau de pain et sans un métier. On n'avait plus de moyen, plus rien. Nous nous sommes tous retrouvés à zéro : tous, moi, mon copain, Mario Montagnana, Emilio Sereni, Giuseppe Dozza, tout le monde. Nous étions tous sans rien⁶⁷². À Paris, l'Occupation se traduit par l'instauration d'un ordre allemand particulièrement visible. Les drapeaux à croix gammée flottaient sur les édifices, les affiches allemandes recouvraient les murs, même une nouvelle signalation en allemand s'imposait en ville et sur les routes. À Paris, certains restaurants et cinémas étaient réservés à l'usage exclusif des Allemands⁶⁷³. À Paris, il ne restait plus personne du parti communiste. Emilio Sereni et Giuseppe Dozza partirent pour le Midi, à Cabirol, près de Toulouse. Mario Montagnana avec sa famille pour le Mexique. Le camarade 'Giobbe' à Marseille⁶⁷⁴.

Je me suis remise à coudre, une camarade m'a prêté une machine à coudre. Amedeo est allé travailler comme menuisier, à planter de clous... avec quelqu'un qui était italien et qui faisait des chambres froides et qui avait plusieurs d'ouvriers. Il a fait ce travail pendant quatre ou cinq mois et il a gagné un peu d'argent. Je me souviens tou-

jours de ses mains toutes abîmées. Il ne savait pas tenir un marteau, tu peux l'imaginer en train de planter des clous ! Amedeo se tapait toujours sur les doigts, car ils étaient tous bleus et gonflés. Et puis, à un certain moment, nous avons perdu aussi ce travail (...), trouver quelque chose à manger était devenu aussi difficile et il nous a pris l'idée de fabriquer du savon. C'était notre système D⁶⁷⁵.

Dans notre appartement de la Rue Montibœufs, nous produisons nos savonnettes pour aller le vendre aux camarades qui avaient besoin du savon. Et c'est dans cet appartement que la Gestapo a arrêté Amedeo en 1942 ».

Après l'arrestation d'Amedeo Ugolini, où te réfugies-tu ? Étais-tu déjà entrée dans la Résistance française ?

Gina Pifferi : « Quand la Gestapo a arrêté Amedeo au mois de janvier 1942, le Parti communiste italien m'a dit tout de suite : *Il ne faut plus que tu rentres dans cet appartement, parce qu'ils vont venir te prendre*. Et en effet, quelques jours plus tard, ils sont venus me chercher, mais je n'y étais déjà plus. Et de là, je suis allée habiter Rue Petit, dans le XIX^e arrondissement : une maison tellement moche, tellement sale, tellement répugnante, que quand j'y suis montée dans cet appartement, je me suis mise à pleurer, tellement c'était...! Mais, dans la chambre où j'habitais, il y avait eu des camarades italiens et ils l'avaient mise en ordre. Je suis restée dans cette chambre jusqu'à la fin de la guerre. Je suis entrée dans la Résistance en août 1941, en quelque sorte pour faire un travail de solidarité et après, d'action politique dans le FTP-MOI (Francs-tireurs partisans - Main d'œuvre immigrée)⁶⁷⁶. Nous n'étions pas simplement un groupe d'Italiens, nous étions tous ensemble : Polonais, Russes, Roumains, Portugais, Espagnols, Juifs. Nous avons formé un comité unique qui s'appelait MOI⁶⁷⁷.

Je m'en souviens bien, c'est une période à laquelle je suis très attachée. Je m'occupais en particulier des émigrés d'Hayange, de Coutange, de toutes ces villes de la Meurthe-et-Moselle et ensuite du Pas de Calais; et après de Bordeaux. Lutter et manifester en zone occupée était plus dangereux qu'au sud de la France. Nous devions alors nous montrer plus inventifs pour toucher les gens. Mon rôle consistait à *boucher les trous*, à renouer des liens entre des résistants après des arrestations et aider les victimes. Alors, si j'arrivais à Bordeaux, l'organisation m'envoyait à Nantes, et puis de Nantes je remontais à Longwy ou à Nancy. À droite, à gauche, j'étais toujours dans le train. Je mémorisais les instructions ou les écrivais sur du papier à cigarette facile à avaler. Il y a eu une période où j'ai détesté

les trains et j'ai fait ce travail jusqu'à la Libération⁶⁷⁸. Je repartais de Paris et je passais parfois même des périodes d'un mois, là-haut dans cette montagne; mais pas dans les bois, j'étais dans le village, il y avait des familles qui m'hébergeaient, ou alors nous trouvions des hôtels qui n'exigeaient pas les papiers. On mangeait un peu à droite et à gauche. J'ai toujours fait cette activité politique et de résistance jusqu'à la Libération »⁶⁷⁹.

Est-ce que tu te rappelles de quelques actions militaires contre les nazis ?

Gina Pifferi. « Nous avons réalisé plusieurs attentats. Nous avons fait sauter un train militaire allemand dans la Meurthe-et-Moselle qui transportait beaucoup de matériel de guerre. Nous avons accompli en outre des embuscades en banlieue parisienne. C'est pendant cette période que j'ai connu Samuel Weissberg, prénommé Gilbert⁶⁸⁰. Il a été un grand résistant, il a fait toute la Résistance à Paris. Il est devenu mon chef, le commandant que j'avais dans la Résistance française. Il bricolait des bombes chez lui, contre les Allemands. Un jour, il est en train de fabriquer un engin explosif; de manière inattendue la mine est explosée en brûlant entièrement ses mains. Alors, Gilbert a quitté l'appartement, il a descendu l'escalier et il est parti en courant. Dans la rue, il y avait des nazis qui se baladaient et qui avaient entendu l'explosion, et lui il s'est mis à marcher, l'air de rien, avec ses mains toutes brûlées⁶⁸¹.

Il est arrivé dans une boulangerie et la boulangère en ayant tout de suite compris elle l'a caché sous le comptoir. Après, quand le danger de se faire arrêter par les nazis a été passé, Gilbert a traversé tout Paris et il est arrivé dans une maison d'une femme juive qui l'a soigné⁶⁸². Sur ses mains jusqu'à sa mort on pouvait voir les traces des brûlures ».

Où étais-tu pendant la Libération de Paris dans les derniers jours de la guerre ?

Gina Pifferi. « Je suis partie le 12 août 1944, quelques jours avant la bataille de Paris avec du matériel (des armes) pour aller en Moselle : à Nancy et, après, dans le village de Saint Martin. Je suis partie en bicyclette avec une valise et dedans deux revolvers. Mais, la bicyclette au bout d'un moment elle ne tenait plus la route. Les pneus étaient crevés et je me suis retrouvée à pied sur la route. J'ai vu arriver un camion, je lui ai fait un signe : on m'a fait monter, mais il s'agissait d'un camion d'Allemands. Heureusement, ils ne m'ont pas reconnue et je suis arrivée enfin à Nancy. À Nancy, j'ai pris un train : j'avais encore une trentaine de kilomètres à parcourir. Arrivée dans

le petit village de Saint Martin, les camarades m'ont communiqué que les nazis me cherchaient sous les traits d'une espionne aux yeux verts. Pour ne pas faire me reconnaître, je me suis teinté les cheveux d'un rouge carotte et j'ai masqué mon visage à l'aide de lunettes. De Saint Martin, je suis partie pour Luçon pour rencontrer une personne qui m'attendait et devait réceptionner les documents et les armes que je transportais. À Luçon, toutefois, je n'ai trouvé personne : les nazis avaient arrêté mon contact. Je suis restée à Luçon, cachée dans l'hôtel où je séjournais d'habitude, sans fournir mon document d'identité. À la Libération, j'étais là-bas. Je suis restée entre Luçon et Saint Martin jusqu'au mois de septembre 1944 sans aucune communication avec les camarades qui étaient restés à Paris. Les communications avec Paris, dans cette période, étaient pratiquement impossibles. Je ne savais plus rien de mes camarades ni où ils étaient. J'ignorais s'ils étaient vivants et s'ils se trouvaient encore à Paris. Je suis enfin rentrée à Paris avec Samuel Weissberg. À Paris, dans l'ancien bureau du MOI au 15 Rue Montmartre, j'ai retrouvé Marino Mazzetti⁶⁸³ de Bologne. Quand Marino Mazzetti m'a vu à la porte du bureau, il est resté très surpris. Il lui sembla de voir un fantôme parce que tout le monde pensait que j'étais décédée. Je suis restée à Paris jusqu'au mois d'avril 1945. Dans cette période, avec Nerina Fontanot⁶⁸⁴, nous avons reconstruit le bureau parisien de l'Union des Femmes Italiennes. Au mois d'avril 1945, le Parti communiste italien m'a dit de retourner en Italie, à Turin, parce que les anciennes condamnations fascistes n'étaient plus valables».

3. Gina Pifferi : la vie d'après

Les années suivantes représentent, pour Gina, devenue mère de Mirella, une parenthèse tranquille, dans une vie remplie de péripéties. Sa vie publique tourne autour d'Amedeo Ugolini qui devient responsable de la rédaction turinoise du quotidien *l'Unità*. Mais, en 1959, après la mort d'Amedeo, elle se retrouve dans des conditions économiques très précaires avec sa fillette. Elle décide alors de repartir pour la France et, à Paris, elle épouse Samuel Weissberg, ancien camarade de la Résistance, d'origine roumaine et de confession juive. Gina Pifferi garde toutefois ses contacts avec l'Italie et, à Reggio Emilia, où elle séjourne pendant quelques mois chaque année, s'engage dans plusieurs organisations sociales et culturelles. À Paris, elle devient l'animatrice de la Fédération des travailleurs émigrés italiens et de leurs familles et la présidente à vie de la

“Fratellanza Reggiana”. À partir de 1965, Gina Pifferi collabore avec l’Institut culturel italien de l’Ambassade d’Italie, en tant que figure de repère et «doyenne de la migration», pour tous les chercheurs qui travaillaient sur le thème de l’exil politique et économique des Italiens en France. Gina Pifferi décède à 87 ans, le 19 novembre 1994, à Roteglia, un village de la province de Reggio Emilia, dans sa maison natale reconstruite en pierre de montagne.

4. La mémoire des survivants : Giovanni Bertolini et la pratique de la désobéissance au quotidien

Giovanni Bertolini naît dans une famille très pauvre à Reggio Emilia, le premier octobre 1911. Il connaît la misère et l’oppression fasciste, mais il trouve dans le militantisme communiste le chemin pour s’opposer aux injustices. Grandi sous le régime mussolinien, dès l’âge de 15 ans il ressent le poids étouffant de la dictature. En 1929, il adhère à la Jeunesse communiste clandestine. En février 1932, le régime fasciste envisage de l’arrêter. Le nom de Giovanni Bertolini⁶⁸⁵ est inséré dans le Bulletin de recherche des subversifs. Il décide alors de s’expatrier en France, en partant, de manière illégale, pour Paris, le jour de Pâques de 1932. Il s’établit à l’Argenteuil, puis à Gennevilliers et fréquente un séminaire d’une quinzaine de jours organisé par le parti communiste. Ruggero Grieco est l’un de ses enseignants. À la fin des cours, il est sélectionné pour partir à Moscou et y étudier à l’école léniniste. Pendant son séjour à Argenteuil, il dort dans une petite auberge gérée par des migrants italiens de Cavriago (village de la province de Reggio Emilia), puis à La Courneuve, où il occupe une chambre dans l’habitation de Vasco Mattioli et fréquente la maison de Giuliano Pajetta. À Gennevilliers, il loge chez Ludovico Schiatti, un socialiste originaire de Reggio Emilia. Dans cette période, Giovanni Bertolini se lie avec plusieurs exilés provenant de sa ville natale, avec lesquels il se rendra ensuite en Espagne, pour combattre dans les Brigades internationales. Entre 1933 et 1934, il est envoyé à Moscou pour se former à la culture politique.

Rentré en France, il vit entre Argenteuil et Gennevilliers en recouvrant le rôle de cadre dans les groupes de langue italienne du PCF. En juillet 1936, le général Francisco Franco, soutenu par Mussolini et Hitler, se lève en armes contre la République espagnole, qui a légitimement émergé de libres élections. Le 29 septembre 1936, Giovanni Bertolini part de la gare d’Austerlitz avec le premier convoi de volontaires italiens pour la défense de l’Espagne républicaine.

Après diverses péripéties, le 1er octobre 1936, le jour de son vingt-cinquième anniversaire, il réussit à passer la frontière espagnole à Perpignan. Blessé plusieurs fois en Espagne, Giovanni Bertolini revient en France parmi les 400.000 réfugiés du conflit civil et il est successivement interné dans plusieurs camps d'accueil, dont Saint-Cyprien (11 février 1939). Puis, il est transféré à Argelès, Gurs et Vernet d'Ariège. Il s'échappe de ce dernier camp et s'unit à la Résistance française avec le nom de Paul. Il se rend en Italie, de manière clandestine, en septembre 1943, pour donner vie à la Résistance antifasciste près de Reggio Emilia. Il lutte comme partisan sur l'Apennin Tosco-Émilien. De mai 1944, il devient commissaire politique du 6e bataillon de la 144e brigade Garibaldi au commandant de Mirko Marmiroli. Dans l'après-guerre, Giovanni Bertolini s'engage dans la construction du Parti communiste italien.

5. Conversations avec Giovanni Bertolini (Reggio Emilia)

Les trois conversations avec Giovanni Bertolini et l'entretien-vidéo que nous rapportons ci de suite ont été réalisés à Reggio Emilia au mois d'avril 1998, auprès de l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia (INSMLI). Les enregistrements et toutes les transcriptions sont déposés près de l'institut même⁶⁸⁶.

*Les motivations d'une désobéissance :
la vie et l'activité politique à Reggio Emilia.*

Giovanni Bertolini : « Je suis né à Reggio Emilia, le 1er octobre 1911 dans une famille en grande difficulté économique, une famille parmi bien d'autres qui habitaient le même immeuble au n. 150 de la Via Emilia Santo Stefano, hors les murs. Malgré la misère où nous sommes, je réussis à obtenir le certificat d'études, objectif peu facile à l'époque pour les dizaines et centaines de familles dans notre condition. À onze ans et demi, je commence à travailler comme garçon de boutique dans une firme de matériel électrique de Reggio. Le salaire est de 2 liras par jour, 12 liras par semaine, un kilo de pain coûtait alors 80 centimes. J'ai pratiquement grandi sous la dictature fasciste, et à 15 ou 16 ans je commence à percevoir le poids négatif du régime. Je me rends compte, comme plusieurs de mes amis des limitations que les fascistes imposent aux plus élémentaires libertés⁶⁸⁷. En tant que jeune, je me révolte, sans comprendre bien les raisons de mon aversion spontanée envers le régime qui me poussent à refuser toute adhésion aux organisations fascistes, pour la jeunesse ou les adultes. Je participe avec un large groupe de jeunes gens insouciantes et dés-

argentés à la fondation du Cercle Olympe, qui siège dans l'ex-coopérative de consommation de Villa Cavazzoli-sud (maintenant rue Dalmazia), qui sera fermée après les arrestations de 1932. Dans ce Cercle, on danse trois fois par semaine et c'est notre lieu de rencontre entre jeunes. Plus tard, en 1929, il deviendra un centre d'organisation et de propagande communiste. De nombreux adhérents parmi lesquels Arbizzi, Vologni, Chiessi et Corradini entrent dans les rangs de la jeunesse communiste, et pour ce motif seront persécutés »⁶⁸⁸.

*Les derniers beaux jours : le début de la persécution fasciste.
Des risques modérés mais qui vont crescendo.*

Giovanni Bertolini : « À la fin de l'année 1929, je fais le premier choix impératif de ma vie, j'adhère à la Jeunesse communiste clandestine. L'idée d'agir contre le régime fasciste me fascine. Je sais bien peu de choses sur les principes politiques du fascisme et sur ses origines, mais je ressens le besoin de le combattre. Dans mon nouveau choix, il y a une bonne dose d'inconscience, mais beaucoup de sérieux, de sens de la responsabilité et du danger. À la fin de l'année 1931, les dirigeants du PCI de Reggio Emilia (Attolini, Grisendi, Fontanesi) décident d'organiser la FGCI clandestine créant un secrétariat provincial composé de jeunes : Vivaldo Salsi, Oscar Vologni et moi-même. Je vis des mois d'intense activité. Outre les réunions avec les jeunes et les camarades du parti, j'ai divers contacts et réunions avec des envoyés de l'étranger tels: la camarade Teresa Noce (Estella) et le jeune Bianchi; puis, arriva ce qui devait nécessairement arriver : le 4 mars 1932 vers 7 heures du soir, la police fasciste fait irruption chez moi pour m'arrêter⁶⁸⁹.

Par chance, je suis absent et ainsi je réussis à échapper à l'arrestation. Le camarade Grisendi, que je rencontre par hasard dans la rue, m'ordonne de me réfugier à la maison du camarade Cattani à Pratofontana. Là, je retrouve aussi le camarade Bianchi que j'avais quitté une demi-heure auparavant. Il me conseille de ne pas retourner chez moi et me fait mille autres recommandations. Avant de se coucher, il écrit pour moi une lettre à adresser à *une chère tante à Paris*. Entre les lignes à l'encre, le camarade Bianchi écrit au citron; et à la fin il me recommande: *avant tout, tu dois faire faire une photo format timbre pour l'envoyer à la tante, puis tu expédies la lettre et tu ne bouges pas en attendant le passeport*. Le matin suivant, des camarades de confiance m'accompagnent dans une nouvelle *maison de fugitif*⁶⁹⁰ près de Correggio, et c'est justement à Correggio que je peux aller chez le photographe. Pour motif de conspiration, j'ai été l'hôte de diverses maisons de fugitifs.

Je me souviens de celle, de Becchi à San Michele et celle de Vittorio Saltini à Fosdondo. Au bout d'un mois et demi environ, me parvient de Paris, à travers l'organisation, un passeport espagnol qui porte ma photographie⁶⁹¹.

Il faut s'expatrier, abandonner la famille, les amis et les autres affects, suivre scrupuleusement les instructions et partir vers l'inconnu. Adolfo Tagliavini, chauffeur du consul de la milice de Reggio Emilia, me conduit à la gare de trains de Plaisance avec l'auto de service. Le pauvre Tagliavini sera peu après dégradé, expulsé de la milice et incarcéré. Il mourra de privation quelques mois plus tard dans la prison de Castelfranco Emilia »⁶⁹².

De Reggio Emilia à Paris : le voyage vers l'exil.

Giovanni Bertolini : « Je passe la frontière italo-française anxieux et le cœur palpitant et par chance j'arrive sain et sauf à Chambéry juste le jour de Pâques 1932. Le matin suivant je reprends le train pour Paris. Le rendez-vous est fixé dans un café du boulevard Diderot. Je reste à Paris le temps nécessaire pour que le bureau des cadres du PCI en exil prépare mon passeport pour l'Union Soviétique. Durant ces jours je retrouve avec joie mon grand ami Oscar Vologni qui se trouve à Paris pour un cours accéléré de formation politique du parti. En sa compagnie, j'assiste à un bref cours d'études marxistes à côté du bureau du camarade Giuseppe Berti, dit Jacopo.

Pour la chronique, j'ajoute qu'à Paris j'ai également connu le camarade de Reggio, Camillo Montanari membre du Centre Étranger et secrétaire de la jeunesse communiste clandestine du Parti italien, qui fut assassiné par des tueurs dans une station de métro de Paris⁶⁹³. À Paris, en compagnie de Vologni, je participe à une importante réunion des dirigeants du PCI. Il y a 30 camarades, parmi lesquels Palmiro Togliatti, pour débattre de la situation politico-administrative de Reggio Emilia et de tout le pays. Le camarade Togliatti ouvre le débat par une brève intervention, puis les habitants de Reggio Emilia sont invités à parler. Nous intervenons en expliquant de façon très élémentaire la situation politico-administrative de notre province. Les jugements les plus sévères sur notre conduite sont portés par la camarade Estella. Comme nous sommes néophytes en politique, nous ne comprenons pas les raisons des critiques et des reproches qui nous sont adressés, précisément à nous, qui nous sommes sacrifiés et qui avons tout abandonné pour une cause que nous ne connaissons pas encore bien. Dans notre fort intérieur, nous n'acceptons pas les critiques d'Estella. En 1932, le parti décide de me faire partir pour l'Union Soviétique ».

De Paris à Moscou : sans patrie ni frontières.

Giovanni Bertolini : « En janvier 1933, je pars pour l'Union Soviétique. Je fais le voyage en compagnie du camarade Giuliano Pajetta et d'un certain Carmelo Micca⁶⁹⁴. Le premier arrêt est Berlin, toute pavoisée de drapeaux rouges frappés de croix gammées⁶⁹⁵. Giancarlo Pajetta reste à Berlin, tandis que Carmelo Micca et moi-même continuons vers Moscou deux jours après avec un nouveau passeport⁶⁹⁶. À Berlin, je rencontre des camarades du Parti communiste allemand⁶⁹⁷. Le passage de la frontière entre la Pologne et la Russie est particulièrement émouvant, de même que la course à travers l'immense plaine qui sépare la frontière de la patrie du socialisme l'URSS⁶⁹⁸.

Moscou m'accueille par une journée pluvieuse et franchement ne me plaît pas. Le contact avec la réalité soviétique est négatif. Il y a tant de personnes mal vêtues, sales, tant de mendiants dans le grand hall de la gare. J'avoue que pendant plusieurs jours je suis désorienté, désemparé. Je ne réussis pas à croire que je suis dans la capitale de la patrie des travailleurs. Au bureau des cadres on me rebaptise du nom de Pignone. Je fais donc partie du cercle KIM, qui veut dire 'Jeunesse Internationale communiste'. Grosso modo les matières d'étude sont: Histoire du parti Communiste Bolchevick, Histoire du Mouvement ouvrier international, des syndicats⁷⁶⁹⁹.

Le cercle est en pleine activité depuis l'automne 1931 ; le responsable est le camarade Giuliano Pajetta. À l'école du parti, je rencontre d'autres Italiens, dont Egle Gualdi, dite Bruna, mais je ne savais pas qu'elle était de Reggio Emilia comme moi. Le camarade Fanti⁷⁰⁰. Je ne pense pas avoir été un étudiant très brillant, ayant eu à répondre à une avalanche de tests d'histoire et de littérature difficile pour un jeune homme comme moi, avec peu d'instruction et plutôt enclin au travail manuel. Au total, j'étudie six à sept mois, et à la fin du cours, je suis choisi pour suivre un cours supérieur appelé 'fondamental', dans lequel je dois étudier de façon plus approfondie le marxisme-léninisme, le matérialisme historique. Cependant, le cours n'a pas lieu, et nous tous, y compris Pajetta sommes envoyés à la "production" pour trois ou quatre mois, afin de nous débureaucratiser et nous faire connaître la classe ouvrière. Au printemps de 1933 (après un an de séjour en URSS) une fois accompli en grand secret les formalités pour mon retour en occident, je suis prêt à partir. Le départ, cependant, ne se fera qu'un an plus tard, au début de 1934. Je passerai ainsi, une année d'attente sans rien faire ».

1934 : retour à Paris.

Giovanni Bertolini : « À Paris on m’admet immédiatement dans le conseil national des groupes de langue italienne de la jeunesse communiste, avec le nom de bataille de “Enzo”. Le secrétaire responsable du comité est “Giordano”, qui sera plus tard remplacé par Giuliano Pajetta. Mon séjour n’est pas très serein. En plus de la faim, au bout d’un an de séjour je suis arrêté deux fois en l’espace d’un mois. La première sur le boulevard de la Villette durant une descente de police. Tous ceux qui sont sans papiers sont conduits au Commissariat de police. L’interrogatoire, spécialement des étrangers suspects, est toujours accompagné d’un “passage à tabac”. Un policier qui parle italien m’accompagne à la Préfecture de Paris et là, je suis soumis à des interrogatoires et des tentatives de corruption de la part de fonctionnaires de l’Ambassade d’Italie⁷⁰¹. Le discours est simple : *tu es jeune, abandonnes la politique. Viens avec nous, nous te trouverons du travail.* Je résiste, et au bout de trois jours de jeûne, on me jette à la rue sans papiers. La deuxième fois, je suis arrêté à Chaville, près de Versailles, alors que je me rends à bicyclette à une réunion de jeunes immigrés.

L’histoire se répète: interrogatoire renforcé avec un nerf de bœuf, puis transfert à la prison Saint-Pierre de Versailles. Au titre de flagrant délit, je suis condamné à 15 jours de prison sous l’accusation de vagabondage, délit prévu par la loi française pour la personne qui a moins de trois francs cinquante centimes en poche. Ici comme à la Cité, encore des photographies, empreintes digitales et anthropométrie. La fin de la peine, je suis frappé d’un décret d’expulsion exécutoire en cinq jours. Je ne respecte pas cette injonction et au lieu de quitter le pays je retourne chez mes camarades.

La vie à Gennevilliers, dans la banlieue ouest de Paris.

Giovanni Bertolini : « Après une année d’activisme intense (et j’ajoute de repas manqués) dans le Comité national des Jeunes Italiens, je trouve le moyen de m’installer à Gennevilliers, dans la banlieue ouest, où je suis nommé secrétaire du groupe local de langue italienne du PCF et, plus tard, du Comité directeur de la zone ouest dirigé par le camarade Zorzetto.

Le Comité envoie à Gennevilliers le camarade Paganini (Luigi Barisone) ex-enseignant à l’école léniniste de Moscou. Notre Comité a l’honneur de diriger le Comité local du Front unique (l’organisation de masse qui avait le devoir de combattre le fascisme en formant tous les communistes et socialistes sympathisants qui n’étaient pas encore inscrits au parti). Le camarade Luigi Barisone sera ensuite tué par les

nazis en Italie pendant la Résistance. Pendant l'été 1935, la commune de Gennevilliers m'engage comme surveillant de la colonie de la ville. Pendant la première réunion des surveillants, le directeur le camarade Timbault, me baptise du nouveau nom de *Paul*⁷⁰². Ce nom de bataille me restera même après la guerre de libération en Italie. Timbault deviendra ensuite secrétaire national des métallurgistes CGT; il sera fusillé par les nazis durant la Résistance en même temps que le camarade Grandel, maire de Gennevilliers et presque tout le conseil municipal ».

De Paris à Albacete: dans la base des Brigades internationales.

Giovanni Bertolini : « Le 28 ou 29 septembre 1936 (je ne me souviens pas exactement), depuis la gare d'Austerlitz, part le premier grand convoi de volontaires italiens pour la défense de l'Espagne républicaine, et j'en fais partie moi aussi⁷⁰³.

Après diverses péripéties, le 1er octobre nous réussissons à passer la frontière espagnole à Perpignan, juste le jour de mes 25 ans. Nous sommes hébergés pour quelques jours au château de Figueres, puis toujours en train nous arrivons à Albacete, où est créée la base des Brigades internationales⁷⁰⁴. Pendant le voyage, je remarque, surtout en Catalogne un grand nombre de drapeaux rouge et noir (couleur des anarchistes espagnols). Je suis étonné, je n'aurais jamais imaginé que l'idéologie anarchiste, jugée par nous utopique, puisse avoir en Espagne une telle force d'organisation. Aux alentours d'Albacete, les camarades dirigeants Luigi Longo et Giuseppe Di Vittorio se dépêchent pour constituer le bataillon Garibaldi. Comme je manque d'une quelconque expérience militaire, et que je suis électricien, on m'affecte à la section du téléphone, commandée par le camarade Achille Benecchi⁷⁰⁵ de Parme. À la fin octobre, au moment même où se constitue le bataillon, les troupes franquistes commencent à faire pression sur Madrid. Le groupe téléphoniste italien dont je fais partie est intégré d'urgence au Bataillon Thaelmann (devenu ensuite XI^e Brigade internationale), composée en majorité d'antifascistes et camarades allemands allant au Front. C'est ainsi que commence ma guerre d'Espagne.

À Madrid, je retrouve Gerta Pohorylle⁷⁰⁶ et son compagnon Endre Ernő Friedmann et un autre jeune journaliste allemand, un certain Karl Frahm⁷⁰⁷. Ils aussi se trouvaient en Espagne pour la guerre et pour suivre les combats des Brigades internationales aux côtés des combattants républicains. J'avais déjà connu Gerta et Ernő à Paris au quartier de Montparnasse dans un café pendant une de rare soirée de vie sereine. Mais, dans le Bataillon Thaelmann je retrouve aussi Hans

Beimler⁷⁰⁸. Le 17 novembre 1936, dans la Cité universitaire de Madrid, à peu de distance de l'hôpital, je suis blessé par une mitrailleuse à l'épaule et au bras gauche. Au milieu des décombres, je suis évacué au Palace Hôtel transformé en hôpital militaire, et puis à Barcelone, à l'hôpital du Proletariat administré par les anarchistes. Je me le rappelle encore les fêtes de Noël de 1936 que je passe à l'hôpital avec mon bras et mon épaule gauche blessées et fracturées. J'avais mal partout, cependant je ne voulais pas passer une convalescence oisive. À Barcelone, Velio Spano⁷⁰⁹ (correspondant du Parti communiste à Barcelone) me charge de travailler pour Radio Barcelone pour inciter la Jeunesse italienne à faire la guerre au fascisme en défense de la République espagnole. Je reste à Barcelone jusqu'en septembre 1938, c'est à dire jusqu'à ce que le gouvernement de Negrin décide le retrait de tous les Volontaires internationaux avec l'espoir que la Communauté internationale et la Société des Nations imposent le retrait des troupes fascistes d'Espagne. Une grande partie des combattants italiens, dont moi-même, était concentrée à Torello, un village de Catalogne, dans l'attente d'être transférée dans quelque autre pays démocratique.

Le contingent est transféré de Torello à Llagostera, où nous apprenons que les hordes franquistes ont occupé Barcelone, et une bonne part de la Catalogne. Durant ces journées tragiques, nous cherchons à mobiliser toutes les forces disponibles pour ralentir et endiguer l'avance ennemie. À Llagostera, deux compagnies italiennes et une Latino-Américaine sont constituées. Je suis nommé commissaire de la première compagnie et le camarade Zaccaria di Capodistria est nommé commandant. Au début de février 1939⁷¹⁰, nous sommes prêts à contenir et retarder l'avancée des milices fascistes en Catalogne. Au cours des affrontements dans les campagnes autour de La Garriga nous étions au bord de la déroute, et pour éviter l'encerclement nous avons décroché. Ayant perdu le contact avec les camarades et le commandement, nous sommes allés vers la Bisbal ».

La retirada de l'Espagne : la frontière française, la seule possibilité de fuite.

Giovanni Bertolini : « La frontière française est la seule possibilité de retraite de notre compagnie. C'était la retirada⁷¹¹, notre exode de l'Espagne. Près du village de Le Perthus, nous nous arrêtons attendant l'autorisation de rentrer en France et je réussis à trouver quelques aliments. Quand j'arrivai en proximité de la frontière, je me jetai à terre épuisé. Avant de reprendre le chemin, j'achetai trois boîtes de lait dans un petit magasin du village de Le Perthus où il y a la

frontière entre l'Espagne et la France. Le 11 février nous franchissons la frontière, escortés par les gendarmes et nous arrivons au camp de Saint-Cyprien »⁷¹².

La France des camps. Mon « séjour » dans le camp d'accueil de Saint-Cyprien, Gurs et Argelès.

Giovanni Bertolini : « Les autorités françaises désignaient officiellement cette zone camp d'accueil, qui n'était rien qu'une grande plage nue entourée de fil de fer barbelé. Pour moi, c'était un camp de concentration. Il n'y avait ni baraquement ni autre abri pour protéger les inopportuns que nous sommes, du froid intense et du mistral de février, seulement quelques tas de bois à brûler çà et là. À notre arrivée, le commandant du camp nous reçut avec ces mots: *rappelez-vous que le camp est étroitement surveillé par des Spahis (troupes spéciales de Sénégalais) qui ont ordre de tirer sur quiconque tente de s'évader*⁷¹³.

Pour une grande partie de mes camarades, être désarmés et reçus froidement par les autorités françaises reste un moment fort gravé dans nos mémoires. Il fut pour moi un moment entre les plus amers jours de ma vie ! Il était terriblement douloureux et injuste que des combattants endurcis par trois ans de continuels combats aient à déposer leurs armes pour être conduits dans des camps de concentration⁷¹⁴.

Nous entrons et dormons à l'auberge des étoiles, autour des feux que nous avons allumés. Dans ces conditions, nous n'avions pour logement, vêtements et nourriture que ce que nous avons emporté avec nous. Tout le monde coucha pendant plusieurs semaines dehors, essayant d'improviser des abris avec des couvertures, des sacs de toile et tout ce qui pouvait servir à faire un semblant de toiture. Ce n'est qu'au cinquième jour qu'ils nous ont distribué des miches de pain.

La faim et le froid de ces matinées de février nous gardaient éveillés. Le commandant du camp nous a divisé en groupes de 50 hommes, à répartir dans les futures baraques. Une fois que les baraques en nombre suffisant ont été construites, les internés s'y sont installés. Ces logements rudimentaires nous offraient enfin la possibilité d'échapper aux intempéries et d'avoir un lieu en dur où s'abriter ensemble »⁷¹⁵.

La vie dans les camps d'internement.

Giovanni Bertolini : « Dans tous les camps d'accueil⁷¹⁶ où j'ai vécu, chaque baraque mesurait presque 189 mètres carrés. Il y avait des baraques en bois et des baraques en maçonneries, une infirmerie et

celles restantes étant consacrées aux différents dépôts, à la poste et au commissariat. Le camp français comprenait lui de baraques pour l'hébergement des troupes, les bâtiments administratifs et de surveillance. Les baraques, elles-mêmes divisées en cellules dans lesquelles, spontanément, nous avons recréé nos différences et ressuscité nos désaccords. Même dans la défaite, la couleur politique primait tout. En passant la frontière, nous n'avions rien abandonné de nos divergences de tendances, de partis et d'idéologie. Et nous nous rejetions mutuellement les fautes. Tous les communistes (italiens et espagnols), ils étaient organisés en petites cellules politiques dans chaque camp d'internement et toutes les cellules maintenaient les contacts politiques à l'extérieur avec le PCF. Nous n'étions pas soumis à un fonctionnement disciplinaire particulier, mis à part certains appels irréguliers durant lesquels nous devions nous présenter en rang serré devant leurs baraques pour que les gardes nous comptassent plus facilement. Les ordres divers et les informations sont diffusés dans le camp par des haut-parleurs ».

Les difficultés du quotidien dans le camp d'internement et le système de surveillance.

Giovanni Bertolini : « Les difficultés d'hébergement durant les premiers mois permettent la prolifération de la vermine et des infections diverses. La nécessité de prévenir les risques sanitaires évidents suscités par la concentration dans un lieu en cours d'aménagement de plus de 30.000 hommes amène les autorités sanitaires du camp d'accueil à mettre en place des équipes chargées de la désinfection du lieu. Par exemple, toute une organisation d'équipes sanitaires est chargée du nettoyage des latrines. De même, une équipe de désinfecteurs, composée de miliciens choisis, est chargée de la désinfection quotidienne des baraquements et de leurs annexes. Les difficultés du quotidien font de l'internement un calvaire pour nos réfugiés.

Le système de surveillance⁷¹⁷ du camp nous rappelle en outre chaque jour notre condition. La censure est réelle pour éviter la présence au sein du camp de propagandes politiques susceptibles de créer des agitations chez les internés. Face à ces perturbations possibles, les autorités du camp disposent de plusieurs moyens pour les limiter, de la prévention à la répression.

Si les dispositifs de surveillance sont toutefois bien réels, leurs limites sont également palpables. Mais le véritable point faible du dispositif de surveillance concerne la perméabilité des clôtures : deux évasions minimum par nuit, quand ces dernières ne s'effectuent pas en plein jour. Je me souviens qu'à cette époque avec l'arrivée de la

guerre sur le territoire français, les autorités insistèrent plusieurs fois pour nous induire à nous enrôler dans leurs forces militaires. Ensuite, de Saint Cyprien on nous transfère au camp de Gurs, dans les Basses Pyrénées. À Gurs, le commandant du camp d'accueil achemina des négociations avec notre commandant afin de trouver un accord pour l'enrôlement des individus dans les compagnies de travail de l'armée française. Il s'agissait de construire des fossés dans les zones de guerre où l'armée française était en train de s'opposer aux nazis. Notre commandant refusa l'enrôlement au nom de toute la compagnie garibaldienne, les autorités françaises du camp alors ils nous sanctionnèrent singulièrement. Chaque interné vint détenu dans une petite cellule pour trois jours sans nourriture. Je me souviens qu'aux communistes yougoslaves, la détention fut accompagnée d'un passage à tabac. Puis après l'entrée des Allemands en France, on nous transfère au camp d'Argelès près de Perpignan. Grâce à ce dernier transfert, nous avons été soustraits à la capture par les nazis ».

De l'évasion du Camp d'Argelès à la nouvelle mission politique en France.

Giovanni Bertolini : « En avril 1941, après deux ans de camp, le Parti me donne l'ordre de me tenir prêt à sortir clandestinement. L'évasion est bien organisée. Je fuis du camp d'Argelès. Adriano Masoni⁷¹⁸, mon commandant dans les Brigades internationales et successivement dans la lutte armée en Italie dans la ville de Reggio Emilia, interné dans le même camp, il réussit à me faire avoir des habits civils pour éluder la surveillance militaire pour en sortir. Puis, je montai furtivement sur un camion de denrées alimentaires qui me mena jusqu'à Perpignan. Pendant l'évasion, tout va bien. À Perpignan, un camarade communiste espagnol m'accueille et il me fait avoir d'autres habits et un billet du train pour me rendre à Marseille. J'ai pour mission de développer un travail politique dans un lieu qui ne m'est pas encore indiqué.

La première étape est Marseille où, dans un premier temps, je suis hébergé par le camarade Nino, un émigré débardeur au port et, ensuite par le camarade Giovanni Livi⁷¹⁹ dans le quartier de La Cabucelle. Enfin, on m'envoie définitivement à Saint Rémy de Provence avec la mission précise d'organiser le Parti communiste, en vue des combats décisifs. À Saint Rémy, je suis l'hôte du camarade Carlo, ancien garibaldino d'origine piémontaise, qui avait travaillé clandestinement en Italie dans la région de Plaisance. Au printemps 1943, le parti me transfère de nouveau à Marseille pour entamer un travail politique parmi les militaires italiens qui occupent la zone.

Malheureusement, malgré ma bonne volonté, le travail n'est guère profitable. Le manque de contacts et la difficulté à entrer en communications avec les camarades émigrés m'empêchent de développer l'organisation.

Je tourne à vide tenaillé par la faim et les obstacles autour de l'objectif. Revenu à Saint Rémy, je reprends mon travail d'organisation politique, surtout parmi les jeunes, et je forme un groupe mixte italo-français. Une nuit, pendant que nous sommes occupés à écrire des slogans antinazis sur les murs, nous sommes interceptés par la police. Trois d'entre nous sont capturés, mais, pendant que les gendarmes nous mettent les menottes, je réussis à m'enfuir. Je me réfugie à la maison d'un ami français à Chateaurenard et la nuit même j'apprends par la radio la chute de Mussolini et du régime fasciste en Italie. Pour moi comme pour d'autres exilés italiens se posait alors le problème du retour en Italie. Ayant quitté ma maison encore presque un enfant, j'étais sur le point de revenir dans mon pays. Mais, cette fois, je serai revenu chez moi comme un homme marqué par de dures expériences. Après onze ans des péripéties, je pouvais retourner à Reggio Emilia muni de ma feuille de route. La résistance au fascisme à l'étranger avait été ma manière d'être et de vivre. Il fallait tout de suite quitter la France et retourner en Italie avant que les frontières se fermassent entre les deux pays »⁷²⁰.

6. Giovanni Bertolini, la Vie d'après

« Je suis arrivé à Reggio Emilia le jour 8 septembre 1943. J'y ai retrouvé d'autres exilés et amis déjà rapatriés⁷²¹. L'annonce des démissions de Mussolini avait été pour nos tous une surprise. Nous ignorions l'existence du complot des conservateurs et même du Roi Victor-Emmanuel III. L'interprétation de nous exilés à l'étranger et de l'opposition clandestine en Italie était la suivante : la chute de Mussolini impliquait en même temps la chute du fascisme. Mais, on eut une terrible désillusion. Contrairement à nos espérances, la guerre allait continuer en raison de la politique ambiguë du maréchal Pietro Badoglio et du roi »⁷²².

En mai 1944, Giovanni Bertolini devient commissaire politique du 6^e bataillon de la 144^e Brigade Garibaldi au commandant de Mirko Marmioli. Il luttera comme partisan sur l'Apennin toscano-émilien et retrouvera Ilio Barontini.

La Libération a signifié d'abord la fin de la tyrannie nazie-fasciste et la réunion des familles. Dans l'après-guerre, Giovanni Bertolini s'en-

gage dans la construction du Parti communiste italien au sein sa région d'origine et il n'hésite pas à assister Giuliano Pajetta (qu'il avait connu à Paris et Moscou, en diaspora), en vue de la réorganisation des sièges du Parti communiste italien à l'étranger. Les relations avec les anciens et les nouveaux émigrés économiques italiens ne doivent pas être coupés ; la nouvelle émigration italienne de l'après-guerre représente aussi un levier pour le développement italien. Giovanni compte parmi les protagonistes de la création de la coopérative d'électriciens de Reggio Emilia. Son parcours croise des moments fondamentaux du XX^e siècle, soit des périodes constellées de conflits sanglants, de violences inouïes, mais également de grands espoirs pour la naissance de la nouvelle Europe. Il meurt le 29 août 2002.

7. Reggio Emilia - Paris : l'exil politique de Paolo Davoli

Entre les deux guerres, PAOLO DAVOLI incarne un type d'activité politique européenne qui marque toute une époque. Il naît à Reggio Emilia en 1900 et appartient à la première génération des cadres dirigeants de la gauche en Italie. Son adhésion au socialisme puis, à la fondation du PCI en 1921, au communisme, est tout aussi précoce que totalisante⁷²³. C'est sa fidélité politique qui le force, dès 1924, à prendre le chemin de l'exil. Ses liens avec le PCI ne se relâchent jamais, tout au long de son exil, sans pour autant l'amener à être coopté dans les modalités d'existence du cercle restreint des dirigeants de ce parti. Il n'y a, tout au long de sa permanence en France, ni des missions plus ou moins clandestines en Italie, ni de séjours en prison, ni de voyages à Moscou, ni d'engagement dans les Brigades internationales espagnoles.

Son attachement à la cause politique se double d'une vie paisible dans la banlieue parisienne (Plaine Saint-Denis) et de l'exercice du métier artisanal de couturier, dans lequel il excelle. C'est ce métier qui lui permet de bien gagner sa vie. Tous les signes d'une intégration réussie dans le pays d'accueil semblent donc réunis, y compris le mariage avec une femme française, Blanche Tolmay. De ce lien, naît sa fille Paulette⁷²⁴. Pourtant, une fois la guerre éclatée et surtout une fois que l'URSS est attaquée, à l'automne 1941, Paolo Davoli répond à l'appel du PCI et rentre en Italie (novembre 1941). Il quitte Paris avec sa fille Paulette, qui a à peine onze ans et ne connaît pas un mot d'italien, pour rentrer à Reggio Emilia, sa ville natale. Paolo Davoli accepte, sur indication du parti, d'abandonner son métier de couturier

et se fait embaucher comme ouvrier dans une usine de machines agricoles afin de prêcher la « bonne parole » auprès des jeunes travailleurs, tenus dans l'ignorance sous la chape de plomb du régime. Infatigable dans la propagande clandestine, au printemps 1943, il finit par être arrêté, mais ne passe que quelques mois en prison, car le gouvernement mussolinien est déchu. Après le 8 septembre 1943, Paolo Davoli se réactive dans la propagande clandestine et assume des responsabilités très délicates au sein du CLN (Comitato di Liberazione Nazionale) local⁷²⁵. Il subit une nouvelle arrestation, par les néofascistes, en décembre 1944. Horriblement torturé à plusieurs reprises, on lui ampute une jambe suite à une tentative malheureuse d'évasion. Il est fusillé à la fin du mois de février en 1945.

Presque 50 ans après, c'est la manière à travers laquelle sa fille Paulette rend compte des événements qui ont marqué le retour de son père en Italie, suite à l'appel du PCI, qui fait de ce dernier une sorte d'incarnation institutionnelle de la passion pour les idéaux politiques de gauche.

8. Paolo Davoli : lettres parisiennes (juin 1925 - août 1926)

Plusieurs historiens italiens se sont déjà penchés sur la figure de Paolo Davoli et, dans leurs publications, ils ont décrit son engagement politique et les vicissitudes de sa vie militante⁷²⁶.

Depuis quelques années, toutefois, la figure de Paolo Davoli et de sa fille Paulette sont également devenues un sujet de recherche des historiens américains⁷²⁷. Dans le contexte de ce travail, nous entendons analyser les documents qui n'ont pas encore fait l'objet d'études spécifiques et, pour mieux éclairer la vie et l'action de Paolo Davoli, l'un des principaux exilés politiques émiliens, nous avons choisi d'examiner – en raison de leur grand intérêt – les lettres que Paolo Davoli a envoyé à sa famille entre juin 1925 et août 1926 de Paris. Ces lettres ont été conservées pendant toute la Seconde Guerre mondiale par la mère de Paolo Davoli, Giulia Bisi, dans une cachette entre le toit et une poutre du grenier de sa maison, pour éviter qu'elles ne soient découvertes en cas de perquisition fasciste. Comme nous avons déjà indiqué de façon sommaire, aussitôt après la Première Guerre mondiale, Paolo Davoli adhère à la Federazione dei Giovani Socialisti, devenant un leader des dures luttes collectives dans sa province natale.

Entré au PCI dès sa fondation, il s'expatrie clandestinement vers la France en 1924. Les lettres que nous publions témoignent son com-

bat antifasciste au sein des organisations d'exilés à Paris, où il gagne sa vie comme tailleur. Comme l'écrit Herry Barron⁷²⁸, adjoint au maire de la commune de Saint-Denis de 1944 à 1977 : « Paolo Davoli était inscrit au PCF (groupes de langue italienne) et participait à la publication d'un bulletin d'émigrés italiens. Il militait au syndicat lorsqu'il était employé comme tailleur dans les grands magasins "Petit Gain", de rue de la République à Saint-Denis. En 1934, il participa à la lutte contre l'organisation fasciste française des "cagoulards" et contre Doriot ancien maire de Saint-Denis, exclu du PCF pour sectarisme de gauche et passé au fascisme »⁷²⁹.

Lettre de Paolo Davoli à sa Soeur

Paris, le 2 juin 1925

« Très chère sœur⁷³⁰,

Il y a longtemps que nous n'avons pas échangé de nouvelles pour parler un peu de nos affaires d'importance secondaire. Dans la dernière lettre du 16 mai, tu écrivais une page tellement efficace que j'avais l'impression, en la lisant, de te voir tout près de moi comme au temps où j'étais à la maison et que tu aimais mettre ton nez dans mes affaires, et que, pour savoir si j'étais amoureux, tu me faisais des gentillesses. Que dire aujourd'hui que je suis si loin de toi ? D'abord, ne doute pas que, même si je suis moche et mal fichu, je suis encore plus passable, et je trouve toujours de gracieuses et disponibles jeunes filles.

Malgré mes 25 ans, je suis le même qu'à 18 ans ; tandis que toi tu commences à devenir une vieille fille, nonobstant tes 23 ans, que les jeunes gens laissent de côté pour chercher celles qui ont 16 ans... Peu de choses à dire sur moi. Mais ce que je dis est la pure vérité, parce que je n'ai rien à te cacher et comme tu désires que je me confie, je le ferai. J'avais toujours dit que je ne m'attacherais pas, mais maintenant que je suis loin, si je devais par hasard trouver une fille sérieuse qui me plaise, je pourrais me lier à elle, parce que dans cette vie à vagabonder tout seul au monde, même si il ne manque rien pour se distraire, je sens que, dans cette situation, je ne pourrai pas continuer à rester éloigné de vous.

Je m'aperçois qu'après une soirée ou une fête agréable où on rit en bonne compagnie, une fois que je rentre dans ma petite chambre et que je me penche à la fenêtre, que je regarde et j'admire la belle ville de Paris toute illuminée, je me dis en moi-même; est-ce que je suis content ? Oui, je suis content parce que ma vie est libre et tranquille,

mais je sens que je manque d'affection, celle de la famille et de tous les amis. Je répète que, malgré tout, j'ai encore des relations étroites amicales avec les amies les plus chères, car, qui sait ce que sera l'avenir; parmi elles, la plus âgée n'a pas plus de 18 ans, et je continue à leur écrire comme font les amis sincères.

Je te prie par-dessus tout, de ne pas croire que je vienne en Italie, pour un motif amoureux, parce qu'au bout du compte cela ne me préoccupe pas vraiment, je voudrais seulement me rapprocher un peu, avoir la possibilité de nous revoir plus souvent, car il y aura bientôt deux ans que nous sommes séparés, n'est-ce pas ?

Quant aux dangers que tu imagines, j'évite d'y penser, comme tu vois il y en a d'autres qui sont restés et qui réussissent bien ou mal à vivre. Je sais que nous aurons une vie dure, mais que veux-tu nous sommes habitués et nous savions déjà ce que nous allions affronter, car nous ne sommes pas de ceux qui cherchent seulement à s'amuser. Pour moi, après 18 mois à Paris, mon seul divertissement c'est de rencontrer les amis et passer une soirée ensemble.

J'ai vu et j'ai visité tout ce qu'il y a de beau, car il y a beaucoup de choses étranges que je n'avais jamais vu de ma vie, mais enfin, pour connaître la vraie vie parisienne il faudrait un paquet d'argent, alors, à nous les ouvriers, il ne nous reste qu'à regarder les merveilleux palais et monuments, et mille choses qui à la fin sont lassantes pour celui qui ne peut oublier son pays natal.

Même la famille de mon ami Arturo ne peut pas s'habituer. Il y a trois sœurs plus âgées qui ne cessent de penser aux belles valse à la façon de Reggio Emilia qu'il est difficile de danser ici parce qu'on danse pour faire de l'effet. Et puis, comme elles ont leurs fiancés en Italie, c'est dur pour elles. Je suis souvent avec eux, et nous nous faisons courage les uns les autres; ils m'envient, car ils savent que j'en aurai bientôt fini de rester ici, et ils disent même qu'ils viendront avec moi quand je m'en irai d'ici.

De toute façon, ils feront l'effort d'accumuler l'argent du voyage pour toute la famille; il faut plus de deux mille francs. Je dois encore te dire qu'à la fin du mois je finis l'école et peut-être j'irai habiter à côté de chez lui puisque dans l'immeuble il y a deux chambres vides, et alors, le soir je pourrai prendre pension chez eux pour le dîner.

Je te demande de garder le silence sur tout ce que je raconte, et surtout sur la famille Davoli et ses deux filles.

Pour la santé, tout le monde va bien et moi aussi.

Je te salue en même temps que toute la famille⁷³¹.

Ton inoubliable frère, Paolo »

Paolo Davoli est un Reggiano, issu de la filière migratoire en provenance de la province de Reggio Emilia, qui s'installe à Argenteuil, comme d'autres familles originaires de sa ville natale. La communauté des Reggiani a fait l'objet de nombreuses recherches, notamment au sein du CEDEI.

L'attention s'est portée sur le militantisme antifasciste et plus particulièrement communiste : « Cette communauté locale italienne va présenter une cohésion inhabituelle, par rapport aux autres courants migratoires émiliens, aux débuts de l'ère fasciste dans les années 1920. Tout cela commence avec l'exil en 1921, d'un important groupe de communistes. Parmi ceux-ci se trouvent au moins sept conseillers municipaux destitués par le fascisme à Reggio Emilia. La colline de Mazagran entre Argenteuil et Sannois devient alors un territoire d'accueil des antifascistes. Cavriago (petit village à côté de Reggio Emilia) fournit le plus gros contingent. Les Reggiani manifestaient une forte adhésion aux pratiques laïques de citoyenneté »⁷³².

Lettre de Paolo Davoli à ses parents

Paris, le 24 août 1925

« Chers Parents,

Depuis que j'ai reçu votre lettre du 27 juillet, je n'ai plus écrit sauf la carte postale que la tante vous aura transmise... j'espère. Vous devrez la garder pour le cas où on vous demanderait où je me trouve. Je sens que vous avez été rassurés par ma joyeuse lettre, et je vous assure que vos lettres me font le même effet. Mon camarade sur la photo, est Arturo⁷³³ le mari de Yolanda.

Arturo porte un chapeau de carton recouvert du foulard rouge avec l'étoile blanche et sur la poitrine, l'insigne que nous portions ce jour-là, c'est-à-dire la faucille et le marteau⁷³⁴. Et comme cela, pendant que nous étions assis en train de boire, on nous a fait cette belle photo. Il faut que je vous dise maintenant pourquoi j'ai gardé un si long silence. Mais, vous avez dû vous apercevoir que j'ai quand même toujours écrit à quelqu'un. Je ne peux trouver l'excuse de la fatigue, la négligence ou le manque de temps, parce que la semaine passée je n'ai pas travaillé et j'ai dormi et je me suis promené toute la journée. Mais le vrai motif, c'est que je devais envoyer des choses à Arnaldo et j'attendais dans l'espoir d'ajouter aussi quelque chose pour vous⁷³⁵. J'aurais tant voulu que le jour de San Giulio⁷³⁶ vous puissiez manger quelque chose comme la soupe anglaise. Moi aussi ce jour-là je me divertirai et je serai joyeux, peut-être mieux que vous et avec plus de

tranquillité. Comme je vous ai déjà dit, mon patron est parti le 15 août 1925 et moi je suis resté dans l'attente de pouvoir faire quelque chose, et j'ai passé la semaine du 16 au 23 comme un grand Monsieur, à me promener dans Paris et l'exposition. Cette semaine, j'ai déjà commencé à travailler à mon compte; j'ai trouvé un camarade qui me laisse travailler provisoirement dans son atelier pendant ces deux semaines. Revenant sur vos questions, je vous dirai qu'Inès m'a tout apporté. Mais j'ai absolument refusé de prendre les vingt lires, et dimanche je suis allé manger les capelletti, pour ne pas perdre l'habitude. J'ai lu dans le journal les informations sur le procès Piccinini⁷³⁷ et j'ai compris que 3 des accusés qui sont en fuite se présenteront à l'ouverture du procès. Comme cela, ils seront tous acquittés et vous verrez quel tapage il y aura, ce jour-là à Cavazzoli. Préparez-vous à leur faire fête !

Dites bien à la tante qu'ici, même si on n'a pas d'argent et qu'on tombe malade, on ne manque pas de soins de la part des camarades ; et je répète nous sommes toujours prêts à nous entraider nous les pauvres (ânes). En espérant que le pain cesse d'augmenter comme c'est le cas, au revoir à bientôt.

Votre fils vous salue, Paolo ».

Les documents d'archive – précise l'historien Antonio Canovi – révèlent qu'à Argenteuil, à la fin des années 1920, il y a un nombre impressionnant d'activités liées à des formes de sociabilités politiques auxquelles Paolo Davoli prend part : « Dans les salles communales se tiennent des meetings avec des centaines de participants, où interviennent des orateurs français et italiens, communistes ou socialistes, venus le plus souvent de Paris ou de l'Italie, c'est ainsi que passent les dirigeants en exil Di Vittorio, Nenni, Buozzi. Le tout se conclut le plus souvent par de grandes nuits de bal »⁷³⁸. Les Reggiani participent à l'action politique de la ville, même s'ils n'ont pas le droit de vote. « Argenteuil devient ainsi un des bastions de la ceinture rouge à la mode franco-italienne [...]. Elle fournit des volontaires Français et Italiens pour la Guerre d'Espagne »⁷³⁹.

Depuis septembre 1925, Paolo Davoli travaille à Paris. Il a quitté son ancien patron et il travaille désormais à son compte. Il se rend encore une fois par semaine chez son ancien patron autant pour le voir que pour prendre les courriers qui pourraient les envoyer quelqu'un qui ne connaîtrait pas son changement. Il loge encore à Saint-Denis, mais

il est en train de trouver une chambre à Paris. Ainsi, écrit Paolo Davoli à ses parents : *Je pourrai passer au lit l'heure que je passe dans le transport.*

Lettre de Paolo Davoli à ses parents

Paris, le 14 septembre 1925

« *Chers parents*

Même si je ne peux pas vous donner ma nouvelle adresse, je vous explique les raisons du changement impromptu. Je vous ai déjà dit que dans la première semaine j'ai fait un beau zéro, mais dans les deux semaines suivantes j'ai fait trois costumes pour mes camarades, dont un pour Settimio⁷⁴⁰. En même temps, j'ai cherché un local pour travailler à mon compte, mais ça a été impossible. Peut-être une autre fois ce sera plus facile. Maintenant⁷⁴¹ je travaille à Paris et je me sens bien. Je vais une fois par semaine chez l'ancien patron autant pour le voir que pour prendre les courriers qui pourraient m'envoyer quelqu'un qui ne connaîtrait pas mon changement.

Je loge encore à Saint-Denis, mais je partirai dans quelques jours dès que j'aurai trouvé une chambre à Paris. Ainsi, je pourrai passer au lit l'heure que je passe dans le transport.

En vous souhaitant une santé florissante, je vous salue.

Votre fils Paolo ».

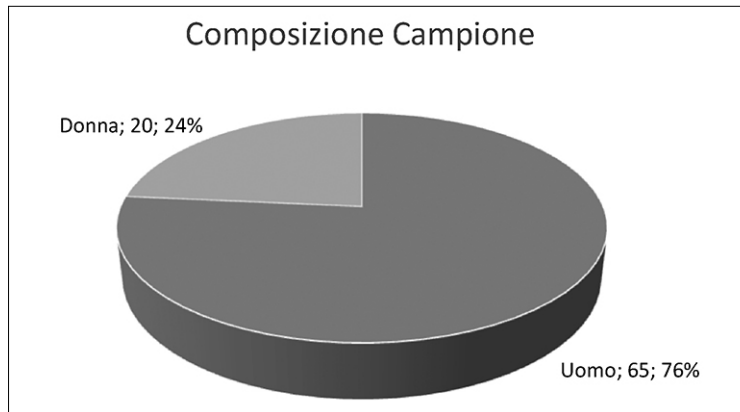
9. Le retour de Paolo Davoli et de sa fille Paulette à Reggio Emilia

Paolo Davoli rentre définitivement en Émilie Romagne en 1941. Le PCI lui confie la mission précise de reconstituer le réseau clandestin de l'organisation communiste de Reggio Emilia. À dater de novembre 1943, il devient responsable du secteur nord-ouest pour le comité provincial du PCI et, lorsque la lutte partisane prend forme, il est nommé intendant du commandement sur place. Le 2 décembre 1944, alors qu'il se trouve chez son oncle, il est arrêté par les fascistes et conduit à la prison Santo Tommaso (Villa Cucchi). Durant près de trois mois, jusqu'au 2 février 1945, il est battu sauvagement. Puis, à l'aube du 28 février 1945, il est fusillé avec neuf autres militants anti-fascistes. Le destin de Paolo Davoli est l'un des plus atroces que l'on puisse imaginer⁷⁴².

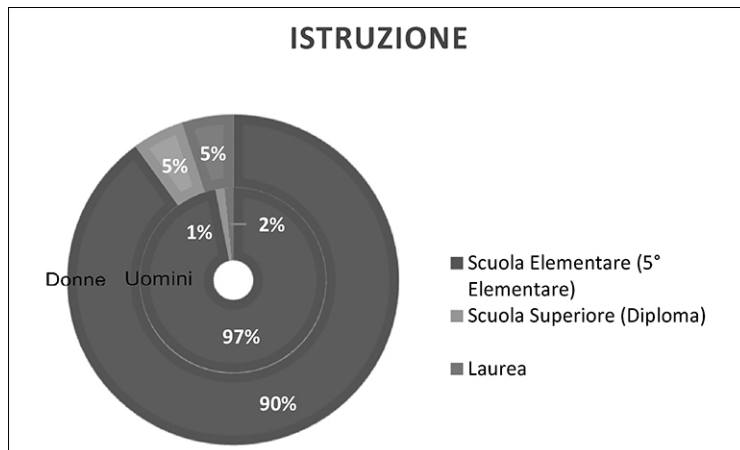
Les bourreaux de la prison San Tommaso (Villa Cucchi) l'ont torturé jusqu'à la fin dans l'espoir de lui faire avouer la liste des subversifs du PCI de la ville et les noms des membres du réseau du CLN. Mais

Paolo Davoli n'a jamais parlé et c'est pour cela qu'on le fusille sur la route menant au village de Cadelbosco (Reggio Emilia). La sœur Ondina Davoli reconnaît son corps défiguré à l'aide d'une cicatrice qu'il a au menton. Dans la même exécution on exécute aussi : Luigi Rigolli, Tito Di Parma, Amedeo Rossi, Salvatore et Andrea Garilli de la ville de Piacence, Medardo Pagliani et Fermo Pedrazzoli du village de Correggio, Ferruccio Ferrari, Erio Benassi. Les cadavres, contrairement à la pratique habituelle, ne sont pas abandonnés, mais cachés dans une chapelle du cimetière de Cadelbosco Sotto. On ignore le motif de ce massacre, réalisé de manière quasi clandestine.

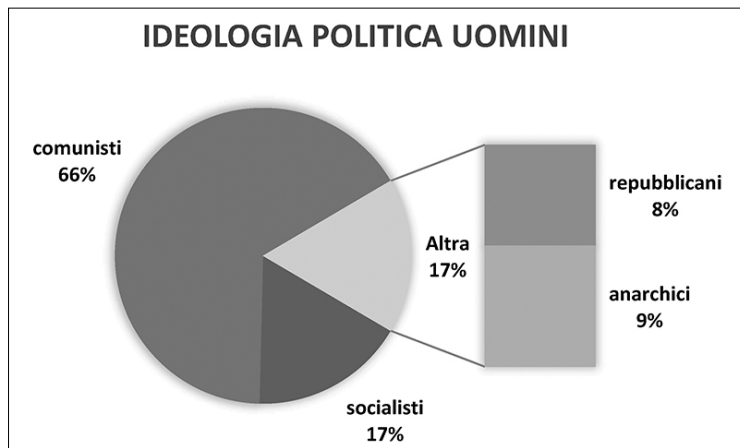
Annexe n. 3 au Chapitre 3
Données statistiques



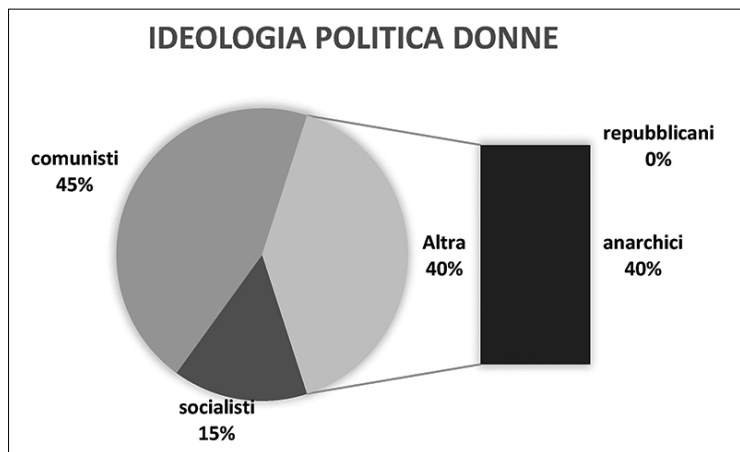
*Composition de l'échantillon :
 femme / homme*



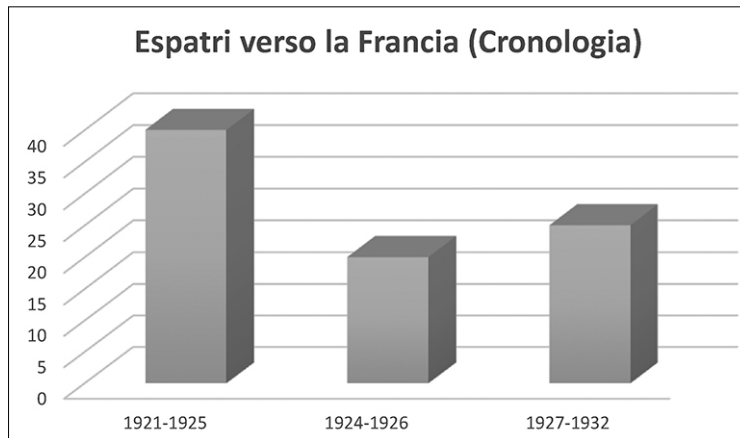
*Éducation :
 femmes / hommes
 école élémentaire (Vème année)
 école supérieure (baccalauréat)
 maîtrise*



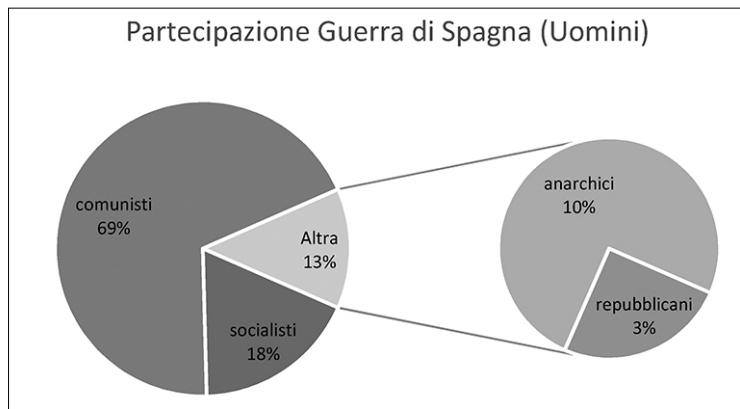
Idéologie politique - hommes :
communistes / républicains / anarchistes / socialistes / autre



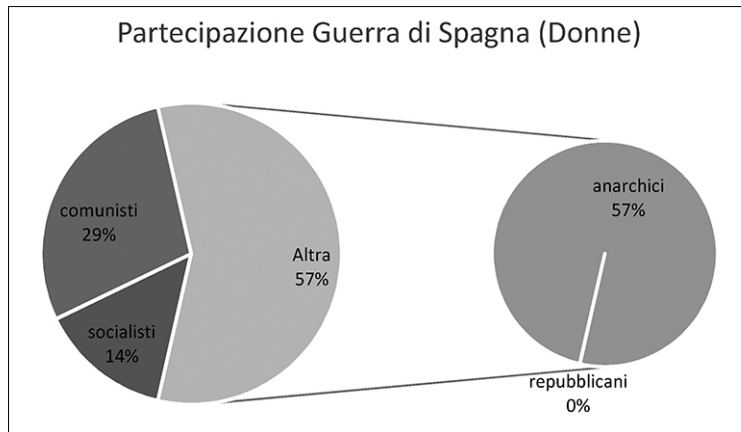
Idéologie politique - femmes :
communistes / républicaines / anarchistes / socialistes / autre



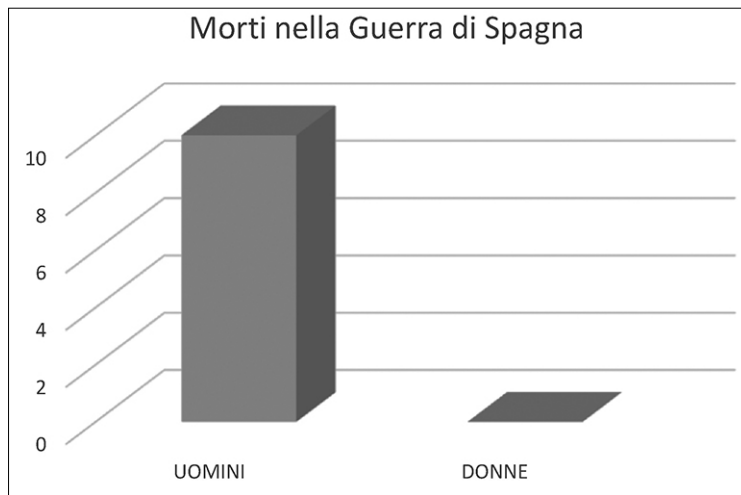
Expatriations vers la France (Chronologie)



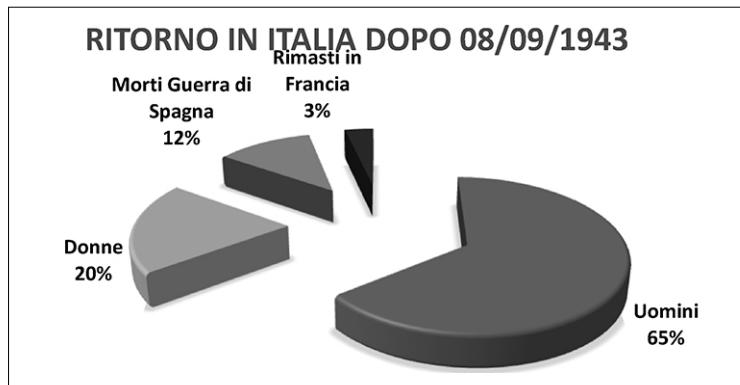
Participation à la guerre d'Espagne (hommes) :
communistes / anarchistes / socialistes / républicains / autre



Participation à la guerre d'Espagne (femmes) : communistes / anarchistes / socialistes / républicaines / autre



Morts dans la guerre d'Espagne : hommes / femmes



*Le retour en Italie après le 8 septembre 1943 :
morts dans la guerre d'Espagne / individus restés en France
total femmes / total hommes*



*La participation à la Résistance en Italie après le 8 septembre 1943 :
républicains / anarchistes / socialistes / communistes*

Notes

Notes à l'Introduction

¹ Cesare Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, Milano, Società tipografica dei classici italiani, 1821, p. 75. (trad. française : *Des délites et des peines*, extrait du chapitre XXXV. "Des ssiles", www.institutcoppet.org, 2011).

² L'émigration est un phénomène caractéristique de l'histoire italienne ; de manière spéculaire la France est, depuis très longtemps, une des destinations privilégiées de la part des émigrants italiens. Piero Bevilacqua, Andreina De Clementi, Emilio Franzina, *Introduzione*, in *Storia dell'emigrazione italiana, Partenze*, Roma, Donzelli, 2001, p. 11; Paola Corti, *L'emigrazione italiana in Francia: un fenomeno di lunga durata*, Rivista «Altreitalia», 26, 2003, p. 4-24; Pierre Milza, *Voyage en ritalie*, Paris, Payot, 2005; Michael Dreyfus, Pierre Milza, *Un siècle d'immigration italienne en France (1850-1950)*, Paris, CEDEI, 1987.

³ Émile Témime, « Émigration politique et émigration économique », in *L'émigration politique en Europe aux XIX^e et XX^e siècles*, Rome, École française, 1991. À propos de l'attitude des autorités du pays d'accueil vis à vis des immigrés, qu'ils soient économiques ou politiques, Émile Témime souligne que « *les réponses sont très diverses. Mais elles sont presque toujours dictées par les intérêts économiques. Il importe avant tout de rentabiliser l'immigration* ». Lire aussi l'essai de Patrick Weil, *La France et ses étrangers*, Préface de Marceau Long, Paris, Fondation Saint-Simon-Calmann-Lévy, 1991.

⁴ Pier Giorgio Ardeni, *Dagli Appennini allo Spoon River. Storie dell'emigrazione dalla montagna bolognese e modenese verso l'America tra Ottocento e Novecento*, Bologna, Edizioni Gente di Gaggio, 2011. Dans son essai, l'auteur a reconstruit les événements de l'émigration d'une communauté émilienne de l'Apennin de Bologne et de Modène dans les villages miniers de l'Illinois. L'origine de la recherche a été pour Pier Giorgio Ardeni l'expatriation de son grand-père Vittorio aux États-Unis en 1901 à la suite d'un flux migratoire qui, entre 1876 et 1915, fait migrer des familles de l'Apennin émilien vers les prairies de l'Illinois. Le grand-père Vittorio Ardeni n'était pas, donc, un cas isolé d'émigration, mais un élément d'un véritable exode des vallées de l'Apennin émilien vers les froides prairies de l'Illinois traversées par le fleuve Spoon River. Le gros de cette émigration est constitué de paysans restés sans terres, d'artisans sans travail. Ils se dirigent surtout aux États-Unis et en Amérique du Sud qui devient la terre promise... des rêves et des espoirs...

⁵ Carmela Maltone, *Exil et identité : les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest (1924-1940)*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2006, p. 217-218.

⁶ L'exil est une forme d'émigration, motivée par des raisons politiques (au sens large du terme), qui présente des caractéristiques particulières et qui se distingue ainsi d'autres formes d'émigration. Cette distinction est utile et

même nécessaire, mais elle ne peut toutefois pas être tracée de manière nette, parce que, dans la réalité, les deux types de migration italienne sont souvent liés et se recourent au moins partiellement. Bertolt Brecht – a écrit Ralph Schor dans son essai *Écrire en exil* – refusait que les membres de cette catégorie, à laquelle il appartenait, fussent qualifiés d'émigrants ; il se sentait expulsé, banni, proscrit par une autorité brutale : « J'ai toujours trouvé faux le nom qu'on nous donnait : émigrants. Le mot veut dire expatriés ; mais nous ne sommes pas partis de notre gré. Pour librement choisir une autre terre ; nous n'avons pas quitté notre pays pour vivre ailleurs. Toujours s'il se pouvait. Au contraire nous avons fui. Nous sommes expulsés, nous sommes des proscrits. Et le pays qui nous reçut ne sera pas un foyer mais l'exil ». In Bertolt Brecht, *Sur le sens du mot émigrant, 1937*, in *Poèmes 4, 1934-1941*, L'Arche, Paris, 1966. Cf. in Ralph Schor, *Écrire en exil. Les écrivains étrangers en France 1919-1939*, Paris, CNRS éditions, 2013, p. 8.

⁷ Carmela Maltone, *Exil et identité : les antifascistes italiens...*, p. 217-220.

⁸ Récit autobiographique de Felice Oleari de Cavriago (Reggio Emilia) in Antonio Canovi, *Argenteuil, creuset d'une Petite Italie. Histoire et mémoire d'une migration*, Pantin, Le Temps des Cerises, 2000, p. 229-230.

⁹ Giovanni Bertolini, *Récit autobiographique*. Interview audiovisuelle réalisée à Reggio Emilia auprès de l'Istituto per la Storia della Resistenza e della Società Contemporanea par Antonio Torrenzano (mois d'avril 1997). Fichier de Giovanni Bertolini près du ACS., CPC, *Unità archivistica BUSTA 575*, estremi cronologici 1932-1942. *Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato al Tribunale speciale. Comunista, elettricista*.

¹⁰ Émile Témime, « Émigration politique et émigration économique »..., p. 58. Émile Témime souligne que « dans l'exil politique, chaque individu représente un cas à part et suit la trajectoire particulière qu'il lui convient de entreprendre et, puis, de justifier. L'étude de ces trajectoires est, en effet, très convaincante et même indispensable pour comprendre le phénomène dans ensemble ».

¹¹ En ce qui concerne le *réfugié*, le simple fait d'appartenir à un groupe discriminé, persécuté ou en danger peut expliquer son départ forcé. Là aussi, cependant, on est de nouveau dans l'impossibilité de tracer une distinction nette, parce que tout dépend de ce qu'on considère comme *politique*. Lire également Bruno Groppo, *Entre immigration et exil : les réfugiés politiques italiens dans la France de l'Entre-deux-guerres*, «Matériaux pour l'histoire de notre temps», 44, octobre-décembre 1996, p. 27-35.

¹² Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien 1919-1945*, Paris, éd. Du Seuil, 1980, p. 371-373.

¹³ La France, pays voisin aux frontières perméables, liée à l'Italie par des filières de migrations familiales et professionnelles, devient le premier pays européen d'établissement de migrants italiens. Pierre George, *L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 : aspects démographiques et sociaux*, In *Les Italiens en France de 1914 à 1940*. Sous la direction de Pierre Milza, Rome, École française de Rome, 1986. p. 45-67. (Publications de l'École française

de Rome, 94). Voir aussi Istituto Centrale di Statistica (ISTAT), *Statistiche storiche dell'Italia (1861-1965)*, Roma, 1968.

¹⁴ Pierre George, *L'immigration italienne en France de 1920 à 1939: aspects démographiques et sociaux...*, p. 45-67

¹⁵ Carmela Maltone, *Exil et identité : les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest (1924-1940)...*, p. 212-213.

¹⁶ Marie-Anne Matard-Bonucci, *L'Italie fasciste et la persécution des Juifs*, Paris, Perrin, 2007, p. 5-6.

¹⁷ Olivier Wieviorka, *Histoire de la Résistance (1940-1945)*, Paris, Perrin éditions, 2013.

¹⁸ Pierre Milza, « L'immigration italienne en France d'une guerre à l'autre », in (sous la dir. de), *Les italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986, p. 15-17.

Notes à : Première Partie.

Aux origines de l'antifascisme dans la région Émilie Romagne

¹⁹ Carmela Maltone, *Exil et identité : les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest (1924-1940)*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2006, p. 217-220.

²⁰ Pierre Milza/Serge Berstein, *Le fascisme italien 1919-1945*, Paris, Seuil, 1980, p. 371-373.

²¹ Récit autobiographique de Felice Oleari de Cavriago (Reggio Emilia) in Antonio Canovi, *Argenteuil, creuset d'une Petite Italie. Histoire et mémoire d'une migration*, Pantin, Le Temps des Cerises, 2000, p. 229-230.

²² « La grève nationale du septembre 1904 dura trois jours dans toute la péninsule. La dissension entre la bourgeoisie italienne et les classes rurales et prolétariennes commença à apparaître inconciliable ». Fabio Bertini, *Le parti e le controparti : le organizzazioni del lavoro dal Risorgimento alla liberazione*, Milano, Franco Angeli, 2004, p. 150-151.

²³ ACS, Min. Interno, Dir. Gen. Aff. Pol., Div. Statistica, années 1900-1915. À lire Elisabetta Ariotti, « Un sondaggio sugli archivi delle società di soccorso in Emilia-Romagna », in Aa.Vv., *Le società di Mutuo soccorso italiane ed i loro archivi*, Roma, Ministero per i Beni culturali, Archivio Centrale dello Stato, 1999, p. 110-123. URL : http://151.12.58.123/dgagaeta/dga/uploads/documents/Saggi/Saggi_49.pdf.

²⁴ ACS, Min. Interno, Dir. Gen. Aff. Pol., Div. Statistica, années 1900-1915. *Le développement des Case del Popolo* (Maisons du Peuple), est d'une part un instrument d'intégration de la base électorale au sein des instances politiques, culturelles, syndicales du Parti socialiste ; d'autre part un endroit récréatif et un symbole d'une classe en croissance. D'une nouvelle force sociale qui s'oppose aux anciennes structures administratives de la Maison de Savoie.

²⁵ ACS, Min. Interno, Dir.Gen. Aff.Pol., Div. Statistica, 1900-1915. « Les sections socialistes – écrit Manuela Martini – se diffusent rapidement dans les campagnes padanes, surtout après 1892, date de la fondation du parti.

Physiquement concentrées dans un même lieu, les *maisons du peuple* (la première est fondée en 1893 en Émilie) deviennent des repères incontournables pour les travailleurs dans l'espace rural. En outre, l'adoption de la symbolique internationaliste par le mouvement paysan permet plus particulièrement de rendre visible et de faire partager la socialité alternative dans l'espace public. Cette symbolique s'exprime à travers des formes de communication renouvelées (les chants populaires, les bals et les fêtes) et de nouveaux rituels politiques: les banquets électoraux, les fêtes d'inauguration de sections nouvelles ou encore les célébrations du premier mai ». Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », in *Ruralia* [En ligne], n. 16/17 | 2005, p. 13-14. URL : <http://ruralia.revues.org/1072>.

²⁶ Aa.Vv., *Le società di Mutuo soccorso italiane ed i loro archivi...*, p. 110-155.

²⁷ Franco Cazzola, « La pluriactivités dans les campagnes italiennes : problèmes d'interprétation », in Gilbert Garrier-Ronald Hubscher (sous la dir), *Entre faucilles et marteaux. Pluriactivités et stratégies paysannes*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1988, p. 26-27. Voir également les statistiques de la Région Emilia-Romagna, Ass. Reg. Agricoltura, *ufficio statistico*, années 1900-1915.

²⁸ Antonio Canovi, « Case comuni. Osservazioni sull'invenzione del socialismo tra Gand e Massenzatico », in Antonio Canovi, Marco Fincardi, Roberta Pavarini, Mauro Poletti, Renzo Testi (a cura di), *Di nuovo a Massenzatico. Storie e geografie della cooperazione e delle case del popolo...*, p. 231-247.

²⁹ Tito Menzani, « Cooperative », in Aa.Vv., *Fascismo e società italiana. Temi e parole-chiave* (a cura di Carlo De Maria), Bologna, Bradypus, 2016, p. 150.

³⁰ Marco Scavino, « Contadini » in *Dizionario della Resistenza*, a cura di Enzo Collotti, Renato Sandri, Frediano Sessi, Torino, Einaudi, Volu. II, 2001, p. 267.

³¹ L'évolution historique du fascisme italien a connu plusieurs étapes successives : il y a eu le 'fascisme *sansepolcrista*', entre le printemps 1919 et le printemps 1920 ; le 'fascisme *squadrista*', de la moitié de l'année 1920 à l'automne 1922 ; puis la phase liée à la Marche sur Rome et à la nomination de Benito Mussolini au gouvernement de l'Italie, en octobre 1922, de la part du roi Vittorio Emanuele III. Ce premier fascisme au pouvoir expérimente encore les pratiques illégales de ses escouades dans les provinces italiennes en les mêlant aux rituels libéraux de conduite du gouvernement national. Cette période dure entre le mois d'octobre 1922 et 1926. Puis, le régime devient antidémocratique, totalitaire et puis raciste de 1926 à sa chute en 1943. Enfin, on arrivera à la République sociale de Salò, caricature vaudevillesque du régime du temps de sa splendeur.

³² Pierre Milza, Serge Bernstein, *Le fascisme italien (1919-1945)*, Paris, Seuil, 1980, p. 99-100.

³³ Les ligues agraires veillent à ce que le travail et les conditions d'embauche des ouvriers agricoles soient également répartis entre les *braccianti* et que

leurs salaires soient suffisants payés pour vivre dignement. Les ligues ont réussi à fixer les conditions d'embauche, ainsi que le nombre d'ouvriers à employer par hectare.

³⁴ Pierre Milza, Serge Berstein, *Ibidem*, p. 101.

³⁵ Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità della Resistenza*, Torino, Bollati Boringhieri, 1991.

³⁶ La répression du régime fasciste exercée contre toute opposition, surtout après 1926, est systématique et capillaire, mais elle n'est pas comparable, à celle exercée par les nazis en Allemagne. Des marges survivent donc pour l'action clandestine qui trouve chez les communistes son expression la plus combattive.

Notes au Chapitre 1

³⁷ L'Émilie prend son nom de l'antique Via Aemilia construite par le consul romain Marcus Aemilius Lepidus. Au moment de l'unité d'Italie, pour éviter la création d'une Lombardie trop puissante, la Maison royale de Savoie créa entièrement le concept d'Émilie (réhabilitant pour l'occasion le nom de l'ancienne région augustea). Les principaux anciens États inclus dans la région sont le duché de Modène et de Reggio, le duché de Parme et de Plaisance et le duché de Ferrare ; Bologne a été un temps une ville frontière entre la Lombardie et Romagne. Les limites géographiques de l'Émilie sont : à l'est les fleuves Sillaro et Reno, qui la séparent de la Romagne, au nord le Pô, qui la sépare de la Lombardie, et au sud les crêtes des Apennins qui la distinguent de la Toscane. Elle comprend les provinces de Plaisance, Parme, Reggio Emilia, Modena, Ferrare et de Bologne. In M. Montanari, M. Ridolfi, R. Zangheri, *Storia dell'Emilia Romagna*, Vol. 2 : *Dal Seicento a oggi*, Roma, Laterza, 2004.

³⁸ Romagne est le mot que les Romains employaient pour désigner la région proche de Ravenne. En 1815, le Congrès de Vienne restitue la Romagne aux États pontificaux rétablissant le statu quo. Contre le pouvoir pontifical rétabli, des sociétés secrètes jacobines d'obédience maçonnique s'organisent et prennent part aux émeutes de 1820, 1830-31 et 1848. L'action de Giuseppe Mazzini et de Giuseppe Garibaldi trouvent en Romagne un terrain favorable à leur politique. La franc-maçonnerie romagnole s'emploie dans le Risorgimento surtout du côté républicain. En 1859 le Royaume de Sardaigne occupe militairement les quatre Légations pontificales Bologne, Ferrare, Ravenne et Forli. Les protestations du pape sont sans effet car l'opération a déjà obtenu l'acceptation de la France. En 1860, le royaume de Sardaigne organise des plébiscites qui ont lieu le 11 et 12 mars. Les Légations de Ravenne et Forli deviennent des provinces. Ravenne est privée de la circonscription d'Imola, qui est annexée à la province de Bologne. Voir : M. Montanari, M. Ridolfi, R. Zangheri, *Storia dell'Emilia Romagna*, Vol. 2, Roma, Laterza, 2004. Sur la Romagne, lire également l'essai de Friedrich Vochting, *La Romagna : braccianti e contadini*, a cura di Pietro Albonetti, Ravenna, Longo, 2000.

³⁹ Sur l'industrialisation de la région, depuis la Seconde Guerre mondiale, lire l'essai de l'économiste Edmondo Berselli, *Quel gran pezzo dell'Emilia. Terra di comunisti, motori, musica, bel gioco, cucina grassa e italiani di classe*, Milano, Mondadori, 2004. Sur le rôle de districts industriels dans le développement économique italien après 1945, Luciano Segreto, « Le regroupement districtal dans l'industrialisation italienne après 1945 », *Revue Méditerranée* [En ligne], 106 | 2006, mis en ligne le 17 octobre 2008. URL : <http://mediterranee.revues.org/422>. Sur les petites et moyennes industries de l'Émilie Romagne, Lise Coulet, « La fabrique diffuse en Émilie Romagne », *Revue Méditerranée*, deuxième série, tome 34, 4, 1978, p. 13-25. URL : http://www.persee.fr/doc/medit_0025-8296_1978_num_34_4_1795. Sur les petites entreprises à spécialisation flexible, voir notamment Vittorio Capecchi, Giovanni Costa, Annie Novelli, « Formation professionnelle et petite entreprise : le développement industriel à spécialisation flexible en Émilie Romagne », *Formation Emploi*, 19, 1987, p. 3-18. URL : http://www.persee.fr/doc/forem_0759-6340_1987_num_19_1_1217. Sur le modèle économique Émilien, Nicola Bellini, Mohammed-Said Darvich, Emmanuel Négrier, « Politique industrielle en Émilie-Romagne : un modèle en quête de son avenir », *Pôle Sud*, 5, 1996, p. 117-131; URL : http://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_1996_num_5_1_951.

⁴⁰ « La construction de l'État unitaire affronte, et par conséquent, rencontre des forces d'inertie et parfois même des contre-pouvoirs, dans le cas spécifique du processus : le développement des autonomies, sept corps diplomatiques, sept classes dirigeantes, sept armées qui doivent se résoudre en un seul. En 1864, par exemple, Turin cédera à contrecœur – entre résistances et manifestations sanglantes – son rôle provisoire de capitale à Florence ». In Mario Isnenghi (sous la direction de), *L'Italie par elle-même. Lieux de mémoire italiens de 1848 à nos jours*, Paris, Rue D'Ulm, 2006, p. 34-35. Voir également Roberto Finzi (a cura di), *Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità ad oggi. L'Emilia-Romagna*, Torino, Einaudi, 1997, p. 53-123.

⁴¹ « Dans certaines zones de la plaine du Pô (Émilie Romagne, Vénétie, basse Lombardie), où l'investissement capitaliste a créé de nouvelles terres grâce au drainage et à l'irrigation, finit pour se concentrer entre XIX^e et XX^e siècle, une masse énorme de prolétariat agricole (manouvriers : braccianti) lié à la culture à grande échelle des céréales qui se met en place dans les grandes exploitations à gestion capitaliste [...]. Cette masse de prolétariat rural pratiquait en outre d'autres mille métiers, parmi lesquels les plus communs étaient ceux de maçon, de boulanger, de pêcheur, de tailleur de roseaux dans les marais et de fabriquant de nattes, de paniers et de corbeilles, et d'ouvrier de l'industrie du sucre. Mais une forme structurelle de pluriactivité de la plaine du Pô était constituée par les travaux hydrauliques. La 'construction de la campagne' a été dans toute la basse vallée du Pô la forme véritable, principale et souvent exclusive de pluriactivité qui a permis le maintien d'un prolétariat rural aussi important en marge de l'exploitation agricole capitaliste consacrée en priorité à la céréaliculture. Les travaux d'irrigation, de canalisation des rivières, le creusement des canaux, l'entretien et la multiplication des réseaux d'écoule-

ment des eaux, n'étaient pas des travaux à proprement parler agricoles, mais ils restaient cependant des formes de pluriactivité étroitement liées à l'exercice et à la survie de l'agriculture capitaliste». In Gilbert Garrier, Ronald Hubscher, *Entre faucilles et marteaux. Pluriactivités et stratégies paysannes*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1988, p. 26-27.

⁴² Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », in *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 1^{er} juillet 2009, consulté le 2 octobre 2016. URL : <http://ruralia.revues.org/1072>.

⁴³ Andrea Costa (né à Imola le 30/11/1851, décédé dans la ville natale le 10/01/1910), parmi les fondateurs du Parti socialiste en Italie. Leader du parti socialiste de Romagne, élu en 1882 premier député socialiste au Parlement du Royaume d'Italie.

⁴⁴ À Ravenne, la première coopérative de travailleurs agricoles voit le jour en 1883 par un groupe de jeunes socialistes qui se lancent dans la fondation de nouveaux sujets économiques. Ces premières organisations syndicales et coopératives qui surgissent en Émilie Romagne, seront bientôt imitées, entraînant une diffusion en tache d'huile, dans le nord de la péninsule. Ce processus est bien illustré par l'essai de Guido CRAINZ, *Padania. Il mondo dei braccianti dall'Ottocento alla fuga dalle campagne*, Rome, Donzelli, 1994.

⁴⁵ «Il est cependant nécessaire de regarder un peu plus en arrière, afin de bien comprendre quelle était la situation à cette période. Une tendance libre-échangiste est partie du Royaume-Uni, où les droits à l'importation des céréales (les « Corn Laws ») sont abolis en 1846. Le Royaume-Uni, cherchant à gagner d'autres pays à la cause du libre-échange, trouve un allié en France : en 1860, Napoléon III, malgré l'opposition du Parlement français, signe le Traité de Commerce franco-britannique. D'autres accords entre les pays européens suivent, qui, par le jeu du principe de la « Nation la plus favorisée » ont pour résultat de réduire ou d'abolir les droits de douane sur presque tous les courants d'échanges, y compris les produits agricoles. Les céréales, notamment, deviennent exemptes de droits dans presque tous les pays ». Michael Tracy, « L'évolution des politiques agricoles », in *Revue Économie rurale*, 71, 1967, p. 27-36. URL : www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1967_num_71_1_1961.

⁴⁶ « Les pays européens choisissent alors des voies différentes. La France et l'Allemagne, notamment, adoptent le protectionnisme. Le Royaume-Uni maintient, malgré tout, sa politique de libre-échange. Le Danemark, et dans une certaine mesure, les Pays-Bas procèdent à une adaptation profonde de leur agriculture, l'Italie à une restructuration remarquable de l'agriculture italienne. Ces différentes politiques ont exercé une influence profonde sur l'évolution ultérieure du secteur agricole ». Michael Tracy, « L'évolution des politiques agricoles », in *Économie rurale...*, p. 27-36.

⁴⁷ La crise économique de 1882-1883 est le propulseur de la consolidation de deux grands mouvements politiques : le socialisme et l'anarcho-syndicalisme qui accompagnent dans la plaine du Pô la montée de la prise de conscience de classe. Willy Gianinazzi, « Le syndicalisme révolutionnaire en Italie (1904-1925). Les hommes et les luttes », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellec-*

tuelle, vol. 24, 1, 2006, p. 95-121. URL : <https://www.cairn.info /revue-mil-neuf-cent-2006-1-page-95.htm>.

⁴⁸ Dans certaines provinces, la productivité de la terre par hectare augmente de 30 % en 20 ans. En 1890-1894, on produit en moyenne à Ferrare 13,03 quintaux de blé par hectare, alors qu'en 1870-1874 la moyenne était de 10,65 quintaux par hectare. Voir l'étude de Giorgio Porosini, *Risultati di una ricerca sulle rese del frumento in Italia*, Bologne, Université de Bologne, 1978, p. 9.

⁴⁹ Dans les années 1960, Giuliano Procacci, reprenant les études d'Emilio Sereni, a affirmé que « la désagrégation du monde rural 'traditionnel' sous l'impulsion du capitalisme aurait transformé les paysans en salariés sans aucun lien avec la terre. Ceux-ci, dans cette perspective, n'auraient dû avoir aucun désir d'accéder à la propriété individuelle, à l'instar des ouvriers avec leurs usines. Et comme ces derniers, les salariés agricoles décrits par Procacci auraient utilisé consciemment les outils modernes de la lutte des classes, grève et boycottage notamment, à travers des organisations syndicales proposant de plateformes de revendication collective de portée supra-locale ». In Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », in *Revue Ruralia...*, p. 15. À lire de même Giuliano Procacci, *La lotta di classe in Italia agli inizi del secolo XX*, Roma, Editori Riuniti, 1960.

⁵⁰ « La grève nationale du septembre 1904 dura trois jours dans toute la péninsule. La dissension entre la bourgeoisie italienne et les classes rurales et prolétariennes commença à apparaître inconciliable ». Fabio Bertini, *Le parti e le controparti : le organizzazioni del lavoro dal Risorgimento alla liberazione*, Milano, Franco Angeli, 2004, p. 150-151.

⁵¹ ACS, Min. Interno, Dir. Gen. Aff. Pol., Div. Statistica, années 1900-1915. À lire Elisabetta Ariotti, « Un sondaggio sugli archivi delle società di soccorso in Emilia-Romagna », in Aa.Vv., *Le società di Mutuo soccorso italiane ed i loro archivi*, Roma, Ministero per i Beni culturali, Archivio Centrale dello Stato, 1999, p. 110-123. URL : http://151.12.58.123/dgagaeta/dga/uploads/ documents/Saggi/Saggi_49.pdf.

⁵² ACS, Min. Interno, Dir. Gen. Aff. Pol., Div. Statistica, années 1900-1915. Le développement des Case del Popolo (Maisons du Peuple), est d'une part un instrument d'intégration de la base électorale au sein des instances politiques, culturelles, syndicales du Parti socialiste ; d'autre part un endroit récréatif et un symbole d'une classe en croissance. D'une nouvelle force sociale qui s'oppose aux anciennes structures administratives de la Maison de Savoie.

⁵³ ACS, Min. Interno, Dir.Gen. Aff.Pol., Div. Statistica, 1900-1915. « Les sections socialistes – écrit Manuela Martini – se diffusent rapidement dans les campagnes padanes, surtout après 1892, date de la fondation du parti. Physiquement concentrées dans un même lieu, les maisons du peuple (la première est fondée en 1893 en Émilie) deviennent des repères incontournables pour les travailleurs dans l'espace rural. En outre, l'adoption de la symbolique internationaliste par le mouvement paysan permet plus particulièrement de rendre visible et de faire partager la socialité alternative dans l'espace public.

Cette symbolique s'exprime à travers des formes de communication renouvelées (les chants populaires, les bals et les fêtes) et de nouveaux rituels politiques les banquets électoraux, les fêtes d'inauguration de sections nouvelles ou encore les célébrations du premier mai ». Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », in *Ruralia* [En ligne], n. 16/17 | 2005, p. 13-14. URL : <http://ruralia.revues.org/1072>.

⁵⁴ Alors que, dans les premières années du siècle, Milan est reconnue comme la capitale du prolétariat italien, donc la capitale du travail et de la nouvelle aristocratie industrielle (à l'opposé de Rome, ville monarchiste et papale), l'Émilie Romagne représente le symbole d'une vie laborieuse, mais aussi d'innovation, de combattivité, d'aptitude à l'organisation et à l'associationnisme. Pour beaucoup de monde, la région s'approche non seulement d'un socialisme annoncé, mais de la concrétisation de celui-ci à l'œuvre d'activistes tels que Camillo Prampolini, Andrea Costa et Nullo Baldini. Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », Revue *Ruralia*, Ibidem, p. 16-17.

⁵⁵ Aa.Vv., *Le società di Mutuo soccorso italiane ed i loro archivi...*, p. 110-155.

⁵⁶ Franco Cazzola, « La pluriactivités dans les campagnes italiennes : problèmes d'interprétation », in Gilbert Garrier-Ronald Hubscher (sous la dir), *Entre faucilles et marteaux. Pluriactivités et stratégies paysannes*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1988, p. 26-27. Voir également les statistiques de la Région Emilia-Romagna, Ass. Reg. Agricoltura, ufficio statistico, années 1900-1915.

⁵⁷ La Fédération nationale des travailleurs de la terre (Federterra) est fondée à Bologne en 1901. À partir de 1905, une nouvelle phase s'ouvre grâce à l'action énergique d'Argentina Altobelli, nouvelle secrétaire générale. La Fédération adhère à la Confédération générale du travail nouvellement créée en 1906, et entame une nouvelle série d'actions syndicales, notamment en Émilie, en 1906-1908 et 1911-1913. Elles ne sont pas toujours couronnées de succès, mais étoffent pourtant les rangs des inscrits et procurent à la Fédération une assise stable, composée principalement de journaliers et, dans une moindre mesure, de colons et métayers. À partir de 1905 et jusqu'à la veille de la guerre, la Fédération pourra ainsi compter sur quelques 150.000 inscrits, ce qui la place au premier rang des organisations syndicales agraires en Europe. Vori : Renato Zangheri, *Lotte agrarie in Italia : la Federazione nazionale dei lavoratori della terra, 1901-1926*, Milano, Feltrinelli, 1960, p. 402-403.

⁵⁸ À la fin de 1904, la gauche révolutionnaire du Parti socialiste italien commence à invoquer le « syndicalisme révolutionnaire », en se référant au mouvement français de Sorel. Arturo Labriola, mentor de cette mouvance naissante, connaît bien la France pour y avoir été en exil (1898-1899) tout comme l'œuvre de Sorel qu'il cite souvent. En 1903, il a publié, dans son hebdomadaire milanais *Avanguardia socialista*, la brochure très ouvriériste sur

L'avenir socialiste des syndicats. De nombreuses grèves spontanées se déroulèrent avec succès en 1901 et 1902. Le mouvement paysan (composé de salariés et de métayers) prend son envol, surtout en Émilie. En septembre 1904, le déclenchement d'une impressionnante grève spontanée à la suite de deux nouveaux massacres, en Sardaigne et en Sicile, donne des ailes aux partisans de Labriola. Deux ans après, en 1907, la scission du mouvement qui a surgi en sein du parti socialiste. In Willy Gianinazzi, « Le syndicalisme révolutionnaire en Italie (1904-1925). Les hommes et les luttes », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, vol. 24, no. 1, 2006, p. 95-121.

⁵⁹ Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste*, Paris, Tallandier, Texto, 2011, p. 24-25.

⁶⁰ Début juin 1914, un mouvement de protestation se propage dans toute l'Italie à partir d'Ancône (semaine rouge). La guerre coloniale menée en Libye, de 1912 à 1913, a entraîné une mobilisation antimilitariste de la part de l'aile radicale des socialistes, ainsi que des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires. Des comités contre les bataillons disciplinaires, où étaient envoyés les soldats récalcitrants, sont créés. C'est dans ce contexte que se produisent les deux épisodes qui vont mettre le feu aux poudres : le soldat Augusto Masetti, qui avait tiré sur son colonel, est jugé fou et interné dans un asile pénitentiaire, tandis que le syndicaliste révolutionnaire Antonio Moroni est envoyé dans un bataillon disciplinaire pour ses idées antimilitaristes. Le 7 juin 1914, un meeting de soutien aux deux soldats a lieu à Ancône : le militant anarchiste Errico Malatesta, Pietro Nenni (alors républicain, mais qui va devenir un dirigeant socialiste), et d'autres militants prennent la parole devant une foule nombreuse. À la fin du meeting, alors que la foule s'organisait en cortège, l'armée du royaume d'Italie tire en tuant trois manifestants. L'indignation devant ces morts embrasa la ville : en quelques heures, Ancône tombe aux mains des manifestants, qui forment un comité révolutionnaire. La nouvelle fait rapidement le tour du pays et dans des dizaines de villes d nord de l'Italie un mouvement de grève commence, ponctué de violents combats de rues.

⁶¹ Pierre Milza, *Histoire de l'Italie. De l'origine à nos jours*, Paris, Fayard, 2005, p. 601-602.

⁶² Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », in *Ruralia* [En ligne], ..., p. 16-17.

⁶³ « Dans le domaine rural émilien et de la Romagne, les femmes célibataires et celles mariées travaillent indifféremment comme salariées ». In Manuela Martini, « Oltre il salario. L'apporto delle donne ai bilanci delle famiglie bracciantili nell'Emilia orientale del primo Novecento », *Quaderni di Discipline Storiche*, n. 11, Université de Bologne, Bologne, CLUEB, 1997, p. 208.

⁶⁴ Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », *Ibidem*, p. 16.

⁶⁵ Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pou-

voir »..., p. 8.

⁶⁶ « En 1914, les neutralistes représentent l'immense majorité du peuple italien, ainsi que les formations politiques les plus importantes. Nombre de catholiques, par conformité au neutralisme du Saint-Siège [...]. Les socialistes, qui dans la logique de leur internationalisme dénoncent le caractère impérialiste de la guerre. Enfin, la majorité parlementaire, représentative de la bourgeoisie libérale et sur laquelle Giolitti exerce toujours une influence prépondérante. Les interventionnistes représentent une coalition minoritaire mais agissante, dominée par deux courants principaux. Les nationalistes, soutenus par certains milieux d'affaires, pour lesquels l'essentiel est de ne pas demeurer absent d'un conflit où va se dessiner le sort de l'Europe [...]. La gauche républicaine et radicale ainsi que les socialistes réformistes ont des motivations différentes. Ils sont irrédentistes, donc, hostiles à l'Autriche par fidélité au combat du Risorgimento et ils voient dans l'intervention le moyen de soutenir la démocratie française contre les Empires centraux autoritaires et réactionnaires. Plusieurs groupes, peu nombreux, se rattachent à ces deux tendances : les futuristes, quelques syndicalistes révolutionnaires, les socialistes dissidents inspirés par Benito Mussolini ». Pierre Milza, *Histoire de l'Italie. De l'origine à nos jours...*, p. 621-626.

⁶⁷ Sur le marchandage extraordinaire de l'entrée en guerre de l'Italie, Pierre Milza écrit : « Dès les premiers jours de la guerre, l'Italie a engagé de négociations avec les deux camps cherchant à faire monter les enchères. Devant le refus autrichien de céder à leur alliée les terres irrédentes, le gouvernement italien finit par conclure avec les Franco-Britanniques le traité de Londres (26 avril 1915) qui promet à l'Italie, pour prix de son intervention, outre le Trentin et Trieste, une partie du littoral dalmate, l'Istrie, ainsi que des possessions outre-mer ». Pierre Milza, *Ibidem*, p. 626.

⁶⁸ Antifasciste de la première heure, persécuté pour ses convictions, Emilio Lussu (1890-1975) est aussi l'auteur d'un des plus beaux récits italiens sur la Grande Guerre, *Les Hommes contre*. Lussu raconte l'année 1916-1917 sur le front de guerre entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie. C'est en Suisse, dans un sanatorium de Davos où il se remettait d'une très méchante opération aux poumons, qu'Emilio Lussu a écrit en quelques mois *Les Hommes contre*, comme si la perspective de mourir avait fait resurgir dans sa mémoire des événements qui s'étaient déroulés vingt ans auparavant. Le titre original d'*Hommes contre* (Paris, Denoël, 2005, p. 24-25) est *Un anno sull'Altopiano*.

⁶⁹ Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste*, Paris, Tallandier, Texto, 2011, p. 60.

⁷⁰ « Au mois de mai 1919, il y a 316 mouvements de grève, plus de dix par jour! Tous les secteurs sont touchés et toutes les régions, des typographes aux métallurgistes, du Piémont à Naples. La situation est critique ». Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste...*, p. 60.

⁷¹ Max Gallo, *Ibidem*, p. 82-96.

⁷² La Fédération bolognaise sera le véritable bastion du mouvement tout au long de son histoire. Renato Zangheri, *Lotte agrarie in Italia : la Federazione nazionale dei lavoratori della terra (1901-1926)...*, p. 397-398.

⁷³ Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », in *Revue Ruraria...*, p.19-20.

⁷⁴ Renato Zangheri, *Lotte agrarie in Italia : la Federazione nazionale dei lavoratori della terra. 1901-1926*, Milano, Feltrinelli, 1960, p. 411-417.

⁷⁵ Le Squadrismo n'est pas une simple émanation du fascisme, mais plutôt l'aile militaire d'un mouvement dont l'aile politique est formée par les Faisceaux de Combat. Les Squadristi se retrouvent généralement autour d'un chef local, connu sous le nom de rais, choisis en raison de son charisme et qui, la plupart du temps, est un ancien combattant décoré. Notamment à la campagne, c'est un propriétaire terrien qui finance le Squadrismo qui se retrouve à la tête des escadrons. Le Squadrismo est un exemple de la brutalisation de la vie politique italienne après 1919, en utilisant des méthodes militaires au service d'objectifs politiques. Initiateur d'une guerre civile larvée, il préfigure sur bien des points, les mouvements paramilitaires, fourriers du totalitarisme, qui vont voir le jour en Europe à l'instar des Sections d'Assaut d'Hitler. Mimmo Franzinelli, *Squadristi, protagonisti e tecniche della violenza fascista 1919-1922*, Mondadori, Milano 2003, p. 71-73.

⁷⁶ « Aux élections politiques du 16 novembre 1919, le mouvement fasciste ne gagna pas et il n'obtint pas un numéro important de sièges parlementaires comme il espérait. À Milan, forteresse politique de Benito Mussolini, le mouvement fasciste avait obtenu moins de 5.000 votes électoraux. Seulement dans la ville de Trieste, le mouvement fasciste s'imposa ensemble aux nationalistes. Depuis cette défaite électorale nationale, le parti fasciste fait ouvertement recours à la violence ». Les premières actions des Squadristi fascistes ont lieu à Milan en 1919, mais également à Forli, Bologne. Les actions de ces Squadre qui s'en prennent physiquement aux personnes et aux bâtiments sont, selon la propagande fasciste, destinées à empêcher l'extension à l'Italie de la révolution bolchevique. Elle justifie donc cette violence comme une réponse à la violence et à l'agitation politique et sociale mise en œuvre par les socialistes et les anarchistes lors du 'Biennio Rosso'. In Patrizia Dogliani, *Il fascismo degli Italiani. Una storia sociale...*, p. 25.

⁷⁷ « Les problèmes et les violences – écrit Max Gallo – surgiront de nouveau dès 1919 et c'est dans les plaines du Pô, déchirées par les luttes entre agrariens et braccianti, que s'affirmera le fascisme ». Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste...*, p. 25.

⁷⁸ Si le Squadrismo agraire ne représente pas tous le fascisme, cette aile militaire du mouvement assure à Mussolini des soutiens financiers et une visibilité accrue sur la scène nationale. À la fin de 1920, le secrétaire des Faisceaux de combat, Ugo Pasella, annonce donc que l'objectif principal du fascisme est de renforcer son appareil paramilitaire, priorité stratégique absolue. En 1921, le fascisme dispose de bastions importants, notamment dans la vallée du Pô, autour de Bologne et Ferrare d'où il rayonne sur les centres secondaires. Aa.Vv., *Fascismo e antifascismo nella Valle Padana*, Bologna, CLUEB, 2007, p. 30-31.

⁷⁹ L'attaque au Palazzo d'Accursio de Bologne le 21 novembre 1920 marque

le début d'un déchaînement de violences, d'agressions et de destructions opérées par les milices fascistes. Dès 1914, la ville de Bologne est administrée par un maire socialiste Francesco Zanardi, appartenant au courant proche de la position maximaliste, qui appelle en 1920 à l'adhésion à l'Internationale communiste. Le 31 octobre 1920, Bologne voit la large victoire aux élections municipales de la liste socialiste conduite par Ennio Gnudi (58%) contre la liste de droite 'Paix et Liberté du Travail' incluant les faisceaux italiens de combat (26%). À la suite des résultats des élections locales, les Squadristi font savoir qu'ils empêcheront aux socialistes de hisser leur drapeau rouge sur l'Hôtel de ville lors de l'investiture du Conseil municipal, prévue pour la matinée du 21 novembre 1920. La présence d'un drapeau rouge sur la Torre degli Asinelli déclenche les hostilités. Les Squadristi, en rue Rizzoli et rue Archiginnasio, tentent de violer le cordon mis en place par la garde royale autour de la Piazza Nettuno et de Piazza Maggiore en provoquant les premières fusillades. À la fin de la journée, le nombre total des victimes s'élève à 11 morts et 58 blessés. Le Conseil municipal sera ensuite dissous et la ville gouvernée par le préfet Vittorio Ferrero.

⁸⁰ Max Gallo, Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste...*, p. 114.

⁸¹ Dans la province de Ferrare, les expéditions punitives des groupes fascistes sont nombreuses et facilitées par la conduite ambiguë du préfet Samuele Pugliese, qui, dans la période janvier-mai 1921, arrête 21 fascistes et 110 socialistes. À Bologne, les expéditions des gangs fascistes sont en nombre moins élevé à cause de l'action répressive du préfet Cesare Mori qui ordonne l'arrêt de 84 et fascistes et 52 socialistes. In Pietro Alberghi, *Il fascismo in Emilia Romagna. Dalle origini alla Marcia su Roma*, Modena, Mucchi, 1989, p. 57-59.

⁸² Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste...*, p. 115.

⁸³ Guido Craiz, *Padania. Il mondo dei braccianti dall'Ottocento alla fuga dalle campagne...*, p. 185.

⁸⁴ Aa.Vv., *Fascismo e antifascismo nella Valle Padana*, Bologna, CLUEB, 2007, p. 34-38.

⁸⁵ L'endroit du siège se trouvait dans un immeuble prestigieux appartenu au comte Cesare Rasponi; la coopérative s'appuyait sur le travail de 20.000 adhérents, gérait 700 hectares de terre et assurait la direction de 76 coopératives de travail.

⁸⁶ Italo Balbo, *Diario 1922*, Milano, Mondadori, 1934, p. 109. Repris par Le Frecce Editore, Ferrara, 2017.

⁸⁷ Quotidien *La Romagna Socialista*, n. 1297, 12 agosto 1922, p. 4.

⁸⁸ « À la fin de 1921, à Ravenne et dans ses alentours, les sociétés coopératives sont 137, dont 78 liées au PSI avec un total de 14.085 adhérents. Il y a également 61 coopératives de consommation pour la vente des biens alimentaires, dont 26 à gestion socialiste ». In Luciano Casali, « Fascisti, Repubblicani e Socialisti in Romagna nel 1922. La conquista di Ravenna », *Il Movimento di liberazione in Italia*, 93, 1968, p. 15.

⁸⁹ En Romagne, les fascistes, menés par Italo Balbo et Dino Grandi, ont la

nécessité de trouver une solution politique valable pour confondre les adversaires. En mai 1922, le parti fasciste est désormais présent dans les principales villes italiennes. À cette domination politique, dans la région Émilie Romagne, s'opposent encore des villes comme Parme, le village de Molinella (Bologne) et la zone de la Romagne. Ici, le parti fasciste a réussi à se consolider à Lugo, mais le territoire le plus riche et influent de Ravenne est encore administré de manière stable par les socialistes et les républicains. Les centres politiques fascistes en région (surtout ceux de Bologne et de Ferrare) ne peuvent plus approuver qu'une telle situation se prolonge, donc ils intensifient l'action. Dans une première phase, une agression frontale fasciste contre l'administration municipale et les autres centres politiques citadins n'est pas militairement possible, par la présence d'un nombre important de travailleurs organisés dans la 'Camera del Lavoro' et de militants du Parti socialiste. Ceux-ci, en outre auraient pu trouver, face à l'agression militaire des Squadristi d'Italo Balbo, un soutien chez les adhérents du Parti républicain, très influent en ville. Les fascistes préfèrent alors s'approcher au parti républicain en soutenant ses positions antisocialistes, mises en avant dès le début du siècle, en concomitance à une position de politique économique de plus en plus proche de la bourgeoisie capitaliste locale. Seulement par la suite, les Squadristes auront recours à des actions militaires. In Luciano Casali, « Fascisti, Repubblicani e Socialisti in Romagna nel 1922. La conquista di Ravenna », in *Il Movimento di liberazione in Italia*, 93, 1968, p. 12-14.

⁹⁰ Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », in *Ruralia...*, p. 20-21. L'historien Luciano Casali ajoute que : « déjà en juillet 1921, certains assauts sont menés par des bandes mixtes de fascistes et d'hommes de l'appareil policier de la gendarmerie. Par exemple, l'agression à Massalombarda (Ravenne) est menée par un escadron de fascistes et de forces policières. Les rétorsions sont dirigées personnellement par le commissaire de Pubblica Sicurezza Cossù et par le lieutenant Colacicco des Carabiniers. En août 1921, le maréchal des Carabiniers de Riolo Bagni assiste indifférent à des rétorsions répétées menées par les escadrons ». In Luciano Casali, « Fascisti, Repubblicani e Socialisti in Romagna nel 1922. La conquista di Ravenna »..., p. 15.

⁹¹ Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste...*, p. 119.

⁹² Antonio Gramsci écrit : « L'attente passive [...] est une erreur. Si les opposants bourgeois ne disposent pas de forces organisées pour aller à la lutte, les opposants prolétariens peuvent compter sur l'exaspération de toute la classe ouvrière qui n'est plus disposée à supporter cette tyrannie féroce ». In Antonio Gramsci, *Opere 1923-1926*, Torino, Einaudi, 1971, p. 84.

⁹³ Renato Zangheri, Giuseppe Galasso et Valerio Castronovo, *Storia del movimento cooperativo in Italia. La lega Nazionale delle Cooperative e Mutue (1886-1986)*, Torino, Einaudi, 1987.

⁹⁴ « Dans les campagnes éмилиennes, le tissu social se caractérise par un haut taux de densité associative avec une forte capillarité des réseaux associatifs qui parfois arrivent à englober soit le prolétariat rural que les classes moyen-

nes agricoles : métayers et locataires, mais aussi petits propriétaires. La pré-cocité de l'enracinement socialiste dans les zones de la plaine émilienne détermine en outre la conquête socialiste de plusieurs administrations locales pendant les deux dernières décennies du XIX^e siècle. Voir : Alberto Ferraboschi, « Dall'Appennino al Po. Per una geografia del socialismo emiliano tra Otto e Novecento (1889-1992) », in *L'Almanacco*, 65, giugno, Reggio Emilia, Istituto per la Storia del Movimento Operaio e Socialista « P. Marani », 2015, p. 21-24.

⁹⁵ Camillo Prampolini a été un des fondateurs du Parti socialiste et un des protagonistes du réformisme émilien. Avocat de formation, il est élu en 1890 député au Parlement du Royaume d'Italie. Camillo Prampolini soulignait que : « le changement ne peut se faire que dans l'individu et par l'individu. Le changement se poursuit chaque fois que des individus créent une entreprise sur un mode coopératif et démocratique. Ou chaque fois qu'une entreprise existante se transforme en usine solidaire ». Source d'archive, Fond Camillo Prampolini, Biblioteca Panizzi, Reggio Emilia. Voir aussi Santi Bianciardi, *Camillo Prampolini, costruttore di socialismo*, Bologna, Il Mulino, 2012.

⁹⁶ « Dans la période comprise entre 1965-1900, la province de Reggio Emilia devient la zone de l'Italie à plus haute densité de sociétés coopératives. Tout d'abord, il y a les sociétés de secours mutuel : la "Società di mutuo soccorso" de Novellara en 1860, puis, dans la même année celle de Reggio Emilia. À Castelnovo Sotto, un petit village rural de la province de Reggio Emilia, en 1865 naît 'l'Associazione di mutuo soccorso fra gli operai del Mandamento e del Comune'. Cinq années plus tard, celle-ci dispose de 146 associés avec un capital de 2.538 lires. En 1873, une société de secours mutuel naît à Poviglio. En 1881 une société de secours mutuel voit le jour à Compegine et, dans la même année, à Sant'Ilario. À partir de 1890, émergent les premières coopératives de production et travail : 'Cooperativa di Lavoro Braccianti, Muratori e Birocciai' de Cadelbosco et 'Cooperativa di Lavoro dei Braccianti' de Campegine ». Antonio Canovi, Marco Fincardi, Roberta Pavarini, Mauro Poletti, Renzo Testi (a cura di), *Di nuovo a Massenzatico. Storie e geografie della cooperazione e delle case del popolo*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2012, p.13, p. 36-48.

⁹⁷ Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », in *Ruralia...*, p. 7-8. En ce qui concerne l'entreprenariat social, l'auteure fait référence aux études et aux analyses de Pier Paolo D'Attore, « Declino della società rurale e industria diffusa nelle aree bracciantili padane », dans l'essai de Pier Paolo D'Attore et Alberto De Bernardi, *Studi sull'agricoltura italiana*, Milano, Annali della Fondazione Feltrinelli, 1993, p. 283-295.

⁹⁸ Antonio Canovi, « Case comuni. Osservazioni sull'invenzione del socialismo tra Gand e Massenzatico », in Antonio Canovi, Marco Fincardi, Roberta Pavarini, Mauro Poletti, Renzo Testi (a cura di), *Di nuovo a Massenzatico. Storie e geografie della cooperazione e delle case del popolo...*, p. 231-247.

⁹⁹ Tito Menzani, « Cooperative », in Aa.Vv., *Fascismo e società italiana. Temi*

e parole-chiave (a cura di Carlo De Maria), Bologna, Bradypus, 2016, p. 150.

¹⁰⁰ La “Lega nazionale delle cooperative”, la plus ancienne association des coopératives italiennes, est conditionnée de plus en plus par le contraste croissant à son intérieur qui oppose le groupe socialiste maximaliste et le groupe réformiste. À compliquer la situation contribue la naissance d’un nouveau courant politique qui se refait explicitement au jeune Parti communiste italien. In Aa.Vv., *Fascismo e società italiana. Temi e parole-chiave* (a cura di Carlo De Maria)..., p. 152.

¹⁰¹ « Entre les années vingt et trente, une puissante propagande essaya de conférer du prestige à la coopération fasciste en dénigrant celle asservie au Parti socialiste. En général, la propagande du régime soutenait l’idée que le socialisme avait dénaturé les théories coopératives de leurs symboles libéraux et mazzinien pour l’asservir aux buts révolutionnaires et subversifs. Le principal objectif du régime fut modifier le caractère populaire et prolétarien du mouvement en altérant la nature par un autre modèle contre-culturel ». Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l’arrivée du fascisme au pouvoir », in *Ruralia...*, p. 20-21.

¹⁰² Vera Zamagni, Emanuele Felice, *Oltre il secolo. Le trasformazioni del sistema cooperativo Legacoop alla fine del secondo millennio*, Bologna, Il Mulino, 2006.

¹⁰³ Massimo Fornasari, Vera Zamagni, *Il movimento cooperativo in Italia, un profilo storico-economico (1854-1992)*, Firenze, Vallecchi editore, 1997, p. 156-164.

¹⁰⁴ Jusqu’à la Seconde Guerre mondiale, l’agriculture est l’activité principale de cet espace, mais depuis les années 1950, un puissant processus économique et social change en profondeur la vie de ce territoire. L’acteur clé, d’un point de vue social et économique, en est le métayer et ses dons pour la création d’entreprise. En abandonnant ses activités agricoles, il transfère son savoir-faire économique – spécialement son savoir-faire d’organisateur – dans un nouveau contexte économique, celui de la petite entreprise industrielle qu’il crée. Voir : Sebastiano Brusco, « The Emilian model : productive decentralisation and social integration », *Cambridge Journal of Economics*, 6, 1982, p. 167-18. URL : http://library.uniteddiversity.coop/Cooperatives/Emilia_Romagna/The_Emilian_Model-Productive_Decentralisation_and_Social_Integration.pdf.

¹⁰⁵ Tito Menzani, *La cooperazione in Emilia-Romagna. Dalla Resistenza alla svolta degli anni settanta*, Bologna, Il Mulino, 2007, p. 56-62.

¹⁰⁶ À lire : Stefano Zamagni et Vera Zamagni, *La cooperazione tra mercato e democrazia economica*, Bologna, Il Mulino, 2008. Renato Zangheri, Giuseppe Galasso, Valerio Castronovo, *Storia del movimento cooperativo in Italia (1886-1986)*, Torino, Einaudi, 1987. Pietro Battilani, *La creazione di un moderno sistema di imprese: il ruolo dei Consorzi della cooperazione di consumo dell’Emilia-Romagna*, Bologna, Il Mulino, 1999.

¹⁰⁷ Pietro Cafaro, *La solidarietà efficiente: storia e prospettive del credito cooperativo in Italia (1883-2000)*, Roma-Bari, Laterza, 2002, p. 32-41.

¹⁰⁸ À lire : Nicola Bellini, Darviche Mohammad-Saïd Darviche, Emmanuel Négrier, « Politique industrielle en Émilie Romagne : un modèle en quête de son avenir » in *Pôle Sud*, 5, 1996, p. 117-131. URL : http://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_1996_num_5_1_951.

¹⁰⁹ Nicola Bellini, Darviche Mohammad-Saïd Darviche, Emmanuel Négrier, « Politique industrielle en Émilie-Romagne : un modèle en quête de son avenir » in *Pôle Sud*..., p. 117-118.

¹¹⁰ L'évolution historique du fascisme italien a connu plusieurs étapes successives : il y a eu le 'fascisme sansepolcrista', entre le printemps 1919 et le printemps 1920 ; le 'fascisme squadrista', de la moitié de l'année 1920 à l'automne 1922 ; puis la phase liée à la Marche sur Rome et à la nomination de Benito Mussolini au gouvernement de l'Italie, en octobre 1922, de la part du roi Vittorio Emanuele III. Ce premier fascisme au pouvoir expérimente encore les pratiques illégales de ses escouades dans les provinces italiennes en les mêlant aux rituels libéraux de conduite du gouvernement national. Cette période dure entre le mois d'octobre 1922 et 1926. Puis, le régime devient antidémocratique, totalitaire et puis raciste de 1926 à sa chute en 1943. Enfin, on arrivera à la République sociale de Salò, caricature vaudevillesque du régime du temps de sa splendeur.

¹¹¹ Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)*, Paris, Seuil, 1980, p. 99-100.

¹¹² Les ligues agraires veillent à ce que le travail et les conditions d'embauche des ouvriers agricoles soient également répartis entre les braccianti et que leurs salaires soient suffisants payés pour vivre dignement. Les ligues ont réussi à fixer les conditions d'embauche, ainsi que le nombre d'ouvriers à employer par hectare.

¹¹³ Pierre Milza, Serge Berstein, *Ibidem*, p. 101.

¹¹⁴ Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)*..., p. 101-102.

¹¹⁵ Marco Scavino, « Contadini » in *Dizionario della Resistenza*, a cura di Enzo Collotti, Renato Sandri, Frediano Sessi, Torino, Einaudi, Vol. II, 2001, p. 267.

¹¹⁶ Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale, détails statistiques généraux.

¹¹⁷ Adriano Dal Pont, Simonetta Carolini, *L'Italia dissidente e antifascista 1927-1943*, Milano, La Pietra, 1980, Vol. I.

¹¹⁸ Luciano Casali, « Emilia Romagna, identikit dell'opposizione », in *Resistenza Oggi*, Bologna, ANPI edizioni, 1986, p. 37-43.

¹¹⁹ Adriano Dal Pont, Simonetta Carolini, *L'Italia al confino, 1926-1943*, Milano, La Pietra, Vol. III, 1980.

¹²⁰ Le nombre exact des antifascistes de la région Émilie Romagne tués pendant la dictature n'est pas connu. Les données statistiques relatives à la ville de Bologne ont été extraites de l'essai d'Alessandro Albertazzi, Luigi Arbizzani, Nazario Sauro Onofri, *Gli antifascisti, i partigiani e le vittime del fascismo nel bolognese 1915-1945*, Bologna, ISB, 2003. Les chiffres pour la ville de Ravenne et la ville de Forlì ont été élaborés dans : *Le vittime del fascismo in Romagna, 1921-1923, Con un'appendice dal 1924 al 1927*, Comune

di Forlì, 1973, p. 60-66. En ce qui concerne la ville de Reggio Emilia, les données statistiques ont été reconstruites par Massimo Storchi dans : *Combattere si può, vincere bisogna*, Venezia, Marsilio, 1998, p. 54-56. Pour la ville de Parme, les données statistiques ont été élaborées par l'Istituto Storico della Resistenza, *I caduti della Resistenza di Parma 1921-1945*, Parma, 1970, p. 59-62. Pour la ville de Modène, les données ont été élaborées par Pietro Alberghi dans : *Il fascismo in Emilia Romagna. Dalle origini alla marcia su Roma*, Modena, Mucchi, 1989, p. 625-627.

¹²¹ Archivio Centrale dello Stato, RSI, MI, G, (1945-1945), b. 20, f. K.20, « Tutela ordine pubblico. Esecuzioni capitali ».

¹²² Frido Von Senger und Etterlin, *Combattere senza paura e senza speranza*, Milano, Longanesi, 1960, p. 500-503.

¹²³ Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità della Resistenza*, Torino, Bollati Boringhieri, 1991.

¹²⁴ La répression du régime fasciste exercée contre toute opposition, surtout après 1926, est systématique et capillaire, mais elle n'est pas comparable, à celle exercée par les nazies en Allemagne. Des marges survivent donc pour l'action clandestine qui trouve chez les communistes son expression la plus combattive.

¹²⁵ François Marcot (sous la direction), *Les résistances, miroirs des régimes d'oppression: Allemagne, France, Italie, Musée de la Résistance et de la Déportation de Franche-Comté*, Presses de l'Université de Franche-Comté, p. 197-202.

Notes au Chapitre 2

¹²⁶ Sur l'évolution de l'historiographie de la Grande Guerre en Italie et sur son débat, lire le texte de Marco Mondini, ancien élève de l'École normale supérieure de Pise et professeur à l'Institut historique italo-allemand-FBK de Trente, où il dirige l'équipe de recherche « La Première Guerre mondiale ». Marco Mondini, « L'historiographie italienne face à la Grande Guerre : saisons et ruptures », *Histoire@Politique*, 2014/1 (n. 22), p. 69-84. URL : <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2014-1-page-69.htm>.

¹²⁷ Giovanna Procacci, « La Prima Guerra mondiale », in *Storia d'Italia, IV. Guerra e fascismo*, a cura di Giovanni Sabbatucci et Vittorio Vidotto, Bari, Laterza, 1997, p. 3-99.

¹²⁸ Giovanna Procacci, *Ibidem*, p. 3-99.

¹²⁹ Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)*, Paris, Seuil, 1980, p. 34.

¹³⁰ « Grâce à la législation exceptionnelle et au pouvoir confié aux militaires dans des secteurs variés, l'expérience de la guerre favorisa la fusion des deux esprits de la droite antidémocratique : celui de l'expression de l'autoritarisme du dix-neuvième siècle et celui représentatif d'un monde industriel moderne et agressif. Elle permit aussi la réalisation d'une politique distinctement répressive dans le pays comme dans les usines, au profit d'une ligne qui favorisait des interventions d'assistanat et de 'welfare' et promouvait des solutions

réformistes des conflits (comme en France et en Angleterre) ». In Giovanna Procacci, « La Prima Guerra mondiale », in *Storia d'Italia, IV. Guerra e fascismo...*, p. 3-99.

¹³¹ « Cadorna avait parlé – écrit Giovanna Procacci – ‘d’une promenade jusqu’à Vienne’. Il se disait certain que la guerre ne se prolongerait pas au-delà de l’automne. Cela explique pourquoi on ne se prépara pas pour affronter l’hiver, ce qui eut des effets terribles sur les troupes [...]. Par ailleurs, [une telle supposition] fut à l’origine du fait que, en Italie, non seulement le ravitaillement alimentaire et sa distribution ne furent pas organisés rapidement, mais que tout le secteur de l’assistance aux citoyens fut ignoré par le gouvernement central, qui le délégua à la seule initiative des communes et des particuliers ». Giovanna Procacci, *Ibidem*, p. 3-99.

¹³² « Dès les premiers mois de la guerre, des milliers de soldats présentant des troubles mentaux et nerveux affluèrent dans les hôpitaux militaires et les hôpitaux de campagne. Dans les premières phases du conflit domina une interprétation réductrice des névroses liées à la guerre. L’observation clinique eut pour tâche de démasquer ceux qui exagéraient, simulaient ou s’automutilaient, et de sélectionner les inadaptés. Un an après le début de la guerre, il devint évident pour de nombreux psychiatres que les syndromes qu’ils observaient pouvaient difficilement être interprétés selon les vieux schémas fondés sur la prédisposition et la dégénérescence. Le prolongement du conflit et l’aggravation de la souffrance mentale ébranlèrent la certitude des diagnostics. Ceux qui furent transférés des services avancés de la première armée dans les hôpitaux psychiatriques passèrent de 8,3% en 1916 à 21% en 1917. Dans les hôpitaux psychiatriques de Trévise et de Padoue (qui étaient en relation avec la 2e et la 4e armée), les hospitalisations de plus de trois mois, qui, dans les premiers temps de la guerre, ne concernaient que 20 % des malades, en touchèrent 50 % en 1917. Les formes les plus fréquemment observées furent l’hystérie et la confusion mentale ». In Bruna Bianchi, « La psychiatrie italienne et la guerre ». In *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n. 41, janvier-mars 1994. La guerre de 1914-1918. Essais d’histoire culturelle. p. 74-85. URL : http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1994_num_41_1_3269.

¹³³ Max Gallo, *L’Italie de Mussolini. Vingt ans d’ère fasciste*, Paris, Tallandier, p. 56.

¹³⁴ Quotidien *Popolo d’Italia*, texte de Benito Mussolini : « Disciplina di guerra », 9 novembre 1917.

¹³⁵ Giovanna Procacci, *Dalla rassegnazione alla rivolta. Mentalità et comportamenti popolari nella guerra*, Roma, Bulzoni, p. 263-267.

¹³⁶ Archivio Ministero della Difesa, *Prima Guerra Mondiale, Esercito : battaglie, unità militari, cartine delle operazioni tattiche et strategiche 1915-1918*. URL : <http://www.esercito.difesa.it/storia/pagine/o12-battaglia-caporetto.aspx>.

¹³⁷ « En Italie, pendant la Première Guerre mondiale, écrit Giovanna Procacci, le contrôle social à l’intérieur du pays s’exerça surtout par l’intensification de l’endiguement et de la répression du désaccord autour du conflit – en ayant recours aux pouvoirs que le Code pénal militaire attribuait en cas de guerre à l’autorité militaire même à l’intérieur [du pays] – et par l’émanation de lois

exceptionnelles [...]. Comme le souligna D'Ottone, le président du Tribunal suprême militaire, 'la justice militaire en arriva au point d'absorber presque complètement la vie judiciaire de notre pays'. La promulgation, le 4 septembre 1917, du décret contre le défaitisme marqua l'apogée de cette intransigeance. Grâce à ce décret, il fut possible de frapper de peines draconiennes (jusqu'à 10 ans de réclusion et jusqu'à 10.000 lires d'amende) toute forme d'expression de dissentiment, de mécontentement ou même de simple scepticisme sur les issues de la guerre ». Giovanna Procacci, *La justice militaire en Italie pendant la Première Guerre mondiale. Le front intérieur*, in Jean-Marc Berlière, Jonas Campion, Luigi Lacchè et Xavier Rousseaux (dir.), *Justices militaires et guerres mondiales. Europe 1914-1950*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2013, p. 156-165. URL : [http:// books.openedition.org/pucl/2941](http://books.openedition.org/pucl/2941).

¹³⁸ Giovanna Procacci, « La Prima Guerra mondiale », in *Storia d'Italia, IV. Guerra e fascismo...*, p. 3-99.

¹³⁹ Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)...*, p. 35.

¹⁴⁰ Paul Corner, « La mémoire de la guerre et le fascisme italien ». in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n. 41, janvier-mars 1994. « La guerre de 1914-1918. Essais d'histoire culturelle », p. 60-66. URL http://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1994_num_41_1_3267.

¹⁴¹ Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste...*, p. 57.

¹⁴² « Ce choix a été dicté, entre autres, par une illusion, que les dirigeants et la classe politique nationale ont partagée avec leurs homologues allemands, britanniques et français : le conflit aurait été de courte durée, chose qui ne s'est pas avérée. Et aussi parce qu'ils connaissent assez mal les mécanismes de l'économie. La mobilisation économique de guerre va-t-elle se faire dans un climat de grande improvisation. Rien n'ayant été prévu pour assurer, dans un cadre libéral, la coordination des divers secteurs de l'économie. C'est l'État qui doit assumer toutes les responsabilités, procédant à des réquisition d'usines, fixant autoritairement les prix des biens utiles à la défense nationale, les salaires pour éviter les désordres sociaux. Or l'adoption de cette politique dirigiste pose en 1918 un certain nombre de problèmes. », Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)...*, p. 55-56.

¹⁴³ Giovanna Procacci, « La Prima Guerra mondiale », in *Storia d'Italia, IV. Guerra e fascismo...*, p. 3-99.

¹⁴⁴ L'inflation monétaire a été pratiquée de façon systématique. Le montant de billets émis, qui atteignait, en 1914, 657 millions de lires, dépasse les 2 milliards en 1918. Dans la même période, la monnaie italienne connaît une dépréciation de fait sur les marchés mondiaux (1 dollars pour 5 lires en 1914, pour 10 lires en 1918). Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)...*, p. 59-60.

¹⁴⁵ Paul Corner, « La mémoire de la guerre et le fascisme italien », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire...*, p. 62-63.

¹⁴⁶ « Ces mouvements unanimes, écrit Max Gallo, intéressant tous les secteurs de l'industrie et une grande partie de la paysannerie, paraissent être une sorte de ronde désordonnée que conduisent les ouvriers et les paysans italiens. Le

Parti socialiste ne cherche pas à ouvrir le cercle pour diriger ces mouvements dans une direction donnée. », Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste...*, p. 98.

¹⁴⁷ Luigi Einaudi, « contadini alla conquista della terra italiana nel 1920-1930 », in *Rivista di storia economica*, IV (1939), 4 (décembre), p. 277-308. À lire également Franco Cazzola, « Poteri locali e gruppi dirigenti nell'Italia rurale tra '800 e '900 » in Dante Bolognesi, Mariuccia Salvati (a cura), *Nuove tendenze nella storia contemporanea*, Ravenna, Longo, 1988, p. 61-80.

¹⁴⁸ Giansiro Ferrata, Niccolò Gallo, « 2000 pagine di Gramsci », in vol. I : *Nel tempo della lotta 1914-1926*, Milano, Il Saggiatore, 1964, p. 517.

¹⁴⁹ Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)...*, p. 60-64.

¹⁵⁰ Paul Corner, « La mémoire de la guerre et le fascisme italien », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire...*, p. 62-63.

¹⁵¹ Paul Corner, *Ibidem*, p. 60, 64.

¹⁵² Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*, New York, Alfred Knopf Press, 2004, p. 64-66.

¹⁵³ Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)...*, p. 86-87.

¹⁵⁴ Indro Montanelli, *L'Italia in camicia nera*, Milano, Rizzoli, 1976, p. 33-40.

¹⁵⁵ « La violence – affirmera Benito Mussolini, dans son premier discours le 21 juin 1921 à la Chambre des députés – n'est pas pour nous un système, ni un esthétisme, encore moins un sport. C'est une dure nécessité à laquelle nous nous soumettons. Et nous serons disposés à désarmer si vous désarmez à votre tour, surtout les esprits ». Archivio storico della Camera dei Deputati, Regno d'Italia, portale digitale, URL : toria.camera.it/deputato/benito-mussolini-18830729/interventi#nav. Dans son discours parlementaire, écrit Pierre Milza, « Mussolini vient de tracer la voie qui doit le conduire au pouvoir : obtenir l'appui des milieux d'affaires, désarmer la classe ouvrière en la séparant de sa principale organisation; imposer au Parti socialiste, vaincu sur le terrain, un désarmement qui permettrait aux rais des Fasci de passer du stade d'agitateurs à celui d'hommes d'État », Pierre Milza, Serge Berstein, *Ibidem*, p. 104.

¹⁵⁶ Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française (1920-1940)*, Paris, Complexes, 1987, p. 68-69.

¹⁵⁷ Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française (1920-1940)...*, p. 69-70.

¹⁵⁸ Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)...*, p. 124-125.

¹⁵⁹ Les industriels et les agrariens ont investi des fonds importants dans le fascisme, mais ils ne l'ont pas fait pour s'en tenir à un *tri-partisme* avec les socialistes. Le fascisme reste, pour la Confindustria et pour les grandes entreprises, un moyen de pression. Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism...*, p. 63-65.

¹⁶⁰ Emilio Gentile, *Fascismo, storia ed interpretazione*, Roma-Bari, Laterza, 2005, p. 30-31.

¹⁶¹ Robert O. Paxton, *Ibidem*, p. 82-83.

¹⁶² Pierre Milza, Serge Berstein, *Ibidem*, p. 123.

¹⁶³ Voir l'histoire du fascisme et la biographie de Benito Mussolini, comportant VIII tomes, à laquelle Renzo De Felice a consacré pendant plus de 30 ans son travail d'historien. Renzo De Felice, *Mussolini il rivoluzionario*, vol. I, Torino, 1965 ; *Mussolini il fascista. La conquista del potere (1921-1925)*, vol. II, Torino, 1966 ; *Mussolini il fascista. L'organizzazione dello Stato fascista (1925-1929)*, vol. III, Torino, 1968 ; *Mussolini il duce. Gli anni del consenso (1929-1936)*, vol. IV, Torino, 1974 ; *Mussolini il duce. Lo Stato totalitario (1936-1940)*, vol. V, Torino, 1981.

¹⁶⁴ Emilio Gentile, *Il culto del littorio*, Roma-Bari, Laterza, 1994, p. 47-68.

¹⁶⁵ Vincenzo De Grazia, *The Culture of Consent. Mass Organisation of Leisure in Fascist Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 28-31.

¹⁶⁶ À partir du 12 septembre 1929, Mussolini nomme l'hierarque Dino Grandi au poste de ministre des Affaires étrangères. La nomination de Dino Grandi intervient au lendemain de la réconciliation avec l'Église de Rome et du plébiscite du mars 1929. Ces deux événements, qui ont stabilisé le régime et renforcé le consensus politique autour du Duce, incitent ce dernier à se libérer de trop nombreux portefeuilles ministériels. Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 288-289.

¹⁶⁷ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs...*, p. 289. À ce sujet, le grand-reporter Auguste Gauvain, sur *Le Journal des débats*, par son éditorial « Le nationalisme de l'Italie » du 3 novembre 1922, avait sollicité « des déclarations officielles de M. Mussolini pour savoir comment cet idéal aurait été formulé dans le programme du nouveau gouvernement », Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française (1920-1940)*, Bruxelles, Complexes, p. 108.

¹⁶⁸ Dans cette période, le principal sujet de discorde entre les deux pays concerne la région danubienne et les Balkans. En 1918, la France a soutenu la création de l'État yougoslave, dont l'existence constitue un frein aux désirs d'expansion du Duce. Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *Ibidem*, p. 289.

¹⁶⁹ Un aspect de la diaspora antifasciste menée en France fut l'action de dénoncer le régime Mussolini sur la presse de l'immigration italienne publié dans l'Hexagone pendant la période 1921-1945. Ces accusations insistaient sur la distinction à faire entre l'Italie fasciste, dont les *fuorusciti* dénonçaient la mal-faisance, et l'Italie démocratique, miroir de la majorité des Italiens résidant en France (ceux-ci partageaient les mêmes idéaux du peuple français et étaient prêts à l'aider contre la menace fasciste). Sur la presse de la diaspora antifasciste en France, lire les contributions de Antonio Perotti, *La presse de l'immigration italienne en France pendant la période fasciste (1921-1945)*, Paris, Archives historiques du CIEMI, CIEMI éditions, 1999, URL : <https://www.dlib.si/stream/URN:NBN:SI:doc...f80c.../PDF>; Carmela Maltone, « Scrivere contro. I giornali antifascisti italiani in Francia dal 1922 al 1943 », *Line@editoriale*, n. 5, 2013. URL : <http://revues.univ-tlse2.fr/pum/lineaeditoriale/index.php?id=675>.

¹⁷⁰ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et*

l'Italie. Histoire de deux nations soeurs..., 2016, p. 287-289. « La diplomatie fasciste s'écarte résolument de la tradition italienne, c'est dans l'énorme disproportion entre les moyens dont elle dispose et les buts qu'elle poursuit. On dit que la politique est l'art du possible : cette définition convenait admirablement à la politique de la maison de Savoie, à celle de Cavour, même à celle de Giolitti ; elle ne peut pas s'appliquer à l'action internationale de M. Mussolini », Maurice Pernot, «La politique extérieure de l'Italie», in *Revue Politique étrangère*, n. 5, 1938, 3^eannée. p. 427-439. URL : http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1938_num_3_5_5681.

¹⁷¹ Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française (1920-1940)...*, 1987, p. 55-56.

¹⁷² Pierre Milza, *Ibidem*, p.56.

¹⁷³ Raoul de Nolva, « La méfiance italienne », *Le Figaro*, 12 septembre 1920, p. 1.

¹⁷⁴ Jacques Roujon, « La contre-révolution en Italie », *Le Figaro*, 28 mars 1921.

¹⁷⁵ Jacques Roujon, « La contre-révolution en Italie », *Le Figaro*, 28 mars 1921.

¹⁷⁶ *Le Temps*, « Tumulte à la Chambre italienne », 20 décembre 1920, p. 4.

¹⁷⁷ *Le Temps*, « Italie - Les élections législatives », 25 avril 1921, p. 2.

¹⁷⁸ *Le Temps*, « La grève et la journée fasciste », 12 novembre 1921, p. 2.

¹⁷⁹ Pierre Milza, *Ibidem*, p. 59-60.

¹⁸⁰ *Le Temps*, « Manifestations et congrès des fascistes italiens », 26 octobre 1922, p. 3.

¹⁸¹ Pierre Milza, *Ibidem*, p. 61-62.

¹⁸² Pierre Milza, *Ibidem*, p. 60.

¹⁸³ Henry Bidou, « La Chute du Cabinet Facta », *Le Figaro*, 21 juillet 1922, p. 1.

¹⁸⁴ Henry Bidou, « Le Congrès fasciste de Naples », *Le Figaro*, 25 octobre 1922, p. 1.

¹⁸⁵ Pierre Milza, *Ibidem*, p. 62-63.

¹⁸⁶ Jacques Mesnil, « La réaction dans le monde », *L'Humanité*, 9 mars 1921, p.3.

¹⁸⁷ Jacques Mesnil, «La réaction en Italie», *L'Humanité*, 27 mars 1921, p. 3.

¹⁸⁸ Jacques Mesnil, « La grève générale en Italie », *L'Humanité*, 2 août 1922, p. 2.

¹⁸⁹ Pierre Milza, *Ibidem*, p. 63-65.

¹⁹⁰ Pendant cette crise, le Saint-Siège demeure silencieux. « *L'Osservatore Romano* note avec prudence que le Pontife Pie XI entend 'se tenir au-dessus de toute compétition politique' ». In Giovanni Sale, *La Chiesa di Mussolini. I rapporti tra religione e fascismo*, Milan, Rizzoli, 2011, p.69. En demeurant silencieux, le Saint-Siège espère en tirer des avantages en concernant l'évangélisation de l'Italie et la résolution de la question romaine. « Un premier contact très confidentiel, le 20 janvier 1923, entre Benito Mussolini et le Cardinal Gasparri, a lieu chez le palais romain du comte Santucci. Le secrétaire d'État Vatican, cardinal Gasparri, reste réservé sur le principe de négo-

ciations autour de la question romaine, mais le prélat se montre disposé à une amélioration de rapports Vaticano-Italiens. Cette rencontre a laissé une impression mitigée sur Mussolini. L'ancien socialiste ne s'est pas libéré de tous ses préjugés et il annotera 'qu'il faudra marcher avec prudence. Ces éminentissimes messieurs sont très habiles », Frédéric Le Moal, *Les divisions du Pape. Le Vatican face aux dictatures (1917-1898)*, Paris, Perrin, 2016, p. 60-61.

¹⁹¹ « La Croix, écrit Pierre Milza, ne partage pas les vues progressistes du leader populaire. Dans le texte, Jean Guiraud ne lui reproche-t-il pas 'd'incliner lui-même vers je ne sais quelle entente avec les socialistes' et de vouloir porter 'de sérieuses atteintes à la propriété privée' ? Mais, il ajoute que cette déviation est le fait d'une minorité au sein du PPI et il n'en condamne que plus vigoureusement les fascistes qui s'attaquent, dit-il, sans discrimination, à l'ensemble du parti, voire à tous les catholiques italiens », Pierre Milza, *Ibidem*, p. 72-74.

¹⁹² « Cette position de *La Croix*, écrit Pierre Milza, somme toute assez nuancée, la plupart des journaux de droite ne la partagent pas. Le plus souvent, ils se contentent de fermer les yeux sur les méfaits du squadriste ou de justifier ceux-ci, du bout des lèvres, en invoquant la légitime défense et tout en déplorant qu'il ait fallu en venir à ces extrémités ». Pierre Milza, *Ibidem*, p. 74-75.

¹⁹³ Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste...*, p. 160.

¹⁹⁴ La normalisation n'est qu'une façade. Le 15 décembre 1922, Mussolini avec les principales personnalités du fascisme constitue le Grand Conseil du fascisme. Mais, la plus grave des décisions prises ce soir-là est la création d'une Milice volontaire pour la Sécurité nationale (M.V.S.N) aux ordres de Mussolini et ne prêtant serment au roi. Elle sera constituée de '*squadristi*'. De manière légale, Mussolini enrégimente ses prétoriens (voir : Pierre Milza, *Ibidem*, p. 82-83).

¹⁹⁵ Pierre Milza, *Ibidem*, p. 84-85. Pour Mussolini, toutefois, le Parti populaire dirigé par l'antifasciste Don Sturzo sera un obstacle jusqu'à la réforme scolaire du 27 avril 1923. La réforme scolaire est un geste à l'égard du Vatican. La réforme correspond aux vœux de l'enseignement confessionnel. Les crucifix sont remplacés dans les écoles et les tribunaux. Le but dès lors est atteint. « Le Parti populaire italien éclatera en une gauche et une droite et le 10 juillet 1923 Do Sturzo démissionnera de la direction du Parti », in Max Gallo, *Ibidem*, p.171.

¹⁹⁶ La presse anglaise avait déjà publié des analyses sur le personnage Mussolini en soulignant « le profil énergique, les traits mâles, le regard scintillant, volontaire. Pour le *Times*, le fascisme est une réaction salutaire contre le bolchevisme ». Max Gallo, *Ibidem*, p.167.

¹⁹⁷ Pierre Milza, *Ibidem*, p. 92.

¹⁹⁸ Pierre Milza, *Ibidem*, p. 97-98.

¹⁹⁹ « L'histoire du mouvement socialiste italien, écrit Pierre Milza, au lendemain du premier conflit mondial est celle d'une occasion manquée. De l'armistice de novembre 1918 à l'occupation des usines de septembre 1920, le Parti socialiste fut, en gros, la seule forcée organisée du pays tandis que la confusion régnait chez les autres formations politiques », Pierre Milza, Serge

Berstein, *Ibidem*, p. 99.

²⁰⁰ « En France, jusqu'au printemps 1923, les journaux de droite et du centre publieront, presque quotidiennement, des témoignages sur la situation dans la capitale italienne, en insistant sur la normalisation de la vie politique et sur le rétablissement de la paix sociale. », Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française (1920-1940)...*, 1987, p. 113.

²⁰¹ Max Gallo, *Ibidem*, p. 170.

²⁰² Pierre Milza, Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)...*, p. 131.

²⁰³ « Ce qui domine dans la presse conservatrice, c'est incontestablement l'inquiétude provoquée par le programme impérialiste de Mussolini. *Nulle part*, écrit le grand reporter Saint-Brice sur *Le Journal* du 30 octobre 1922, *l'entrée en scène du fascisme n'aura de répercussions plus marquées que dans le domaine de la politique étrangère. Le fascisme représente la formule la plus exaltée du nationalisme. [...] C'est un programme qui n'ira pas sans provoquer des complications internationales.* Il en résulte pour la plus grande partie de la presse modérée, écrit Pierre Milza, de la droite traditionnelle au centre gauche, une réprobation nuancée d'espoir à l'égard de la politique extérieure du fascisme et qui débouche finalement sur une position d'attentisme », Pierre Milza, *Le fascisme italien et la presse française (1920-1940)...*, 1987, p.110.

²⁰⁴ Pierre Milza, *Ibidem*, p. 110.

²⁰⁵ Max Gallo, *Ibidem*, p. 196.

²⁰⁶ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations soeurs...*, p. 294.

²⁰⁷ La France définit sa politique spécifique sur le phénomène migratoire en promulguant onze textes juridiques relatifs à l'immigration et au contrôle des étrangers. Entre 1917 et 1929, les gouvernements du Bloc National et ensuite du Cartel des Gauches promulguent onze lois. En ce qui concerne les rapports avec l'Italie, la France obtient le maintien du visa pour les immigrés italiens, indispensable pour interdire le territoire français à des agitateurs (Jean-Charles Bonnet, *Les pouvoirs publics et l'immigration, dans l'Entre-deux-guerres*, Lyon, Centre d'histoire économique et sociale de la région lyonnaise, 1976).

²⁰⁸ « L'émigration italienne en France fut un phénomène qu'il n'apparut pas ex abrupto dans les années vingt : le chemin français des migrations régionales italiennes a toujours eu d'anciennes racines économiques et politiques. Avant tout, il a eu des causes économiques et, à seconde de différentes périodes historiques, autant des motivations politiques. Franco Ramella a montré que dans les sociétés rurales de la Vallée du Pô (Émilie Romagne, Vénétie, basse Lombardie), fondées sur une économie de pluriactivité visant à diversifier les sources de revenu des familles paysannes, l'émigration saisonnier ou de moyenne durée vers l'étranger devient une opportunité de plus au moment où l'Italie s'intègre dans le marché international de la force de travail au tournant du XX^e siècle. Il sera donc opportun de réexaminer, comme le suggère Franco Ramella, le thème de l'émigration économique de la Vallée du Pô à la lumière du 'concept de pluriactivité' en mettant en évidence le fait que, bien sou-

vent, elle rentre dans une stratégie visant à diversifier le revenu familial et qu'elle ne produit pas nécessairement une rupture brutale du paysan avec son village et avec ses racines sociales. Un processus, avec des départs et des retours. », Franco Cazzola, « La pluriactivités dans les campagnes italiennes : problèmes d'interprétation », in Gilbert Garrier, Ronald Hubscher (sous la dir.), *Entre faucilles et marteaux*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1988, p. 26-28.

²⁰⁹ Les historiens Patrizia Audenino et Antonio Bechelloni ont bien défini les axes majeurs de l'exil politique italien en France. En prenant en compte des moments précis de l'histoire contemporaine ils ont défini quatre groupes d'émigrés politiques italiens en France. Les premiers à rejoindre la France ont été les 'patriotes', émigrés au cours des premières trente années du XIX^e siècle. Les 'subversifs' leur ont succédé pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Au cours des années 1920-1930, les 'antifascistes' ont encore choisi l'Hexagone comme endroit d'exil et, de même, après la Seconde Guerre mondiale, pour les 'exilés et fugitifs de l'Italie républicaine' (Patrizia Audenino, Antonio Bechelloni, «L'esilio politico fra Otto e Novecento», in Paola Corti, Matteo Sanfilippo (sous la direction de), *Storia d'Italia, Annali*, 24, *Migrazioni*, Torino, Einaudi, 2009, p. 343- 369).

²¹⁰ La première vague migratoire, au lendemain de la Grande Guerre, bénéficie aussi d'une situation économique favorable. La France diffuse l'appel à la main d'œuvre étrangère pour sa reconstruction industrielle et économique. Le traité de travail signé par la France et l'Italie en 1919, entré en vigueur en 1921, accélère l'émigration italienne vers la France, y compris celle des opposants politiques du fascisme (Simonetta Tombaccini, *Storia dei fuorusciti Italiani in Francia*, Milano, Mursia, 1988, p. 8-14).

²¹¹ Eric Vial, « Notes sur l'exil et l'intégration des Italiens dans la société française pendant le fascisme », in Aa.Vv., *L'esilio nella storia del movimento operaio e l'emigrazione economica*, Manduria-Bari, Lacaita, 1992, p. 177.

²¹² Bruno Groppo, « Entre immigration et exil : les réfugiés politiques italiens dans la France de l'Entre-deux-guerres », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n. 44, 1996. *Exilés et réfugiés politiques dans la France du XX^e siècle*, p. 27-35. URL : http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1996_num_44_1_403051.

²¹³ Santi Fedele, *Il retaggio dell'esilio. Saggi sul fuoruscitismo antifascista*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2000, p. 17.

²¹⁴ Les statuts du PCI (*Statuto del Partito comunista d'Italia*, Roma, 1926) prévoyaient à l'article 5 que « [...] un membro del partito che desidera emigrare deve richiedere il permesso al Comitato Direttivo del partito, inoltrando la richiesta per via gerarchica ». Voici un extrait d'une lettre que le Parti envoya à un militant ayant fait une demande pour partir dans l'émigration : « *Quanto alla tua posizione personale, riconosciamo che essa è tale da giustificare la tua richiesta di recarti all'estero; noi invitiamo sempre i compagni a resistere quanto più è loro possibile a rimanere nei loro paesi o in altri paesi d'Italia ; perché l'opera dei buoni compagni è oggi più che mai utile ; e l'emigrazione rappresenta per le nostre organizzazioni e il nostro lavoro*

una causa d'indebolimento », Loris Castellani, « Un aspect de l'émigration communiste italienne en France : les groupes de langue italienne au sein du PCF (1921-1928) », in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, p. 197.

²¹⁵ Le durcissement des mesures exceptionnelles et la répression systématique de la part du régime fasciste firent de l'émigration un état de fait quasi-permanent. En France, les communistes italiens étaient organisés au sein des Groupes de Langue Italienne et, ils étaient membres du PCF (Loris Castellani, « Un aspect de l'émigration communiste italienne en France : les groupes de langue italienne au sein du PCF (1921-1928) », in: *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Sous la direction de Pierre Milza, Rome, École française de Rome, 1986. p. 195-221. URL: http://www.persee.fr/doc/efr_0000-0000_1986_mon_94_1_3157).

²¹⁶ Loris Castellani, *Ibidem*, p. 198.

²¹⁷ Matteo Pasetti, *Scritti contro il fascismo: note sulla bibliografia dell'antifascismo italiano (1926-1943)*, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2015, p.54. URL : <http://hdl.handle.net/10316.2/32191>.

²¹⁸ « À la suite de la prise du pouvoir de Mussolini en 1922, l'orientation de la presse italienne à l'étranger se politise selon deux directions : d'une part, la presse antifasciste, fragmentée par opposition idéologique et par diversité de lutte contre le régime fasciste en plusieurs courants ; d'autre part, la presse fasciste, expression du Secrétariat général des Fasci à l'étranger, et de la propagande fasciste. La presse italienne éditée à l'étranger était concentrée dans les deux principaux Capitales où l'opposition antifasciste avait implanté sa présence et d'où on développait son action : Paris et Bruxelles. Des recherches menées sur l'histoire de la presse italienne à l'étranger, il résulterait que dans les années 1920 et 1930 le nombre des périodiques italiens à l'étranger avait dépassé les 350 titres, dont 230 en France». In Antonio Perotti, *La presse de l'immigration italienne en France pendant la période fasciste, 1921-1945*..., p. 184.

²¹⁹ Bruno Groppo, « Entre immigration et exil : les réfugiés politiques italiens dans la France de l'Entre-deux-guerres »..., p. 34.

²²⁰ Sur la genèse du mouvement fasciste et la conflictualité agraire en Émilie, lire les analyses de Pier Paolo D'Atorre, « La marcia dei rurali. Associazionismo padronale e rappresentanza politica delle élites agrarie nel novecento », in Pasquale Villani [dir.], *Trasformazioni delle società rurali nei paesi dell'Europa occidentale e mediterranea (secolo 19 e 20)*, Napoli, Guida, 1986. Maria Malatesta, *I signori della terra. L'organizzazione degli interessi agrari padani*, Milan, Angeli, 1989. Anthony Cardoza, *Agrarian Elites and Italian Fascism. The Province of Bologna. 1901-26*, Princeton, Princeton University Press, 1982.

²²¹ Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du *Risorgimento* à l'arrivée du fascisme au pouvoir », *Revue Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 1 juillet 2009, p. 20. URL : <http://ruralia.revues.org/1072>.

²²² Le Parti socialiste italien se réunit à Livourne en janvier 1921 pour le XVII^e congrès et la scission se fit à cette occasion par la minorité du parti qui forma

le Parti communiste italien. La motion communiste *pure* d'Imola obtint 58.083 voix, la motion des communistes unitaires de Florence obtint 98.028 voix, la motion réformiste de Reggio Emilia obtint 14.695 voix. Il y avait 216.337 inscrits et 172.487 mandats au Congrès. Bordiga appelle alors la minorité à se retirer et à se réunir au théâtre Saint Marc pour fonder le PCI. Le parti se fonde, donc, sur le matériel politique et théorique de la fraction abstentionniste et les thèses de Rome du II^e Congrès confirmeront l'accent mis sur le rôle du parti. Le parti une fois formé dut se heurter à la montée du fascisme.

²²³ Cesare Campioli naît à Cavazzoli, une petite fraction de la ville de Reggio Emilia, le 24 mars 1902 d'une famille de petits propriétaires. Après le Congrès de Livourne, il s'approche au parti communiste italien. De 1924 à 1925, il a été le secrétaire de la fédération des jeunes communistes de Reggio Emilia. En 1926, pour échapper aux persécutions fascistes, il s'établit à Milan. À Milan, il resta pour 4 ans en déroulant activité syndicale clandestine à l'intérieur de l'usine Breda. Dans l'année 1930, il quitte son Pays pour réparer en France en passant pour la Suisse. Le *fuoruscito* arrive à Paris par l'aide des certains compagnons de Reggio Emilia, déjà exilés en France. Après la chute de Mussolini, le militant repartit avec la famille pour l'Italie à la fin du mois de juillet 1943, mais il fut arrêté à Bardonecchia avec Giuseppe Saragat (5^e Président de la République italienne) et enfermé dans la prison de Susa de laquelle ne sortit pas que le 20 août 1943. À son retour à Reggio Emilia, il s'appliqua pour donner vie au front patriotique national et à la lutte armée. Après la fin de la guerre, il devint le Maire de la ville de Reggio Emilia le 4 mai 1945. A.C.S., Casellario Politico Centrale, fichier Cesare Campioli, *Unità archivistica Busta 985, estremi cronologici 1933-1944*. Cesare Campioli, *Cronache di lotta: nel movimento operaio reggiano, fra gli esuli antifascisti a Parigi...*, Parma, Guanda, 1965, p. 25-30.

²²⁴ Pierre Milza, *Voyage en Ritalie*, Paris, Plon, 1993, p. 219-220.

²²⁵ Regione Emilia Romagna, *Statistiche governative e ISTAT sulla emigrazione dalla regione Emilia Romagna e dalle sue Provincie tra il 1869 e il 2007. Anni 1921-1925*, Bologna, Consulta dell'Emilia Romagna, 2008.

²²⁶ En ce qui concerne l'État français, l'administration investit de la gestion de l'immigration remarque en 1924 la progressive différenciation du flux migratoire italien, composé par : « Ceux que la politique chasse de leur pays, antifascistes persécutés, communistes et anarchistes, soucieux de se mettre à l'abri et avec eux des chômeurs en quête de travail, dont le gouvernement voisin ne facilite pas la sortie et quantité d'ouvriers attirés par la vie plus facile et les salaires plus élevés que leur offre la France », AQO, CPC (1918-1929), E, ITA, b. 381, lettre du Préfet des Alpes Maritimes, Direction des Affaires Politiques, au Président du Édouard Herriot, 10 novembre 1924; et ivi, AQO, CPC (1918-1929), E, ITA, b. 381, lettre de l'ambassadeur René Besnard au Quai d'Orsay, 5 novembre 1924.

²²⁷ Regione Emilia Romagna, *Statistiche governative e ISTAT sulla emigrazione dalla regione Emilia Romagna e dalle sue Provincie tra il 1869 e il 2007*, Bologna, Edizioni Emilia Romagna, 2008.

²²⁸ Il est important de noter qu'une partie considérable des militants antifascistes émigrés en France à partir de 1922 appartient au monde des journaliers, des maçons, des ouvriers (dont les mécaniciens et les métallurgistes), de petits artisans et de petits commerçants. Dans la France démocratique de l'époque, plus riche que leur région d'origine, avec un Front populaire attentif au bien-être et au pouvoir des travailleurs, les migrants de gauche rencontrent une correspondance entre leurs besoins économiques et leurs ambitions politiques. Regione Emilia Romagna, *Statistiche governative e ISTAT sulla emigrazione dalla regione Emilia Romagna e dalle sue Provincie tra il 1869 e il 2007*.

²²⁹ Pier Paolo D'Atorre, « La marcia dei rurali. Associazionismo padronale e rappresentanza politica delle élites agrarie nel Novecento », in Pasquale Villani [dir.], *Trasformazioni delle società rurali nei paesi dell'Europa occidentale e mediterranea (secolo 19 et 20)*, Napoli, Guida, 1986.

²³⁰ Michele Colucci, *Lavoro in movimento*, Roma, Donzelli editore, 2008, p. 33-40. Voir aussi Marco Fincardi, *Campagne emiliane in transizione*, Bologna, Clueb, 2008.

²³¹ Roberto Finzi (sous la dir.), *Storia d'Italia, l'Emilia Romagna*, Torino, Einaudi, 1997.

²³² Manuela Martini, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du *Risorgimento* à l'arrivée du fascisme au pouvoir »..., p. 4.

²³³ Moses Anafu, *The Co-operative Movement of Reggio Emilia (1889-1914)*, Cambridge, CUP, 1980, p. 67-88.

Notes à : Deuxième Partie.

Le pays d'accueil : la France vue par les réfugiés émiiliens

²³⁴ Cesare Campioli naît à Cavazzoli, une petite fraction de la ville de Reggio Emilia, le 24 mars 1902 d'une famille de petits propriétaires. Après le Congrès de Livourne, il s'approche au parti communiste italien. De 1924 à 1925, il a été le secrétaire de la fédération des jeunes communistes de Reggio Emilia. En 1926, pour échapper aux persécutions fascistes, il s'établit à Milan. À Milan, il resta pour 4 ans en déroulant activité syndicale clandestine à l'intérieur de l'usine Breda. Dans l'année 1930, il quitte son Pays pour réparer en France en passant pour la Suisse. Le *fuoruscito* arrive à Paris par l'aide des certains compagnons de Reggio Emilia, déjà exilés en France. Après la fin de la guerre, il devint le Maire de la ville de Reggio Emilia le 4 mai 1945. A.C.S., Casellario Politico Centrale, fichier Cesare Campioli, *Unità archivistica Busta 985, estremi cronologici 1933-1944*. Cesare Campioli, *Cronache di lotta: nel movimento operaio reggiano, fra gli esuli antifascisti a Parigi, la resistenza, sindaco di Reggio Emilia*, Parma, Guanda, 1965, p. 25-30.

²³⁵ Gilles Bertrand/Jean-Yves Fretigné/ Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoires de deux nations sœurs*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 294-300.

²³⁶ Carmela Maltone, *Exil et identité. Les antifascistes Italiens dans le Sud-Ouest (1924-1940)*, Bordeaux, Presses Universitaires, 2006, p. 50-51.

²³⁷ Olivier Wieviorka, *Histoire de la résistance 1940-1945*, Paris, Perrin, 2013, p. 168.

²³⁸ Archives du Casellario Politico Centrale (CPC) conservées aux Archives centrales de Rome. Archives della Memoria delle Donne près de l'Université d'État de Bologne. Archives de l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia Ferruccio Parri (INSMLI) de Bologne, INSMLI Reggio Emilia, INSMLI Parme, INSMLI Ravenna, INSMLI Modena, INSMLI Imola, Forlì. Archives de la Biblioteca Comunale Panizzi de Reggio Emilia : *Fonds "Famiglia Berneri-Aurelio Chessa"*. Ce fond garde un très riche patrimoine de documentation qui enlace un siècle d'histoire environ de l'anarchisme italien et international.

Notes au Chapitre 3

²³⁹ Pierre Milza, Serge Bernstein, *Le fascisme italien (1919-1945)*, Paris, éditions du Seuil, 1980, p. 205-206.

²⁴⁰ Christopher Duggan, *Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini*, Paris, Flammarion, 2012, p. 150. À lire également Sabino Cassese, *L'Italie, le fascisme et l'État. Continuités et paradoxes*, Préface d'Eric Vial, Paris, Rue d'ULM, 2014, p. 35-37 : « Durant les deux décennies d'existence du régime, écrit Sabino Cassese, une nouvelle législation ne vint pas se substituer à la précédente, contrairement à ce que laisserait penser la thèse présentant l'État fasciste comme une forme d'État totalitaire. Elle la compléta, s'infiltra en elle, la modifia autant que nécessaire en valorisant les éléments autoritaires qui existaient déjà ou en faisant revivre des institutions post-unitaires abandonnées du fait de l'évolution libérale ultérieure. Dans de nombreux cas, comme celui des grands « textes uniques » et des lois organiques de 1933-1934, la législation fasciste consista en une compilation des textes de soixante années précédentes, actualisés et rendu plus adéquats au nouveau régime. Le fascisme, dans une large mesure, a gouverné en utilisant des institutions préfascistes ».

²⁴¹ Sabino Cassese, *L'Italie, le fascisme et l'État. Continuités et paradoxes*, préface d'Eric Vial, Paris, Rue d'ULM, 2014, p. 58-59.

²⁴² Christopher Duggan, *Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini...*, p. 151.

²⁴³ Pour une analyse détaillée sur les polices de Mussolini, lire l'essai de Franco Fucci, *Le polizie di Mussolini. La repressione dell'antifascismo nel ventennio*, Milano, Mursia, 2001, p. 29-31. À lire également Mauro Canali, *Le spie del regime*, Bologna, Il Mulino, 2006.

²⁴⁴ Les résistants sont des jeunes. Ils ont dit non à la fatalité, non à la soumission, non au déshonneur. Jean Cassou, *La Mémoire courte*, Paris, éditions de Minuit, 1953, p. 73-75.

²⁴⁵ Françoise Schwab, (Avant-propos), in Vladimir Jankélévitch, *L'esprit de Résistance. Textes inédits, (1943-1983)*, Paris, Albin Michel, 2015, p. 13-14.

²⁴⁶ Vladimir Jankélévitch, *Traité des vertus. Tome 2 : Les vertus et l'amour*, Paris, Flammarion, 1986, p. 154.

²⁴⁷ Lettres de Paolo Davoli à la famille. Paolo Davoli, Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 1630, *estremi cronologici 1943-1944, militante comunista. Annotazioni riportate sul fascicolo: ammonito.*

²⁴⁸ Vladimir Jankélévitch, *Le pur et l'impur*, Paris, Flammarion, 1996, p. 695.

²⁴⁹ Carlo Ginzburg, Carlo Poni, « La micro-histoire », Paris, in Revue *Le Débat*, n. 17, octobre 1981, Gallimard, 1981, p. 133-136. Pour écrire l'histoire des « classes subalternes » et non plus seulement celle des hommes célèbres, il est nécessaire, selon l'historien italien, de suivre et *poursuivre* un nom. D'ailleurs, il n'y pas d'histoire sans nom. La méthode prosopographique met en rapport les biographies individuelles pour faire apparaître les facteurs qui expliquent les cohésions et les différenciations dans un ensemble de données. La reconnaissance de celui-ci fait entrer l'individu dans celle-là. Le passage de l'archive à l'écriture de l'histoire pose toutefois la question du choix du biographié et de la porte d'entrée de sa biographie.

²⁵⁰ La personnification ou l'identification des militants se constitue par le lent cheminement de l'historien dans les archives. Suivre un biographié dans un travail prosopographique, c'est entreprendre de repérer les ruptures qui constitueront autant de retours à la biographie complète de l'individu choisi. Selon la définition de André Chastagnol, la recherche prosopographique a pour but de constituer des notices individuelles regroupant les renseignements biographiques de toute sorte fournis par des personnages ou des gens ordinaires ayant entre eux un lien commun. « La prosopographie, méthode de recherche sur l'histoire du bas Empire », Revue *Annales*, année 1970, Volume 25, Numéro 5, p. 1229-1235.

²⁵¹ Sur ces 18 militantes nous avons obtenu des informations précises à partir du Casellario Politico Centrale et d'autres fichiers de la police politique fasciste ou de l'OVRA. Ce croisement entre un vécu personnel et les événements historiques met en lumière l'existence d'une *génération* de militantes aux trajectoires singulières. Nous développerons ces trajectoires dans le chapitre 4 de cette recherche.

²⁵² Bernard Pudal, « Choix de méthode pour une sociologie historique du PCF », in *Histoire politique et sciences sociales*, sous la direction de Denis Peschanski, Michael Pollak et Henry Rousso, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 73-74.

²⁵³ François Marcot, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », in *Pour une histoire sociale de la Résistance*, Antoine Prost (sous la dir.), *Le Mouvement social*, n.180, juillet-septembre 1997, p. 21-41.

²⁵⁴ Tzvetan Todorov, *Insoumis*, Paris, Robert Laffont, 2015, p. 34.

²⁵⁵ Christopher Duggan, *Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini...*, p. 125. L'idée que le fascisme se fonde sur la foi, l'idéalisme et la volonté est présente dès l'origine. Le mythe de la figure providentielle du Duce, ayant sauvé le pays du bolchevisme et du libéralisme, est déjà répandu en 1923 et est exploité encore plus à partir de 1925-1926.

²⁵⁶ Gilles Bertrand, Jean-Yves Fretigné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoires de deux nations sœurs*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 294-300.

²⁵⁷ Carmela Maltone, *Exil et identité. Les antifascistes Italiens dans le Sud-Ouest (1924-1940)*, Bordeaux, Presses Universitaires, 2006, p. 50-51.

²⁵⁸ « L'émigration antifasciste italienne dans la France de l'Entre-deux-guerres – écrit Eric Vial – est très composite : de quelques libéraux et catholiques à des anarchistes, en passant par quelques anarcho-syndicalistes, des républicains mazziniens, les 'libéraux-socialistes' de Giustizia e Libertà, des socialistes réformistes ou maximalistes. Elle est aussi caractérisée par des phénomènes de politisation et de dépolitisation qui, conjugués à l'importance de l'émigration transalpine en France, près d'un million de personnes en 1930, impliquent une forte interpénétration entre émigration politique et économique ». Éric Vial, « Notes sur l'exil et l'intégration des Italiens dans la société française pendant le fascisme », in *L'esilio nella storia del movimento operaio e l'emigrazione economica*, (a cura di Maurizio degl'Innocenti), Manduria, Lacaita, 1992, p. 177.

²⁵⁹ Michel Dreyfus / Pierre Milza, *Un siècle d'immigration italienne en France, de 1850 à 1950*, Paris, CEDEI, 1987.

²⁶⁰ Giorgio Amendola, *Intervista sull'antifascismo*, Roma, Laterza, 1990, p. 90-91.

²⁶¹ « La présence de nombreux Italiens, écrit Ralph Schor, fut, dans les Alpes-Maritimes, perçue comme un péril par la majorité de la population. Trois des six députés élus dans le département en 1932 demandèrent que la main-d'œuvre étrangère fût limitée. Beaucoup d'immigrés évoquent la sourde hostilité, la méfiance et le mépris qu'ils sentaient autour d'eux. L'épithète 'Piémontais' était considérée à Nice comme une grave injure. Pour les habitants des Alpes-Maritimes, les immigrés italiens représentaient une concurrence économique et, à quelque famille de pensée qu'on appartint, un danger politique. Au contraire dans le Sud-ouest, l'arrivée des Italiens fut appréciée dans la plupart des milieux. Pour expliquer la différence des réactions, grande apparaît la tentation d'invoquer la disparité des densités d'étrangers au sein de la population française. En 1931, alors que les allogènes représentaient 28,4 % des habitants des Alpes-Maritimes, ils ne dépassaient jamais la proportion de 9 % dans le sud-ouest: 8,9 % dans le Lot-et-Garonne, 8,2 % dans le Gers, 6,4 % dans le Tarn-et-Garonne, 6,2 % dans les Hautes-Pyrénées, 1,6 % dans le Lot. Ainsi, le département le plus hostile aux immigrés se serait trouvé sursaturé, il aurait atteint un hypothétique seuil de tolérance au-delà duquel les nouveaux venus ne pouvaient plus être acceptés. En revanche, le sud-ouest, hébergeant des étrangers dont la densité restait plus modérée aurait aisément admis ses hôtes ». Ralph Schor, « Italiens des villes, Italiens des champs » in *Revue Recherches Régionales*, Nice, 23^e année, n. 1, janvier-mars, p. 46-56, 1982. À lire également Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'Entre-deux-guerres », in *Revue Cahiers de la Méditerranée*, n. 85, Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, Université de Nice, 2012, p. 104-105.

²⁶² Claude Norek et Frédérique Doumic-Doublet, *Le droit d'asile en France*, Paris, PUF, 1989, p. 21-31.

²⁶³ Enrico Serra, « La normativa sull'emigrazione italiana dal fascismo al 1948

con particolare riguardo alla Francia », in *Mezzosecolo, materiali di ricerca storica*, n. 9, 1990-1992, p. 5-6.

²⁶⁴ Cesare Campioli, *Cronache di lotta. Nel movimento operaio reggiano, tra gli esuli a Parigi, la Resistenza, Sindaco a Reggio Emilia...*, p. 69-70.

²⁶⁵ Cesare Campioli, *ibidem*, p. 71. Sur les souvenirs et les mémoires d'autres antifascistes émiliens en exil, lire Alessandra Fontanesi, *Volti di libertà: partigiani che raccontano la Resistenza*, Reggio Emilia, Bertani edizioni, 2005 et l'essai de Sara Galli, *Antifascisti tra carcere, clandestinità ed esilio*, Bologna, CLUEB, 1998.

²⁶⁶ « La presse est véritablement un reflet exact du climat qui existe dans l'opinion publique d'un pays ; elle est d'une importance inestimable pour inventorier la pensée d'une époque ». In Ralph Schor, « Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'Entre-deux-guerres », in *Cahiers de la Méditerranée...*, p. 106.

²⁶⁷ Elisa Signori, « Républicains et giellistes en France entre guerre d'Espagne et Résistance », in Pierre Milza, Denis Peschanski (dir.) : « *Exils et Migration. Italiens et Espagnols en France (1938-1946)* », Paris, L'Harmattan, 1994, p. 547-548.

²⁶⁸ Antonio Canovi, *Roteglia, Paris. L'expérience migrante de Gina Pifferi*, Reggio Emilia, Ricerche Storiche libri, 1999, p. 34-36.

²⁶⁹ Les restaurants Poccardi, situés respectivement au 9 boulevard des Italiens, au 12-14 rue Favart et au 36 rue Saint-Marc sont des lieux de luxe, des endroits importants pour l'aristocratie française, mais aussi des lieux de rencontre politique pour les socialistes et les libéraux italiens. En 1920, Francesco Poccardi cumule les charges et les honneurs dans une multitude d'organisations de bienfaisance. Depuis 1888, au 135 boulevard de Sébastopol, il y a la pâtisserie, 'À la Milanaise' et, en 1920, au 85 de la rue Richelieu, Luigi Monti ouvre un café-restaurant franco-italien, qu'il donne en gestion à Cesare et Carlo Monteverdi. Après la Seconde Guerre mondiale, ces cafés et restaurants ne laisseront qu'un lointain souvenir, car leur déclin commence déjà en concomitance à la crise économique des années 1930. Sophie Dorothée Delesalle, *Index détaillé du monde du Don Quichotte. La vie socio-culturelle de la communauté italienne en région parisienne au début des années 1920 d'après le quotidien de Luigi Campolonghi*, Paris 3, CIRCE, vers 1991, p. 11-12.

²⁷⁰ Marie.-Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'Est parisien (années 1880-1960). Une histoire d'intégration*, Rome, éditions de l'École française de Rome, 2000.

²⁷¹ Archivio Centrale dello Stato, CPC, Ferruccio Reggiani, Busta 4267, estremi cronologici : 1934-1943. *Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Barbiere, antifascista. Luogo residenza : Francia.*

²⁷² Archivio centrale dello Stato, CPC, Letizia Spagni, detta Lisa, née à Reggio Emilia en 1901, Unità archivistica Busta 4893, fascicolo 130963, *Estremi cronologici : 1937-1943. Antifascista, parrucchiera. Luogo di residenza : Francia.*

²⁷³ Ferruccio Reggiani est né à Bologne le 17 mars 1900. Au mois d'août 1934,

sa famille s'était établie dans la ville de Reggio d'Émile dans le quartier populaire de Santa Croce. Socialiste, coiffeur, Ferruccio Reggiani s'était marié avec Lisa Spagni. En 1929, la couple quitte légalement l'Italie pour résider en France. La police fasciste commence à mener des recherches sur Ferruccio Reggiani et sur sa femme Lisa Spagni depuis le mois d'octobre 1934. Une note envoyée à la Division Affaires Généraux et Réservés de Rome du 6 novembre 1934 affirme : « *Da fonte confidenziale è stato segnalato come socialista ed amico del sovversivo Sassi Goliardo di Pio, tale Reggiani Ferruccio, coniugato con Spagni Letizia, di anni 31, di Reggio Emilia. I predetti coniugi, residenti in Francia da più anni, abitano a Parigi al n.3 Passage des Petites Ecuries. Reggiani gestisce un negozio da parrucchiere a Parigi* ». ACS, CPC, Busta 4893, fascicolo 130963, *Estremi cronologici : 1937-1943. Antifascista, parrucchiera. Luogo di residenza : Francia.*

²⁷⁴ Même l'Ambassade d'Italie à Paris, dans une lettre du 11 avril 1935, confirme que le salon de coiffure de la famille Reggiani est fréquenté par des Italiens subversifs. Dans la lettre envoyée à Rome, l'Ambassade souligne : « *da ulteriori indagini esperite è risultato che presso il negozio di barbiere gestito dal connazionale in oggetto in questa Capitale si recano sovente elementi italiani sovversivi ed amici del Reggiani stesso* ». ACS, CPC, Busta 4893, fascicolo 130963, *Estremi cronologici : 1937-1943. Antifascista, parrucchiera. Luogo di residenza : Francia.*

²⁷⁵ Lettres d'Emilia Napione à sa mère de l'exil de Paris. L'anarchiste Emilia Napione est jugée par l'OVRA une dangereuse subversive. La police italienne la surveille strictement depuis 1923. En 1932, une note de l'OVRA souligne que : « *Emilia Napione dispose d'un vestiaire bien riche et elle possède des bijoux apparemment de valeur. Elle a pris contact avec des subversifs italiens très connus [...]. Elle a reçu des paquets de journaux et des tracts subversifs [...] qu'elle cache sous les vêtements. Elle utilise d'armes et d'explosifs sans avoir peur* ». Note de l'OVRA, rédigée à Casablanca par un espion, le jour 17/11/1932, ACS, CPC, Busta n. 3484. Dans une autre missive envoyée à Rome, la police fasciste écrit : « *la subversive est capable de commettre des actes criminels. De caractère rebelle, elle a peu d'éducation et elle est enclin au vagabondage et au farniente* ». Prefettura di Torino, missive datée du 16/3/1938, ACS, CPC, Busta 887. Pendant tout l'exil, pour tromper les polices des États européens, Emilia Napione utilise plus de dix fausses identités dont les noms de : Melia, Louise Lahaye, Alphonsine Barette o Barrey, Paolina Marchisio, Josepha Magen Lopez, Eleonora Tonel, Louise Latrage, Emila Luisa Lationi, Anna Felicia Jeunehomme.

²⁷⁶ Patrizia Gabrielli, *Col freddo nel cuore : uomini e donne nell'emigrazione antifascista*, Roma, Donzelli, 2004, p. 84-87.

²⁷⁷ Selon les dernières études menées par l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione de Parme et l'historien Mario Palazzino, 66% des antifascistes migrent en France. Parmi ceux-ci, une large majorité est représentée par des anarchistes, des socialistes et des communistes. Source : Mario Palazzino, « Gli antifascisti del Parmense nelle carte di polizia (1922-1943) » in Massimo Giuffredi (a cura di), *Nella rete del regime*, Roma, Carrocci, 2004.

²⁷⁸ ALCESTE DE AMBRIS est né à Licciana di Pontremoli, le 15 septembre 1874. Pour la police italienne, il devient un célèbre subversif lorsqu'il organise les grèves de Parme en 1908 et quand il collabore avec Gabriele D'Annunzio à Fiume en 1920. Un an après la 'Marcia su Roma', Alcide De Ambris quitte l'Italie. GIOVANNI FARABOLI est né à Valle di San Secondo Parmense, le 23 marzo 1876. Il a été un syndicaliste du Parti socialiste italien et un des fondateurs des coopératives agricoles de la ville de Parme. Il commence son activité politique en 1901, quand il crée la Ligue des paysans dans le village de Fontanelle di Roccabianca. En 1902, il s'inscrit au Parti socialiste italien. En 1919, l'aristocratie agraire de Roccabianca organise les premiers tumultes contre les sociétés coopératives socialistes. En 1921, la 'Casa dei Socialisti' di Roccabianca est prise d'assaut par les *squadristi*. Giovanni Faraboli quitte l'Italie et se réfugie à Toulouse où il y a déjà plusieurs expatriés originaires de sa ville natale. Il rentrera à Parme après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le président de la République Luigi Einaudi lui a conféré la décoration "Stella al merito degli Italiani all'estero", pour la valeur de son engagement moral et politique. ACS, CPC, *Giovanni Faraboli ad nomen*. À lire Margherita Becchetti, *L'utopia della concretezza. Vita di Giovanni Faraboli, socialista e cooperatore*, Clueb, Bologna 2012. pour le Sud-Ouest français. Sur place, il constitue un réseau de sociétés coopératives, de mutuelles et de collèges syndicaux. Voir à ce propos l'essai d'Enrico Serventi Longhi, *Alceste De Ambris. L'utopia concreta di un rivoluzionario sindacalista*, Milano, Franco Angeli, 2011. ACS, CPC, Alcide De Ambris ad nomen.

²⁷⁹ Un mémorandum de l'OVRA en octobre 1929 illustre l'imperméabilité et l'impénétrabilité des cercles politiques émiiliens en France. Cette impénétrabilité derivait des liens familiaux ou de village dans lequel tous les adhérents étaient nés. Ces caractéristiques faisaient des 'Fratellanze' émiiliennes et romagnoles des groupes très résistants aux infiltrations de la police politique fasciste. Ces associations seront particulièrement dynamiques dans les manifestations pacifistes contre les guerres impérialistes du Duce et contre la loi fasciste antisémite. Pendant la guerre civile espagnole, les 'Fratellanze' développeront de nombreuses initiatives de soutien à la cause républicaine. Voir : Emilio Franzina, « L'emigrazione schedata : lavoratori sovversivi all'estero e meccanismi di controllo poliziesco in Italia tra fine secolo e fascismo », in Aa.Vv., *Gli italiani fuori d'Italia. Gli emigrati italiani nei movimenti operai dei paesi d'adozione 1880-1940*, a cura di B. Bezza, Milano, FrancoAngeli, 1983, p. 773-829.

²⁸⁰ À lire à ce propos l'essai de Pietro Pinna, « Percorsi di politicizzazione degli immigrati in due regioni francesi (1922-1939) », in Rivista *Altreitalie*, n. 36-37, gennaio-dicembre 2008, Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 2008, p. 81-89.

²⁸¹ Antonio Canovi, *Roteglia, Paris. L'expérience migrante de Gina Pifferi...*, p. 36-38. Cette méthode solidaire pour construire le quartier est la marque indélébile des Reggiani à Argenteuil.

²⁸² Antonio Canovi, *Cavriago ad Argenteuil. Migrazioni, comunità, memorie*, Reggio Emilia, Ricerche Storiche, 1999, p. 44-45. Arrigo Zanti est né à

Caviago en 1929, un petit village contigu à Reggio Emilia, Archivio centrale dello Stato, CPC, Unità archivistica Busta 5542, fascicolo 063242, *Estremi cronologici 1940-1945. Annotazioni riportate sul fascicolo : Confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera, Sovversivo. Comunista, falegname. Luogo residenza: Francia, Spagna.*

²⁸³ Ralph Schor, « *Les immigrés italiens au miroir de la presse française dans l'Entre-deux-guerres* », in *Revue Cahiers de la Méditerranée...*, p. 108.

²⁸⁴ Tout au long de l'Entre-deux-guerres, les activités politiques des nos 85 antifascistes soulignent une entreprise volontariste pour gagner en crédit dans l'opinion publique française au bénéfice à la cause antifasciste et pour la colonie qui demeure dans les différents Départements français. Carlo De Maria, *Il modello emiliano nella storia d'Italia. Tra culture politiche e pratiche di governo locale*, Bologna, Bradypus edizioni, 2014, p. 71-72. Roberto Finzi (sous la dir.), *Storia d'Italia, l'Emilia Romagna*, Torino, Einaudi, 1997, p. 146-147.

²⁸⁵ Pierre Guillen, « Le rôle politique de l'immigration italienne en France dans l'Entre-deux-guerres », in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza. Rome, Publications de l'École française de Rome, 1986, p. 330. http://www.persee.fr/doc/efr_0000-0000_1986_mon_94_1_3161.

²⁸⁶ Pierre Guillen, *ibidem*, p. 332. L'importance du travail accompli par Carlo Rosselli et les autres *fuorusciti* de Giustizia et Libertà, pour sensibiliser les intellectuels et l'opinion publique française vis-à-vis de l'imposture et du danger du fascisme, est inégalable. Ce groupe d'intellectuels cherche à désamorcer les incompréhensions entre citoyens italiens et français.

²⁸⁷ Eric Vial, « Tirer l'échelle ? Tensions et rejets de nouveaux arrivants au sein de l'émigration antifasciste italienne », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 20 - n.2 | 2004, mis en ligne le 25 septembre 2008, URL : <http://remi.revues.org/965> ; DOI : 10.4000/remi.965.

²⁸⁸ Pierre Guillen, « L'antifascisme, facteur d'intégration des Italiens en France dans l'Entre-deux-guerres », in *Revue Recherches Régionales*, Nice, 23^e année, n. 1, janvier- mars, 1982, p. 57-66.

²⁸⁹ Côté français, c'est dans des milieux résistants que l'on trouve dès ce moment une vision positive de l'Italie. L'organe du Front National en donne un exemple quand il souligne les souffrances de son peuple et l'élan démocratique de la société au sortir du conflit. Une position analogue émerge de la Préface de Jean Cassou au livre de Fausto Nitti, avec qui il partage la clandestinité, jusqu'à l'arrestation à Toulouse en décembre 1941 : « Si je crois en la résurrection de l'Italie et à ses futures destinées républicaines, si j'ai foi dans le peuple italien, si ces vingt ans de fascisme me semblent un mensonge, une monstruosité anti-italienne (au contraire du nazisme qui est un phénomène allemand), c'est à des hommes tels que Nitti que je le dois [...] à cette tradition dont ils se savent les héritiers et les garants, la tradition de l'Italie italienne, celle des républiques du XV^e siècle, celle de Garibaldi et de Mazzini ». In : Laure Teulieres, *Memoires et representations croisées du temps de guerre*, Revue numérique *Studi Emigrazione*, 2002, p. 400-414, URL :

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00159597>.

²⁹⁰ Giorgio Amendola, *Comunismo, antifascismo e Resistenza*, Roma, Editori Riuniti, 1967, p. 23-26.

²⁹¹ Les recherches menées par l'historien Antonio Canovi sur la communauté émilienne d'Argenteuil en Île de France sont un point de repère crucial. À voir, Antonio Canovi, *Argenteuil creuset d'une petite Italie. Histoire et mémoire d'une migration*, Paris, Le Temps des Cerises, 2000.

²⁹² Voir de manière particulière la liste des incorrigibles, partisans d'une forme de lutte très radicale et intense. Ces antifascistes sont ceux qui, en premier, ont perçu la capacité destructrice du fascisme et qui ont immédiatement ils choisi la lutte. Pour le fascisme, ce sont des esprits rebelles à éliminer, des hommes de terrain dangereux. Archivio centrale dello Stato, Ministero dell'Interno, cartone n. 12. Notes de service de l'étranger Police politique, années 1930-1938.

²⁹³ Archivio Centrale dello Stato, Min. Afr. it., cartone n. 12. La note des services secrets souligne encore que les communistes pour leur part sont les seuls à être une véritable force clandestine. Force capable de mener des campagnes de distribution de tracts, de journaux, faire des attentats, lutter par voie armée. L'engagement incontestable des ces militants mené au péril de leur vie, est un élément constant.

²⁹⁴ Marc Lazar, *L'Italie sur le fil du rasoir. Changements et continuités de l'Italie contemporaine*, Paris, Perrin, 2009, p. 61-80.

²⁹⁵ Anne Morelli, « Femmes, exilées politiques. Exhumer leur histoire », *Sextant* n. 26, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, p. 7-8.

²⁹⁶ María Björg Kristjánsdóttir, *Les femmes et la Résistance : une histoire oubliée*, Háskóli Íslands, Université d'Islande Press, 2010.

²⁹⁷ Sur la contribution des femmes émiliennes entre exil et Résistance en Italie, voir les études de Daniela Gagliani, Elda Guerra, Laura Mariani et Fiorenza Tarozzi, « Donne, guerra, politica. Esperienze e memorie della Resistenza », Bologna, Università di Bologna, Clueb, 2000. À lire également le travail d'Annarita Buttafuoco, « Straniere in patria. Temi e momenti dell'emancipazione femminile italiana dall'Unità al fascismo », in *Esperienza storica femminile nell'età moderna e contemporanea*, (a cura di) Anna Maria Crispino, Roma, Udi, 1988, p. 91-123.

²⁹⁸ Comme l'écrit Patrizia Gabrielli, « la mémoire de l'antifascisme italien, tout comme son histoire, s'est strictement déclinée au masculin. Je me réfère plus particulièrement, à la notion "d'héroïsme" prépondérante sur tous les autres aspects de ce mouvement. Cela a conduit, à mon avis, à des limites et des lacunes, qui ne résident pas seulement dans l'exclusion des femmes de l'histoire, mais dans un manque d'intérêt envers le quotidien de l'expérience des masses. Cette vision "héroïque" exclut les formes de participation politique que les femmes ont choisies ou qui leur ont été attribuées ». Patrizia Gabrielli, « Présence et absence des femmes dans l'émigration antifasciste italienne en France » in Anna Morelli (sous la dir.), *Femmes exilées politiques*, Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, 2009, p. 45-58.

²⁹⁹ Rita Thalmann, « L'oubli des femmes dans l'historiographie de la

Résistance », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Paris, volume 78, numéro 1, 2005.

³⁰⁰ À ce sujet lire l'essai d'Andreina De Clementi, « Una ferita profonda. Donne e uomini nell'emigrazione italiana del Novecento », D. Corsi (dir.), *Altrove. Viaggi di donne dall'antichità al Novecento*, Roma, Viella, Società Italiana delle Storie Roma, 1999, p. 375-378.

³⁰¹ Giovanni De Luna, *Donne in oggetto. L'antifascismo nella società italiana (1922-1939)*, Torino, Bollati Boringhieri, 1995, p. 09-10.

³⁰² Anne Morelli, *La participation des émigrés italiens à la Résistance en Belgique*, Rome, Ministero degli Affari esteri (DGEAS), 1983, p. 120.

³⁰³ Archivio Centrale dello Stato (ACS) de Rome, Casellario Politico Centrale (CPC), Division des archives du Ministère de l'Intérieur. Le Casellario Politico a été créé en 1896. La circulaire n.5343 du Ministère de l'Intérieur invite, à partir du premier juin 1896, les préfets du Royaume à transmettre à la Direction générale de la Sûreté publique toutes les informations relatives à l'activité des *affiliati a partiti sovversivi considerati pericolosi per l'ordine e la sicurezza pubblica*. En 1926, après l'approbation du *Testo unico delle leggi di pubblica sicurezza*, le Casellario est considérablement développé par le régime fasciste. Le Casellario politique central regroupe les dossiers individuels constitués par la police en Italie et, avec l'aide à l'étranger des agents consulaires et des espions, de tous les individus réputés subversifs, d'abord les anarchistes, les socialistes, les communistes, puis les opposants de tous genres au régime de Mussolini. Le Casellario a été clos en 1945. Dans chaque dossier, on peut retrouver des lettres, des photographies, des mémoires, de la correspondance privée des surveillés avec leurs familles. Ces textes soulèvent un voile sur le quotidien de l'expérience migratoire et sur sa représentation, révélant des aspects et même des détails importants pour une reconstruction plus complète de l'histoire de l'antifascisme dans l'émigration. Sur la source d'archive du Casellario Politico Centrale, lire l'article d'Eric Vial, « Le traitement des dossiers du Casellario politico centrale », in: *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen-Âge, Temps modernes*, tome 100, n. 1. 1988. p. 273-284. À lire également l'essai de Martina Guerrini, *Donne contro. Ribelli, sovversive, antifasciste*, Milano, Zero in Condotta Edizioni, 2013, p. 7-23. Anna Iuso (dir.), *Scritture di donne. Uno sguardo europeo*, Siena, Protagon Editori Toscani, 1999, p. 10-15.

³⁰⁴ « Quasi-absence de la recherche par rapport à la présence des femmes dans l'émigration politique italienne et dans la Résistance » : tel est le constat que font nombreuses chercheuses sur la place des femmes migrantes et résistantes de l'Émilie Romagne. De ce constat a démarré la production scientifique du Dipartimento di Discipline Storiche de l'Université de Bologne qui, à partir des années 1990, a conduit le projet « Resistenza e passione politica delle donne in Émilie Romagne ». L'équipe est constituée par les chercheuses : Magda Abbati, Luisa Baraldi, Sandra Bellini, Giuliana Bertagnoni, Lucia Bonini, Monica Casini, Silvia Corigliano, Mirella Plazzi, Angela Politi, Rossella Ropa, Carla Tonini, Adele Valcavi, Mara Valdinosi, Cinzia Venturoli, Angela Verzelli, Paola Zappaterra. Auprès du Dipartimento di Discipline

Storiche de l'Université de Bologne on trouve également le siège de l'*Archive des Femmes de la Résistance*. Intégrés par des images provenant en grande partie d'archives privées, les récits de ces femmes sont encore inédits. Ils ont été parfois sonorisés et ils nous restituent une page d'histoire politique, de lutte, mais aussi une bibliothèque de sentiments, d'émotions et des visages.

³⁰⁵ Voir l'article de Pierre Frederix, « Visites aux étrangers en France. Paris, où l'on entrevoit le fond de la misère », *Le Petit Parisien*, 5 juillet 1937. Voir encore l'article de Robert Millet, « Visites aux étrangers de France », *Le Temps*, 10 mai 1938.

³⁰⁶ Archives du Casellario Politico Centrale (CPC) conservées aux Archives centrales de Rome. Archives della Memoria delle Donne près de l'Université d'État de Bologne. Archives de l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia Ferruccio Parri (INSMLI) de Bologne, INSMLI Reggio Emilia, INSMLI Parme, INSMLI Ravenna, INSMLI Modena, INSMLI Imola, Forli. Archives de la Biblioteca Comunale Panizzi de Reggio Emilia : *Fonds "Famiglia Berneri-Aurelio Chessa"*. Ce fond garde un très riche patrimoine de documentation qui enlace un siècle d'histoire environ de l'anarchisme italien et international.

³⁰⁷ Données statistiques de l'Associazione Nazionale Partigiani d'Italia. Site numérique <http://www.anpi.it> À lire également l'essai d'Anna Bravo-Anna Maria Bruzzone, *In guerra senz'armi. Storie di donne (1940-1945)*, Bari, Laterza, 1995.

³⁰⁸ Fondazione Istituto Gramsci, Roma, Archivio Partito comunista italiano, 1937, fascicoli 1445,1446. *Rapporto sui comitati di donne contro il fascismo e la guerra*. 4 febbraio 1937.

³⁰⁹ Ces militantes viennent d'un milieu familial déjà politisé. Le choix politique de ces femmes semble en effet déterminé par un sens d'appartenance aux cellules familiales, aux lieux et aux environnements. In Patrizia Gabrielli, « Présence et absence des femmes dans l'émigration antifasciste italienne en France », in Anna Morelli (sous la dir.), *Femmées exilées politiques...*, p. 50.

³¹⁰ Gianpasquale Santomassimo, « Antifascismo popolare », in *Italia contemporanea*, 140, 1980, p. 39-69. Le même sujet est analysé par l'auteur de manière plus détaillée dans l'essai *Antifascismo e dintorni*, Milano, Feltrinelli, 2004. Sur le même thème, il faut lire parallèlement Luciano Casali, « E se fosse un dissenso di massa. Elementi per una analisi della 'conflittualità politica' durante il fascismo », in *Italia contemporanea*, 144, 1981, p. 101-120.

³¹¹ Anna Bravo, Anna Maria Bruzzone, *In guerra senz'armi. Storie di donne (1940-1945)...*, p. 269-271.

³¹² Patrizia Gabrielli, «Présence et absence des femmes dans l'émigration antifasciste italienne en France» in Anna Morelli (sous la dir.), *Femmées exilées politiques...*, p. 51.

³¹³ Ines Sacchetti-Tonsi est née à Roteglia di Castellarano (Reggio Emilia), fille des antifascistes Gino Sacchetti (ACS, CPC, busta 4515, fasc. 73981) et Elide Soncini (ACS, CPC, busta 4868, fasc. 132042). Entretien d'Ines Sacchetti-Tonsi avec Antonio Canovi. In Antonio Canovi, *La communauté italienne d'Argenteuil. Identité et mémoires en question*, collection 'La clé des

langues', Lyon, ENS de Lyon éditions, 2007. URL : http://cle.ens-lyon.fr/l-emigration-italienne-en-france/la-communaut-italienne-d-argenteuil-identite-et-memoires-en-question-2-53329.kjsp?RH=CDL_ITA100600 Les structures associatives des Émiliens en France (comme la Fratellanza Reggiana) ont connu dans l'Entre-deux-guerres et de la fin de la Seconde Guerre mondiale un sentiment d'appartenance, une identité, qui valorise d'abord la région et ensuite la nation. Ces associations en devenant des lieux d'action et de solidarité à caractère militant conservent encore aujourd'hui comme base de regroupement l'origine régionale. In Giovanna Campani et Mauro Catani, « Les réseaux associatifs italiens en France et les jeunes », *Revue Européenne des Migrations internationales*, année 1985, Volume 1, Numéro 2, p. 143-160.

³¹⁴ Patrizia Gabrielli, « Présence et absence des femmes dans l'émigration antifasciste italienne en France » in Anna Morelli (sous la dir.), *Femmes exilées politiques...*, p. 52.

³¹⁵ Patrizia Gabrielli, « Présence et absence des femmes dans l'émigration antifasciste italienne en France » in Anna Morelli (sous la dir.), *Femmes exilées politiques...*, p. 54-56. Sur l'âge de l'engagement politique des femmes : Marira Ombra, *La bella politica. La Resistenza, noi donne, il femminismo*, en collaboration avec Ilaria Scalmani, Torino, SEB27, 2009.

³¹⁶ AA.VV., *Dorina Storchi Lina. Una storia antifascista*, Reggio Emilia, ANPI, 2014.

³¹⁷ Marisa Ombra est née à Asti le 30 avril 1925. À présent, elle est la vice-présidente nationale de l'ANPI. Elle commence son activité clandestine en Italie en collaborant à la préparation des grèves du mars 1943. Après le 8 septembre 1943, elle devient *staffetta* des Brigate Garibaldi et, en même temps, elle participe à la création des Groupes de Défense de la Femme. Après la Libération, elle choisit de dédier sa vie à la lutte pour l'émancipation sociale de la femme en travaillant près de l'UDI (Unione Donne Italiane). Autrice de plusieurs essais dont *La bella politica. La Resistenza, noi donne, il femminismo*, en collaboration avec Ilaria Scalmani, Torino, SEB27, 2009 et *Libere sempre. Una ragazza della Resistenza ad una ragazza di oggi*, Torino, Einaudi, 2012 (mon entretien avec Marisa Ombra a eu lieu à Modène et Vignola, auprès de l'ANPI).

³¹⁸ Anna Bravo, « Resistenza civile », in *Dizionario della Resistenza*, a cura di Enzo Collotti-Renato Sandri-Francesco Sessi..., p. 273.

³¹⁹ Témoignage d'Olga Prati enregistré et publié dans l'essai d'Anna Maria Bruzzone et Roberta Farina, *La Resistenza taciuta. Dodici vite di partigiane piemontesi*, Torino, Bollati Boringhieri, 2003, p. 152-153.

³²⁰ Le récit de Carla Capponi est cité dans l'essai de Bianca Guidetti Serra, *Compagne. Testimonianze di partecipazione politica femminile*, vol. I et II, Torino, Einaudi, 1977.

³²¹ Filippo Maria Battaglia, *Stai zitta e va' in cucina. Breve storia del maschilismo in politica da Togliatti a Grillo*, Torino, Bollati Boringhieri, 2015, p. 11-12.

³²² Le discours complet de Ferruccio Parri à l'UDI est publié dans l'essai de Marisa Ombra-Luciana Viviani- Maria Michetti, *I gruppi di Difesa della*

Donna (1943-1945), Rome, UDI, 1995, p. 125-128.

³²³ Texte de Giuseppe Grilli publié sur le quotidien *L'Unità* du 16 mars 1945 : *Una svolta nel lavoro fra le donne* . « Aux hommes incombent les décisions fondamentales et les devoirs opérationnels, aux femmes les tâches ménagères et celles de moindre importance ». L'historienne Maria Casalini écrit : « Les militantes antifascistes ont été utiles dans la lutte contre le régime de Mussolini, mais il n'est pas souhaitable qu'elles recouvrent des fonctions politiques de premier rang et qu'elles se fassent remarquer » in « Il dilemma delle comuniste. Politiche di genere della sinistra nel secondo Dopoguerra » in AA.VV., *Una democrazia incompiuta*, Milano, Franco Angeli, 2007.

³²⁴ L'antiféminisme de Benito Mussolini est rappelé dans les mémoires et dans les correspondances épistolaires de Margherita Sarfatti. Femme cosmopolite, critique d'art, Margherita Sarfatti a été la maîtresse de Benito Mussolini avant Marina Curti Cucciani et Claretta Petacci. Benito Mussolini a exprimé ses positions antiféministes dans plusieurs articles parus dans plusieurs quotidiens (*La Stampa* de Turin, *Il Popolo d'Italia* de Milan) et il a rendu une déclaration publique à ce sujet, telle dite « Dichiarazione Dell'Ascensione » du 26 mai 1927. In Roberto Festorazzi, *Margherita Sarfatti. La donna che inventò Mussolini*, Vicenza, Angelo Colla, 2010, p. 195-196.

³²⁵ *Times*, Londres, 30 décembre 1922.

³²⁶ Dans la période qui a précédé l'avènement du régime fasciste, cette question avait soulevé beaucoup d'intérêt dans les files politiques du mouvement socialiste qui s'occupait de l'émancipation de l'univers féminin en Italie. Après la Grande Guerre, ce thème fut rapidement liquidé au nom d'un retour au foyer des femmes travailleuses pour fournir du travail aux vétérans de la Première Guerre mondiale. À noter que, par rapport aux socialistes, les forces politiques libérales n'ont jamais affiché une grande attention pour les revendications féministes qui leur paraissaient comme funeste et antibourgeoise. Quant au fascisme, un de ses traits parmi les plus caractéristiques a été le refus du caractère égalitaire entre les sexes. L'orientation prédominante du régime a donc été celle d'assurer la suprématie masculine. Le fascisme s'oppose surtout à l'idée « dangereuse » que le travail puisse devenir un droit universel, en favorisant par-là même l'émancipation sociale de la femme italienne. Le régime émane des normes pour éloigner toutes les femmes de l'administration publique et de l'enseignement de l'histoire et de la philosophie. Ces deux dernières disciplines sont en effet considérées comme matières fondamentales pour la formation de la nation fasciste. Voir l'essai de Giovanni Zunino, *L'ideologia del fascismo. Miti, credenze e valori nella stabilizzazione del regime*, Bologne, Il Mulino, 1995, p. 289-294.

³²⁷ Dans ses analyses, l'historienne italo-américaine Victoria De Grazia soutient que les politiques fascistes concernant la femme répondaient à deux motivations : a) une explication socio-économique, b) une raison d'être d'origine culturelle. Le premier aspect concernait les mauvaises conditions économiques des familles italiennes après la fin de la Première Guerre mondiale et donc un contrôle des naissances pour ne pas aggraver la situation. Le second aspect touchait plus spécifiquement aux femmes et à leur émancipation. Selon

Victoria De Grazia, la femme italienne avait conscience de sa propre sexualité et contrôlait en partie ses grossesses. Cette sensibilité était le signe d'une gestion privée et moderne du corps et elle concernait les femmes de la classe bourgeoise autant que les femmes ouvrières. Ces deux classes sociales avaient des modèles féminins alternatifs à que le régime de Benito Mussolini tentait d'imposer. À lire : Victoria De Grazia, *Le donne nel regime fascista*, Venezia, Marsilio, 1993, p. 50-59.

³²⁸ Giovanni De Luna, *Donne in oggetto : l'antifascismo nella società italiana (1919-1939)*, Torino, Bollati Boringhieri, 1995, p. 56-67.

³²⁹ Giovanni De Luna, *Donne in oggetto : l'antifascismo nella società italiana (1919-1939)...*, p. 70-78.

³³⁰ Fenicottero (phénicoptère) était le nom donné aux militantes du parti communiste italien qui se consacraient au fonctionnement du réseau clandestin, à un travail de liaison entre la France et l'Italie, à la diffusion de la presse clandestine, au prosélytisme et à l'assistantat. Leur travail a assuré la survie du Parti communiste italien pendant la période fasciste (Patrizia Gabrielli, *Fenicotteri in volo. Donne comuniste nel ventennio fascista*, Milan, Carrocci, 1999, p. 14-17).

³³¹ Vladimir Jankelevitch, *L'esprit de Résistance. Textes inédits, 1943-1983*, Paris, Albin Michel, 2015, p. 46-47.

³³² En 1938, 86 miliciennes italiennes s'engagent pour se battre dans la Guerre civile espagnole et adhèrent aux Brigades internationales. On énumère : 29 militantes du Parti communiste italien, 21 membres du mouvement anarchique, 27 partisans antifascistes, 5 activistes du Parti socialiste italien, 2 combattantes du Parti républicain, 2 révolutionnaires du POUM. Toutes ces combattantes italiennes avaient quitté l'Italie dans différents vagues d'émigration politique vers la France ou vers d'autres pays européens. Beaucoup d'entre elles appartenaient à des familles d'origine paysanne, d'autres étaient des artisanes, des employées, des enseignantes d'école primaire, de collège ou de lycée. À lire, Franca Fioroni Bortolotti, *Femminismo e partiti politici in Italia (1919-1926)*, Rome, Editori Riuniti, 1979, p. 64-67.

³³³ Giannetto Magnanini, *Egle Gualdi. Vita di una emiliana (1901-1976)*, Bologna, Analisi, 1984, p. 56.

³³⁴ Gina Pifferi est née à Roteglia de Castellarano, en province de Reggio Emilia, le 5 mai 1907. Elle a été une socialiste militante puis une communiste. En décembre 1936, elle s'expatrie en France munie d'un passeport régulier et se rend à Argenteuil. Dossier Pifferi Elgina, fasc. 860999, B 3970, CPC (ACS).

³³⁵ Vera Funaro Modigliani a été la femme (inséparable) de Emanuele Giuseppe Modigliani, leader socialiste. Pour échapper à la violence fasciste, la famille Modigliani choisit la voie de l'exil en France et puis en Suisse. En 1949, une fois rentrée en Italie, Vera Funaro Modigliani crée la « Fondazione per la Storia del Socialismo e del Movimento Operaio » (Rome).

³³⁶ Archive des Femmes de la Résistance en Émilie Romagne (Université de Bologne). Site web : <http://www.disci.unibo.it/it/biblioteca/fondi-1/archivio-della-memoria-delle-donne>.

³³⁷ Noemi Crainz Merz, *L'illusione della parità. Donne e questione femminile in Giustizia e Libertà*, Miano, Franco Angeli, 2013, p. 90-93.

³³⁸ Selon Victoria De Grazia (*Le donne nel regime fascista*, Venezia, Marsilio, 2000, p. 53-54), les femmes de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise utilisaient le préservatif comme moyen anticonceptionnel, mais de manière non régulière.

³³⁹ Franca Pieroni Bortolotti, *Le donne della Resistenza antifascista e la questione femminile in Emilia (1943-1945)*», Milano, Vangelista, 1978, p. 23-27. Sur le même sujet voir, voir l'analyse de Marco Minardi, *Ragazze dei borghi in tempo di guerra. Storie di operaie e di antifasciste dei quartieri popolari di Parma*», Parma, Istituto storico della Resistenza di Parma, INSMLI éditions, Parme, 1991.

³⁴⁰ Annexe au chapitre. Fiches signalétiques de 18 militantes antifascistes originaires de l'Émilie Romagne et exilées d'abord en France durant la période 1923-1943, puis en Espagne et enfin dans la Résistance en Italie ou ailleurs.

³⁴¹ Livres sur l'idéologie marxiste ; ouvrages contenant des analyses de l'idéologie communiste ; lecture de la presse clandestine... Gina Pifferi aimait lire les feuillets et aller au cinéma. Egle Gualdi aimait lire toutes la presse clandestine avant de l'envoyer en Italie. Sur la censure fasciste, lire Maurizio Cesari, *La censura nel periodo fascista*, Milano, Liguori, 1978.

³⁴² C'est le cas d'Egle Gualdi envoyée à la relégation près de l'île d'Ustica en Sicile. Sur l'île, Egle aura l'occasion d'améliorer son éducation politique et culturelle. Sur les activités culturelles des antifascistes assignés à résidence, lire l'article de Mario Palazzino : *Enrico Griffith : dalla cazzuola alla dialettica di Hegel*, Ustica, Centro documentazione Isola di Ustica, n. 4, 2000. URL : http://www.centrostudiustica.it/images/PDF/pdf-copertine-rivista-lettera/Lettera-n.-4-Anno-II-Aprile-2000/L4_Conf_Griffith.pdf Lire également l'essai de Ilaria Poerio, *A scuola di dissenso. Storie di resistenza al confino di polizia (1926-1943)*, Préface de Paul Corner, Roma, Carrocci, 2016.

³⁴³ ACS, CPC, Giulia Bondanini ad nomen.

³⁴⁴ Dario Castellani : militant anarchiste, il a été fiché très tôt par la police fasciste. Il a participé aux luttes du Biennio Rosso à Parme et à l'insurrection de Florence en 1921. Pour s'échapper aux persécutions de la police fasciste, Castellani émigre en France dans la ville de Marseille où il travaille comme boulanger. Une fois en France, en collaboration avec Camillo Berneri, Dario Castellani prépare de nombreuses manifestations contre la dictature italienne, organise des attentats à la dynamite contre les sièges des journaux *Il popolo d'Italia* et *Il Corriere delle Sera*, tout comme à l'encontre d'autres lieux sensibles en Italie. La cellule des anarchistes italiens résidents à Marseille collabore avec le Centre international des anarchistes de Genève (*ACS, Min Int, Dir. Gen. Ps, Div.Aff. Gen., Busta 46, Fasc. Attentati terroristici anarchici*). En 1923, Dario Castellani est rejoint à Marseille par Fosca Corsinovi, qui a quitté l'Italie avec sa fille Luce. Au début des années 1930, Dario Castellani est expulsé de la France et Fosca Corsinovi doit se séparer de son compagnon. Dario Castellani se rend en Suisse, puis en Espagne comme combattant anarchiste international. À la fin du conflit espagnol, il est interné dans le camp

d'Argelès, puis les autorités françaises le livrent à la police fasciste qui l'assigne à résidence surveillée à Ventotene. *Dossier CASTELLANI Dario (1915-1943), Casellario politico Centrale, ACS, ad nomen.*

³⁴⁵ Fosca Corsinovi est née à Casilina e Torri. Militante anarchiste et vendeuse de profession, elle a été le témoin oculaire du combat fratricide entre communistes et anarchistes pendant la guerre civile d'Espagne. Fosca Corsinovi arrive en Espagne avec Francesco Barbieri, après avoir quitté Marseille. Entretemps, en concomitance avec l'expulsion de Dario de la France, elle et sa fille Luce avaient séjourné à Toulon et puis à Grenoble (où elle est employée dans la librairie d'Ettore Carozzo). En 1934, Fosca est à son tour expulsée de la France et se rend à Genève où elle travaille comme cuisinière dans une cantine fréquentée par les réfugiés politiques. C'est à Genève que Fosca connaît Francesco Barbieri et, ensemble, ils partent pour l'Espagne en 1936. Après la mort de Francesco Barbieri, Fosca restera en Espagne jusqu'à la fin du conflit, en se consacrant à la gestion de la colonie enfantine L'Adunata en collaboration avec Enrico Zambonini et Armando Rodriguez. La colonie enfantine accueille beaucoup d'enfants des combattants internationaux engagés sur le front espagnol. Le 4 mai 1937, à Barcelone, dans un appartement situé en Plaza de l'Angel n. 2, Fosca et son amie Tosca Tantini assistent à l'enlèvement de Francesco Barbieri et de Camillo Berneri de la part d'agents des services secrets de Staline (les deux hommes seront par la suite exécutés). Fosca et Tosca, qui habitaient avec Barbieri et Berneri, sont les dernières personnes à les avoir vus en vie. Fosca réussit à mémoriser le numéro de la plaque de reconnaissance (n. 1.109) d'un des agents de Staline, mais sans résultats. Les auteurs du délit de Francesco Barbieri et Camillo Berneri ne seront jamais condamnés. Le témoignage de Fosca permettra toutefois d'identifier les assassins : des agents du Comintern, engagés par les services secrets de Moscou. Les cadavres de Camillo Berneri et Francesco Barbieri sont recueillis par la Croix rouge et transportés à l'hôpital. Fosca Corsinovi et Umberto Marzocchi identifient les deux cadavres. L'enterrement de Camillo Berneri et de Francesco Barbieri a lieu à Barcelone le 11 mai 1937. Il faut ici rappeler que, depuis juillet 1936, les anarchistes italiens – en accord avec Giustizia e Libertà (Carlo Rosselli et Mario Angeloni) et avec le Parti républicain italien – avaient constitué la brigade italienne du bataillon Francisco Ascaso. Le meurtre de C. Berneri et F. Barbieri déchirera l'antifascisme international et, en Espagne, contribuera au démantèlement du front républicain. Après la chute de Barcelone et la fin de la guerre espagnole, Fosca Corsinovi, accompagnée par sa fille, retourne en France sous le nom de Marie Thérèse Noblino. En 1941, elle est de nouveau arrêtée à Saint-Tropez pour usage de documents faux et elle est envoyée dans le camp d'internement de Huac jusqu'à 15 octobre 1942, quand les autorités françaises la livrent à la police italienne. Celle-ci qui l'assignera à résidence surveillée aux îles Tremiti pendant cinq ans. Sa fille Luce, adolescente, demeure en France auprès d'une famille d'amis. Après les événements du 8 septembre 1943, Fosca est libérée et rentre à Florence où elle se réunit avec Dario Castellani pour participer à la lutte armée et à la construction de la nouvelle démocratie italienne. Elle mourra le

4 janvier 1972. *Dossier CORSINOVI Fosca, Casellario politico centrale-ACS, ad nomen.*

³⁴⁶ La migration en France des femmes italiennes a débuté dans les années 1870-1880 et elle s'est dirigée surtout vers l'agglomération parisienne, les régions méridionales, la Savoie et l'Haute Savoie. Selon une vision assez stéréotypée, les femmes italiennes partaient en exil avec un léger décalage par rapports à leurs hommes et elles voyageaient en compagnie de compatriotes et de proches parents. Quand elles arrivaient à destination, en général, leurs époux avaient quitté des logements provisoires en colocation ou de petites pensions pour louer des appartements adéquats à l'installation de leur famille (à noter que, parfois, ces hommes bâtissaient des maisons de leurs propres mains). Toutefois, les travaux de Marie Claude Blanc-Chaléard sur les femmes de l'Italie du Nord, arrivées dans la capitale française à partir de 1870, montrent que ces dernières partaient suite à une décision personnelle, pour travailler à l'étranger, en laissant souvent leurs enfants auprès de leur mère, de leur belle-mère ou d'une sœur en Italie. Ces femmes migrantes jouaient un rôle d'appoint pour l'économie familiale dans la perspective d'un retour rapide au pays, une fois épargné assez d'argent. Ces femmes provenaient en majorité des provinces du Nord-Ouest de l'Italie, celles en voie de modernisation économique et politique (Piémont, Émilie Romagne, Toscane, Lombardie) où le travail féminin hors du foyer domestique était commun, notamment dans les champs de riz de la plaine du Pô ou dans les fabriques péri-urbaines. Voir : Marie Claude Blanc-Chaléard, *Les Italiens dans l'est parisien, une histoire d'intégration (1880-1960)*, Rome, École française de Rome éditions, 2000, p. 54-55. À l'inverse, les recherches menées par Judith Rainhorn sur les femmes italiennes d'autres régions de la Péninsule, installées dans le quartier de la Villette à Paris depuis 1880, montrent que les migrantes, épouses et mères, avaient un rôle éminemment reproductif. Selon Judith Rainhorn, cette différence serait à mettre en relation avec les réseaux migratoires d'origine. Cf., Judith Rainhorn, *Paris, New York : des migrants italiens. Années 1880 - années 1930*, Paris, CNRS Éditions, collection CNRS Histoire, 2005.

³⁴⁷ Angelo Zanti naît à Cavriago (Reggio Emilia) en 1896 où il devient conseiller municipal et garde rouge. À cause de son engagement, il se voit refuser son passeport en 1923 de la part de l'autorité fasciste. Il parvient de toute façon à arriver en France de manière clandestine. À Argenteuil, il travaille comme ébéniste et il devient le chef de la cellule du Parti communiste italien de 1931 à 1933. En 1930, sa femme Amelia Panciroli et ses enfants Carmen et Arrigo le rejoignent, après avoir quitté leur village d'origine. En 1931, suite à une procédure d'expulsion, Angelo Zanti est obligé d'abandonner Argenteuil et il déménage à Nice. Dans cette ville où il réside jusqu'à 1939, Angelo Zanti exerce la double fonction de secrétaire du Parti communiste italien et de l'Union populaire italienne. Expulsé vers l'Italie en 1940, il est assigné à résidence surveillée sur l'île de Ventotene à partir du 23 avril. Il ne revient à Cavriago que pendant l'été 1943, chargé d'un poste de premier plan dans l'organisation de la Résistance armée. Il sera fusillé par les nazi-fascistes en janvier 1945. *Dossier ZANTI Angelo, Casellario politico centrale,*

ACS, busta. 5542, fasc. 63242.

³⁴⁸ Carmen Zanti est née à Cavriago en 1923. Elle passe une longue période de son enfance et de son adolescence en France entre Argenteuil et Nice, où son père Angelo Zanti est exilé depuis le 1923. Le chemin politique de Carmen Zanti reprend celui de son père. Au sein de la communauté italienne d'Argenteuil, Carmen reçoit une rigide formation communiste. Entre 1939 et 1940, à Nice, elle est inscrite à la jeunesse du Parti communiste français. Pendant la guerre, elle retourne en Italie où elle s'unit à la lutte armée dès septembre 1943. Dans les années 1950, Carmen Zanti est la secrétaire de la Fédération mondiale des femmes communistes, dont le siège est à Berlin. En 1954, Carmen épouse Alighiero Tondi, ancien théologien et jésuite, qui devient par la suite un athée communiste et, même, un espion à la solde de l'Union soviétique à l'intérieur du Vatican. Entre 1957 et 1962, Carmen et Alighiero vivent à Berlin où elle dirige le bureau de la Fédération mondiale des femmes communistes et il enseigne à l'Université Humboldt de Berlin Est, tout en étant conseiller de Walter Ulbricht. La vie du couple est sans aucun doute romanesque et, en 1979, après le décès de son épouse, Alighiero revient à la vie sacerdotale. Dans les années 1960-1970, Carmen s'engage dans une intense activité politique parlementaire en qualité de député à l'Assemblée italienne où elle milite en faveur des droits de la femme. Voir : Paola Nava-Maria Grazia Ruggerini, *Carmen Zanti. Una biografia femminile*, Cavriago, Tipolitografia Bertani, 1987, p. 34-43.

³⁴⁹ Arrigo Zanti est né à Cavriago en 1929. Suite à une interview réalisée à ce *fuoruscito* le 6 août 1997 à Leguigno di Casina (Reggio Emilia), l'historien Antonio Canovi écrit : « Pendant les années 1920, au moins sept représentants de l'ancienne administration municipale de Cavriago se retrouvent à Argenteuil, en exil [... ils sont tous des] communistes ou des socialistes. Ils appartiennent à la liste socialiste, qui a été victorieuse à Cavriago en 1920 (avant la scission communiste) aux élections municipales. [Voici leurs noms] : Domenico Bonilauri, Enrico e Solindo Cavecchi, Roberto Catellani, Guido Reverberi, Erino Soncini et Angelo Zanti. [Leur compagnon] Ferdinando Bonilauri est arrêté alors qu'il tente de s'expatrier clandestinement ». La ville d'Argenteuil est indiquée dans les fiches signalétiques du Casellario Politico Centrale de Rome, comme un endroit à forte présence antifasciste italienne. Par la communauté des *fuorusciti* de Reggio Emilia, Argenteuil est une sorte de petite patrie antifasciste. Voir : Antonio Canovi, *Argenteuil Creuset d'une petite Italie-Histoire et mémoire d'une migration*, Paris, Le Temps des Cerises éditions, 2000. Traduit de l'italien par Marie-Pascale Travade.

³⁵⁰ Alighiero Tondi (1908-1984) est un théologien et jésuite qui deviendra par la suite un athée communiste. Il a été un espion de l'Union soviétique à l'intérieur du Vatican. Ordonné prêtre en 1936, il a été membre de la Compagnie de Jésus pendant 16 ans., en se distinguant comme enseignant de sciences religieuses et comme conférencier – très apprécié – à l'Université pontificale grégorienne. Selon certaines sources, Alighiero Tondi aurait affirmé qu'il était devenu prêtre sur demande d'une section spéciale du Parti communiste italien

et qu'il avait été formé comme espion à l'Université Lénine de Moscou. Pendant deux ans, au Vatican, il aurait soustrait des renseignements sur les prêtres chargés de prendre la place des prêtres internés, déportés ou fusillés dans les pays de l'Est ; il aurait ainsi conduit à leur arrestation, dès leurs arrivées en territoire communiste. Sa brusque défection de l'Église s'explique par le fait qu'il aurait été surpris à voler des documents confidentiels du coffre secret du Vatican, lorsqu'il était secrétaire de Mgr Montini (collaborateur de Pie XII et du futur pape Paul VI), pour les remettre à Palmiro Togliatti, leader du Parti communiste italien, qui les envoyaient par la suite à Moscou. Lors de l'élection de pape Paul VI, Tondi rentre à Rome avec sa femme Carmen Zanti, devenue parlementaire en 1968. Au cours des années 1970, Tondi et sa femme renient le communisme et reviennent au sein de l'Église catholique. Dans la dernière période de sa vie, Tondi enseigne dans le lycée technologique Leopoldo Nobili de Reggio Emilia. Après le décès de Carmen, il redevient jésuite. Il rédige une série d'études critiques sur l'Église, qui ne seront pas publiés avant son décès. Voir : Pierre de Villemarest, *L'espionnage soviétique en France (1944-1969)*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1969, p. 171-172.

³⁵¹ Le 6 avril 1931, le préfet de Reggio d'Émile dénonçait le départ de cette militante en publiant sur le *Bollettino delle Ricerche. Supplemento sovversivi* un avis de recherche afin d'interdire l'expatriation d'Egle Gualdi. ACS, CPC, GUALDI Egle, ad nomen. La Préfecture invite les autres bureaux de police du Royaume d'Italie à arrêter la subversive afin d'en empêcher l'expatriation. Le 6 juillet 1931, la Préfecture de Reggio Emilia déclare qu'Egle Gualdi s'est expatriée en France, via la Suisse, et qu'elle habite chez son frère Bruno à Saint-Ouen-sur-Seine, 46 rue Eugénie Parage. À partir de l'été 1931, Egle Gualdi est poursuivie par l'OVRA, le Consulat général d'Italie et l'Ambassade d'Italie à Paris comme subversive très dangereuse pour le régime fasciste. Le 30 novembre 1932, le Tribunale Speciale dello Stato jugera Egle Giualdi passible de perpétrer des actions criminelles et des attentats contre le territoire italien et ses institutions, en alliance avec d'autres subversifs. Le Tribunale Speciale condamne Egle à la prison et émet un mandat afin qu'elle soit remise à la justice fasciste. *Dossier GUALDI Egle, Casellario politico centrale, ad nomen, Busta 2 : Rapporti dei carabinieri (1932-1944)*, ACS. Voir : Giannetto Magnanini, *Egle Gualdi, vita di una emiliana (1901-1976)*, Bologne, Analisi, 1994, p. 38-40.

³⁵² Fiche GUALDI Egle, ACS, Casellario Politico centrale, fiche n.4.534.

³⁵³ Une fois arrivée à Paris, Egle Gualdi mûrit son militantisme avec l'aide de l'émilien Camillo Montanari (secrétaire comptable du Parti communiste italien à Paris), ainsi que de Ruggero Grieco, de Giuseppe Di Vittorio et de Teresa Noce, qui étaient chargés de sélectionner les militants et les militantes à former politiquement et militairement à l'Université Lénine de Moscou. Egle est choisie pour cette mission. Pendant les préparatifs de son départ, Camillo Montanari lui fournit de l'argent pour le voyage et pour acheter des vêtements chauds. Egle arrive à Moscou en novembre 1932. Giannetto Magnanini, *Egle Gualdi, vita di una emiliana (1901-1976)*..., p. 39-40.

³⁵⁴ Pendant son séjour à Moscou, Egle se soumet à des soins orthopédiques qui

lui permettront de mieux marcher. Giannetto Magnanini, *ibidem*, p. 40-41.

³⁵⁵ Dossier GUALDI Egle, Casellario politico centrale, ad nomen, Busta 2 : *Rapporti dei carabinieri (1932-1944)*, Archivio Centrale dello Stato.

³⁵⁶ Dossier GUALDI Egle, Casellario politico centrale, unità archivistica BUSTA 2553, fasc. 2 : *Rapporti forze di polizia, ad nomen, ACS*. Agostino Novella, ouvrier et militant communiste, est né à Genova. Depuis 1924, encore très jeune, il se consacre à un infatigable militantisme dans le PcdI. Il reçoit sa première formation politique à l'œuvre du Parti socialiste italien avant la scission de Livorno. En 1925, Novella devient secrétaire de la jeunesse communiste de Genova et pour cela il est assigné à résidence surveillée en 1927. En 1931, il s'expatrie en France avec l'aide du Parti communiste, où il retrouve Egle Gualdi, qu'il avait connue auparavant à Moscou, lors de sa formation politique et militaire. Giorgio Amendola parle de la période niçoise d'Egle Gualdi et d'Agostino Novella dans ses mémoires (*Storia del Partito comunista italiano 1921-1943*, Rome, Editori Riuniti, 1978, p. 257-267).

³⁵⁷ Lettre de Sandro Pertini à Filippo Turati, datée le 15 décembre 1927. L'ancien président de la République italienne écrit au père du socialisme italien depuis Nice. Pour l'avocat subversif Sandro Pertini, il s'agissait de son deuxième Noël dans la ville niçoise comme exilé. À Nice, le jeune Sandro Pertini est très laborieux. Après le travail, il se consacre à la propagande contre le régime fasciste et exerce parfois sa profession d'avocat en assumant la défense de plusieurs migrants. En 1929, il décide de rentrer en Italie. Stefano Caretti, *Sandro Pertini, 1924-1930*, Bari, Piero Lacaita Editore, 2005, p. 146-147.

³⁵⁸ Archivio Centrale dello Stato, Polizia politica, Belgio / Belgique, 1927-1945, Pacco 21, C4/4, Rapporto informatore polizia politica, Bruxelles, 19-8-1936.

³⁵⁹ Augusto Cantaluppi, Marco Puppini, « Non avendo mai preso un fucile tra le mani. Antifasciste italiane alla guerra civile spagnola 1936-1939 », in collaborazione con AICVAS, Statistiche AICVAS, Milano, *Enciclopedia delle Donne*, 2015. Sur la participation des 93 femmes italiennes, lire également l'article de l'historienne Arianna Fiore, *La rappresentazione della volontaria nella guerra civile spagnola attraverso gli organi di controllo fascista*, Firenze, Università di Firenze, 2016. URL:<https://flore.unifi.it/retrieve/handle/2158/1013644/76820/La%20rappresentazione%20della%20volontaria%20nella%20guerra%20civile%20spagnola%20attraverso%20gli%20organi%20di%20controllo%20fascista%20.pdf>.

³⁶⁰ Fiche signalétique ZANARINI Giovanna, ACS, Casellario politico centrale, fascicolo 127.593, ad nomen. Née à Imola d'une famille d'anarchistes, Giovanna Zanarini avait adhéré au Parti communiste italien à Imola (Bologne) en 1924. Boulangère de métier comme son père, puis ouvrière chez une briqueterie, enfin couturière, elle quitte son village natal en 1935 pour Paris afin de se réunir avec son compagnon Ezio Zanelli. Les premières années de Giovanna et Ezio à Paris sont pleines d'émotion, de passion, d'action politique, que Giovanna en particulier alterne à son travail comme couturière. En 1936, le Front populaire remporte les élections en France et cela donne de l'élan à la communauté antifasciste italienne. Giovanna participe

avec Santa Dell'Osso (mariée avec Giuseppe Dozza) à de nombreuses manifestations organisées par le PCdI dans les petites villes de la banlieue parisienne.

³⁶¹ Ezio Zanelli s'est installé dans la capitale française pour échapper aux persécutions de la police du Tribunale Speciale fasciste. À Paris, Ezio n'abandonne pas son activité d'opposant et accomplit plusieurs actes de sabotage en Italie, qu'il alterne à des périodes de formation à Moscou, où il suit des cours à l'école de formation politique Zapada, en vue du recrutement des nouveaux militants. Ezio Zanelli adhère du Parti communiste italien en 1921. En 1926, il s'expatrie à Paris pour échapper à la police fasciste. Fiche signalétique ZANELLI Ezio, ACS, Casellario politico centrale, fascicolo 22063, ad nomen.

³⁶² Un informateur fasciste signale que : « Ezio Zanelli, alias Aristide, alias Lenti Giulio cohabite à Paris avec une certaine Giovanna Zanarini. Il a séjourné en Espagne entre 1937 et 1938, où il a dirigé les émissions en langue italienne. Rentré à Paris. On suppose que son parti l'envoie dans le royaume italien pour des missions à dérouler à Milan ». Fiche signalétique ZANELLI Ezio, ACS, Casellario Politico Centrale, fascicolo 22063. Rapports et mémorandums de Police Politique sur le subversif. En France sous la domination nazie, Giovanna et Ezio abandonnent la ville de Paris occupée par les forces allemandes et se transfèrent dans le Midi, pour y organiser des attentats et des sabotages contre les nazis. En juillet 1943, Giovanna rentre en Italie et participe à la Résistance armée. Son époux demeure en France, parmi les partisans de la ville de Limoges.

³⁶³ L'historienne Andreina De Clementi examine de manière approfondie les liens familiaux dans l'émigration économique et dans la diaspora antifasciste avec les relatives métamorphoses aux rôles conjugaux et les méconnues stratégies de mobilisation familiale des femmes. Andreina De Clementi, *L'assalto al Cielo. Donne e uomini nell'emigrazione italiana*, Roma, Donzelli, 2015, p. 12-17.

³⁶⁴ Depuis 1931, l'OVRA inscrit Emilia Napione dans la « Rubrica di frontiera » et dans le « Bulletin des Recherches ». A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3484, estremi cronologici 1927-1944. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritta alla Rubrica di frontiera, confinata. « Pericolosa Anarchica », di professione infermiera, sarta, ballerina. Luogo residenza : Francia, Svizzera, Austria, Grecia, Belgio, Tunisia, Algeria, Marocco, Spagna. A.C.S, Confino Politico : Fascicoli Personali, busta n. 703 ; Polizia Politica materia, Busta n. 121, fascicolo « Chambery ».

³⁶⁵ En 1933, après 2 mois de détention au Portugal, elle se dirige à Hambourg et puis à Berlin avec l'anarchiste Portugais Manuel Francisco Rodriguez. De Berlin à Prague et ensuite à Vienne, où la police la retient 15 jours sur indication du Consulat italien. Expulsée de Vienne comme subversive « politiquement suspecte » et « persona non grata ». En 1934, elle se rend à Tanger et puis à Rabat sous le faux nom d'Emilia Luisa Lationi'. Elle se transfère ensuite à Barcelone, d'où elle est expulsée, pour se réfugier enfin à Marseille où elle est en relation avec Luigi Campolonghi. En 1936, Emilia Napione par-

ticipe à la guerre d'Espagne. Fichier Emilia Napione, ACS, Casellario Politico Centrale, BUSTA 3484, année 1933-1936.

³⁶⁶ En 1938, Emilia Napione est en France, où elle travaille dans une ferme de Bergienzen, dans le Var. C'est là qu'elle est arrêtée par la gendarmerie française sous la fausse identité d'Anna Felicia Jeunhomme. Elle escompte 3 mois dans la prison de Toulon. Ensuite, elle est internée à Rieucros. En 1941, Emilia Napioni est renvoyée en Italie où elle est condamnée à 5 ans de relégation pour activité antifasciste à l'étranger et, en qualité d'infirmière, dans l'Armée rouge espagnole (Ventotene, Ustica). Fichier Emilia Napione, ACS, Confinio Politico : Fascicoli Personali, busta n. 703 ; Polizia Politica materia, Busta n. 121, fascicolo « Chambery ». Elle est libérée au mois de septembre 1943.

³⁶⁷ Commencée en 1936, la guerre civile se termine avec la défaite républicaine en avril 1939. Après la chute de Tarragone et la conquête de la Catalogne par les troupes franquistes, le 15 janvier 1939, un exil massif a lieu, sous forme d'une marche impressionnante sur les routes catalanes qui mènent vers la France. Presque 465.000 personnes traversent la frontière pendant cet hiver glacial ; nombre d'entre elles ont transité par Madrid, Valence, Barcelone, Gérone, Figueres... Une fois en France, les exilés se retrouvent dans un pays affecté par une grave crise économique et gouverné par la droite réactionnaire. Le député radical Édouard Daladier, alors premier ministre, promeut une politique de confrontation avec les communistes avec le consensus de l'opinion publique. Ce climat hostile est en partie le résultat des vagues d'arrivée de réfugiés politiques, surtout espagnols et italiens, qui durent depuis longtemps. Si, en 1939, les femmes et les enfants, qui ont quitté l'Espagne, sont considérés comme des victimes innocentes de la guerre, les vétérans sont été accusés d'exploiter leurs familles pour se protéger et demander asile. M. Molina Marmol écrit : « Le bilan du conflit espagnol est lourd pour l'Espagne: 500.000 victimes directes, 300.000 émigrés permanents et avec la perte de ces 800.000 vies humaines, c'est l'élite de la nouvelle génération qui disparaît. Concernant plus spécifiquement les enfants, Ramón Salas Larrazabal estime que 138.000 d'entre eux ont perdu la vie pendant le conflit et il faut y ajouter les conséquences de la chute de la natalité qui a provoqué, toujours selon le même auteur, 557.185 *naissances en moins qu'en des conditions normales*» (Maïte Molina Marmol, « Les Niños pendant la guerre civile espagnole : déplacements et placements. Le cas de la Belgique », *Témoigner - Entre Histoire et Mémoire*, Paris, septembre, 2011, p. 90-93). La Guerre mondiale imminente a déterminé un revirement de la presse française et internationale et les thèmes concernant les réfugiés républicains d'Espagne ont rapidement cessé de faire la une. En outre, le sort des exilés a été apparenté à celui d'autres réfugiés politiques ou des persécutés raciaux, comme les juifs, qui ont été harcelés par les régimes nazi-fascistes.

³⁶⁸ Anarchiste, féministe, fille de Camillo Berneri et de Giovanna Caleffi. En 1926, elle quitte la ville de Reggio Emilia avec sa mère pour se réunir avec son père en France. Le professeur Camillo Berneri est très connu en Italie et à l'étranger pour sa copieuse production journalistique et littéraire, mais aussi

pour son engagement révolutionnaire. À Paris, Maria Luisa travaille dans le petit magasin d'alimentaires géré par sa mère Giovanna et par sa sœur Giuliana. Après avoir terminé ses études à l'université de la Sorbonne, Maria Luisa part pour Londres où elle collabore comme rédactrice à la revue *Spain and the World*. En mai 1937, elle se rend à Barcelone pour participer à l'enterrement de son père qui a été tué par les agents de Staline. Elle rentre ensuite en Angleterre pour y dérouler une soutenue activité politique au service des exilés espagnols et à l'encontre la dictature fasciste de Francisco Franco. Elle partage en outre son activité de journaliste principalement entre les hebdomadaires *War Commentary* et *Freedom*. En raison de ses activités de militante politique, la police la considère encore plus dangereuse que son père Camillo et la soumet à une surveillance permanente. La Fondation « Famiglia Berneri - Chessa » (Archives de la bibliothèque communale Panizzi de Reggio Emilia) garde un très riche patrimoine documentaire sur l'histoire de l'anarchisme italien et international où il y a nombre de données sur la vie et le parcours de Camillo Berneri, tout comme de sa famille (voir à ce propos : *Storie di anarchici e anarchia. L'Archivio Famiglia Berneri - Chessa*, Comune di Reggio Emilia, Biblioteca Panizzi, 2000).

³⁶⁹ Fiche signalétique ANGELONI Giaele, ACS, Casellario politico centrale, ad nomen.

³⁷⁰ Fiche signalétique LORENZONI LOMBARDI Maria, ACS, Casellario politico centrale, ad nomen

³⁷¹ Fiche signalétique ZUCCARI Enrichetta, ACS, Casellario Politico Centrale, ad nomen.

³⁷² Fiche signalétique PIFFERI ELGINA, fasc. 860999, B 3970, Casellario politico centrale, ad nomen, ACS, Rome. À lire également : Antonio Canovi, *Roteglia, Paris. L'esperienza migrante di Gina Pifferi*, Reggio Emilia, RS libri, Istoreco edizioni, 2014.

³⁷³ Pendant les années 1970, l'un des slogans les plus connus de l'épopée féministe en Italie sera : « Le privé est politique », ce qui ressort du domaine privé, l'intime, est également l'affaire de la société toute entière. Daniela Gagliani, Elda Guerra, Laura Mariani, Fiorenza Tarozzi, *Donne, guerra, politica. Esperienze e memorie della Resistenza*» Bologna, Università di Bologna, Clueb, 2000, p. 210-214. Les collectifs qui naîtront dans les années 1970 ne se reconnaîtront plus dans les organisations politiques préexistantes, telles que l'Unione Femminile Nazionale (créée en 1899) ou l'Unione Donne Italiane (créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale). Ces organisations liées historiquement au Parti socialiste et au Parti communiste n'ont qu'une autonomie restreinte et souffrent des lourdeurs de la structure hiérarchique. À l'intérieur de ces organisations féministes, la présence des hommes est souvent perçue, sinon comme un obstacle, du moins comme un frein à la liberté des femmes. Sur les partisans émiliennes, lire aussi : Guerrino Franzini, *Partigiane emiliane*, Castelnovo né Monti, Istituto storico della Resistenza di Reggio Emilia, 1985.

³⁷⁴ Cette volonté des femmes de devenir des protagonistes de leur temps suscite des inquiétudes. La présence des miliciennes sur les champs de batailles

n'est pas jugée de façon favorable. Plusieurs responsables du Parti communiste italien n'apprécient guère cette *impudence* et ils préféreraient que les militantes se consacrent à d'autres tâches, loin de l'ennemi. Une telle logique de partage des devoirs n'est que le simple reflet des mécanismes de la division du travail entre les hommes et les femmes de l'époque, mais – aujourd'hui – elle nous choque, car elle provient de partis avant-gardistes de gauche qui prônent, en principe, prônaient l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes.

³⁷⁵ Le féminisme italien a conduit à la nécessité d'une relecture du passé, incluant l'action des femmes, longtemps restée sous silence. Le mouvement féministe italien a contribué à faire prendre conscience que la mémoire des femmes avait droit à une catégorie spécifique dans l'historiographie. Dans ce but, en 1989 on a fondé en Italie la Società delle Storiche (SIS). Un grand nombre d'historiennes est ainsi en mesure de se réapproprier de l'Histoire de leurs mères. Voir : Emma Baeri, « Les dix premières années de la Società italiana des Historiennes (1989-1999). Réflexions d'une membre fondatrice », *Les femmes dans l'espace public, Itinéraires français et italiens*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Le fil d'Ariane, Université Paris-8, 2004, p. 222-224. À lire également : Marisa Ombra, *La bella politica. La Resistenza, Noi donne, il femminismo*, en collaboration avec Ilaria Scalmani, Torino, SEB27, 2009. De la même autrice : *Libere sempre. Una ragazza della Resistenza ad una ragazza di oggi*, Torino, Einaudi, 2012.

³⁷⁶ Paola Nava, Maria Grazia Ruggerini, *Carmen Zanti. Una biografia femminile*, Caviglioglio, Tipolitografia Bertani, 1987, p. 10-15.

³⁷⁷ Les sièges officiels du Parti communiste italien sont fermés par la police française au lendemain du début de la Seconde Guerre mondiale, le 1^{er} septembre 1939. Dans la nuit entre le 1^{er} septembre 1939 et le jour suivant, la police arrête beaucoup de dirigeants du PCI dont Luigi Longo et Palmiro Togliatti (sous pseudonyme). La police ignore la vraie identité de ce dernier, mais l'emprisonne pendant six mois parce qu'on le croit coupable de séjourner illégalement en France. Pour les militants et militantes communistes italiens, la situation empire après l'occupation nazie de Paris. Dossier GUALDI Egle, fascicolo n.13, Quaderni e Diari personali. Note sul Partito comunista dal 1931 al 1943, Istituto Gramsci di Rome.

³⁷⁸ Dossier GUALDI Egle, fascicolo n. 12, « Ritagli articoli di quotidiani nazionali e stampa regionale. Articoli apparsi sul quotidiano *L'Unità* sull'attività politica di Egle Gualdi a Genova negli anni 1945-46-47 per il Partito comunista e l'UDI » Dossier auprès de l'Istituto Gramsci de Rome.

³⁷⁹ Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano. La fine del fascismo. Dalla riscossa operaia alla lotta armata*, Volume III, Torino, Einaudi, 1970, p. 43-50.

³⁸⁰ « La cooptation pèse lourd dans le recrutement des nouveaux militants. La majorité des militants s'engagent parce qu'un proche les a contactés et qu'ils ont accepté de le suivre. Les réseaux de sociabilité ont donc une réelle importance [...]. Les amis sont cependant plus sollicités. Bien des combattants ont suivi un condisciple, un collègue, un partenaire sportif ou un voisin connu

depuis l'enfance. Les réseaux amicaux sont d'autant plus développés qu'ils ont fréquenté la nébuleuse communiste. La lutte armée requiert en outre des aptitudes physiques (endurance, rapidité), à tel point que les combattants sont parfois surnommés les sportifs. Les longs déplacements à pied ou à vélo sont en effet monnaie courante, dans les espace urbain comme dans les campagnes où des voies ferrées sont régulièrement sabotées. Les combattants doivent être en mesure de quitter rapidement les lieux d'un attentat », Franck Liaigre, *Les FTP. Nouvelle Histoire d'une Résistance...*, p. 180-183.

³⁸¹ Adalcisa Gallerani est née à Bologne le 10 mai 1905 ; ouvrière, communiste. Adalcisa émigre en France en 1928 en tant que subversive communiste, fichée par la police fasciste comme militante dangereuse. À Paris, elle déroule l'activité de *fenicottero* (estafette) en transportant du matériel de propagande en Italie. Retournée à Bologne de manière clandestine en 1941, Adalcisa est chargée par le Parti communiste de trouver et de gérer des refuges clandestins pour y abriter les individus recherchés par la milice fasciste, avant leur retour au maquis dans les villes de Bologne et de Milan. Après le 8 septembre 1943, elle combat dans les rangs du CUMER chargée des liaisons entre Bologne et Milan. Elle est gravement blessée à Plaisance, au cours d'un bombardement et meurt le 16 septembre 1944, parmi des inconnus, car elle n'a pas voulu décliner son identité de peur de compromettre le travail militaire du Parti communiste. (sources : Archives de l'Istituto Storico Ferruccio Parri – Émilie Romagne. Fond n. 6 : *Comando unico militare, Émilie Romagne*. Fond n. 7 : *Brigate Garibaldi Emilia Romagna* ; Archives de la Fondation Antonio Gramsci Émilie Romagne, Bologne. Fond "Luigi Arbizzani" : 310 dossiers, 1931-2004. À lire également : Renata Viganò, *Donne della Resistenza*, Bologne, STEB, 1955).

³⁸² Dossier ERMINI Dina, Marchi, ACS, Casellario Politico Centrale, Busta 1890, *Iscritto rubrica di frontiera, 1936-1942, luogo di residenza : Jugoslavia, Francia, Unione Sovietica, Francia*. Ouvrière et communiste, Dina Ermini commence à travailler à 11 ans dans une usine textile dans la banlieue de Florence. En 1929, elle s'établit à Empoli et prend des contacts avec le Parti communiste pour y adhérer et collaborer à la diffusion de la presse clandestine. De 1947 à 1956, elle est nommée responsable, par l'UDI, de son Comité Régional de l'Émilie Romagne. Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano. La fine del fascismo. Dalla riscossa operaia alla lotta armata...*, p. 68-71.

³⁸³ Dans les missives de Giovanna Zanarini par exemple émergent nombre de détails sur la vie de l'époque à Paris et dans les villes de la banlieue parisienne. « Paris est une ville pénible, une ville très inconfortable pour celui qui n'est pas un riche [...]. Quand on n'a pas un travail régulier à Paris, l'idée d'être si précaire est plutôt désagréable [...]. La vie est devenue encore plus chère. Le prix des cigarettes est augmenté : les moins chères coûtent 4 francs ». Plusieurs lettres de Giovanna Zanarini sont dépourvues de l'indication de l'endroit d'envoi. Il n'est pas toujours possible de suivre le parcours de l'auteur qui, pour des raisons de sûreté et discrétion, communique rarement ses différentes adresses à ses amis et à sa famille en Italie. À ce sujet lire égale-

ment Patrizia Gabrielli, *Col freddo nel cuore-Uomini e donne nell'emigrazione antifascista*, Rome, Donzelli, 2004, p. 14.

³⁸⁴ L'historiographie de la Résistance italienne a été centrée pendant des décennies sur le récit unitaire de la guerre de Libération en ayant implicitement ou explicitement limité les souvenirs et les traces de la mémoire collective féminine relatives à cette époque. Ces sources, comme les récits des survivants des camps nazis, mettent par contre en lumière d'une façon inédite la centralité de la *personne* au-delà de l'Histoire officielle. La militante Gina Pifferi estimait avoir vécu dans *l'ombre de la politique*, comme tant d'autres femmes qui y ont pourtant consacré une bonne part de leur vie. Lire également à ce propos les témoignage de la partisane et journaliste Miriam Mafai, *Panero nero : donne e vita quotidiana nella Seconda Guerra Mondiale*, Milano, Mondadori, 1987. De la mémoire féminine de la diaspora antifasciste parle de manière plus générale Patrizia Gabrielli : *Tempio di virilità – L'antifascismo, il genere, la storia*, Milano, Franco Angeli, 2008.

³⁸⁵ Sur l'émancipation juridique et économique, les Italiennes se mobilisent et obtiennent des changements de grande envergure. Dans les années 1970, le code de la famille est révisé, la *patria potestà* disparaît au profit d'une égalité de droits entre mari et femme, l'autorité parentale est partagée entre les époux, le divorce est rendu légal après un référendum. La contraception devient un droit. L'avortement est légalisé en 1978 par la loi 194. Les femmes s'approprient de leur corps et s'affranchissent de la tutelle masculine. Sur le plan social, malgré cela, les mentalités évoluent plus lentement que la loi. Par exemple, il faudra attendre 1996 pour que le délit de viol soit reconnu comme un crime en Italie.

³⁸⁶ Anne Morelli, « Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques », *Actes du colloque international "Exhumer l'Histoire des femmes exilées politiques"*, Université libre de Bruxelles, 11-12/05/2007.

*Notes à : Troisième Partie.
Préparer la Libération*

³⁸⁷ Sur la valeur historique et de l'actualité politique de l'antifascisme, donc de la nécessité de combattre une mauvaise forme de révisionnisme, lire Enzo Traverso « *Les intellectuels et l'antifascisme. Pour une historisation critique* », *Lignes*, 1998/2 n. 34, p. 119-137. DOI 10.3917/lignes0.034.0119. Enzo Traverso écrit : « On serait tenté de répondre que, en se débarrassant de l'antifascisme, on risque d'effacer le seul visage décent que l'Italie a su donner d'elle-même entre 1922 et 1945, l'Allemagne entre 1933 et 1945, la France entre 1940 et 1944, l'Espagne et le Portugal pendant près de quarante ans. Mais, quoique nécessaire, cette réponse ne suffit pas. Pour défendre l'antifascisme comme mémoire *exemplaire*, au sens le plus noble du terme, et comme leçon encore vivante du passé, il faut procéder à son historisation critique, en saisir les faiblesses et les limites qui, souvent, vont de pair avec sa grandeur ».

³⁸⁸ Sur l'Italie enrégimentée du berceau à la tombe, Max Gallo, *L'Italie de*

Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste, Paris, collection Texto, Tallandier, 2011, p. 217-225. « Dans la liturgie politique que le fascisme élabore, écrit l'historienne Patrizia Dogliani, le chef est l'élément-clé ». On aurait probablement pu endiguer cette violence si la majorité des forces politiques modérées avait considéré que la légalité était une valeur supérieure au profit et aux privilèges. La violence fasciste a, au contraire, trouvé un soutien zélé dans la complicité d'organismes cruciaux de l'État et l'acquiescement de tous les autres : du roi Victor-Emmanuel III à l'armée, du chef du gouvernement, Luigi Facta, à son prédécesseur libéral, Giovanni Giolitti. Ces deux derniers se sont bercés dans l'illusion de pouvoir utiliser le fascisme contre les rouges pour ensuite le licencier, une fois achevé le sale boulot. Illusion coupable de ceux qui n'étaient qu'à moitié des libéraux. In Patrizia Dogliani, *Il fascismo degli Italiani. Una storia sociale*, Torino, UTET edizioni, 2014, p. 84.

³⁸⁹ Voir l'analyse de Simonetta Tombaccini sur la guerre d'Espagne dans son essai *Storia dei fuorusciti italiani in Francia*, Milano, Mursia éditions, 1988, p. 296-301.

³⁹⁰ Anne Morelli, *Les Italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne...*, p. 187-214.

³⁹¹ Archivio Centrale dello Stato, Polizia politica, a. 1927-1945, pacco 21, C4/4, rapport du 6 août 1936 sur la réunion du 31 juillet 1936 des antifascistes à Bruxelles concernant la participation au conflit espagnol.

³⁹² Archivio Centrale dello Stato, Polizia Politica, a. 1927-1945, Pacco 21, C4/6, rapports conflit espagnol, mois d'octobre 1936.

³⁹³ Luigi Arbizzani, Carlo Volta, Antonio Zambonelli, *Antifascisti Emiliani e Romagnoli in Spagna e nella Resistenza. I volontari della Repubblica di San Marino*, Milano, Vangelista, 1980, p. 23-24.

³⁹⁴ En ce qui concerne les fichiers des antifascistes de la ville de Parme, de grande importance est la compilation générale de la liste des subversifs par Mario Palazzino et Massimo Giuffredi (a cura di), *Nella rete del regime. Gli antifascisti del Parmense nelle carte di polizia (1922-1943)*, Roma, Carocci, 2004.

³⁹⁵ À lire à ce propos l'essai de Donna Gabaccia, *Emigranti. Le diaspora degli italiani dal Medioevo ad oggi*, Torino, Einaudi, 2003. La propagande fasciste se concentra en trois régions culturellement homogènes, c'est-à-dire le monde anglophone, le monde latin et le monde allemand.

Notes au Chapitre 5

³⁹⁶ « Une guerre civile, a écrit Antoine de Saint-Exupéry, n'est pas une guerre, c'est une maladie. L'ennemi est à l'intérieur et on se bat contre soi-même » : Antoine de Saint-Exupéry, *Œuvres complètes I*, Bibliothèque de la Pléiade, Paris, Gallimard, 1994. Les reportages d'Antoine de Saint-Exupéry sur la guerre d'Espagne sont le fruit de deux voyages entrepris en 1936 et en 1937. En août 1936, le journal *L'Intransigeant* l'envoie à Barcelone et publie une série de cinq articles sur le thème « L'Espagne ensanglantée ». En mai 1937, c'est le journal *Paris-Soir* qui l'envoie à Madrid où l'assaut des troupes

nationalistes a échoué. Celles-ci changent de stratégie et abandonnent la capitale pour s'occuper d'autres poches de résistance républicaines. Dans la ville, la défense s'organise en vue des prochaines attaques. Saint-Exupéry se rend sur le front de Carabancel tenu par les républicains. De retour en France, il publie trois articles sur Madrid (*Paris-Soir*, juin 1937). Celui du 26 juin 1937 est illustré de la photographie « Mort d'un soldat républicain » de Robert Cappa, aujourd'hui symbole de la guerre d'Espagne.

³⁹⁷ Émile Témime, Pierre Broué, *La révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, éditions de Minuit, 1961, p.8

³⁹⁸ La guerre civile espagnole marque le début de la longue dictature, sanginaire et non libérale, de Francisco Franco à laquelle les équilibres de la Guerre froide donneront constant oxygène. Alfonso Botti, « Prologo: La guerra civile spagnola, settantacinque anni dopo », in *Diacronie* [Online], n. 7, 3 | 2011, online 29-07-2011, p. 2-3. URL : <http://diacronie.revues.org/3143>.

³⁹⁹ « La perte de l'empire – écrit Bartolomé Bennassar – avait eu des conséquences importantes dans la vie intérieure de l'Espagne. Pendant trois siècles les « Indes » avaient joué le rôle d'un 'ascenseur social' efficace. Elles étaient un débouché important pour les diplômés des Universités, les juristes surtout, qui pouvaient exercer des offices rémunérateurs comme agents du roi (*corregidores*, auditeurs, procureurs, avocats des Audiences, comptables, fonctionnaires des douanes,) ; elles avaient permis l'enrichissement des marchands, armateurs et assureurs qui participaient au grand commerce maritime, de planteurs, de propriétaires de mines et de métallurgistes impliqués dans l'extraction, l'affinage et les trafics de l'argent... Elles avaient été source d'emploi pour beaucoup de gens modestes ou pauvres : marins, soldats, artisans... Le grand commerce avec les 'Indes' avait attiré en Espagne des négociants étrangers qui, tout en réalisant d'importants profits, avaient contribué à l'activité du pays. Privée de la quasi-totalité de son empire américain, après avoir perdu au début du XVIII^e siècle le contrôle de plusieurs 'royaumes' européens, l'Espagne n'avait pas réussi les réformes politiques, économiques et sociales profondes qui auraient pu l'engager sur les voies de la modernité ». Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2006, p. 16-17.

⁴⁰⁰ « Vers 1900, 48 % des terres cultivables étaient en friche malgré la hausse forte de la population : 11 millions d'habitants en 1808 ; 18,5 millions en 1900. Seules les cultures « méditerranéennes » donnaient de bons résultats (vignes, agrumes, primeurs). En 1928, près de 75% des terres appartiennent à 5% des propriétaires, et entre 80 et 90% des 4.500.000 paysans espagnols gagnent moins d'une peseta par jour. En 1930, sur quelque 22.400 000 hectares de terres cadastrées, le tiers, soit 7,5 millions, correspondaient à des domaines de plus de 250 hectares, un propriétaire sur mille, tandis que 98 % des propriétaires ne possédaient que 36 % de cette superficie, chacun moins de 10 hectares. Situation d'autant plus alarmante que 64% des travailleurs espagnols étaient employés dans le secteur primaire (agriculture, pêche, forêts). Bartolomé Bennassar, *Ibidem*, p. 20-21.

⁴⁰¹ « Un prolétariat rural misérable de plusieurs millions de personnes constituait un problème économique et politique pour le pays. De manière généra-

le, l'extrême pauvreté devint en Espagne un problème récurrent tout au long des années 1830-1930, dont témoignait une mendicité très développée, pratiquée par les enfants eux-mêmes, que la législation tentait vainement de proscrire [...]. Mais en 1931 la question de la pauvreté demeurait essentielle ». Bartolomé Bennassar, *Ibidem*, p. 19-20.

⁴⁰² Enrico Acciai, *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola: la sezione Italiana della Colonna Ascaso*, Milano, Unicopli, 2016, p. 23.

⁴⁰³ Les 2.000 kilomètres du réseau ferré de 1860 passent à 10.000 en 1900, mais la rentabilité des voies ferrées était mauvaise et découragea les investisseurs privés à s'engager. In Bartolomé Bennassar, *Ibidem*, p. 22.

⁴⁰⁴ « Le développement industriel limité n'en avait pas moins généré un nouveau prolétariat, en Catalogne, au Pays Basque, dans les Asturies, dans les foyers miniers de Nouvelle-Castille (Almaden, avec le mercure) et d'Andalousie (cuivre du Rio Tinto), et dans quelques grandes villes, dont la capitale. Une partie de ces prolétaires étaient accourus des régions rurales affligées d'un chômage partiel chronique. Les conditions de travail très difficiles et les salaires injustes firent naître tout naturellement un mouvement ouvrier qui s'orienta vers le marxisme ou l'anarchisme bakouniniste. La grande originalité de l'Espagne fut qu'après la rupture entre marxistes et bakouninistes, survenue dès 1872, l'anarchisme ait suscité un mouvement populaire aussi puissant et même plus massif que le marxisme. Il ne faut pas oublier que bon nombre des ouvriers de Catalogne, du Pays Basque ou de Madrid étaient les frères, les cousins ou les fils des *braceros* d'Andalousie ou d'Estrémadure. Dans ces conditions, le développement de deux grandes concentrations anarchistes, l'une ouvrière en Catalogne, l'autre paysanne en Andalousie, est assez logique ». Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains...*, p. 22-23.

⁴⁰⁵ Depuis le mois d'août 1930, un comité associant des républicains de diverses tendances, des militants syndicaux de l'UGT, des socialistes tel Indalecio Prieto, des nationalistes catalans, avait conclu le « Pacte de San Sebastian », qui envisageait l'installation prochaine d'une république et allait jusqu'à dresser une liste d'éventuels ministres.

⁴⁰⁶ Sur 50 capitales provinciales, 40 voient la victoire des listes républicaines. Pourtant, au bout du compte, les élus monarchistes représentent 50,17% du total grâce à leurs bons scores en milieu rural, contre 48,03% pour les républicains. Vincente Carcel Ortí, *Atteggiamento di Pio XI e del cardinal Pacelli nei confronti dell'Italia e la Spagna*, Convegno Memoria fidei: Archivi ecclesiastici e Nuova Evangelizzazione, Città del Vaticano, Roma 23-25 ottobre 2013. URL : <http://www.memoriafidei.va/content/memoriafidei/it/atti-online/convegno-2013.html>.

⁴⁰⁷ Dans les événements qui auraient mené l'Espagne à l'éclatement de la guerre civile, un rôle déterminant revient à la chute de la monarchie en 1931, à la proclamation de la Constitution républicaine en décembre de la même année et le conséquent furieux débat politique qu'il en dérive entre les partis de droite et de gauche. : « Dans un article rédigé en 1939, Manuel Azaña relevait que

l'installation de la République... surprit non seulement la Couronne et les soutiens du régime monarchique, mais aussi bon nombre de républicains'. Quelques lignes plus loin, il écrivait : 'En avril 1931 l'immense majorité [des Espagnols] était antimonarchique'. Comment expliquer cette apparente contradiction ? En fait, les deux affirmations sont vraies à l'adjectif *immense* près. Les élections municipales du 12 avril 1931 n'avaient pas pour vocation de changer la forme politique de l'État. La Constitution de 1876, alors en vigueur, ne prévoyait évidemment pas qu'une telle consultation pût entraîner la chute de la monarchie. C'est la raison pour laquelle un certain nombre d'analystes politiques, généralement hostiles à la République, ont considéré que sa proclamation dès le 14 avril, qui plus est sous la pression de la rue madrilène, fut une forme de « coup d'État » et une « subversion de l'ordre constitutionnel ». Bartolomé Bennassar, *Ibidem*, p. 34-35.

⁴⁰⁸ « La discussion, article par article, s'engagea le 16 septembre 1931 et s'acheva le 9 décembre. Le jour suivant, Niceto Zamora fut élu président de la République. Le texte final comptait 125 articles, inspirés par les idéaux d'un socialisme humaniste qui cherchait à concilier les garanties des droits des personnes et les conditions d'un progrès social seul à pouvoir assurer la survie du nouveau régime. Le nouveau texte constitutionnel et l'ensemble des lois successives produisirent une rupture juridique et politique dans l'histoire du Pays ibérique. Non seulement l'Espagne cessa d'être une monarchie, mais le nouveau texte constitutionnel mit fin au traditionnel centralisme administratif et permit l'autonomie régionale aux entités territoriales douées de différentes caractéristiques culturelles. La Constitution sanctionna en outre une radicale séparation des pouvoirs entre l'État et l'Église ». Alfonso Botti, « Guerra civile spagnola », Milano, *Corriere della Sera*, 2016, p. 41.

⁴⁰⁹ Alfonso Botti, *Ibidem*, p. 41-42.

⁴¹⁰ C'est le premier scrutin auquel votent les femmes espagnoles. Alfonso Botti, *Ibidem*, p. 42.

⁴¹¹ Dans cette dernière région, une union des gauches, entre socialistes, communistes, anarchistes et trotskystes, va secouer l'ensemble de la région minière. Sous le mot d'ordre *Unios hermanos proletarios*, les mineurs asturiens de l'UGT et la CNT vont instaurer une Commune ouvrière.

⁴¹² « La répression fut d'une extrême violence dans les Asturies : près de 30 000 arrestations suivies de procès et de lourdes peines de prison ». Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains...*, p.45.

⁴¹³ « Il n'y avait dans l'Espagne de 1936 qu'un embryon de classe moyenne, bien trop étroite pour assumer le rôle de guide et la responsabilité d'une transition. Les républicains « bourgeois » et les socialistes « raisonnables » étaient trop peu nombreux pour faire admettre la nécessité d'étapes intermédiaires avant l'avènement d'une démocratie moins injuste. Le PSOE, converti à la dictature du prolétariat, croyait à la valeur du modèle russe et n'avait aucune expérience de la direction des affaires. Les communistes, dont l'influence se développait, étaient totalement dépendants de Moscou. Beaucoup d'hommes de droite, se prétendaient catholiques, mais jetaient aux orties les encycliques pontificales dès qu'elles contrariaient leurs intérêts immédiats, et ils voyaient

d'un œil sec l'inhumaine condition des déshérités. Les militants de l'extrême droite qui étaient sensibles aux outrances de l'injustice sociale ne croyaient qu'à la force pour faire prévaloir leurs solutions ». Bartolomé Bennassar, *Ibidem*, p. 62.

⁴¹⁴ « De février à juillet, la lutte pour le pouvoir est passée des Cortes à la rue, aux clubs et aux mess des officiers », écrit Raymond Carr, résumant parfaitement l'évolution de la situation. Les deux camps se livrent à des affrontements qui dégénèrent parfois en fusillades. Dans les 4 mois suivant les élections, on ne dénombre pas moins de 269 morts et 1.278 blessés. Enrico Acciai, *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la sezione Italiana della Colonna Ascaso...*, p. 25.

⁴¹⁵ « Du mois d'avril 1931 à juillet 1936, les désordres parmi les acteurs de la vie politique espagnole provoquèrent 2629 personnes tuées (dans le nombre, il y a également les victimes de la révolte des Asturies). Après l'éclatement de *l'alzamiento*, le gouvernement légitime et les rebelles sollicitèrent presque en même temps des appuis en armement militaire et des prêts financiers à la communauté internationale. Le gouvernement espagnol à la France, mais les radicaux dans le gouvernement de Léon Blum ainsi que l'opposition exercèrent fortes pressions pour que l'Hexagone restât neutre dans l'événement ; à ces pressions s'ajouta en outre le refus britannique guidé par Stanley Baldwin. Les putschistes, au contraire, s'adressèrent à Berlin et à Rome, en obtenant respectivement réponses favorables le 25 et 27 juillet 1936 ». Alfonso Botti, *Ibidem*, p. 48.

⁴¹⁶ « À l'abri de la non-intervention, Mussolini développe une politique de soutien massif aux putschistes, reconnu de jure le 18 novembre 1936 : envoi d'armes et d'argent. Les volontaires sont les Chemises noires, recrutées par le parti fasciste et constituées en 4 divisions dirigées par le général Roatta, soit environ 70 000 hommes. Ils disposent du soutien de l'aviation et de la marine italienne ». Pierre Milza- Serge Berstein, *Le fascisme italien (1919-1945)*, Paris, Seuil, 1980, p. 352.

⁴¹⁷ Gilles Bertrand, Jean-Yves Fretigné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoires de deux nations sœurs*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 312-313.

⁴¹⁸ Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains...*, p. 179.

⁴¹⁹ « L'éclatement de la guerre civile en Espagne n'est pas une surprise pour Mussolini. Depuis longtemps existent des contacts entre l'extrême droite espagnole et les fascistes italiens. José Antonio Primo de Rivera, le chef du mouvement phalangiste, reçoit d'importants subsides de la part des services italiens. En août 1932, le gouvernement de Rome a fourni des armes au général Sanjurjo pour sa tentative, d'ailleurs manquée, contre la République. En mars 1934, un colloque réunit, en présence de Mussolini, des fascistes, dont Balbo, et les chefs carlistes. Le Duce promet des armes et de l'argent pour un renversement du régime en place, suivi d'une restauration monarchique [...]. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Franco se soit adressé à Mussolini pour obtenir une aide militaire. Sans doute, Mussolini accepte-t-il de signer le pacte de non-intervention, mais il fait savoir que si le gouverne-

ment n'intervient pas ès qualités en Espagne, il n'entend opposer aucun obstacle aux souscriptions publiques qui pourraient avoir lieu en Italie en faveur de l'Espagne franquiste». Pierre Milza, Serge Bernstein, *Le fascisme italien (1919-1945)*..., p. 351-352.

⁴²⁰ Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste*, Paris, Tallandier, 2011, p. 263.

⁴²¹ Séance du Conseil Général, 27 juillet 1936, p. 5, AMSAB-ISG, 1936-07-27_bwp_AR.pdf – Voir aussi « Spain and International Labour », *International Information*, 14 juillet 1937, p. 288, IISH, SAI, 20/1/29.

⁴²² Émile Temime, 1936. *La Guerre d'Espagne commence*, Bruxelles, Complexe, 2006, p. 99-100.

⁴²³ Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*..., p. 165-166.

⁴²⁴ Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne*..., p. 278-290.

⁴²⁵ Le décret de 22 octobre 1936 en ce qui concerne la création des Brigades ne fut que la consécration d'un état de fait : les deux premiers groupes (700 et 800 hommes) étaient arrivés à Albacete le 13 octobre, tandis que 4 à 5 000 hommes étaient prêts à partir. Rémi Skoutelski, *L'Espoir guidait leurs pas*, Paris, Grasset, 1998, p. 51-56.

⁴²⁶ Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*..., p. 166.

⁴²⁷ Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne*..., p. 278-290. Depuis les années 1920, écrit Antony Beevor, « la présence soviétique en Espagne n'avait cessé de croître, essentiellement sous la forme d'une propagande culturelle. Le Komintern n'avait rien fait de plus que dans les autres Pays occidentaux : infiltrer et attendre. À la nouvelle du coup d'état du 18 juillet 1936, il avait collecté autant de renseignements que possible auprès de ses principaux agents, en particulier Vittorio Codovilla, qui était le contrôleur du Parti communiste espagnol depuis 1932 ».

⁴²⁸ « Le Comité de coordination fournissait de faux papiers aux volontaires et conservait les vrais. À Paris, le principal foyer de recrutement était installé à la Maison des Syndicats, au 8 de l'avenue Mathurin-Moreau, dans le 19^e arrondissement, mais les agences étaient disséminées dans la capitale (bar Petit Lyon, Café de Madrid, etc.) et dans la « banlieue rouge », à Nanterre, Colombes, Saint-Denis. En province, les bureaux de la CGT leur donnaient l'hospitalité à Bordeaux, Toulouse, Lyon, Lille, et même à Oran. Il y eut au total une cinquantaine de bureaux sur le territoire français. Beaucoup de volontaires, parfois bien équipés, vinrent de la « banlieue rouge », mais des étudiants de la Cité universitaire, des dockers et des métallos souvent syndiqués à la CGT s'enrôlèrent aussi ». Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*..., p. 169.

⁴²⁹ Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*..., p. 168.

⁴³⁰ Rémi Skoutelski, *Ibidem*, p. 327-332.

⁴³¹ Bartolomé Bennassar, *Ibidem*, p. 170.

⁴³² Antony Beevor, *Ibidem*, p. 291.

⁴³³ L'Espagne apparaît donc, pour Moscou, comme une sorte de laboratoire où l'impérialisme soviétique expérimenta les mesures qu'il mit plus tard en pra-

tique dans les démocraties populaires. Antony Beevor, *Ibidem*, p. 299-300.

⁴³⁴ Ronald Radosh, Mary R. Habeck, Grigory Sevostianov, *Spain Betrayed. The Soviet Union in the Spanish Civil War*, Yale, Yale University Press, 2001. Cet essai confirme que Staline ne voulait pas la révolution en Espagne. Pour cela, comme le montrent des documents du début 1937, ses conseillers forgent l'accusation d'une collusion entre les anarchistes espagnols et les trotskistes. Ils ont également délibérément poussé aux affrontements de mai 1937 à Barcelone entre les anarchistes et les forces gouvernementales comme le montre un rapport d'un agent de Staline. L'Espagne apparaît, à travers les documents présentés dans le travail scientifique américain, comme une sorte de laboratoire où l'impérialisme soviétique expérimente les mesures qu'il mettra plus tard en pratique dans les démocraties populaires. *Spain betrayed* illustre, par le large échantillon documentaire publié, les méthodes politiques en vigueur au sein du monde stalinien.

⁴³⁵ Louis Stein, *Par-delà l'exil et la mort. Les républicains espagnols en France*, Paris, éditions Mazarine, 1981, p. 20. « Les tensions parmi les nouvelles idéologies étaient telles qu'elles pouvaient transformer des frères en inconnus sans visage, de simples syndicalistes ou boutiquiers en ennemi de classe ».

⁴³⁶ Sur *La Retirada, pour une iconographie de l'exil espagnol* (fin janvier - début février 1939), consulter la Documentation Photographique Générale Hélène Roger-Viollet, Parisienne de la Photographie, URL : <http://www.roger-viollet.fr/fr/user/agence>.

⁴³⁷ Geneviève Dreyfus-Arman, « Réfugiés espagnols : quand la France choisissait l'infamie », *Libération*, 9 septembre 2015. URL : http://www.liberation.fr/france/2015/09/09/refugies-espagnols-quand-la-france-choisissait-l-infamie_1379072.

⁴³⁸ « C'était à la frontière – écrit Geneviève Dreyfus-Arman – que s'effectuait généralement la séparation des familles quand elles arrivaient groupées. Les hommes valides étaient escortés vers des camps d'internements; quant aux femmes, aux enfants, aux malades et aux personnes âgées [...], ils étaient massivement évacués dans divers départements de l'intérieur, où des centres d'hébergement les accueillait tant bien que mal. Les civils étaient dirigés vers des départements éloignés de la frontière, région parisienne exceptée. Les réfugiés espagnols furent dispersés sur le territoire français en fonction des possibilités et des bonnes volontés locales. En mars 1939, au moins 77 départements reçurent quelque 170 000 réfugiés civils ». Geneviève Dreyfus-Arman, *L'Exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 36-40. Archives Nationales, *La Guerre civile espagnole et ses conséquences en France, Aide de l'administration française*, URL <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/cms/content/helpGuide.action?uuid=5329796d-b79d-4ee2-aa21-c229c0b01e46&version=3&preview=false&typeSearch=&searchString=>.

⁴³⁹ Javier Tusell, « Siglo XX », *Historia universal*, n. 16, Madrid, 1990, p. 469-471. À voir aussi Maryse Bertrand de Munõz, *La Guerra Civil Española en la Novela. Bibliografía comentada*, Madrid, José Porrúa Turanzas, t. 1, 1982.

⁴⁴⁴ Javier Tusell, *ibidem*, p. 529-531.

⁴⁴¹ Sur ce sujet consulter le dossier *Les écrivains et la guerre d'Espagne*, Paris, Les Dossiers H, Cahiers de l'Herne, 1975. George Orwell sur la guerre civile espagnole écrit : « Je ne me doutais pas de la nature de cette guerre. Si vous m'aviez demandé pourquoi je m'étais engagé dans les milices, je vous aurais répondu : 'Pour combattre le fascisme', et si vous m'aviez demandé pourquoi je me battais, je vous aurais répondu : 'Pour maintenir le respect de l'humain, [pour participer à la] défense de la civilisation contre l'explosion de la folie furieuse d'une armée de colonels [...] à la solde d'Hitler' ». Mais la brutale réalité du champ de bataille et de ce qui lui apparaissait au départ comme d'incompréhensibles affrontements entre orientations politiques inconciliables dans le camp antifranquiste l'amènèrent rapidement au constat suivant : « Il serait tout à fait impossible d'écrire sur la guerre d'Espagne en s'en tenant à un point de vue exclusivement militaire. Ce fut avant tout une guerre politique. Aucun de ses épisodes [...] n'est intelligible sans quelque connaissance de la lutte intestine des partis qui se poursuivait à l'arrière du front gouvernemental ». À lire Louis Gill, *De la guerre civile espagnole à 1984*, Montréal, Lux, 2005.

⁴⁴² Article cité par Enrique Moradiellos, *1936. Los mitos de la guerra civil*, Barcelona, Península, 2004, p. 148.

⁴⁴³ Georges Bernanos, *I grandi cimiteri sotto la luna*, Il Saggiatore, Milano 2004, p. 127 [éd. orig. *Les grands cimetières sous la lune*, 1938]. Cet ouvrage exerce une influence profonde de l'autre côté des Alpes et devient une référence pour les catholiques italiens qui s'engagent dans l'antifascisme.

⁴⁴⁴ Pour comprendre l'importance des implications internationales du conflit ibérique, voir les analyses de l'historien italien Gabriele Ranzato, *L'eclissi della democrazia. La guerra civile spagnola e le sue origini (1931-1939)*, Torino, Bollati-Boringheri, 2004.

⁴⁴⁵ Alfonso Botti, *Guerra civile spagnola...*, p. 51.

⁴⁴⁶ Sur le rôle des journalistes dans la guerre d'Espagne, on peut lire l'excellente étude de Michael Martin, *Les grands reporters. Les débuts du journalisme moderne*, Paris, Audibert, 2005. Les relations entre les écrivains français et la guerre d'Espagne ont fait l'objet de plusieurs études d'ensemble, dont l'ouvrage *Dossiers H. Les Écrivains et la guerre d'Espagne*, Paris, 1975 et l'essai de Bertrand de Muñoz, *La Guerre civile espagnole et la littérature française*, Paris-Montréal, 1972. Voir aussi l'article « Les écrivains et la guerre d'Espagne » d'Emilio Sanz De Soto dans *Le Monde diplomatique*, avril 1997, p. 26-27 ou le dossier « Intellectuels, écrivains et journalistes dans la guerre d'Espagne », *Revue Aden*, n. 5, octobre 2006.

⁴⁴⁷ Antony Beevor, *La Guerre d'Espagne...*, p. 440-443.

⁴⁴⁸ Pierre Laboire, *Les français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la libération*, Paris, éditions du Seuil, 2003, p. 106-117.

⁴⁴⁹ Antony Beevor, *Ibidem*, p. 442.

⁴⁵⁰ « Un long rapport du commissaire central de police de Perpignan en date du 12 janvier 1937 fait état de 20 000 hommes qui jusqu'à ce jour... seraient passés à l'ancien hôpital militaire et, de là, dirigés vers diverses régions

d'Espagne. Il y avait parmi eux des jeunes gens qui n'avaient pas encore atteint la majorité [alors à vingt et un ans], des vieux et des repris de justice. Le commissaire ajoute que, depuis peu, la police contrôle les identités pour retrouver les mineurs partis sans l'autorisation de leur famille». Bartolomé Bennassar, *Ibidem*, p. 169.

⁴⁵¹ Antonio Zambonelli, « Reggiani in difesa della Repubblica spagnola », in *Ricerche Storiche*, Anno VII, n. 19, luglio 1973, Istituto Storico per la Resistenza di Reggio Emilia, 1973, p. 13-14.

⁴⁵² Voir l'analyse de Simonetta Tombaccini sur la guerre d'Espagne dans son essai *Storia dei fuorusciti italiani in Francia*, Milano, Mursia éditions, 1988, p. 296-301.

⁴⁵³ Carlo Rosselli, *Oggi in Spagna domani in Italia*, Einaudi, Torino, 1967, p. 116.

⁴⁵⁴ Carlo Rosselli, *ibidem*, p. 123.

⁴⁵⁵ Anne Morelli, « Les Italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne », Bruxelles, *RBHC Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, XVIII, 1987, p. 189.

⁴⁵⁶ Sur la complexité et les disputes politiques de l'antifascisme italien en exil au début du déclenchement de la rébellion espagnole, voir l'analyse de Eric Vial, « Carlo Rosselli et la situation de l'antifascisme italien à la veille de sa mort », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2000, n. 57. p. 50-54 (http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/mat_0769-3206_2000_num_57_1_404238).

⁴⁵⁷ « Les exilés italiens sans attendre aucune décision politique de la part des démocraties française ou anglaise furent les premiers volontaires à partir pour la péninsule ibérique et défendre le gouvernement légitime. Tous, ils étaient des volontaires animés par de différentes conceptions politiques et le désir de laver, en quelque sorte, la honte de la défaite des antifascistes face à la montée du pouvoir de Benito Mussolini et à l'instauration de son régime », in Simonetta Tombaccini, *Storia dei fuorusciti italiani in Francia...*, p. 297.

⁴⁵⁸ Anne Morelli, *Les Italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne...*, p. 187-190.

⁴⁵⁹ Archivio Centrale dello Stato, Polizia politica, a. 1927-1945, pacco 21, C4/4, rapport du 6 août 1936 sur la réunion du 31 juillet 1936 des antifascistes à Bruxelles concernant la participation au conflit espagnol.

⁴⁶⁰ Archivio Centrale dello Stato, Polizia Politica, a. 1927-1945, Pacco 21, C4/6, rapports conflit espagnol, mois d'octobre 1936.

⁴⁶¹ Cesare Campioli, *Cronache di lotta. Nel movimento operaio, fra gli esuli a Parigi, la Resistenza, Sindaco di Reggio Emilia* », Parma, Guanda, 1965, p. 86.

⁴⁶² Fortunato Nevicati est né à Poviglio, le 9 janvier 1895. Ouvrier, communiste, surnommé "Fortuné". Il fut entre les fondateurs du Parti communiste à Reggio Emilia. En 1922, Fortunato Nevicati est avec Guido Picelli à la défense de l'Oltretorrente à Parme. En 1923, il expatrie en France pour fuir à un mandat de capture de la police fasciste. En France, il vit de manière clandestine. À Paris, il participe à plusieurs manifestations politiques dont la protes-

tation contre la condamnation à la mort de Nicola Sacco et de Bartolomeo Vanzetti aux États-Unis ; au rassemblement à gare de Lyon contre la visite politique du général Emilio De Bono. Il part pour l'Espagne avec Libero Garzanti à la fin de septembre 1936. Fortunato meurt à Madrid, le 21 novembre 1936.

⁴⁶³ Libero Garzanti est né Birsfelden en Suisse, le 28 octobre 1908. Puis, avec sa famille, il retourne en Romagna, au village de San Pietro in Trento, pas loin de Ravenna. En 1926, il a 17 ans, il est déjà ouvrier et il décide de s'inscrire au Parti communiste italien. Il est arrêté à cause d'un épisode de lutte antifasciste et pour avoir blessé le *gerarca* fasciste Ettore Muti. Sorti de prison, Libero émigre en France de manière clandestine. À Paris, Libero Garzanti connaît, Lea, sa femme de laquelle eut la fille Rina et avec qui cohabita jusqu'à son départ pour l'Espagne avec Fortunato Nevicati à la fin de septembre 1936. En Espagne, Libero s'enrôle dans le Bataillon Garibaldi. Après la formation militaire, il rejoint le front de de guerre à Madrid en novembre 1936. Libero meurt pendant les combats dans les collines de la ville le 21 novembre 1936, à l'âge de 27 ans.

⁴⁶⁴ Cesare Campioli, *Cronache di lotta. Nel movimento operaio, fra gli esuli a Parigi, la Resistenza, Sindaco di Reggio Emilia* »,..., p. 87 : « Il est difficile pour les jeunes générations – écrit Cesare Campioli – de s'imaginer à quoi ressemblait la vie en cet âge de conflits ».

⁴⁶⁵ Anne Morelli, *Les Italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne...*, p. 195-197.

⁴⁶⁶ Archivio Centrale dello Stato, CPC, D3562, *Conflit espagnol*, informateur Luciano Noto, rapport du 15 décembre 1936.

⁴⁶⁷ Anne Morelli, *Les Italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne...*, p. 187-214.

⁴⁶⁸ L'Espagne républicaine a été une des destinations de l'émigration politique italienne en Europe déjà avant le conflit espagnol. À partir du début des années 1930, cette présence était devenue très nombreuse et politiquement active. De manière particulière, les activités des anarchistes Italiens étaient celles qui réveillaient les plus grandes préoccupations non seulement pour l'OVRA fascistes, mais aussi pour les gendarmeries ibériques. Les statistiques d'expulsions sont consultables près du : Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, Archivo General, Madrid (AMAE). Caja RE-99, Carpeta 6. Relación de extranjeros expulsados de España a partir de las elecciones del 16 de febrero 1936, 03/05/1938. In Enrico Acciai, *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola : la sezione Italiana della Colonna Ascaso...*, p. 150-151.

⁴⁶⁹ Il suffit d'analyser la liste des expulsions dans les premiers six mois de l'année 1936 pour voir combien d'anarchistes Italiens sont considérés des individus dangereux dangereux pour la police espagnole. Entre janvier et juin 1936, 150 étrangers doivent quitter l'Espagne, dont 33 fuorusciti italiens. Statistiques du : « Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, Archivo General, Madrid (AMAE). Caja RE-99, Carpeta 6. Relación de extranjeros expulsados de España a partir de las elecciones del 16 de febrero

1936, 03/05/1938 » In Enrico Acciai, *Ibidem*, p. 151.

⁴⁷⁰ Enrico Zambonini, militant anarchiste, né à Villa Minozzo de Reggio Emilia. *Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale, ad nomen*. À l'âge de 13 ans, il se rend à Gênes pour travailler avec son oncle, militant socialiste. En 1913, il participe en Libye à la guerre Italo-Turque. En 1919, Zambonini est membre de la formation "Arditi del Popolo" et il milite avec la formation anarchiste de Carnesecchi-Novatore. En 1921-1922, il continue son activité de propagande politique et de lutte armée. Il fuit à Marseille à la fin de l'année 1922 où il restera jusqu'à 1928. Pour son activité subversive à Marseille, la police l'arrête à Saint-Raphaël et il est expulsé du territoire français. Il fuit en Espagne en 1932 et il fréquente Nicholas Lazarevitch, Francisco Ascaso, Buenaventura Durruti, Ernesto Bruna avec lesquels a pour but celui d'organiser une possible révolution politique dans le pays. Il participe à la révolte des Asturies en 1934 et il est emprisonné à Barcelone. Expulsé de l'Espagne le 19 novembre 1934, il est emprisonné encore une fois à Perpignan. Le 9 août 1935 il est expulsé de la Belgique et du Luxembourg et Enrico Zambonini revient en Espagne. La participation de Zambonini au conflit espagnol est témoignée par un article sur la revue *Guerre de Classe*, dirigée par Camillo Berneri, le 8 août 1937. Après la défaite dans la guerre espagnole, Zambonini est interné dans le Camp Argelès-sur-Mer et après dans le Camp de Gurs. Vu son très mauvais état de santé, il est hospitalisé près de l'hôpital de Perpignan de lequel il est renvoyé en Italie au mois d'août 1942 et immédiatement relégué à l'île de Ventotene. Après le 25 juillet 1943, Enrico Zambonini arrive dans la prison d'Arezzo de laquelle il réussit à fuir le 4 décembre 1943. Le mois après, maintenant quinquagénaire, il revient à Villa Minozzo de Reggio Emilia, son village natal duquel il avait été absent pour deux décennies, et il devient partisan dans la Résistance italienne sur l'Appennino Tosco-Emiliano. Le 30 janvier 1944, il est fusillé par les troupes nazi-fascistes.

⁴⁷¹ Archivio Centrale dello Stato, DPP, FM Pacco 51, Fascicolo 10. *Relazione informatore* C20/30, 25/10/1935.

⁴⁷² Lorenzo Giusti est né à Bologne le 21 septembre 1890. Cheminot, chef de gare de la société des chemins de fer italienne, il sert dans un premier temps dans le mouvement anarchique et puis dans le Parti socialiste italien. Pour son activité politique, il subit de dures persécutions et il émigre en France en 1923 et puis en Espagne. Pendant sa période française, il est plusieurs fois arrêté pour son activité politique qu'il déoule de concert avec Fernando De Rosa. Lorenzo Giusti quitte la France et il s'établit en Espagne à partir des années 1930. En Espagne, Giusti travaille en qualité de cadre près de la Confédération syndicale des travailleurs anarchistes et de la Fédération anarchique ibérique. Au début de la guerre civile, Giusti est parmi les fondateurs de la "Colonna Italiana" de la division "Ascaso" qui se bat sur le front de Huesca. Par la suite, il sert dans la "Colonna Rosselli" et "Colonna Durruti" en participant à toutes les principales batailles de la guerre civile. Après le meurtre de Camillo Berneri par les services secrets de Staline, Lorenzo Giusti a de nombreux et forts contrastes avec les dirigeants du Parti communiste ita-

lien. Après la guerre d'Espagne, il rentre en France où il est interné pendant 15 mois dans le Camp d'Argelès-Sur-Mer. Il participe à la Résistance française contre les Allemands et est capturé à Dunkerque. Il réussit à s'évader après beaucoup de mois de détention, et rentre en Italie après le 8 septembre 1943. Dans sa région d'origine, il adhère au Parti socialiste italien et participe à la Résistance dans les alentours d'Imola.

⁴⁷³ Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale busta. 2464, fascicolo 93758 *Giusti Lorenzo. Telespresso della Regia Ambasciata d'Italia a Madrid*, 04/02/1935.

⁴⁷⁴ Archivio Centrale dello Stato, CPC – busta 2462, fascicolo 127012 *Giussani Enrico*. Nota Divisione Polizia Politica, 30/06/1932.

⁴⁷⁵ Archivio Centrale dello Stato, CPC – busta 2462, fascicolo 127012 *Giussani Enrico*. Nota Divisione Polizia Politica, 20/07/1935.

⁴⁷⁶ Après la guerre d'Espagne, Enrico Giussani est arrêté en France et il est assigné à résidence surveillée dans l'île de Ventotene avec Ernesto Rossi et Altiero Spinelli. Après le 8 septembre 1943, Giussani se bat à Bologne dans la Résistance armée où il réorganise le groupe Giustizia et Libertà. Il s'installe à Bologne car il a été choisi directement par Ferruccio Parri.

⁴⁷⁷ Dans la ville de Barcelone, la communauté italienne des antifascistes est étroitement contrôlée par l'OVRA du début des années 1930. Une liste rédigée par l'OVRA pour compte du Casellario Politico Centrale du 20 février 1935, numéro 441-03947, rapporte les activités de 44 subversifs. Pour la note : "Les 44 subversifs sont parmi le plus connus et le plus dangereux qui vivent à l'étranger". Archivio Centrale dello Stato, DPP FM Pacco 51, Fascicolo 4. *Relazione informatore C20/7*, 15/01/1934.

⁴⁷⁸ Rapport d'un agent de services secrets, Archivio Centrale dello Stato, DPP, FM Pacco 51, Fascicolo 10. *Relazione informatore C20/30*, 12/03/1936.

⁴⁷⁹ Carlo Rosselli, « Pour l'unité de l'antifascisme italien » *Justice et Liberté*, 27 janvier 1937.

⁴⁸⁰ Cesare Campioli, *Cronache di lotta. Nel movimento operaio, fra gli esuli a Parigi, la Resistenza, Sindaco di Reggio Emilia...*, p. 88.

⁴⁸¹ Alessandro Vaia, « Brigata Garibaldi in Spagna », in *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, La Pietra, vol.1, Milano-Roma, 1968, p. 410-418.

⁴⁸² Alessandro Vaia, *ibidem*, p. 415.

⁴⁸³ Aldo Garosci, *Lezioni sull'antifascismo*, Bari, Laterza, 1960, p. 106. L'auteur retient le chiffre de 5.000 dont 500 meurent en Espagne.

⁴⁸⁴ Archivio Centrale dello Stato, CPC busta 5932, fascicolo 97405 Tulio Tulli. Appunto Direzione Affari Generali e Riservati, 11/08/1936.

⁴⁸⁵ Cesare Campioli, *Ibidem*, p. 89.

⁴⁸⁶ Anne Morelli, *Les Italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne...*, p. 196-197.

⁴⁸⁷ Aldo Garosci, *Lezioni sull'antifascismo*, Bari, Laterza, 1960, p. 111-120. À voir également Ministero Affari Esteri, *Archivio storico diplomatico, statistiche e rapporti degli anni 1933-1943*, Roma. *Corrispondenza ambasciata italiana di Parigi con la segreteria generale di Roma*.

⁴⁸⁸ Archivio Centrale dello Stato, DPP, FM Pacco 50, Fascicolo 1. Relazione informatore C20/67, 26/08/1936.

⁴⁸⁹ Archivio Centrale dello Stato, CPC busta 2464, fascicolo 93758, Giusti Lorenzo. *Lettera al figlio*, 27/07/1936.

⁴⁹⁰ Luigi Arbizzani, Carlo Volta, Antonio Zambonelli, *Antifascisti Emiliani e Romagnoli in Spagna e nella Resistenza. I volontari della Repubblica di San Marino*, Milano, Vangelista, 1980, p. 23-24.

⁴⁹¹ En ce qui concerne les fichiers des antifascistes de la ville de Parme, de grande importance est la compilation générale de la liste des subversifs par Mario Palazzino et Massimo Giuffredi (a cura di), *Nella rete del regime. Gli antifascisti del Parmense nelle carte di polizia (1922-1943)*, Roma, Carocci, 2004.

⁴⁹² Mario Palazzino et Massimo Giuffredi, *Nella rete del regime. Gli antifascisti del Parmense nelle carte di polizia (1922-1943)*..., p.27-30. Selon les recherches des deux historiens, les antifascistes de Parme qui émigrent en France sont 66% du totale. Entre ceux-ci, surtout des communiste, une large majorité d'anarchistes et des socialistes.

⁴⁹³ À voir les statistiques et le data-base développés par l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia Ferruccio Parri (INSMLI) de Milan. Site numérique <http://www.antifascistispagna.it>.

⁴⁹⁴ Antonio Zambonelli, « Reggiani in difesa della Repubblica spagnola 1936-1939 », in *Ricerche Storiche*, Reggio Emilia, Istituto Storico della Resistenza, VII, n. 19, luglio, 1973, p. 3-34.

⁴⁹⁵ Antonio Zambonelli, *Reggiani in difesa della Repubblica spagnola 1936-1939*..., p. 10-13.

⁴⁹⁶ Luigi Arbizzani (con la collaborazione di Carlo Volta e Antonio Zambonelli), *Antifascisti emiliani e romagnoli in Spagna e nella Resistenza. I volontari della Repubblica di San Marino*..., p. 120-123.

⁴⁹⁷ Alfredo Iotti est né à Reggio Emilia le 14 novembre 1897, ouvrier, socialiste. En 1921, avec le frère Settimio, il est parmi les fondateurs du Parti communiste à Reggio Emilia. En 1922, il quitte sa ville d'origine pour Paris. À lire Antonio Zambonelli, « L'epurazione e il Ciln di Parigi nelle carte di Alfredo Iotti », in *Ricerche Storiche*, Reggio Emilia, anno XXIX, n. 77, octobre, p. 131-140.

⁴⁹⁸ Gilberto Carboni avait quitté Reggio Emilia en 1922 pour Milan pour échapper à la police fasciste. À Milan, il travaille en qualité de chauffeur de taxi jusqu'à 1930. En 1931, Gilberto Carboni est en France. À Saint Etienne, il travaille comme chauffeur et développe de manière régulière son activité politique clandestine près du Parti communiste en exil. Son nom de bataille : Augusto Marchiani. Carboni quitte saint Etienne pour aller combattre en Espagne en 1936. Archivio Centrale dello Stato, CPC busta 5932, f. 97405 Tullio Tulli. Rapport de l'Ambassade d'Italie à Paris, 13/08/1936. Note de l'Ambassade d'Italie en France qui communique les noms des premiers antifascistes partis pour l'Espagne.

⁴⁹⁹ Antonio Zambonini, *Reggiani in difesa della Repubblica spagnola (1936-1939)*..., p. 9-12.

⁵⁰⁰ Les autorités fascistes savent très bien où se trouve en réalité Gilberto Carboni. Une lettre de la Préfecture de police de Reggio Emilia, datée du 28 mars 1938, adressée à plusieurs commissariats et au Ministère de l'Intérieur, direction des Affaires réservées, relate ses changements de résidence. Le préfet de police de l'époque, Gabriele de Santis, écrit : « modifications à apporter à la liste des subversifs originaires de cette province et résidant en Espagne... : ajouter Carboni Gilberto, né le 17-9-1898 à Luzzara, communiste à arrêter ». Gilberto Carboni est mort en Espagne le 20 septembre 1938, à l'âge de 40 ans. Antonio Zambonini, *Reggiani in difesa della Repubblica spagnola (1936-1939)*..., p. 10-11.

⁵⁰¹ Giovanni Bertolini, Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 575, estremi cronologici 1932-1942. *Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato al Tribunale speciale. Comunista, elettricista.*

⁵⁰² Antonio Carini, Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 1082, estremi cronologici 1939-1941 : *comunista, muratore, iscritto alla rubrica di frontiera.*

⁵⁰³ Alcide Leonardi, Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta n. 140.376. Après la guerre d'Espagne, il réside clandestinement en Belgique où il est délégué du P.C.I. Arrêté en Belgique à la fin de 1939 et maintenu en prison. Il est livré par les autorités belges aux nazis qui le renvoient en Italie. Après trois années de déportation à Ventotene, il participera activement aux combats de la Résistance italienne en devenant le chef du comité militaire du parti communiste en province de Reggio Emilia.

⁵⁰⁴ Angelo Curti, Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 1563, estremi cronologici 1928-1941. *Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, luogo residenza : Spagna, Francia.*

⁵⁰⁵ Alberto Galassi, Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 2229, estremi cronologici 1928-1939. *Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Comunista, maçon, luogo residenza: France.*

⁵⁰⁶ Francesco Gasperini, Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 2304, estremi cronologici 1927-1940. *Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera.*

⁵⁰⁷ Marino Mazzetti, Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 3178, estremi cronologici 1927-1943. *Annotazioni riportate sul fascicolo : diffidato, confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato al Tribunale speciale. Comunista, luogo residenza : Svizzera, Francia, Spagna.*

⁵⁰⁸ Anne Morelli, *Les Italiens de Belgique face à la Guerre d'Espagne*..., p. 211-212.

⁵⁰⁹ Aldo Garosci, « L'intervento fascista e antifascista in Spagna », in *Trent'anni di storia politica italiana*, Torino, Eri, 1967, p. 300-304.

Notes au Chapitre 6

⁵¹⁰ À lire les études de l'historien Mimmo Franzinelli, *Delatori. Spie e confidenti anonimi: l'arma segreta del regime fascista*, Milano, Feltrinelli, 2012;

du même auteur *I tentacoli dell'OVRA. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Torino, Bollati Boringhieri edizioni, 1999 et l'essai *Guerra di spie. I servizi segreti fascisti, nazisti e alleati (1939-1943)*, Milano, Mondadori, 2007.

⁵¹¹ À lire la recherche de l'historien Mauro Canali, *Le spie del regime*, Bologna, Collana Storicamente, Il Mulino, 2006 et l'essai de Franco Fucci, *Le polizie di Mussolini. La repressione dell'antifascismo nel ventennio*, Milano, Mursia, 2001.

⁵¹² Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste*, Paris, Tallandier, 2011, p. 210-211.

⁵¹³ Dans son travail gouvernemental, la lecture des mémorandums de police est un des aspects essentiels de l'occupation de Benito Mussolini à Palazzo Venezia, l'autre consiste à donner des audiences de onze heures trente à quatorze heures. Il rentre alors Villa Torlonia, déjeune, lit les journaux, puis retourne au Palazzo Venezia pour d'autres audiences qui reprennent de quinze heures trente à vingt heures.

⁵¹⁴ Christopher Duggan, *Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini*, Paris, Flammarion, p. 179.

⁵¹⁵ Mauro Canali, *Le spie del regime*, Bologna, Il Mulino 2004, p. 64-65.

⁵¹⁶ Christopher Duggan, *Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini...*, p. 179.

⁵¹⁷ Mauro Canali, *ibidem*, p. 69.

⁵¹⁸ Les délibérations du Tribunal spécial pour la défense de l'État ne sont pas d'une gravité extrême, surtout si comparées à celles d'autres régimes totalitaires. Ce Tribunal juge 5.620 personnes entre 1926 et 1943.

⁵¹⁹ Christopher Duggan, *ibidem*, p. 180.

⁵²⁰ Dossier PIFFERI Elgina, fasc. 860999, B 3970, CPC (ACS) de Rome. Elgina Pifferi a réalisé plusieurs interviews. Les enregistrements et toutes les transcriptions sont déposés près de l'Institut de l'Histoire du Temps Présent de Reggio Emilia. À lire également l'essai d'Antonio Canovi, *Roteglia, Paris. L'esperienza migrante di Gina Pifferi*, Reggio Emilia, RS libri, Istoreco, 2014.

⁵²¹ Dossier BERTOLINI Giovanni, fasc. 860987, B 3973, CPC (ACS).

⁵²² Dossier GUALDI Egle, *Casellario politico centrale, ad nomen, ACS*. Voir aussi Giannetto Magnanini, *Egle Gualdi, vita di una emiliana (1901-1976)*, Bologna, Analisi, 1994.

⁵²³ De juin 1933 à novembre 1934, Aldo Romano enverra des notes informatives à Arturo Bocchini sur tous les intellectuels fréquentant la demeure de Benedetto Croce. Aldo Romano est l'auteur de détaillés mémorandums sur la personnalité politique de Nello Rosselli, frère de Carlo et promoteur à Paris du mouvement politique Giustizia e Libertà. Pendant la période fasciste, il est l'un des plus réguliers informateurs de la police secrète. Mais, qu'est-ce qui a poussé Aldo Romano à devenir espion de l'OVRA ? Ce personnage devient espion après une enquête de la Préfecture de Naples en 1929 sur ses fréquentations et sa vie politique. L'enquête avait démontré ses nostalgies socialistes, attestées par une correspondance clandestine avec le socialiste Arturo

Labriola, mais aussi par la diffusion d'un hebdomadaire antifasciste, intitulé *Più Avanti*. Jugé, il avait été condamné à la relégation. Pour échapper à sa peine, il signe un *compromis* avec la Polpol après avoir obtenu que son assignation à résidence soit transformée en une admonition afin de pouvoir finir ses études. Après son *mea culpa* envers le régime, Aldo Romano jouit d'un traitement très favorable. En 1934, il obtient une bourse d'étude à la Haute École d'Histoire de Rome. En 1935, il obtient la place de bibliothécaire au Musée du Risorgimento de la capitale. L'année suivante, il est chargé de la mise en ordre des archives du Musée San Martino de Naples (fonction près accordée par le ministre de l'Éducation nationale De Vecchi de Val Cismone). Au cours de l'été 1937, sa situation change encore une fois. Suite à communication de la Préfecture de Naples qui, apparemment, ignore son activité d'espion de l'OVRA, on lui retire la carte du parti fasciste. Il sera réadmis dans les rangs du PNF, après l'influente intervention du chef de la police Arturo Bocchini. La même année, il prend contact avec l'opposition communiste et il obtient une rencontre avec Giorgio Amendola. Il le met au courant de son activité d'espionnage, mais ajoute que ses services se limitaient à quelques communications peu importantes. En 1939, le régime lui confie la rédaction d'une histoire anthologique du mouvement fasciste. En septembre 1943 il se « redécouvre » antifasciste. Après la guerre, Aldo Romano deviendra un des plus importants spécialistes du marxisme du Mouvement ouvrier. *Casellario Politico Centrale, ACS, Aldo Romano ad nomen*. À lire également Mauro Canali, *Le spie del regime*, Bologna, Il Mulino, 2006.

⁵²⁴ L'OVRA a longtemps surveillé et persécuté Benedetto Croce, son épouse et ses filles. La police d'Arturo Bocchini finira pour accumuler un total de 1.300 documents sur Benedetto Croce, ainsi que des dossiers contenant du matériel scientifique que le philosophe avait cherché d'envoyer à l'étranger. Mauro Canali, *Le spie del regime*, Bologna, Il Mulino, 2006, p. 60-61.

⁵²⁵ Les lois fascistes les plus extrêmes sont promulguées entre 1925 et 1926. Ces textes juridiques transforment la monarchie parlementaire italienne dans une dictature autoritaire. Les voici : la loi n. 2263 du 24 décembre 1925 augmente les attributions et les prérogatives du chef du gouvernement, dont le nom devient « Duce ». Le 31 décembre 1925 la nouvelle loi sur la presse entre en vigueur en établissant que les journaux ne peuvent être dirigés, écrits et imprimés que s'ils ont un responsable accrédité par le préfet, donc par le gouvernement ; tous les autres journaux sont considérés illégaux. La loi du 31 mai 1926 donne la possibilité au pouvoir exécutif d'établir des normes juridiques, ce qui marque, de fait, la destitution du parlement et l'installation du régime autoritaire. Enfin, la loi du 3 avril 1926 interdit le droit de grève et établit que seuls les syndicats légalement reconnus, c'est-à-dire les syndicats fascistes peuvent créer des conventions collectives (à noter que les syndicats fascistes détiennent pratiquement le monopole de la représentation syndicales dès la signature du pacte du 2 octobre 1925 au Palazzo Vigoni entre la Confindustria et les corporations fascistes). Ces lois sont complétées en 1928 par une modification des règles électorales prévoyant une liste nationale unique de 400 candidats choisis au sein du Grand Conseil du fascisme et soumis aux élec-

teurs en bloc : les élections prennent ainsi l'aspect d'un plébiscite.

⁵²⁶ Cité dans l'essai d'Alberto Aquarone, *L'organizzazione dello stato totalitario*, Turin, Einaudi, 1965, p. 71-72.

⁵²⁷ « À partir de novembre 1925 – écrit Julien Saporì – la présence de commissaires de police de la Pubblica Sicurezza dans les consulats italiens en France fut renforcée. Ayant reçu le titre de vice-consul, tous ces policiers étaient chargés des visas. Il ne s'agissait pas d'une simple couverture, car à ce poste clé ils disposaient d'un pouvoir discrétionnaire considérable. Face à un appareil policier organisé et efficace, la naïveté des opposants en général et des *fuorusciti* demeurait absolument consternante ». Julien Saporì, *Le soupçon. 1928, l'affaire Pavan-Savorelli*, Paris, Anovi, 2011, p. 85-86.

⁵²⁸ Christopher Duggan, *Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini...*, p. 180.

⁵²⁹ Arturo Bocchini (1880-1940) est né dans la province d'Avellino. Après avoir assumé la fonction de préfet dans plusieurs grandes villes italiennes, il est nommé, en concomitance à l'attentat de Zamboni contre Benito Mussolini, à la tête de la police nationale. À ce titre, il réorganise et renforce les services policiers. Arturo Bocchini s'applique non seulement à traquer les *fuorusciti* antifascistes, mais aussi à surveiller les potentats locaux et les hiérarques fascistes. Dans la réorganisation des services de police, les efforts de Bocchini consistent en premier lieu en un renforcement des dotations budgétaires de la police; en deuxième lieu, en l'attribution de fonds secrets, gérés directement par le chef de la police, pour les activités d'espionnage en Italie et à l'étranger. Ces fonds s'élèvent à 500 millions de liras par ans, afin de pouvoir constituer et maintenir un réseau efficace de surveillance des opposants au fascisme. C'est dans ce contexte qu'Arturo Bocchini demeure, en qualité de chef de la police, pendant 14 ans, l'homme de la sécurité publique de Benito Mussolini (1926-1940). Domizia Carafoli, Gustavo Padiglione, *Il viceduce: storia di Arturo Bocchini, capo della polizia fascista*, Milano, Rusconi, 1987.

⁵³⁰ Archivio Centrale dello Stato, Dir. Gen. Pubblica Sicurezza DAGR, Cat. GI b. 225. *Relazione trimestrale del Prefetto di Bologna*, 30/01/1930.

⁵³¹ Gaetano Salvemini, *Le origini del fascismo. Le lezioni di Harvard*, a cura di Roberto Vivarelli, Milano, Feltrinelli, 2015, p. 420-421.

⁵³² Max Gallo, *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste*, Paris, Tallandier, 1980, p. 237.

⁵³³ Carlo Rosselli, *Dall'esilio : lettere alla moglie (1929-1937)*, Firenze, Passigli editore, 1997, p. 17-20.

⁵³⁴ En critiquant ce dispositif répressif, le juriste Luigi Lacché observe : « La justice et le droit pénal politique sont appelés à opérer dans l'espace stratégique qui unit répression et consensus. La justice est le champ dans lequel la violence du fascisme et la légitimité de l'État national trouvent des formes de combinaisons et de conciliation capables de générer à la fois de la répression, mais également du consensus ». In Luigi Lacché (a cura di), *Il diritto del Duce. Giustizia e repressione nell'Italia fascista*, Roma, Donzelli, 2015.

⁵³⁵ Charles Delzell, *Mussolini's Enemies. The Italian Anti-Fascist Resistance*, Princeton, Princeton University Press, 1961, p. 100-101.

⁵³⁶ Le chercheur Antonio Canovi observe que la ville d'Argenteuil au nord-ouest de Paris serait passée de 578 Italiens recensés en 1920 à 3.006 personnes en 1936. À lire Antonio Canovi, *Argenteuil Creuset d'une petite Italie-Histoire et mémoire d'une migration*, Paris, Le Temps des Cerises, 2000. Traduit de l'italien par Marie-Pacale Travade.

⁵³⁷ Jacques Droz, *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Paris, La Découverte, 2001, p. 30.

⁵³⁸ Parmi les qualificatifs que le régime attribuera à ses opposants, celui de *soversivo* et de *fuoruscito* occuperont une place centrale dans la politique du régime. Lidia Cravero, « In Francia per trovare lavoro e libertà. Note sull'emigrazione dei "soversivi" cuneesi tra le due guerre », in *Il presente e la storia*, Istituto storico della Resistenza di Cuneo, numero 48, décembre 1995, p. 67.

⁵³⁹ Mimmo Franzinelli, *I tentacoli dell'OVRA. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Torino, Bollati Boringhieri, 1999, p. 239-240.

⁵⁴⁰ Mauro Canali, *Le spie del regime*, Bologne, Il Mulino, 2004, p.73.

⁵⁴¹ Sébastien Laurent, *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard éditions, 2009, p. 332.

⁵⁴² Mauro Canali, *Le spie del regime...*, p. 74-75.

⁵⁴³ L'OVRA, sigle que l'on traduit par *Organizzazione per la Vigilanza e la Repressione dell'Antifascismo*.

⁵⁴⁴ Le SIM (Servizio Informazioni Segrete) est créé le 15 novembre 1925, mais placé dès 1927 sous la coupe directe de Benito Mussolini. Le SIM opère en concurrence avec la police secrète OVRA, constituée en 1926. Bien qu'assez efficace, ce bureau est concurrencé par les services de la Marine (SIS) et de l'Aviation (SIA). La rivalité interservices et la mauvaise répartition des domaines de compétence rendent l'espionnage italien bien moins efficace qu'il n'aurait pu être. De plus, chaque théâtre d'opérations a son propre service de renseignement, ce qui ralentit énormément le travail. Chaque donnée passe par un grand nombre d'officiers avant de parvenir à l'état-major, qui émet les ordres. En outre, l'état-major italien a une forte tendance à ignorer les rapports des services d'espionnage et à se confier à son instinct militaire. Les résultats de cela se mesurent lors des campagnes désastreuses de France et de Grèce où les troupes italiennes, largement supérieures en nombre, sont battues. Devant l'incapacité de Mussolini à comprendre la nécessité d'unifier et de coordonner les services de renseignement, la situation n'évoluera jamais. Pendant la guerre d'Espagne, le SIM fournit d'importantes quantités d'armes au mouvement clandestin La Cagoule, en échange de prestations telles que des sabotages et même un double attentat : l'assassinat des frères Carlo et Nello Rosselli de Giustizia e Libertà. Les liaisons entre La Cagoule et les services secrets italiens sont notamment assurées par François Méténier, ami personnel du futur président François Mitterrand. In : Remi Kauffer, *Histoire mondiale des services secrets*, Paris, Perrin, 2015, p. 82-84.

⁵⁴⁵ L'activité d'espionnage fasciste sur les sols des différents États européens est connue des autorités étrangères qui la tolèrent. Toutefois des protestations des milieux de gauche (en France et en Suisse), autours de ces ingérences, pousseront les autorités françaises et suisses à prendre des dispositions.

L'irritation est palpable dans un article du quotidien suisse de gauche *Le Travail*, daté du 26 juin 1939 : « Nous avons appris, par l'affaire Rochat-Rota, que le Consulat d'Italie à Genève a été transformé en une agence d'espionnage et de renseignements politiques [...] ».

⁵⁴⁶ Madeline Goodman, *The Evolution of Ethnicity : Fascism and Anti-fascism in the Italian-American Community (1914-1945)*, Carnegie Mellon University, Mellon University Press, 1994, p. 67-69. Sur la diplomatie culturelle du régime fasciste et la surveillance de l'antifascisme aux États-Unis, à lire également : Madeline Goodman, *Italian immigrant. The idealism of the Sovversivi in the United States (1890-1940)*, New York, New York University Press, 2011.

⁵⁴⁷ La politique étrangère a été le domaine réservé par excellence au Duce, qui la dirige en assumant la charge de ministre des Affaires Étrangères du 31 octobre 1922 au 12 septembre 1929, date à laquelle il nomme Dino Grandi ministre, avant de reprendre cette charge à partir du 20 juillet 1932. Même dans la période où Dino Grandi est ministre des Affaires Étrangères, entre le 12 septembre 1929 et le 20 juillet 1932, le Duce ne s'éloigne pas des questions extérieures, pour des raisons qui tiennent à la fois aux structures de la politique étrangère fasciste et à la position de Grandi vis-à-vis de Mussolini même. Le pouvoir discrétionnaire du Duce en la matière pèse sur les directives qui émanent de la Farnesina. Les textes, les dossiers et les carnets de Dino Grandi conservés au Ministère italien des Affaires Étrangères montrent bien que le ministre adressait régulièrement des rapports au Duce et que ce dernier recevait personnellement les chefs d'État et de gouvernement en visite en Italie. Cette implication directe de Benito Mussolini ne s'explique pas seulement par la soif de pouvoir du Duce, mais surtout par l'indivisibilité de la politique, aux yeux de l'idéologie fasciste. À lire Enzo Collotti, *Storia d'Italia nel secolo ventesimo. L'Italia fascista. Volume II, Fascismo e politica di potenza : politica estera, 1922-1939*, Firenze, La Nuova Italia, 2000.

⁵⁴⁸ Rendre fasciste le Ministère des Affaires Étrangères est un processus lent et incertain. L'objectif de Benito Mussolini et de Dino Grandi est avant tout de s'assurer la fidélité d'agents qu'ils considèrent comme des exécutants. L'adhésion au régime est rendue obligatoire par une circulaire du 9 avril 1927. La réforme de 1927 augmente le nombre des directions générales et des bureaux au Ministère des Affaires Étrangères. On constitue ainsi une Direction générale des Italiens à l'étranger et un Bureau de propagande à l'étranger. En 1929, les directions sont complétées par un service Faisceaux et institutions italiennes à l'étranger et par une Direction générale du travail italien à l'étranger. À lire Luigi Ferraris, « L'amministrazione centrale del Ministero degli Esteri italiano nel suo sviluppo storico (1848-1954) », Firenze, *Rivista di studi politici internazionali*, 1955, p. 67.

⁵⁴⁹ Ralph Schor, « Les immigrés italiens en France et l'engagement fasciste, 1922-1939 », *Revue d'histoire politique*, 3/2011 (n. HS 7), p. 130-140.

⁵⁵⁰ Ralph Schor, « Les immigrés italiens en France et l'engagement fasciste, 1922-1939 »..., p. 134-135.

⁵⁵¹ À ce sujet, lire l'essai d'Emilio Gentile, « La politica estera del Partito

fascista. Ideologia e organizzazione dei Fasci italiani all'estero (1920-1930) », *Rivista Storia contemporanea*, anno XXVI, 1995, giugno, n. 6, p. 897-956.

⁵⁵² Ralph Schor, *Les immigrés italiens en France et l'engagement fasciste, 1922-1939...*, p. 136-137.

⁵⁵³ Conversation avec Gina Pifferi de l'historien Antonio Canovi. L'entretien a eu lieu le 8 avril 1993, à Roteglia en présence de Paulette Davoli, dans la maison natale de Gina Pifferi une année avant sa mort. Les enregistrements et les transcriptions sont déposés à l'Institut de l'Histoire du Temps Présent de Reggio Emilia.

⁵⁵⁴ Ralph Schor, *Les immigrés italiens en France et l'engagement fasciste, 1922-1939...*, p. 137.

⁵⁵⁵ La vie de Giacomo Antonini est une aventure. Antonini était issu d'un milieu éduqué et aisé. Il était dans ses vingt ans quand Benito Mussolini arrive au pouvoir. Père vénitien, mère hollandaise, culturellement et socialement raffiné, Giacomo Antonini est un grand voyageur. Séducteur infatigable de très belles femmes, il est également journaliste. Au début des années 1930, ses amis néerlandais le connaissaient comme un homme apolitique avec des opinions sur le fascisme italien assez objectives. En 1935, il devient un *fiduciario* (confident) de l'OVRA dans la capitale française. La raison principale qui a conduit Giacomo Antonini à accepter de devenir informateur de l'OVRA est assez banale. Il n'a pas pu refuser l'argent qu'on lui a offert. L'OVRA paie très bien ses confidents. Depuis 1933, la situation financière d'Antonini était désespérée. Sa deuxième femme Moussia et lui sont habitués à une vie de luxe entre Berlin et Paris. Mais, dans la capitale française, ils habitent dans un petit appartement loué. L'offre du fonctionnaire de l'OVRA Bellavia en janvier 1935, arrive donc au bon moment. Le 10 janvier 1935, Bellavia écrit ces mots à son chef Arturo Bocchini à Rome : « Je vous prie de me permettre de vous relater que [Giacomo Antonini] connaît bien Aldo Garosci, Nicola Chiamonte et Anna Pohl aussi bien que Mario Casciani. [...] Il connaît le républicain Flavio Pilla. Il connaît le peintre Filippo De Pisis, Lionello Venturi, Mario Bonfantini, l'écrivain Giacomo Noventa ». Les comptes rendus d'Antonini se trouvent dans deux fichiers de l'OVRA, conservés dans les Archives Centrales de Rome : dans le fichier de Bellavia et dans celui à son propre nom. À lire également l'essai de Roberto Festorazzi, *Il segreto del Conformista, vita di Giacomo Antonini*, Soveria Mannelli (Cz), Rubettino, 2009.

⁵⁵⁶ Après le meurtre des deux frères qui soulève une énorme émotion, tous les services italiens à Paris sont réorganisés et la mission de Giacomo Antonini prend sans doute fin. Le 18 août 1938 Antonini jette le masque et s'inscrit au Parti Fasciste italien. Il est engagé par l'agence officielle de presse Stefani dont il devient le correspondant à Paris. Il publie en même temps des articles de littérature dans *Il Bargello* de Florence et dans *Il Telegrafo* de Livourne qui appartenait à la famille de Ciano, gendre et ministre de Benito Mussolini.

⁵⁵⁷ Mimmo Franzinelli, *I tentacoli dell'OVRA. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Torino, Bollati-Boringhieri, 1999, p. 181-182.

⁵⁵⁸ Conversations avec Giovanni Bertolini. L'entretien a eu lieu à Reggio

Emilia au mois d'avril 1998, à l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia (INSMLI). *Dossier BERTOLINI Giovanni, fasc. 860987, B 3973, CPC (ACS)*.

⁵⁵⁹ Christopher Duggan, *Ils y ont cru. Une histoire intime de l'Italie de Mussolini...*, p. 181.

⁵⁶⁰ Fraser Ottanelli, « Mussolini à East Harlem : police fasciste et identité italo-américaine » (trad. d'Éric Vial), in *Les petites Italies dans le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 261-271. En ce qui concerne l'adhésion des Italo-Américains avec le fascisme, Fraser Ottanelli a observé : « Gaetano Salvemini a beaucoup influencé la lecture des historiens concernant l'identification des Italo-Américains à l'Italie fasciste. Écrivant à la veille de Pearl Harbour, il estimait que, marginalisés par les communautés de langue maternelle anglaise, qui les regardaient du haut, les stigmatisant comme des inférieurs (Dagoes, Wops), les Italo-Américains se tournaient vers l'image idéalisée d'une Italie nouvelle, moderne, impériale, redoutée, qui leur offrait un sentiment de fierté ethnique face à la société américaine. Plus de trente ans plus tard, cette lecture de l'appui des Italo-Américains à Mussolini pour des raisons moins idéologiques que psychologiques, en réaction à un sentiment d'infériorité par rapport à la société d'accueil, est reprise et diffusée par John Diggins et Phil Cannistraro. Tous deux ont mis en avant une différence entre la politique du fascisme et son attractivité culturelle, conception largement partagée par d'autres historiens aux États-Unis ».

⁵⁶¹ Ottorino Perrone, alias Vercesi, est né à L'Aquila, dans les Abruzzes, le 9 mai 1897. Avec une formation de base d'expert-comptable, Ottorino Perrone part étudier à Venise, où il obtient une licence en économie et droit à l'école supérieure de commerce. C'est dans la région vénitienne qu'il combat le fascisme, notamment à l'occasion des occupations d'usines en 1920. Lors du congrès de Livourne de 1921, qui voit le Parti communiste se détacher du Parti socialiste, il rejoint le premier et adhère aux thèses du fondateur du PCI, Amadeo Bordiga. Sa fidélité aux idées de Bordiga ne se démentira jamais. En 1924, il se rend à Moscou au Congrès de la III^e Internationale communiste. Il émigre ensuite clandestinement en France où il participe très activement à la défense des thèses de la gauche *bordighiste* au congrès du PCI à Lyon en 1926. Expulsé de France en 1927, il va poursuivre en Belgique la diffusion des idées de l'opposition de gauche, désormais exclue du Parti communiste. Il travaille comme comptable au syndicat des typographes et vit modestement dans un quartier ouvrier d'Anderlecht. Politiquement, il maintient pour un certain temps des rapports avec Trotski et les opposants russes et des contacts avec l'opposition de gauche belge et française. Pendant la guerre, les autorités italiennes en Belgique réclament son arrestation à la Gestapo. Activement recherché, Ottorino Perrone reste caché pendant près de trois ans. À la Libération, il représente la fraction de gauche communiste dans la Coalition antifasciste qui défend vis-à-vis des autorités belges et des forces alliées les intérêts de la communauté italienne.

⁵⁶² Anne Morelli, *Les "communistes de gauche" italiens en exil en Belgique*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 2000, p. 3-7. Voir aussi : Archivio

Centrale dello Stato, CPC, Division Police Politique, n. 92, dossier n. 747.

⁵⁶³ Anne Morelli, *ibidem*, p. 9-11. De nombreux exilés italiens, expulsés de partout, sans moyens de survie, gravitent dans l'entourage d'Ottorino Perrone, en quête de réconfort moral, d'aide juridique ou tout simplement d'un abri et de nourriture.

⁵⁶⁴ Après la prise du pouvoir par Benito Mussolini, le Parti communiste italien – observe l'historien Loris Castellani – se trouve dans une situation difficile et le nombre de ses militants en Italie chute rapidement. En revanche, le nombre de communistes italiens réfugiés à l'étranger, essentiellement en France, augmente dans des proportions considérables, comme par un phénomène de vases communicants. Le parti se vide peu à peu de ses forces en Italie tandis qu'elles s'accroissent à l'étranger. Voir : Loris Castellani, *L'émigration communiste italienne en France (1921-1928). Organisation et politique*, Thèse de doctorat, Institut d'Études Politiques de Paris, 1988, p. 113-122.

⁵⁶⁵ Pour l'historien Pierre Milza (*Voyage en Ritalie*, Paris, Payot, 1995, p. 224-225), le nombre de militants politiques serait de 30.000 unités.

⁵⁶⁶ Jacques Girault (sous la direction de), *Des communistes en France. (1920-1960)*, Paris, publications de la Sorbonne, 2002, p. 182.

⁵⁶⁷ Les militants communistes dissidents seront doublement exilés. En France, ils doivent se méfier des agents de surveillance fasciste, mais également de celle au sein de leur propre organisation, puisqu'ils sont minoritaires. D'abord mal tolérés, ils seront carrément combattus ensuite par les courants majoritaires et fidèles aux directives staliniennes. Le courant trotskyste est infiltré à la fois par des agents de l'OVRA et par des communistes fidèles au courant majoritaire de Palmiro Togliatti. L'historien Eros Francescangeli démontre que le chef de la police, Arturo Bocchini, ordonne en 1929 un traitement *differencié* à l'encontre d'Amedeo Bordiga, alors, qu'il est assigné *au confino* de Ponza pour laisser croire, dans les milieux antifascistes et notamment communistes, qu'il collabore avec les services de renseignements. À lire Eros Francescangeli, *L'incudine ed il martello. Aspetti pubblici e privati del trockismo italiano tra antifascismo e antistalinismo (1929-1939)*, Perugia, Morlacchi, 2005.

⁵⁶⁸ Sébastien Laurent, *Politiques de l'ombre. État, renseignement et surveillance en France*, Paris, Fayard, 2009, p. 335-338.

⁵⁶⁹ En France, le "Comitato anarchico pro-vittime politiche" est une importante association politique et financière anarchiste. Elle opère en étroite connexion – par l'intermédiaire des militants Alberto Cianca et Enzo Fantozzi – avec la LIDU de Paris et celle de Bruxelles.

⁵⁷⁰ Compte rendu de Bruno Toccafondi in *Archivio Centrale dello Stato, MI, DGPS, CPC, busta 2569, Guelfi Giuseppe; e, Ivi, busta. 2494, Gozzoli Virgilio*. Dans ses mémorandums, Bruno Toccafondi écrit encore : « Umberto Marzocchi se rend souvent à Paris pour rencontrer Camillo Berneri et Rivoluzio Giglioli ; en Suisse, pour rencontrer Luigi Bertoni et d'autres représentants du mouvement anarchiste. Quand Marzocchi est en mission, sa femme reste à Lille avec les fillettes pour gérer la librairie ». En 1935, la situation de la famille Marzocchi deviendra très précaire. Au mois de mai 1935, les

conjointes seront expulsés de Lille. La motivation du Consulat d'Italie sera que « ils constituaient un centre d'activité politique et ils donnaient asile à des subversifs ».

⁵⁷¹ Les libertaires, surtout les anarcho-syndicalistes ou les syndicalistes révolutionnaires en général, sont les premiers à quitter le pays massivement. Mêlés à la vague d'émigration à caractère économique-politique qui, entre 1922 et 1926, déferle sur la France, ils vont constituer les éléments les plus politisés, ainsi que la composante militante quantitativement la plus importante de cette première génération de réfugiés. Déjà en 1924, le mouvement anarchiste était structurellement préparé à la lutte clandestine, et le passage d'un mode de lutte normale à celle à caractère spécial que les temps imposaient se produisit tout simplement », in Ugo Fedeli, «Nella clandestinità», *L'adunata dei refrattari*, New York, n. 8 22 et 29 juillet 1961.

⁵⁷² Luigi Fabbri, «Il fascismo ecco il nemico», *La lotta umana*, 1^{er} octobre 1927.

⁵⁷³ Gaetano Manfredonia, «Les anarchistes italiens en France dans la lutte antifasciste», in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza, École française de Rome, 1986, p. 223-255.

⁵⁷⁴ La presse permet – écrit Fontanelli – la diffusion des idées, de l'information et de l'argent qui a tant fait défaut au mouvement libertaire. La presse en outre maintient la communication entre ses éléments éparpillés aux quatre coins de l'Europe, entre les exilés et les compagnons restés en Italie. Françoise Fontanelli, *La presse libertaire italienne en exil à Marseille dans l'Entre-deux-guerres* (<http://exil.hypotheses.org/189>).

⁵⁷⁵ Gaetano Manfredonia, «Les anarchistes italiens en France dans la lutte antifasciste», in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza, École française de Rome, 1986. p. 223-255.

⁵⁷⁶ Les contacts du Parti communiste à Paris avec ses cellules en Italie sont très difficiles. La plupart a un caractère informatif et se base sur un réseau d'une centaine de camarades *légaux* et sur l'envoi d'une vingtaine de courriers qui font un travail d'instructeurs dans les cellules locales. Ces activités ne parviennent à provoquer aucune action de masse dans le tissu social italien. Malgré tout, les communistes restent le seul groupe antifasciste qui ait son réseau national.

⁵⁷⁷ Olivier Wiewiorka, *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale*, Paris, Perrin, 2017, p. 19-120.

⁵⁷⁸ Les militants du Parti communiste italien subissent les coups les plus durs de l'OVRA. De 25.000 militants en 1925, l'effectif du Parti communiste est évalué à 5.000 en 1927, 2.000 en 1929. Remonté à environ 10.000 unités en 1932, cet effectif se stabilise à 2.500/3.000 personnes jusqu'en 1943. Les activités du Parti communiste italien restent toutefois très actives au sein de l'antifascisme en exil. Les 28 et 29 mars 1937, toujours à Lyon, se constitue l'Union populaire italienne, organisation de masse du PCI en exil, qui regroupe environ 40.000 adhérents à la fin du 1937. De 50.000 à 60.000 au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire 5% de la communauté italienne vivant en France. Philippe Foro, *L'Italie fasciste*, Paris,

Armand Colin, 2016, p. 56-57.

⁵⁷⁹ Le débat entre les communistes et les anarchistes s'est toujours déchainé avec le maximum de virulence. Pour les anarchiques, les staliniens sont des monstres. Le mouvement libertaire n'est pas tendre avec les staliniens. Au contraire, les communistes considèrent que les libertaires sont des ignares et qu'ils manquent de toute réflexion intellectuelle et théorique et, pour cela, ils simplifient les problèmes.

⁵⁸⁰ Benito Mussolini, « Scritti e discorsi dal 1927 al 1928 », in *I tentacoli dell'Ovra*, Turin, Bollati Boringhieri, 1999, p. 33.

⁵⁸¹ Nicolas Violle, «La réception de l'assassinat des frères Rosselli dans la presse populaire parisienne», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n. 57, 2000. *Carlo et Nello Rosselli : Antifascisme et démocratie*, p. 42-49 (http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2000_num_57_1_404237).

⁵⁸² Dans la liste des incorrigibles à réduire au silence, on trouve : Giovanni Amendola, Antonio Gramsci, Piero Gobetti, Guido Picelli, Carlo e Nello Rosselli, Gastone Sozzi, Egle Gualdi. Piero Gobetti et Giovanni Amendola meurent en France des suites des blessures contractées lors de plusieurs agressions de rue. Les frères Rosselli sont assassinés par des sicaires français de la Cagoule, Antonio Gramsci est en prison. Guido Picelli est tué en Espagne.

⁵⁸³ Guido Picelli, né à Parme le 1889, communiste, ex-député socialiste. *Archivio Centrale dello Stato, CPC, busta 3950*, période de surveillance 1910-1939, inscrit à la *Rubrica di frontiera*, dernier lieu de résidence Espagne. *Pour son activité politique très intense à Paris, Guido Picelli sera arrêté par la police française qui l'expulse en Belgique*. Mais sa participation à la lutte des mineurs du Borinage entraîne une nouvelle expulsion. Après un séjour en Allemagne, Guido Picelli parvient à rejoindre la Russie où on lui propose d'entrer à l'École militaire de l'Armée Rouge. À Moscou, toutes les promesses que Togliatti et les communistes italiens ont fait à Picelli sont déçues. Au lieu d'être envoyé à l'École militaire de l'Armée Rouge, Picelli est relégué dans une usine comme ouvrier. Picelli ne supporte pas l'opportunisme, le cynisme politique de Togliatti. Il est même persécuté de son parti, mais il parvient par chance à regagner la France pour prendre part à la guerre d'Espagne. Il meurt en Espagne le 5 janvier 1937.

⁵⁸⁴ Vittorio Picelli, né à Parme le 1893, socialiste. *Archivio Centrale dello Stato, CPC, busta 3950*, période de surveillance 1913-1941, dernier lieu de résidence : Rome.

⁵⁸⁵ Temoignage et entretien de Gianfranco Picelli, petit-fils de Guido Picelli, auprès de son domicile à Rome, le 2 décembre 2016, enregistré par le journaliste et metteur en scène Giancarlo Bocchi. Gianfranco Picelli est décédé le 30 décembre 2016 dans la capitale italienne où il vivait depuis la fin de la guerre, en exerçant la profession d'avocat. Gianfranco Picelli a été la dernière personne à voir en vie Guido Picelli. Gianfranco Picelli était le fils de Vittorio Picelli, syndicaliste révolutionnaire, commandant d'un bataillon des Arditi dans la Grande Guerre, décoré deux fois pour mérite de guerre en 1919. Cet entretien a été publié par la *Gazzetta di Parma*, le 5 janvier 2017.

⁵⁸⁶ Ludovico Rossi, *Archivio Centrale dello Stato, CPC b. 4450, f. 3654, Nota*

del Prefetto di Ravenna, 08/10/1923. Ludovico Rossi regagnera la France de manière clandestine en 1923 en direction de Paris. À Marseille, Ludovico Rossi quitte le parti communiste et devient membre du mouvement anarchiste. En 1935, il recueille des fonds pour le Comité à faveur des anarchistes victimes politiques. Par la suite, il accourt en Espagne, à Barcelone, pour participer au conflit espagnol. Avec d'autres représentants anarchiques, il se battra contre l'armée de Franco. À la fin de 1937, Ludovico Rossi rentre en France et séjourne à Lyon, en clandestinité, sous le faux nom d'Enrico Ferranti. À Lyon, il continue son activité en faveur de la révolution espagnole. Arrêté en avril 1939, il est interné dans le Camp de Argelès-sur-Mer. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il reste en France avec sa femme Prima Poli. Après le 8 septembre 1943, il rentre en Italie pour participer à la lutte armée comme anarchiste.

⁵⁸⁷ Ludovico Rossi, *Nota del Prefetto di Ravenna, 08/10/1923.*

⁵⁸⁸ Antonio Carini, *Archivio Centrale dello Stato, CPC b. 1082, estremi cronologici 1939-1941, comunista, muratore, iscritto alla rubrica di frontiera.* Tribunal spécial pour la Défense de l'État, Commission de Plaisance, ordre du 12 mai 1941. En 1941, Antonio Carini est traduit en Italie et condamné à la relégation politique à Ventotene. Il est libéré au mois d'août 1943 à la suite de la chute du régime fasciste. Il participe ensuite à la lutte armée en Émilie Romagne. Il est tué à Forlì par les fascistes le 13 mars 1944. À lire également l'essai d'Adriano Dal Pont, Simonetta Carolini, *L'Italia al confino 1926-1943. Le ordinanze di assegnazione al confino emesse dalle Commissioni provinciali dal novembre 1926 al luglio 1943*, Milano, La Pietra, 1983.

⁵⁸⁹ Antonio Carini, Journal intime conservé auprès de l'Associazione Nazionale Partigiani di Forlì. Sur la vie d'Antonio Carini à lire également l'essai de Sergej Sorokin, *La stella Garibaldi. Memorie di un partigiano sovietico in Romagna (1943-1945)*, a cura di Nicola Fedel, Milano, Fondazione Comandante Libero Press, 2013.

⁵⁹⁰ Enrico Zambonini, ACS, Ministero dell'Interno, Divisione Generale Polizia Speciale, Divisione Polizia Politica, busta n. 9, Anarchici a Marsiglia.

⁵⁹¹ Archivio Centrale dello Stato, Ministero dell'Interno, Divisione Polizia Politica, Pacco 51, Fascicolo 10. *Relazione informatore C20/30, 25/10/1935.*

⁵⁹² À ce sujet, lire l'essai de Gino Cerrito, « L'emigrazione libertaria in Francia nel ventennio fra le due guerre », in *Gli Italiani fuori d'Italia : gli emigrati italiani nei movimenti operai dei paesi d'adozione 1880-1940*, Milano, Franco Angeli, 1983. En avril 1937, le premier congrès régional de la Fédération Anarchiste Italienne (FAI) se tient à Marseille ; il sera suivi par le congrès national de l'Union Anarchiste Italienne (UAI) qui aura lieu le 25 et le 26 décembre 1937.

⁵⁹³ Son activité politique, conduira Camillo Berneri à être expulsé de 6 pays européens, à escompter au moins 3 ans de prison dans les années 1930, à subir plusieurs procès (souvent à la suite des provocations des agents fascistes).

⁵⁹⁴ Avis de la Préfecture de Reggio Emilia, 25-3-1916, in *Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale*, Dossier 537, busta n. 1. Le même décret est conservé par l'Archive « Famiglia Berneri-Chessa » à Reggio Emilia.

⁵⁹⁵ Avis de la Préfecture de Reggio Emilia, 3-9-1916, in *Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale*, dossier 53, busta n. 1. Le même décret est conservé par l'Archive « Famiglia Berneri-Chessa » à Reggio Emilia.

⁵⁹⁶ Giovanni Stiffoni, *Camillo Berneri (1897-1937). Mythes, racines et réalités d'un intellectuel anarchiste*, Thèse de doctorat, Bordeaux, Université Michel De Montaigne, 2012, p. 21-22.

⁵⁹⁷ Fiche policière de Camillo Berneri in ACS, Casellario Politico Centrale, dossier 537, busta n. 1. À lire également la thèse de Giovanni Stiffoni, *Camillo Berneri (1897-1937). Mythes, racines et réalités d'un intellectuel anarchiste*, Bordeaux, Université Michel De Montaigne, 2012.

⁵⁹⁸ Note confidentielle de la police politique, France, Paris, le 14-2-1931, in ACS., *Ministero dell'interno, Dir. Gen. PS., Divisione Polizia politica, Fascicoli personali, Serie 1927-1944*, dossier 11, busta Camillo Berneri.

⁵⁹⁹ Note confidentielle de la police politique, France, Paris, du 13-4-1928, in ACS, CPC, Dossier 537, busta n. 1.

⁶⁰⁰ Note confidentielle de la police politique, du 13-8-1932, in ACS, *Ministero dell'interno, Dir. Gen. PS, Divisione Polizia politica, Fascicoli personali - Serie A 1927-1944*, Dossier 11, fascicolo Camillo Berneri.

⁶⁰¹ À ce sujet, l'historien Ralph Schor a écrit : « Les partisans et les adversaires de l'immigration se trouvaient d'accord au moins sur un point : l'afflux des étrangers en France soulevait des problèmes considérables que les pouvoirs publics ne cherchaient pas à résoudre » (*L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 491).

⁶⁰² « Les activités politiques des étrangers – écrit Ralph Schoor – bien qu'elles fussent le fait d'une minorité, occupèrent souvent une place de premier plan dans l'actualité au cours des années vingt » (*L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939...*, p. 477).

⁶⁰³ Ralph Schor, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939...*, p. 485-486.

⁶⁰⁴ Ralph Schor, *ibidem*, p. 486-487.

⁶⁰⁵ Nicolas Violle, «La réception de l'assassinat des frères Rosselli dans la presse populaire parisienne»..., p. 44,

⁶⁰⁶ À lire à ce propos l'essai de Donna Gabaccia, *Emigranti. Le diaspora degli italiani dal Medioevo ad oggi*, Torino, Einaudi, 2003. La propagande fasciste se concentra en trois régions culturellement homogènes, c'est-à-dire le monde anglophone, le monde latin et le monde allemand.

⁶⁰⁷ Benito Mussolini, à plusieurs occasions, avait déclaré que « le XX^e siècle sera fasciste ». Certaines phrases de l'ambassadeur italien à Budapest, Durini di Monza, rapportées par son homologue français, témoignent de la volonté d'imposer cette doctrine : « L'Italie s'est fixé un seul but : entrer en possession de ce qui lui revient et qui lui a été refusé jusqu'à présent, en restant dans le cadre d'une paix européenne juste et équitable. On parle souvent à ce sujet d'un impérialisme italien. Il est clair qu'une pareille expression provient d'une confusion. Impérialisme, dans le sens donné par le fascisme à ce mot, ne signifie pas la conquête de territoires appartenant d'une façon plus ou moins justifiée à tel ou tel pays. Il signifie, pour les Italiens, la possibilité d'ar-

river, en pleine conformité avec le développement de la vie européenne, à l'expression de la culture, de la nature physique et du génie italiens ». In Anne-Sophie Nardelli-Malgrand, *La rivalité franco-italienne en Europe balkanique et danubienne, de la Conférence de la Paix (1919) au Pacte à quatre (1933) : intérêts nationaux et représentations du système européen*, Paris, Université Paris-Sorbonne, 2011, p. 502.

⁶⁰⁸ Michel Henry, *La guerre de l'ombre*, Paris, Grasset, 1970, p. 7-9.

⁶⁰⁹ Olivier Wieviorka, *Une histoire de la Résistance en Europe occidentale...*, p. 297-298.

Notes à la Conclusion

⁶¹⁰ Lorsqu'Antonio Gramsci se rend compte de la violence des formations fascistes à l'encontre des autres forces politiques et de l'attentisme des différents partis à l'assemblée, il écrit : « L'attente passive est une erreur. Si les opposants bourgeois ne disposent pas de forces organisées pour la lutte, les opposants prolétariens peuvent compter sur l'exaspération de toute la classe ouvrière, qui n'est plus disposée à supporter cette tyrannie féroce ». In Antonio Gramsci, *Opere 1923-1926*, Turin, Einaudi, 1971, p. 84.

⁶¹¹ Frediano Sessi, « L'antifascisme et la Résistance en Italie 1922-1945 », in Revue *Témoigner, entre Histoire et mémoire*, octobre 2014, Bruxelles, Fondation Auschwitz, 2014, p. 3. Site numérique <https://search.openedition.org/index.php?q=frediano+sessi&s=T%C3%A9moigner.+Entre+histoire+et+m%C3%A9moire>.

⁶¹² Santi Fedele, *Il retaggio dell'esilio. Saggi sul fuoruscitismo antifascista*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2000, p.13.

⁶¹³ Eric Vial, « L'antifascisme italien à Grenoble », in Revue *Écarts d'identité*, n. double 95-96, printemps 2001, Fontaine, 2001. Site numérique http://www.ecarts-identite.org/french/numero/sommaire/som_n9596.html.

⁶¹⁴ Les militants qui parviennent à s'échapper à l'extérieur ne sont pas considérés comme des « exilés », mais comme des *fuorusciti*. Ce vocable, qui littéralement signifie « ceux qui sont sortis », sera au cœur de l'entreprise de délégitimation de l'antifascisme italien à l'étranger que le Duce entreprendra jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les qualificatifs de *fuoruscito* ou de « subversif » occuperont une place spécifique dans la propagande fasciste pendant les deux décennies de pouvoir du Duce.

⁶¹⁵ Enzo Collotti, *L'antifascismo in Italia e in Europa (1922-1939)*, Torino, Loescher, 1975, p. 63.

⁶¹⁶ Giovanni De Luna, *Donne in oggetto : l'antifascismo nella società italiana (1919-1939)* Torino, Bollati Boringhieri, 1995.

⁶¹⁷ Pierre Milza, *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999, p. 625.

⁶¹⁸ Centaines de milliers d'émigrés arrivent pour des raisons économiques de l'Italie dans les années vingt avant que le régime bloque l'émigration, pour rouvrir les frontières temporairement en 1930. La présence de cette stable communauté économique permet à l'émigration politique d'assumer en France la particularité d'un mouvement de masse. Cette communauté repré-

sente effectivement une base formidable pour un nouveau prosélytisme politique et la réorganisation à l'étranger des partis que le fascisme a détruits en Italie.

⁶¹⁹ Pierre Milza, « Le mythe de la France dans l'immigration antifasciste », in *Il mito della Francia nella cultura italiana del Novecento*, a cura di Maria Cristina Chiesi e Bruna Bagnato, Institut français de Florence, Firenze, 1996, p. 83-93.

⁶²⁰ Giorgio Amendola, *Intervista sull'antifascismo*, Roma, Laterza, 1990, p. 90-91.

⁶²¹ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs* Paris, Armand Colin editions, 2016, p. 294.

⁶²² Mario Bergamo, *Ad nomen*, Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale, Roma.

⁶²³ Fernando Schiavetti, *Ad nomen*. ACS, Casellario Politico Centrale, Roma.

⁶²⁴ Cirpiano Facchinetti, *Ad nomen*. ACS, Casellario Politico Centrale, Roma.

⁶²⁵ Cesare Campioli, *Cronache di lotta: nel movimento operaio reggiano, fra gli esuli antifascisti a Parigi, la resistenza, sindaco di Reggio Emilia*, Parma, Guanda, 1965, p.25-27.

⁶²⁶ Roberto Finzi (sous la dir.), *Storia d'Italia, l'Emilia Romagna*, Torino, Einaudi, 1997.

⁶²⁷ Maura Palazzi, « Donne delle campagne e delle città : lavoro ed emancipazione », in Roberto Finzi (sous la dir.), *Storia d'Italia, le Regioni, L'Emilia Romagna*, Torino, Einaudi, 1997.

⁶²⁸ Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza : lettere e diari di Ada Prospero Gobetti 1918-1926*, Torino, Einaudi, 2017.

⁶²⁹ Giulia Zanelli écrit : « Les premières années de vie à Paris furent pour ma mère pleines d'émotions. Giovanna avait quitté la ville di Imola pour se réunir avec mon père Ezio Zanelli à Paris. Mon père avait quitté l'Italie en 1926 en direction de la capitale française pour se soustraire au régime fasciste. Il était poursuivi par la police comme subversif communiste. En été, ma mère Giannina et mon père aimaient prendre part aux fêtes politiques et sportives qui les célébraient dans les villages de la banlieue parisienne : à La Courneuve, à Choisy-Le-Roi, à Garches. À Paris, ma mère avait aussi retrouvé une ancienne amie d'Imola : Tina Dall'Osso. Dans les belles journées de printemps, quand Giuseppe Dozza et mon père étaient au travail ou en mission politique pour le Parti communiste, Giannina et allaient à Versailles ou à Fontainebleau pour des longues promenades dans la nature. », Giovanna Zanarini, ACS, Casellario Politico Centrale, Busta n. 127593. Ezio Zanelli, ACS, Casellario Politico Centrale, Busta n. 22063.

⁶³⁰ La conversation avec Giovanni Bertolini et l'entretien-vidéo que nous rapportons ci de suite ont été réalisées à Reggio Emilia le mois d'avril 1998, à l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia (INSMLI). Les enregistrements et toutes les transcriptions sont déposés à l'Institut même.

⁶³¹ « Souvenirs de vie de Gina Pifferi », in Antonio Canovi, *Roteglia, Paris*.

L'esperienza migrante di Gina Pifferi, Reggio Emilia, RS libri, Istoreco, 2014.

⁶³² Cesare Campioli, *Cronache di lotta. Nel movimento operaio reggiano, tra gli esuli a Parigi, la Resistenza, Sindaco a Reggio Emilia*, Parma, Guanda editore, p. 69-70.

⁶³³ Pierre Milza, *Le mythe de la France dans l'immigration antifasciste...* p. 85-86. Pour les libéraux italiens, François Guizot était un intellectuel tout comme Alexis de Tocqueville ou Adolphe Thiers.

⁶³⁴ Eric Vial, *L'Union populaire italienne (1937- 1940), une organisation de masse du parti communiste italien en exil*, Rome, École française de Rome, 2007, p. 215-216.

⁶³⁵ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs...*, p. 297-298.

⁶³⁶ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœur...*, p. 298.

⁶³⁷ Pierre Guillen, « Le rôle politique de l'immigration italienne en France dans l'Entre-deux-guerres », in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza. Rome, Publications de l'École française de Rome, 1986, p. 330. http://www.persee.fr/doc/efr_0000-0000_1986_mon_94_1_3161.

⁶³⁸ Valérie Rosoux interprète cette notion de Paul Ricœur par l'approche suivante : « Pour Paul Ricœur, le travail de mémoire apparaît comme le seul moyen de rouvrir la mémoire sans pour autant susciter le ressentiment et le désir de vengeance. Plutôt que de nourrir une cicatrice incicatrisable, il rompt avec la logique de revanche, comme il rompt avec celle de l'oubli. Loin d'oublier le passé, il intervient dans celui-ci. Il tente de le modifier en lui donnant une autre signification. Non pas en faisant, comme par magie, que ce qui est arrivé ne se soit pas produit. Mais en révélant d'autres avenir possibles du passé. Il permet de vivre avec le souvenir, plutôt que de vivre sans lui, ou contre lui ». In Abel Olivier, Castelli-Gattinara Enrico, *La juste mémoire. Lectures autour de Paul Ricœur*, Genève, Labor et Fides, 2006, p. 213-214. À lire en outre Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.

⁶³⁹ Françoise Schwab, « Avant-propos », in Vladimir Jankélévitch, *L'esprit de Résistance. Textes inédits, (1943-1983)*, Paris, Albin Michel, 2015, p. 13-14.

⁶⁴⁰ Pour Guido Quazza, *l'antifascisme existentiel* désigne une forme d'antifascisme liée à des choix idéologiques, mais plus ancrée aux conditions économiques et sociales vécues par les travailleurs italiens pendant le régime fasciste. À lire in Guido Quazza, *Resistenza e storia d'Italia. Problemi e ipotesi di ricerca*, Milano, Feltrinelli, 1976.

⁶⁴¹ Patrizia Gabrielli, *Col freddo nel cuore – Uomini e donne nell'emigrazione antifascista*, Roma, Donzelli, 2004, p. 89. Ces individus ont résisté à la tyrannie avec patience, sans indifférence, ni désespoir, avec un esprit d'une grande ingéniosité.

⁶⁴² Tzvetan Todorov, *Insoumis*, Paris, éditions Robert Laffont, 2015, p. 34.

⁶⁴³ Enzo Traverso, « Les intellectuels et l'antifascisme. Pour une historisation critique », in Revue *Lignes*, Paris 1998/2 n. 34, éditions Hazan, p. 119-137.

⁶⁴⁴ À ce sujet, les études sur la lutte entre fascisme-antifascisme italien des João Fábio Bertonha nous offrent des nouvelles analyses et des opinions pertinentes. João Fábio Bertonha, « Fascismo, Antifascismo e Italiani all'estero 1922-2015 », Archivio storico dell'emigrazione italiana, *Quaderni 13-14*, ASEI edizioni, Torino, 2015. À lire en outre João Fábio Bertonha, « Italiani nel mondo anglofono, latino e germanico. Diverse prospettive sul fascismo italiano ? » in Revue *Altreitalie*, n. 26, gennaio-juin 2003, Torino, 2003. Site numérique <http://www.altreitalie.it/Pubblicazioni/Rivista/Rivista.kl>.

⁶⁴⁵ À lire, l'essai de Donna Rae Gabaccia, *Emigranti. Le diaspore degli italiani dal Medioevo ad oggi*, Torino, Einaudi, 2003.

⁶⁴⁶ Fraser Ottanelli, « Mussolini a East Harlem : police fasciste et identité italo-américaine » (trad. d'Éric Vial), in *Les petites Italies dans le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 261-271.

⁶⁴⁷ Jacques Girault (sous la direction de), *Des communistes en France. (1920-1960)*, Paris, publications de la Sorbonne, 2002, p. 182-183.

⁶⁴⁸ Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessandro Giaccone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs...*, p. 332-333.

⁶⁴⁹ Giovanni Focardi, « Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? Résistance et réformes dans la transition italienne, 1943-1948 », in *Histoire@Politique* 2014/3, n. 24, p. 38-50. (<http://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2014-3-page-38.htm>).

⁶⁵⁰ Giovanni Focardi, « Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? Résistance et réformes dans la transition italienne, 1943-1948 », in *Histoire@Politique* 2014/3, n. 24, p. 40. (<http://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2014-3-page-38.htm>).

⁶⁵¹ Marc Lazar, *L'Italie sur le fil du rasoir. Changements et continuités de l'Italie contemporaine*, Paris, Perrin, 2009.

Notes aux Annexes

⁶⁵² Robert Gildea, *Comment sont-ils devenus Résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance (1940-1945)*, Paris, Les Arènes, 2017, p. 195-198.

⁶⁵³ Préfecture royale de Reggio Emilia, 5 janvier 1931, in PIFFERI Elgina, CPS (ACS). Préfecture de Reggio Emilia à la Direzione Generale di Pubblica Sicurezza (PS, Sûreté publique), 17 janvier 1931, Relation trimestrielle sur les conditions de la sûreté publique en rapport avec les activités subversives. PS G1, fasc. 466, B 226, CPC (ACS).

⁶⁵⁴ Cette liste est dressée en 1930, sur la base de la circulaire ministérielle du 28 juin 1930 n. 441/011197, Ministère de l'Intérieur, Division des Affaires réservées, S 13A, dossier 12, fasc. 66, Reggio Emilia (ACS).

⁶⁵⁵ Préfecture de Reggio Emilia, 2 juin 1937-XVC, in PIFFERI Elgina, CPC, (ACS).

⁶⁵⁶ Dossier PIFFERI Elgina, fasc. 860999, B 3970, CPC (ACS).

⁶⁵⁷ Dossier PIFFERI Elgina, fasc. 860999, B 3970, CPC (ACS).

⁶⁵⁸ Tribunal spécial de la Défense de l'État, décret du 21 juillet 1937, dossier PIFFERI Elgina, fasc. 860999, B 3970, CPC (ACS).

⁶⁵⁹ *Conversations avec les survivants*, Dossier Gina Pifferi, sources d'archive INSMLI de Reggio Emilia, Archivio Tempo Presente-Istoreco.

⁶⁶⁰ Elide Sacchetti, fille de Flaminio et Aurora Palazzi, est née le 02/01/1899 à Castellarano. Une fois adulte, elle se marie avec Gino Sacchetti, né à Correggio le 23/4/1897. Les Sacchetti émigrent en France en 1921 et s'installent à Argenteuil, rue de Gode n. 28. Elide Sacchetti est fichée comme communiste aux côtés de Gino Sacchetti, communiste très connu par le régime de Mussolini. Sur la base de multiples vérifications de l'été 1937, la police politique affirme que: « la susdite ne s'occuperait pas de politique, mais se prête à servir de coursier pour la correspondance qu'entretiennent les subversifs et les volontaires partis en Espagne ». En avril 1938, la maison des époux Sacchetti figure parmi les adresses de la zone d'influence parisienne du Secours rouge, l'organisation antifasciste chargée de porter assistance aux individus poursuivis et aux victimes des fascismes européens. Préfecture de Modène au CPC, 3 mai 1937, SONCINI Elide, fasc.132042, B 4668, Fondo CPC (ACS).

⁶⁶¹ La maison de Gino Sacchetti et Elide Soncini était située sur les collines qui entourent Argenteuil. Elle offrait hospitalité aux antifascistes italiens et pour cela elle était tenue constamment à l'œil par l'OVRA. C'est ici que Gina Pifferi est accueillie par ses amis et ses camarades. Chez sa cousine Elide Soncini, Gina Pifferi fixe même sa résidence officielle pour une période de deux années. Information de l'OVRA, Paris 5 novembre 1937 : « la personne en question a fixé son adresse chez Sacchetti Gino, bien connu de nos services et résidant dans la Mairie d'Argenteuil (au 28 rue de Gode). G. Pifferi – qui professe ouvertement des idées communistes et antifascistes – se consacre à une activité de propagande ». In PIFFERI Elgina, fasc. 860999, B 3970, CPC (ACS).

⁶⁶² Sur les collines d'Argenteuil, parmi les immigrés, sont recrutés les *Flamants roses*, soit des militants qui s'occupent de transporter l'argent, les documents et le matériel de propagande en déjouant les mailles du réseau de surveillance fasciste. Les femmes sont particulièrement convoitées pour accomplir ce genre de travail très dangereux, car elles sont moins objet d'attention de la part des autorités fascistes.

⁶⁶³ Egle Gualdi naît à Modène le 11 janvier 1901. Ses parents s'établissent à Reggio Emilia en 1906. Lors de l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la famille Gualdi tombe en misère et Egle doit travailler en qualité d'ouvrière dans l'usine 'Setifici Italiani Riuniti' de Reggio Emilia. Sur place, Egle rencontre Élide Sacchetti qui l'introduit dans le monde des luttes pour les droits des travailleurs. De 1924 à 1926, Egle est la responsable de la défense des droits des travailleuses dans la province de Reggio Emilia et la dirigeante de la diffusion de la presse clandestine communiste. Dans cette même période, elle est arrêtée plusieurs fois pour son activité subversive et elle est fichée au casier politique central. En 1926, elle est condamnée à la relégation. En 1930, le Parti communiste la choisit comme déléguée au congrès clandestin de Cologne afin de consentir son expatriation à Paris où son frère Bruno réside depuis longtemps. En 1931, elle est envoyée avec une centaine de com-

patriotes à l'université communiste internationale de Moscou. Elle se rendra de nouveau à Moscou entre 1935 et 1936. De son exil en France, elle organise plusieurs missions clandestines en Italie. La contribution de cette femme a été extraordinaire, même si, après la guerre, son action est minimisée par le Parti communiste italien.

⁶⁶⁴ L'action à distance de la diaspora antifasciste se concentre sur les journaux et sur l'impression de tracts distribués clandestinement en Italie. En 1927, la Concentrazione antifascista alerte l'opinion publique internationale sur la menace que représente Mussolini. Pour leur part, les communistes en exil se chargent de faire parvenir, de façon clandestine, le quotidien *L'Unità* en Italie. La guerre civile espagnole donne également une large audience aux opposants de Mussolini qui publient à Paris le journal *La Voce degli Italiani*. Voir à ce propos, Carmela Maltone, *Scrivere contro. I giornali antifascisti in Francia 1922-1943*, Revue *Line@editoriale*, n.5, mars 2013, Université de Toulouse, 2013, p. 12-31.

⁶⁶⁵ La double arrestation de Girolamo Pifferi et Giuseppe Pifferi constitue un grand traumatisme pour la famille Pifferi. Le procès instruit à l'encontre de Girolamo Pifferi, Giuseppe Pifferi, Alceste Borghi et Bruno Cavazzoni se termine par des condamnations à de lourdes peines. In PIFFERI Girolamo, fasc 86098, B 3970, CPC, (ACS); PIFFERI Giuseppe, fasc 128716, B 3970, CPC (ACS), BORGHI Alceste, fasc 128712, CPC, (ACS).

⁶⁶⁶ Teresa Noce, antifasciste italienne, communiste, femme de Luigi Longo, connue également comme Estella. Avec Xenia Silberberg, antifasciste, double nationalité suisse et italienne, journaliste et écrivaine, femme d'Emilio Sereni, Teresa Noce publie à Paris, dès novembre 1937, la revue clandestine *Noi donne*. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, *Noi donne* est imprimée en Italie et elle poursuit ses parutions jusqu'à l'année 1990. Cette revue a été le mensuel de l'Union Femmes Italiennes et elle a publié au cours de toute son histoire les principales voix du féminisme italien. *Archivio Centrale dello Stato, CPC, Teresa Noce in Longo fascicolo 3553*, annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato al Tribunale speciale. Luoghi di residenza : Francia, Spagna. Estremi cronologici 1929-1942

⁶⁶⁷ L'histoire d'Amedeo Ugolini (Costantinoli 30 avril 1896 - Turin, 6 mai 1954) est liée à la Résistance italienne. Exilé à Paris en 1937, il y anime un journal antifasciste, *La voce degli Italiani*. Arrêté par la Gestapo en 1943, il est libéré en Italie à la chute de Mussolini. Membre du CLN et du PCI, il a joué dans l'immédiat après-guerre un rôle important dans la mise en place des institutions démocratiques et républicaines, notamment à Turin, où il fut directeur du journal *L'Unità* et conseiller municipal. Né à Constantinople le 30 avril 1896, petit-fils d'un républicain romagnol exilé en Turquie pour raisons politiques, il arrive en Italie pour faire son service militaire, lors de l'entrée en guerre de ce pays aux côtés des alliés (1915). Après la guerre, il s'installe à Bologne, « ville rouge » où il lance en 1923, avec Tommaso Chiarini, une revue littéraire, *L'Accigliata*. Il s'installe ensuite à Chiavari (province de Gênes) où il se consacre à son activité d'écrivain (romans, nouvelles, poésie). Son travail obtient une certaine reconnaissance: en 1934, avec sa trilogie

I Fuggiaschi, il remporte le prix Foce. Toutefois, sa situation économique reste précaire. C'est de cette époque que date son mariage avec Rina Silvestrelli, dont il a trois enfants. Il est mis sous surveillance par l'OVRA en 1932.

⁶⁶⁸ En ce qui concerne les publications antifascistes imprimées en France dans l'Entre-deux-guerres, l'inventaire réalisé par l'Istituto Nazionale per la Storia della Liberazione 'Ferruccio Parri' de Milan (INSML) nous donne une idée précise de la diaspora antifasciste. En France, entre 1922 et 1943, l'INSML a recensé 230 publications en langue italienne dont 179 titres antifascistes. La presse anti-régime représente à l'époque 77% des journaux italiens édités, les autres publications étant constituées par des journaux fascistes et catholiques. 75% des journaux est imprimé à Paris, d'autres magazines fleurissent à Marseille, Nice et Toulouse. Archivio Centrale dello Stato, *Volantini antifascisti nelle carte della Pubblica sicurezza (1926-1943)*, Ufficio Centrale, Roma, 1995. URL : <http://151.12.58.123/dgagaeta/dga/uploads/documents/Strumenti/5408600528e03.pdf>.

⁶⁶⁹ À Paris, Amedeo Ugolini entre en contact avec les dirigeants du PCI en exil et avec le directeur du quotidien antifasciste *La Voce degli Italiani*. Pour le journal *La Voce*, il écrit de nombreux articles sous divers pseudonymes, prenant notamment en charge, à partir de 1938, la page culturelle. Le thème dominant de ses articles sera la défense des républicains espagnols et la condamnation des dictatures nazi-fascistes (Italie, Allemagne, Espagne, Japon). Il participe au congrès international des écrivains en juillet 1938, aux côtés de Romain Rolland, André Malraux, André Gide, Henri Barbusse, Jean Giono, Robert Musil, Bertolt Brecht, Boris Pasternak. C'est à Paris qu'Amedeo Ugolini rencontre sa seconde femme, Gina Pifferi, elle aussi militante communiste en exil.

⁶⁷⁰ En novembre 1938, les services de renseignement fascistes de l'OVRA rédigent une liste plutôt détaillée des membres de la rédaction de *La voce degli italiani*. Le journaliste Aldo Bruti, alias Amedeo Ugolini, y est compris en qualité de rédacteur de la page culturelle, et il compte parmi les rares non-inscrits au parti communiste. L'activité journalistique est donc bien observée. Dans une autre note du 1939, les services de l'OVRA reconstruisent les différents pseudonymes utilisés par Amedeo Ugolini c'est-à-dire Aldo Bruti alias Bertoldo alias Jorano. Par cette enquête, le Tribunal spécial émet son premier mandat d'arrêt [extrait du *Bulletin des recherches, Supplément de subversif*. Note de la Divisione de Polizia Politica alla Div. Affari Generali e Riservati, 20 juillet 1939, in UGOLINI Amedeo, CPC (ACS)].

⁶⁷¹ La capture d'Amedeo Ugolini a lieu au mois de janvier 1942. Une note de la Divisione de la Police politique fasciste du 16 février 1942 résume l'événement : « Notre agent Aldo Francolini, en service auprès de l'Ambassade royale à Paris communique que la Police allemande m'a informé que les deux susdits ont été arrêté et seront envoyés au plus vite en Italie par le Brenner. Je vous communique cela pour information et aussi parce qu'il me paraît opportun d'avertir nos Autorités de Police du Brenner de la prochaine arrivée de quelques détenus, de façon à ce que le transfert se déroule de manière règle-

mentaire ». Telex n.1091, Consulat royal d'Italie, Paris, 16 février 1942 in UGOLINI Amedeo, CPC, (ACS). Arrêté en janvier 1942 par la Gestapo, il est ensuite remis aux autorités italiennes et condamné à 5 ans de réclusion. Gracié et libéré le 26 août 1943, après la chute de Mussolini, il rejoint la résistance en Ligurie, puis devient l'un des dirigeants du gouvernement provisoire mis en place par le CLN (Comité de Libération Nationale) du Piémont, jusqu'à la libération définitive de cette région, en mai 1945. Directeur de *l'Unità* à Turin avant et après sa sortie de la clandestinité, il y publie aussi des articles. Il est rejoint par sa femme Gina Pifferi, qui avait participé à la résistance en France (MTP-MOI) et devient père d'une fille en 1946, Mireille. Parallèlement, il reprend son œuvre de romancier (en 1950, *Dieci soldi di tabacco* obtient le prix Alassio) et de poète, et participe à la publication de revues, notamment *Realismo lirico*. Écarté sans doute par suite d'une nouvelle orientation politique de la direction de *l'Unità*, il continue à y publier et se consacre à un projet d'édition française de ses œuvres, mais il meurt en 1954, le 6 mai. Après le décès d'Amedeo Ugolini, Gina Pifferi reviendra à vivre de nouveau à Paris dans les années 1960 en quittant Turin. À Paris, Gina Pifferi épousera son ancien compagnon de la Résistance, le Juif Samuel Weissberg, dit Gilbert, connu pendant la guerre contre les nazis en France.

⁶⁷² « Les pénuries, écrit Fabrice Grenard, ne sont pas nées toutes sous l'Occupation. Leurs premières manifestations se développent au cours de la 'drôle de guerre', notamment lors de l'hiver 1939-1940, qui a vu certains produits commencer à manquer (les produits coloniaux – café, sucre, chocolat – l'essence, les matières grasses). Les conséquences de la défaite et de l'Occupation allaient considérablement les aggraver [...]. L'expérience des pénuries a indéniablement constitué pour une majorité des Français le fait le plus marquant de la vie quotidienne au cours de l'Occupation, modifiant les modes de vie et les comportements en matière de consommation. Les produits de remplacements ne cessent de se généraliser au fur et à mesure que les pénuries s'aggravent. Les cigarettes sont confectionnées avec des feuilles d'orties, des feuilles de marronnier. Les pastilles de saccharine servent de succédané au sucre ». Fabrice Grenard, Jean-Pierre Azéma, *Les Français sous l'occupation*, Paris, Tallandier, 2016, p. 109-116.

⁶⁷³ Lors de leur installation en France, écrit Fabrice Grenard, « les comportements de l'Occupant restent bien ceux d'un vainqueur en pays conquis. Le préfet du Calvados, à la date du 15 septembre 1940, constate que deux mois seulement après l'installation des Allemands dans son département ils se comportent en vainqueurs arrogants». Fabrice Grenard, Jean-Pierre Azéma, *Les Français sous l'Occupation...*, p. 93.

⁶⁷⁴ Le camarade 'Giobbe' est en effet Ilio Barontini., qui utilise de nombreux surnoms lors son exil. Pendant la période de la Résistance française (1940-1943), Ilio Barontini coordonne de nombreuses activités de *guérilla* avec les FTP-MOI à Paris et puis à Marseille (à partir de mai 1941). Gina Pifferi ne se rappelle pas exactement la date du départ d'Ilio Barontini pour le Sud de la France. À Marseille, il sera toutefois le chef d'une formation partisane FTP-MOI, protagoniste de l'action militaire contre l'Hôtel Terminus, siège du

commandement des SS. Fabio Baldassari, *Ilio Barontini. Fuoriuscito, internazionalista e partigiano*, Robin Edizioni, Roma, 2013. Après les élections politiques de 1948, Barontini sera élu député de la nouvelle République Italienne.

⁶⁷⁵ Le “système D” (débrouille) est érigé en véritable institution : « Donne-moi de quoi que t’as, t’auras d’quoi que j’ai » chante en 1942 Felix Paquet, illustrant l’importance prise par le troc au sein d’une société où chacun cherche à changer ce qui peut lui apparaître superflu contre les produits et denrées qui lui font le plus défaut. In Fabrice Grenard, Jean-Pierre Azéma, *ibidem*, p. 144-146.

⁶⁷⁶ Les Francs-tireurs et partisans - Main-d’œuvre immigrée (FTP-MOI) est un mouvement de résistance armée à l’occupation nazie en France, dirigé par Joseph Epstein et, en région parisienne, par Louis Minkowski et Simon Cukier. Il est issu de la Main-d’œuvre immigrée. Les groupes de FTP-MOI sont créés en région parisienne, en même temps que les FTP, en 1941. Ces groupes sont constitués par les membres de la Main-d’œuvre immigrée: des étrangers communistes vivant en France et ne faisant pas partie du Parti communiste français sont mis en place en avril - mai 1942. Bien qu’intégrés aux FTP, ces groupes dépendent directement de Jacques Duclos, qui leur transmet les ordres de l’Internationale communiste. Les FTP-MOI compteront parmi les groupes de résistance les plus actifs et les plus déterminés, notamment parce qu’ils sont en tant qu’étrangers, et Juifs pour beaucoup, directement visés par le régime de Vichy, qui ne leur laisse le choix que de la clandestinité ou de l’internement, suivi de la déportation. Parce qu’ils dépendent directement du Komintern, par l’intermédiaire de Jacques Duclos, on a souvent pensé que ce sont eux que l’on envoie en première ligne lorsque vient l’ordre de Moscou d’intensifier le combat, alors que les groupes français sont beaucoup plus insérés dans une dynamique nationale. La Main-d’œuvre immigrée (MOI) fut d’abord une organisation de type syndical, regroupant les travailleurs immigrés de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) dans les années 1920. Elle s’appela d’abord MOE : *Main d’œuvre étrangère* et cette organisation dépendait de l’Internationale syndicale rouge (ISR). À cause de la vague de xénophobie des années 1930, le Parti communiste français, qui dirige de fait ce secteur syndical, lui préféra le terme de MOI. Dissoute pendant la Drôle de Guerre, la MOI est reconstituée clandestinement à l’été 1940.

⁶⁷⁷ Les principaux dirigeants sont Louis Gronowski, Arthur London, Jacques Kaminski, Marino Mazetti, Édouard, Kowalski et Adam Rayski. Les groupements nationaux éditent en grand nombre des journaux clandestins en langues étrangères et œuvrent à la réalisation de l’unité de leurs compatriotes dans la lutte contre l’Occupant. Ceux-ci s’intègrent dans une opposition communiste qui, au-delà des parcours individuels, se développe progressivement et passe, en août 1941, à la lutte armée. Ils seront parmi les forces les plus importantes déployées au sein des FTP dans la région parisienne. En 1943, la MOI mobilisait à Paris sur le terrain une soixantaine d’hommes dédiés aux attentats et organisés en cinq groupes: A) Groupe d’action « Stalingrad » de Marcel

Rayman; B) Groupe des dérailleurs de Léo Kneller ; C) 2^e Détachement, dit détachement juif, car majoritairement composé de juifs polonais, roumains et de l'Est Europe; D) 3^e Détachement, dit détachement italien, car majoritairement composé d'Italiens dans lequel participa Gina Pifferi ; E) 4^e Détachement, dit des « dérailleurs » de Joseph Boczov. S'y ajoutaient deux groupes essentiels à la préparation et la gestion des suites des attentats : le groupe de renseignement de Cristina Boïco et le groupe Solidarité. Les FTP-MOI comprenaient des résistants très jeunes, mais s'appuyaient pour leur efficacité sur la leadership d'immigrants qui avaient acquis une expérience militaire dans les Brigades internationales en Espagne. Cité par Robert Gildea, *Comment sont-ils devenus Résistants ?*, Paris, Éditions des Arènes, 2017, p. 207-209.

⁶⁷⁸ Génia Deschamps disait que son rôle consistait à "boucher les trous", c'est-à-dire à reconstituer les noyaux actifs des résistants, mais aussi gérer les conséquences dramatiques de l'emprisonnement des militants, la déportation ou l'exécution des résistants. Tout cela plongeait des femmes et, quand il s'agissait de leur mère, des enfants dans l'abandon et les exposait au danger. In Robert Gildea, *Comment sont-ils devenus Résistants ?*, Paris, Éditions des Arènes, 2017, p.136. Même si les femmes jouèrent un rôle dans des activités dangereuses aux côtés des hommes, elles furent très réticentes à en parler après la guerre, ou bien elles minimisèrent leur rôle.

⁶⁷⁹ Dans les milieux communistes où la sécurité est plus stricte, il était courant qu'une femme serve d'agent de liaison à son mari. Amedeo Ugolini, le compagnon de Gina Pifferi, avait été arrêté par la Gestapo en janvier 1942. Entrée dans la lutte armée, Gina devient un agent de liaison, malgré les risques. Les FTP sont alors organisés en cellules triangulaires, avec un responsable des questions militaires, un autre des questions politiques et un troisième des questions techniques (armes et explosifs). Seul le chef de groupe connaît l'identité de son supérieur. Nommé à la tête des FTP de la région parisienne avec Joseph Epstein en mai 1943, Henry Tanguy, après la libération de Paris, a déclaré à la presse : « Les femmes ? Dites bien que sans elles, la moitié de notre travail aurait été impossible. Je n'ai jamais eu d'autres agents de liaison que des femmes. L'une d'elles a fait un jour plus de 75 km à bicyclette » (Robert Gildea, *Comment sont-ils devenus Résistants ?* 2017, p. 139). « En fait, les femmes remplirent des missions cruciales dans les organisations de résistance les plus exposées. Leur rôle le plus important était celui d'agent de liaison ou de courrier. Le courrier et le téléphone étaient étroitement surveillés, les ordres devaient alors être transmis de la main à la main par des courriers, à qui l'on demandait aussi parfois de transporter des armes ou des explosifs » (Robert Gildea, *Comment sont-ils devenus Résistants ?*, p. 206).

⁶⁸⁰ Une présentation biographique de Samuel Weissberg, (Gilbert) a été rédigée par Annette Wieworka dans l'essai *Ils étaient juifs, résistants, communistes*, Paris, éditions Denoël, 1986. Samuel Weissberg est né en 1912 en Bessarabie et il décéda à Paris en 1985. Il a été contraint de s'exiler de Roumanie après l'accession au pouvoir de Goga-Cuza en 1938. A Paris, il travaille comme ouvrier fourreur. A la déclaration de la guerre, il s'engage dans

l'armée française. Après la défaite, démobilisé, il revient à Paris. Au début de l'Occupation, il fait partie de l'organisation *Solidarité* créée par la section juive de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) pour venir en aide aux familles juives en difficulté. Lorsqu'au cours de l'été 1941 s'engage la lutte armée contre l'occupant, Samuel Weissberg prend le commandement d'un groupe de jeunes combattants juifs. En août 1942, il entre au deuxième détachement des Francs-Tireurs et Partisans de la MOI de la région parisienne. Ayant suivi des études de chimie, il en devient le responsable technique et l'artificier mais le 3 décembre 1942 il est grièvement par l'explosion d'une bombe de sa fabrication. Remis de ses blessures, il est envoyé dans le Nord de la France prendre la direction des FTP-MOI pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Parlant le russe, il est chargé d'entrer en contact avec les prisonniers russes évadés. Samuel Weissberg prend part aux combats de la Libération dans ces deux départements avec le grade de commandant FFI. En 1943, il part se battre dans le Nord, puis dans le Pas de Calais. Après la guerre, Samuel Weissberg est membre du bureau national de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) et le secrétaire de l'AJAR (Amicale Juive des Anciens Résistants). Samuel Weissberg rencontre Gina Pifferi pendant la guerre. Il a été le deuxième mari de la militante communiste. La Résistance était fondée sur la confiance, ce qui suscita parfois des amitiés profondes, voire des amours.

⁶⁸¹ La grave mésaventure de l'engin explosif qui lui détone entre les mains en cours de fabrication est également exposée dans l'essai de Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le sang de l'étranger, les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989. Les auteurs de cet ouvrage précisent le jour (3 décembre 1942) et l'appartement (situé au 223 de Rue Saint-Charles à Paris) où ces faits ont eu lieu. En 1945, Léon Chertok, alias Dr. Guy Louvat, donne un compte-rendu très vivant du sauvetage de Samuel Weissberg : « Le 5 décembre 1942, quand je suis mis au courant de la situation par le réseau, je me dépêche pour faire évacuer et soigner Gilbert de toute urgence. Il faut agir vite. Ce n'est que dans une clinique qu'il pourra recevoir tous les soins nécessaires. Je commence mes recherches et je réserve une chambre dans une maison de santé du quartier de l'Observatoire. Le transfert est fixé à 21h00 avec, comme seul moyen de transport possible, un vélo-taxi. Il marche avec difficulté. Sa tête bandée attire l'attention des passants. Il pleut, les rues sont couvertes de boue. Mais, nous n'avons pas le temps d'être pris par cette inquiétude, car un nouveau problème se pose brutalement : celui de l'identité du malade. Nous lui trouvons un nom, je lui invente un état civil que je lui fais répéter plusieurs fois afin qu'il lui devienne familier et que je le retienne moi-même pour l'envoyer à notre service pour l'établissement d'un jeu complet de faux papiers. À la clinique, je donne toutes les indications nécessaires sur l'identité du malade. Le 11 décembre 1942, je viens le voir, comme de coutume. Gilbert me dit : *il faut que je parte d'ici immédiatement. La police est venue à chercher le médecin parce qu'il soigne des terroristes. Je partage son inquiétude. Il faut, sans perdre de temps, l'emmener d'ici* ». In Léon Chertok, *Mémoires. Les résistances d'un psy*, Paris, Odile Jacob, 2006,

p. 146-156. Les activités de Samuel Weissberg et de Gina Pifferi sont décrites dans l'autobiographie de Boris Holban, *Testament. Après 45 ans de silence, le chef militaire des FTP-MOI de Paris parle*, Paris, Calman-Lévy, 1989.

⁶⁸² La femme juive qui a soigné Samuel Weissberg est Eva Fradin. Eva Fradin se souvient de cet événement dans ses mémoires : « Liova (Léon Chertok) est arrivé un après-midi, et m'a demandé s'il m'était possible d'héberger quelqu'un. J'ai bien compris qu'il s'agissait de cacher cette personne. Mais je ne me doutais pas qu'elle était un subversif. Je l'ai hébergé une bonne semaine». Après la Libération, Eva Fradin connaîtra la vraie identité de Gilbert (Samuel Weissberg), présenté par Léon Chertok, à Paris, à la sortie d'un cinéma. In Léon Chertok, *Mémoires. Les résistances d'un psy...*, p. 156-160.

⁶⁸³ Marino Mazzetti (Bologna, 30 juin 1909 - Casalecchio di Reno, 4 février 1986). Très jeune, il milite au Parti communiste italien. Arrêté en 1927, Marino Mazzetti est condamné par les fascistes à de nombreuses années de prison en 1928. Il s'évade et devient le dirigeant des Jeunesses communistes clandestines de Bologne. Traqué à nouveau, il doit s'exiler en France en 1930. Là, il assume la responsabilité de secrétaire général des Jeunesses communistes italiennes et effectue de nombreuses missions clandestines en Italie. Lors de l'une d'elles, il est arrêté et assigné à résidence sur l'île d'Elbe dont il s'évade en 1936. De retour en France, il part lutter en Espagne dans les Brigades internationales. Il est interné au retour d'Espagne dans les camps d'Argelès-sur-Mer puis de Gurs dont il s'évade le 2 février 1941. Il participe alors à la réorganisation du Parti communiste italien clandestin en exil dans la zone sud de la France. En février 1942, il gagne Paris pour assurer la direction des groupes italiens de la MOI et participer à la création du 3e détachement FTP-MOI (italien) en région parisienne. Il échappe à tous les coups de filet. Il retourne en Italie après la libération de la France. Fichier Marino Mazzetti, *Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 3178, Estremi cronologici 1927-1943. Annotazioni riportate sul fascicolo : Diffidato, Confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato al Tribunale speciale. Comunista, pasticciere. Luogo residenza : Svizzera, Francia, Spagna.*

⁶⁸⁴ Nerina Fontanot est la soeur de Spartaco Fontanot. Après le début de l'Occupation allemande, Spartaco adhère aux groupes MOI dans le cadre desquels il commence à participer aux sabotages des voies ferrées. Mais ces actions n'étaient plus suffisantes à ses yeux et il passe dans les formations combattantes des FTP-MOI de la région parisienne. En 1943, Nerina et son Père sont arrêtés. Recherché, il doit abandonner son domicile paternel. Il participe à de nombreux attentats et sabotages et il est nommé lieutenant sous les ordres du commandant Manouchian. À lire Antonio Beccheloni, « Les trois Fontanot. Nanterriens, fils d'immigrés mort pour la France », Nanterre, Société d'histoire de Nanterre, *Bulletin* n. 28, juin 2002.

⁶⁸⁵ Fichier Giovanni Bertolini, *Archivio Centrale dello Stato, CPC, Busta 575, Estremi cronologici 1932-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera, denunciato al Tribunale speciale. Luoghi di residenza : Francia, Unione Sovietica, Spagna, Italia. Colore politico : comunista, professione : elettricista.*

⁶⁸⁶ *Conversations avec les survivants*, Dossier Giovanni Bertolini, sources d'archive INSMLI, Reggio Emilia, fonds Archivio Tempo Presente-Istoreco.

⁶⁸⁷ Sur la formation politique et l'engagement des jeunes communistes à Reggio Emilia voir Aldo Ferretti, *Comunisti a Reggio Emilia 1921-1943*, Reggio Emilia, Edizioni Libreria Rinascita, 1978.

⁶⁸⁸ Préfecture de Reggio Emilia: « Liste des procès des individus appartenant aux partis subversifs », in A.C.S. - AA.GG. e RR. 1926 b. 109 f. - Ville de Reggio Emilia.

⁶⁸⁹ Dossier BERTOLINI Giovanni, fasc. 860987, B 3973, CPC (ACS).

⁶⁹⁰ Les *maisons des fugitifs* sont des centres d'hébergement clandestin pour les antifascistes et les insoumis du parti communiste. Depuis 1943, les mêmes deviendront des maisons de contumace où se cacher pendant la lutte armée contre les nazi-fascistes.

⁶⁹¹ Le parti communiste à Reggio Emilia augmenta ses inscrits clandestins aussi après les lois spéciales fascistes du 1926 et la conséquente institution du Tribunal Spécial. Du 1er janvier 1925 au mois de février 1926, les procès politiques célébrés devant la magistrature ordinaire furent 23 cas judiciaires. In A.C.S. - AA.GG. et RR. 1926 b. 109 f. Ville de Reggio Emilia.

⁶⁹² Adolfo Tagliavini, dit Caruso, est né à Cadelbosco de Reggio Emilia le 14 juillet 1907. Inscrit dans le Parti communiste italien clandestin, il avait eu la charge de s'infiltrer dans la milice fasciste pour épier l'activité politique dans la Province de Reggio Emilia. Adolfo Tagliavini devint le chauffeur du consul fasciste Dino Zauli, commandant de la 79^e Légion M.V.S.n. De l'Emilia Romagna. Une fois devenu chauffeur de Zauli, Tagliavini commença son activité d'informateur sur la milice en rapportant aux camarades de l'organisation communiste clandestine toute l'activité. Pour beaucoup de mois, Adolfo Tagliavini se servit également de la voiture de service du commandant fasciste Dino Zauli pour transporter matériel de propagande du Parti communiste dans les différentes localités de la région Emilia Romagna et de manière particulière dans la province de Reggio Emilia et Parme où ils opéraient dans la clandestinité d'autres antifascistes. Adolfo Tagliavini utilisa en outre la même auto de service pour accompagner des dirigeants du Parti à des réunions clandestines dans la province de Reggio Emilia et de Parme. En juillet 1932, Tagliavini fut découvert et arrêté. Remis au Tribunal spécial, Adolfo Tagliavini est décédé dans la prison de Castelfranco Emilia le 12 janvier 1933.

⁶⁹³ Camillo Montanari est né à Villa Masone, dans la banlieue de Reggio Emilia, le 22 avril 1898. Socialiste de formation, il deviendra communiste après la scission du parti au congrès de Livourne. Depuis l'âge de 14 ans, Camillo Montanari travaille aux usines Le Reggiane et il devient dans sa ville natale le secrétaire de la jeunesse communiste du parti. Après la marche sur Rome du 1922, Camillo Montanari quitte Reggio Emilia pour la ville de Savona et après il expatrie à Paris. À Paris, il est membre du Centre Étranger du parti communiste italien. Camillo Montanari fut assassiné dans la station de métro Belleville de Paris par le communiste proche d'Amedeo Bordiga, Guido Beiso.

⁶⁹⁴ Giuseppe Rimola, alias Carmelo Micca, voyage de Paris vers Moscou avec

Giovanni Bertolini en janvier 1933. Pourquoi Giovanni Bertolini affirme-t-il de ne pas connaître Giuseppe Rimola, alias Carmelo Micca ? La vraie histoire de Giuseppe Rimola, dit Carmelo Micca, a été cachée pour 55 ans en Italie jusqu'à la dissolution de l'URSS et à l'ouverture des archives de Moscou. Giuseppe Rimola, surnommé Carmelo Micca, membre de Centre étranger du Parti communiste italien et du Komintern soviétique, c'était le secrétaire de la jeunesse communiste du parti italien avant Celeste Negarville à Paris. Giuseppe Rimola fut également membre de la KIM dans les années 1932-1935. Il fut arrêté dans la nuit entre le 7 et 8 mars 1938 à Moscou chez l'hôtel Lux. Consécutivement, Giuseppe Rimola (alias Carmelo Micca) fut condamné à 10 ans de prison sans droit de correspondance pour espionnage. Il fut secrètement fusillé le 16 août 1938 au polygone de tir de Butovo près de Moscou. Ornella Labriola, femme de Giuseppe Rimola, avait obtenu un faux certifié de mort de Moscou le 11 août 1947 dans lequel se certifiait que son mari était décédé le 25 juillet 1945 à la suite de graves problèmes de santé aux reins. Mais, le certifié était faux : l'ancienne URSS avait toujours contrefait les certificats des condamnés à mort des persécutions staliniennes. Le parti communiste italien réhabilita Giuseppe Rimola le 14 juillet 1956, mais il ne fournit jamais des renseignements sur la cause de son décès. Pour Dante Corneli et Romolo Caccavale, l'ancien parti communiste italien fut toujours à l'ignorance de cette terrible histoire, mais il ne fit rien pour la recherche de la vérité. Tommaso Sgovio, qu'il subit lui-même les persécutions staliniennes en réussissant toutefois à en sortir vivant et revenir en Italie et aux États-Unis en 1960, fut le dernier à rencontrer Giuseppe Rimola au printemps de l'année 1938 dans une cellule de la prison moscovite de Taganka, la cellule numéro 69. Dans cette occasion, Giuseppe Rimola avait raconté à Tommaso Sgovio les coups et les tortures subies par le NKVD soviétique.

⁶⁹⁵ Dans son étude sur le III^e Reich, William Shirer consacre plus de cent pages à la résistance antihitlérienne : elles sont toutes consacrées aux comploteurs du 20 juillet 1944 (héritiers du « cercle de Kreisau») et à la « Rose blanche » catholique d'Hans et Sophie Scholl. La résistance communiste et de la gauche Allemande de l'Entre-deux-guerres n'y mérite qu'une note en bas de la page 416. William L. Shirer *Le troisième Reich des origines à la chute*, Paris, éditions Stock, (tome 2), 1960. La même chose pour l'essai que Peter Hoffmann a consacré à la résistance allemande contre Hitler, seules quelques dizaines de lignes (page 22 et pages 45-46) mentionnent la résistance communiste et socialiste. Peter Hoffmann, *La résistance allemande contre Hitler*, Paris, Balland, 1984. Au contraire, une première résistance au nazisme est venue de la gauche communiste ou socialiste de 1924 au 1933. François Georges Dreyfus explique : « Dès février 1933, les principaux responsables du KPD sont arrêtés et envoyés à Dachau et à Oranienburg [...] environ 15 à 20 000 responsables de gauche s'exilent à l'étranger [...]. Leur résistance se fait donc à l'extérieur du Reich et leur impact, réduit dès le début, s'affaiblit très vite [...] » (François Georges Dreyfus, *Le III^e Reich*, Paris, Livre de Poche, collection Référence, 1998). La moitié des dirigeants du KPD avait été arrêtée et emprisonnée en février-mars 1933, plusieurs dizaines de dirigeants et plu-

sieurs milliers de militants et de cadres moyens avaient pu échapper aux rafles et gagner l'étranger. C'est la France qui accueillera le plus grand nombre des réfugiés politiques allemands (30 000 à l'été 1933). C'est en France que la direction extérieure du Parti s'installe à la mi-mai 1933, suivie en 1936 par son Bureau politique reconstitué.

⁶⁹⁶ La Ligue des combattants du Front rouge Allemand s'occupait jusqu'au 1938 des passeports des communistes italiens qui allaient en URSS. Un rapport de police de Wiesbaden notait en 1935 qu'« il se confirme que le parti communiste dispose d'un état-major de collaborateurs doués de remarquables capacités d'organisation et tactiques, qui, en dépit de la surveillance la plus rigoureuse, ont recréé dans quelques régions, avec un certain succès, des organisations illégales ». Sur l'organisation du parti communiste allemand, à lire Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine. II : 1933-1962*, éditions sociales, Paris, 1962.

⁶⁹⁷ Ce souvenir de Giovanni Bertolini est aussi décrit dans l'essai de Cesare Campioli, *Cronache di lotta*, Parma, Guanda, 1965, p. 85.

⁶⁹⁸ L'émigration politique italienne en URSS – écrivent les historiennes Elena Dundovich et Francesca Gori – est un phénomène tardif. Elle commence dans les années 1920 et elle se caractérise par un nombre réduit de migrants et par une forte connotation idéologique et politique. Les deux tiers environ des migrants étaient inscrits au Parti communiste d'Italie. Certains étaient persécutés pour leurs opinions, d'autres recherchés pour des délits politiques, d'autres encore étaient sous le coup d'un mandat d'arrêt. Le Parti communiste d'Italie envoyait à Moscou les cadres de son organisation. Elena Dundovich-Francesca Gori, « Petites Italies en Union Soviétique », in Marie-Claude Blanch-Chaleard, Antonio Bechelloni, Bénédicte Deschamps, Michel Dreyfus et Eric Vial (sous la dir.), *Les petites Italies dans le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, p. 121-124.

⁶⁹⁹ « Dans l'Entre-deux-guerres, le phénomène de bureaucratisation et de professionnalisation politique touche tous les partis ouvriers. En janvier 1924, juste après la mort de Lénine, le comité exécutif de l'Internationale, tirant les conclusions de l'échec de l'octobre allemand, décide la bolchevisation des sections de l'IC, précisée dans les résolutions et les thèses du Ve congrès de l'Internationale en juillet 1924. La réorganisation des partis communistes sur le modèle bolchevique passe par une modification de taille : l'abandon des divisions territoriales au profit des cellules d'usine et l'adoption systématique du centralisme démocratique. Parallèlement, les thèses sur la propagande établissent les bases d'une diffusion et d'un enseignement organisés du léninisme qui passent notamment par la création d'une section centrale de propagande, un effort éditorial accru et la création d'une école centrale à Moscou. En outre, il est demandé aux différentes sections « d'obliger tous leurs membres, et en particulier les fonctionnaires élus, à s'instruire », en développant un système diversifié d'écoles allant des écoles centrales à l'organisation de cours élémentaires. La définition du cadre communiste qui apparaît durant cette période marque de façon durable les partis communistes, puisque « l'organisateur communiste doit être élevé dans l'idée qu'il ne s'occupe pas de la

révolution comme d'un passe-temps mais qu'il est voué entièrement à la lutte révolutionnaire, qu'il est entièrement à la disposition du parti. Dans l'Entre-deux-guerres, l'impératif de formation des cadres pour le Parti Communiste italien devient prédominant pour faire face à l'émergence d'avoir un personnel politique spécialisé, consacrant la division entre profanes et professionnels de la lutte armée et de la politique par rapport au fascisme ». Anne Marijnen, *Entrée en politique et professionnalisation d'appareil. Les écoles centrales de cadres du parti communiste italien (1945-1950)*, In: *Politix*, vol. 9, n. 35, 1996. p. 91-92. URL : http://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1996_num_9_35_1957. Pendant la Guerre froide, la formation restera encore un impératif pour le PCI, mais cette fois par rapport à la Démocratie chrétienne (DC). Jusqu'au milieu des années 1950, la DC n'est pas un parti de masses au sens organisationnel du terme, ou plutôt elle ne l'est que sur le papier. La force de la Démocratie chrétienne repose sur les organisations catholiques comme l'ACI (l'association catholique italienne) et sur le réseau des paroisses. La confrontation politique entre les deux partis italiens sera très dure.

⁷⁰⁰ Le camarade 'Fanti' est Ilio Barontini. En 1931, Ilio Barontini atteint l'Union Soviétique où il fréquente l'Académie militaire 'Michail Frunze' de l'Armée rouge à Moscou. En même temps, il travaille dans une usine métallurgique comme technicien. À Moscou, Ilio Barontini approfondit les techniques de guérilla expérimentées et adoptées par les troupes maoïstes en Chine. Après sa formation, Giovanni Bertolini rentrera à Paris tandis qu'Ilio Barontini sera envoyé en Chine pour une autre période de formation avec l'armée chinoise de Mao Tse-tung. Du mois de juillet 1936 au mois de septembre 1937, Ilio Barontini est en Espagne avec Giovanni Bertolini. Il retourne à la fin du mois de septembre 1937 à Paris et d'ici il est envoyé en Éthiopie où le Négus donnera à Ilio Barontini le rôle de conseiller militaire du gouvernement provisoire en clandestinité. En Éthiopie, Ilio Barontini est surnommé 'Paulus'. De nouveau en France pendant l'Occupation, Ilio Barontini organise plusieurs actions militaires avec les formations FTP-MOI à Paris. Depuis mai 1941, il développe de nombreuses actions de *guérilla* à Marseille.

⁷⁰¹ Note de la Préfecture de Reggio Emilia, n. 541 du mois de mars 1934. Dans cette communication, la Préfecture souligne que Giovanni Bertolini se trouve en France, à Paris, et que le même subversif avait effectué des activités politiques près des groupes de langue italienne de la jeunesse communiste. *Archivio Centrale dello Stato, CPC*, Lettre citée à Bertolini Giovanni, Busta 575, Estremi cronologici 1932-1942.

⁷⁰² « Entrer dans la Résistance et prendre un pseudonyme – écrit l'historien anglais Robert Gildea – ne signifiait pas seulement adopter une nouvelle identité et un nouveau rôle, mais pénétrer dans un monde d'ombre cachées derrière le monde réel. Certains avaient l'impression de participer à une chose irréelle, un roman. En revanche, c'était un autre monde, semé d'embûches, où la réalité se vengeait souvent brutalement ». In Robert Gildea, *Comment sont-ils devenus Résistants ?*, Paris, Les Arènes, 2017, p. 149.

⁷⁰³ « Au-delà d'un secours à la République espagnole, écrit l'historienne Carmela Maltone, la guerre d'Espagne était pour le Pcd'I l'occasion de resser-

rer les liens avec ses militants jeunes et de les remotiver pour la lutte contre le fascisme italien [...]. Pendant que les militants les plus jeunes, dynamiques et politisés du Pcd'I se battent sur le front espagnol et se familiarisent avec les armes afin de faire de même en Italie, les dirigeants restés en France créent en 1937 avec le Parti socialiste italien l'Unione Popolare Italiana ». In Carmela Maltone, Damira Titonel Asperti, *Écrire pour les autres. Mémoires d'une Résistante*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 1999, p. 88-89.

⁷⁰⁴ La *Fratellanza Reggiana* de Paris écrivait sur son bulletin : « À la suite des graves événements en Espagne, un numéro considérable de nôtres amis de la Fratellanza Reggiana sont partis pour lutter de côté du gouvernement du Front populaire. (...) Le comité de la Fratellanza Reggiana, certain d'interpréter la pensée de ses associés et aussi de nos frères de l'Italie, il salue le geste héroïque de nos concitoyens », *Fratellanza Reggiana (organe de liaison entre les émigrés)*, *bulletin mensuel*, n. 11 et 12, octobre et novembre 1936, Fondo Gina Pifferi, Bibliothèque Panizzi di Reggio Emilia, Sala Za (Sezione di Conservazione e Storia locale).

⁷⁰⁵ Achille Benecchi est né à Parme 11 juin 1903, surnommé Frisè, de profession électricien. *Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 448, estremi cronologici : 1938-1942, annotazioni sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera*. De nombreux représentants de l'antifascisme de Parme participent au conflit en Espagne. Il s'agit d'une cinquantaine de volontaires, dont 16 nés à Parme et 44 dans des localités de sa province. Tous ont émigré dans le Sud-Ouest de la France ou dans la banlieue parisienne après le "Biennio rosso". Pendant le conflit espagnol, 10 *fuorusciti* sont tués en combat; 8 sont blessés, 1 disparaît. Après le conflit espagnol, 2 autres volontaires de Parme sont assassinés en France par l'armée nazie : Enzo Donati est fusillé par la Gestapo à Paris en 1941, Domenico Rotelli est fusillé à Suresnes (Seine-et-Oise) le 6 avril 1942. Sources d'archive : AICVAS (Associazione italiana combattenti volontari antifascisti di Spagna), siège de Parme et INSMLI de Milan (Istituto nazionale per la storia del movimento di Liberazione in Italia Ferruccio Parri), Archives en ligne URL : <http://www.antifascistispagna.it>.

⁷⁰⁶ Gerta Pohorylle, dite Gerda Taro, est la photographe allemande qui, avec Endre Ernő Friedmann, lance l'invention du photographe américain Robert Capa. Gerda avait fait la connaissance du photographe d'origine hongroise Endre Ernő Friedmann à l'agence de presse Alliance-Photo. Dès le début de la guerre d'Espagne, Gerda et Robert Capa suivent les combats des Brigades internationales aux côtés des combattants républicains en qualité des envoyés spéciaux du quotidien *Ce Soir*, un journal créé par le parti communiste en 1937. Endre Ernő Friedmann (alias Robert Capa) y gagnera une reconnaissance mondiale pour ses clichés. Lors des violents combats autour de Madrid, Gerta Pohorylle est écrasée par un char républicain près de Brunete où elle meurt. Le lendemain 26 juillet 1937, à l'hôpital de l'Escorial des amis dont le poète Rafael Alberti et son épouse iront à reconnaître son corps. Sa notice nécrologique dans le quotidien *Ce Soir* : « Notre reporter photographe Gerda Taro a été tuée près de Brunete où elle avait assisté à la bataille. Un tank républicain tamponna la voiture sur le marchepied de laquelle elle était montée

pour quitter le village tombé aux mains des insurgés ». Elle fut la première femme photographe tuée au combat. Son enterrement, le premier août 1937, au cimetière du Père-Lachaise en présence de milliers de personnes, devient une manifestation antifasciste.

⁷⁰⁷ Herbert Ernst Karl Frahm est né le 18 décembre 1913 à Lübeck et est mort le 8 octobre 1992 à Unkel. Il est connu comme Willy Brandt. Il a été chancelier fédéral Allemand de 1969 à 1974 à la tête d'une coalition sociale-libérale, devenant le premier social-démocrate à diriger le gouvernement depuis 1930. Son Ostpolitik a ouvert une nouvelle phase de relations avec la République démocratique allemande et lui a valu le prix Nobel de la paix en 1971.

⁷⁰⁸ Giovanni Bertolini avait connu Hans Beimeler à Berlin avant d'aller à Moscou. Hans Beimeler devint, à la fois, commissaire politique du bataillon Thaelmann et commissaire politique général pour tous les Allemands combattants en Espagne. Il fut tué au combat, à Madrid, en décembre 1936, et remplacé par Franz Dahlem, un autre député du KPD. L'histoire de Hans Beimeler est unique et émouvante en même temps : il fut parmi les premiers communistes allemands qui apportèrent très tôt, en Occident, les premières informations sur les camps nazis, ainsi le témoignage d'Egon Erwin, publié dans l'*Humanité* du 23 mars 1933.

⁷⁰⁹ Velio Spano, antifasciste italien, homme politique du Parti communiste, exilé en France de 1933 à 1939. Sous le nom de Paolo Tedeschi, Velio Spano était le responsable de la propagande pour l'étranger. Il utilisa plusieurs fois Giovanni Bertolini pour lire des messages à Radio Barcelone adressés aux jeunes italiens. Comme la voix de Giovanni Bertolini était phonogénique, Velio Spano utilisa à plusieurs reprises ses qualités d'annonceur pour les émissions en langue italienne. Le même service de renseignement fasciste OVRA suivit avec une très haute attention le déroulement de la guerre de l'Espagne en ce qui concerne les révolutionnaires et subversifs antifascistes qui prirent parti au conflit et aux fascistes qui partirent avec les forces militaires du régime de Benito Mussolini. A.C.S. - AA.GG. et iRR. 1937 b. 430 f. Ville de Reggio Emilia.

⁷¹⁰ Voir à ce propos la « Note » de la Préfecture de Reggio Emilia, n. 737 du 6 février 1939. Dans cette communication, la Préfecture souligne que Giovanni Bertolini se trouve encore en Espagne et que le même subversif avait effectué des émissions à Radio Barcelone. Sovrintendenza CPC (ACS), lettre citée à BERTOLINI Giovanni.

⁷¹¹ La *Retirada*, la retraite d'une partie de l'armée républicaine espagnole, précédée par un nombre considérable de civils, conduit à la fin du mois de janvier 1939 des centaines de milliers d'Espagnols et d'autres nationalités à la frontière française. Une des conséquences directes de la guerre civile espagnole sur le territoire français est l'afflux de plusieurs vagues de réfugiés, qui correspondent aux diverses offensives franquistes. Ces vagues successives conduisent le gouvernement français, qui fait face alors à un contexte politique, économique et social particulier, à penser une politique d'accueil pour cette population espagnole aussi nombreuse que disparate. Geneviève

Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999.

⁷¹² La *Retirada*, par son ampleur, est bien plus massive que les trois vagues précédentes de réfugiés espagnols sur le territoire français depuis 1936. Cela explique-t-il l'impréparation des pouvoirs publics qui paraissent dépassés par l'importance du mouvement de population fin janvier 1939 sur la frontière pyrénéenne, comme le soulignent certains parlementaires. Ainsi, le député Jean Ybarnégaray, lors d'une séance à la chambre des députés le 10 mars 1939, admet face à M. Sarraut : « On a beaucoup, et parfois durement, reproché au Gouvernement, on vous a surtout beaucoup et durement reproché, à vous, monsieur le ministre de l'intérieur, de n'avoir rien prévu... [...] d'avoir été surpris par l'évènement... [...] de n'avoir non plus rien préparé ». (A.D. Gironde : Débats à la chambre des députés, Deuxième séance du 10 mars 1939, page 903. Interpellation de M. Jean Ybarnégaray). Pourtant, le gouvernement n'est pas sans informations fiables, notamment en provenance de l'Espagne. En effet, de nombreux documents envoyés d'Espagne aux préfets des départements frontaliers rappellent l'éventualité d'une arrivée massive de réfugiés sur la frontière française. Les chiffres oscillent entre 465.000 et 500.000 réfugiés entre le 27 janvier et le 13 février 1939 et cela représente le plus grand exode humain jamais passé par les Pyrénées.

⁷¹³ Les réfugiés espagnols arrivent en France dans un contexte politique particulier qui ne leur est pas particulièrement favorable. Les soldats de l'armée républicaine espagnole en déroute sont considérés par une partie de la classe politique et de l'opinion française comme « la brigade du crime ».

⁷¹⁴ Lorsque le gouvernement de Léon Blum fait place au gouvernement du radical Édouard Daladier en avril 1938, de nouvelles dispositions sont prises concernant les réfugiés de la guerre espagnole. Le gouvernement Daladier est constitué le 10 avril 1938. Albert Sarraut est nommé ministre de l'Intérieur. 4 jours après sa prise de fonction, ce dernier affirme, dans une circulaire datée du 14 avril 1938, qu'il est nécessaire de déceler parmi la population étrangère du pays « [...] les individualités dont les agissements sont de nature à troubler, sous une forme ou sous une autre, la tranquillité et la sécurité publiques [...] dans un souci de défense nationale et de protection ». Pour le ministre de l'Intérieur, il s'agit d'« [...] une action méthodique, énergique et prompte en vue de débarrasser notre pays des éléments indésirables trop nombreux qui y circulent et y agissent au mépris des lois et des règlements ou qui interviennent, de façon inadmissible, dans des querelles ou dans des conflits politiques ou sociaux qui ne regardent que nous ». (A.D. Ariège, 6M72 : Circulaire du ministre de l'Intérieur Albert Sarraut, en date du 14 avril 1938, adressée à Messieurs les Préfets).

⁷¹⁵ Comme le dit Ralph Schor dans son ouvrage *Français et immigrés en temps de crise (1930-1980)*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 47. « [...] la gestion de l'immigration ou des exilés à un moment donné, il révèle l'état de la France » En réalité, les réactions de l'opinion française vis-à-vis de l'exode espagnol sont complexes, car si la compassion est sincère face aux réfugiés, ce sentiment se révèle rapidement superficiel et éphémère. La peur de la concurren-

ce, notamment, développe peu à peu une hostilité plus ou moins marquée. Ralph Schor affirme encore (p. 24) que « [...] l'existence des camps de concentration, dans lesquels les conditions de vie apparaissent inacceptables, n'indigne réellement que les milieux les plus politisés de la gauche ».

⁷¹⁶ Il est primordial de s'intéresser aux différents qualificatifs des camps d'accueil pour les réfugiés de la guerre civile espagnole en 1939 pour appréhender au mieux l'étude de ce phénomène sous la Troisième République. Annette Wiewiorka, dans un article paru dans la revue *Vingtième siècle*, consacré à l'expression « camp de concentration » au siècle dernier souligne justement que « [...] les mots ont tout à la fois une histoire et une charge émotionnelle ou politique ». Si l'on se fie à la définition du dictionnaire Le Robert, la concentration est « l'action de concentrer, de réunir dans un centre. » Ce terme est apparu pour la première fois en 1906 dans la langue française. À l'inverse, l'adjectif « concentrationnaire » date lui de 1946 et est « relatif aux camps de concentration », expression définie elle-même comme un « Lieu où l'on groupe, en temps de guerre ou de troubles, les suspects, les étrangers, les nationaux ennemis. ». Voir l'article d'Annette Wiewiorka, *L'expression "camp de concentration" au 20ème siècle*. Dossier sur les camps de concentration du 20ème siècle, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, revue *Vingtième siècle*, n.54, avril- juin 1997, pages 4-12. D'autres historiens travaillant sur la guerre civile espagnole se sont aussi penchés sur cette question, en amont de leurs études. Bartolomé Bennassar comme Geneviève Dreyfus-Armand ou encore Denis Peschanski admettent volontiers que le terme de « [...] camp de concentration est le terme officiel utilisé alors ». Il est en effet couramment utilisé dans les documents administratifs de l'époque. L'extrait du discours suivant, à propos du camp d'Argelès-sur-Mer, du ministre de l'Intérieur Albert Sarraut, prononcé début février 1939 à l'occasion d'une conférence de presse, le certifie : « *Le camp d'Argelès-sur-Mer ne sera pas un lieu pénitentiaire, mais un camp de concentration. Ce n'est pas la même chose* ». Toutefois, il est nécessaire de se demander si l'administration française aurait utilisé ces mêmes termes après 1945, alors que ces derniers sont marqués de manière indélébile par la barbarie nazie. À lire également l'essai de Bartolomé Bennassar, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, éditions Perrin, 2004, p. 548 et celui d'Alexis Spire, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945- 1975)*, Paris, Grasset, 2005.

⁷¹⁷ Grâce au concours d'inspecteurs détachés dans les camps pour une durée limitée, les internés sont tous peu à peu identifiés et fichés, et les informations recueillies sont envoyées au Ministère de l'Intérieur. Selon les informations dont nous disposons dans plusieurs documents des archives départementales de l'Ariège (A.D. Ariège 5M 146), le processus utilisé pour l'identification et le fichage des internés est la dactyloscopie.

⁷¹⁸ Adriano Masoni est né à Reggio Emilia, le 26 mars 1907. Le 15 mai 1932, il est arrêté par la milice fasciste pour être un militant du Parti communiste et un subversif révolutionnaire. Il est remis au Tribunal Spécial comme dangereux subversif. Le 8 novembre 1932, le juge instructeur du Tribunal avec la

sentence n. 591/1932 déclare de ne pas avoir le droit à procéder puisque les crimes de Adriano Masoni ont été éteints par l'amnistie décrétée du régime fasciste du 05/11/1932. En mai 1937, Adriano Masoni s'expatrie clandestinement en France pour se rendre ensuite à combattre en Espagne. Il passe frontière avec la Suisse aidé par des militants de la chambre du travail de Lugano. De Lugano arrive à Bâle où Adriano Masoni séjourne pour quelques jours chez la maison du peuple. Après il se rend à Paris. Dans la Capitale française, il est assisté par la Fratellanza Reggiana. Il part le 20 juin 1937 pour l'Espagne où il combat en Aragon, Estremadura et sur l'Ebro. Le 09 février 1939 rentre en France, où il est interné dans les camps de S. Cyprien, Gurs et Vernet avec Giovanni Bertolini. Arrêté par le Gestapo à Paris, il est rapatrié le 25 septembre 1941 en Italie. Le 5 décembre 1941, le Tribunal de Reggio Emilia condamne Adriano Masoni, combattant en Espagne, à cinq ans de relégation près de l'île de Ventotene. Libéré le 21 août 1943, Adriano Masoni participera à la lutte armée à Reggio Emilia en qualité de commandant GAP, puis dans la Brigata Garibaldi. *Archivio centrale dello Stato, CPC, Busta 3132, Estremi cronologici: 1933-1942. Annotazioni riportate sul fascicolo: confinato, iscritto alla Rubrica di frontiera.* Il a été communiste, boulanger de profession, volontaire dans la Guerre d'Espagne.

⁷¹⁹ Père du chanteur Yves Montand. La famille Livi déménage dans le quartier de La Cabucelle, dans le XV^e arrondissement de Marseille, en janvier 1929.

⁷²⁰ Le temps de l'insurrection armée en Italie était arrivé. Le Parti communiste italien invitait tous les militants qui avaient acquis une expérience militaire et de guérilla dans les Brigades internationales en Espagne, tous ceux qui avaient suivi des cours à Moscou sur des questions techniques (armes et explosifs) à regagner l'Italie. In Pietro Secchia, *Il partito comunista italiano e la guerra di liberazione*, Feltrinelli Editore, Milano, 1973, p. 98-111. URL : <http://www.resistenze.org/sito/te/cu/st/custdi08-013266.htm>. À lire également Antonio Zambonelli, *25 luglio-agosto '43: caduta del fascismo e azione popolare nella provincia reggiana*, "RS", a. XVII, n. 49, luglio 1983, p. 5-23.

⁷²¹ Les exilés communistes en France avaient reçu de précises directives du Parti communiste italien. La directive générale était la suivante : tous les camarades qui avaient recouvert en France des responsabilités politiques et de gestion devaient retourner en Italie. Voir, à ce propos: *Il comunismo italiano nella seconda guerra mondiale. Relazione e documenti presentati dalla direzione del partito al V Congresso del Partito comunista italiano*, introduzione di Giorgio Amendola, Editori Riuniti, 1963 et Cesare Campioli, *Cronache di lotta: nel movimento operaio reggiano, fra gli esuli antifascisti a Parigi, la resistenza, sindaco di Reggio Emilia*, Parma, Guanda, 1965, p. 93.

⁷²² Le gouvernement du maréchal Badoglio fait place à une logique de police. Il s'agit de s'assurer que la présence des anciens subversifs socialistes, communistes, de l'opposition politique au régime sur le territoire italien ne constitue pas une menace pour l'ordre public.

⁷²³ Gianfranco Romani, « Paolo Davoli, ultimo atto. Cavazzoli, storia di una

frazione agricola di Reggio Emilia », in *Ricerche Storiche*, n. 114, luglio-ago-
sto-settembre 2017, Reggio Emilia, Istituto Storico della Resistenza, 2017, p.
25-26.

⁷²⁴ Archivio dell'Associazione Fratellanza Reggiana di Parigi – Fond Carte
Gina Pifferi c/o Biblioteca comunale Antonio Panizzi di Reggio Emilia, Busta
n. 1.

⁷²⁵ Sur l'activité politique et la propagande clandestine contre le régime de
Paolo Davoli à Reggio Emilia après le 8 septembre 1943, lire le récit d'Anita
Malavasi, surnommé 'Laila'. In Annita Malavasi, *Fascismo, resistenza,
emancipazione del lavoro. Storia di una donna nel 900. La fatica della liber-
tà*, CGIL - SPI, Coordinamento donne SPI-CGIL Reggio Emilia, in collabo-
razione con Centro studi R. 60, Bologna, 2007, p. 45-64. URL [http://cle.ens-
lyon.fr/les-temoignages/la-partigiana-laila-3-33592.kjsp?RH=
CDL8ITA100301](http://cle.ens-lyon.fr/les-temoignages/la-partigiana-laila-3-33592.kjsp?RH=CDL8ITA100301).

⁷²⁶ Giannetto Magnanini, *Ricordi di un comunista emiliano*, Modena, Teti edi-
tore, 1979. Massimo Storchi, *Anche contro donne e bambini. Stragi fasciste e
naziste nella terra dei fratelli Cervi*, Modena, Imprimatur, 2015. Antonio
Canovi, *L'orma di Paolo*, Reggio Emilia, Comune di Reggio stampa, 1991.
Paolo Spriano, *Storia del Partito Comunista Italiano. La fine del fascismo.
Dalla riscossa operaia alla lotta armata*, Volume IV, Torino, Einaudi, 1973.

⁷²⁷ Sur la figure de Paolo Davoli et sa fille Paulette à lire Donna Gabaccia et
Fraser Ottanelli, *Italian workers of the word. Labor migration and the forma-
tion of Multiethnic States*, Chicago, University of Illinois press, 2001. Sur la
diaspora antifasciste Donna Gabaccia, *Italy's many diasporas*, New York,
Routledge, 2003; Donna Gabaccia, *Rome in America*, Chapel Hill, The
University of North Carolina, 2004.

⁷²⁸ Herry Barron, adjoint au maire de la commune de Saint Denis de 1944 à
1977. *Archives municipales de la ville de Saint Denis, année 1951*.

⁷²⁹ La vie de Paolo Davoli est émouvante; elle nous raconte les difficultés
d'une génération d'exilés dans plusieurs Pays européens et qui fait de l'Italie
des années 1920-1939 un véritable *laboratoire du pire*. Paolo Davoli est né à
Reggio Emilia en 1900, ouvrier communiste persécuté en raison de ses idées
politiques, il doit s'expatrier en France. En 1941, il rentre à Reggio Emilia
avec sa fille Paulette. Dans la ville, il fut parmi les organisateurs du Comité
de Liberation Nationale et des groupes partisans S.A.P. Pour cette activité, il
fut arrêté chez son habitation le 30 novembre 1944 et détenu à Villa Cucchi.
il fut fusillé près du village de Cadelbosco (Reggio Emilia) le 28 février 1945.
Voir : Giannetto Magnanini, « Ricordi di un comunista emiliano », Milano,
Teti éditions, 1979. Alfredo Gianolio (sous la dir.), *Testimonianze di comuni-
sti reggiani*, Reggio Emilia, Quaderni della Federazione del PCI, n. 2, 1981.

⁷³⁰ Dès la première lettre apparaissent les désagréments qui résultent d'une
situation historique concrète. Un jeune homme jeté dans une situation précai-
re, qui lutte avec acharnement contre les difficultés de la vie quotidienne. À
travers ses lettres de France, Paolo Davoli s'efforçait de faire accepter à ses
parents, qui ne partageaient pas à l'époque ses idées politiques, son choix pro-
pre de vie. Son profond attachement à la famille et à la terre d'origine appa-

raît aussi dans l'utilisation des formes dialectales qui évoquent l'atmosphère de la vie domestique lointaine. *Sources d'archive Famiglia Paulette Davoli*, près de l'Institut Historique du Temps présent de Reggio Emilia (INSMLI).

⁷³¹ « Mon père n'avait jamais trouvé difficile à faire des travaux domestiques. En plus de son travail de tailleur, il était capable de tenir une maison comme une femme. Dès l'enfance, sa mère lui avait enseigné les travaux ménagers, et sa grand-mère, était fière de dire que son Paolino, savait dès l'âge de onze ans, lui servir un bon plat de tortelli, lorsqu'elle rentrait de travailler aux champs ». *Mémoires de Paulette Davoli*. Entretien avec Paulette Davoli du 23 février 1995, Reggio Emilia.

⁷³² Antonio Canovi, « Argenteuil : une Petite Italie antifasciste ? » in Marie-Claude Blanch-Chaleard, Antonio Becchelloni, Bénédicte Deschamps, Michel Dreyfus et Eric Vial (sous la dir.), *Les petites Italies dans le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 200-223.

⁷³³ Il s'agit d'Arturo Davoli, cordonnier, communiste et de sa femme Yolanda Scalcon. Le couple s'est expatrié en 1924 en même temps que Paolo Davoli en raison de la persécution fasciste. *Archivio Centrale dello Stato, CPC, Busta 1639. Estremi cronologici : 192-1941. Annotazioni riportate sul fascicolo : iscritto alla Rubrica di frontiera. Luoghi di residenza : Francia, Spagna.*

⁷³⁴ « À la fin des années 1920, - écrit Antonio Canovi - le mouvement ouvrier argenteuillais part à la conquête politique de la Mairie. Les émigrés émiiliens ont alors apporté l'expérience directe de leur engagement antifasciste et participé à la politique municipale » In Antonio Canovi, « Argenteuil : une Petite Italie antifasciste ? »..., p. 200-223.

⁷³⁵ Dès les premières lettres adressées à un militant communiste, son ami fraternel Arnaldo Manghi, l'exilé écrivait: «Je ne vous ai pas abandonné. Le Parti m'a dit de partir, mais je ne me suis pas enfui pour abandonner la lutte». Par précaution, Paolo Davoli envoyait la correspondance politique à la Cooperative Catholique de menuiserie, où travaillait Manghi, et également à Cavazzoli. Rappelons qu'en exil, l'antifasciste continuait la lutte ouvrière au sein des organisations politique des exilés. *Sources d'archive Famiglia Paulette Davoli*, près de l'Institut Historique du Temps présent de Reggio Emilia (INSMLI).

⁷³⁶ La fête patronale de Cavazzoli, le petit village d'origine de Paolo Davoli dans la Province de Reggio Emilia.

⁷³⁷ Paolo Davoli se réfère au procès contre les fascistes accusés de l'assassinat du socialiste Antonio Piccinini, tué en 1924. Les assassins furent acquittés par la suite. Antonio Piccinini est né à Reggio Emilia le 26 août 1884. Il fut un politique et syndicaliste socialiste. Pour son activité syndicale, il fut arrêté avec Pietro Nenni, pendant une réunion régionale à Bologne le 31 décembre 1923. En 1924, Antonio Piccinini avait accepté la candidature aux élections politiques de l'avril 1924, mais le soir du 28 février 1924 il fut massacré dans sa maison par quatre fascistes. Le corps de Antonio Piccinini fut retrouvé le lendemain sur la voie ferrée Reggio Emilia - Ciano d'Enza, pas loin de son habitation, pour détourner les enquêtes. Le procès aux quatre sicaires accusés : Vittorio Calvi, Vincenzo Notari, les jumeaux Giuseppe et Venceslao

Bonilauri, il commença à Reggio Emilia le 13 octobre 1925. Les quatre sicaires furent tous disculpés. En 1947, la Cour de Cassation italienne déclara pas valable la sentence. À lire aussi Giorgio Boccolari, Giannino Degani, *Antonio Piccinini: la vita e l'azione politica: socialismo massimalista a Reggio Emilia, 1914-1924*, Reggio Emilia, Tecnocoop edizioni, 1980.

⁷³⁸ Antonio Canovi, *Argenteuil : une Petite Italie antifasciste ?...*, p. 200-223.

⁷³⁹ Antonio Canovi, *Ibidem*, p. 200-223.

⁷⁴⁰ Paolo Davoli se réfère à Settimio Iotti, frère de l'exilé à Paris, Alfredo Iotti.

⁷⁴¹ Comme on peut déduire de certaines lettres, la première par exemple, Paolo Davoli pensait revenir en Italie au plus tôt, en partie sans doute parce qu'il se sentait seul dans ce Paris vaste et attirant. Mais, au fil des années, l'exilé s'intégrera davantage dans la vie parisienne grâce à l'histoire d'amour avec Blanche Tolmay d'où naîtra une enfant, Paulette. « Ma mère fut affectée d'une maladie mentale, et dut être enfermée dans un hôpital psychiatrique pour le restant de ses jours... c'est seulement le jour de l'internement que je l'ai vu pleurer avec désespoir. À partir de là, mon père sut me servir également de mère. Nous avons alors commencé une vie à deux ». *Mémoires* de Paulette Davoli, entretien avec Paulette Davoli du 23 février 1995, Reggio Emilia.

⁷⁴² Sur l'histoire de Paolo Davoli voir le court-métrage *Quel partigiano dello zio*, par Monica Carrozi, Gattatico de Reggio Emilia, Istituto Alcide Cervi, 2010.

Sources d'Archive

Archives Nationales Italiennes

- *Archivio Centrale dello Stato*, Roma, **Ministero della Giustizia**, Direzione Generale Affari Penali Grazie e Casellario. Ufficio II, Materia : Estradizioni.
- *Archivio Centrale dello Stato*, Roma, **Ministero dell'Interno**, Fondo Massime (Cittadinanza) e Fondo Polizia Politica, Materia : Rimpatrio fuorusciti.
- *Archivio Storico Diplomatico*, Roma, **Ministero degli Affari Esteri**, Atti e Documenti del Gabinetto del Ministro e della Segreteria generale dal 1923 al 1933.
- *Archivio Storico Diplomatico*, Roma, **Ministero degli Affari Esteri**, Atti e Documenti del Gabinetto del Ministro e della Segreteria generale dal 1933 al 1943.
- *Archivio Centrale dello Stato*, Roma, **Casellario Politico Centrale**.

- 1) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 575, estremi cronologici 1932-1942.
- 2) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1563, estremi cronologici 1928-1941.
- 3) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1630, estremi cronologici 1932-1941.
- 4) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1840, estremi cronologici 1937-1942.
- 5) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1949, estremi cronologici 1935-1942.
- 6) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1951, estremi cronologici 1931-1943.
- 7) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 1956, estremi cronologici 1915-1934.
- 8) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2010, estremi cronologici 1928-1936.
- 9) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2108, estremi cronologici 1922-1942.
- 10) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2122, estremi cronologici 1928-1943.
- 11) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2229, estremi cronologici 1928-1939.
- 12) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA

2243, estremi cronologici 1937-1943.
13) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2265, estremi cronologici 1923-1944.
14) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2301, estremi cronologici 1929-1941.
15) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2304, estremi cronologici 1927-1940.
16) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2327, estremi cronologici 1931-1942.
17) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2340, estremi cronologici 1928-1941.
18) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2403, estremi cronologici 1931-1940.
19) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2448, estremi cronologici 1927-1945.
20) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2471, estremi cronologici 1929-1941.
21) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2478, estremi cronologici 1928-1937.
22) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2479, estremi cronologici 1937-1938. **23)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2511, estremi cronologici 1931-1943.
24) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2645, estremi cronologici 1928-1942.
25) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2710, estremi cronologici 1931-1941.
26) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2710, estremi cronologici 1937-1942.
27) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2716, estremi cronologici 1935-1943.
28) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2840, estremi cronologici 1929-1943.
29) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2885, estremi cronologici 1937-1940.
30) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2955, estremi cronologici 1938-1941.
31) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2992, estremi cronologici 1938-1943.
32) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3009, estremi cronologici 1928-1943.

- 33)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3091, estremi cronologici 1931-1943.
- 34)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3104, estremi cronologici 1923-1942.
- 35)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3158, estremi cronologici 1933-1941.
- 36)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3176, estremi cronologici 1937-1940.
- 37)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3178, estremi cronologici 1927-1943.
- 38)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3346, estremi cronologici 1942-1943.
- 39)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3407, estremi cronologici 1937-1942.
- 40)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3493, estremi cronologici 1937-1939.
- 41)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3497, estremi cronologici 1929-1939.
- 42)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3533, estremi cronologici 1929-1942.
- 43)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3591, estremi cronologici 1937-1942.
- 44)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3703, estremi cronologici 1927-1940.
- 45)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3784, estremi cronologici 1934-1943.
- 46)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3813, estremi cronologici 1931-1943.
- 47)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4010, estremi cronologici 1933-1942.
- 48)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4119, estremi cronologici 1929-1942.
- 49)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4306, estremi cronologici 1931-19432.
- 50)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4314, estremi cronologici 1902-1942.
- 51)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4334, estremi cronologici 1928-19432.
- 52)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3407, estremi cronologici 1937-1942.
- 53)** A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA

3493, estremi cronologici 1937-1939.

54) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3501, estremi cronologici 1931-1941.

55) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3533, estremi cronologici 1929-1942.

56) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3591, estremi cronologici 1937-1942.

57) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3703, estremi cronologici 1927-1940.

58) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3784, estremi cronologici 1934-1943.

59) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 3813, estremi cronologici 1931-1943.

60) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4868. Annotazioni riportate fascicolo : Sovversiva (Gina Pifferi).

61) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4010, estremi cronologici 1933-1942.

62) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4119, estremi cronologici 1929-1942.

63) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4298, estremi cronologici 1939-1940.

64) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 4334, estremi cronologici 1928-1942.

65) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 032876, estremi cronologici 1928-1939.

66) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5091, fascicolo 135760, estremi cronologici 1938-1941.

67) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5169, fascicolo 124001, estremi cronologici 1936-1943.

68) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5220, fascicolo 114126, estremi cronologici 1934-1942.

69) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5300, fascicolo 014670, estremi cronologici 1926-1943.

70) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5311, fascicolo 026305, estremi cronologici 1929-1943.

71) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5413, fascicolo 029964, estremi cronologici 1909-1941.

72) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5430, fascicolo 097921, estremi cronologici 1931-1942.

73) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5510, fascicolo 086955, estremi cronologici 1931-1943.

- 74) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5510, fascicolo 127593, estremi cronologici 1935-1943.
- 75) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5518, fascicolo 022063, estremi cronologici 1931-1943.
- 76) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5584, fascicolo 126936, estremi cronologici 1937-1942.
- 77) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 5542, fascicolo 063242, estremi cronologici 1940-1945.
- 78) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 985, estremi cronologici 1933-1944.
- 79) A.C.S., Casellario Politico Centrale, Unità archivistica BUSTA 2553, (fascicolo Gualdi Egle), estremi cronologici 1925-1942.

Segreteria d'État de Sa Santet 
Actes et documents du Saint-Siège, Cité du Vatican

- I.** Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Si ge et la Guerre en Europe (mars 1939 – août 1940), volume I.
- II.** Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Lettres de Pie XII aux  v ques Allemands (1939-1944), volume II.
- III.** Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Si ge et la situation religieuse en Pologne et dans les pays Baltes (1939-1945), volume numéro III, première partie (1939-1941).
- III.** Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Si ge et la situation religieuse en Pologne et dans les pays Baltes (1939-1945), volume numéro III, deuxième partie (1942-1945).
- IV.** Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Si ge et la Guerre en Europe (juin 1940 – juin 1941), volume IV.
- V.** Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Si ge et la Guerre Mondiale (juillet 1941 – octobre 1942), volume V.
- VI.** Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Si ge et les victimes de la Guerre (mars 1939-décembre 1940), volume VI.
- VII.** Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Si ge et la Guerre Mondiale (novembre 1942 –

décembre 1943), volume VII.

VIII. Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Siège et les victimes de guerre (janvier 1941 – décembre 1942), volume numéro VIII.

IX. Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Siège et les victimes de guerre (janvier 1943 – décembre 1943), volume numéro IX.

X. Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Siège et les victimes de guerre (janvier 1944 – juillet 1945), volume numéro X.

XI. Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la Seconde Guerre mondiale. Le Saint-Siège et la Guerre mondiale (janvier 1944 – mai 1945), volume XI.

Autres Fonds : Archivi dell'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia

Les archives de l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia et le réseau des Instituts associés est né en 1949, à l'initiative de militants des mouvements antifascistes et résistants, afin de recueillir les matériaux documentaires sur la guerre de Libération en Italie. Avec le temps, de nombreux instituts locaux (régionaux et provinciaux) s'y sont associés (environ soixante-dix) ainsi que des instituts non territoriaux, parmi lesquels l'Archivio nazionale cinematografico della Resistenza de Turin et le Laboratorio nazionale di didattica della storia de Bologne. Le premier président de l'Institut national, Ferruccio Parri, fut l'un des principaux dirigeants de la Résistance et le premier ministre du premier gouvernement après la Libération (juin-novembre 1945). Ferruccio Parri souhaitait ainsi contribuer à construire un pont entre les cultures politiques de la Résistance (catholiques, communistes, socialistes et membres du Parti d'Action, quelques libéraux), à travers deux principes qui ont gardé leur force jusqu'à aujourd'hui : l'autonomie par rapport au pouvoir politique et le caractère scientifique du travail historique. C'est seulement en 1967 que l'État reconnaît à l'INSMLI son rôle de distributeur de services (bibliothèques et archives), et lui attribue une subvention publique annuelle qui assure sa survie. De plus, des enseignants de l'école secondaire sont détachés à l'Institut et ils assurent le lien entre la recherche scientifique et la transmission de ses résultats dans l'enseignement. Au cours des années, un réseau local d'instituts d'histoire s'est formé. Chaque institut associé est

autonome et finance ses activités avec des fonds publics. L'INSMLI de Milan coordonne ce réseau et se consacre à la recherche historique, à l'activité éditoriale (il publie une revue scientifique, "*Italia contemporanea*") et à la didactique. Depuis les années 1970, l'INSMLI a encouragé, par ailleurs, des recherches importantes sur le deuxième après-guerre.

1) Archives de l'Istituto Nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia Ferruccio Parri (INSMLI) de Milan. Les archives de l'Institut conservent 1.300 enveloppes avec des documents relatifs à l'Histoire du XX siècle de manière particulière au fascisme, à l'antifascisme, à la Seconde Guerre mondiale, à la période de la reconstruction en Italie. Les archives gardent également 12.000 photographies (presses, plaques, diapositives) et 16 enveloppes de prospectus et affiches de la période clandestine et des luttes ouvrières. Fond "Associazione Italiana Combattenti Volontari Antifascisti in Spagna (AICVAS 1907 – 1996)", n. 212 dossiers. Fond "Brigate Garibaldi", n. 34 dossiers : la documentation est composée par 7864 pages subdivisées en 5 sections dont l'activité militaire et politique des brigades régionales. Fond "Ferruccio Parri", n. 219 dossiers: textes et documentation. Fond "Riccardo Bauer", n. 2 dossiers : textes et documentation de l'antifasciste. Fond "CLN Alta Italia", n. 884 dossiers : textes sur la lutte armée de Libération et sur la Résistance. Les textes sont subdivisés en deux périodes : a) période clandestine, b) période reconstruction démocratique. *Fond "Ugo Osteria", n. 25 dossiers (1944-1968) : né à Genova, fils d'un travailleur du sud de l'Italie, il fait nombreux travaux afin de terminer ses études. En 1926, Luca Osteria est appelé aux armes dans la Marine militaire italienne. Il prête service à l'institut pour les orphelins de guerre Vittorio Emanuele à Anzio. Près de l'institut, il a l'occasion de connaître l'amiral Costanzo Ciano, qui lui donne des fonctions réservées et il décide de l'adresser à Ernesto Gulì, chef du bureau renseignements du Ministère de l'Intérieur, où Luca Osteria déroule son activité pour le Service secret depuis 1928 jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Luca Osteria dirige une cellule de la section de police italienne aux dépendances directes du Sicherheitsdienst (Sd) de Milan, guidée par le commandant interrégional de la police politique allemande des SS Walther Rauff et du capitaine Theodor Saevecke. En 1944, Luca Osteria achemine une collaboration avec des représentants de la Résistance. Pendant le gouvernement de courte durée de Ferruccio Parri (21 juin - 8 décem-

bre 1945), Luca Osteria il a le but de constituer un “Bureau des Renseignements” près de la Présidence du Conseil italien. La documentation est subdivisée en trois séries : a) *Collaborazione di Osteria con la polizia di sicurezza tedesca*; b) *Prigionia di Osteria*; c) *Dopoguerra*. Fond “Giuseppe Bacciagaluppi”, n. 21 dossiers : documentation et textes est relative à l’activité du service d’assistance aux prisonniers alliés du 1944 à la Libération. Site numérique <http://www.italia-liberazione.it/parri-milano.html>

2) Archives de l’Istituto Storico Ferruccio Parri Emilia Romagna, Bologne. Fond n. 6: Comando unico militare Emilia-Romagna. Fond n. 7 Brigate Garibaldi Emilia-Romagna. Fond n. 8: Comando zona militare della Provincia di Modena. Fond n. 9: Comando Brigate Garibaldi de Reggio Emilia. Fond n. 13: CLN régionale Emilia-Romagna, activité politique et administrative. Dossier n. 35: Comitato Liberazione Nazionale periferici, Comitato Liberazione Nazionale provinciali. Dossier n. 98: Associazioni varie, CIF (centro italiano femminile). Site numérique: <http://www.istituto-parri.eu>

3) Archives de l’Istituto Storico della Resistenza e della Storia contemporanea de Modène (INSMLI Modena). Fond “Ennio Manzini” : correspondance, documents politiques, matériel informatique et documents de congrès politiques du mouvement anarchique. (1899-1985), 13 dossiers.

Fond “Brigate Partigiane” : le fond est constitué par une documentation originale qui provient du bureau du “Comando unico partigiano” constitué à Modène après la Libération. Le matériel est articulé en six séries: le *Dossier CUMER* contient des documents concernant aux procès, interrogatoires, communications et correspondance du Cumer avec des formations et des brigades; le *Dossier COMANDI et BRIGADE* contiennent la correspondance et les rapports entre les brigades et la documentation parmi celles-ci et le Cumer, le *Dossier ELENCHI NOMINATIVI* contient les listes des partisans et patriotes reconnus, les listes des décédés et des blessés en conflit; le *Dossier RELAZIONI MILITARI* compte la correspondance parmi de différentes formations partisans; le *Dossier CARTEGGIO* comprend la correspondance entre les différentes Brigades et le CLN de Modène; le *Dossier PROPAGANDA* comprend des affiches, des magazines, de la presse depuis le juin 1944 au mois d’avril 1945. Site électronique : <http://www.istitutostorico.com>

4) Archives Istituto Storico della Resistenza e della Storia contemporanea di Reggio Emilia, (INSMLI Reggio Emilia). *Fond Giannino Degani, section fascisme et période historique du régime Benito Mussolini. Documents en provenance de* “Archivio Centrale dello Stato” de Rome, 15 enveloppes, 2418 pièces. Les papiers intéressent la Provincia de Reggio Emilia et à la communauté citoyenne de la ville. Toutes les pièces appartiennent à la “Direzione Affari Generali e Riservati” du Ministère de l’intérieur en ce qui concerne la période 1921-1943. *Fond “Corrado Corghi”,* n. 1 enveloppe contenant 15 dossiers. Le fond contient papiers sur l’histoire de l’usine “Officine Reggiane” à partir du 1908 jusqu’à 1970. D’autres pièces concernent la propagande fasciste à Reggio Emilia et celle nazi-fasciste pendant la République de Salò (dossiers 11-12). La dernière section touche l’échange épistolaire parmi Corrado Corghi et Vittorio Pellizzi, préfet de la Libération, dans la période comprise entre 1960 et 1968 (dossiers 14 -15). *Fond “Zelina Rossi”* n. 1 enveloppe, n. 11 dossiers, en totale 169 papiers. Le fond Rossi contient des brouillons d’interventions ou de relations politiques concernant l’activité politique du PCI de Reggio Emilia. Il contient également des papiers du Secour Rouge et d’autres textes en ce qui concerne la lutte clandestine et la lutte armée. *Fond “Associazione nazionale partigiani d’Italia”,* n. 5 enveloppes. Site numérique : <http://www.istoreco.re.it/>

5) Archives de l’Istituto Storico della Resistenza e della Storia contemporanea de Parme (INSMLI Parma). Section “Temoignages” : enveloppes n. 1-2-3-4-5-6-7-8. Enveloppe n. 1, dossier Dante Gorreri. Enveloppe n. 4, Barricate di Parma 1922, (temoignages). Section “Corpo Volontari della libertà di Parma” : cette section comprend la documentation relative à la période fasciste, à la lutte clandestine et à la résistance armée en Provincia de Parme, les premières réactions à l’occupation allemande jusqu’à la Libération de la ville. Enveloppes : n. 1-2-3-4-5-6. Une branche de toute l’activité de l’antifascisme de la ville de Parme a été également publiée dans l’essai : « *Nella rete del regime. Gli antifascisti del Parmense nelle carte di polizia (1922-1943)* », (sous la direction) de Massimo Giuffredi, Roma, aux éditions Carocci, 2004. Fond “CLN di Parma, enveloppes 121 : la documentation est constituée par trois noyaux distincts : a) Carteggio CLN Parma, b) Ufficio formazioni partigiane, c) Documentazione quotidien “Gazzetta di Parma” puisque le CLN de Parme a géré le journal entre mai 1945 et juillet 1946. Fond

“Armando Zanetti”, n. 37 enveloppes : journaliste et envoyé spécial pour le quotidien *Giornale d'Italia*, il a été témoin à Belgrade des guerres balkaniques précédentes à la Première Guerre Mondiale, après à Pietrogrado et Moscou pour les révolutions de février et octobre 1917. À la fin de 1918, Armando Zanetti mène une violente campagne contre l'Union Soviétique. Par l'avènement du fascisme, il décide de cesser la collaboration au quotidien “*Giornale d'Italia*” et en décembre 1924 il est le fondateur avec l'ami Adolfo Tino du magazine “*Rinascita liberale*”. En juin 1925 il est contraint à l'exil en Suisse. À Genève, il travaille pour le journal belge “*La Dernière heure*”. En 1928 constitue en Belgique, avec Francesco Luigi Ferrari et Arturo Labriola le “Comité Italien de Bruxelles”. Le mouvement tente de coordonner les oppositions antifascistes en Belgique en maintenant pourtant les distances avec le Parti communiste italien. À Bruxelles, Armando Zanetti dirige jusqu'au mois de juin 1929, le magazine “*L'observateur*”. Le fond a été donné aux archives de l'Institut de la Résistance de Parme en 1993 par la famille Zanetti. Site électronique : <http://www.istitutostoricoparma.it>

6) Archives de l'Istituto Storico della Resistenza e della Storia contemporanea de Imola (Centro documentazione Resistenza antifascista). Fond “Carlo Alberto Poggiali”, n. 12 dossiers : le fond contient deux mémoriaux autobiographiques : 1) « *L'umanesimo della gente semplice è stata la grande fonte per la democrazia e la liberazione dalla tirannide fascista* », dactylographié par sa femme Maria Corazza sur les années de relégation subis pendant la période fasciste; 2) « *Come organizzammo nel 1943-45 il Comitato di Liberazione fra i prigionieri italiani in Africa del Nord* », relatif à la période 1943-1944 pendant laquelle Carlo Alberto Poggiali est prisonnier en Afrique du nord et collaborateur des Anglo-américain. Site numérique <http://www.cidra.it>

7) Archives de l'Istituto Storico della Resistenza e della Storia contemporanea de Forlì et Cesena (INSMLI Forlì e Cesena). Fond “Gastone Sozzi”, n. 34 dossiers (1919-1926) : textes et correspondance du dirigeant et fondateur du Parti communiste avec des documents sur les hommes politiques du parti, son amitié avec Antonio Gramsci. Textes politiques contre le fascisme recueilli et photocopié près les archives Norma Balelli, veuve de Gastone Sozzi. Documents et correspondance (1922-1925) de ses séjours à Turin, Paris et Leningrado où il a fréquenté l'Accademia Tolmaciov.

Documets et textes de son séjour à Bâle en Suisse en 1927 avec Palmiro Togliatti et d'autres cadres du Parti communiste italien. Gastone Sozzi est arrêté à Milan encore une fois le 4 novembre et conduit dans la prison de Perugia il meurt pendant son emprisonnement à la suite des tortures infligées. À Gastone Sozzi fut intitulé pendant la guerre d'Espagne une Brigade, rattachée au célèbre V Régiment, connu aussi comme Régiment de fer, organisé par Vittorio Vidali. Une brigade pendant la Résistance c'est-à-dire la XXIX^e Brigade GAP active dans le territoire de la province de Forlì, Cesena, Rimini. Site numérique <http://www.criad.unibo.it/isr-forlicesena>

8) Archives de l'Istituto Storico della Resistenza e della Storia contemporanea de Rimini (INSMLI Rimini). Fond "Associazioni Sovversive di Rimini" : les dossiers concernent organismes politiques antifascistes, associations, cercles politiques de Rimini depuis lae du 1800 aux années 1930. Chaque dossier recueille la correspondance entre la Direction générale de la police du Ministère de l'Intérieur et la Préfecture de Forlì et il reporte des renseignements sur les associations antifascistes et l'activité des militants. Le fond a été constitué en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, Direzione affari generali e riservati, de l'archive central de l'État italien. Site numérique <http://www.istitutostoricorimini.it>

Autres Fonds

- **Archives della Memoria delle Donne près de l'Université d'État de Bologne.** 120 dossiers nominatifs, 200 enregistrements sonores, 300 témoignages et biographies à valeurs de sources. Les dossiers, les cassettes audio, les fiches signélatiques des militantes contiennent leurs parcours historiques de l'exil, de la lutte de libération dans le territoire régional de l'Émilie-Romagne. Site numérique <http://www.disci.unibo.it/it/biblioteca/fondi-1/archivio-della-memoria-delle-donne>

- **Archives de la Fondation Antonio Gramsci Emilia-Romagna, Bologne.** Fond "Partito comunista italiano, federazione provinciale di Bologna (1943-1991)"; Fond "Archivio fotografico Partito comunista italiano, federazione di Bologna"; Fond "Partito comunista italiano (Pci), Comitato regionale Emilia-Romagna (1945-1991)"; Fond "Comitato di liberazione nazionale Emilia-Romagna (Clner) (aprile 1945-agosto 1946)"; Fond "Luigi Arbizzani" : 310 dossiers, 1931-

2004. Fond "Paolo Betti e Lea Giaccaglia" : n. 04 enveloppes, activité politique, antifascisme (1922-1935). Ce fond est en bonne partie composée par la correspondance de ce couple communiste de Bologne. Paolo Betti et Lea Giaccaglia sont deux militants du parti communiste, mariés avec deux fils. Ces militants ont dû connaître, comme il arrivait souvent aux communistes italiens, la douleur d'une séparation prolongée, due à la réclusion dans les prisons fascistes. Leur correspondance remonte pour la plus grande partie aux années de relégation "al confino". Par leurs lettres, les deux confiaient leurs pensées, ainsi que le désir de préserver leur propre vie affective. Fond "Giuseppe Dozza" : n. 57 enveloppes, (années 1936-1974). Les papiers conservés, au-delà à la documentation personnelle, ils concernent l'activité de Giuseppe Dozza à l'intérieur du Parti communiste, comme maire de la ville de Bologne depuis 1945 au 1966 et comme membre des différents organismes nationaux et internationaux. Fond "Valdo Magnani" : n. 16 enveloppes, années 1925-1981. Les papiers de ce fond représentent la longue et tourmentée histoire politique de Valdo Magnani (1912-1982). Depuis les ans de la Résistance dans la région des Balkans, en 1951 par les événements de rupture avec le PCI pour ses positions antistalinistes à la création d'un nouveau mouvement politique et le retour dans le parti communiste italien à la direction du mouvement coopératif. Fond "Vittorina Dal Monte" : n. 35 enveloppes, années 1902-1955. Le fond contient les papiers sur l'activité syndicale à Milan en ce qui concerne la tutelle des travailleuses du secteur textile ; l'activité politique au niveau local et national. L'activité politique aux sujets de l'enfance et de la maternité, du divorce et de l'avortement. L'archive conserve documents également sur l'activité des femmes à l'intérieur du Pci de Bologne dans la période de la Résistance et de l'après-guerre. Site numérique : <http://www.iger.org>

- **Archives Biblioteca Comunale Panizzi de Reggio Emilia.** Fonds "*Fratellanza Reggiana di Parigi et Gina Pifferi*". Enveloppes n. 1-2-3-4. Statut de l'association sans but lucratif de la "Fratellanza Reggiana" de Paris, bulletins mensuels de l'association, cahiers de notes sur l'activité de la fraternité. Le fond est conservé près de la Salle ZA (Conservazione et Storia locale). Site numérique : <http://panizzi.comune.re.it/>

- **Archives Biblioteca Comunale Panizzi de Reggio Emilia.** Fonds "*Famiglia Berneri-Aurelio Chessa*". Le fond garde un très riche

patrimoine de documentation qui enlace un siècle d'histoire environ de l'anarchisme italien et international. La vie et toute l'activité politique et culturelle de Camillo Berneri. Site numérique: <http://panizzi.comune.re.it/>

- **Archives d'État IBC (istituto per i beni artistici, culturali e naturali) de la région Emilia-Romagna, Bologne.** 1) Textes et vidéos du séminaire "Trasformazioni territoriali e nuovi modelli alimentari in Emilia Romagna nel '900", Bologne 07 mai 2015. 2) Textes et d'autres sources du bureau émigration de la région "Vite in movimento". Site numérique: <http://archivi.ibc.regione.emilia-romagna.it/>

- **Archives "Fondo Mario Pannunzio" près des Archives della Camera dei Deputati.** Courriers et correspondance de Mario Pannunzio, essais, articles, activité journalistique à la Revue "Il Mondo" 1945-1960.

- **Archives Fondation Sandro Pertini, Florence.** Textes de Sandro Pertini : a) courriers à la mère, correspondance de Sandro Pertini à sa mère de l'île de Pianosa; b) textes sur la Résistance. "Resistenza, Il Risorgimento Nazionale" ; c) textes sur la démocratie et la liberté; d) textes sur les relations avec les Nations Unies. "Il rapporto di Brenno". Site numérique : <http://www.fondazionepertini.it>

Bibliographie de Référence

Ouvrages et Études universitaires

Aa.Vv., « *L'Italia in esilio : l'emigrazione italiana in Francia tra le due guerre* », Roma, Archivio Centrale dello Stato di Roma e CEDEI di Paris, Roma-Parigi, 1984.

AYMARD Maurice, « *Lexique historique de l'Italie* », Paris, Armand Colin éd., collection « Lexiques U », 1977.

ARFE' Gaetano, « *Storia del socialismo italiano (1892-1926)* », Torino, Einaudi, 1965

ARISI ROTA Arianna, « *La diplomazia del ventennio : storia di una politica estera* », Milan, Xenia edizioni, 1990.

BADIA Gilbert, JOLY Jean Baptiste, MATHIEU Jean Philippe, OMNES Jacques Omnes, PALMIER Jean Michel Palmier et ROUSSEL Helene, « *Les Bannis de Hitler. Accueil et lutte des exilés allemands en France 1933-1939* », Paris, Presses Universitaires de Vincennes, 1984.

BAUMEL Jacques, « *Résister. Histoire secrète des années d'occupation* », Paris, Albin Michel, 1999.

BERNANOS Georges, « *I grandi cimiteri sotto la luna* », Il Saggiatore, Milano 2004.

BERTONHA Joao Fabio, « *Fascismo, antifascismo e gli Italiani all'estero. Bibliografia orientativa 1922-2015* », Viterbo, Asei, Archivio storico dell'emigrazione italiana, Quaderni n. 13-14, 2015.

BERTRAND Gilles, FRETIGNÉ Jean-Yves, GIACONE Alessandro, « *La France et l'Italie. Histoires de deux nations soeurs* », Paris, Armand Colin, 2016.

BEVILACQUA Piero, DE CLEMENTI Andreina, FRANZINA Emilio (a cura di), « *Storia dell'emigrazione italiana. Partenze* », Vol.1 Partenze, Roma, Donzelli, 2009.

BLANCH-CHALEARD Marie-Claude, BECHELLONI Antonio, DESCHAMPS Bénédicte, DREYFUS Michel, VIAL Éric (sous la dir.), « *Les petites Italies dans le monde* », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

BOBBIO Norberto, PAVONE Claudio, « *Sulla guerra civile. La Resistenza a due voci* », Torino, Bollati Boringhieri, 2015.

BONOMO Bruno, « *Voci della memoria. L'uso delle fonti orali nella ricerca storica* », Roma, Carrocci, 2013.

BORDIEU Pierre, « *La responsabilità degli intellettuali* », Roma,

- Laterza, 1991.
- BRAUDEL Fernand, « *Le Modèle italien* », Paris, Arthaud, 1989.
- BRAVO Anna, « *Resistenza civile* », in « *Dizionario della Resistenza* », a cura di Enzo Collotti-Renato Sandri-Francesco Sessi, Torino, Einaudi, 2000.
- BRESCIANI Marco, « *Quale antifascismo. Storia di Giustizia e Libertà* », Roma, Collana Le Freccie, Carrocci, 2017.
- BOURSIER Jean-Yves, « *La guerre de partisans dans le Sud-Ouest de la France, 1942-1944. La 35^e Brigade FTP-MOI* », Paris, L'Harmattan, 2012.
- BURGWYN Henry James, « *Italian Foreign Policy in the Interwar Period 1918-1940* », Londres, Praeger press, 1997.
- CANALI Mauro, « *Le spie del regime* », Bologna, Collana "Storicamente", Il Mulino, 2006.
- CARBONE Salvatore, Grimaldi Laura, « *Un popolo al confino. La persecuzione fascista in Sicilia* », Prefazione di Sandro Pertini, Roma, Archivio Centrale dello Stato, 1989.
- CASSESE Sabino, « *L'Italie, le fascisme et l'Etat. Continuités et paradoxes* », Preface d'Eric VIAL, Paris, Rue d'ULM, Collection italica, 2014.
- CECI Lucia, « *L'interesse superiore: Il Vaticano e l'Italia di Mussolini* », Bari, Laterza, 2013.
- COLLOTTI Enzo, « *Fascismo e Antifascismo. Rimozioni, negazioni, revisioni* », Bari, Laterza, 2000.
- CONSONNI Manuela, « *L'eclisse dell'antifascismo. Resistenza, questione ebraica e cultura politica in Italia (1943-1989)* », Prefazione di Anna Foa, Roma, Laterza, 2015.
- CORDOVA Ferdinando, « *Il consenso imperfetto. Quattro capitoli sul fascismo* », Soveria Mannelli, Rubettino, 2010.
- CORTI Paola, « *Emigranti, esuli, profughi. Origini dei movimenti migratori del Novecento* », Torino, Bruno Mondadori, 2001.
- COLIN Mariella (sous la dir.), « *L'Italie, échecs et réussites d'une République* », Paris, Minerve éditions, collection Voies de l'Histoire, 1994.
- CONSONNI Manuela, « *L'eclisse dell'antifascismo. Resistenza, questione ebraica e cultura politica in Italia 1943-1989* », Prefazione di Anna Foa, Roma, Laterza, 2015.
- CORNER Paul, GALINI Valeria, « *Il fascismo in provincia. Articolazione e gestione del potere tra centro e periferia* », Roma, Viella edizioni, 2014.
- CRAINZ Guido, « *Storia della Repubblica. L'Italia dalla Liberazione*

ad oggi », Roma, Donzelli, 2016.

DAL PONT Adriano, CAROLINI Simonetta, « *L'Italia dissidente e antifascista 1927-1943* », Milano, edizioni La Pietra, 1980.

DE GRAZIA Victoria, « *The Culture of Consent. Mass Organisation of Leisure in Fascist Italy*, Cambridge », Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

DE GRAZIA Victoria, « *Le donne nel regime fascista* », Venezia, Marsilio, 1993.

DEGLI INNOCENTI Maurizio, « *L'esilio nella storia contemporanea* », in *L'esilio nella storia del movimento operaio e l'emigrazione economica*, Bari/Roma, Laterza edizioni, 1992.

DE FELICE Renzo, « *Mussolini l'alleato. II. La guerra civile 1943-1945* », Torino, Einaudi, 1997.

DE LUNA Giovanni, « *La Repubblica inquieta. L'Italia della Costituzione, 1946-1948* », Milano, Collana Storie, Feltrinelli, 2017.

DE LUNA Giovanni, « *La Resistenza perfetta* », Milano, Feltrinelli, 2015.

DE LUNA Giovanni, « *Storia del Partito d'Azione 1942/1947* », Milano, Feltrinelli, 1987.

DE NICOLA Francesco, « *Gli scrittori italiani e l'emigrazione* », Formia, Ghenomena editore, 208.

DE VILLEMAREST FAILLANT Pierre, « *L'espionnage soviétique en France (1944-1969)* », Paris, Nouvelles Editions Latines, 1969.

DE VILEMAREST FAILLANT Daniel, DE VILLEMAREST FAILLANT Pierre, « *Le KGB au cœur du Vatican* », Paris, Éditions de Paris, 2006.

DREYFUS Michel, MILZA Pierre, « *Un siècle d'immigration italienne en France, de 1850 à 1950* », Paris, CEDEI, 1987.

DREYFUS-ARMAND Geneviève, « *L'exil des républicains espagnols en France : de la Guerre Civile à la mort de Franco* », Paris, Albin Michel, 1999.

DUGGAN Christopher, « *Ils y ont cru : une histoire intime de l'Italie de Mussolini* », Paris, Flammarion, 2014.

DULONG Renaud, « *Le Témoin oculaire. Les conditions sociales de l'attestation personnelle* », Paris, Éditions de l'EHESS, 1998.

FEDELE Santi, « *Il retaggio dell'esilio. Saggi sul fuoruscitismo antifascista* », Catanzaro, Rubbettino, 2000.

FEDELE Santi, « *Storia della concentrazione antifascista (1927-1934)* », Milano, Feltrinelli, 1976.

FISCHETTI Antonella, « *Creazione e gestione della fonte orale* », pubblicato nel saggio « *Fonti orali. Istruzioni per l'uso* », a cura di

Cesare Bermani e Antonella De Palma, Venezia, Società del Mutuo Soccorso Ernesto De Martino edizioni, 2008.

FOCARDI Filippo, « *La guerra della memoria. La Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 ad oggi* », Roma/Bari, Laterza edizioni, 2005.

FOPPIANI Oreste, « *The allies and the Italian Social Republic (1943-1945) : Anglo-American relations with, perceptions of, and judgements on the RSI during the italian civil war* », Oxford, Oxford university press, 2011.

FRANDESCANGELI Eros, « *L'incudine ed il martello. Aspetti pubblici e privati del trockismo italiano tra antifascismo e antistalinismo (1929-1939)* », Perugia, Morlacchi editore, 2005.

FRANZINA Emilio, « *L'immaginario degli emigranti. Miti e raffigurazioni dell'esperienza italiana all'estero fra due secoli* », Treviso, Pagus edizioni, 1992.

FRANZINELLI Mimmo, « *Guerra di spie. I servizi segreti fascisti, nazisti e alleati (1939-1943)* », Milano, Mondadori, Collana Oscar Storia, 2006.

FRANZINELLI Mimmo, « *Delatori. Spie e confidenti anonimi: l'arma segreta del regime fascista* », Milano, Feltrinelli, 2012.

FRANZINELLI Mimmo, « *I tentacoli dell'OVRA. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista* », Torino, Bollati Boringhieri, 1999.

FRANZINELLI Mimmo, « *Guerra di spie. I servizi segreti fascisti, nazisti ed alleati (1939-1943)* », Milano, Mondadori, 2007.

FUCCI Franco, « *Le polizie di Mussolini. La repressione dell'antifascismo nel ventennio* », Milano, Mursia edizioni, 2001.

FUSARO Diego, « *Pensare altrinenti. Filosofia del dissenso* », Torino, Einaudi, 2017.

GABACCIA Donna, « *Emigranti. Le diaspore degli italiani dal Medioevo ad oggi* », Torino, Einaudi, 2003.

GALLI Andrea, « *Carabinieri per la libertà. L'Arma nella Resistenza : una storia mai raccontata* », Milano, Mondadori, 2016.

GALLO Max, « *L'Italie de Mussolini. Vingt ans d'ère fasciste* », Paris, Tallandier, 2011.

GARIBALDI Luciano, « *La pista inglese. Chi uccise Mussolini e la Petacci ?* », Milano, ARES edizioni, 2002.

GENTILE Emilio, « *La Religion fasciste : la sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste* », Paris, Perrin, 2002.

GENTILE Emilio, « *Fascismo, storia ed interpretazione* », Roma-Bari, Laterza, 2005.

- GIANNINI Giorgio, « *L'opposizione popolare al fascismo* », Aquila, Edizioni Qualevita, 1996.
- GIGLIOLI Alessandra, « *Italia e Francia 1936-1939 : Irrentismo e untranzionalismo nella politica estera di Mussolini* », Roma, Jouvence edizioni, 2001.
- GILDEA Robert, « *Comment sont-ils devenus Résistants ? Une nouvelle histoire de la Résistance (1940-1945)* », Paris, éditions des Arènes, 2017.
- GINZBURG Carlo, « *Peur, révérence, terreur : quatre essais d'icographie politique* », Dijon, Les Presses du réel éditions, collection « *Œuvres en société* », traduit par Martin Ruef, 2013.
- GRASSI Giuseppe (a cura di), « *Resistenza e storia d'Italia. Quarant'anni di vita dell'Istituto nazionale e degli Istituti associati. Annuario 1949-1989* », Prefazione di Guido Quazza, Milano, Franco Angeli, 1993.
- GROSS Jan Tomasz, « *Un raccolto d'oro. Il saccheggio dei beni ebraici* », Torino, Einaudi, 2016.
- HALBWACHS MAURICE, « *La memoria collettiva* », Milano, Unicopli, 1987.
- HASTINGS Max, « *La Guerra segreta. Spie, codici e guerriglieri (1939-1945)* », Vicenza, Neri Pozza editore, 2016.
- HUGH Thomas, « *La guerre d'Espagne. Juillet 1936 - mars 1939* », Paris, Robert Laffont, 1985.
- INCISA di CAMERANA Ludovico, « *Il grande esodo. Storia delle migrazioni italiane nel mondo* », Milano, Corbaccio, 2013.
- JUDT Tony, « *Postwar. La nostra storia 1945-2005* », Roma, Laterza, 2017.
- LABOIRE Pierre, « *Les français des années troubles. De la guerre d'Espagne à la libération* », Paris, Editions Du Seuil, 2003.
- LAURENT Sébastien, « *Politiques de l'ombre. Etat, reinsegnement et surveillance en France* », Paris, Fayard, 2009.
- LAZAR Marc, « *La France au miroir de l'Italie* », Paris, éd. Institut Montaigne, 2012.
- LECCESE Andrea, « *Inciucio forever. La costante del trasformismo nella politica italiana* », Milano, Armando editore, 2014.
- LEPRE Aurelio, « *L'occhio del Duce: gli italiani e la censura di guerra* », Milano, Mondadori, 1992.
- LEVI Giovanni, « *A proposito di microstoria* », in Peter Burke, « *La storiografia contemporanea* », Roma, Laterza, 1993.
- LEVY Claude, « *Les parias de la Résistance* », Paris, Calmann-Lévy, 1970.

LEVINAS Emmanuel, « *Entre nous* », Paris, Grasset, 1991.
 LIAIGRE Franck, « *Les FTP. Nouvelle histoire d'une Résistance* », Paris, Perrin, 2016.
 LUZZATTO Sergio, « *Partigia, una storia della Resistenza* », Milano, Collana Oscar Storia, Mondadori, 2014.
 MALAQUAIS Jean, « *Planète sans visa* », Paris, Phébus, 1999.
 MARES Antoine, MILZA Pierre, « *Le Paris des étrangers* », Paris, aux éditions Publications de la Sorbonne, 1994.
 MARCOT François, MUSIEDLAK Didier, « *Les Résistances, miroirs des régimes d'oppression, Allemagne, France, Italie* », Actes du colloque international de Besançon, 24/26 septembre 2003, Musée de la Résistance et de la Déportation, Université de la France-Comté, Université de Paris X, Besançon, Presses universitaires de la France-Comté, 2006.
 MARTINET Gilles, ROMANO Sergio (avec Michele CANONICA), « *Une Amitié difficile. Entretiens sur deux siècles de relations franco-italiennes* », Paris, Association Dante Alighieri, Comité de Paris, CCIF, 1999.
 MARIANI Riccardo, « *Città e campagna in Italia 1917-1943* », Milano, Edizioni Comunità, 1986.
 MATARD-BONUCCI Marie-Anne, « *L'Italie fasciste et la persécution des Juifs* », Paris, Perrin, 2007.
 MILZA Pierre – BERSTEIN Serge, « *Le fascisme italien 1919-1945* », Paris, éditions de Poche, 1980.
 MILZA Pierre, « *Les Italiens en France de 1914 à 1940* », Rome, Ecole française de Rome éditions, 1986.
 MILZA Pierre, « *Le fascisme italien et la presse française (1920-1940)* », Bruxelles, Complexe, 1987.
 MILZA Pierre, « *Voyage en Ritalie* », Paris, Plon, 1993.
 MILZA Pierre, « *Mussolini* », Paris, Fayard, 1999.
 MONTANELLI Indro, « *L'Italia in camicia nera* », Milano, Rizzoli, 1976.
 MONTANELLI Indro, CERVI Mario, « *L'Italia della disfatta* », Milano, Rizzoli-BUR, 2000.
 MORELLI Anne, « *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio (1922-1940)* », Roma, Bonacci, 1987.
 MORELLI Anne, « *La participation des émigrés italiens à la Résistance en Belgique* », Rome, édité par le Ministero degli Affari esteri (DGEAS), 1983.
 NARDELLI-MALGRAND Anne-Sophie, « *La rivalité franco-italienne en Europe balkanique et danubienne, de la Conférence de la*

Paix (1919) au Pacte à quatre (1933) : intérêts nationaux et représentations du système européen », Thèse de doctorat, Paris, Université Paris-Sorbonne, 2011.

NOIRIEL Gérard, « *Refugiés et sans papiers : la République face au droit d'asile, XIXe-XXe siècles* », Paris, Fayard, 2012.

NORA Pierre, « *Les lieux de mémoire* », Paris, Gallimand, 1992.

NOREK Claude, « *Le Droit d'asile en France* », Paris, PUF, 1989,

PASTORELLI Pietro, « *La Politica estera italiana del dopoguerra* », Bologna, Il Mulino, 1993.

PASTORELLI Pietro, « *Dalla prima alla seconda guerra mondiale, momenti e problemi della politica estera italiana, 1914-1943* », Milan, Edizioni universitarie di Lettere Economia Diritto, Università Statale di Milano, 1997.

PAXTON Robert, « *The anatomy of fascism* », New York, Alfred Knopf press, 2004.

PAVONE Claudio, « *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza* », Torino, Bollati Boringhieri, 2006.

PAVONE Claudio – CAROCCI Giuseppe – GRASSI Giuseppe – NISTICÒ Giuseppe (a cura di), « *Le brigate Garibaldi nella Resistenza. Documenti (agosto 1943-maggio 1945)* », Milano, Feltrinelli-INSMLI, 3 volumi, 1979.

PELLEGRINETTI J-P, MARTIN L. P. et GUEJ J.,(sous la dir. de), « *La République en Méditerranée. Diffusions, espaces et cultures républicaines en France, Italie et Espagne. XVIII^e-XX^e siècles* », Paris, L'Harmattan, Coll. « Cliopolis », 2012.

PELLEGRINI Vincenzo (a cura di), « *Diplomazia e regime* », Ministero degli Affari Esteri, Archivio storico diplomatico, Amministrazione centrale e diplomazia italiana (1919-1943), Istituto Poligrafico dello Stato, Roma, 1998.

PELLETIER François, « *La montée du fascisme en Italie, perçue par les journaux français* », Montréal, PUM, 2013.

PERRAULT Gilles, « *L'orchestre rouge* », Paris, Fayard, 1967.

PERONA Gianni, « *Gli Italiani in Francia (1938-1946)* », Milano, Collana Mezzosecolo, n. 9, Centro studi Piero Gobetti, Franco Angeli, 1995.

PICARD Maurin, « *Des héros ordinaires. Au coeur de la II Guerre mondiale* », Paris, Perrin, 2016.

PORTELLI Alessandro, « *Storie orali. Racconto, immaginazione, dialogo* », Prefazione di Ronald Grele, Roma, Collezione storia e scienze sociali, Donzelli, 2007.

PROCACCI Giuliano, *La lotta di classe in Italia agli inizi del seco-*

lo 20, Rome, Editori Riuniti, 1970.

PUDAL Bernard, PENNETIER Claude, « *Le souffle d'octobre 1917. L'engagement des communistes français* », Paris, Les éditions de l'atelier, 2017.

PUDAL Bernard, « *Choix de méthode pour une sociologie historique du PCF* », in *Histoire politique et sciences sociales*, (sous la direction de Denis Peschanski, Michael Pollak et Henry Rousso), Bruxelles, Complexe, 1991.

JANKELEVITCH Vladimir, « *Le pur et l'impur* », Paris, Flammarion, 1996.

KLINKHAMMER Lutz, « *L'occupazione tedesca in Italia* », Torino, Bollati Boringhieri, 1993.

RAINHORN Judith, « *Paris, New York : des migrants italiens — Années 1880 — années 1930* », Paris, CNRS Éditions, collection CNRS Histoire, 2005.

RAMIREZ Loïc, « *L'Espagne dans nos cœurs (Le P.C.F. dans la lutte antifranquiste, 1944-1975)* », Biarritz, Atlantica éditions, 2011.

RANZATO Gabriele, « *L'eclissi della democrazia. La guerra civile spagnola e le sue origini 1931-1939* », Torino, Bollati Boringhieri, 2012.

RIEBLING Mark, « *Le spie del Vaticano. La guerra segreta di Pio XII contro Hitler* », collezione "Le scie", Milano, Mondadori, 2016.

ROSOLI Gianfausto, (sous la dir.), « *Un secolo di emigrazione italiana, 1876-1976* ». Roma, édizioni CSER, 1978.

ROUSSO Henry, « *Vichy un passé qui ne passe pas* », Paris, Fayard, 1994.

RUFAT Ramon, « *Espions de la République. Mémoires d'un agent secret pendant la guerre d'Espagne* », traduit de l'espagnol par Alain Pecunia, Paris, éditions Allia, 1990.

SALE Giovanni, « *La Chiesa di Mussolini. I rapporti tra religione e fascismo* », Torino, Rizzoli, 2011.

SALVADORI Max, « *Breve storia della Resistenza italiana* », Vicenza, Neri Pozza, 2016.

SALVATI Mariuccia, « *Passaggi. Italiani dal fascismo alla Repubblica* », Roma, Collana le Freccie, Carocci, 2016.

SANFILIPPO Matteo, « *Problemi di storiografia dell'emigrazione italiana* », Viterbo, Sette città edizioni, 2002.

SANTAGATA Alessandro, « *La contestazione cattolica. Movimenti, cultura e politica dal Vaticano II al 1968* », Roma, Viella, 2016.

SAPORI Julien, « *Le soupçon. 1928, l'affaire Pavan-Savorelli* », Préface d'Éric Vial, Paris, Anovi éditions, 2011.

- SARFATTI Michele, « *Gli Ebrei nell'Italia fascista* », Torino, Einaudi, 2000.
- SASSOON Donald, « *Contemporary Italy. Politics, economy and society since 1945* », London & New-York, Longman, 1997.
- SAVINO Elena, « *La diaspora azionista. Dalla Resistenza alla nascita del Partito radicale* », Milano, Franco Angeli, 1995.
- SCAVINO Marco, « *Contadini* » in *Dizionario della Resistenza*, a cura di Enzo Collotti, Renato Sandri, Frediano Sessi, Torino, Einaudi, Volume II, 2001.
- SCARPELLINI Emanuela, « *L'Italia dei consumi. Dalla bella époque al nuovo millennio* », Bari, Laterza, 2016.
- SERNERI NERI Simone, « *1914-1945 : l'Italia nella guerra europea dei trent'anni* », Roma, Viella, 2016.
- SCHOR Ralph, « *L'opinion française et les étrangers, 1919-1939* », Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.
- SCHOR Ralph, « *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXème siècle à nos jours* », Paris, Armand Colin, 1998.
- SCHOR Ralph, « *Français et immigrés en temps de crise : (1930-1980)* », Paris, L'Harmattan, 2004.
- SCHOR Ralph, « *Ecrire en exil : Les écrivains étrangers en France 1919-1939* », Paris, CNRS éditions, 2013.
- SPINA Raphaël, « *Histoire du STO* », Paris, Perrin, 2017.
- STANKÉ Alain, MORGAN Jean-Louis, « *Le réseau Shelburne* », Paris, L'Archipel, 2017.
- STIFFONI Giovanni, « *Camillo Berneri (1897-1937). Mythes, racines et réalités d'un intellectuel anarchiste* », Bordeaux, Université Michel De Montaigne, 2012.
- TEMIME Emile, ATTARD MARANINCHI Marie Françoise, « *Migrance, Histoire des migrations à Marseille. T.3, Le cosmopolitisme de l'Entre-Deux-Guerres (1919-1945)* », Aix en Provence, Edisud, 1990.
- TODOROV Tzvetan, « *Insoumis* », Paris, Robert Laffont, 2015.
- VAIA Alessandro, « *Brigata Garibaldi in Spagna* », in *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, edizioni La Pietra, vol. I, Milan-Rome, 1968.
- VECCHIONI Domenico, « *Le spie del fascismo. Gli uomini, apparati e operazioni di intelligence nell'Italia del Duce* », Firenze, Olimpia edizioni, 2005.
- VIAL Eric, SCHOOR Ralph, MILZA Pierre, *Italiani di Francia : l'emigrazione tra le due guerre*, Firenze, Giunti, 1989.
- VIGREUX Jean, « *Histoire du Front populaire. L'échappée belle* », Paris, éditions Tallandier, 2016.

VOLTERRA Paolo, BATTAGLIA Filippo Maria, « *Bisogna saper perdere. Sconfitte, congiure e tradimenti in politica da De Gasperi a Renzi* », Torino, Bolati Boringhieri, 2016.

WEIL Patrick, « *La France et ses étrangers* », Préface de Marceau Long, Paris, Fondation Saint-Simon-Calmann-Lévy, 1991.

WIEVORKA Annette, « *L'Heure d'exactitude. Histoire, mémoire, témoignage. Entretiens avec Séverine Nickel* », Paris, Albin Michel, 2011.

WIEVORKA Annette, « *L'Ère du témoin* », Paris, Hachette, 2002.

WIEVIORKA Olivier, « *Une Histoire de la Résistance en Europe occidentale* », Paris, Perrin, 2017.

WIEVIORKA Olivier, « *Histoire de la Résistance 1940-1945* », Paris, Perrin, 2013.

ZWEIG Stefan, « *Le monde d'hier. Souvenir d'un Européen* », Paris, 1948.

ZUNINO Giovanni, « *L'ideologia del fascismo. Miti, credenze e valori nella stabilizzazione del regime* », Bologna, Il Mulino, 1995.

Histoire Régionale Émilie Romagne

Aa.Vv., « *La Spagna nel nostro cuore. 1936-1939. Tre anni di storia da non dimenticare* », a cura di AICVAS, Roma, AICVAS edizioni, 1996.

Aa.Vv., « *Le società di Mutuo soccorso italiane ed i loro archivi* », Roma, Archivio Centrale dello Stato, Ministero Beni Culturali, 1999.

ALBERGHI Pietro, « *Partiti politici e CLN* », Bari, De Donato editore, 1975.

ANAFU Moses, « *The Co-operative Movement of Reggio Emilia (1889-1914)* », Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

ANGLANDE Jean, « *La vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours* », Paris, Hachette, 1976.

ARBIZZANI Luigi, « *Azione operaia, contadina, di massa* », Bari, De Donato editore, 1976.

BARAZZONI Renzo (a cura di), « *La fratellanza reggiana di Parigi, cinquant'anni di fedeltà alla terra di origine* », Reggio Emilia, Edizione del Comune, Coll. Argomenti, 1984.

BATTILANI Pietro, « *La creazione di un moderno sistema di imprese: il ruolo dei Consorzi della cooperazione di consumo dell'Emilia-Romagna* », Bologna, Il Mulino, 1999.

BERGONZINI Mauria, « *Per lo studio dei rapporti tra la Resistenza e gli alleati. Le carte del Public Record Office dal 1943 alla caduta*

- del governo Parri », Bologna, Università di Bologna, 1976.
- BERGONZINI Luciano, « *Emilia-Romagna : la lotta armata* », Bari, De Donato, 1975.
- BERNABEI Alfio, « *Esuli ed emigranti italiani nel Regno Unito (1920-1940)* », Milano, Mursia, 1997.
- BERSELLI Edmondo, « *Quel gran pezzo dell'Emilia. Terra di comunisti, motori, musica, bel gioco, cucina grassa e italiani di classe* », Milano, Mondadori, 2004.
- CAFARO Pietro, « *La solidarietà efficiente: storia e prospettive del credito cooperativo in Italia (1883-2000)* », Roma-Bari, Laterza, 2002.
- CAITI Nadia, « *Reggio Emilia 1945-1947: la formazione del gruppo dirigente comunista nella testimonianza di Valdo Magnani* », Reggio Emilia, edizioni Tecnostampa, 1988.
- CAMPANI Giovanna, CATANI Michela, PALIDDA Salvatore, « *Italian immigrant Associations in France* » in Rex, J., Joly, Wilpert, C., « *Immigrant Associations in Europe* », London, 1987.
- CANOVI Antonio, « *Argenteuil Creuset d'une petite Italie-Histoire et mémoire d'une migration* », Paris, Le Temps des Cerises éditions, 2000. Traduit de l'italien par Marie-Pacale Travade.
- CARATTIERI Mirco, « *Gli ebrei reggiani dal 1918 al 1945* », in *Enciclopedia storica dell'ebraismo reggiano*, Reggio Emilia, ISTORECO, 2014.
- CASADIO Quinto, « *Memorie e persecuzioni. Gli antifascisti imolesi: gli uccisi, i condannati e i perseguitati* », Imola, La Mandragora editore, 2001.
- CASADIO Quinto, « *Uomini insieme. Storia delle cooperative imolesi* », Imola, La Mandragora editore, Vol. 2, 2001.
- CAVANDOLI Rolando, « *Le origini del fascismo a Reggio Emilia (1919-1923)* », Roma, Editori Riuniti, 1973.
- D'ATTORE Pier Paolo, « *La marcia dei rurali. Associazionismo padronale e rappresentanza politica delle élites agrarie nel Novecento* », in Pasquale Villani [dir.], *Trasformazioni delle società rurali nei paesi dell'Europa occidentale e mediterranea (secoli XIX e XX)*, Napoli, Guida, 1986.
- DALLA CASA Brunella, « *Attentato al duce. Le molte storie del caso Zamboni* », Bologna, Il Mulino, 2000.
- DEGANI Giannino, « *La nascita del fascismo a Reggio Emilia: contrasti di classe durante la nascita e la formazione del fascismo nella provincia più rossa dell'Italia attraverso il carteggio fra il Prefetto e il Ministero degli interni ed altre inedite documentazioni* », Reggio

Emilia, Tecnostampa edizioni, 1987.

DEGL'INNOCENTI Maurizio, « *Cittadini e rurali nell'Emilia Romagna rossa tra '800 e '900* », Milano Franco Angeli, 1990.

DE MARIA Carlo, « *Il modello emiliano nella storia d'Italia. Tra culture politiche e pratiche di governo locale* », Bologna, Bradypus edizioni, 2014.

DROZ Jacques, « *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939* », Paris, La Découverte, 2001.

FINCARDI Marco, « *Campagne emiliane in transizione* », Bologna, Clueb, 2008.

FINCARDI Marco, « *C'era una volta il mondo nuovo. La metafora sovietica nello sviluppo emiliano* », Rome, Carocci, 2007.

FINZI Roberto, « *Storia d'Italia, l'Emilia Romagna* », Torino, Einaudi, 1997.

FONTANESI Alessandra, « *Volto di libertà: partigiani che raccontano la Resistenza* », Reggio Emilia, Bertani edizioni, 2005.

FORNASARI Massimo, ZAMAGNI Vera, « *Il movimento cooperativo in Italia, un profilo storico-economico (1854-1992)* », Firenze, Vallecchi, 1997.

GABRIELLI Patrizia, « *Col freddo nel cuore. Uomini e donne nell'emigrazione antifascista* », Roma, Donzelli, 2004.

GABRIELLI Patrizia, « *Mondi di carta: lettere, autobiografie, memorie* », Siena, Protagon editori toscani, 2000.

GALLI Sara, « *Antifascisti tra carcere, clandestinità ed esilio* », Bologna, CLUEB, 1998.

GIANOLIO Alfredo, « *Vite sbobinate e altre vite* », Macerata, Quodlibet edizioni, 2013.

GIOVAGNOLI Giovanni, « *Storia del Partito comunista nel Riminese 1921-1940* », Rimini, Maggioli, 1981.

GIUFFREDI Massimo (a cura di), « *Nella rete del regime. Gli antifascisti nel parmense nelle carte della polizia (1922-1943)* », Roma, Carocci, 2004.

GORRERI Dante, « *Parma '43. Un popolo in armi per conquistarsi la libertà* », Parma, Step edizioni, 1975.

INCERTI Matteo, RUOZZI Valentina, « *Il bracciale di sterline. Cento bastardi senza gloria. Una storia di guerra e di passioni* », Reggio Emilia, Aliberti editore, 2012.

LAMA Luisa, « *Giuseppe Dozza: storia di un sindaco comunista* », Reggio Emilia, Aliberti, 2007.

MAGGIANI Maurizio, « *I figli della Repubblica. Un'invettiva* », Milano, Feltrinelli, 2014.

- MALATESTA Maria, « *I signori della terra. L'organizzazione degli interessi agrari padani* », Milano, Angeli, 1989.
- MALTONE Carmela, « *Exil et identité. Les antifascistes Italiens dans le Sud-Ouest (1924-1940)* », Bordeaux, Presses Universitaires, 2006.
- MARINI Luigi/ MASULLI Ignazio (a cura di), « *L'Emilia Romagna nella guerra di liberazione* », Vol. II, Bari, De Donato, 1975.
- MAYAUD Jean-Luc – LUTZ Raphael, « *Histoire de l'Europe rurale contemporaine. Du village à l'État* », Paris, Armand Colin, 2006.
- MENGOZZI Andrea, « *Sovversivi : il dissenso al fascismo attraverso le biografie degli antifascisti ravennati (1926-1943)* », Bologna, Università di Bologna, 1986.
- MENZANI Tito, « *La cooperazione in Emilia-Romagna. Dalla Resistenza alla svolta degli anni Settanta* », Bologna, Il Mulino, 2007.
- MENZANI Tito, « *Il movimento cooperativo tra le due guerre. Il caso italiano nel contesto europeo* », Bologna, Carocci, 2009.
- MEZZADRI Giovanni, « *Odor di tempesta. Autobiografia di un sopravvissuto all'emigrazione, alla legione straniera, alla guerra e al dopoguerra* », Parma, Biblioteca « U. Balestrazzi », 1991.
- MONTANARI Massimo, RIDOLFI Maurizio, ZANGHERI Renato, « *Storia dell'Emilia Romagna* », Vol. 2: Dal Seicento a oggi, Roma, Laterza, 2004.
- PATTACINI Giovanni, « *Case di latitanza e resistenza contadina nel reggiano* », Reggio Emilia, Tecnolitografia emiliana, 1975.
- PIVATO Sandro - MELDINI Pietro (a cura di) , « *Sovversivi. Militanza politica e schedatura poliziesca nel Riminese: mostra documentaria* », Rimini, Istituto storico della Resistenza di Rimini-Biblioteca civica Gambalunga, 1982.
- POERIO Ilaria, « *Storie di resistenza al confino di polizia (1926-1943)* », con una prefazione di Paul Corner, Roma, Carocci, 2016.
- POLITI Maria Angela, « *La rivoluzione fraintesa : i partigiani emiliani tra liberazione e guerra fredda, 1945-1955* », Modena, Università degli studi, Dipartimento di economia politica, 1993.
- POLIZZI Renato, « *Il lavoro cospirativo. Novembre 1926 - Aprile 1945* », Bologna, Alfa, 1968.
- STORCHI Massimo, « *Combattere si può, vincere bisogna. La scelta della violenza tra Resistenza e Dopo guerra (Reggio Emilia 1943-1946)* », Venezia, Marsilio, 1998.
- STORCHI Massimo, « *Il sangue dei vincitori. Saggio sui crimini fascisti e i processi del dopo guerra (1945-1946)* », Reggio Emilia,

Aliberti, 2008.
STORCHI Massimo, « *Anche contro donne e bambini. Stragi naziste e fasciste nella terra dei fratelli Cervi* », Reggio Emilia, Imprimatur, 2016.
ZAMAGNI Vera, FELICE Emanuele, « *Oltre il secolo. Le trasformazioni del sistema cooperativo Legacoop alla fine del secondo millennio* », Bologna, Il Mulino, 2006.
ZANGHERI Renato, GALASSO Giuseppe, CASTRONOVO Valerio, « *Storia del movimento cooperativo in Italia (1886-1986)* », Torino, Einaudi, 1987.
ZANGHERI Renato, « *Agricoltura e contadini nella storia d'Italia* », Torino, Einaudi, 1977.

*Ouvrages et Études universitaires
sur les femmes entre exil et résistance en Italie*

AA.VV, « *Dorina Storchi, "Lina". Una storia antifascista* », Reggio Emilia, ANPI, 2014.
ADIS SABA Marina, « *Partigiane: tutte le donne della Resistenza* », Milano, Mursia, 1998.
ALEXIEVITCH Svetlana, « *La guerre n'a pas un visage de femme* », Paris, traduit du russe par Galia Ackerman et Paul Lequesne, Presses de la renaissance, 2004.
ARENDETT Hannah, « *Nous autres réfugiés* », in Hannah Arendt, « *La tradition cachée. Les Juifs comme paria* », Paris, Choix/Essais éditions, 1993.
BASSI Carlo, « *Cinque storie dimenticate: antifascismo femminile nel Ravennate* », Ravenna, Longo, 1997.
BATTAGLIA Filippo Maria, « *Stai zitta e v'è in cucina. Breve storia del maschilismo in politica da Togliatti a Grillo* », Torino, Bollati Boringhieri, 2015.
BRAVO Anna, BRUZZONE Anna Maria, « *In guerra senz'armi. Storie di donne (1940-1945)* », Bari, Laterza, 1995.
BRUZZONE Anna, FARINA Rachele, « *La Resistenza taciuta. Dodici vite di partigiane piemontesi* », Torino, Bollati-Boringhieri, 2003.
BUTTAFUOCO Annarita, « *Cronache femminili. Temi e momenti della stampa emancipazionista in Italia dall'Unità al fascismo* », Siena, Dipartimento di studi storico-sociali e filosofici, Università di Siena, 1988.
BUTTAFUOCO Annarita, « *Straniere in patria. Temi e momenti del-*

l'emancipazione femminile italiana dall'Unità al fascismo », in saggio "Esperienza storica femminile nell'età moderna e contemporanea", a cura di Anna Maria Crispino, Roma, Udi, 1988, pp.91-123.

CAIROLI Roberta, « *Dalla parte del nemico. Ausiliarie, delatrici, spie nella Repubblica sociale italiana (1943-1945)* », Milano, Mimesis, 2013.

CANTALUPI Augusto, PUPPINI Marco, « *Non avendo mai preso un fucile tra le mani. Antifasciste italiane alla guerra civile spagnola 1936-1939* », in collaborazione con AICVAS, Milano, Enciclopedia delle Donne, 2015

CARRARA Lorena, SALVINI Elisabetta, « *Partigiani a tavola. Storie di cibo resistente e ricette di libertà* », Bologna, Lupetti, 2015.

CASADIO Francesco - FENATI James (a cura di), « *Le donne ravennati nell'antifascismo e nella Resistenza. Dalle prime lotte sociali alla Costituzione della Repubblica* », Ravenna, Edizioni del Girasole, 1977.

CATTARULLA Camilla, « *Di proprio pugno. Autobiografie di emigranti italiani in Argentina e in Brasile* », Reggio Emilia, Diabasis, 2003.

COMBA Luciana, « *Donne educatrici. Maria Montessori e Ada Gobetti* », Torino, Rosenberg & Sellier, 1996.

CRAINZ-MERZ Noemi, « *L'illusione della parità. Donne e questione femminile in Giustizia e Libertà* », Milano, Franco Angeli, 2013.

GAGLIANI Daniela, GUERRA Elda, MARIANI Laura, TAROZZI Fiorenza, « *Donne, guerra, politica. Esperienze e memorie della Resistenza* », Bologna, Università di Bologna, Clueb, 2000.

DE CLEMENTI Andreina, « *L'assalto al cielo. Donne e uomini nell'emigrazione italiana* », Roma, Donzelli, 2016.

DE GIORGIO Michela, « *Le Italiane dall'Unità ad oggi. Modelli culturali e comportamenti sociali* », Roma, Laterza, 1992.

DE LONGIS Rosanna (a cura di), « *La stampa periodica delle donne in Italia. Catalogo 1861-1985* », Commissione Parità Uomo/Donna, Roma, Istituto Poligrafico, 1986.

DELBO Charlotte, « *Spettri, miei compagni* », Milano, Il filo di Arianna, 2013.

DELBO Charlotte, (a cura di Elisabetta Ruffici), « *Una memoria mille voci. Catalogo della mostra con un inedito* », Milano, Il filo di Arianna, 2014.

DE MARIA Carlo, « *Sulla Storia del socialismo oggi, in Italia. Ricerche in corso e riflessioni storiografiche* », Bologna, Bradypus edizioni, 2015.

DE LUNA Giovanni, « *Donne in oggetto: l'antifascismo nella società italiana (1919-1939)* » Torino, Bollati Boringhieri, 1995.

FESTORAZZI Roberto, « *Margherita Sarfatti: la donna che inventò Mussolini* », Vicenza, Angelo Colla, 2010.

FIORE Arianna, « *La rappresentazione della volontaria nella guerra civile spagnola attraverso gli organi di controllo fascista* », Firenze, Università di Firenze, 2016.

FIORONI BORTOLOTTI Franca, « *Femminismo e partiti politici in Italia (1919-1926)* », Roma, Editori Riuniti, 1979.

FRANZINI Guerrino, « *Partigiane emiliane* », Castelnovo né Monti, Istituto storico della Resistenza di Reggio Emilia, 1985.

GABRIELLI Patrizia, « *Fenicotteri in volo. Donne comuniste nel ventennio fascista* », Milano, Carrocci, 1999.

GABRIELLI Patrizia, « *Col freddo nel cuore – Uomini e donne nell'emigrazione antifascista* », Roma, Donzelli, 2004.

GABRIELLI Patrizia, « *Tempio di virilità – L'antifascismo, il genere, la storia* », Milano, Franco Angeli, 2008.

GALEOTTI Giulia, « *Storia del voto alle donne in Italia. Alle radici del difficile rapporto tra donne e politica* », Roma, Biblink edizioni, 2006.

GARIBALDI Luciano, (a cura di), « *Le soldatesse di Mussolini, con il memoriale inedito di Piera Gatteschi Fondelli, generale delle ausiliarie della RSI* », Milano, Mursia, 1995.

GOBETTI Ada, « *Diario partigiano* », Torino, Einaudi, 2014.

GOTTLIEB Julie, « *Feminine fascism. Women in Britain's Fascist Movement, 1923-1945* », London, IB Tauris press, 2000.

GUERRINI Martina, « *Donne contro. Ribelli, sovversive, antifasciste* », Milano, Edizioni Zero in condotta, 2013.

LACOUTURE Jean, « *Le témoignage est un combat. Une biographie de Germaine Tillion* », Paris, Seuil, 2000.

LUCCONI Stefano, VARICCHIO Mario, « *Lontane da casa. Donne italiane e diaspora globale dall'inizio del 900 ad oggi* », Milano, Accademia university press, 2015

MAFAI Miriam, « *Pane nero: donne e vita quotidiana nella II Guerra Mondiale* », Milano, Mondadori, 1987.

MERIGHI Rieke, « *Mujeres libres. Un'esperienza di femminismo libertario* », Torino, Centro di ricerca interdisciplinare di studi sulle Donne, Università di Torino, 2004.

MINARDI Marco, « *Ragazze dei borghi in tempo di guerra. Storie di operaie e di antifasciste dei quartieri popolari di Parma* », Parma, Istituto Storico della Resistenza di Parma, 1991.

MORELLI Anne, « *Femmes exilées politiques* » in essai “Sextant”, Volume XXVI, Université libre de Bruxelles éditions, 2009.

NAVA Paola, « *Operai, serve, maestre, impiegate* », Torino, Rosenberg & Sellier, 1992.

NUBOLA Cecilia, « *Fasciste di Salò. Una storia giudiziaria* », Roma, Laterza, 2016.

OMBRA Marisa, « *Libere sempre. Una ragazza della Resistenza ad una ragazza di oggi* », Torino, Einaudi, 2012.

OMBRA Marisa, « *La bella politica. La Resistenza, Noi donne, il femminismo* », in collaborazione con Ilaria Scalmani, Torino, SEB27 éditions, 2009.

PALAZZI Maura, « *Donne sole. Storia dell'altra faccia dell'Italia* », Milano, Mondadori, 1997.

PATERLINI Avvenire, « *Le donne reggiane, 1917-1947* », Reggio Emilia, Biblioteca Panizzi, 1973.

PATERLINI BRIANTI Elda, « *La mobilitazione al femminile : le donne reggiane e le associazioni di volontariato durante la Grande Guerra* », Bologna, Clueb, 2008.

PIERONI BORTOLOTTI Franca, « *Le donne della Resistenza antifascista e la questione femminile in Emilia (1943-1945)* », Milano, Vangelista, 1978.

SANFILIPPO Marina, « *Liana Millu e Charlotte Delbo : scrivere e riscrivere la memoria* », Quaderns de Filologia: Estudis Literaris XXI : 173-189, Madrid, Universidad nacional de Educacion a distancia (UNED), 2016. <https://ojs.uv.es/index.php/qdfed/article/view/9341/8911>.

SERRA GUIDETTI Bianca, « *Compagne. Testimonianze di partecipazione politica femminile* », I-II volumi, Torino, Einaudi, 1977.

SIGNORI Elisa, « *Col freddo nel cuore : uomini e donne nell'emigrazione antifascista* », Roma, Donzelli edizioni, 2004.

SILBERBERG Xenia, « *I giorni della nostra vita* », Roma, editori riuniti, 1956.

THALMANN Rita (sous la direction de), « *Femmes et fascismes* », Paris, Deuxtemps Tierce, 1986.

Témoignages et Mémoires

AA.VV. (a cura di Elisa Signori), « *Fra le righe. Carteggio fra Carlo Rosselli et Gaetano Salvemini (1925-1937)* », Milano, Franco Angeli, 2009.

ANFUSO Filippo, « *Du palais de Venise au Lac de Garde, 1936-*

1945 », Préface et Notes de Maurizio Serra, Paris, Perrin, 2016.

AMENDOLA Giorgio, « *Intervista sull'antifascismo* », Bari, edizioni Laterza, 1976.

AMENDOLA Giorgio, « *Comunismo, antifascismo e Resistenza* », Roma, Riuniti, 1967

ANSELMINI Tina-VINCI Anna, « *Storia di una passione politica. La gioia condivisa nell'impegno* », Milano, Sperling & Kupfer, 2006.

BALDINI Nullo, « *Nella storia della cooperazione* », Milano, Giuffrè, 1966.

BECCHETTI Margherita, « *L'utopia della concretezza. Vita di Giovanni Faraboli, socialista e cooperatore* », Clueb, Bologna 2012.

CALAMANDREI Piero, « *Il fascismo come regime della menzogna* », Roma, Laterza, 2014.

CALAMANDREI Piero, « *Lo Stato siamo noi* », Roma, Chiarelettere editore, 2011.

CALAMANDREI Piero, (a cura di Silvia Calamandrei), « *Fede nel diritto* », Roma, Laterza, 2008.

CAMPIOLI Cesare, « *Cronache di lotta* », Parma, Guanda, 1965.

CANOVI Antonio, « *Roteglia, Paris. L'esperienza migrante di Gina Pifferi* », Reggio Emilia, RS libri, Istoreco edizioni, 2014.

CARRETTI Stefano, « *Sandro Pertini, carteggio 1924-1930* », Manduria, Lacaita, 2005.

DEGANI Giannino, « *Sugli Appennini nevica* », Postfazione di Carlo Pellacani, Bologna, Consulta edizioni, 2015.

FABBRI Luce, « *Luigi Fabbri. Storia d'un uomo libero* », BFS, Pisa 1996.

GALANTE GARRONE Alessandro, « *Piccoli discorsi sulla libertà* », Reggio Emilia, Diabasis edizioni, 1996.

GALANTE GARRONE Alessandro, « *Il mite giacobino. Conversazione su libertà e democrazia* », Paolo Borgna (a cura), Roma, Donzelli, 1994.

GARIBALDI Luciano (a cura di), « *Vita col Duce. L'attendente di Mussolini, Pietro Carradori racconta* », Milano, Effedieffe, 2001.

GINZBURG Natalia, « *Lessico familiare* », Torino, Einaudi, 1963.

GINZBURG Natalia, « *È difficile parlare di sé. Conversazione a più voci condotta da Marino Sinibaldi* », a cura di Cesare Garboli e Lisa Ginzburg, Einaudi, Torino 1999.

GINZBURG Natalia, « *Un'assenza. Racconti, memorie, cronache 1933-1988* », a cura di Domenico Scarpa, Torino, Einaudi, 2016.

GIOLITTI Antonio, « *Di guerra e di pace. Diario partigiano 1944-1945* », Roma, Donzelli, 2015.

GOBETTI Piero - Gobetti Ada, « *Nella tua breve esistenza. Lettere 1918-1926* », Torino, Einaudi, 1991.

GOBETTI Piero, « *Libéralisme et révolution antifasciste* », par Éric Vial, Paris, éditions Rue d'Ulm, 2010.

GRANDI Dino (et Renzo De Felice, sous la dir.), « *Il mio paese. Ricordi autobiografici* », Bologna, Il Mulino, 1985.

LONGANESI Leo, « *In piedi e seduti (1919-1943)* », prefazione di Indro Montanelli, Milano, Longanesi & C., 1968.

MAGNANI Aldo, « *Sessant'anni di un militante comunista reggiano* », Bologna, Teti editore, 1982.

MAGNANINI Giannetto, « *Egle Gualdi. Vita di una emiliana (1901-1976)* », Bologna, Analisi, 1984.

MAZZI Giglio, « *Non eravamo terroristi. Un dialogo con le memorie del più giovane gappista reggiano* », a cura di Denis Fontanesi e Mirco Zanoni, Reggio Emilia, Istituto Alcide Cervi, 2016.

MENZANI Tito, « *Valdo Magnani cooperatore: un intellettuale reggiano e il suo contributo per un'impresa differente* », Milano, Unicopli edizioni, 2012.

NAVA Paola/RUGGERINI Maria Grazia, « *Carmen Zanti. Una biografia femminile* », Cavriago, Tipolitografia Bertani 1987.

NELLO Paolo, « *Un fedele disubbidiente : Dino Grandi da Palazzo Chigi al 25 luglio* », Bologne, Il Mulino, 1993.

NICOLINI Germano, « *Noi sognavamo un mondo diverso. Le speranze del comandante Diavolo* », (a cura di Massimo Storchi), Reggio Emilia, Imprimatur, 2012.

PALMA Paolo, « *Una bomba per il Duce. La centrale antifascista di Pacciardi a Lugano (1927-1933)* », Reggio Calabria, Rubettino, 2003.

PAJETTA Giuliano, « *Douce France. Diario 1941-1942* », Milano, Riuniti, 1956.

PAJETTA Giuliano, « *Ricordi di Spagna. Diario 1937-39* », Roma, Riuniti, 1977.

PARRI Ferruccio, « *Scritti 1915-1965* », (a cura di E. Collotti, G. Rochat, G. Solaro, P. Speciale), Milano, INSMLI-Feltrinelli, 1976.

PERTINI Sandro, (a cura di Stefano Caretti), « *Carteggio: 1924-1930* », Manduria, Lacaïta, 2005.

PERTINI Sandro, (a cura di Stefano Caretti), « *Lettere dal carcere: 1931-1935* », Manduria-Roma, Lacaïta, 2006.

PERTINI Sandro, (a cura di Stefano Caretti), « *Dal confino alla Resistenza. Lettere 1935-1945* », Manduria-Roma, Lacaïta, 2007.

RAGO Margareth, « *Luce Fabbri e l'anarchismo contemporaneo*

», Milano, Zero in condotta, 2008

ROSSI Ernesto (a cura di Mimmo Franzinelli), « *Nove anni sono molti. Lettere dal carcere 1930-1939* », Torino, Bollati-Boringhieri, 2001.

SALVEMINI Gaetano (a cura di Mimmo Franzinelli), « *Dai ricordi di un fuoriuscito 1922-1933* », Torino, Bollati Boringhieri, 2002.

SALVEMINI Gaetano/ ROSSI Ernesto, « *Dall'esilio alla Repubblica. Lettere 1944-1957* », (a cura di Mimmo Franzinelli), Torino, Bollati-Boringhieri, 2004.

SALVEMINI Gaetano/PANNUNZIO Mario, « *Carteggio 1949-1957* », a cura di Massimo Teodori, Roma, Archivio Storico della Camera dei Deputati, 2011.

SANTARELLI Enzo, « *Pietro Nenni* », Torino, UTET, 1988.

SCHIAPPARELLI Stefano, « *Ricordi di un fuoriuscito* », Milano, edizioni del Calendario, 1971.

SENISE Carmine, « *Quand'ero a capo della polizia (1940-1943)* », Roma, Ruffolo, 1946.

SERVENTI-LONGHI Enrico, « *Alceste De Ambris. L'utopia concreta di un rivoluzionario sindacalista* », Milano, Franco Angeli, Milano 2011.

TRENTIN Silvio, « *Antifascismo e rivoluzione, scritti e discorsi 1927-1944* », Prefazione di Giannantonio Paladini, Venezia, Marsilio, 1985.

ZAMBONELLI Antonio, « *Gilberto Carboni (1898-1938) : una vita per la liberta* », Reggio Emilia, Tecnostampa edizioni, 1978.

*La diaspora "fascisme-antifascisme"
en Grande-Bretagne*

BALDOLI Claudia, « *Ho cambiato il cielo ma non l'animo"... I Fasci italiani all'estero e l'educazione degli italiani in Gran Bretagna (1932-1934)* », in *Rivista Studi Emigrazione*, numero 134, 1999, pp. 243-281.

BALDOLI Claudia, « *With Rome and with Moscow : Italian Catholic Communism and Anti-Fascist exile* », Cambridge, Cambridge Univesity press, 2016.

BEER Max, « *A History of British Socialism* », Vol. 2, Londra, 1929. <https://archive.org/details/historyofbritish01beer>.

BENEWICK Robert, « *The fascist movement in Great Britain* », London, Cambridge University Press, 1972.

BERNABEI Alfio, « *Esuli ed emigrati italiani nel Regno Unito*

(1920-1940) », Milano, Mursia, 1997.

BORRUSO Paolo, « *Missioni cattoliche ed emigrazione italiana in Europa (1922-1958)* », Roma, Istituto Storico Scalabriniano, 1994.

CANNISTRARO Philip, « *Fasci italiani all'estero*, in *Historical Dictionary of Fascist Italy* », a Londra, Greenwood Press, 1982.

CRESCIANI Gianfranco, « *Refractory Migrants. Fascist Surveillance on Italians in Australia, 1922-1943* », in *Rivista Altreitalie*, n. 28, 2004, pp. 6-47.

COLPI Terri, « *The Italian factor. Italian Community in Great Britain* », Mainstream Publishing, Edinburgh-London 1991.

CONWAY Martin, GOTOVITCH José, « *Europe in exile. European communities in Britain, 1940-1945* », New York, Oxford, Berghan Books, 2001.

CRESCIANI Gianfranco, « *Fascismo, antifascismo e gli italiani in Australia (1922-1945)* », Roma, Bonacci edizioni, 1979.

DELZELL Charles, « *Mussolini's Enemies: The Italian Anti-Fascist Resistance* », Princeton, Princeton University press, 1961.

DIGGINS John, « *Mussolini and Fascism. The View from America* », Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1972.

DI PAOLA Pietro, « *The Italian anarchists in London (1870-1914)* », London, Department of politics, Goldsmiths College, University of London press, 2004.

EMBER Melvin, EMBER Carol, SKOGGARD Ian, « *Encyclopedia of Diasporas: Immigrant and Refugee Cultures Around the World* », Vol. I : *Overviews & Topics*, Vo II : *Diaspora Communities*, Yale, Yale University & Springer press, 2005.

FEDELE Santi, « *La massoneria italiana nell'esilio e nella clandestinità (1927-1939)* », Milano, Franco Angeli, 2005.

FRANZINA Emilio, « *Una patria espatriata. Lealtà nazionale e caratteri regionali nell'immaginazione italiana all'estero (secoli XIX e XX)* », Viterbo, Sette Città, 2006.

GABACCIA Donna, « *Italy's Many Diasporas* », London, UCL Press, 2000.

GILLMAN Peter, GILMANN Leni, « *Collar the lot. How Britain interned and expelled its wartime refugees* », London, Quartet Books, 1980.

HUCKESTEIN Erika Marie, « *From pacifist to anti-fascist ? Sylvia Pankhurst and the fight against war and fascism* », Chapel Hill, University of North Carolina press, 2014.

LUCONI Stefano, « *The Voice of the Motherland: Pro-Fascist Broadcasts for the Italian-American Communities in the Unites*

States », New York, in *Journal of Radio Studies*, n. 8, January, 2001, pp. 61-80.

MARIN Umberto, « *Italiani in Gran Bretagna* », Roma, Edizioni Centro studi sull'emigrazione, 1975.

PANAYI Panikos (sous la dir.), « *Minorities in Wartime: National and Racial Groupings in Europe, North America and Australia during the Two World Wars* », Oxford, Berg, 1993.

RAINERO Romain, « *Politica di potenza e fasci italiani all'estero, in L'Italia e la potenza in Europa (1938-1940)* », a cura di Ennio Di Nolfo, Milano, Marzorati editore, 1985, pp. 145-147.

RAMPELLO Stefania, « *Italian anti-Fascism in London, 1922-1934* », Cambridge, The study of modern Italy, Cambridge University Press, 2015.

SCARZANELLA Eugenia (a cura di), « *Fascisti in Sud America* », Milano, Le Lettere edizioni, 2005.

SPONZA Lucio, « *Italian immigrants in nineteenth century: realities and images* », Leicester, Leicester University Press, 1988.

SPONZA Lucio, « *The British Government and the Internment of Italians* », in « *The Internment of Aliens in Twentieth Century Britain* », sous la dir. de David Cesarani et Tony Kushner, London, Frank Cass, 1993.

SPONZA Lucio, « *Divided Loyalties Italians in Britain during the Second World War* », New York, Éditions, Peter Lang, 2000.

THURLOW Richard, « *Fascism in Britain : A History, 1918-1985* », Oxford, Oxford Press, 1997.

TINTORI Guido, LUCONI Stefano, « *L'ombra lunga del fascio : canali di propaganda fascista per gli italiani d'America* », Milano, MB publishing, 2004.

TIRABASSI Maddalena (a cura di), « *Itinera. Paradigmi delle migrazioni italiane* », a cura di Torino, Edizioni della Fondazione Agnelli, 2005.

TOMPKINS Peter, « *Dalle carte segrete del Duce* », Milano, Il Saggiatore, 2010.

ZERBINI Claudia, « *La ricostruzione politica dell'Italia nei documenti diplomatici inglese e americani* », Bologna, tesi di laurea, Università degli studi di Bologna, 1978.

La diaspora "fascisme-antifascisme" dans la guerre d'Espagne

ACCIAI Enrico, « *Viaggio attraverso l'antifascismo. Volontariato internazionale e guerra civile spagnola: la sezione Italiana della*

Colonna Ascaso », Milano, Unicopli, 2016.

ACCIAI Enrico, « *Memorie difficili: Antifascismo italiano, volontariato internazionale e guerra civile spagnola* », in *Revue Diacronie. Studi di storia contemporanea*, n. 7, marzo 2011, Numero speciale: Spagna anno zero: la guerra come soluzione, Milano, 2011. URL: http://www.studistorici.com/wp-content/uploads/2011/07/19_ACCIAI.pdf.

ALBANESE Giulia, « *Dittature mediterranee. Sovversioni fasciste e colpi di stato in Italia, Spagna, Portogallo* », Roma, Laterza, 2016.

ARBIZZANI Luigi, VOLTA Carlo, ZAMBONELLI Antonio, « *Antifascisti Emiliani e Romagnoli in Spagna e nella Resistenza. I volontari della Repubblica di San Marino* », Milano, Vangelista, 1980.

BEEVOR Antony, « *La Guerre d'Espagne* », Paris, Calmann-Lévy, 2006.

BENNASSAR Bartolomé, « *La guerre d'Espagne et ses lendemains* », Paris, Perrin, 2006.

BOTTI Alfonso, « *Guerra civile spagnola* », Milano, Corriere della Sera, 2016.

BOTTI Alfonso, « *La guerra civile spagnola, settantacinque anni dopo* », in *Revue Diacronie. Studi di storia contemporanea*, n. 7, marzo 2011, Milano, 2011. URL: <http://journals.openedition.org/diacronie/3143>.

BOTTI Alfonso, « *Clero e guerre spagnole in età contemporanea (1808-1939)* », Soveria Mannelli, Rubettino, 2011.

BOTTI Alfonso, « *Luigi Sturzo e gli amici spagnoli. Carteggi (1924-1951)* », Soveria Mannelli, Rubettino, 2012.

BROWNE Harry, *La guerra civile spagnola 1936-1939*, Bologna, Il Mulino, 2013.

CAROTENUTO Gennaro, *Franco e Mussolini*, Milano, Sperling & Kupfer, 2005.

CANALI Giulia, *L'antifascismo italiano e la guerra civile spagnola*, Manni edizioni, 2004.

CIONINI Valentin, « *Solidarité Internationale Antifasciste, ou l'humanitaire au service des idées anarchistes* », in *Revue Diacronie. Studi di storia contemporanea*, n. 7, marzo 2011, N.S : *Spagna anno zero: la guerra come soluzione*, Milano, 2011. URL: http://www.studistorici.com/wp-content/uploads/2011/07/13_CIONINI1.pdf.

CUBERO Anabel, *Spagna 1936. Appunti sulla rivoluzione sociale*, Roma, Prospettiva edizioni, 2009.

DOLIDIER Arnaud, « *Milieux et mouvements libertaires pendant la*

Seconde République et la Guerre Civile espagnole », in *Revue Diacronie. Studi di storia contemporanea*, n. 7, marzo 2011, N.S. : *Spagna anno zero: la guerra come soluzione*, 2011. Url: http://www.studistorici.com/wp-content/uploads/2011/07/05_DOLIDIER.pdf.

JACKSON Gabriel, *La repubblica spagnola e la guerra civile (1931-1939)*, Milano, Il Saggiatore, 2009.

RANZATO Gabriele, *L'eclissi della democrazia. La guerra civile spagnola e le sue origini (1931-1939)*, Torino, Bollati-Boringhieri, 2012.

ROESCH Claudia, « *Spain is fighting for us* ». *Representations of the Spanish Civil War by the German left in exile* », in *Revue Diacronie. Studi di storia contemporanea*, n. 7, marzo 2011, N.S.: *Spagna anno zero: la guerra come soluzione*, 2011. URL : http://www.studistorici.com/2011/07/29/roesch_numero_7/.

ROUX George, *La guerra civile di Spagna*, Milano, Res Gestate, 2014.

SKOUTELSKI Rémi, « *L'Espoir guidait leurs pas* », Paris, Grasset, 1998.

SEOANE Emilio Grandío, RODRIGUEZ LAGO José Ramón, « *1943 : Franco Vs. Naciones Unidas. La guerra silenciosa de los servicios de inteligencia norteamericanos y británicos en España* », in *Revue Diacronie. Studi di storia contemporanea*, n. 28, aprile 2016, Milano, 2016. URL: <http://journals.openedition.org/diacronie/4780>.

TÉMIME Émile, « *1936. La Guerre d'Espagne commence* », Bruxelles, Complexe, 2006.

Articles

Aa.Vv., « Fascismo : itinerari storiografici da un secolo all'altro », in *Rivista Studi Storici*, n. 1., anno 2014, pp. 1-348.

Aa.Vv., « Dossier. Intellectuels, écrivains et journalistes dans la guerre d'Espagne », in *Revue Aden*, n. 5, octobre 2006, Paris, Groupe Interdisciplinaire d'Etudes Nizaniennes, 2006, pp. 01-178.

Aa.Vv., « Dossier. La plume contre le fascisme (1930-1935) », in *Revue Aden*, n. 12, octobre 2013, Paris, Groupe Interdisciplinaire d'Etudes Nizaniennes, 2013, pp.01-223.

AKOKA Karen et SPIRE Alexis, « Pour une histoire sociale de l'asile politique en France », in *Revue Pouvoirs*, 2013/1 n. 144, pp. 67-77.

- BOVIS Nadine, « Le Petit Niçois et l'Italie (1919-1939) », in *Revue Cahiers de la Méditerranée*, Université de Nice, volume 33, n. 1, 1986, pp. 55-71.
- BOUTHILLON Fabrice, « Les élections italiennes de 1948, un regard français, une politique occidentale », *Revue d'Histoire diplomatique*, n. 1-2, 1985, pp. 257-301.
- CORTI Paola, « L'emigrazione italiana in Francia: un fenomeno di lunga durata », in *Rivista Altretalia*, n. 26, gennaio-giugno 2003, Torino, edizioni della Fondazione Giovanni Agnelli, 2003, pp.01-17.
- CANOVI Antonio, « La nostra vita non è stata facile. Dialogo con il generale Adriano Oliva Martini », in *Rivista Ricerche Storiche*, n. 74/75, Anno XXVIII, dicembre 1994, Reggio Emilia, Istituto Storico della Resistenza di Reggio Emilia, 1994.
- CASALI Luciano, « Emilia Romagna, identikit dell'opposizione », in *Revue Resistenza Oggi*, Bologna, Associazione Nazionale Partigiani Italiani edizioni, 1986, pages 37-43.
- CLOCHARD Olivier, LEGOUX Luc et SCHOR Ralph, « L'asile politique en Europe depuis l'Entre-deux-guerres », in *Revue européenne des migrations internationales*, n. 20, volume n. 2, Paris, 2004, pp.01-03.
- CUCHE Denys, « L'homme marginal:une tradition conceptuelle à revisiter pour penser l'individu en diaspora », in *Revue européenne des migrations internationales*, n. 25, volume n. 3, Paris, 2009, pp.13-31.
- DE CAPRARIIS Luca, « Fascism for export ? The Rise and Eclipse of The Fasci italiani all'estero », in *Revue Journal of Contemporary History*, february, n. 2, 2000, pp.151-183.
- DES ROBERT-HELLUY Marie-Laetitia, « Des Français parmi d'autres. De l'appartenance nationale des Français d'ascendance étrangère », in *Revue européenne des migrations internationales*, n. 23, volume n. 3, Paris, 2007, pp.177-203.
- DE VITO Christian, FANZINETTI Guido, « Microstoria e Storia globale », in *Rivista Quaderni Storici*, n. 150, fascicolo III, dicembre 2015, Vercelli, Università Amedeo Avogadro, 2015.
- FINZI Roberto, « Renato Zangheri, 1925-2015 », in *Rivista Studi Storici*, rivista trimestrale dell'Istituto Gramsci, n. 4, ottobre-dicembre 2015, Anno 56, Roma, Carrocci, 2015, pp. 763-778.
- FINZI Roberto, « Il rettore della liberazione a Bologna: Edoardo Volterra », in *Rivista Studi Storici*, rivista trimestrale dell'Istituto Gramsci, n.4, ottobre-dicembre 2015, Anno 56, Roma, Carrocci, 2015, pp. 827-843.

GALASSO Roberto, « Foi et raison », in *Nouvelle Revue Française*, Paris, n. 612, avril 2015.

GIANINAZZI Willy, « Le syndicalisme révolutionnaire en Italie (1904-1925). Les hommes et les luttes », in *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, vol. 24, n. 1, 2006, pp. 95-121. URL: <https://www.cairn.info/revue-mil-neuf-cent-2006-1-page-95.htm>.

GINSBORG Paul, « Resistenza e Riforma in Italia e Francia (1943-1948) », in *Rivista Ricerche Storiche*, n. 77, octobre 1995, anno XXIX, Reggio Emilia, Istoreco edizioni, 1995, pp.108-129.

GINSBORG Paul, Torrenzano Antonio, « Il mestiere dello storico tra il narrativo, lo scientifico, il politico », in *Rivista Ricerche Storiche*, n. 76, aprile 1995, anno XXIX, Reggio Emilia, Istoreco edizioni, pp. 12-23.

GINZBURG Carlo-PONI Carlo, « La micro-histoire », Paris, in *Revue Le Débat*, n. 17, octobre 1981, Gallimard éditions, 1981, pp. 133-136.

GROPPO Bruno, « Exilés et Réfugiés : l'évolution de la notion de réfugié au XX siècle », in *Revue Historia Actual On Line*, Paris, numéro 02, automne, 2003, p.69-79.

GUILLEN Pierre, « Le rôle politique de l'immigration italienne en France dans l'Entre-deux-guerres », in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*. Sous la dir. de Pierre Milza, Rome, École française de Rome, 1986. pp.323-341.

GUILLEN Pierre, « La réinsertion internationale de l'Italie après la chute du fascisme », *Revue Relations internationales*, n. 31, 1982, pp. 333-349.

GUILLEN Pierre, « L'antifascisme, facteur d'intégration des Italiens en France dans l'Entre-deux-guerres », in *Revue Recherches Régionales*, Nice, 23^e année, n. 1, janvier-mars, 1982, pp. 57-66.

HATZFELD Jean, « L'urgence Charlotte Delbo », in *Le Monde*, 15/05/2013, URL : http://www.lemonde.fr/livres/article/2013/05/15/l-urgence-charlotte-delbo_3235533_3260.html.

HOLZ Ludovica, « Charlotte Delbo, una memoria Conversazione con Elisabetta Ruffini », in *Rivista Doppiozero*, 27 gennaio 2014, Milano, Doppiozero edizioni, 2014. URL:<http://www.doppiozero.com/materiali/interviste/charlotte-delbo-una-memoria>.

LAZAR Marc, « Les partis communistes italien et français et l'après Staline », *Revue Vingtième siècle*, n. 28, octobre 1988, pp. 3-13.

MACDONALD John & MACDONALD Leatrice, « Chain Migration, Ethnic Neighborhood and Social Networks », in *Review The Milkbank Memorial Fund Quarterly*, Vol. 42, n. 1, gennaio, New

York, Wiley publisher, 1964, pp. 82-97.

MANFREDONIA Gaetano, « Les anarchistes italiens en France dans la lutte antifasciste », in: *Les Italiens en France de 1914 à 1940*. Sous la direction de Pierre Milza. Rome : École française de Rome, 1986. pp. 223-255. (Publications de l'École française de Rome, 94).

MARAZZI Martino, « *Riso amaro: gli scrittori dell'emigrazione italiana* », pubblicato sul sito <http://air.unimi.it/handle/2434/49432>, Milano, Università statale di Milano, 2008.

MARCOT François, « Pour une sociologie de la Résistance : intentionnalité et fonctionnalité », in *Pour une histoire sociale de la Résistance*, Antoine Prost (sous la dir.), Revue Le Mouvement social, n.180, juillet-septembre 1997, pp. 21-41.

MARTINI Manuela, « Conflits sociaux et organisations paysannes dans les campagnes italiennes, du Risorgimento à l'arrivée du fascisme au pouvoir », Revue *Ruralia* [En ligne], 16/17 | 2005, mis en ligne le 01 juillet 2009. URL : <http://ruralia.revues.org/1072>

MENZANI Tito, « Collaborations vertueuses entre coopératives et municipalités : le cas historique de l'Émilie-Romagne après la Seconde Guerre mondiale », in *Revue internationale de l'économie sociale*, Roma, n. 321, giugno, 20011, pp.100-112.

MINATI Emanuela, « Antifascisti liguri in Francia. Percorsi del fuoriuscittismo regionale », in *Rivista Storia Contemporanea*, Milano, n. 1, 2013, pp. 01-14.

MORRICONI Emma, « *La morte di Mussolini, la pista inglese e quella americana* », in *Quotidiano "Giornale d'Italia"*, del 25 agosto 2016.

PALIDDA Salvatore, « *Le mouvement associatif italien en France* » in CATANI Maurizio, PALIDDA Salvatore, « *Le Rôle du mouvement associatif dans l'évolution des communautés immigrées* », Paris, Publication du FAS et DPM du Ministère des Affaires sociales, 1987, p. 1-46.

PELLEGRINI Rosario, « La scrittura degli (e sugli) emigranti », in *Metodi e Ricerche. Rivista di studi regionali*, Udine, Centro studi regionali, Unievrstà agli studi di Udine, n. 2, 1991, pp. 3-49.

PINNA Pietro, « Percorsi di politicizzazione degli immigrati italiani in due regioni francesi (1922-1939) », in *Altreitalie*, Rivista internazionale di studi sulle migrazioni italiane nel mondo, n. 36-37, gennaio/dicembre 2011, 2011, <http://www.altreitalie.it>.

PIKETTY Guillaume, « La biographie comme genre historique ? Etude de cas », in *Revue Vingtième Siècle*, juillet-septembre 1999, Paris, pp. 119-126.

KHALIFA Riadh Ben, « L'Italie fasciste et l'émigration clandestine des réfugiés juifs en France (1939-40) », in *Revue européenne des migrations internationales*, n. 27, Vol.3, Paris, 2011 pp.165-176.

RAINHORN Judith, « Les migrantes italiennes entre rôle maternel et intégration professionnelle : Paris (La Villette) et New York (East Harlem), années 1880-1920 », Paris, in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n. 49, 2002, pp. 138-155.

ROMANO, Sergio, « *Diplomazia nazionale e diplomazia fascista: continuità e rottura* », in *Rivista Affari Esteri*, volume XVI, n. 64, octobre 1984, pp. 440-454.

SALVINI Elisabetta, « Dalla Resistenza alla Ricostruzione. Il lungo maternage delle donne reggiane », in *Rivista Ricerche Storiche*, n. 103, Anno XLI, aprile 2007, Reggio Emilia, Istituto storico della Resistenza di Reggio Emilia, 2007.

SANZ DE SOTO Emilio, « Les écrivains et la guerre d'Espagne », *Le Monde Diplomatique*, Paris, avril 1997, pp. 26-27.

SCHOR Ralph, « Le facteur religieux et l'intégration des étrangers en France, 1919-1939 », in *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n. 7, juillet-septembre 1985. *Étrangers, immigrés, français* ; Sous la dir. de Louis Bodin, pp.103-116. Site numérique www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1985_num_7_1_1185.

SCHOR Ralph, « Italiens des villes, Italiens des champs. L'accueil des immigrés italiens dans les Alpes Maritimes et dans le Sud-Ouest », in *Revue Recherches Régionales*, Nice, 23^e année, n. 1, janvier-mars, 1982, pp. 46-56.

SENSIER Sophie, « La petite Espagne », documentaire télé, *ARTE télévision*, 59 minutes, Paris, Yenta productions, 2006. [Saint-Denis a accueilli au cours des années 1920 une vague d'immigrants espagnols. Dans des taudis de la zone industrielle, ils ont recréé en famille une petite Espagne, avec sa convivialité, ses organisations politiques. Beaucoup se sont engagés dans le militantisme ouvrier et la Résistance. Vers 1960, une seconde vague les a rejoints. Tous ont travaillé dur pour atteindre la retraite].

SERRA Enrico, « Les archives diplomatiques italiennes : qu'y trouve-t-on sur les relations entre la France et l'Italie? », *Revue d'Histoire diplomatique*, n. 1-2, 1984, pp.166-179.

THALMANN Rita, « L'oubli des femmes dans l'historiographie de la Résistance », in *Revue Matériaux pour l'Histoire de Notre Temps*, Paris, n. 78, numéro 1, 2005.

TRACY Michael, « L'évolution des politiques agricoles », in *Revue Économie rurale*, n. 71, 1967, pp. 27-36. URL www.persee.fr/doc/

ecoru_0013-0559_1967_num_71_1_1961.

TOMBACCINI Simonetta, « *Une famille de socialistes italiens entre expulsion et Intégration* », in *Revue Recherches Régionales*, Nice, 3ème trimestre, 1995, p.222-228.

KEVONIAN Dzovinar, « Enjeux de catégorisations et migrations internationales [Texte intégral. Le Bureau International du Travail et les réfugiés (1925-1929)] », in *Revue européenne des migrations internationales*, n. 21, n. 3, Paris, 2005, pp. 95-124.

WHITHOL DE WENDEN Catherine, « Les Italiens en France : un courant migratoire ancien ou la fin d'une vague migratoire ? », *Rivista Studi Emigrazione*, n. 53, mars 1979, pp. 73-90.

VHEITH Blandine, « Engagement associatif et individuation de femmes migrantes », in *Revue européenne des migrations internationales*, n. 21, n. 3, Paris, 2005, pp. 56-67.

VIAL Éric, « Le traitement des dossiers du Casellario politico centrale », in: *Mélanges de l'École française de Rome*, Moyen-Age, Temps modernes, Tome 100, n. 1. 1988. pp.273-284;

VIAL Éric, « Les antifascistes italiens en exil en France face aux lois antisémites mussoliniennes de 1938 », in *Cahiers de la Méditerranée*, n. 61, 1, 2000. *Politique et altérité. La Société Française face au racisme (XX^e siècle)* [Actes du colloque de Nice, décembre 1999], pp. 227-245.

VIAL Éric, « Tirer l'échelle ? Tension et rejet de nouveaux arrivants au sein de l'émigration antifasciste italienne », in *Revue européenne des migrations internationales*, n. 20, Paris, 2004, pp. 60-75.

ZAMBONELLI Antonio, « Reggiani in difesa della Repubblica spagnola », in *Rivista Ricerche Storiche*, Anno VII, n. 19, luglio, Reggio Emilia, INSMLI, 1973, pp. 11-18.

ZAMBONELLI Antonio, « L'epurazione e il Cilyn di Parigi nelle carte di Alfredo Iotti », in *Ricerche Storiche*, Reggio Emilia, anno XXIX, n. 77, octobre, INSMLI, pp.131-140.

Abstract

La memoria dell'esilio antifascista quale eredità politica della Resistenza e della Repubblica. Il caso dell'Emilia Romagna

L'emigrazione è un tratto saliente e di lunga durata della storia italiana, una «dorsale costitutiva dell'intera storia nazionale»¹. In modo peculiare, la Francia è sempre stata una delle mete dei migranti italiani². Tra le due Guerre mondiali, con l'affermarsi della dittatura fascista, anarchici, cattolici, comunisti, repubblicani, socialisti, militanti del movimento di "Giustizia e Libertà" lasciarono il paese verso la Francia, la Svizzera, l'Inghilterra, gli Stati Uniti, l'America latina. Sin dal 1924, il fascismo, con i suoi metodi liberticidi, l'intolleranza verso il parlamentarismo, la violenta insofferenza verso il pluralismo e la libertà di espressione, costrinse all'esilio un gran numero d'intellettuali, parlamentari, responsabili politici e sindacali, militanti comuni (donne e uomini); oltre ad una consistente parte di una élite culturale che svolgeva in Italia un'intensa attività pubblicistica.

Alcuni si diressero verso gli Stati Uniti, altri verso l'America Latina, piccolo gruppo di comunisti prese la via dell'URSS. La stragrande maggioranza, nella speranza di conservare dei contatti con l'Italia, riparò e si stabilì in paesi geograficamente vicini : Belgio, Svizzera, Francia. Negli anni Venti e Trenta del Novecento, gli antifascisti seguirono dunque le orme dei loro predecessori del Risorgimento: un nuovo esodo verso Stati che potevano garantire loro la libertà di pensiero, la libertà politica, una vita diversa da quella fin qui subita dalle violenze del regime. Nella scelta della terra d'esilio, oltre alla vicinanza geografica, intervennero molteplici altri fattori: i "fuoriusciti" tennero in debito conto la democraticità del paese prescelto, la presenza di una colonia italiana (presupposto rilevante per poter creare, al di fuori della penisola, un'opposizione avente una certa legittimità) nonché la prospera situazione economica dello Stato dovendo provvedere al loro sostentamento, se

possibile dignitoso.³ Su questo fenomeno migratorio, la storica americana Donna Rae Gabaccia ha scritto: “2,6 milioni di persone emigrarono tra il 1916 e il 1925 e un milione e mezzo tra il 1926 e il 1935. Durante questo periodo, il numero maggiore di emigrati italiani si recò in Europa e non verso gli Stati Uniti. Negli anni successivi alla Prima guerra mondiale, la percentuale verso gli Stati Uniti divenne persino più piccola ed insignificante riducendosi in maniera considerevole. In Europa, la Francia fu la principale meta dell’esilio italiano tra le due guerre mondiali così come della massiccia emigrazione economica del secondo dopoguerra. Questa comunità, che era relativamente più numerosa di quella statunitense negli anni trenta, divenne politicamente centrale nella diaspora fascismo/antifascismo fuori dai confini nazionali. Le migrazioni politiche del periodo fascista non possono essere infatti interpretate come una mera continuazione dell’emigrazione economica del periodo antecedente al Primo conflitto. Le migrazioni in questa fase storica avvengono a causa dei radicali mutamenti delle politiche statali fasciste nei confronti dei dissidenti interni”⁴.

*1. La Francia, punto di riferimento del «fuoruscitismo»
e Parigi la capitale dell’antifascismo italiano*

La colonia italiana in Francia, già molto numerosa allo scoppio della Prima Guerra mondiale, non fece altro che crescere: «complessivamente, si contano 420.000 italiani nel 1921, 760.000 nel 1926, 880.000 nel 1931. Gli italiani divennero così un terzo degli stranieri presenti nel paese»⁵. Come era già avvenuto nel secolo passato, l’esilio politico si aggiunse e s’intrecciò con l’emigrazione di stampo economico. “L’esagono francese è stato per vocazione – sostiene la storica Paola Corti – il principale *Pays d’accueil* dei rifugiati politici italiani. L’esilio politico italiano è stato in Francia un fenomeno di lunga durata [...]. Nel periodo fascista non si assiste solo alle ripetute ondate di emigrazione politica dal nostro paese, ma si registra anche una più diffusa integrazione degli italiani nella società francese.

Questo accadde sia perché gli italiani rappresentavano ormai un sedimentato segmento del tessuto sociale transalpino, sia perché i mutamenti politici in atto nella società francese favorirono l'integrazione degli stranieri. Si aggiunga infine che l'antifascismo italiano contribuì ad ampliare la partecipazione politica e sindacale degli immigrati⁷⁶.

La coesistenza di queste due particolari forme di espatrio venne ben presto a costituire una delle più importanti peculiarità dell'emigrazione italiana in Francia tra le due guerre mondiali. Tale caratteristica emerge, in modo del tutto significativo, qualora dovessimo paragonare la comunità italiana residente nello Stato francese ad altre comunità straniere presenti nell'esagono: nessun'altro gruppo di immigrati politici poté infatti contare sulla presenza di una comunità di compatrioti tanto importante ed economicamente già ben inserita nel tessuto sociale del paese di accoglienza. Secondo questa prospettiva, il caso francese diviene particolarmente interessante poiché costituisce un particolare laboratorio che lega il movimento operaio internazionale ed il movimento migratorio di massa. In Francia soggiornano liberali e repubblicani, agitatori anarchici e socialisti, comunisti, liberali, singole personalità di cattolici.

La condizione in cui i migranti economici e gli esuli politici italiani si trovarono a vivere in questo periodo fu quindi una condizione d'incrocio e d'ibridazione fra due diverse prospettive di vita. "L'esilio – ha più volte ribadito Carmela Martone – ebbe per quest'élite di fuoriusciti una doppia valenza: tutelare il proprio patrimonio culturale e politico dall'onda distruttrice del fascismo e proseguire l'azione per il ripristino della democrazia e dello 'Stato di diritto'. A tal fine essi ricostituirono in Francia e in tutti i paesi d'esilio le loro formazioni politiche e sindacali con i loro rispettivi organi di stampa. Quest'élite, in effetti, rinasceva fuori dell'Italia in tutte le sue sfumature dottrinali e strategiche già espresse durante il periodo liberale nazionale⁷⁷. Da un punto di vista sociale, questo lavoro di ricerca si è posto inoltre la domanda di come la colonia italiana già presente in Francia o le colonie italiane già residenti negli altri Stati dei cinque con-

tinenti attraversarono questo complesso e violento periodo storico. Le comunità italiane sparse per il mondo vissero in questo periodo una situazione particolare. Da un lato, subirono un'intensa propaganda da parte del regime fascista, che cercava di rinforzare, entro una prospettiva e un'azione totalmente transnazionali, i legami dell'Italia con i suoi emigrati; tale sforzo, d'altro canto, provocò a sua volta una militanza di gruppi antifascisti, i quali, sempre entro una prospettiva transnazionale, lottarono per mantenere gli italiani all'estero immuni alla propaganda di Mussolini. Tale situazione di conflitto tra fascismo e antifascismo – sostiene lo storico brasiliano João Fábio Bertonha in un suo recentissimo lavoro transnazionale – “non solo attraversò tutti i paesi di immigrazione italiana, ma fu anche, in tutte le comunità italiane del mondo, un momento unico di ridefinizione di identità e lealtà, nonché di conflitto politico e sociale. Ciò ne fa un laboratorio perfetto, sia per possibili comparazioni e contrapposizioni sia per la redazione di una storia transnazionale e comparativa italiana tale da restituirci davvero un'esperienza che oltrepassò frontiere nazionali e continentali”⁸.

È importante notare che “nessuna situazione, in nessun paese, fu automaticamente identica a quella di un altro, dato che vi furono specificità locali importanti. Allo stesso tempo, tuttavia, gli organizzatori fascisti a Roma – o antifascisti a Parigi e New York – non si curavano molto delle frontiere nazionali e la circolazione di persone, informazioni e materiali di propaganda era una costante. Personaggi antifascisti potevano militare un anno a Parigi, l'anno seguente a Bruxelles, l'anno dopo a New York e in quello ancora successivo a Barcellona. Consoli fascisti potevano essere trasferiti da Sydney a Parigi e poi a Montevideo e, insieme ai funzionari del Partito Nazionale Fascista, avevano dappertutto un ruolo essenziale nell'azione di *diplomazia parallela* del regime. Anche la propaganda fascista e antifascista circolava senza rispettare le frontiere ed entrambi gli schieramenti vedevano la propria lotta su un livello globale. Allo stesso tempo, d'altronde, i militanti fasci-

sti o antifascisti non potevano mai perdere di vista le specificità locali che determinavano la loro lotta⁹⁹.

2. Militanti antifascisti Emiliani e dissidenti Romagnoli in Francia tra le due guerre mondiali.

Un campione statistico come caso esemplificativo

Per capire come la diaspora dell'antifascismo oltrepassi le frontiere nazionali, questo lavoro di ricerca analizza la migrazione politica di militanti emiliani e di dissidenti romagnoli in Francia tra le due Guerre Mondiali come caso esemplificativo. In questo caso, abbiamo scelto di trattare nello specifico l'espatrio di un gruppo di militanti (uomini e donne) anarchici, comunisti, socialisti, repubblicani dell'Emilia e della Romagna attraverso la costruzione di un campione statistico. In termini storiografici, l'interesse di questa ricerca si è incentrato, dunque, nella comprensione del ruolo politico della componente emiliana e romagnola del fuoriuscitismo italiano in Francia. Ma perché in Francia? Le ragioni che portarono l'emigrazione politica emiliana e romagnola a dirigersi soprattutto verso la Francia sono molteplici: fra queste, la presenza nell'Esagono di un ampio schieramento politico di sinistra che poteva garantire (come in effetti garantì) aiuti e protezione.

Per discutere l'argomento, il metodo ritenuto più adatto è stato qdi descrivere, analizzare, raffigurare graficamente, il flusso migratorio per mezzo di un campione statistico. L'analisi si è rivolta ai percorsi militanti dei singoli e delle singole antifasciste: dalla loro adesione all'ideale socialista, comunista, repubblicano, anarchico nella regione di nascita, poi al loro inserimento nella realtà politica dell'esilio francese e la vita quotidiana svolta nel Paese transalpino.

Ovvio, lungi da ridurre il fenomeno alle sole esperienze individuali, si è tentato di rilevare i rapporti dei militanti emiliani e dei dissidenti romagnoli con le diverse espressioni della sinistra internazionale, del movimento anarchico in Europa con lo scopo di mostrare il legame di questi militanti con la rete dei partiti italiani in esilio e con i partiti politici francesi. L'emigrazione politica di massa costituì una com-

ponente rilevante dell'imponente movimento di emigrazione economica che dall'Emilia-Romagna si diresse verso la Francia negli anni Venti e, più in generale, sino alla deflagrazione della Guerra civile spagnola. «L'emigrazione regionale antifascista fu di massa non solo perché la violenza e la repressione fasciste colpirono in modo spietato questa zona rossa del Paese, ma anche perché motivazioni di carattere politico e motivazioni di carattere economico si sovrapposero in settori consistenti del movimento migratorio che, dopo la parentesi della Prima Guerra mondiale, aveva ripreso a dirigersi verso i mercati del lavoro d'Europa e delle Americhe. In particolare negli anni Venti, prima che il regime bloccasse l'emigrazione per poi riaprire temporaneamente le frontiere nel 1930, proprio per disfarsi - favorendone l'espatrio - di sovversivi pericolosi per l'ordine interno, migliaia di militanti antifascisti emiliani si riversarono soprattutto in Francia, sia per tradizioni familiari di emigrazione in quella direzione, sia per la forte domanda di manodopera esistente in questo Paese all'indomani della guerra. Proprio la presenza di costoro fece sì che l'emigrazione politica assumesse in Francia i connotati di un movimento di massa»¹⁰.

Attraverso la ricostruzione statistica delle vicende di ottantacinque militanti (militanti di base della sinistra italiana, alcuni anarchici e dei repubblicani in Francia nel periodo tra le due guerre), l'autore tenta di affrontare il tema proponendo molteplici indicazioni. Si è deciso di adottare questo metodo essenzialmente per tre ragioni: a) l'esame e la ricostruzione delle storie di vita ci è sembrata la via migliore per rendere conto dell'impegno politico militante di questi antifascisti e della loro scelta individuale di opporsi al regime fascista; b) in secondo luogo, l'approccio regionale prescelto ci fornisce delle spiegazioni oltremodo utili di microstoria per quanto concerne la motivazione individuale di ciascuno di questi individui, i loro forti legami culturali familiari e con la regione di origine. Questa prospettiva regionale mette inoltre in luce numerose ed articolate comunanze con il fenomeno storico generale dell'esilio

antifascista italiano in Francia; c) in terzo luogo, la parentesi cronologica molto circoscritta di analisi (cioè dal 1920 al 1943) ci permette di essere particolarmente attenti alla datazione degli avvenimenti, ad una particolareggiata ricostruzione dei loro itinerari di vita e trarne delle conclusioni micro/macro. Ci permette inoltre di evidenziare come la diaspora nazionale fascismo/antifascismo, vissuta in Francia, anche a livello della comunità regionale emiliana, fu violenta, dirompente e transnazionale.

Scrivono lo storico Pietro Pinna: “Se è vero infatti che i fascisti italiani all'estero furono impegnati in un intenso lavoro di proselitismo e di propaganda fra gli emigrati, è anche vero che la condizione stessa dell'emigrato, con quel tanto di rancore che oscuramente lo indigna contro chi lo ha “cacciato” dalla terra natale, favorisce la propaganda antifascista”¹¹. Perché favorisce i “fuorusciti antifascisti”? Perché mentre la propaganda dei funzionari fascisti è nella gran parte dei casi affidata ad elementi non emiliani, la propaganda antifascista ha come portatori, dentro la comunità regionale, dentro le ‘Fratellanze’, dentro le ‘Associazioni solidaristiche’, non solo personaggi emiliani, ma anche uomini e donne di un particolare carisma, già riconosciuti da coloro ai quali andranno a parlare come detentori di una verità che deriva dal loro coerente impegno politico e dalle loro esperienze precedenti¹².

Utilizzando i documenti d'archivio del Casellario Politico Centrale (in cui sono schedati i militanti antifascisti e, prima del fascismo, i sovversivi giudicati pericolosi per lo Stato liberale) ed altre fonti d'archivio, tra cui alcune testimonianze orali ed interviste con i militanti resistenti ancora in vita, abbiamo tentato una ricostruzione analitica e comune delle loro storie. Questi documenti ci hanno consentito di collocare i militanti nel loro contesto, ci hanno fornito notizie sulla famiglia di provenienza, sul villaggio o città d'origine, sul lavoro svolto prima di emigrare, sulla formazione politica e sull'attività di militante di base.

Sono stati elementi utili per evidenziare le possibili esperienze comuni vissute dai nostri personaggi. Siamo venuti

così a conoscenza che tutti (specie i militanti comunisti ed i dissidenti libertari) hanno avuto i primi scontri con le squadre fasciste negli anni 1920; molti di loro sono stati processati dal Tribunale speciale; poi la fuga in Francia. L'espatrio in Francia, per la stragrande maggioranza di questi militanti, è considerato anche come una opportunità economica che apre loro concretamente una prospettiva di vita diversa, migliore. Nel Paese di accoglienza verso il quale si dirigono, quasi tutti dispongono di punti di appoggio utili per ridurre al minimo i rischi del nuovo contesto sociale e che garantiscono l'assistenza necessaria all'inserimento. In Francia, i nostri militanti riallacciano delle relazioni con dei familiari già espatriati, amici, compagni di lavoro e, fra di loro, con molti compagni di militanza con i quali avevano condiviso le medesime esperienze della fuga dall'Emilia. Nelle città o nei piccoli centri transalpini, gli antifascisti emiliani ricostituiscono ed ampliano la vecchia rete politica ed organizzativa che avevano impiantato prima della fuga dal regime fascista nella regione d'origine. Attraverso le solide catene dei legami familiari, delle relazioni comunitarie, delle amicizie derivanti dai medesimi luoghi di nascita o di lavoro, ricreano nello Stato francese nuovi circoli politici, sezioni di partito, nuove associazioni solidaristiche che diverranno sedi di militanza, luoghi d'incontro ricreativo¹³.

La ricostituzione o il trasferimento all'estero dei partiti antifascisti italiani non fu un fatto meramente nominale o simbolico: nel microcosmo delle comunità emiliane emigrate nell'*Hexagone* rinacquero davvero forme di attività politica organizzata e si rinnovò, sia pure in miniatura, la tipica dialettica tra direzione, quadri intermedi e base militante. Queste opportunità non esistevano solo per coloro che erano emigrati legalmente, ma anche per gli stessi dissidenti politici che lasciavano l'Italia in modo illegale giungendo in Francia clandestinamente. Riteniamo che queste storie siano certamente irripetibili per l'epoca "*non certamente globale*" in cui accaddero, come la storia di ciascun uomo e di ciascuna donna di cui abbiamo ricostruito l'itinerario. Tutti questi legami spiegano come le logiche interne

proprie dell'emigrazione economica si sovrappongono mischiandosi alle logiche della migrazione politica. Il nostro campione statistico ci racconta ancora altri aspetti: per esempio come l'emigrazione economica e l'emigrazione politica dei militanti emiliani e dei dissidenti romagnoli verso la Francia, oltre a sovrapporsi e mischiarsi confondendosi, contiene in sé una "scelta" ed una "progettualità".

I nostri personaggi emigrano in direzione dello Stato transalpino "*scegliendo progettualmente*" dove andare e non spinti da forze impersonali ed esterne. Questa decisione è frutto di una strategia individuale, familiare o di gruppo collegata alle possibilità di natura economica e alle opportunità di natura politica che la colonia emiliana già residente in Francia poteva offrire ai nuovi arrivati. Il campione ci racconta ancora che la mobilità della popolazione non è per nulla una caratteristica esclusiva della società industriale e post-industriale; ma nel caso italiano un tratto fisiognomico proprio poiché si è riprodotto regolarmente nel tempo ed in differenti epoche storiche. Vi è dunque una cultura storica della mobilità. Si aggiunga inoltre che a differenza dell'emigrazione antinazista tedesca, che fu essenzialmente intellettuale; l'emigrazione politica italiana, ivi compresa quella regionale emiliana, fu principalmente politica. In quanto ogni emigrante finiva quasi sempre per divenire un testimone dell'opposizione al fascismo¹⁴. Ciò che colpisce infine dell'emigrazione italiana in Francia negli anni Venti e Trenta è la continuità, dal punto di vista delle regioni di origine, delle ondate migratorie di quel periodo rispetto alle ondate precedenti¹⁵.

Sostiene lo storico Franco Ramella: "Dal punto di vista degli emigranti, delle loro scelte e delle loro strategie questo fatto è estremamente rilevante: l'accumularsi attraverso le generazioni di esperienze sociali di mobilità può costituire – qualora si creino le condizioni – un incentivo ad emigrare. L'esistenza di itinerari di emigrazione già tracciati significa infatti che, a partire da villaggi solo apparentemente ripiegati su se stessi, si dipanano in più direzioni fili sotterranei e invisibili ma saldamente impiantati in una

miriade di località oltre frontiera. Essi costituiscono la trama forte di reti di relazioni sociali che, quando è il momento, rendono possibili i movimenti migratori con aspettative di rischio ridotte, forniscono decisivi punti di appoggio, garantiscono protezione e aiuto materiale e psicologico, favoriscono l'inserimento dei singoli e delle famiglie nel tessuto sociale dei paesi di destinazione¹⁶.

3. In quale misura la cultura dell'esilio ha inciso sull'opinione pubblica internazionale?

Se l'incidenza dell'azione antifascista all'estero non deve essere sopravvalutata – come sostiene lo storico Santi Fedele – “sino all'avvento del nazismo preminente fu nell'opinione pubblica internazionale, anche in quella d'ispirazione democratica e socialista, la tendenza a considerare il fascismo quale fenomeno prettamente italiano dal quale dovessero considerarsi immuni i Paesi capitalisticamente più avanzati e di più salda tradizione liberaldemocratica¹⁷”.

Tutto ciò però non impedì ai fuorusciti di usufruire di aiuti e solidarietà internazionali indispensabili all'esercizio delle loro attività politico-propagandistiche. “Per i comunisti, l'affiliazione alla Terza internazionale comportò la fruizione di supporti logistici e forse anche di mezzi finanziari superiori a quelli di ogni altra formazione politica. I socialisti ebbero il sostegno dei compagni francesi, svizzeri, belgi ogni qual volta si profilò il pericolo che i governi di quei Paesi cedessero alle reiterate richieste di Mussolini intese ad ottenere una drastica riduzione delle attività dei fuorusciti riducendoli al silenzio. I giellisti non avrebbero potuto operare una lunga serie di tentativi, di cui uno solo riuscito, di voli di propaganda con lancio di manifestini in Italia senza l'ausilio di una rete di sostegno in ambienti democratico-radicali di Francia, Germania e Svizzera¹⁸”. Ma il punto centrale, che qui mi preme evidenziare, è che l'azione svolta all'estero dall'antifascismo italiano, pur con tutti i suoi limiti, fu la prima Resistenza transnazionale. Ha scritto Patrizia Gabrielli riferendosi ai comunisti, ma crediamo sia valido anche per gli anarchici e per tutte le forze antifasciste in esi-

lio: "essere antifascisti significava vivere una dimensione esistenziale, un modo di essere fondato sulla forza d'animo, privi di debolezze, e per il quale l'orgoglio costituiva parte integrante e strumento della lotta"¹⁹.

Fu una Resistenza complessa, nei primi anni disorganizzata, a tratti dolorosa, come scriveva Sandro Pertini a Filippo Turati da Nizza²⁰, ma feconda nel lungo periodo. L'esilio fece superare le impostazioni ideologiche anacronistiche tra comunisti e socialisti italiani²¹, permise di elaborare programmi pensando ad futuro del Paese che appariva ancora ontano negli anni 1930, mise a punto le prime azioni di lotta armata, fece compiere una pragmatica analisi dei mutamenti intervenuti nella società italiana ed europea nel corso dei decenni 1920 e 1930. L'esilio fu anche "incontestabile occasione e momento di svecchiamento di una cultura politica rimasta troppo a lungo ristretta in anguste dimensioni provinciali e di apertura critica agli sviluppi in corso nei movimenti operai e democratici europei"²². La cultura dell'esilio va infine riconosciuta come componente essenziale della storia dell'Italia contemporanea. "Il ventennio di esilio tra le due Guerre mondiali aprì i partiti politici italiani ai fermenti più vivi della cultura europea. Militanti comuni e dirigenti politici si aprirono al confronto con il nuovo e con il diverso, dialogarono tra loro e con uomini e donne politici di altre nazionalità, pervenendo alla definizione di ipotesi e di proposte ricostruttive di cui la democrazia italiana si sarebbe avvalsa all'indomani della Liberazione in misura maggiore di quanto si sia soliti ritenere"²³.

Note

1 Pietro Bevilacqua, Andreina De Clementi, Emilio Franzina, *Storia dell'emigrazione italiana: Partenze*, Roma, Donzelli, 2001, p. 11.

2 Per una breve rassegna della produzione storiografica sull'emigrazione italiana in Francia tra Ottocento e Novecento, si leggano i saggi di Paola Corti, *L'emigrazione italiana in Francia: un fenomeno di lunga durata*, in Rivista *Altretalia*, numero 26, 2003, pp. 4-24; Pierre Milza, *Voyage en Italie*, Paris, Payot, 2005; Michel Dreyfus, Pierre Milza, *Un siècle d'immigration italienne en France (1850-1950)*, Paris, CEDEI, 1987; Patrizia Audenino, Antonio Bechelloni, *L'esilio politico fra Otto e Novecento*, in Paola Corti, Matteo Sanfilippo (a cura di), *Storia d'Italia, Annali, 24, Migrazioni*, Torino, Einaudi,

2009, pp. 343- 369. Si legga inoltre il saggio recentissimo di Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétygné, Alessaandro Giacone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations soeurs*, Paris, Armand Colin, 2016.

3 La bibliografia sull'avvento del fascismo e la sua controffensiva antidemocratica è molto vasta, ci limitiamo a citare solo qualche saggio: Renzo De Felice, *Mussolini il fascista. La conquista del potere. 1921-1925*, volume II, Torino, Einaudi, ed. 1995; Angelo Tasca, *Nascita e avvento del fascismo. L'Italia dal 1918 al 1922*, volume I, Bari, Laterza, edizione del 1976; Franco Della Peruta, Ettore Lepore, (a cura di), *Storia della società italiana. La dittatura fascista*, volume 22, Milano, Teti, 1982; Salvatore Lupo, *Il fascismo. La politica in un regime totalitario*, Roma, Donzelli, 2000; Emilio Gentile, *Il partito e lo Stato nel regime fascista*, Roma, La Nuova Italia Scientifica, 1995. Sabino Cassese, *L'Italie, le fascisme et l'État. Continuité et paradoxes*, Parigi, éditions d'ULM, 2010.

4 Donna Rae Gabaccia, *Per una storia italiana dell'emigrazione*, in Rivista *Altreitalie*, n. 16, luglio-dicembre 1997, Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, pp. 6-13. Sito digitale <http://www.altreitalie.it/>.

5 Eric Vial, *In Francia*, in Piero Bevilacqua, Andreina De Clementi, Emilio Franzina (a cura), *Storia dell'emigrazione italiana, Arrivi*, Roma, Donzelli, 2001, p. 138.

6 Paola Corti, *L'emigrazione. Storia dell'emigrazione italiana dal primo ventennio del secolo al secondo dopoguerra*, Roma, Editori Riuniti, 1999, pp. 6-14.

7 Carmela Martone, *Exil et identité. Les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest 1924-1940*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2006.

8 «Per i militanti di un credo multinazionale, scrive lo storico João Fábio Bertonha, le frontiere nazionali sono un semplice dettaglio nell'ambito di una battaglia più grande. Per i militanti i militanti comunisti o anarchici non era un problema combattere il fascismo, se fosse stato necessario, in Spagna, poi a Buenos Aires e infine a New York. Come per le grandi religioni e le grandi imprese transnazionali in cerca di profitto, il mondo è lo spazio di azione dei militanti ed essi, pur dovendo riconoscere che un paese è diverso dall'altro, considerano ciò un mero particolare di una battaglia mondiale. I fascisti e gli antifascisti italiani nel periodo fra le due guerre s'inquadrano perfettamente in questo modello generale. Si sono scontrati in tutti i paesi d'immigrazione italiana, con risultati diversi da un paese all'altro. Il concetto di transnazionalismo qui è valido e molto utile.», João Fábio Bertonha, *Italiani nel mondo anglofono, latino e germanico. Diverse prospettive sul fascismo italiano?*, in Rivista *Altreitalie*, n. 26, gennaio-giugno 2003, Torino, edizioni Fondazione Giovanni Agnelli, 2003, pp. 2-12.

9 «Per questi militanti, dunque, afferma ancora lo storico, il concetto di transnazionalismo è perfetto. Erano persone che avevano una fede multinazionale (il fascismo o l'antifascismo) e la difendevano in tutto il mondo, cercando sempre di mantenere i rapporti con i loro fratelli di fede ovunque si trovassero. Allo stesso tempo tenevano presente anche la Patria di origine, l'Italia – la quale fungeva da focus centrale per le relazioni transnazionali – e tentavano di conservare un contatto, fisico o intellettuale, con quelli che la pensavano come loro e agivano in altre "cellule" di quel corpo.», João Fábio Bertonha, *Italiani nel mondo anglofono, latino e germanico. Diverse prospettive sul fascismo italiano?*, in Rivista *Altreitalie*..., pp. 10-12.

10 Franco Ramella, « Biografia di un operaio antifascista: ipotesi per una storia sociale dell'emigrazione politica». In: *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la dir. de Pierre Milza, École Française de Rome, 1986. pp. 385-406.

11 Pietro Pinna, *Percorsi di politicizzazione degli immigrati in due regioni francesi (1922-1939)*, in Rivista *Altreitalie*, n° 36-37, gennaio-dicembre 2008,

Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 2008, pp. 81-89.

12 Una nota dell'OVRA fascista dell'ottobre 1929 illustrava l'impermeabilità di alcuni circoli antifascisti emiliani in Francia, sia per l'elezione familiare della loro costituzione, sia per l'impenetrabilità politica derivante dal villaggio o piccolo paese in cui tutti gli aderenti erano nati. Queste caratteristiche facevano delle "Fratellanze" Emiliane e Romagnole gruppi sensibilmente resistenti alle infiltrazioni della polizia politica. Le "Fratellanze", come si chiamano in genere i gruppi egemonizzati dal partito comunista, diventano così a partire dagli anni 1930, le aggregazioni più consistenti e più stabili degli emigrati Emiliani e dei dissidenti Romagnoli in Francia. Queste associazioni saranno particolarmente attive nelle manifestazioni pacifiste contro le guerre imperialiste del regime, contro le leggi fasciste antisemite. Allo scoppio della guerra civile spagnola, le "Fratellanze" svilupperanno al contrario numerose iniziative a sostegno della causa repubblicana. Si legga Emilio Franzina, «*L'emigrazione schedata: lavoratori sovversivi all'estero e meccanismi di controllo poliziesco in Italia tra fine secolo e fascismo*», in Aa.Vv., *Gli italiani fuori d'Italia. Gli emigrati italiani nei movimenti operai dei paesi d'adozione 1880-1940*, a cura di Bernardo Bezza, Milano, FrancoAngeli, 1983, pp. 773-829.

13 Come il salone da parrucchiere di Ferruccio Reggiani e sua moglie Lisa Spagni in rue Faubourg Saint-Denis, un'arteria importante della capitale francese, con un gran passaggio di gente. Nel suo salone, su una mensola posta non lontano dalla stufa, erano sempre a disposizione dei suoi clienti e degli amici un quotidiano francese ed alcuni giornali in lingua italiana. I giornali in lingua italiana erano stampati a Parigi dalle associazioni e dai partiti antifascisti: il "Nuovo Avanti", "Fratellanza Reggiana", "La voce degli Italiani". Nel 1934, il salone di Ferruccio Reggiani divenne ben presto meta di tanti antifascisti dove si recavano per farsi i capelli, ma anche per incontrarsi, per discutere di politica, della situazione in Italia, delle notizie inerenti al regime fascista. Ferruccio Reggiani era nato a Bologna il 17 marzo 1900, ma l'otto agosto dello stesso anno la sua famiglia si era trasferita a Reggio Emilia nel popolare quartiere di Santa Croce. La polizia politica fascista inizia ad indagare su Ferruccio Reggiani e sua moglie Lisa Spagni dal mese di ottobre 1934. Una nota spedita alla Divisione Affari Generali e Riservati del 06 novembre 1934 afferma: "Da fonte confidenziale è stato segnalato come socialista ed amico del sovversivo Sassi Goliardo di Pio, tale Reggiani Ferruccio, coniugato con Spagni Letizia, di anni 31, di Reggio Emilia. I predetti coniugi, residenti in Francia da più anni, abitano a Parigi al n.3 Passage des Petites Ecuries. Reggiani gestisce un negozio da parrucchiere a Parigi". Non era dunque passato inosservato il via vai di italiani e di antifascisti che frequentavano questa barberia ospitale. Agli agenti della Polpol aveva colpito in particolare l'amicizia di Reggiani con questo Goliardo, barbiere anche lui, emigrato in Francia nel 1930 per sfuggire alle persecuzioni fasciste e divenuto un esponente di primo piano del Partito Comunista d'Italia a Parigi. Anche l'Ambasciata di Parigi, in un suo dispaccio dell'11 aprile 1935, conferma che il negozio dei Reggiani è frequentato da sovversivi italiani: "Da ulteriori indagini esperite è risultato che presso il negozio di barbiere gestito dal connazionale in oggetto in questa Capitale si recano sovente elementi italiani sovversivi ed amici del Reggiani stesso. Non è risultato che il predetto prenda parte attiva alla vita di alcun partito né che si dimostri antifascista". Ma il suo antifascismo non doveva essere poi così tiepido se, come riferisce la Polizia politica il 27 ottobre 1935, egli partecipa ad una importante conferenza tenuta dal repubblicano Fernando Schiavetti, fondatore di Azione repubblicana socialista, su posizioni di lotta radicale al fascismo. Intervengono

a questo incontro esponenti di rilievo dell'antifascismo come Carlo Rosselli e l'anarchico reggiano Camillo Berneri. La stessa Ambasciata, l'anno successivo, il 14 agosto 1936, informa la Direzione generale di Roma che "in questi ultimi tempi il connazionale in oggetto ha serbato condotta pessima. Egli infatti non lascia passare occasione per denigrare il Regime. Il Reggiani, da qualche tempo fa inscrivere un annuncio pubblicitario per il suo negozio di barbiere nel giornale *Nuovo Avanti*, organo del partito socialista italiano in Francia". ACS, *Casellario Politico Centrale, Ferruccio Reggiani, ad nomen*. ACS, *Casellario Politico Centrale, Letizia Spagni, detta Lisa, ad nomen*.

14 Vedi Frediano Sessi, *L'antifascisme et la résistance en Italie, 1922-1945*, in *Revue Témoigner entre Histoire et Mémoire*, Revue pluridisciplinaire de la Fondation Auschwitz, Bruxelles, Centre d'études et de documentation Mémoire d'Auschwitz, 2009, pp. 25-39.

15 Su questo aspetto si legga anche il saggio di Paola Tanzi, *Antifascisti e anti-franchisti: l'emigrazione politica e militare parmense nel Ventennio*, in *Rivista Ammentu*, Bollettino storico, archivistico e consolare del Mediterraneo, n. 3, gennaio-dicembre 2013, Centro Studi SEA, ISSN2240-7596, 2013, pp. 47-66.

16 Franco Ramella, « *Biografia di un operaio antifascista: ipotesi per una storia sociale dell'emigrazione politica* ». In: « *Les Italiens en France de 1914 à 1940* ». Op. Cit., pp. 385-406.

17 Santi Fedele, *Il retaggio dell'esilio. Saggi sul fuoruscitismo antifascista*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2000, pp. 8.

18 Santi Fedele, *ibidem*, pag. 9. Si legga anche Pierre Guillen, *La risonanza in Francia dell'azione di GL e dell'assassinio dei fratelli Rosselli* ed il contributo di Jan Petersen, *Giustizia e Libertà e la Germania*, in Aa.Vv, *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, Firenze, La Nuova Italia, 1978.

19 Patrizia Gabrielli, *Col freddo nel cuore. Uomini e donne nell'emigrazione antifascista*, Roma, Donzelli, 2004, pp. 89.

20 In una lettera del 15 dicembre 1927, dall'esilio di Nizza, Sandro Pertini, il futuro presidente della Repubblica, scriveva a Filippo Turati denunciando la sua delusione verso un certo fuoruscitismo italiano. Scrive Sandro Pertini: «Che delusione, alcuni fuorusciti antifascisti sono piccoli uomini preoccupati delle loro miserie e non della tragedia della patria». Il trentunenne avvocato di Savona, divenuto a Nizza operaio per campare, al suo secondo Natale da proscritto irriducibile si sfoga con il maestro. "Poveri naufraghi, che ancora non si sono riavuti dal primo sgomento". Ci sono poi i "piccoli uomini che sembrano solo preoccupati delle miserie e non pensano alla tragedia che sovrasta la nostra patria... e pensano invece alla carica, ai pettegolezzi, alle beghe, agli ordini del giorno e a cento altre miserie". E ci sono, ancora, "i più pratici, intenti a trasformare l'esilio in un buon commercio e così attendono beatamente la fine di questa situazione piena di dolore e vergogna". Archivio della Fondazione Sandro Pertini di Firenze, Lettere Sandro Pertini, Busta 13, sulla Resistenza e il Risorgimento Nazionale. Si legga inoltre il saggio di Stefano Caretti, *Sandro Pertini, carteggio 1924-1930*, Manduria (Ta), Piero Lacaita editore, 2005, pp.146-147.

21 Gli anni dell'esilio francese sono quelli in cui i comunisti italiani pongono fine alla contrapposizione frontale con i socialisti. Contrapposizione iniziata con la scissione di Livorno nel 1921. Il PSI con i comunisti stipulano nell'agosto del 1934 il primo patto d'unità d'azione destinato a costituire, salvo brevi interruzioni, una costante della politica italiana. Sull'esilio antifascista del PSI si legga Gaetano Arfé, *Storia dell'Avanti*, Roma, Edizioni Avanti, ristampa del 1977.

22 Santi Fedele, *Il retaggio dell'esilio. Saggi sul fuoruscitismo antifascista...*, p. 9.

23 Santi Fedele, *ibidem*, pp. 9-10.

